

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES PROPOSITIONS ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT RURAL PAR LES  
ORGANISATIONS PAYSANNES COLOMBIENNES : LE CAS D'AGROFAGUA.

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

JENNY PAOLA CRUZ

OCTOBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

L'écriture de cette thèse a été une aventure professionnelle et personnelle très passionnante. Tout au long de ces années de recherche, j'ai reçu le soutien et les conseils de personnes qui m'ont guidée et qui ont généreusement partagé avec moi leurs expériences et connaissances, et que je tiens à les remercier ici chaleureusement.

Je remercie d'abord ma directrice de recherche Corinne Gendron, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM), pour sa confiance et son soutien tout au long de mon cheminement doctoral, ainsi que pour ses précieux conseils qui m'ont fait progresser et qui seront très utiles pour la suite de mon parcours. Je veux aussi remercier Nicolas Merveille, professeur à l'ESG de l'UQAM, pour son accompagnement constant, sa bienveillance et ses généreux conseils, ainsi qu'Alvaro Acevedo, professeur de l'Université Nationale de la Colombie, pour m'avoir ouvert les portes de son groupe de recherche et pour les riches échanges autour de l'agriculture familiale et de l'agroécologie.

Toute ma gratitude et reconnaissance vont également aux membres d'AgroFagua pour leur intérêt, leur disponibilité et leur précieuse collaboration à cette recherche. Je les remercie de m'avoir ouvert leurs portes, de m'avoir accueilli à bras ouverts et d'avoir partagé leur quotidien avec une générosité sans limites. Je remercie également les différents acteurs locaux qui, malgré le peu de temps disponible, ont accepté de me rencontrer.

Je veux remercier aussi mes collègues de l'équipe de Chercheurs en responsabilité sociale et développement durable (CRSDD) et du programme doctoral pour les rencontres et les réflexions tout au long de ces années. Je tiens particulièrement à remercier Alice Friser et Marie-Luc Arpin, de m'avoir accueilli avec gentillesse depuis le début, pour les échanges au bureau et les commentaires pertinents sur mes travaux.

Mes remerciements s'adressent également à ma famille et à mes amis qui ont toujours cru en moi. À Carlos Andrés, merci pour ton soutien indéfectible, pour m'avoir constamment encouragé à avancer, pour ton optimisme, ton écoute et tes mots et gestes quotidiens, toujours bienveillants, qui m'ont gardée debout. À mes parents, à ma sœur et à mon frère, merci d'avoir toujours été là, de me

réconforter, de m'encourager et de me soutenir inlassablement dans mes projets. Au reste de ma famille et à mes amis en Colombie et à Montréal, merci pour votre encouragement et votre écoute.

Enfin, je remercie le Fonds de recherche en santé Québec - Société et culture (FRQSC) pour leur soutien financier, ainsi que le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) et le Programme de mobilité internationale du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES).

## **DÉDICACE**

*A Carlos Andrés, a mis padres y a mis hermanos*

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	x
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	xiv
RÉSUMÉ.....	xv
ABSTRACT.....	xvii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 PERSPECTIVES THÉORIQUES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN AMÉRIQUE LATINE .....	7
1.1 Perspectives théoriques de développement rural.....	8
1.1.1 Le paradigme de la modernisation .....	9
1.1.2 L'approche « structuraliste » latino-américaine.....	13
1.1.3 L'école de la dépendance .....	15
1.1.4 L'approche des économistes néo-classiques .....	18
1.1.5 L'approche « néo-structuraliste » latino-américaine.....	20
1.1.6 Les perspectives alternatives.....	25
1.1.6.1 L'approche des besoins essentiels.....	25
1.1.6.2 L'intégration des préoccupations environnementales .....	27
1.1.6.3 Les approches de développement rural centrées sur les gens .....	30
1.1.6.4 Le développement rural territorial.....	33
1.2 L'influence sur les stratégies de développement rural en Amérique latine.....	35
1.2.1 La modernisation des milieux ruraux.....	36
1.2.2 L'influence des « structuralistes » latino-américains.....	41
1.2.3 L'influence des économistes néo-classiques.....	44
1.3 Les mouvements paysans face aux mesures d'ajustement structurel .....	48
1.4 Conclusion.....	65
CHAPITRE 2 LES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN COLOMBIE.....	68
2.1 La ruralité colombienne avant les premières interventions de développement.....	69
2.2 L'émergence et la consolidation d'un approche de développement rural dominant .....	73
2.2.1 Les missions économiques internationales .....	74
2.2.2 La stratégie de développement « protectionniste et réformiste ».....	76

2.2.3	La consolidation de la stratégie de développement « néolibéral ».....	81
2.2.3.1	Le développement durable .....	88
2.3	L'accord de paix et l'approche territoriale du développement rural .....	92
2.4	Un développement rural via les agriculteurs familiaux? .....	95
2.5	Conclusion .....	105
CHAPITRE 3 L'ÉTUDE DES MOUVEMENTS SOCIAUX.....		109
3.1	Les théories du comportement collectif.....	110
3.2	L'approche de la mobilisation des ressources .....	112
3.2.1	Le modèle de McCarthy et Zald.....	115
3.2.2	Le modèle politique.....	117
3.2.3	L'approche sociohistorique.....	120
3.3	L'approche des cadres d'inspiration goffmanienne.....	126
3.4	Les nouveaux mouvements sociaux .....	128
3.4.1	L'actionnalisme de Touraine.....	129
3.4.2	Alberto Melucci et l'identité collective.....	142
3.5	L'étude des mouvements sociaux en Amérique latine .....	147
3.6	L'étude des mouvements paysans .....	150
3.6.1	L'étude des mouvements paysans en Colombie .....	155
CHAPITRE 4 CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE.....		160
4.1	Notre cadre d'analyse .....	160
4.1.1	Qu'entend-on par mouvement paysan?.....	160
4.1.2	L'appropriation de l'agriculture familiale.....	167
4.1.3	Les pratiques agroécologiques comme projet agricole alternatif.....	170
4.1.4	Question et objectifs de recherche .....	174
4.2	Positionnement épistémologique.....	175
4.3	Les représentations sociales.....	178
4.4	Stratégie de recherche.....	181
4.4.1	L'étude de cas .....	181
4.4.2	L'étude d'un cas.....	182
4.4.3	Le cas d'une association d'agriculteurs familiaux dans les Andes .....	185
4.4.4	Validité de la stratégie de recherche .....	195
4.5	Stratégie de collecte de données .....	197
4.5.1	L'observation participante .....	198
4.5.1.1	Le journal ethnographique.....	201
4.5.2	Les entretiens semi-dirigés .....	204
4.5.3	La collecte documentaire .....	206
4.6	Présentation générale du corpus de données .....	207

4.6.1	Les données d'observation.....	207
4.6.1.1	Déroulement du séjour .....	207
4.6.2	Le corpus d'entrevues semi-dirigées.....	214
4.6.3	Le corpus documentaire .....	219
4.7	Analyse de données .....	220
4.7.1	L'analyse des observations .....	220
4.7.2	L'analyse de contenu.....	221
4.7.3	Analyse documentaire.....	223
4.7.4	Fiabilité de la recherche .....	224
4.8	L'éthique de la recherche.....	225
4.9	Conclusion .....	226
<b>CHAPITRE 5 LE CAS D'UNE ORGANISATION PAYSANNE DU VILLAGE DE FAGUA</b>		<b>227</b>
5.1	La municipalité de Chía.....	227
5.1.1	Les ancêtres Muiscas.....	230
5.1.2	L'urbanisation d'une municipalité rurale et agricole .....	232
5.1.2.1	La planification du développement municipal .....	237
5.1.2.2	Les plans d'aménagement du territoire .....	243
5.1.2.2.1	Le plan d'aménagement du territoire de 2000.....	245
5.1.2.2.2	Le plan d'aménagement du territoire de 2016.....	248
5.2	Fagua, l'un des derniers villages de tradition agricole de Chía.....	250
5.2.1	La volonté communautaire de préserver la vocation rurale et agricole .....	254
5.3	L'organisation d'agriculteurs paysans de Fagua : AgroFagua .....	257
5.3.1	Émergence et constitution .....	257
5.3.2	Mission, vision et objectifs .....	259
5.3.3	Profil des membres.....	260
5.3.4	Structure et fonctionnement interne .....	265
5.3.5	Activités d'AgroFagua .....	267
5.3.5.1	La vente directe .....	267
5.3.5.2	La formation et la sensibilisation .....	270
5.3.5.3	La réappropriation des traditions paysannes .....	271
5.3.5.4	La défense des intérêts de la communauté .....	272
5.4	Conclusion .....	274
<b>CHAPITRE 6 LES RÉPRESENTATIONS SOCIALES DU DÉVELOPPEMENT RURAL</b>		<b>278</b>
6.1	Les enjeux du développement rural.....	278
6.1.1	La perte de la ruralité .....	279
6.1.1.1	La marginalisation de l'agriculture paysanne .....	279
6.1.1.2	L'abandon des traditions .....	285
6.1.1.3	L'épuisement des ressources naturelles .....	289
6.1.2	L'urbanisation des milieux ruraux .....	293
6.1.3	Les services publics.....	300



6.2	Les actions de développement rural .....	307
6.2.1	Le budget participatif .....	307
6.2.2	Les projets d'appui aux producteurs .....	313
6.2.3	Les infrastructures publiques .....	315
6.3	Les acteurs impliqués .....	317
6.3.1	L'État.....	317
6.3.1.1	L'administration municipale .....	317
6.3.1.2	Le secrétariat au développement économique.....	323
6.3.1.3	Le service national de formation (SENA).....	326
6.3.2	Les entreprises de fleurs.....	327
6.3.3	Le conseil d'action communautaire de Fagua.....	329
6.4	Conclusion et discussion.....	331

## CHAPITRE 7 AGROFAGUA, ACTEUR D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL ALTERNATIF 337

7.1	La conception du développement rural idéal.....	338
7.1.1	La petite agriculture au cœur du développement rural.....	338
7.1.2	Le développement rural en tant que qualité de vie .....	340
7.1.3	Le développement rural versus la croissance .....	340
7.1.4	Le travail collectif .....	341
7.1.5	Les traditions paysannes et les ressources naturelles .....	342
7.1.6	Le progrès pour les paysans .....	342
7.1.7	L'accès aux services publics .....	343
7.2	Les actions alternatives de développement rural .....	343
7.2.1	Le retour de l'agriculture paysanne.....	344
7.2.2	Défendre la ruralité .....	349
7.2.3	Enlever les briques .....	351
7.2.4	Une transformation de la floriculture .....	352
7.3	La contribution d'AgroFagua au développement rural alternatif.....	353
7.3.1	La revalorisation de l'agriculture .....	353
7.3.2	Les pratiques agricoles écologiques .....	358
7.3.3	La défense de la ruralité .....	360
7.3.4	Le renforcement des liens sociaux .....	363
7.4	La conception du développement rural des acteurs externes.....	365
7.4.1	Les enjeux .....	365
7.4.2	La définition du développement rural .....	372
7.4.3	La contribution au développement.....	376
7.4.4	Les actions de développement rural à privilégier .....	379
7.5	Conclusion et discussion.....	382

## CHAPITRE 8 L'AGRICULTURE FAMILIALE ET LES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES AU CENTRE D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL ALTERNATIF .....

392

8.1 L'agriculture familiale est une agriculture paysanne.....	393
8.2 L'agriculture familiale au centre des activités d'AgroFagua .....	399
8.3 Les pratiques agroécologiques.....	409
8.4 L'instrumentalisation des pratiques agroécologiques.....	421
8.5 Conclusion et discussion.....	430
CONCLUSION .....	438
ANNEXE A GUIDE D'ENTREVUE DESTINÉ AUX MEMBRES D'AGROFAGUA.....	458
ANNEXE B GUIDE D'ENTREVUE DESTINÉ AUX ACTEURS EXTERNES .....	460
BIBLIOGRAPHIE .....	462

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Chronologie des principaux courants de pensée sur le développement rural .....	9
Figure 3.1 Modèle de la mobilisation collective (Tilly 1977, p. 3-7) .....	123
Figure 3.2 Schéma utilisé par Touraine pour décrire les trois principes d'un mouvement social (Touraine, 1978a, p. 109) .....	137
Figure 3.3 Représentations des différents types de lutte selon Touraine (adaptée de Touraine, 1978a) .....	140
Figure 3.4 Représentation graphique des axes qui organisent le système d'action (Melucci, 1991, p. 144) .....	143
Figure 4.1 Ligne de temps élaborée dans l'atelier de reconstruction historique .....	211
Figure 5.1 Carte de division politique rurale de Chía (Alcaldía de Chía, 2016) .....	228
Figure 5.2 Carte d'occupation des sols de la municipalité de Chía (Alcaldía de Chía, 2016) .....	229
Figure 5.3 Mobilisation de la communauté de Fagua en 2018 pour la défense de la Chucua .....	252
Figure 5.4 Logo d'AgroFagua .....	258
Figure 5.5 Composition des familles d'AgroFagua .....	260
Figure 5.6 Infrastructures pour la production agricole .....	264
Figure 5.7 Les marchés paysans .....	269
Figure 5.8 Réunion de fin d'année des familles associées .....	272
Figure 8.1 Stand d'AgroFagua dans le cadre des marchés municipaux .....	401
Figure 8.2 Bannières d'AgroFagua pour les marchés au village .....	402
Figure 8.3 Marchés paysans organisés par AgroFagua .....	403
Figure 8.4 Publicité du marché paysan à Casa Tibaná .....	404
Figure 8.5 Stand d'AgroFagua dans un marché à Casa Tibaná .....	405
Figure 8.6 Événement d'octroi d'un motoculteur par le gouvernement de Cundinamarca .....	407
Figure 8.7 Article sur AgroFagua publié dans le journal MetroSabana .....	408
Figure 8.8 Exemple de parcelles des producteurs .....	422

Figure 8.9 Principales pratiques agroécologiques d'AgroFagua .....	423
Figure 8.10 Invitations aux marchés organisés par AgroFagua .....	424
Figure 8.11 Échanges avec les consommateurs durant les marchés .....	425
Figure 8.12 Réunions hebdomadaires d'AgroFagua.....	426

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Synthèse des approches « classiques » de développement rural .....	24
Tableau 1.2 Les trois courants de pensée sur le développement incluant l'environnement (inspiré de Peemans, 2002).....	28
Tableau 1.3 Principales caractéristiques des systèmes agraires en Amérique latine (Chonchol, 1995; Figueroa, 1990; Kay, 2001; Torres Rivas, 1981) .....	37
Tableau 2.1 Principaux problèmes environnementaux de la Colombie .....	88
Tableau 2.2 Principaux résultats du troisième recensement national agricole de 2014 (DANE, 2016) .....	100
Tableau 3.1 Typologie d'Oberschall (adapté d'Oberschall (1973, p. 120) et Neveu (2019, p. 52) .....	120
Tableau 4.1 Synthèse des approches de la courant théorique de la mobilisation de ressources ..	162
Tableau 4.2 Exemple de typologies d'études de cas (adapté de Karsenti et Demers, 2011) .....	183
Tableau 4.3 Les types de notes et leurs caractéristiques selon Bernard (2006) .....	202
Tableau 4.4 Les différents éléments d'observation participante.....	210
Tableau 4.5 Déroulement du séjour en Colombie .....	213
Tableau 4.6 Description technique de nos entrevues semi-dirigées.....	215
Tableau 4.7 Les documents recueillis dans le cadre de notre séjour sur le terrain .....	220
Tableau 5.1 Villages et zones urbaines de Chía (Concejo Municipal de Chía, 2016) .....	229
Tableau 5.2 Portrait des objectifs de développement de Chía entre 2004 et 2023 .....	238
Tableau 5.3 Portrait des principaux projets de développement de Chía .....	239
Tableau 5.4 Activités agricoles développées par les membres d'AgroFagua .....	263
Tableau 7.1 D'autres éléments de la définition du développement rural .....	338
Tableau 7.2 Les initiatives pour atteindre un développement rural alternatif.....	344
Tableau 7.3 Actions pour favoriser le retour à l'agriculture .....	346
Tableau 7.4 Les avantages pour les membres d'AgroFagua de se consacrer à l'agriculture.....	354

Tableau 7.5 Autres éléments de la définition du développement rural des acteurs externes .....	373
Tableau 8.1 Les impacts positifs de la production agroécologique .....	416

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ANUC :	<i>Asociación Nacional de Usuarios Campesinos</i>
BID :	Banque interaméricaine de développement
CÉPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine
DRI :	Développement rural intégré
DRT :	Développement rural territorial
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FARC-EP :	<i>Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo</i>
ICA :	<i>Instituto Colombiano Agropecuario</i>
IICA :	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INCODER :	<i>Instituto Colombiano de Desarrollo Rural</i>
INCORA :	<i>Instituto Colombiano de Reforma Agraria</i>
ISI :	Industrialisation par la substitution des importations
MADR :	<i>Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural</i>
NMS :	Nouveaux mouvements sociaux
ODD :	Objectifs de développement durable
ONG :	Organisation non gouvernementale
PDET :	<i>Programas de Desarrollo con Enfoque Territorial</i>
POT :	<i>Plan de Ordenamiento Territorial</i>
RENAF :	<i>Red Nacional de Agricultura Familiar</i>
RRI :	<i>Reforma Rural Integral</i>
SENA :	<i>Servicio Nacional de Aprendizaje</i>
UAF :	<i>Unidad Agrícola Familiar</i>
UMATA :	<i>Unidad Municipal de Asistencia Técnica Agropecuaria</i>
ZIDRES :	<i>Zonas de Interés de desarrollo Rural, Económico y Social</i>
ZRC :	<i>Zonas de Reserva Campesina</i>

## RÉSUMÉ

Depuis les années quatre-vingt, la grande majorité des pays de l'Amérique latine ont adopté des modèles de développement rural fondés principalement sur la modernisation du secteur agricole. Le type d'agriculture qui a été privilégié est l'agriculture intensive, à grande échelle et orientée vers l'exportation, notamment la production des cultures dites « non traditionnelles » telles que la palme, le soja et les fleurs, au détriment de la petite agriculture qui produit principalement des denrées alimentaires et approvisionne les marchés locaux et nationaux. Face à l'exclusion de la petite agriculture des stratégies de développement rural, les organisations paysannes de la région réagissent et proposent leurs propres alternatives de développement y compris l'adoption et la défense des projets qui privilégient l'agriculture familiale et les pratiques agricoles plus écologiques. De nombreuses études s'intéressent à la contribution des organisations paysannes au développement des milieux ruraux, ainsi qu'à la dimension technique de l'agriculture familiale et de l'agroécologie, mais rares sont les recherches qui s'intéressent à la perception du développement rural par ces organisations et à la dimension sociale des alternatives de développement adoptées collectivement. Cette recherche étudie comment le développement rural est perçu et vécu par les organisations paysannes et vise à mieux comprendre les projets alternatifs qu'elles portent. Plus spécifiquement, cette recherche s'intéresse à l'appropriation collective de l'agriculture familiale et de l'agroécologie par les organisations paysannes.

Pour ce faire, nous nous sommes penchés sur le cas de la Colombie qui, dans le cadre d'un contexte inédit de post-conflit, est en train de discuter et de redéfinir un modèle de développement des milieux ruraux où l'agriculture familiale et l'agroécologie occupent une place importante. En nous inspirant du courant des nouveaux mouvements sociaux, nous proposons une lecture des organisations paysannes colombiennes en tant qu'acteurs sociaux qui, dans le cadre d'un conflit avec des adversaires, portent un projet de développement rural plus inclusif pour la paysannerie. Dans le cadre de ce projet, l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont adoptées par les organisations paysannes en tant qu'outils de revendication et d'émancipation. À partir de cette perspective, nous avons réalisé une étude d'un cas unique en menant une recherche empirique de quatre mois dans une organisation de producteurs composée de 24 familles paysannes pratiquant l'agroécologie dans la région des Andes colombiennes. Nous avons procédé à de l'observation participante, nous avons réalisé des entretiens ainsi qu'une collecte documentaire. Nous avons mené une analyse qualitative des données recueillies afin de mettre en lumière d'une part les représentations que se font les membres de l'organisation du développement rural et d'autre part, l'instrumentalisation qu'ils font de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques.

Nous avons tout d'abord caractérisé le modèle de développement rural qui a été privilégié au fil des années dans la région où s'insère l'organisation paysanne et nous avons montré qu'il exclut le secteur agricole, notamment l'agriculture paysanne, favorisant d'autres secteurs comme la construction de logements et la prestation de services commerciaux. Notre étude révèle que le développement rural est perçu comme un enjeu majeur pour les membres de l'organisation paysanne et que leurs principales préoccupations à ce sujet sont : la perte de l'importance de l'agriculture et des traditions paysannes, l'épuisement des ressources naturelles et l'étalement urbain. Les membres de l'organisation considèrent que le modèle de développement rural dominant



marginalise les agriculteurs paysans et, plus largement, les communautés rurales. Ils prennent position contre ce modèle et tiennent l'État, et plus précisément l'administration municipale, pour responsable de la dégradation de la ruralité dans la région au fil des années.

Nos résultats montrent que le développement rural est redéfini par l'organisation paysanne en fonction de la protection et de la promotion de l'agriculture paysanne et de l'amélioration de la qualité de vie des communautés rurales. L'organisation propose un modèle de développement alternatif pour les milieux ruraux qui favorise la récupération de la vocation rurale et agricole et qui pose comme acteurs principaux les communautés rurales. Les membres de l'organisation paysanne se considèrent comme des acteurs importants contribuant concrètement à ce développement rural alternatif à travers différentes actions collectives, à savoir : la défense de l'agriculture paysanne et la motivation des villageois à se consacrer à l'agriculture, l'adoption de pratiques agricoles écologiques et la promotion des échanges de connaissances et de savoir-faire entre les producteurs membres de l'organisation et entre les villageois. L'adoption de l'agriculture familiale permet à l'organisation paysanne d'échanger avec différents acteurs et de rendre visibles leurs revendications à différents niveaux. Les pratiques agroécologiques sont mobilisées pour retrouver l'autonomie que les petits producteurs paysans ont perdue à plusieurs niveaux (*p. ex.* dans la production, l'alimentation et la commercialisation). Nous concluons qu'au-delà d'être des pratiques productives, l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont des outils de reconnaissance, de revendication et d'émancipation qui permettent aux organisations paysannes de porter leur propre projet de développement rural. Nos résultats permettent de définir et de mieux comprendre le développement rural localement, mais invitent à repenser les discours, les politiques et les projets au niveau national et international.

Mots clés : développement rural, organisations paysannes, mouvements sociaux, agriculture familiale, pratiques agroécologiques, Andes colombiennes.

## ABSTRACT

Since the 1980s, most Latin American countries have adopted rural development models based primarily on the modernization of the agricultural sector. The type of agriculture that has been favored is an intensive, large-scale, export-oriented agriculture, including the production of "non-traditional" crops (such as palm, soy, and flowers), to the detriment of small-scale agriculture which mainly produces food and supplies local and national markets. Faced with the exclusion of small-scale agriculture from rural development strategies, peasant organizations in the region are reacting and proposing their own development alternatives, including the adoption and defense of projects that favor family farming and more ecological agricultural practices. Many studies have focused on the contribution of peasant organizations to the development of rural areas, as well as the technical dimension of family farming and agroecology, yet there is little research on the perception of rural development by these organizations besides the social dimension of the development alternatives adopted collectively. This research studies how rural development is perceived and experienced by peasant organizations and aims to better understand their alternative projects. More specifically, this research is focused on the collective appropriation of family farming and agroecology by peasant organizations; how are they appropriated and what is the purpose?

To do so, we have looked at the case of Colombia, which in a historical post-conflict period, has been discussing and redefining the development model of rural areas where family farming and agroecology has occupied an important place. Drawing on the theoretical approach of new social movements, we propose a reading of Colombian peasant organizations as social actors that, in the context of a conflict with their adversaries, are carrying out a more inclusive rural development project for the peasantry. In this project, family farming and agroecological practices are adopted by peasant organizations as tools of claim and emancipation. From this perspective, we adopted a single case study as our research strategy. We conducted a four-month empirical research in a producers' organization composed of 24 peasant families practicing agroecology in the Colombian Andes, using participant observation, interviews, and documentary collection as techniques for data collection. We conducted a qualitative analysis to establish the representations that the organization's members have of rural development and the instrumentalization they make of family farming and agroecological practices.

We characterized the model of rural development that has been favored over the years in the region where the peasant organization is located, and realized that it excludes the agricultural sector, especially peasant agriculture, favoring other sectors such as housing construction and service provision. Our study reveals that rural development is perceived as an important issue by members of the peasant organization and their main concerns are the loss of importance of agriculture and peasant traditions, the depletion of natural resources and urban expansion. The members of the organization consider that the dominant rural development model marginalizes peasant farmers and, more broadly, rural communities. They take a stand against this model and hold the state, and more specifically the municipal government, responsible for not protecting rurality in the region over the years.

Our results show that rural development is redefined by the peasant organization in terms of protecting and promoting peasant agriculture and improving the quality of life inside rural communities. The organization proposes an alternative development model for the rural areas that favors the recovery of the rural and agricultural vocation and has as main actors the rural communities. The members of the peasant organization that see themselves as important actors contributing concretely to an alternative rural development through different collective actions, namely: the defense of peasant agriculture and the villagers' motivation to dedicate themselves to agriculture, the adoption of ecological agricultural practices and the promotion of knowledge and know-how exchanges between the producer members of the organization and between the villagers. The adoption of family farming allows the peasant organization to exchange with different actors and make their claims visible at different levels. Agroecological practices are mobilized to regain the autonomy that small-scale peasant producers have lost at several levels (e.g. in production, food and marketing). We conclude that beyond being productive practices, family farming and agroecological practices are tools of recognition, claim and emancipation that allow peasant organizations to carry out their own rural development project. Our results allow us to define and better understand rural development locally, but also to rethink discourses, policies, and projects at the national and international levels.

Keywords : rural development, peasant organizations, social movements, family farming, agroecological practices, Colombian Andes.

## INTRODUCTION

L'année 2013 a été exceptionnelle en matière de mobilisations sociales dans les milieux ruraux en Colombie et, comme le souligne Archila (2017), elles se maintiennent à des niveaux élevés depuis lors. Le soulèvement massif des paysans<sup>1</sup> qui a débuté le 19 août 2013 et qui s'est étendu à l'ensemble du territoire national a été l'une des manifestations les plus importantes et longues de l'histoire du pays. Dans le cadre de cette « grève nationale agricole », la paysannerie dans toute sa diversité, ainsi que d'autres mouvements sociaux sympathisants de la cause paysanne (*p. ex.* le mouvement ouvrier, les enseignantes et d'autres secteurs populaires), se sont mobilisés contre le modèle de développement privilégié dans les régions rurales du pays. Cette manifestation emblématique de 2013 a été précédée par d'autres grandes mobilisations telles que la « grève nationale agricole » en juillet 2000 dans lesquelles les petits agriculteurs ont joint leurs voix pour condamner les effets négatifs des politiques d'ajustement néolibérales, plus précisément contre la marginalisation de la production agricole nationale par l'importation de produits.

Ces manifestations des paysans colombiens s'inscrivent plus largement dans un mouvement social de la paysannerie en Amérique latine qui conteste les stratégies de développement adoptées par les différents gouvernements de la région. Plus précisément, depuis les années 1980, plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des mesures telles que : l'ouverture des économies aux investisseurs internationaux, la privatisation des différents secteurs d'activité, la réduction du rôle de l'État dans le développement, la substitution de la production paysanne pour les importations et la réduction des dépenses publiques dans les milieux ruraux.

Comme le soulignent Escobar et Alvarez (2018) : [...] ce que l'on a trouvé dans pratiquement tous les pays de la région [à partir des années 1990], c'est une expérience passionnée de résistance et de lutte collective sur de nombreux fronts, même si elle est moins visible que dans les décennies précédentes et, parfois, submergée » [Notre traduction] (2018, p. 2). Citons l'exemple des soulèvements des communautés rurales au Honduras et au Guatemala qui ont contesté les stratégies de développement, notamment les accords de libre-échange avec les États-Unis, et le soulèvement

---

<sup>1</sup> Afin de faciliter la lecture de la thèse, nous avons employé le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

des travailleurs des plantations de bananes en Amérique centrale qui se sont mobilisés contre les multinationales qui produisent des intrants chimiques (Almeida, P. et Cordero, 2017). Aussi, Rubio (2017) met en lumière des mobilisations telles que : (i) le mouvement paysan de lutte « pour la production de subsistance » au Venezuela, (ii) la création de l'Union nationale des organisations régionales autonomes (UNORCA) au Mexique qui se sont prononcées contre les prix des grains, et (iii) la consolidation des grands mouvements nationaux emblématiques de la région comme le mouvement des travailleurs Sans-Terre au Brésil, le mouvement des Zapatistes au Mexique et les mouvements paysans transnationaux comme La Via Campesina.

Si les revendications de la paysannerie latino-américaine sont aujourd'hui multiples, elles portent sur des enjeux communs, à savoir la marginalisation, l'exclusion, la subordination, voire « l'effacement » des paysans et de l'agriculture paysanne (Deere et Royce, 2009; Kay, 2016). Cependant, force est de constater qu'après quatre décennies, la situation dans les zones rurales de la région n'est pas du tout encourageante. Par exemple, la hausse des prix des minéraux et des matières premières dans les années 2010 a attiré les investissements étrangers dans la région, ce qui a conduit à prioriser le secteur minier et les grandes monocultures destinées à l'exportation comme le soja, le maïs et la palme africaine. En conséquence, les petits agriculteurs paysans ont été affectés négativement par l'augmentation des prix des intrants et des aliments et se sont vu attribuer moins de ressources publiques (Rubio, 2017).

En effet, les conditions de vie dans les milieux ruraux de la région sont encore assez précaires. La Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL) estimait qu'en 2018 sur les 18% de la population totale de l'Amérique latine qui vivait en milieu rural, une part importante se trouvait dans une situation de pauvreté « très alarmante » (CEPAL, 2018). Bien que la pauvreté ait diminué dans les dernières décennies, 48,6% de la population rurale vit dans la pauvreté et 22,5% dans des conditions de pauvreté extrême. Cela veut dire que par rapport aux milieux urbains, les milieux ruraux sont plus touchés par la pauvreté : ils concentrent 29% des personnes pauvres de la région et 41% des personnes en situation de pauvreté extrême (CEPAL, 2018). Ces chiffres ont considérablement augmenté lors de la récente crise sanitaire produite par l'expansion du à coronavirus (COVID-19). Dans la région en effet, et particulièrement dans les milieux ruraux, le nombre de pauvres a augmenté de 22 millions de personnes dont la plupart habitent dans les milieux ruraux (CEPAL, 2022).

Face à la marginalisation de la paysannerie et plus particulièrement de la petite agriculture paysanne dans la sphère du développement rural, les contestations semblent être un catalyseur pour la construction des voies alternatives de développement qui seraient plus favorables pour la paysannerie et qui revendiqueraient leur statut comme acteurs du développement. Des initiatives « de la base » paraissent surgir face aux visions du développement rural dominantes dans la région. L'adoption et l'appropriation du concept de souveraineté alimentaire pour mettre en œuvre un régime agroalimentaire alternatif, la revalorisation des pratiques agricoles traditionnelles et l'adoption des pratiques agroécologiques, la création des réseaux d'échange de semences, l'établissement de marchés locaux (*nested markets*) et les initiatives d'agrotourisme en sont quelques exemples.

Cette thèse s'intéresse à ces projets alternatifs de développement, plus particulièrement aux initiatives productives portées par les organisations paysannes autour du développement rural et agricole. D'après Van der Ploeg *et al.* (2015), ces initiatives sont des expressions de protestation, mais surtout des réponses productives à la marginalisation de la paysannerie. Elles sont « les grains de la transition » qui génèrent un contre-développement rural construit et façonné par de multiples acteurs locaux y compris les mouvements paysans, qui s'éloigne du développement rural dit « hégémonique » basé sur le marché et l'épuisement des ressources naturelles. Le développement rural se fait alors par le biais d'acteurs tels que les mouvements sociaux qui construisent de nouvelles pratiques qui sont le résultat de leur capacité d'innover et d'agir sur leur propre réalité. Ces pratiques, dont le but ultime est d'améliorer la qualité de vie de ceux qui les portent et de ceux qui les entourent, ont la particularité d'être générées par les paysans de manière autonome, dans le but d'accroître l'autonomie des acteurs, de faciliter les échanges et la réciprocité et de mettre en valeur la ruralité.

Les recherches qui s'intéressent à ces initiatives sont nombreuses, mais la plupart cherchent à évaluer, surtout en termes quantitatifs, la contribution des organisations paysannes à un développement rural alternatif. Peu d'études visent à comprendre la façon dont les organisations paysannes conçoivent le développement rural, à identifier quels sont leurs besoins et à documenter quels sont les assises et le rôle social de ces initiatives dites alternatives. Parmi ces rares études, Milone *et al.* (2015) ont documenté différentes initiatives dans des pays comme le Brésil, constatant que les paysans proposaient des pratiques innovantes qui leur permettaient de mettre en valeur leurs

propres ressources, connaissances et savoir-faire pour réactiver leur pouvoir politique et sur les marchés ainsi que pour trouver de l'autonomie, pour gérer les incertitudes et se responsabiliser sur le plan social.

Parmi ces initiatives portées par les mouvements paysans, nous proposons d'étudier l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques, qui, au cours des dernières années, sont redevenues un sujet central dans les débats sur le développement rural. À partir des discours et des pratiques des organisations paysannes locales, nous voulons d'abord mieux comprendre comment le développement rural est perçu et vécu par les mouvements paysans. Ensuite, nous voulons mieux saisir comment et pourquoi les organisations paysannes font le choix de mobiliser l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques. Enfin, nous souhaitons cerner l'utilité de ces pratiques dans le cadre du développement rural.

Pour ce faire, nous nous concentrerons sur la Colombie, qui représente un cas exceptionnel dans la région en matière de développement rural. En effet, dans un contexte marqué par les mobilisations des populations paysannes comme celle de 2013 évoquée en amont, la signature d'un accord de paix historique en 2016 entre le gouvernement colombien et le principal groupe armé (Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple « FARC-EP »), et la récente élection, en juin 2022, du premier gouvernement de gauche, la période de « post-accord » d'aujourd'hui est assez particulière. Elle est marquée par d'importantes discussions sur le modèle du développement souhaité pour l'avenir des milieux ruraux qui sont toujours les plus marginalisés.

Cette thèse s'articule autour de huit chapitres. Dans le premier chapitre, nous présenterons l'évolution de la pensée sur le développement depuis 1950 afin de mieux saisir les discours et les pratiques qui ont été adoptés en Amérique latine. Le développement rural étant un sujet large, nous nous concentrerons principalement sur la question paysanne et agricole. Nous reconnaitrons néanmoins, que si elle a une place centrale, ce n'est pas la seule dimension à laquelle se réduit le développement des milieux ruraux. Ce regard historique, qui ne se veut pas exhaustif, nous permettra de comprendre les causes du soulèvement paysan, mais aussi la nature des initiatives de revalorisation de la paysannerie et les liens avec le développement des milieux ruraux.

Ensuite, dans notre deuxième chapitre, nous nous pencherons sur le cas de la Colombie. Nous explorerons les différentes stratégies de développement qui ont été adoptées dans le pays à partir des années 1950 pour mieux comprendre, les revendications et les initiatives collectives des paysans colombiens à cet égard. Nous montrerons dans une première partie l'approche de développement rural dominante qui a connu principalement deux grandes « phases ». La première basée sur le développement vers l'intérieur qui a prédominé jusqu'aux années 1980 et la deuxième fondée sur le développement vers l'extérieur qui s'est consolidée au cours des années 1990 et qui demeure dominante à ce jour. Nous présenterons aussi à la fin du chapitre la voie de développement proposée dans le cadre de l'accord de paix colombien, lequel prône un développement territorial.

Après avoir situé notre problématique et énoncé notre question de départ, nous brosserons dans le troisième chapitre un portrait des quatre principales écoles de pensée s'intéressant aux mobilisations collectives : les théories des comportements collectifs, l'approche de la mobilisation des ressources, l'approche des cadres d'inspiration goffmanienne et l'approche des nouveaux mouvements sociaux. À la fin du chapitre, nous nous concentrerons sur les approches mobilisées pour l'étude des mouvements sociaux en Amérique latine et plus particulièrement pour l'étude des mouvements paysans. Nous présenterons aussi les études réalisés à ce jour sur les mouvements sociaux colombiens, notamment les travaux d'Archila (2003).

Dans le quatrième chapitre, nous formulerons notre question de recherche et nous préciserons l'éclairage avec lequel nous nous proposons de l'examiner. Nous chercherons à comprendre comment les organisations paysannes colombiennes mobilisent l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques dans le cadre d'un développement rural dit alternatif. Pour ce faire, nous nous pencherons sur le courant des nouveaux mouvements sociaux, notamment les théories actionnalistes de Touraine (1973) et de Melucci (1994). Nous envisagerons les organisations paysannes comme des acteurs sociaux qui proposent des projets alternatifs de développement rural en mobilisant des identités et des pratiques collectives comme outils de revendication et d'émancipation face au modèle de développement rural dominant.

Dans ce quatrième chapitre, nous présenterons aussi le cadre méthodologique retenu pour répondre à notre question de recherche. Nous exposerons notre perspective épistémologique interprétativiste, notre stratégie de recherche qui repose sur l'étude d'un cas unique, celui de l'organisation des petits



producteurs paysans de Fagua AgroFagua, et notre stratégie de collecte de données. Cette stratégie repose sur l'observation participante des différentes activités collectives de l'organisation retenue, la collecte de documents internes et publics, et la tenue d'entrevues semi-dirigées avec les membres de l'organisation, mais aussi avec d'autres acteurs externes ayant un lien avec elle. Nous expliquerons aussi en détail le déroulement de notre séjour au sein de l'organisation. À la fin du chapitre, nous présenterons notre démarche pour assurer la validité et la fiabilité de notre étude et nous présenterons la stratégie d'analyse que nous avons retenue pour analyser nos données qui se base sur l'analyse du contenu de notre journal ethnographique et des entrevues et l'analyse documentaire.

Les résultats de cette analyse seront l'objet des chapitres cinq à huit. Dans notre cinquième chapitre, nous présenterons le contexte général et l'histoire de la municipalité dans lesquels s'inscrit notre étude de cas et nous dresserons un portrait du modèle de développement dominant. À la fin du chapitre, nous exposerons en détail l'organisation paysanne étudiée. Les chapitres six et sept nous permettront de mieux comprendre les mouvements paysans colombiens ainsi que leur positionnement face au développement rural. Plus spécifiquement, nous présenterons dans le chapitre six les représentations que les membres de l'organisation paysanne se font du développement rural. Nous montrerons les enjeux qui les interpellent le plus ainsi que les actions en matière de développement et les acteurs qui les portent. Notre septième chapitre fera état du modèle de développement que les membres de l'organisation paysanne considèrent comme alternatif, les stratégies privilégiées et les projets concrets avancés par AgroFagua à cet égard. Enfin, le chapitre huit montrera comment, dans le cadre de ce modèle alternatif, l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont mobilisées par AgroFagua; nous étudierons en quoi elles consistent et à quoi elles servent.

En conclusion, nous ferons un retour sur les principaux résultats de notre étude, nous répondrons à notre question de recherche principale et nous aborderons les limites de notre étude et les pistes qui pourraient guider de futures recherches.

# CHAPITRE 1

## PERSPECTIVES THÉORIQUES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN AMÉRIQUE LATINE

Les idées sur le développement trouvent leurs sources dans la pensée économique du XIX siècle et même avant dans le Mercantilisme ou les Lumières. Les travaux des économistes classiques, néoclassiques et autres courants abordaient déjà la notion du développement, qui était liée au progrès et à la croissance économique en tant que génératrice de bien-être individuel et social (Gómez-Hernández, 2007; Peet et Hartwick, 2009). Quelle que soit l'approche, le développement a été considéré à l'époque comme : « [...] un phénomène intransitif qui, tout simplement, se produit, sans qu'on n'y puisse rien changer » (Rist, 2013, p. 138).

C'est néanmoins le contexte de la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui a facilité la mise en place et la consolidation de la notion de développement qui a pu acquérir un certain sens dans les discours politiques à travers la notion de « sous-développement » évoquée dans le point IV du discours du président Truman. Ce discours a légitimé l'acceptation universelle d'un développement de « style américain » en plaçant plus de la moitié du monde dans la nouvelle catégorie des « pays sous-développés » (Escobar, 1995; Esteva, 1992). La notion de développement a acquis un sens transitif, de changement de direction avec un objectif final à atteindre : passer du sous-développement au développement (Rist, 2013). C'est en effet dans cette période d'après-guerre que le développement s'est formellement consolidé en tant que discipline socioéconomique et que le sous-développement est devenu un objet d'étude formel, inexistant auparavant dans les études socioéconomiques (Peet et Hartwick, 2009).

La signification du développement est floue. C'est un concept en construction et sujet à de multiples interprétations, qui varient selon la vision du monde de ce lui qui l'approche. Ces multiples interprétations sont l'objet des théories et des pratiques qui depuis les années cinquante structurent le domaine du développement et qui sont mobilisées par différents acteurs pour définir à la fois les milieux urbains et ruraux. Lors de ce chapitre, nous allons nous concentrer sur ces derniers.

D'abord, nous allons retracer les idées, les grandes perspectives théoriques s'intéressant au développement des milieux ruraux pour mieux saisir l'émergence, la consolidation et dans certains cas le déclin ou la réémergence des différents courants de pensée. Ensuite, il s'agira d'identifier comment ces idées ont façonné les plans, les politiques et les interventions de développement rural en Amérique latine, autrement dit, d'explorer les perspectives théoriques qui ont influencé les pratiques de développement rural dans la région. En fin, nous allons nous concentrer sur les impacts que les stratégies de développement adoptées en Amérique latine ont eus sur la paysannerie dans les dernières décennies et nous allons explorer les propositions alternatives de développement portées par les organisations paysannes.

### 1.1 Perspectives théoriques de développement rural

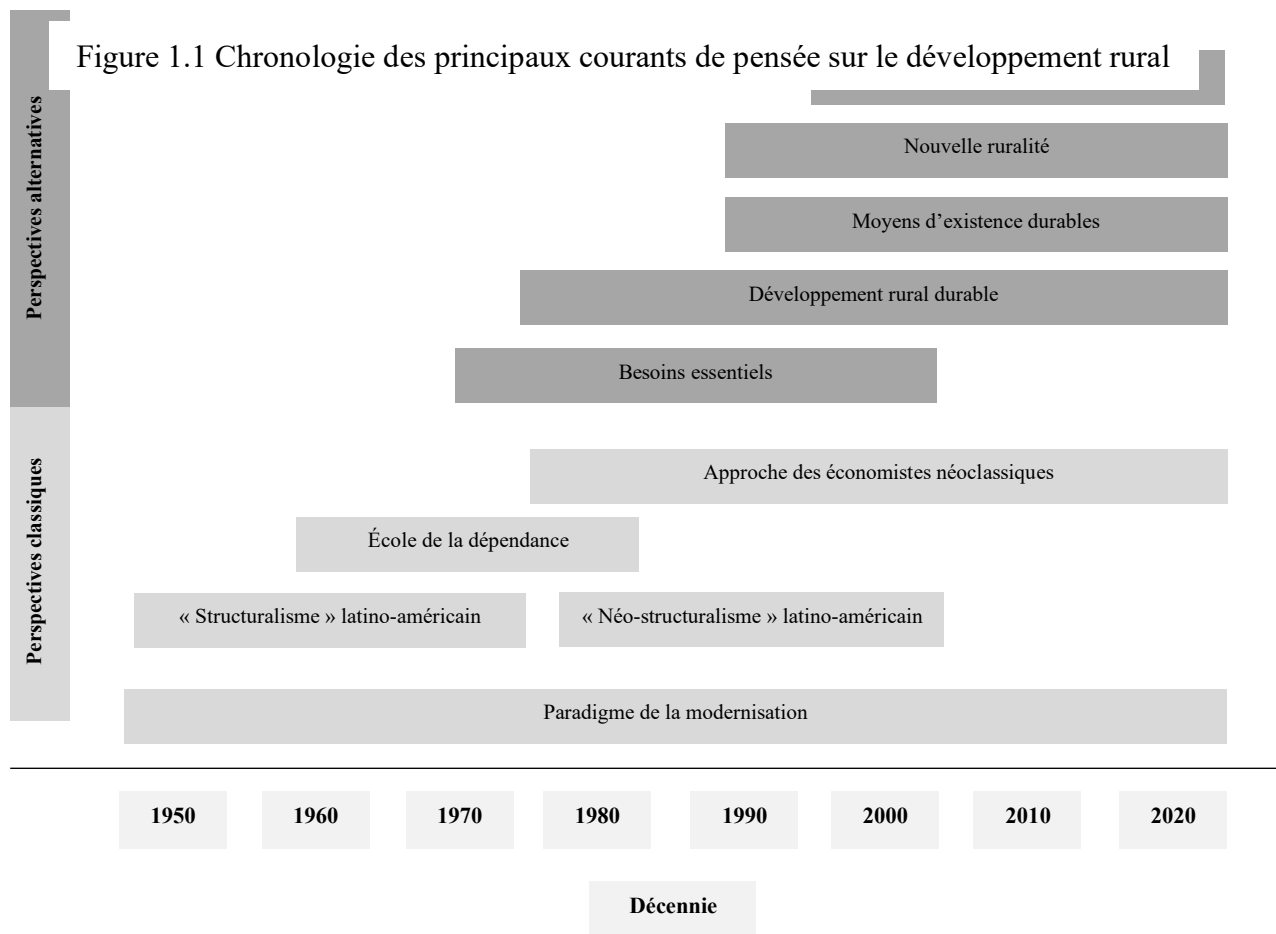
Dans cette première partie du chapitre, nous présenterons les principales perspectives théoriques du développement rural. Nous montrerons d'une part les cinq perspectives dites « classiques », de tendance principalement économique, qui ont eu une influence notable sur le plan scientifique et politique au fil du temps. D'autre part, nous présenterons les approches « alternatives » qui remettent en cause certaines idées des approches classiques et proposent un développement rural qui dépasse la dimension économique et qui est axé avant tout sur les gens.

La figure 1.1 montre les principales approches théoriques et leur évolution à travers le temps, mais cela ne signifie pas que les différentes approches ont suivi des trajectoires linéaires. En fait, il s'agit des approches fondées sur des idées qui se formulent et se reformulent au fil du temps et qui sont façonnées par les contextes, les acteurs et les pratiques dans lesquels elles sont mobilisées. Nous allons nous concentrer sur la paysannerie et son agriculture telles qu'elles ont été abordées dans chaque perspective. Nous voulons montrer comment la paysannerie est passée d'avoir un statut de « paresseuse », de traditionnelle et avec un rôle marginal dans le secteur agricole, voire d'un obstacle au développement dans les approches classiques, à un statut d'acteur du développement des milieux ruraux au sein des approches dites alternatives<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Les différentes approches théoriques comportent plusieurs auteurs, nous allons présenter les grandes lignes de chaque approche et les idées qui font de consensus entre les auteurs. Nous portons également une attention particulière aux perspectives qui sont nées en Amérique latine.

Figure 1.1 Chronologie des principaux courants de pensée sur le développement rural



### 1.1.1 Le paradigme de la modernisation

Le paradigme fondateur et dominant du développement est celui de la modernisation qui émerge de l'idée ethnocentrique d'aider les pays perdants de la Deuxième Guerre mondiale à accélérer leur reconstruction et d'amener les nations sous-développées à suivre le même parcours que les pays occidentaux à travers la croissance économique, l'industrialisation, la science et la technologie (Escobar, 1995; Nahavandi, 2009; Peemans, 2002). Nourrie des idées et des théories des différentes disciplines<sup>3</sup>, la perspective de la modernisation est fondée sur une vision dualiste des sociétés.

<sup>3</sup> Différentes sciences sociales et agricoles à l'époque se sont inspirées des théories économiques (*p. ex.* les classiques, les néoclassiques et le keynésianisme), sociologiques (*p. ex.* le naturalisme, le rationalisme et l'évolutionnisme), ainsi que des approches historiques, politiques et culturelles pour élaborer la pensée fondatrice du paradigme de la modernisation (So, 1990; Peet et Hartwick, 2009).

C'est-à-dire qu'une société ne peut être que traditionnelle ou moderne et le développement est conçu comme une transition des sociétés traditionnelles aux sociétés modernes (Berberoglu, 1992; Kay, 2001; Peemans, 2018).

Dans cette approche, les sociétés traditionnelles typiques des pays sous-développés sont considérées comme des sociétés individualistes, avec peu de mobilité sociale, peu d'espoir et de motivation. Il s'agit d'un « monde en retard » avec un système économique faible, un secteur agricole paysan traditionnel ayant une faible productivité et un faible niveau de consommation. La population de ces pays est pauvre, affamée, malade, ignorante, en retard, entre autres (Escobar, 1995; Nahavandi, 2009; Tipps, 1973). Les sociétés modernes sont par contre des sociétés ouvertes et flexibles. Elles se caractérisent par le travail, l'épargne et l'orientation vers la réussite collective. Ayant comme référence les États-Unis et une partie de l'Europe, ce monde se caractérise par le confort matériel, la rationalité, la sécularisation, l'orientation vers la croissance économique, l'accumulation du capital et l'investissement. L'industrialisation est au cœur des activités économiques et dans tous les pays développés prévaut la division du travail, la spécialisation, la productivité, entre autres. Autrement dit, la société moderne représente l'espoir, le bonheur et la meilleure qualité de vie possible (Escobar, 1995; Nahavandi, 2009).

Vers la fin des années cinquante, le théoricien W.W. Rostow a transformé cette idée de la dichotomie des sociétés en une théorie des étapes du développement économique. D'après lui, le développement est un processus de transition qui se déroule en étapes qui devraient être achevées pour aller d'une société agricole traditionnelle et de subsistance vers une société industrialisée et de consommation de masse caractéristique des économies modernes (Nahavandi, 2009; Peet et Hartwick, 2009). Ce processus linéaire et de changement social planifié doit être impulsé par la croissance économique à travers l'augmentation de la production, de l'investissement, de l'industrie et du libre-échange. Dans cette perspective, le sous-développement est dû à des causes endogènes et représente une étape historique du processus de développement. L'objectif ultime de se développer est de dominer la nature, de remplacer la tradition par la science et par le progrès

économique et technique et de sortir du retard en rattrapant l'occident<sup>4</sup> (Nederveen-Pieterse, 2001; Portes, 1973; So, 1990).

Ces idées orthodoxes de la modernisation accélérée et fondée sur la croissance économique rapide ont connu un grand succès à l'époque. L'idée d'intervenir pour guider et aider les nations à vaincre la pauvreté et à faire cette transition et « se développer » a motivé, comme le mentionne Peemans (2002), le déploiement d'une panoplie de modèles théoriques et politiques universalistes du développement au style occidental. Ces modèles se sont rapidement diffusés notamment à travers : (i) la création des institutions internationales de développement comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire internationale et les agences onusiennes pour le développement (PNUD), (ii) la visite des groupes des économistes experts dans les pays sous-développés sous la forme de « commissions économiques internationales » et (iii) la création des programmes d'intervention, d'aide internationale et du transfert massif des ressources aux pays du Sud (tels que connaissances, expertises, technologies et capital)<sup>5</sup> (Hidalgo-Capitan, 2011; Nahavandi, 2009; So, 1990).

Depuis les années 1950, les idées de la modernisation ont influencé la plupart des pays considérés sous-développés, mais leur accueil n'a pas été uniforme. Dans certains pays, les élites nationales ont adopté des modèles de développement pour rattraper l'occident, imiter leur parcours et contrer l'influence et les idées révolutionnaires des organisations de gauche. D'autres pays comme l'Inde, ont adopté des stratégies de développement qui combinaient la conception occidentale du développement avec leur vision inspirée de la pensée de Gandhi de préserver les traditions locales (Peemans, 2002). Comme évoquée par Nahavandi (2009), les idées de la modernisation n'ont pas suffi pour expliquer le sous-développement ou pour concrétiser des programmes et des politiques qui améliorent la vie des populations des pays sous-développés. Au contraire, ce modèle de

---

<sup>4</sup> Des auteurs comme Nahavandi (2009) et Rist (2013) insistent sur le fait que pour les défenseurs des idées de la modernisation, le développement est un défi historique commun où un seul schéma de développement universel et homogène est possible. Il n'y a pas de place pour des cas particuliers et une similitude des aspirations et des besoins fondamentaux des hommes selon les critères occidentaux est assumée. Tout le monde doit suivre le même chemin pour se développer.

<sup>5</sup> Dans le cadre de ces programmes d'aide au développement, les ressources peuvent être transférées directement d'un gouvernement à un autre ou à travers une intermédiaire comme les organisations non gouvernementales. Il peut s'agir des prêts ou des subventions ainsi que du transfert direct des ressources comme les équipements. Durant les années cinquante et soixante, la plupart des ressources transférées vers les pays sous-développés étaient destinés à l'encouragement de l'industrialisation, aux projets à grande échelle de construction des infrastructures (surtout des routes) et à la modernisation de l'agriculture industrielle (Wills, 2005).

développement unidirectionnel nie les identités et les valeurs traditionnelles, homogénéise les pays sous-développés et ignore constamment les dynamiques externes et les rapports de force et de domination étrangère qui persistent malgré la décolonisation (So, 1990).

En ce qui concerne la conception du développement des milieux ruraux, les partisans du paradigme de la modernisation prônent principalement pour une transformation des paysans et de leurs pratiques agricoles. Les communautés paysannes et les populations locales des milieux ruraux ne sont pas considérées comme des acteurs dans le processus de développement rural. Il n'y a pas de place pour la culture ou l'histoire paysanne. Ils sont considérés plutôt comme des obstacles au développement et des « objets » à développer (Ellis et Biggs, 2000; Peemans, 2018). Dans une société moderne, industrialisée et urbanisée, l'agriculture paysanne est perçue comme une activité traditionnelle, de subsistance et non viable économiquement. Les paysans, avec leurs petits terrains, ont une faible participation dans le système de production et ont peu de possibilités d'augmenter leur productivité et leurs revenus. Ils jouent plutôt un rôle passif, voire marginal, en tant que main-d'œuvre ou en tant que fournisseurs de certains produits pour soutenir les débuts de l'industrialisation. L'agriculture moderne, par contre, est considérée par les partisans de la modernisation comme une agriculture viable économiquement. Pratiquée à grande échelle dans les grandes exploitations extensives, elle utilise plus efficacement les ressources, les technologies et s'intègre facilement dans les marchés (Ibidem).

Le développement rural ne se conçoit donc qu'à travers la promotion du secteur agricole dans le cadre d'une transition d'une agriculture paysanne ou traditionnelle à une agriculture moderne. Pour mener cette transition, Kay (2001) signale que les partisans du paradigme de la modernisation ont promu le transfert des solutions technologiques aux paysans en défendant assidument dans les années suivantes la révolution verte<sup>6</sup> que nous présenterons en détail dans la section 1.2.

---

<sup>6</sup> Pour que l'agriculture paysanne soit modernisée et intégrée aux marchés, les défenseurs du paradigme de la modernisation ont promu différentes actions : (i) l'élaboration des plans de développement agricole, (ii) l'investissement en infrastructure, (iii) les politiques de soutien à la modernisation, (iv) la mise en place des institutions et centres de recherche privés et publics pour la diffusion des technologies et la prestation des services tels que l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et (v) la mise en place des programmes de développement communautaire. Ces derniers visaient la participation populaire dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement et la collaboration entre l'État et les populations locales pour trouver des solutions aux problèmes communs. Néanmoins, les programmes de développement communautaire n'ont pas eu les résultats attendus et ne se sont pas traduits par des améliorations de la qualité de vie des populations rurales (Hendel, 2011; Ruttan, 1984).

### 1.1.2 L'approche « structuraliste » latino-américaine

Parallèlement au paradigme de la modernisation, une approche critique et hétérodoxe du développement a été proposée par les chercheurs latino-américains affiliés à la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL)<sup>7</sup>. Ce groupe d'intellectuels, dirigé par l'économiste Raul Prebisch, est connu comme le courant de pensée des « structuralistes » latino-américains et a eu une grande visibilité dans les années cinquante et soixante. Pour ses théoriciens, les idées du paradigme de la modernisation, surtout l'idée de la croissance par étapes de Rostow, négligent les aspects historiques et structurels qui ont largement influencé le sous-développement de l'Amérique latine. Autrement dit, le caractère subordonné de la région est plutôt une conséquence du fonctionnement du système économique mondial et non simplement une étape de l'inévitable processus vers le développement comme proposé dans le paradigme de la modernisation. Il est nécessaire d'analyser la région en fonction des spécificités de son capitalisme et de proposer des stratégies de développement à travers l'industrialisation et l'intervention régulatrice de l'État (Hidalgo-Capitan, 2011; Hunt, 1989; Perez, 2015).

Deux idées des « structuralistes » latino-américains ont fait écho en inspirant par la suite d'autres courants de pensée critiques (*p. ex.* l'école de la dépendance et le courant de pensée « néo-structuraliste »). Premièrement, les partisans de cette approche ont remis en cause l'idée du sous-développement comme un état de retard dû à des facteurs socio-économiques internes. Le sous-développement est plutôt le résultat de l'ordre économique mondial de l'époque qui s'explique avec le modèle « centre-périphérie ». Dans ce modèle, le centre correspond aux pays les plus avancés en matière technologique et qui ont des structures productives plus diversifiées. Il s'agit d'un noyau composé de pays industrialisés qui produisent des biens manufacturés et organisent le système économique mondial selon leurs propres intérêts. La périphérie correspond aux pays comme ceux de l'Amérique latine qui sont en retard sur le plan technologique et qui orientent leur

---

<sup>7</sup> La CÉPAL a été fondée en 1948, se situe au Chili et est l'une des cinq commissions régionales des Nations unies qui ont été fondées pour contribuer au développement économique et social des pays de l'Amérique latine. La tâche de la CÉPAL consiste à étudier les problèmes sur le plan économique et technologique de la région, à conseiller les gouvernements et à concevoir des mesures qui accélèrent le développement. Comme le souligne Bernardin-Haldemann (1974), la CÉPAL s'est consolidée comme un *think tank* dans la région avec une forte notoriété influençant la formulation des politiques publiques et les programmes de développement. Cette commission a mené depuis sa création des études quantitatives, mais elle a aussi élaboré des théories sur les relations économiques internationales et comme sera présenté dans cette section, la commission a proposé le modèle théorique sur le développement nommé « centre-périphérie ».



activité économique principalement à la production d'aliments et de matières premières et leur exportation vers les pays du centre (Hidalgo-Capitan, 2011; Peemans, 2002). Cet ordre mondial est selon les « structuralistes » latino-américains le responsable du développement dans les pays du centre et du sous-développement de la périphérie, car loin de garantir la prospérité des pays de la périphérie, cet ordre mondial perpétue les écarts entre le centre et la périphérie (Rist, 2013). Deuxièmement, les « structuralistes » latino-américains ont contesté les idées classiques de l'économie comme la division internationale du travail qui propose la spécialisation de la périphérie dans la production de matières premières et du centre dans l'industrialisation. Loin de permettre un bénéfice mutuel, cette division a mené à des relations inégales entre le centre et la périphérie, à la détérioration dans les termes d'échange du commerce international et par conséquent à ralentir le développement de la périphérie (Peemans, 2002; So, 1990).

Les théoriciens de ce courant de pensée sont favorables à la mise en place d'un modèle de développement autocentré avec des politiques et des réformes impulsant surtout la croissance du marché intérieur et la protection des industries nationales. Ils prônent pour l'adoption des mesures telles que l'industrialisation par la substitution des importations (ISI) qui vise à impulser la production interne à travers l'industrialisation des pays de la périphérie (pays sous-développés) afin de briser leur dépendance aux importations des biens transformés fournis par les pays du centre (pays développés) (Castillo, 2008). Aussi, ils proposent des mesures comme : (i) l'encouragement de la production des matières premières (ii) une plus grande participation de l'État dans le développement et dans la planification économique (iii) le regroupement économique régionaux et (iv) l'encouragement de l'investissement étranger avec des conditions plus équitables pour les pays de la périphérie (Packenham, 1992; Rist, 2013; So, 1990; Willis, 2005).

En ce qui concerne le développement rural, tout comme les partisans du paradigme de la modernisation, les « structuralistes » latino-américains défendent la modification du régime foncier à travers les réformes agraires et la modernisation de l'agriculture paysanne afin qu'elle soutienne l'industrialisation. Ils encouragent aussi l'expansion des marchés nationaux, l'intensification et la diversification de la production et des exportations agricoles et industrielles, l'augmentation de l'investissement agricole, l'implantation de la part de l'État des programmes d'assistance technique et l'investissement dans l'infrastructure, plus particulièrement dans les systèmes d'irrigation. Contrairement aux défenseurs du paradigme de la modernisation qui excluent les paysans, les

« structuralistes » latino-américains prônent pour l'intégration de la paysannerie au système socio-économique et politique. La pauvreté dans les milieux ruraux diminuerait avec l'augmentation de la productivité agricole, l'industrialisation, la formalisation des titres de propriété et avec une meilleure répartition des terres (Figueroa, 1990; Kay, 2001).

Sur le plan théorique, ce courant de pensée a été une première tentative d'élaboration de modèles théoriques du développement propres aux pays sous-développés. Les « structuralistes » ont remis fortement en question le paradigme de la modernisation, mais sans conduire nécessairement à une rupture radicale entre les deux paradigmes. Comme l'indique Wills :

[...] structuralists were no arguing that “development” as a goal was not represented by industry, urbanization and other symbols of modernity. Rather they argued that development as a process would be different from path advocated by Eurocentric theorists (2005, p.66).

Sur le plan pratique, comme nous le verrons en détail dans la section 1.2.2, certaines politiques de réforme agraire et mesures protectionnistes et interventionnistes, comme la stratégie de l'industrialisation par la substitution des importations (ISI), ont été mises en place dans des pays de l'Amérique latine comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique et le Chili. Néanmoins, les résultats de cette stratégie pour le développement ont été limités et ce courant idéologique a suivi une sorte de stagnation au milieu des années soixante-dix.

### 1.1.3 L'école de la dépendance

Comme le précise Rist, ce qui est appelé comme l'école de la dépendance « constitue un ensemble aux contours imprécis formé d'intellectuels appartenant à des disciplines [et des continents] différentes et partageant une sensibilité commune » (2013, p. 196). Apparue dans le contexte des révolutions socialistes en Chine et à Cuba, les différentes approches de cette école s'inspirent des idées marxistes et des idées des « structuralistes » latino-américaines (notamment du modèle « centre-périphérie » et de la critique de certains postulats du paradigme de la modernisation) (Dos Santos, 2003; So, 1990). L'école de la dépendance est nourrie d'idées très hétérogènes où le constat d'une « dépendance économique des pays périphériques à l'égard du capitalisme central » est partagé comme point de départ. À partir de là, chaque chercheur « dépendantiste » diffère dans la

manière d'interpréter la dépendance selon ses sources d'inspiration<sup>8</sup> (Rist, 2013, p. 208). Theotonio Dos Santos, intellectuel brésilien et l'un des représentants de ce courant a défini la dépendance comme :

[...] a situation in which the economy of certain countries is conditioned by the development and expansion of another economy to which the former is subjected. The relation of interdependence between two or more economies, and between these and world trade, assumes the form of dependence when some countries (the dominant ones) can expand and can be self-sustaining, while other countries (the dependent ones) can do this only as a reflection of that expansion, which can have either a positive or a negative effect on their immediate development (Dos Santos, 1970, p. 231).

Popularisées vers la fin des années soixante, les idées de l'école de la dépendance vont essentiellement dans trois sens. D'abord, les partisans de cette école ne partagent pas l'explication du sous-développement en tant qu'un état naturel fourni par les tenants du paradigme de la modernisation. Le sous-développement doit être compris plutôt comme le résultat d'un processus historique de colonisation, d'exploitation et de soumission des pays de la périphérie aux pays du centre (Dos Santos, 2003; Hettne, 1990; Rey et Castillo, 2008). Ensuite, les « dépendantistes » prônent un nouvel ordre mondial en défendant l'idée qu'au-delà des facteurs socio-économiques internes, ce sont les conditions structurelles du système mondial « centre-périphérie » qui bloquent le développement des pays sous-développés (Packenham, 1992; Treillet, 2002). Autrement dit, « Les pays industrialisés du centre connaissent une croissance et un développement économique grâce à l'exploitation des pays périphériques non industrialisés » [Notre traduction] (Wills, 2005, p. 69). Finalement, les « dépendantistes » partagent les critiques des « structuralistes latino-américains » aux principes de l'économie classique tels que la division internationale du travail qui a conduit les pays de la périphérie à dépendre technologiquement des pays du centre et à un échange inégal entre les matières premières de la périphérie et les produits transformés dans le centre (Hettne, 1990; Packenham, 1992; So, 1990).

---

<sup>8</sup> Il y a des auteurs au sein de l'école de la dépendance comme Celso Furtado et Osvaldo Sunkel qui dirigent ses travaux vers la dépendance technologique, économique, culturelle ou même la dépendance intellectuelle. Il y a d'autres auteurs plus radicaux qu'en faisant recours aux courants de pensée néo marxistes amènent des théories comme l'impérialisme pour expliquer la domination et l'exploitation des pays de la périphérie. Parmi ces propositions figurent les idées de Samir Amin qui prône un développement qui renforce l'autonomie nationale des pays périphériques et leur déconnexion du centre.

Kay (2001) souligne que le développement rural n'est pas au centre des préoccupations des « dépendantistes »<sup>9</sup>. Seuls des représentants du courant le plus marxiste de l'école de la dépendance comme le théoricien André Gunder Frank incluent les milieux ruraux dans leurs propositions. Ces chercheurs s'éloignent des propositions qui favorisent le développement des pays de la périphérie à travers l'industrialisation et proposent plutôt une révolution socialiste dans les pays de la périphérie qui doit être menée par les communautés rurales à savoir : les paysans, les guérillas ou d'autres mouvements civils<sup>10</sup>. En d'autres termes, si les chercheurs de la CÉPAL proposent de réformer le système capitaliste mondial, certains « dépendantistes » proposent de le substituer à un système socialiste.

L'école de la dépendance a donné une grande visibilité aux idées des théoriciens des pays sous-développés. Cette école a changé l'hégémonie intellectuelle du paradigme de la modernisation dans le cadre d'un effort important pour construire une vision du développement propre aux pays dits de la périphérie. Cependant, les « dépendantistes » ont été fortement critiqués surtout pour la continuité avec les propositions des théoriciens de la modernisation comme l'industrialisation et le manque de propositions alternatives à la révolution socialiste. Ce qui a conduit au déclin de l'école de la dépendance au début des années quatre-vingt, comme l'explique Peemans :

La perspective critique radicale de l'école de la dépendance avec le recul du temps, s'avère avoir été beaucoup moins une rupture que ce qu'elle paraissait. Sa conception du développement restait celle d'un processus d'accumulation réussi, matérialisé à travers une industrialisation dans l'espace national. Du point de vue des enjeux liés au développement, elle ne rompait pas avec l'idée centrale de la modernisation, c'est-à-

---

<sup>9</sup> Kay (2001) mentionne aussi la contribution des certains « dépendantistes » dans les années 1970 à l'analyse de la mondialisation de l'agriculture. Pour des chercheurs comme Ernest Feder, la modernisation de l'agriculture, le développement agro-industriel et l'expansion des grandes entreprises des pays du centre vers la périphérie ont augmenté les inégalités, car les pays du centre monopolisent les bénéfices, tandis que les pays de la périphérie et surtout la paysannerie subissent la plupart des effets négatifs y compris : (i) l'augmentation de la dépendance des paysans aux contrats agraires avec les entreprises transnationales, (ii) le déplacement des paysans qui ne pouvaient pas être compétitifs sur le marché internationale, (iii) la spécialisation de la production au détriment d'une production diversifiée et de subsistance, (iv) la préférence des consommateurs pour les aliments agro-industriels au détriment des aliments traditionnels cultivés par les paysans.

<sup>10</sup> L'idée d'une révolution socialiste dans les pays sous-développés n'est pas exclusive aux théoriciens de l'école de la dépendance des années 1960. Bien avant, dans les années vingt et trente, des théoriciens latino-américains comme José Carlos Mariátegui insistant sur le potentiel révolutionnaire des communautés paysannes et indigènes pour mener une transformation socialiste au Pérou. Antonio Garcia Nossa de son côté a proposé une théorie du développement indépendante et propre à l'Amérique latine où le développement pouvait arriver que par la voie d'un changement révolutionnaire (Kay, 2001; Sabogal, 2003).

dire que la croissance économique portée par l'industrialisation rapide est le vecteur du développement, et que son accélération est le test de la réussite [...] (2002, p.89).

#### 1.1.4 L'approche des économistes néo-classiques

Depuis le milieu des années soixante-dix, les théories des économistes néo-classiques (aussi appelés néolibéraux) ont dominé les études sur le développement et demeurent dominantes jusqu'à aujourd'hui. Les théoriciens de ce courant de pensée, comme Deepak Lal, Bela Balassa et Peter Bauer, critiquent fortement les approches de développement qui ont promu un interventionnisme plus fort argumentant que l'intervention de l'État dans le développement est inefficace et conduit à une croissance économique lente. En ce sens, les responsables du sous-développement ne sont pas nécessairement les pays développés qui profitent des ressources des pays sous-développés comme proposé par les « dépendantistes ». Au contraire, le sous-développement est le résultat de l'interventionnisme de l'État, des mauvaises politiques économiques et de la mauvaise gestion des ressources économiques dans ces pays sous-développés (Todaro et Smith, 2015).

Les théoriciens néo-classiques défendent un modèle de développement universel qui repose sur deux piliers : l'efficacité du marché et la réduction de l'intervention de l'État. En d'autres termes, il s'agit de laisser le marché (et non l'État) allouer les ressources économiques, ce qui apportera de meilleurs taux de croissance économique et des bénéfices sociaux (Wills, 2005)<sup>11</sup>. Comme le précisent Todaro et Smith, pour les économistes néo-classiques :

[development] it is simply a matter of promoting free market and laissez-faire economics within the context of permissive governments that allow the “magic of the marketplace” and the “invisible hand” of market prices to guide resource allocation and stimulate economic development (2015, p. 128).

Les économistes néo-classiques ont contesté dans les années soixante-dix les politiques de développement proposées par les « structuralistes » latino-américaines, notamment l'industrialisation par la substitution des importations, en dénonçant que cette stratégie a entraîné un « biais urbain ». C'est-à-dire qu'avoir favorisé les industries nationales a affecté négativement la croissance du secteur agricole et les exportations de l'industrie agroalimentaire (Kay, 2016;

---

<sup>11</sup> L'efficacité du marché consiste à laisser le marché fixer les prix et les salaires et à réduire l'utilisation des mesures de contrôle économique telles que les tarifs, les subventions et les quotas qui faussent les prix (Wills, 2005).

Peemans, 2002). Ce qui est promu par les économistes néo-classiques, c'est plutôt l'application des mesures économiques stables et uniformes pour tous les secteurs économiques. Autrement dit, ils ne sont pas favorables à l'application des mesures économiques spécifiques pour un secteur comme l'agriculture (Kay, 2001). Les mesures proposées par les économistes néo-classiques s'articulent autour de cinq éléments principaux : (i) les réformes fiscales et la diminution des dépenses publiques (ii) la privatisation des entreprises publiques (iii) la restructuration du marché du travail (iv) la libéralisation du commerce, la promotion des exportations et l'encouragement des accords commerciaux et (v) la promotion du libre-échange et la diminution des interventions gouvernementales (Brunel, 2015; Kay, 2016).

En ce qui concerne le développement des milieux ruraux, les recommandations des économistes néo-classiques se fondent sur la modernisation de l'agriculture pour augmenter la productivité et les exportations, surtout des produits appelés « non traditionnels » comme les fleurs et des produits très rentables comme le soja. Les économistes néo-classiques sont favorables à l'élimination des taxes douanières, à l'importation des denrées alimentaires et à l'élimination des subventions de l'État pour la production. Ces théoriciens promeuvent aussi l'établissement des politiques contre les réformes agraires et contre l'agriculture pratiquée sur des terres collectives ou de l'État en défendant plutôt la privatisation des terres rurales et l'achat des terres par des investisseurs étrangers (Kay, 2016).

Les idées des économistes néo-classiques ont connu un grand succès à partir des années quatre-vingt, notamment parce que les organisations internationales comme le Fonds monétaire internationale et la Banque mondiale les ont inclus dans leurs politiques économiques « d'ajustement structurel » comme condition pour aider les pays sous-développés à payer leur dette extérieure<sup>12</sup>. Ce corpus de mesures a été mis en œuvre à travers les « programmes d'ajustement structurel », qui sous la prémisses d'aider à alléger la dette extérieure, promouvaient la mise en

---

<sup>12</sup> En 1982 s'est déclenchée « la crise de la dette » des pays sous-développés qui n'ont pas été capables de rembourser leurs emprunts. À titre d'exemple, la dette extérieure des pays de l'Amérique latine a triplé en dix ans, allant de 32.000 millions de dollars en 1970 à 258.000 millions de dollars en 1980. Les principaux pays endettés ont été le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Les organisations internationales attribuent cette crise à la stagnation des exportations et à l'augmentation démesurée de l'inflation, des conséquences des mesures de développement protectionnistes et interventionnistes comme l'importation par la substitution des importations (Kay, 2001; Martinez et Soto, 2021; Peer et Hartwick, 2009).

œuvre d'un modèle de développement « vers l'extérieur » dans les pays endettés (favorisant les exportations, la privatisation des entreprises publiques, le commerce international, entre autres) (Kay, 2001). Des auteurs comme Sen (2001) soulignent que ces mesures d'ajustement ont été durement critiquées, surtout pour avoir négligé les conséquences qu'elles ont eues sur le plan social. Par exemple, selon Favreau (2004) les résultats globaux des programmes d'ajustement structurel ont été contrastés, mais ils ont été plutôt négatifs que positifs :

[...] certains pays ont amélioré conditions et qualité de vie (éducation, espérance de vie, baisse de la mortalité infantile), mais globalement il y a creusement des inégalités économiques (PIB par habitant en dollars) et faible recul de la pauvreté absolue (le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour). Au final, selon le rapport annuel du PNUD de 1999, 100 pays sur 174 étaient en régression quant au revenu moyen et à l'espérance de vie (2004, p. 8).

Kay (2016) mentionne que les politiques pour encourager la modernisation de la production et les exportations n'ont pas nécessairement favorisé les petits agriculteurs paysans qui ne pouvaient pas accéder aux nouvelles technologies de production ou aux marchés internationaux. Au contraire, c'étaient les grandes entreprises qui avaient des monocultures qui ont été favorisées. À titre d'exemple, dans des pays comme la Colombie, entre les années 1970 et 1990 les exportations ont augmenté de 500 millions US favorisant des secteurs comme la floriculture et les importations annuelles des produits ont augmenté d'environ 1000 millions US. Néanmoins, la production agricole nationale et les surfaces destinées à l'agriculture se sont réduites (de l'ordre de 20%), le chômage rural est passé de 4% dans les années soixante-dix à 10% dans les années quatre-vingt-dix et la pauvreté a dépassé 80% (Castillo, 2008).

L'un des courants de pensée qui a remise en question les idées des économistes néo-classiques a été celui des « néo-structuralistes » latino-américains; une nouvelle génération de chercheurs de la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL) de la fin des années quatre-vingt et des années quatre-vingt-dix que nous présenterons dans la section suivante.

#### 1.1.5 L'approche « néo-structuraliste » latino-américaine

Ce courant de pensée a émergé au sein de la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL) en tant qu'un paradigme de développement alternatif à celui des économistes néo-

classiques. Les « néo-structuralistes » latino-américains partagent avec leurs prédécesseurs, les « structuralistes », l'idée que le sous-développement de l'Amérique latine est dû à des facteurs exogènes et structurels, mais critiquent l'idéalisation de l'État et se méfient des exportations et des mesures macro-économiques à court terme (Bácena et Prado, 2015; Kay, 2001). En fait, les « néo-structuralistes » latino-américains considéraient que l'État et le marché devraient avoir un rôle actif dans le développement, mais pas comme protagonistes<sup>13</sup>.

Les travaux de l'économiste chilien Fernando Fajnzylber sont à la base du « néo-structuralisme » latino-américain. D'après Fajnzylber, le développement en Amérique latine doit être conçu à travers l'impératif d'une équité sociale compatible avec la croissance économique soutenue, dans le cadre d'une stratégie de « transformation productive avec équité »<sup>14</sup>. Cette transformation peut être atteinte grâce à la combinaison de différents facteurs tels que l'augmentation de la productivité et de la compétitivité du secteur industriel et d'autres secteurs comme l'agriculture, l'ouverture au commerce international, le progrès technique, l'amélioration des compétences des ressources humaines, la distribution équitable de la richesse, la conservation des ressources naturelles, entre autres<sup>15</sup> (CEPAL, 1996). Contrairement aux économistes néo-classiques qui proposent un développement fondé que sur la croissance économique, les « néo-structuralistes » prônent pour un développement multidimensionnel axé sur l'équité sociale, la croissance économique et la protection de l'environnement.

Une autre des propositions des chercheurs « néo-structuralistes » dans les années quatre-vingt-dix a été le développement régional ou un « régionalisme ouvert », c'est-à-dire l'intégration de tous les

---

<sup>13</sup> En ce qui concerne l'État, les « néo-structuralistes », considèrent qu'il devrait intervenir que de manière sélective, par exemple en cherchant des opportunités dans les marchés, en favorisant les alliances avec le secteur privé, en mettant en œuvre des politiques sectorielles et en se concentrant sur la dimension sociale (*p. ex.* amélioration du secteur éducatif, qualité de vie, technologique et innovation). Aussi, l'État devrait faciliter l'implication d'autres acteurs du développement tels que les organisations non gouvernementales (Bácena et Prado, 2015; French-Davis, 1988).

<sup>14</sup> L'équité est comprise par les « néo-structuralistes » comme la non-pauvreté à travers l'élargissement de l'accès aux biens et services essentiels pour l'ensemble de la population (CEPAL, 1996).

<sup>15</sup> Cette stratégie de « transformation productive » doit être accompagné selon les « néo-structuralistes » d'une intégration des entreprises au système socio-économique national. Autrement dit à la connexion des entreprises au système éducatif, financier, technologique, d'infrastructure, entre autres, tout en améliorant les conditions des travailleurs et dans le respect de l'environnement. Les « néo-structuralistes » soulignent en fait qu'arrêter l'épuisement et la surexploitation de certaines ressources naturelles est incontournable pour le développement, s'adhèrent à l'idée que le développement durable doit être la base du développement de l'Amérique latine et s'engagent aux objectifs de développement durable (CEPAL, 1996 ; Bácena et Prado, 2015).



pays de l'Amérique latine afin qu'ils puissent avoir une autonomie politique et en matière de développement. Cette intégration régionale permettrait à l'Amérique latine de s'incorporer au système économique mondial et d'être plus puissante. S'inspirant des alliances comme le Mercosur<sup>16</sup>, les « néo-structuralistes » considèrent que l'intégration régionale doit stimuler l'innovation, le transfert des connaissances et des technologies entre les différents pays, ainsi que stimuler la compétition et les exportations dans un environnement économique stable au niveau régional et global (Kay, 2001; Perrotta et Porcelli, 2016).

En ce qui concerne le développement des milieux ruraux, les « néo-structuralistes » latino-américaines s'éloignent des propositions de réforme agraire. D'après Figueroa (1990), c'est plutôt la modernisation institutionnelle, la stimulation de l'innovation technologique et les politiques publiques favorables aux paysans, à la protection des ressources naturelles et à la sécurité alimentaire des milieux ruraux qui les concernent. Ils proposent un développement rural basé sur les innovations technologiques, la compétitivité territoriale, l'équité sociale et la participation des communautés rurales à la proposition de politiques publiques et de projets de développement.

Pour le secteur agricole, les « néo-structuralistes » proposent de modifier le biais en faveur des grandes entreprises agricoles et opter pour une approche qui revalorise la petite agriculture paysanne en soutenant la modernisation des pratiques de production traditionnelles à travers l'incorporation des nouvelles technologies (CEPAL, 1996). Kay (2001) souligne que les « néo-structuralistes » reconnaissent que les petits agriculteurs sont un groupe diversifié et proposent la formulation des politiques publiques et des actions en matière de développement orientées selon les besoins spécifiques des producteurs. Par exemple, pour les petits agriculteurs qui possèdent des terres, mais qui n'ont pas des ressources pour acquérir de nouvelles technologies de production, les politiques de développement devraient s'orienter vers l'amélioration de l'accès aux ressources. Dans le cas contraire, pour les producteurs qui ont le capital pour investir dans la modernisation de leur production, mais qui ne possèdent pas des superficies importantes de terres, les politiques publiques devraient privilégier la distribution des terres, les subventions et l'assistance technique.

---

<sup>16</sup> Le Mercosur ou « Mercado Común del Sur » est né d'un accord en 1991 entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay pour la libéralisation des marchés entre la région à travers des mesures telles que les réductions tarifaires, l'unification douanière, etc. (Kay, 2001 ; Perrotta et Porcelli, 2016).

Les différentes stratégies de développement pour le milieu rural devraient être menées par les États, mais aussi par le secteur privé et les différents groupes de la société civile<sup>17</sup>.

Des auteurs comme Leiva (2008) ont critiqué la proximité des idées proposées par les « néo-structuralistes » aux idées des économistes néo-classiques y compris la défense du marché, du commerce international et des institutions internationales. Leiva souligne que les « néo-structuralistes » ont négligé l'analyse des causes du sous-développement et qu'au lieu d'être une approche alternative, ce paradigme est une proposition complémentaire au néo-libéralisme qui met l'accent sur l'intégration régionale; selon lui il s'agit plutôt d'un néo-libéralisme avec un « visage humain ».

Les propositions des « néo-structuralistes » latino-américains ont eu une visibilité moindre que celle de leurs prédécesseurs les « structuralistes » et ont eu peu d'influence politique. Cependant, certaines recommandations ont été adoptées par les décideurs, les agences de développement et dans le discours de certains gouvernements de centre gauche dans les années 2000 dans des pays comme le Chili, le Brésil et l'Uruguay (Leiva, 2008). L'idée d'un développement multidimensionnel qui tient compte de « la croissance économique, l'équité sociale et la conservation de l'environnement » (CEPAL, 2016, p. 138), rapproche ce courant des néo-structuralistes latino-américains à d'autres courants de pensée sur le développement dit « alternatifs » que nous présenterons dans la section suivante.

En somme, les cinq approches du développement « classiques » que nous avons montrées dans les sections précédentes ont en commun la vision de la tradition comme frein au développement et l'idée de la nécessité de la modernisation (qu'il s'agisse de moderniser la production agricole, les communautés traditionnelles, etc.) pour atteindre le développement, voire pour « se développer ». Ces approches partagent également l'idée que le développement se fonde sur la croissance économique, même si les moyens privilégiés pour y arriver ne sont pas les mêmes. Pour les

---

<sup>17</sup> Entre les stratégies proposées par les « néo-structuralistes » pour le développement rural se trouvent la régulation de prix, les crédits à taux d'intérêt préférentiels pour la paysannerie et la création des banques paysannes. Ainsi, les innovations technologiques, la diversification de la production et l'exploration de différentes niches et l'assouplissement des restrictions pour l'entrée des capitaux étrangers, de l'investissement privé et des multinationales étrangères. Ces dernières seraient favorables pour le développement en permettant l'augmentation des contrats avec les agriculteurs et l'emploi dans l'agro-industriel (Figuerola, 1990; Gutierrez, 2007; Kay, 2001).

économistes néo-classiques par exemple c'est le marché qui doit guider le développement, tandis que pour les « dépendantistes » et les « structuralistes » latino-américaines le leader du développement c'est l'État. Le tableau 1.1 résume les principales idées des cinq courants de pensée classiques et leur approche de la question rurale.

Tableau 1.1 Synthèse des approches « classiques » de développement rural

<b>Approche</b>	<b>Idées principales</b>
Modernisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement comme processus linéaire de changement social, le but ultime est la croissance économique.</li> <li>- Augmenter la production et maximiser les profits. Favoriser l'investissement, l'industrialisation, la science, la technologie, entre autres.</li> <li>- Intervenir, aider les pays à se développer.</li> <li>- Transformer l'agriculture paysanne ou « traditionnelle » en agriculture « moderne » technicisée et industrialisée.</li> <li>- « Moderniser » les milieux ruraux et les communautés rurales traditionnelles (paysannes).</li> </ul>
Structuralisme latino-américain	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relation asymétrique dans les échanges entre les pays du centre (développés) et de la périphérie (sous-développés) où la périphérie est défavorisée.</li> <li>- Développement est égal à la croissance économique des pays de la périphérie grâce à l'industrialisation, la croissance du marché intérieur, la protection des industries nationales, etc. L'intervention de l'État dans le développement est nécessaire.</li> <li>- Modernisation de l'agriculture paysanne et modification du régime foncier (réformes agraires).</li> </ul>
École de la dépendance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le développement consiste à briser la dépendance (économique, culturelle, intellectuelle, technologique, etc.) des pays périphériques (sous-développés) vis-à-vis des pays du centre (développés).</li> <li>- Développement à travers la modernisation, la croissance économique et l'industrialisation. Défense d'un nouvel ordre économique mondial.</li> <li>- L'aile la plus radicale de l'école propose une révolution socialiste menée par les communautés rurales.</li> </ul>
Économistes néo-classiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement est croissance économique et doit être guidé par le marché. Désengagement de l'État dans le développement et ouverture de l'économie sur l'extérieur.</li> <li>- Les mesures à favoriser sont : les réformes fiscales, la privatisation, la libéralisation du commerce, la promotion des exportations, du libre-échange et la réforme du marché du travail.</li> <li>- Modernisation de la production agricole et augmentation de la productivité. Élimination des subventions de l'État à la production agricole et des politiques de réforme agraire.</li> </ul>
Néo-structuralisme latino-américain	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement fondé sur la croissance économique, mais aussi sur d'autres dimensions, en tant que transformation productive avec équité sociale.</li> <li>- Développement doit être médié par le marché et par l'État.</li> <li>- Promotion de l'intégration de l'Amérique latine pour avoir indépendance sur le plan économique mondiale en matière du développement.</li> <li>- Technification de la production agricole, politiques publiques en faveur des paysans et inclusion des communautés rurales dans les projets.</li> </ul>

À partir des années soixante-dix, les approches « classiques » ont été remises en question donnant lieu à une foule d'approches dites « alternatives ». Comme nous les verrons en détail par la suite, ces perspectives contestent le fait que les approches classiques se concentrent sur la dimension économique du développement sans tenir compte des gens et des dimensions sociales, environnementales et territoriales.

#### 1.1.6 Les perspectives alternatives

Les perspectives alternatives sont très hétérogènes et proposent principalement une redéfinition de la notion du développement, des objectifs de développement et des acteurs qui sont concernés. Aussi, les perspectives alternatives privilégient la définition de politiques publiques et la mise en œuvre des interventions plus participatives et inclusives en matière de développement surtout pour les populations marginalisées. En d'autres mots, le centre des débats sur le développement a cessé d'être que la croissance économique pour donner plus d'attention aux questions d'emploi, de besoins essentiels, d'environnement, entre autres. Parmi la panoplie d'approches alternatives, nous présenterons celles qui ont influencé la pensée et les pratiques du développement rural en Amérique latine : l'approche des besoins essentiels, le développement durable, les moyens d'existence durables, la nouvelle ruralité et le développement territorial.

##### 1.1.6.1 L'approche des besoins essentiels

Cette approche attribue une attention particulière à la relation entre le développement et la pauvreté. La distribution des bénéfices de la croissance économique est considérée comme inégale, au profit de quelques classes sociales et au détriment de la majorité de la population qui vit encore dans des conditions de pauvreté surtout en milieu rural. Les partisans de cette approche, tels que les économistes des organisations internationales comme la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail, proposent un modèle de développement sous l'angle de l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres (Córdova, 1990; Peemans, 2002). En ce sens, les stratégies de développement ne devraient pas être conçues en termes des changements structurels comme proposées auparavant, mais en répondant aux besoins « essentiels » de la force du travail, c'est-à-dire des travailleurs pauvres et de la population la plus démunie. Autrement dit, combler les besoins essentiels des populations pauvres et marginales augmentera leur productivité, leurs revenus et leur niveau de consommation (Córdova, 1990). D'après Streeten (1979), l'un des

défenseurs assidus de cette approche, les besoins essentiels correspondent aux niveaux minimaux de consommation d'une personne en matière de nourriture, logement, habillement et en services de base en éducation, santé, approvisionnement en eau et assainissement, etc. Le développement passe donc par l'élimination de la pauvreté de masse, ce qui implique nécessairement la satisfaction des besoins de base.

En ce qui concerne les milieux ruraux, l'approche des besoins essentiels a inspiré les interventions des organisations internationales comme la Banque mondiale et de différentes agences étatiques dans les pays de l'Amérique latine comme la Colombie et le Pérou, notamment à travers la mise en œuvre des programmes de « développement rural intégré ». Lesdits programmes avaient pour objectif la lutte contre la pauvreté rurale à travers l'augmentation des investissements sociaux, tels que les services de base comme l'éducation, la santé et les infrastructures, ce qui devait se traduire par une diminution de la pauvreté et une augmentation de l'emploi, des revenus et du bien-être des communautés rurales. Aussi, avec les programmes de « développement rural intégré », les politiques de réforme agraire ont été abandonnées privilégiant plutôt les politiques de soutien des agriculteurs paysans à la production et à la commercialisation (Bebbington, 2013; Peemans, 2002). Selon Bebbington (2013), ces programmes ont été une première initiative pour inclure les besoins de la population rurale dans les stratégies de développement, mais dans des régions comme l'Amérique latine ils ont eu des impacts limités. Les coûts économiques pour l'implantation des programmes ont été élevés tandis que les bénéfices pour la population rurale ont été faibles, seules certaines personnes en ont participé. Également, les services de soutien technique offerts aux agriculteurs ont été limités et il y a eu peu de coordination entre les entités étatiques responsables des programmes (*p. ex.* les Bureaux nationaux de planification, les ministères de l'Agriculture, de l'Éducation, de l'Économie, de la Santé et des Services sociaux, etc.), ce qui a rendu difficile leur implantation. Vers la fin des années quatre-vingt, ces programmes ont été aussi discrédités par leur approche « top-down » où les besoins des populations à qui les programmes s'adressaient n'étaient pas forcément pris en compte dans la pratique (Sumpsi, 2007).

Selon des auteurs comme Peemans (2002) et Rist (2013), même si l'approche des besoins essentiels a été conçue comme une approche alternative aux approches qui tiennent compte que de la dimension économique, elle s'inscrit dans la même tendance des approches classiques. En proposant de satisfaire les besoins humains de base, l'approche vise l'augmentation de la

productivité des pauvres et leur intégration dans le système économique mondiale sans nécessairement faire des changements profonds dans le modèle de développement proposé par les partisans des approches classiques. Rist (2013) souligne que cette approche des besoins essentiels visait une utilité plutôt qu'une politique dont l'importante était de lancer des projets de développement pour les communautés défavorisées et oubliées auparavant par d'autres gouvernements.

Cette approche, très populaire dans les années soixante-dix, a inspiré par la suite d'autres approches théoriques<sup>18</sup> et des interventions d'organismes internationaux et demeure dominante jusqu'à aujourd'hui véhiculée par la Banque mondiale, les organisations onusiennes et par les ONG.

#### 1.1.6.2 L'intégration des préoccupations environnementales

Dans la foule des approches dites alternatives, se trouvent aussi les courants de pensée qui ont défini le développement au-delà de la dimension économique en intégrant les préoccupations écologiques et la nature limitée des ressources naturelles<sup>19</sup>. Peemans (2002) évoque trois courants de pensée critiques qui ont intégré les préoccupations environnementales à la pensée sur le développement depuis les années soixante-dix (tableau 1.2.).

---

<sup>18</sup> À titre d'exemple, l'approche d'un « autre développement » s'inspire de l'approche des besoins essentielles. Le symbole de l'autre développement est le rapport « What now? » de la Fondation Hammarskjöld et le Programme des Nations Unies pour l'environnement PNUE, préparé par un panoplie des intellectuels et publié en 1975. L'autre développement est entendu en tant qu'un processus multidimensionnel qui tient compte de la voix et du pouvoir des acteurs locaux négligés auparavant. Selon ses partisans, l'autre développement est fondé sur trois aspects : (i) la satisfaction des besoins essentielles y compris les aspects éthiques, identitaires, le droit à la dignité, à l'autonomie, etc. (ii) il s'agit d'un développement endogène où chaque société définit sa vision du futur en fonction de ses besoins, de ses valeurs et de ses désirs et d'un développement autonome dans le cadre duquel chaque société se fonde sur ses propres forces, sur les initiatives locales et la participation populaire, (iii) l'autre développement prend compte des limites écologiques de la planète et l'utilisation rationnelle des ressources (Hettne, 1990; Peemans, 2002; Rist, 2013).

<sup>19</sup> Sur le plan international, Estenssoro (2015) souligne l'importance du rapport Fournex de 1971, qui, suite à la demande des représentants des pays sous-développés et comme préparation à la conférence de Stockholm de 1972, a inclus par la première fois la protection de l'environnement au développement. Dans ce rapport, les pays occidentaux et leur style de développement sont accusés comme les responsables de la crise environnementale.

Tableau 1.2 Les trois courants de pensée sur le développement incluant l'environnement (inspiré de Peemans, 2002)

<b>Courant</b>	<b>Exemple</b>
Écologiste : Remise en question de la croissance économique comme moteur du développement. La croissance économique est plutôt une menace pour l'environnement.	L'écologie profonde qui rejette la vision anthropocentriste du développement. L'homme fait partie d'un ensemble interconnecté et pour que le développement ait lieu, il faut reconnaître et valoriser la diversité, la complexité et le besoin de coopération et de coexistence entre les différents modes de vie (Naess, 1973).
Alarmiste : Préoccupation pour la croissance démographique en tant que menace à l'environnement et à la croissance économique.	Le rapport du Club de Rome qui a fait des projections sur l'impact de l'augmentation de la population et l'industrialisation sur l'épuisement des ressources. Propose la « croissance zéro », la transformation de l'agriculture des pays sous-développés et la réduction de la croissance démographique (Estenssoro, 2015; Peemans, 2002).
Modernisation pragmatique : Pas de remise en cause de la modernisation. Dénonce les externalités négatives de la croissance économique. Inclus les préoccupations à l'égard des effets sur l'environnement.	Les militants des associations de conservation de la nature et certaines ONG se sont inspirés de ce courant pour dénoncer la crise du développement et les excès de la croissance et de la modernisation, sans nécessairement les remettre en cause (Peemans, 2002).

Dans le troisième courant, le courant de la modernisation pragmatique, se situe aussi le travail d'Ignacy Sachs concernant la stratégie d'écodéveloppement<sup>20</sup>. Pour Sachs, compte tenu de la crise qui traversait le développement dans les années soixante-dix, il était impératif de chercher une croissance économique plus compatible avec le progrès social, l'autonomie des populations et la gestion harmonieuse du milieu naturel. L'écodéveloppement conteste le courant alarmiste et propose plutôt une approche de développement endogène, en tenant compte des critères locaux définissant le progrès et le développement et à la lumière de ses spécificités historiques, culturelles et écologiques. Il vise à satisfaire les besoins fondamentaux de la population, en faisant un usage rationnel des ressources locales grâce aux technologies appropriées, tout en réduisant les impacts

<sup>20</sup> Comme le souligne Peemans (2002), dans les années soixante-dix a émergé un autre courant critique, mais européen au sein de l'école de la modernisation. Parmi les représentants de cette école se trouvent les économistes D. Seers et G. Myrdal pour qui la croissance économique ne peut à elle seule résoudre les problèmes structurels (pauvreté, inégalités dans la distribution de revenus, urbanisation, migration rurale, etc.), si elle ne s'accompagne pas des politiques du développement. Les partisans de cette approche proposent aussi la fin des modèles de développement « universels » et la construction des modèles de développement qui prennent en compte le contexte spécifique des pays sous-développés pour mieux comprendre et affronter les problèmes structurels.

environnementaux négatifs (Sachs, 1978). Estenssoro souligne que cette approche a eu une grande influence en Amérique latine, dans l'émergence de l'approche de développement durable, ainsi que dans l'élaboration de déclarations internationales comme celle de Cocoyoc (1974) et la conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm (1972). Néanmoins, sur le plan institutionnel international, le concept d'écodéveloppement a été accusé et censuré pour son radicalisme et sur le plan académique et politique, il a été rapidement remplacé par le concept de développement durable devenu plus populaire vers la fin des années quatre-vingt (Estenssoro, 2015).

Durant les années quatre-vingt-dix, les préoccupations concernant les liens entre la crise écologique et le modèle de développement dominant se sont consolidées autour de la pensée sur le développement durable. Le développement durable désigne un projet de développement économique qui selon Reed (1999, p. 33) « [...] est centré à la fois sur l'homme, en ce sens qu'il vise à améliorer la qualité de vie humaine et sur la nature en ce sens qu'il obéit à la nécessité de respecter la capacité de la nature à fournir les ressources et les services indispensables à la vie », ceci avec une composante intergénérationnelle ou le développement vise à « [...] répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins » [Notre traduction] (United Nations, 1987, p. 15).

Popularisée par le Rapport Brundtland en 1987, la notion du développement durable a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme tant dans la sphère politique qu'académique se traduisant, par exemple, en engagements internationaux tels que l'Agenda 21, les Objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015 et plus récemment le Programme de développement durable 2030 fondé sur les Objectifs du développement durable impulsés par les Nations unies et adoptés par 193 pays en 2015.

Au-delà de son caractère normatif, le développement durable est un concept ambigu qui a fait l'objet de multiples définitions, interprétations et voies d'appropriation et d'opérationnalisation. Gendron et Revéret (2000) identifient trois tendances dans l'interprétation du développement durable (i) la vision conservatrice qui envisage l'inclusion de la question environnementale comme une variable supplémentaire dans la croissance économique (ii) la vision qui cherche à réconcilier, voire harmoniser l'économie et l'environnement et (iii) la conception tripolaire où la dimension sociale est reconnue comme un élément aussi important que l'environnement et l'économie. C'est



dans ce sens que les auteurs proposent une définition du développement durable qui tient compte des trois dimensions, mais où l'économie est envisagée comme un moyen, la protection de l'environnement comme une condition et le bien-être de la société et des individus comme l'objectif.

Le développement durable a été adopté par plusieurs acteurs et adapté à différents secteurs y compris le secteur rural. Selon Pugliese (2001), le développement rural durable est un processus participatif, *bottom-up*, de changement multidimensionnel et d'utilisation durable des ressources locales en milieu rural où la croissance économique, l'amélioration des conditions sociales et la conservation des valeurs naturelles sont importantes. L'agriculture joue un rôle central et « [...] le développement rural durable ne repose que sur des formes d'agriculture préservant les ressources et implique le respect et la valorisation des connaissances et des traditions agricoles locales ainsi que des modes d'organisation des exploitations agricoles » [Notre traduction] (Pugliese, 2001, p. 114). Dans des régions comme l'Amérique latine, le développement rural durable a pris de l'ampleur vers la fin des années quatre-vingt-dix et a été promu par une multiplicité d'acteurs comme les institutions gouvernementales, les organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des ONG et les partisans de « l'agroécologie ». En fait, pour les défenseurs de l'agroécologie (tant dans le monde académique que pour les agriculteurs), dans sa dimension sociopolitique « apparaît comme un développement durable », car il s'agit d'une agriculture plus équitable qui est viable économiquement et adéquate en termes écologiques et sociaux (Sevilla Guzmán, 2001).

#### 1.1.6.3 Les approches de développement rural centrées sur les gens

Au cours des années quatre-vingt-dix se sont consolidées deux approches théoriques du développement rural soucieuses des questions sociales et orientées vers les besoins des gens des zones rurales, mais qui s'intéressent également aux questions culturelles, écologiques et économiques. Il s'agit de l'approche des « moyens d'existence durables » et de l'approche de la « nouvelle ruralité ».

La première approche, celle des « moyens d'existence durables », a été initialement développée par Chambers et Conway (1992) et a été adoptée par la suite par différents chercheurs dans le

milieu académique et par les professionnels de différentes organisations internationales et ONG telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut des Études sur le développement (IDS) et Oxfam. L'approche des moyens d'existence durables se concentre sur les individus et leurs moyens d'existence, c'est-à-dire sur les stratégies économiques (agricoles et non agricoles) qu'ils utilisent pour gagner leur vie. L'approche se construit sur les éléments qui permettent aux gens, surtout aux pauvres en milieu rural, de créer des stratégies pour améliorer leur vie et satisfaire leurs besoins en alimentation, santé, éducation, etc. Ces trois éléments sont : les capacités, les activités et les actifs ou les biens tangibles (le capital naturel, physique et financier) et les biens intangibles (le capital humain et social) que l'individu possède (Chambers et Conway, 1991). Dans ce sens, la priorité des interventions du développement doit être la réduction de la pauvreté à travers la création et la promotion de stratégies des moyens d'existence qui soient durables et adaptés aux contextes locaux. C'est-à-dire, capables d'améliorer l'existence des individus (ou des ménages ou des communautés) et de durer au fil du temps, mais sans nuire à l'environnement et en respectant la dimension écologique, économique, sociale et institutionnelle (Scoones, 2009).

Comme le souligne Small (2007), l'approche des moyens d'existence durables a inspiré des travaux académiques à l'époque, ainsi que des idées et des pratiques de différentes organisations internationales qui ont construit leurs propres définitions des moyens d'existence durables, mais qui partagent la vision d'un développement axé sur les individus et leurs objectifs de vie et des interventions dirigées vers les gens pauvres. Dans le contexte rural, cette approche sert à analyser les moyens d'existence dans un contexte institutionnel où il y a différents intervenants et permet de formuler des politiques de développement en accord avec les besoins et les stratégies des gens. Analyser les moyens d'existence permet aussi d'inclure à la fois les habitants ruraux qui sont employés dans l'agriculture et ceux qui réalisent des activités non agricoles.

Cette approche a été très populaire dans les années quatre-vingt-dix et deux mille, mais a fait l'objet de différentes critiques pour avoir négligé les structures sociales et les rapports de pouvoir. Ainsi les partisans de cette approche ont été critiqués pour exclure de ses analyses certains acteurs comme les gens riches et ne pas prendre en compte l'histoire et les événements qui ont conduit à la situation de pauvreté actuelle des gens (Ibidem).

La deuxième approche, née en Amérique latine, est celle de la « nouvelle ruralité ». Ce courant de pensée part de l'idée que la globalisation et la mise en œuvre de politiques économiques d'inspiration néoclassique ont transformé les milieux ruraux, laissant place à une nouvelle ruralité qui a besoin d'un nouveau cadre d'analyse ainsi que de politiques et d'interventions de développement rural renouvelées. Parmi les transformations majeures, des milieux ruraux dans l'Amérique latine qui attirent l'attention des partisans de cette approche se trouvent : (i) la diversification des activités non agricoles et des revenus des ménages ruraux (ii) la précarisation du travail paysan et surtout des femmes paysannes et (iii) l'interaction de plus en plus forte entre les espaces ruraux et urbains (De Grammont, 2004; Kay, 2009).

Selon Kay (2009), dans les milieux académiques les nombreuses propositions des adhérents au courant de la nouvelle ruralité peuvent être regroupées en trois catégories. D'abord les travaux des chercheurs que Kay qualifie de « réformistes » qui proposent des politiques publiques et des changements institutionnels pour améliorer la qualité de vie des populations rurales, « ils cherchent à réformer le système plutôt qu'à le contester » (2009, p. 621) <sup>21</sup>. Ensuite, l'approche dite « communautaire » qui prend en compte les formes d'organisation des groupes paysans et qui défend la recherche d'une voie alternative de développement rural basé sur l'autonomie, l'autosuffisance et la diversification de la production des populations pauvres. Finalement, les travaux des chercheurs qui ont une approche « territorial » et qui prennent compte les différentes échelles spatiales pour proposer des politiques et des interventions de développement axées sur les dynamiques et les spécificités locales.

L'approche de la nouvelle ruralité, notamment les idées des « réformistes », a été adoptée par les organisations internationales comme l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et la Banque interaméricaine de développement (BID) (Ibidem). Les principales critiques adressées à cette approche concernent le manque de rigueur conceptuelle dans la définition de la « nouvelle ruralité », l'absence des propositions qui conduisent à un réel changement dans le

---

<sup>21</sup> Les politiques publiques qui sont proposées par les « réformistes » sont extrêmement variées et vont de la promotion des partenariats public-privé, la promotion des filières de production agricole et l'augmentation des innovations technologiques, jusqu'à la promotion des politiques publiques de participation sociale, d'*empowerment* des femmes, d'emploi pour les jeunes, entre autres (Kay, 2009).

modèle de développement rural et certains se questionnent jusqu'à quel point il s'agit vraiment d'une « nouvelle » réalité (Kay, 2009; Ramirez-Miranda, 2014).

#### 1.1.6.4 Le développement rural territorial

L'une des dernières perspectives de développement rural dites alternatives les plus récentes, qui est apparue en Amérique latine et qui s'est consolidée au cours des années 2000, est celle du développement rural territorial (DRT). Au centre de cette approche se trouve le territoire, compris en tant qu'un espace physique, mais aussi avec une identité, des relations et des constructions sociales (Schejtman et Berdegue, 2004). Le développement rural territorial, dans la définition classique de Schejtman et Berdegue, est un processus de transformation productive et institutionnelle d'un espace déterminé dont l'objectif principal est la réduction de la pauvreté rurale :

Il [le développement rural territorial] repose sur deux piliers étroitement liés, la transformation productive et le développement institutionnel [...]. La transformation productive a pour but d'articuler de manière compétitive et durable l'économie du territoire aux marchés dynamiques, ce qui implique des changements dans les modèles d'emploi et la production d'un espace rural déterminée. Le développement institutionnel vise à stimuler l'interaction et l'accord entre les acteurs locaux, entre eux et avec les acteurs externes importants, et à augmenter les opportunités pour la participation de la communauté dans le processus et dans le partage des bénéfices [Notre traduction] (2004, p. 30).

Les partisans de cette approche proposent que les politiques et interventions de développement territorial dans les milieux ruraux reposent sur huit critères : (i) aborder simultanément la transformation productive et le développement institutionnel (ii) prendre en compte les liens productifs et sociaux entre les zones rurales et urbaines (iii) considérer le territoire rural comme un espace identitaire (iv) tenir compte de l'hétérogénéité des territoires (v) intégrer la diversité des acteurs du territoire (vi) envisager toutes les alternatives pour éradiquer la pauvreté et pas seulement les stratégies agricoles (vii) s'assurer qu'il existe des institutions publiques et privées solides et (viii) définir des politiques et des interventions dont les objectifs vont au-delà du court terme (une période de gouvernement) (Ibidem).

Ce discours du développement rural territorial est porté surtout par les institutions internationales et leurs experts qui promeuvent le développement rural dans la région tel que le Centre latino-

américain pour le développement rural (RIMISP) établi dans des pays comme le Chili, l'Équateur, le Mexique et la Colombie et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Comme souligné par Berdegú et Favareto (2019), cette approche est très populaire en Amérique latine depuis une vingtaine d'années :

[Le développement rural territorial] a été adopté dans des milliers d'initiatives, allant des petits projets des organisations sociales et des ONG à des plateformes des mouvements sociaux en milieu rural, en passant par de grandes politiques telles que la loi mexicaine sur le développement rural durable, les programmes « Territoires d'identité et Citoyenneté » du Brésil ou les accords de paix colombiens avec ses programmes de développement dès une approche territoriale (PDET) [Notre traduction] (2019, p. 6).

Des auteurs comme Rodrigues (2015) contestent cette approche en argumentant que le territoire est abordé par leurs partisans comme une unité « harmonieuse », sans tenir compte des relations de pouvoir, de domination et des conflits qu'y se produisent. L'auteur considère également que dans certaines propositions au nom du développement rural, le territoire est utilisé par certains acteurs en tant qu'un instrument de contrôle social et politique, qui légitime le pouvoir de l'agro-industrie au détriment des paysans. Aussi, ceux qui défendent cette approche se concentrent sur la transformation productive en laissant de côté le besoin de politiques qui mènent à des changements structurels tels que les politiques de réforme agraire.

Tout au long de cette section, nous avons présenté les approches alternatives à la pensée classique du développement qui ont fleuri à partir des années soixante-dix. Bien que la croissance économique continue d'être importante dans les propositions alternatives, elle n'occupe pas la place principale. Nous avons constaté que l'attention se déplace vers d'autres dimensions du développement telles que l'environnement, le territoire et les besoins des êtres humains, notamment des populations pauvres et marginalisées. D'autres approches alternatives qui mettent de l'avant la culture, les savoirs traditionnels et le pouvoir des acteurs oubliés auparavant dans les pays dits sous-développés ont également été consolidés au cours des dernières décennies. Peemans (2002) évoque le cas des approches, qui étaient en plein essor dans les années 1980, remettant en cause le rôle des femmes dans le développement, ainsi que l'approche de l'ethnodéveloppement qui a facilité la reconnaissance et la mise en valeur du rôle de l'identité ethnique dans le développement des territoires, ce qui était considéré, auparavant, comme un obstacle au développement rural. Une

autre approche alternative récente et plus radicale, qui remet en cause la notion du développement et qui refuse même le développement, c'est le courant de « l'après-développement » ou du « post-développement ». Il s'agit d'un groupe d'intellectuels de différentes disciplines qui rejettent le développement en le considérant comme un discours, voire une idéologie de pouvoir, qui éclipse les valeurs des sociétés traditionnelles. Les tenants de cette approche proposent la recherche des alternatives au développement dans les savoirs traditionnels et les initiatives des communautés locales (Escobar, 1995; Sachs, 1990).

Après avoir présenté les principales approches du développement dans cette première partie, dans la deuxième partie du chapitre nous allons examiner comment ces courants de pensée ont influencé les politiques publiques, les projets, les interventions, voire les stratégies de développement rural en Amérique latine. Nous voulons mieux saisir les approches de développement qui ont été favorisés depuis les années cinquante dans la région et comment elles ont influencé les zones rurales.

## 1.2 L'influence sur les stratégies de développement rural en Amérique latine

La grande diversité des acteurs et des organisations qui promeuvent le développement rural de l'Amérique latine suggère qu'il n'existe pas une stratégie unique de développement, mais plutôt une multiplicité des stratégies pour y parvenir, ainsi que des multiples acteurs qui au fil du temps ont eu des conceptions différentes de ce qui devrait être le développement rural (Bebbington, 2013).

L'influence des approches théoriques de développement rural sur les stratégies de développement adoptées en Amérique latine a aussi varié au fil du temps. Comme souligné par Cristobal Kay (2001), l'approche de l'école de la dépendance et celle du « néo-structuralisme » latino-américain ont été peu influentes. L'approche de la dépendance a eu une influence seulement dans les pays où les gouvernements de gauche sont arrivés au pouvoir comme le Chili (1970-1973), le Nicaragua (1979-1990) ou dans le cadre de la révolution cubaine et l'approche des « néo-structuralistes » latino-américains a influencé que certains gouvernements comme celui du Brésil entre 1995 et 2003. Les approches dites alternatives, comme mentionné dans la section précédente, ont inspiré les actions des organisations internationales et des ONG avec ingérence dans l'Amérique latine, ainsi que la mise en œuvre d'une panoplie de politiques publiques et de

programmes étatiques tels que les politiques de développement rural durable ou les programmes de « développement rural intégré »<sup>22</sup>.

Par contre, l'approche théorique de la modernisation, l'approche des « structuralistes » latino-américains et celle des économistes néo-classiques ont eu beaucoup de poids dans les stratégies gouvernementales de développement de la région. Nous nous concentrerons dans cette section sur l'influence que ces trois dernières approches ont eue sur les stratégies de développement des milieux ruraux en Amérique latine depuis les années cinquante jusqu'à aujourd'hui.

### 1.2.1 La modernisation des milieux ruraux

À partir des années cinquante, les idées des partisans de l'approche de la modernisation ont largement influencé les politiques et les interventions de développement rural en Amérique latine. Dans les années cinquante, les zones rurales et les structures agraires de la région se caractérisaient par l'existence de deux systèmes d'organisation sociale, de la terre, du travail et de la production hérités de la période coloniale : les *latifundios* et les *minifundios*, présentés plus en détail dans le tableau 1.3.

Cette structure agraire « dualiste » avait selon Chonchol (1995) une structure sociale avec au moins trois groupes sociaux. Un très petit groupe de familles qui possédaient une grande quantité de terres et des entrepreneurs agricoles (1% des familles), un petit groupe d'employés ou d'entrepreneurs familiaux (10 à 25%) et une grande majorité de paysans pauvres (90 à 60%) parmi lesquels se trouvaient, entre autres, les travailleurs sans terre, les métayers, les fermiers.

---

<sup>22</sup> À titre d'exemple, en coordination avec différentes organisations internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et les Nations Unies, des programmes de « développement rural intégré » (DRI) ont été mis en œuvre dans tous les pays de l'Amérique latine. Par exemple, à la fin des années 1970 la Banque interaméricaine de développement avait décaissé des crédits de plus de 290 millions de dollars pour financer des projets de « développement rural intégré » tels que le projet « *Desarrollo Rural* » en Bolivie, le programme de développement régional du Nord-Ouest de Minas Gerais au Brésil, le programme « DRI » en Colombie, les programmes de l'Institut national de colonisation en Équateur, le projet « PIDER » et le « *Plan Puebla* » au Mexique, le projet « PIDAP » au Paraguay, le programme des « *Zonas de Acción Conjunta* » au Pérou, le projet « PIDAGRO » en République Dominicaine et le programme « PRIDA » au Venezuela. L'agence de développement international pour sa part a financé des programmes de « développement rural intégré » de l'institut du bien-être paysan (INVIerno) au Nicaragua (IICA et BID, 1978).

Tableau 1.3 Principales caractéristiques des systèmes agraires en Amérique latine (Chonchol, 1995; Figueroa, 1990; Kay, 2001; Torres Rivas, 1981)<sup>23</sup>

Systeme	Caractéristiques
<i>Latifundio</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Grandes étendues de terre</li> <li>- Quelques propriétaires, mais qui concentraient jusqu'à 80% de la terre</li> <li>- Situés dans les terres les plus fertiles, prédominait un modèle d'agriculture extensive et intensive</li> <li>- Utilisation des techniques traditionnelles</li> <li>- Peu de capital investi</li> <li>- Deux types : <i>haciendas</i> et plantations</li> </ul> <p>1. <i>Haciendas</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appartiennent aux familles oligarques, symbole de statut social, du pouvoir et de prestige</li> <li>- Production peu spécialisée</li> <li>- Faibles rendements</li> <li>- Approvisionnement précaire des marchés locaux et nationaux</li> <li>- Contrôle de la terre et des travailleurs paysans</li> </ul> <p>2. Plantations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détenues par les entreprises multinationales</li> <li>- Terres cultivées principalement en monocultures pour l'exportation (le café, la canne à sucre, la banane et le coton)</li> <li>- Haut investissement en technologie et capital</li> <li>- Source d'emploi pour de travailleurs ruraux fortement organisés et syndiqués</li> </ul>
<i>Minifundio</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus nombreuses (23 à 90% des propriétés) que les <i>latifundios</i>, mais les paysans ne détenaient qu'une petite partie des terres (0,5 à 15% de la surface)</li> <li>- Situés dans les sols de mauvaise qualité, prédomine un modèle d'agriculture de subsistance et la production en polyculture</li> <li>- Prévaut la main-d'œuvre familiale</li> <li>- Rendements élevés</li> <li>- Production pour la consommation familiale et les excédents commercialisés dans les marchés locaux et rarement dans les marchés nationaux.</li> </ul>

Rappelons qu'au centre de l'approche de la modernisation se trouve l'idée que le frein au développement est la tradition (qu'il s'agit d'institutions traditionnelles, de comportements et de savoirs traditionnels, de pratiques agricoles traditionnelles des paysannes, etc.), qui doit être abolie pour suivre le modèle de croissance économique des pays occidentaux. Pour y parvenir, il faut favoriser l'investissement, l'industrialisation et le progrès technique et scientifique. Dans les

<sup>23</sup> Il est important de souligner que bien que ces caractéristiques de la structure agraire aient été partagées par la plupart des pays de l'Amérique latine, il y avait des différences entre les pays. Par exemple, au Costa Rica et au Nicaragua, les petits et les moyens agriculteurs avec leurs *minifundios* avaient un poids plus important sur l'économie nationale que les *latifundios* (*haciendas*) (Zamosc et Martinez, 1996).



milieux ruraux, selon les défenseurs de l'approche de la modernisation, il est nécessaire de transformer les systèmes agricoles traditionnels en systèmes agricoles modernes et industrialisés notamment à travers du transfert de solutions technologiques pour la production.

En Amérique latine, cette modernisation devait se faire selon les partisans de la modernisation aussi bien dans les *minifundios* que dans les *latifundios* et la voie privilégiée a été la révolution verte (Kay, 2001). La révolution verte est une politique propulsée dans les années soixante par les États-Unis dans le but d'aider les pays sous-développés à se développer à travers la recherche et le transfert des nouvelles technologies agricoles favorisant l'augmentation des rendements de systèmes agricoles et plus largement l'augmentation de la production alimentaire et la diminution de la pauvreté (Feldman et Biggs, 2012). Issue des accords entre les Fondations Rockefeller et Ford et les gouvernements des pays sous-développés comme le Mexique, les Philippines et l'Inde<sup>24</sup>, la révolution verte repose sur quatre piliers : (i) la création de programmes de recherche d'innovations techniques pour augmenter la productivité des sols et des cultures (y compris la sélection des semences améliorées des variétés « à haut rendement » de céréales telles que le maïs, le blé et le riz) (ii) l'utilisation intensive de machinerie agricole et des intrants comme les engrais minéraux et les produits phytosanitaires comme les insecticides et les herbicides (iii) la construction des infrastructures pour la production agricole comme les systèmes d'irrigation et (iv) le transfert des connaissances et de technologie aux producteurs et la formation des professionnels dans le domaine agricole (Pengue, 2006).

L'Amérique latine a adopté rapidement les programmes de la révolution verte pendant les années soixante. Après le Mexique, d'autres pays comme la Colombie (1950), le Chili (1955), l'Équateur (1956), le Pérou (1956) et le Venezuela (1960) ont accordé avec la Fondation Rockefeller l'implémentation des programmes similaires de modernisation du secteur agricole. Ces pays ont commencé à voir les effets économiques, écologiques et sociaux de la révolution verte dans les

---

<sup>24</sup> La révolution verte a germé de l'accord entre la fondation Rockefeller et le gouvernement mexicain pour la création du Centre international d'amélioration de maïs et du blé (CIMMYT) pour la recherche génétique des variétés améliorées. Le centre compte plusieurs experts dont l'un des plus célèbres était le spécialiste en pathologie végétal, Norman Borlaug reconnu comme « le père de la révolution verte ». Ensuite, la création des centres de recherche pour la révolution verte a été élargie dans des pays comme l'Inde, le Pakistan et les Philippines (cette dernière avec la création du Centre international de recherche sur le riz (IRRI) réunis en 1971 dans le consortium des centres de recherche « Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) » (Ceccon, 2008; Thiesenhusen, 1972).

années soixante-dix. D'une part, la production agricole et les exportations, notamment des céréales ont augmenté considérablement aussi bien que la demande d'intrants et de machinerie agricole. Par exemple, dans certaines régions du Chili les rendements des cultures de maïs ont augmenté considérablement, le Mexique est passé de produire 750 kg de blé en 1950 à produire 3200 kg en 1970, la consommation d'engrais chimiques en Amérique latine a été huit fois plus élevée que celle du reste du monde entre 1947 et 1967, et le nombre de tracteurs dans la région a quadruplé (Thiesenhusen, 1972). L'adoption des programmes de révolution verte pour la modernisation de l'agriculture a favorisé également l'expansion de l'industrie agroalimentaire et l'établissement des entreprises transnationales (agrobusiness) dans la région à partir des années soixante<sup>25</sup>. Les grandes entreprises transnationales du secteur agro-industriel et de production des intrants pour l'agriculture comme Cargill, Ralston Purina et John Deere se sont établies rapidement dans la région (Burbach et Flynn, 1979; Chonchol, 1995; Mestries, 1980).

D'autre part, la révolution verte a eu des conséquences écologiques et sociales non négligeables dans la région. D'abord, l'utilisation intensive des intrants chimiques, de machinerie lourde et la consommation d'eau et d'énergie pour la production agricole ont entraîné la perte et la dégradation des écosystèmes et l'épuisement des sols et des ressources naturelles. Ensuite, la mécanisation de la production agricole a réduit significativement le besoin de main-d'œuvre, ce qui a accéléré la migration des travailleurs ruraux vers les villes. Aussi, les coûts élevés de la machinerie, des semences et des intrants chimiques ont poussé de nombreux petits producteurs à acquérir des crédits qu'ils n'ont pu pas payer par la suite, les conduisant à la faillite. Enfin, l'utilisation des nouvelles technologies de production a été un vecteur de déplacement des variétés ancestrales et d'accélération de la perte de connaissances et des pratiques agricoles paysannes traditionnelles (Cecon, 2008; Feldman et Biggs, 2012; Gligo, 1980). Burbach et Flynn (1979) mentionnent aussi que l'augmentation de la production, l'augmentation des exportations et l'établissement des entreprises transnationales en Amérique latine n'a pas profité aux paysans, car la production

---

<sup>25</sup> Mestries (1980) explique que les entreprises étrangères, notamment américaines, qui se sont établies en Amérique latine à partir des années soixante n'ont pas privilégié la production agricole directe, c'est-à-dire la culture (ou élevage) des aliments par la même entreprise, car c'était très risqué (entre les risques se trouvent les constantes grèves des ouvrières agricoles, les conflits avec les paysans pour les terres, les aléas climatiques, la forte probabilité d'avoir de mauvaises récoltes, etc.). Les entreprises étrangères ont favorisé plutôt la production contractuelle, c'est-à-dire que la production des aliments était sous la responsabilité d'un tiers, mais l'entreprise en question les achète et contrôle tout la chaîne de production, depuis la production des intrants pour les cultures ou l'élevage jusqu'à la transformation et la distribution des produits.

agricole de subsistance a considérablement diminué et de nombreux paysans ont été engagés par les entreprises à très bas salaires et sans conditions de travail favorables<sup>26</sup>.

L'adoption des programmes de révolution verte a favorisé la modernisation de la production agricole et a accéléré le démantèlement progressif de la structure agraire fondée sur le complexe latifundio-minifundio qui dominait les régions rurales de l'Amérique latine jusqu'aux années soixante. Ce qui a entraîné la consolidation, à partir des années soixante-dix, d'une structure agraire dans laquelle, selon Zamosc et Martínez (1996), coexistent deux types d'agriculture. D'un côté se trouve une agriculture du type paysanne qui approvisionne les marchés locaux et nationaux, qui n'est pas subventionnée par l'État et qui est principalement pratiquée sur des terres de petit à moyenne taille. Il y a peu de soutien pour les agriculteurs paysans comme des projets modestes de « développement rural intégré » et des programmes d'assistance sociale pour les paysans les plus démunis. Du côté opposé se trouve l'agriculture dite « entrepreneuriale » qui est soutenue fortement par l'État, elle est pratiquée sur de grandes étendues de terres et se spécialise dans la production de matières premières pour l'industrie et de produits pour l'exportation<sup>27</sup>. L'adoption de la révolution verte a facilité aussi l'apparition des nouveaux acteurs dans le secteur agricole, pas nécessairement d'origine rurale ou paysanne, pour lesquels l'agriculture n'est pas un mode de vie et qui n'ont pas de liens affectifs avec la terre comme les agriculteurs traditionnels. Par contre, pour ces nouveaux agriculteurs la terre est un bien commercial de libre marché qui leur confère un statut social (Chonchol, 1995).

---

<sup>26</sup> À titre d'exemple, Burbach et Flynn (1979) mentionnent le cas des paysans de la région d'Arequipa au Pérou où l'établissement de l'entreprise d'origine américaine « Carnation » dédiée à la production de lait évaporée a eu des conséquences pour la paysannerie. D'une part, l'entreprise achetait presque toute la lait du lait des producteurs de la région (dont 85% étaient des petits producteurs paysans), laissant les petits producteurs du fromage sans lait pour leur production et les obligeant à fermer leurs entreprises familiales. D'une autre part, plusieurs paysans ont été attirés par les bons prix du lait offertes par l'entreprise Carnation, ils ont abandonné l'agriculture vivrière et se sont dédié à la production de lait, ce qui a épuisé les marchés locaux des aliments essentiels comme le maïs et la pomme de terre et n'a pas forcément amélioré la qualité de vie des producteurs qui ont plutôt perdu leur autonomie dans la production et dépendaient des décisions de l'entreprise.

<sup>27</sup> L'analyse de Zamosc et Martinez (1996) se fonde sur l'étude comparatif de la structure agraire de huit pays de l'Amérique latine : Brésil, Colombie, Costa Rica, Chili, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Pérou.

### 1.2.2 L'influence des « structuralistes » latino-américains

La deuxième approche théorique qui a eu une grande influence sur les stratégies de développement rural en Amérique latine a été celle des « structuralistes » latino-américaines que, comme présenté dans la première section, prônait principalement pour la croissance économique de la région à travers la promotion des industries nationales, de la croissance du marché intérieur, de la technification de la production agricole, entre autres. Deux propositions impulsées par les « structuralistes » latino-américains, dont le pilier était l'intervention de l'État dans le développement, ont inspiré les gouvernements des différents pays de l'Amérique latine entre les années cinquante et soixante-dix : la stratégie d'industrialisation par substitution des importations et les politiques de réforme agraire.

La première proposition, la stratégie d'industrialisation par la substitution des importations (ISI), fondée sur l'élargissement du rôle et des fonctions de l'État dans le développement, cherchait principalement la croissance économique des pays de l'Amérique latine à travers la diminution des importations des biens tout en stimulant la croissance des industries pour la production nationale<sup>28</sup>. Cette stratégie n'a pas été adoptée au même rythme dans tous les pays de la région, les premiers à l'adopter ont été les pays qui avaient des plus grands centres urbains comme le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Mexique, dans d'autres pays comme le Nicaragua et le Honduras, son application était plus tardive et plus faible<sup>29</sup> (Bonfanti, 2015). Des auteurs comme Corbo (1991), Hettne (1990) et Kay (2016) s'accordent à dire que l'adoption de la stratégie d'industrialisation par la substitution des importations n'a pas eu tous les résultats escomptés dans la région. Bien que des progrès

---

<sup>28</sup> Une multiplicité des activités industriels a été privilégiée dans le cadre de la stratégie d'importation par la substitution des importations comme la production de biens de consommation tels que les boissons, le tabac, le papier, le bois, le verre, les textiles et les chaussures ainsi que la production d'intrants pour le secteur métallurgique, chimique, entre autres (Furtado, 2001).

<sup>29</sup> Corbo (1991) souligne qu'au Chili il y a eu une plus grande diffusion et influence des idées des « structuralistes » latino-américaines par rapport à l'industrialisation par la substitution des importations : « Le pays avait demandé la création de la CÉPAL [Commission économique pour l'Amérique latine] et il en était devenu le siège. En outre, les économistes de la CÉPAL enseignaient à l'époque à la prestigieuse Université du Chili et donnaient des conférences dans toute l'Amérique latine. Cette école était également très influente au Brésil où Prebisch [leader de la CÉPAL entre 1950 et 1963] a été invité à donner des conférences pour des groupes industriels locaux » [Notre traduction] (1991, p.20-21).

importants aient été réalisés dans le développement des industries nationales<sup>30</sup>, la stratégie n'a pas réussi à stimuler la demande des produits locaux, ni à augmenter la productivité, ni à favoriser l'intégration de la région dans les marchés mondiaux. Cette stratégie accordait peu d'attention au développement des milieux ruraux et l'agriculture avait un rôle assez marginal. Il y a eu un « biais anti-agriculture » dont les mesures étatiques de protection des industries nationales ont favorisé le secteur industriel et urbain au détriment du secteur agricole et particulièrement de l'agriculture paysanne<sup>31</sup> (Kay, 2016).

La deuxième stratégie que les « structuralistes » latino-américaines ont défendue assidument et qui a inspiré certains politiques en Amérique latine au cours des années soixante a été celle des réformes agraires. Pour les « structuralistes » latino-américaines, la structure agraire de la région (le complexe *latifundio-minifundio*) était inefficace, voire un obstacle pour l'industrialisation. Cette structure dichotomique légitimait la concentration des terres agricoles, aggravait la pauvreté et les inégalités en milieu rural et était inefficace parce que la terre dans les *latifundios* et la force de travail dans les *minifundios* étaient sous-utilisées (Figueroa, 1990; Kay, 2001). Ils défendaient comme réforme agraire la modernisation de la production agricole tout en modifiant le régime foncier à travers la redistribution des terres agricoles qui étaient concentrées entre les mains des grands propriétaires ou à travers l'ouverture de nouveaux espaces de colonisation pour la production agricole dans les terres en friche de l'État (Arruda Sampaio, 2005; Chonchol, 1995). Plus largement, les réformes agraires de l'époque visaient :

[...] l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie, leur intégration à la demande intérieure par des revenus plus élevés, l'élargissement du marché de l'industrialisation, le contrôle des tensions sociales, l'augmentation de la production agricole et alimentaire et éviter la répétition de nouveaux processus révolutionnaires de type cubain [Notre traduction] (Chonchol, 2003, p. 210).

---

<sup>30</sup> À titre d'exemple, dans l'industrie de production de machines, le Brésil a réussi à produire 13 mille tonnes de machines, qui ont comblé 40% des besoins du marché intérieur entre 1957 et 1961. Aussi, dans l'industrie de production de papier et de pâte à papier, la production nationale au Brésil entre 1960 et 1965 couvrait 40% de la demande nationale, au Mexique 20% et en Argentine 7% (Furtado, 2001).

<sup>31</sup> Les industries domestiques ont reçu plus de ressources, de crédits et des services d'assistance technique, tandis que le secteur agricole a été négligé car il y a eu moins d'investissements dans ce secteur et la production et les exportations des produits agricoles ont diminué considérablement (Kay, 2016).

Ces idées des « structuralistes » latino-américains ont influencé notamment l'élaboration d'une multiplicité d'études du Comité interaméricain de développement agricole (CIDA), qui ont fait un portrait de la situation foncière de l'Amérique latine et ont rassemblé les arguments en faveur de la réforme agraire<sup>32</sup>. Les résultats des études du CIDA ont été mobilisés par la suite à partir des années soixante par les gouvernements des pays comme le Chili, le Pérou, la Colombie, entre autres, pour élaborer et soutenir les politiques de réforme agraire (Kay, 2001).

They revealed the full depth of the peasantry's tragedy as well as the highly unequal and bimodal land tenure system in Latin America. The CIDA studies were used by peasant organizations, activists, progressive politicians and reformist governments to lend scientific weight to the case for agrarian reform legislation (Kay, 2006, p. 15).

À l'exception de l'Argentine où il n'y a pas eu de réforme agraire, tous les pays de l'Amérique latine ont eu des réformes agraires avec des portées différentes. Il y a eu les premières réformes dans le cadre des révolutions agraires dans les années précédentes au Mexique en 1910, en Bolivie en 1953 et à Cuba en 1959, mais c'est dans les années soixante-dix que la tendance dite « réformiste » a atteint son plein. D'après Arruda Sampaio (2005), il y a eu les réformes faites à travers des ajustements institutionnels pour la répartition des terres agricoles aux paysans entre 1950 et 1980 (Guatemala, 1962; Chili, 1962; Pérou, 1964; Nicaragua, 1963; El Salvador, 1961) et les réformes plus superficielles ou conservatrices où peu de terres agricoles ont été distribuées et qui ont été impulsées et financées par les États-Unis (Brésil, 1964; Venezuela, 1960; Équateur, 1964; Colombie, 1961; Honduras, 1962, et République dominicaine, 1962).

Kay (2003) et Hendel (2011) considèrent que le succès des réformes agraires a été limitée et les résultats des réformes ont été hétérogènes. Les réformes ont donné une visibilité politique à la paysannerie, mais n'ont pas suffi pour corriger tous les déséquilibres concernant la concentration des terres agricoles dans la région. Dans les pays où les réformes ont été faites suite à une révolution agricole ou à travers des ajustements institutionnels, une quantité importante de terres a été transférée des propriétaires fonciers aux paysans, ce qui a facilité l'émergence d'un nouveau

---

<sup>32</sup> Le Comité interaméricain de développement agricole (CIDA) été composé par cinq différents organisations internationales : la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), la Banque mondiale et l'Organisation des États Américaines (OEA). Les études qui étaient le résultat des recherches conjointes entre les membres du CIDA sur la situation foncière en Amérique latine menées conjointement entre ces organisations au cours de la première moitié des années soixante.

secteur agricole paysan et rendu visible leur lutte pour la terre et pour de meilleures conditions de vie<sup>33</sup> (Arruda Sampaio, 2005; Chonchol, 2003). Dans les pays qui ont suivi des réformes conservatrices, les politiques n'ont pas véritablement modifié la concentration des terres agricoles et ont été plutôt l'occasion de bloquer les tentatives de soulèvement paysan. En fait, dans les années soixante, et au cours des décennies suivantes, le manque d'une véritable réforme agraire dans plusieurs pays a impulsé les mobilisations paysannes, les luttes pour les terres rurales et l'apparition des guérillas (Arruda Sampaio, 2005; Kay, 2003). Comme le signale Chonchol (1995, 2003), cette phase intense des réformes agraires dans certains pays de la région s'est terminée dans les années suivantes avec la répression des coups d'État militaires qui ont mis en place des politiques de contre-réforme agraire privilégiant plutôt les politiques de modernisation technologique de la production agricole via la révolution verte<sup>34</sup>.

### 1.2.3 L'influence des économistes néo-classiques

Le dernier courant est celui des économistes néo-classiques (ou néolibéraux), qui est en fait considéré par plusieurs auteurs tels que Chonchol, (2008) et Kay (2016) comme l'un des courants de pensée les plus influents en Amérique latine et le paradigme dominant dans les interventions de développement depuis les années quatre-vingt-dix jusqu'à aujourd'hui. Comme évoqué précédemment, les économistes néo-classiques défendent assidument la croissance économique et le marché comme les catalyseurs les plus importants du développement, en laissant à l'arrière-plan le pouvoir d'action de l'État. Aussi, les économistes néo-classiques prônent pour favoriser le secteur privé, le libre marché et le démantèlement des mesures protectionnistes telles que le soutien des prix et les subventions aux producteurs. Les idées des économistes néo-classiques se sont

---

<sup>33</sup> En Bolivie et à Cuba la plus grande proportion des paysans a été bénéficié avec les réformes agraires, les quatre cinquièmes parties des terres privées ont été expropriées des propriétaires fonciers aux paysans. Au Mexique, au Chili, au Pérou et au Nicaragua presque la moitié des terres agricoles privés ont été distribuées entre les paysans. Au Guatemala, 370 000 hectares ont été distribués entre 87 000 paysans, au Chili et au Pérou environ 10 millions d'hectares ont été transférés à plus de 300 000 familles paysannes dans chaque pays. Au Panama, en Colombie, en Équateur et au Honduras, environ 10% des familles paysannes ont été bénéficiées avec la distribution des terres agricoles (Arruda Sampaio, 2005; Chonchol, 1995, 2003).

<sup>34</sup> Au Chili par exemple, la réforme agraire a été interrompue par le coup d'état militaire d'Augusto Pinochet en 1973. Le nouveau gouvernement a incité une « contre-réforme » dans laquelle le régime foncier a été modifié ainsi que le système agricole du pays. Parmi les mesures imposées à l'époque on retrouve : la restitution aux anciens propriétaires du 30% des terres expropriées dans le cadre de la réforme agraire, la revente du 15% des terres expropriés, la répression des syndicats et des organisations paysannes, la remise sur le marché des terres qui avaient été attribués aux communautés comme les « mapuches » et la promotion de la production agricole à grand échelle, notamment des fruits et du bois pour l'exportation (Chonchol, 1995).

répandues dans les années 1980 notamment à travers les programmes d'ajustement structurel promus par les institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce et les institutions internationales financières telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Rappelons que les programmes d'ajustement structurel comprennent l'adoption des mesures de base dans les politiques de développement telles que : la privatisation des entreprises de l'État et de certains services publics, la réforme fiscale, la restriction des dépenses publiques, la restructuration du marché du travail, la dévaluation de la monnaie nationale, la promotion des exportations et la diminution des barrières aux importations, la promotion des investissements étrangers et du commerce international et des politiques de libre-échange.

La grande majorité des pays de l'Amérique latine ont appliqué ces programmes. Arriola (1992) souligne que le Chili sous le régime militaire d'Augusto Pinochet a été l'un des premiers pays de la région à adopter les programmes d'ajustement structurel, suivi par la suite par d'autres pays comme le Costa Rica, la Bolivie, le Venezuela, le Mexique, la Colombie, l'Uruguay, le Pérou; le Brésil, le Paraguay et l'Équateur l'ont adopté bien plus tard<sup>35</sup>. Des pays comme le Pérou et le Brésil ont été plus conservateurs et n'ont adopté que certaines mesures d'ajustement structurel telles que la réforme fiscale, la réduction des dépenses publiques et la privatisation des entreprises publiques, tandis que des pays comme le Chili et la Bolivie étaient plus orthodoxes et ont mis en place la plupart des mesures à l'exception par exemple de la réduction des dépenses publiques au Chili et de la privatisation d'un grand nombre des entreprises publiques en Bolivie (Martínez et Soto, 2012).

Les mesures adoptées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel telles que l'ouverture au commerce extérieur ont eu des impacts économiques importants pour l'Amérique latine. Par exemple, entre 1990 et 1995 la région a connu une croissance économique de 4,2%, tandis qu'entre 1982 et 1989 la croissance économique n'avait atteint que 1% (Martínez et Soto, 2012). Aussi, Ocampo (2005) souligne que les mesures d'ajustement structurel ont favorisé l'augmentation des investissements étrangers qui ont quintuplé entre 1990 et 1994 et entre 1997 et 2001, et l'expansion

---

<sup>35</sup> Les gouvernements des pays qui avaient une dette extérieure très élevée et qui ne pouvaient pas la payer comme le Mexique ont inclus des mesures d'ajustement structurel afin d'obtenir des prêts des institutions financières internationales, tandis que d'autres pays ont volontairement choisi d'inclure de telles politiques. La mise en œuvre de chaque mesure d'ajustement structurel s'est donc fait à des moments différents dans chaque pays (Kay, 2016). La privatisation des entreprises publiques par exemple s'est généralisé à partir de 1985 dans toute la région, mais des pays comme le Chili (1976), le Mexique (1983) et le Venezuela (1981) l'ont amorcée un peu plus tôt (Arriola, 1992).



des exportations qui ont augmentée dans toute la région de 7,8% entre 1990 et 2003 ; c'est-à-dire « le taux de croissance le plus rapide de l'histoire de la région » (2005, p. 9)<sup>36</sup>. Cependant, d'autres mesures n'ont pas eu les résultats escomptés notamment dans le domaine social où la création d'emploi a été faible, les salaires des travailleurs n'ont pas été améliorés, le travail informel a augmenté et le taux de pauvreté dans la région a augmenté<sup>37</sup>.

Dans les milieux ruraux, la modernisation de la production agricole, l'augmentation du volume de production et la production pour l'exportation ont été fortement encouragées. Si dans les années soixante et soixante-dix l'agriculture s'est fait attribuer un rôle plutôt marginal dans le développement et les différents gouvernements ont accordé la priorité au développement industriel, suite à l'adoption des mesures d'ajustement structurel, la production agricole à grande échelle et pour l'exportation devient un moteur pour le développement de la région. Martín-Retortillo *et al.* (2019) soulignent qu'entre 1973 et 1994 le Brésil est devenu le pays de l'Amérique latine avec le taux de croissance annuel de la production agricole le plus élevé (3,6%), suivi par le Chili (3,5%) et la Colombie (2,9%). Entre 1993 et 2008, les taux de croissance de la production agricole ont été beaucoup plus élevés et, outre le Brésil (4,4%), le Pérou s'est positionné aussi comme leader de la production agricole avec un taux de croissance annuel de 5,6%<sup>38</sup>.

Le système de production agricole qui a été privilégié dans le cadre des programmes d'ajustement structurel a été celui de la monoculture à grande échelle. Les grands producteurs agricoles sont

---

<sup>36</sup> Concernant les exportations, des pays comme le Mexique et d'autres pays de la l'Amérique centrale se sont concentrés sur le commerce de produits manufacturés et les exportations vers les États-Unis. Les pays du Sud comme l'Argentine ou le Chili se sont spécialisés dans la production et la commercialisation de matières premières et des produits manufacturés à base des ressources naturelles et d'autres pays comme le Panama et le Paraguay se sont spécialisé dans l'exportation des services touristiques, financiers, de transport et énergétiques. D'autres impacts économiques des mesures d'ajustement structurelle ont été l'équilibre des soldes budgétaires et le contrôle de l'inflation qui s'est notablement réduit dans tous les pays de la région depuis 1997 (Ocampo, 2005).

<sup>37</sup> À titre d'exemple, après la mise en œuvre des mesures d'ajustement structurel, entre 1990 et 2004 le produit intérieur brut (PIB) par habitant en Amérique latine n'a augmenté que de 0,9%, tandis que dans d'autres pays comme les États-Unis il a augmenté de 1,8%, les salaires dans les années 90 étaient inférieurs à ceux des années 80 et le nombre de personnes en situation de pauvreté était plus élevé (*p.ex.* en 2003 l'incidence de la pauvreté était de 43,9% et celle de la pauvreté extrême de 19,4%, tandis qu'en 1980 elles étaient de 40,5% et de 18,5% respectivement ; en 2004 le nombre de personnes pauvres dans la région était de plus de 22 millions) (Ffrench-Davis, 2005).

<sup>38</sup> D'autres mesures d'ajustement structurel pour le secteur agricole ont été la promotion des traités de libre-échange, l'encouragement de l'utilisation des biotechnologies (y compris les organismes génétiquement modifiés), la marchandisation des semences et de la terre, la fin des politiques de distribution des terres et de réforme agraire, l'encouragement des grands projets d'infrastructure sur les terres communales et publiques et dans les territoires des peuples autochtones, l'appui des firmes multinationales du secteur agroalimentaire, entre autres (Rosset, 2006).

passés de la production de cultures « traditionnelles » telles que le blé et le maïs à celle de cultures d'exportation « non traditionnelles » comme le soja, la palme et la canne à sucre. La plupart de ces cultures ont été privilégiées pour leurs usages multiples; elles servent pour l'alimentation humaine et animale, mais aussi comme agrocarburants. Des pays comme le Brésil, l'Argentine et la Colombie se sont positionnés parmi les principaux producteurs mondiaux d'agrocarburants (Saidon, 2009; Svampa, 2009a).

Par contre, les producteurs qui approvisionnaient les marchés locaux et nationaux comme les moyens et petits agriculteurs paysans n'ont pas été nécessairement favorisés par les mesures d'ajustement structurel comme l'augmentation des exportations, car leurs produits sont entrés en concurrence avec les produits importés. Comme le soulignent Deere et Royce (2009), l'augmentation de la demande mondiale de produits non traditionnels s'est accompagnée d'une baisse de la demande des cultures d'exportation traditionnelles telles que le coton, les grains et les tubercules qui étaient normalement produites par de petits agriculteurs. Aussi, plusieurs petits agriculteurs n'ont pas eu les ressources économiques nécessaires pour acquérir les nouvelles technologies et moderniser leur production agricole (Kay, 2001). Suite à l'adoption des mesures d'ajustement structurel, il y a eu une réduction des subventions pour les intrants agricoles, des crédits pour les petits agriculteurs et les budgets pour les programmes de développement. Plusieurs programmes d'assistance sociale pour la population rurale ont été également démantelés dans la région<sup>39</sup> (Zamosc et Martínez, 1996). À titre d'exemple, Zoomers (2002) mentionne que dans certains pays comme le Chili :

It [Structural Adjustment Programs] has indeed contributed to the generation of new export opportunities for agricultural agro-export sectors (capital intensive farmers, flowers, shrimps, etc.), but in the majority of cases *minifundistas* have not been able to benefit. Isolated from the export markets and suffering from price increases for inputs, the incomes of most of these *minifundistas* decreased and subsequently poverty increased. Rural credit, marketing boards and other government services were closed

---

<sup>39</sup> À titre d'exemple, Martín-Retortillo *et al.*, (2019) expliquent le cas du Mexique, où le démantèlement des mesures de soutien à l'agriculture et la baisse drastique de l'investissement public suite à l'adoption des mesures d'ajustement structurel ont entraîné une réduction de l'investissement dans le développement des milieux ruraux de 92,5% entre 1981 et 1998. Aussi, les institutions publiques qui fournissaient des services de support technique, des intrants et des subventions pour les petits agriculteurs paysans comme la *Compañía Nacional de Subsistencias Populares* (CONASUPO) ont disparu.

and the rural population was increasingly isolated from government support (Zoomers, 2002, p. 69).

Des auteurs comme Kay (2016), Deere et Royce (2009) et Zamosc et Martínez (1996) signalent que l'adoption des programmes d'ajustement structurel a été fortement contestée notamment par les groupes sociaux qui ont été affectés, voire exclus, par lesdites politiques d'ajustement tels que les paysans, les petits producteurs agricoles et les travailleurs ruraux. En fait, d'après Deere et Royce (2009), les politiques d'ajustement structurel et les transformations qu'ils ont entraînées dans les milieux ruraux sont liés à l'émergence et à la consolidation des mouvements sociaux ruraux :

[...] the current dynamism of the rural social movements is in large measure related to the precedent attack on rural livelihoods unleashed by the neoliberal model of development [...] The rise of new social movements across Latin America is generally associated with the debt induced economic crisis of the 1980s and the impact of structural adjustment policies, the struggle for and political opening represented by the transition to democracy, and the rise of identity politics in a period marked by the relative decline in traditional forms of representation (2009, p. 4).

Nous consacrerons la dernière partie du chapitre aux mouvements paysans latino-américains contemporaines, à présenter leur positionnement face à ces politiques de développement d'inspiration « néolibérale » et aux projets alternatifs qu'ils portent.

### 1.3 Les mouvements paysans face aux mesures d'ajustement structurel

Depuis les années 1990, les mouvements sociaux latino-américains se sont imposés comme l'un des critiques les plus radicales du modèle de développement fondé sur les mesures d'ajustement structurel (Petras et Veltmeyer, 2001). En fait, entre 1989 et 2002 il y a eu des manifestations dites « anti-néolibérales » massives dans des pays comme l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, le Mexique et le Venezuela au cours desquelles il y a eu, entre autres, des émeutes, des barrages routiers, des marches, des attaques contre des bâtiments gouvernementaux<sup>40</sup>. Les manifestants

---

<sup>40</sup> À titre d'exemple, en 2003 de milliers de mexicains ont manifesté dans le cadre du mouvement paysan « *el campo no aguanta mas!* » contre l'accord de libre-échange avec l'Amérique du nord, exigeant l'exclusion des aliments de base de l'accord et plus largement l'adoption de politiques publiques en faveur de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire. Au Venezuela, le 27 février 1989 il y a eu une série de mobilisations citoyennes (dans le cadre d'une grande mobilisation connue sous le nom de *El Caracazo*) contre les mesures d'ajustement structurel telles

défendaient le retour de l'État comme acteur principal dans le développement et ont exigé des réformes aux mesures d'ajustement structurel telles que les accords de libre-échange et la privatisation des entreprises et des services publics (Silva, 2009) :

They [Protesters] advocated nationalization of natural resources, controls over international companies, industrial policy, land reform, and subsidized social programs. They clamored for the punishment of corrupt politicians who profited from market liberalization and called for constitutional changes to open formal democratic procedures to social sectors excluded and hurt by neoliberal reforms (Silva, 2009, p. 5).

Comme souligné par Deere et Royce (2009), la lutte contre les politiques d'ajustement structurel était : « inextricablement lié aux mobilisations contre les accords de libre-échange et aux conditions de participation des pays d'Amérique latine aux organisations multilatérales telles que l'OMC [Organisation mondiale du commerce] » [Notre traduction] (2009, p. 8). Dans les milieux ruraux latino-américains, au moins deux types de mouvements sociaux dirigés principalement par des paysans (mais aussi par d'autres acteurs tels que les femmes, les autochtones, les travailleurs ruraux), se sont consolidés au cours des années quatre-vingt-dix remettant en cause les mesures d'ajustement structurel<sup>41</sup> : (i) les mouvements paysans nationaux comme l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) (ou Zapatistes) au Mexique et le mouvement des travailleurs ruraux « Sans-Terre » au Brésil et (ii) les mouvements transnationaux où se remarquent La Via Campesina et la Coordination latino-américaine des organisations rurales (CLOC).

Le premier mouvement, celui des Zapatistes est né dans les années quatre-vingt et regroupe principalement de paysans indigènes de la région de Chiapas au sud-est du Mexique qui se sont organisé pour exiger au gouvernement l'amélioration des conditions de vie des communautés

---

que l'élimination des tarifs pour les importation et l'augmentation des tarifs des services publics, adoptés par le gouvernement Carlos Andres Perez sous le conseil du Fonds monétaire internationale (Silva, 2009).

<sup>41</sup> La consolidation des mouvements sociaux ruraux à partir des années 1990 n'a pas seulement été due à la motivation de lutter contre les mesures d'ajustement structurel. La mobilisation a été favorisé par d'autres facteurs comme la forte organisation interne des mouvements sociaux à l'époque et par l'ouverture politique que dans plusieurs pays a favorisé les processus d'organisation, tel que souligné par Deere et Royce (2009). Cette ouverture a été facilitée, entre autres, par l'arrivée au pouvoir des dirigeants qui se sont positionnés contre les politiques d'ajustement structurel et plus largement contre le modèle économique néolibéral et qui ont promu l'établissement des politiques favorables communautés rurales, notamment des paysans (*p. ex.* Hugo Chavez au Venezuela (2002-2013), Ignacio Lula da Silva au Brésil (2003-2011), Nestor Kirchner (2003-2007) et Kristina Kirchner (2007-2015) en Argentine, Evo Morales en Bolivie (2006-2019) et Rafael Correa en Équateur (2007-2017)).

rurales marginalisées et défendre le droit à l'autonomie et à l'autodétermination des peuples indigènes. Les Zapatistes déploient diverses formes de protestation qui vont de l'affrontement armé et l'occupation des terres aux manifestations dans les rues (Nuñez *et al.*, 2013; Petras et Veltmeyer, 2001).

Comme le soulignent Nuñez *et al.* (2013), l'objectif ultime des Zapatistes n'est pas nécessairement de prendre le pouvoir de l'État, mais plutôt de surveiller les actions des gouvernements élus, de dénoncer leurs abus et de mener une lutte pacifique pour obtenir la reconnaissance des droits fondamentaux des paysans les plus pauvres du Mexique. Les principales revendications des Zapatistes concernent le droit des paysans à la terre et au travail. Dans les années quatre-vingt-dix se sont ajoutées les luttes contre les mesures d'ajustement structurel, notamment l'opposition au traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (ALÉNA), à la privatisation des services publics comme l'éducation et des ressources naturelles. Plus largement, les Zapatistes se mobilisent pour la défense de l'alimentation, de la santé, de la liberté et de la démocratie. En fait, le grand soulèvement armé zapatiste a été au Chiapas le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le même jour d'entrée en vigueur du traité de libre-échange ALÉNA qu'ils considéraient comme le « tueur » de l'économie paysanne. Ce jour-là, les zapatistes ont déclaré la guerre à l'État mexicain : « l'ennemi est l'impérialisme et l'État mexicain qui soutient son projet néolibéral globalisant » [Notre traduction] (Petras et Veltmeyer, 2001, p. 109). Les demandes des Zapatistes ont été consignées dans la première « *Déclaration de la Selva* », une déclaration de guerre où ils ont établi les « Lois du gouvernement révolutionnaire » en proposant, entre autres, une nouvelle réforme agraire qui adopte des politiques de développement rural en faveur de l'agriculture familiale, de la répartition des terres agricoles, de la formalisation des propriétés collectives ou « ejidos » et de la formation des coopératives paysannes (Nuñez *et al.*, 2013).

Dans les terres qui sont occupées ou dans les terres qui appartiennent aux paysans membres du mouvement, les Zapatistes constituent des colonies autonomes indépendantes de l'État mexicain dans lesquelles des projets pour protéger l'environnement, améliorer l'agriculture de subsistance et assurer l'autonomie alimentaire sont mis en avant. L'un des projets, mis en œuvre depuis 2003, est la création des comités pour soutenir les membres du mouvement dans la transition de l'agriculture dite conventionnelle à l'agroécologie. Les Zapatistes expérimentent l'agroécologie à travers des pratiques agricoles qu'ils considèrent plus écologiques telles que l'abandon du

glyphosate et l'utilisation des fertilisants biologiques, l'utilisation des semences indigènes des aliments comme le maïs, le piment et le haricot, l'échange de semences et de connaissances entre les agriculteurs et la création de banques de semences (Hernández *et al.*, 2022).

Le deuxième mouvement, le mouvement des travailleurs ruraux « Sans-Terre », est l'un des plus grands mouvements de l'Amérique latine. Il a été fondé dans les années quatre-vingt dans le sud du Brésil et est composé aujourd'hui des organisations paysannes, mais aussi des syndicats des travailleurs ruraux et des militants. Tout comme les Zapatistes, la principale revendication du mouvement des paysans Sans-Terre est la réforme agraire, notamment la répartition des terres agricoles aux agriculteurs paysans sans terre et aux populations rurales les plus démunies. Plus largement, le mouvement des Sans-Terre cherche à faire valoir les droits des populations rurales marginalisées menant des actions contestataires comme les marches nationales, les grandes manifestations, mais aussi l'occupation massive des terres rurales notamment des latifundios inoccupés et des terres improductives de l'État<sup>42</sup> (Chaguaceda et Brancaloneo, 2010).

Dans les années 1990, les Sans-Terre ont pris position contre les mesures de développement d'inspiration néolibéral. À titre d'exemple, en 1996 ils ont rédigé le « Manifeste des Sans-Terre au peuple brésilien » dans lequel ils soulignaient leur rejet des mesures d'ajustement structurel adoptées par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (des mesures telles que la fin des programmes sociaux, la privatisation de l'éducation, le soutien aux grandes entreprises agricoles et aux grands propriétaires terriens, entre autres) et leur lutte pour la défense de la réforme agraire, du travail rural et de la production nationale des aliments<sup>43</sup>. Les Sans-Terre ont organisé aussi des manifestations massives contre les mesures d'ajustement structurel comme la « Grande marche contre le néolibéralisme » de 1997 qui a duré deux mois et a réuni plusieurs secteurs ruraux (Dias et Millán, 2005).

---

<sup>42</sup> Suite aux occupations des terres improductives par les membres du mouvement, environ 450 000 familles ont obtenu de la part du gouvernement les titres de propriété des terres occupées (MST, 2021). Les Sans-Terre mènent également des luttes politiques contre l'État, dans laquelle ils font des alliances avec des partis politiques et cherchent l'autonomie politique de leurs territoires. Le mouvement a été également rejoint par des militants de la gauche et des secteurs de l'Église populaire et progressiste. En fait, la première occupation des terres en Encruzilhada Natalino en 1979 a été faite avec l'appui des organisations comme la *Comisión Pastoral de Tierra* et le *Partido de los trabajadores* (Chaguaceda et Brancaloneo, 2010).

<sup>43</sup> Lien pour consulter le manifeste : <http://archivosenuso.org/viewer/2088>

Sous des slogans tels que « La terre pour ceux qui la travaillent » et « Occuper, Résister, Produire », l'occupation des terres rurales inoccupées et improductives partout au pays est la forme de lutte la plus importante du mouvement des Sans-Terre. Lors des occupations, les familles membres du mouvement s'installent dans des campements et forment des colonies (« asentamientos ») qui sont gérées de manière collective, c'est-à-dire qu'ils organisent des groupes de travaux pour les différentes tâches comme la production agricole, l'éducation, les finances, etc. Les Sans-Terre restent dans les campements jusqu'à ce que les familles se voient accorder des droits de propriété de la terre par le gouvernement, mais il y'a aussi des familles qui ont été violemment expulsées des terres occupées (MST, 2021).

Comme le soulignent Petras et Veltmeyer (2001), en plus de la lutte contre les inégalités en matière de répartition des terres, les Sans-Terre se positionnent aussi contre le modèle de production agroindustriel et défendent assidument l'agriculture familiale et les pratiques agricoles plus écologiques. En effet, les terres occupées sont destinées principalement à l'établissement des unités de production agricole familiales ou collectives ou les paysans s'engagent à « utiliser des techniques agroécologiques, en supprimant l'utilisation de pesticides et de semences transgéniques » [Notre traduction] (MST, 2014, p. 36).

À partir des années 2000, le mouvement des Sans-Terre mène des actions pour promouvoir les pratiques agroécologiques comme le principal modèle de production dans les *asentamientos*. Parmi ces actions on retrouve : la mise en place des projets d'éducation environnementale, la participation dans la création d'écoles de formation en agroécologie comme « l'Institut technique de formation et recherche agroécologique Laudenor de Souza » et « l'École latino-américaine d'Agroécologie », et l'organisation des « Journées d'Agroécologie », des « Foires régionales de l'agroécologie du Brésil », etc. (MST, 2022). Le mouvement des Sans-Terre exige également à l'État l'établissement des politiques publiques pour soutenir la production agroécologique (telles que l'octroi de subventions, de crédits et la promotion de la recherche et des programmes de formation sur l'agroécologie), le développement des programmes de production des semences agroécologiques et l'établissement des coopératives paysannes pour la production et la distribution des intrants dits agroécologiques (MST, 2014).

Les Sans-Terre adoptent pareillement la catégorie d'agriculture familiale dans le cadre de leurs revendications. Pour eux, l'agriculture familiale « est enracinée dans les fondements du mouvement depuis sa fondation »; elle est promue comme une alternative à l'agriculture du type « entrepreneuriale » à laquelle ils s'opposent. L'agriculture familiale est soutenue par le mouvement, car elle favorise, entre autres, la production des aliments diversifiés et cultivés localement pour l'alimentation saine des familles dans les campements des terres occupés (*p. ex.* à travers le programme « Comida de Verdade ») (MST, 2022).

Ces deux grands mouvements paysans latino-américains, les Zapatistes et les Sans-Terre, font aussi partie d'une vague des mouvements transnationaux menés principalement par des organisations indigènes et paysannes contre les politiques d'ajustement structurel d'inspiration néolibéral et contre les institutions internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (Pleyers, 2018). Deux exemples des mouvements agraires transnationaux où participent des organisations paysannes de l'Amérique latine sont La Via Campesina et la Coordination latino-américaine des organisations rurales (CLOC).

Le mouvement paysan international La Via Campesina est l'un des mouvements ruraux le plus emblématiques, il regroupe environ 200 millions de petits producteurs agricoles appartenant à plusieurs mouvements du milieu rural partout dans le monde (*p. ex.* les producteurs familiaux, les paysans indigènes, les femmes rurales et les travailleurs ruraux sans terre). La Via Campesina est né en 1993 pour manifester contre les mesures d'ajustement d'inspiration néolibéral, mais elle porte aujourd'hui une panoplie de luttes<sup>44</sup> (La Via Campesina, 2021). D'après les membres de La Via Campesina, les mesures d'ajustement structurel proposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Ces mesures sont pour eux la cause principale de l'appauvrissement continu des producteurs paysans et des communautés rurales et de la destruction des capacités productives locales. Aussi, « elles [les mesures d'ajustement structurel] nous ont dépouillés de notre héritage commun : terre, eau et ressources génétiques » (La Via Campesina, 2022).

---

<sup>44</sup> La Via Campesina lutte aussi contre le réchauffement climatique, la faim, la malnutrition, la migration dans les zones rurales, la discrimination des paysannes et des femmes en général. Plus largement, la bataille de la Via Campesina est contre les injustices sociales et les violations des droits civils et des droits paysans (La Via Campesina, 2022).



La Via Campesina mène des actions collectives pacifiques comme les mobilisations massives, l'organisation de conférences internationales et de campagnes de sensibilisation et la participation dans des débats et des négociations avec les organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Parmi les politiques d'ajustement structurel remises en cause par la Via Campesina figurent : la privatisation des terres, des ressources naturelles et des services publics, le soutien des gouvernements aux entreprises transnationales et à l'agriculture à grande échelle, l'encouragement des investissements étrangers et les accords de libre-échange dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation (La Via Campesina, 2022). À titre d'exemple, à propos des accords commerciaux et de l'Organisation mondiale du commerce, suite à la conférence internationale de La Via Campesina à Bangalore en 2000 il a été déclaré que :

Nous [les membres de La Via Campesina] sommes unis dans notre engagement à combattre et vaincre le programme mondial du néolibéralisme [...]. La libéralisation forcée des échanges de produits agricoles entre les différentes régions à travers le monde se traduit par des prix catastrophiquement bas pour une grande partie de notre propre production. Avec l'afflux sur les marchés locaux de produits alimentaires importés à bas prix, les paysans et ménages agricoles ne parviennent plus à nourrir leurs familles et la population avec leur production, et sont contraints de quitter la terre. Ces accords commerciaux injustes détruisent les communautés rurales et les cultures en imposant sur toute la planète de nouveaux modes de consommation alimentaire. Les denrées locales et traditionnelles sont progressivement remplacées par des produits alimentaires importés, qui sont peu chers et souvent de qualité inférieure. L'alimentation est un aspect primordial de la culture, et le programme néolibéral est en train d'éradiquer le fondement même de nos vies et de nos cultures (La Via Campesina, 2000).

Les membres de La Via Campesina réclament des réformes agraires plus favorables aux communautés rurales et à la production locale avec des politiques qui favorisent l'accès à la terre et aux ressources naturelles, mais aussi des politiques d'appui efficace pour l'agriculture familiale telle que : la mise en place des réseaux de semences, l'attribution des subventions et d'intrants pour la production, l'assistance dans l'adoption de nouvelles technologies de production, le contrôle des prix et l'appui à la commercialisation (La Via Campesina, 2022; Rosset, 2013). En d'autres mots, comme l'explique Rosset (2013), La Via Campesina lutte pour une « réforme agraire intégrée » dans laquelle la terre distribuée soit destinée à la production des aliments (et non à la production des biens d'exportation) dans le cadre de la construction de la « souveraineté alimentaire ». La

souveraineté alimentaire est en effet l'une des revendications les plus importantes de La Via Campesina depuis 1996, quand elle a été définie comme « le droit des populations, dans leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers » (La Via Campesina, 2003).

Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, les membres de La Via Campesina privilégient la production agroécologique. Depuis 2008, les membres de La Via Campesina ont lancé des actions en faveur de la production alimentaire agroécologique qu'ils considèrent comme « le modèle agricole le plus appropriée pour répondre aux futurs besoins en alimentation » (La Via Campesina, 2010, 2021). Pour La Via Campesina, l'adoption des pratiques agroécologiques permet de valoriser l'expérience et les savoirs locaux, de récupérer l'autonomie paysanne, de réduire la dépendance aux intrants chimiques et aux semences génétiquement modifiés, entre autres<sup>45</sup>(La Via Campesina, 2010, 2013). Parmi les activités pour la promotion et le développement de l'agroécologie figurent la création de plusieurs « Écoles de formation en agroécologie » et de « l'Institut universitaire latino-américain d'agroécologie Paulo Freire », l'organisation des séminaires et des rencontres internationales comme la « Rencontre mondiale de l'agroécologie et des semences paysannes » et la « Rencontre mondiale d'écoles agroécologiques de La Via Campesina », l'organisation des journées de mobilisation en défense de l'agroécologie et la rédaction d'ouvrages pour documenter les expériences dans la production agroécologique des organisations membres de La Via Campesina (La Via Campesina, 2022).

En plus de l'agroécologie, les organisations rurales membres de La Via Campesina adoptent aussi dans leurs revendications la défense de l'agriculture familiale. En reconnaissant que l'agriculture familiale est une catégorie très large qui peut inclure toutes sortes de producteurs, y compris les grands producteurs industriels, les membres de La Via Campesina défendent plutôt « une agriculture familiale, mais paysanne et agroécologique » (La Via Campesina, 2014). Dans sa proposition pour « une agriculture familiale et durable », La Via Campesina soutient que

---

<sup>45</sup> Concernant les pratiques agroécologiques, l'un des auteurs le plus cité dans les communications de la Via Campesina est Miguel Altieri qui a défini les principes de l'agroécologie : l'incorporation de la biomasse et de la matière organique dans les sols, la protection et l'amélioration de l'activité biologique des sols, la gestion du microclimat à travers l'utilisation des plants de couverture, la diversification des espèces et la valorisation des interactions biologiques (La Via Campesina, 2010).

l'agriculture familiale répond beaucoup mieux aux besoins des populations locales que l'agriculture dite entrepreneuriale, car il s'agit d'une agriculture plus productive, efficace et écologique (La Via Campesina, 2002). Les agriculteurs familiaux font, selon La Via Campesina, une utilisation plus adéquate des ressources locales tout en respectant l'environnement:

[Family] Farmers rely on their long historic experience with their local resources (water, soil, climate, plant and animal) and are capable of producing the optimal quantity and quality of food with few, if any, external inputs. Products are mainly grown for their own families and consumers of the same region. This assures contact and transparency between farmers and consumers (La Via Campesina, 2002).

Aussi, les organisations membres de La Via Campesina ont appuyé les initiatives des Nations unies de proclamer 2014 comme « l'année internationale de l'agriculture familiale » et 2019-2028 comme la « décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale » afin d'accroître sa visibilité. La participation des organisations paysannes à ces deux événements est considérée par La Via Campesina comme l'opportunité d'avoir « un espace de débat et de construction collective » pour la reconnaissance internationale du rôle des paysans dans la production des aliments, pour la défense de la souveraineté alimentaire et pour la construction collective des politiques pour la protection de l'agriculture familiale paysanne (La Via Campesina, 2014).

Le dernier mouvement rural, la Coordination latino-américaine des organisations rurales (CLOC) fait partie de la Via Campesina. Cette organisation transnationale a été fondée en 1994 pour rassembler 84 organisations paysannes de l'Amérique latine qui ont une vocation « anticapitaliste, anti-néolibéral et anti-impérialiste » et qui s'engagent à la lutte contre :

[...] le système patriarcal et capitaliste qui détruit la vie des paysans et des paysannes. La CLOC lutte contre les [entreprises] transnationales, l'agro-industrie, les modèles extractivistes et l'exploitation agricole qui menacent la vie, les droits des paysans et de notre mère, la nature (CLOC, 2020).

La CLOC s'oppose aux mesures d'ajustement structurel, notamment aux traités de libre-échange avec les « États-Unis et l'Union européenne, la privatisation des services publics, la disparition des programmes sociaux et s'oppose aux institutions internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement (Tiney, 2009).

Tout comme La Via Campesina, les organisations membres de la CLOC appuient les réformes agraires en faveur des paysans, luttent pour la reconnaissance des droits des paysannes et du droit à la souveraineté alimentaire et défendent l'agriculture familiale et la reconnaissance de l'agroécologie comme « la seule voie pertinente, viable et éthiquement acceptable pour atteindre la souveraineté alimentaire » (CLOC, 2020). Tiney (2009) explique que la CLOC organise d'autres activités en plus d'organiser et de coordonner des manifestations régionales et mondiales des organisations paysannes. À titre d'exemple la CLOC ouvre des espaces (comme des congrès) pour l'échange d'expériences entre les organisations paysannes et pour réfléchir sur leurs réalisations et difficultés. Plus largement, il s'agit d'un espace pour construire ensemble « [...] des alternatives au modèle de développement actuel, avec l'objectif de développer une vision paysanne d'un avenir juste et égalitaire [...] » [Notre traduction] (2009, p. 49).

En somme, l'implémentation des mesures d'ajustement structurel dans les milieux ruraux a été fortement contestée par les mouvements sociaux latino-américains à partir des années 1990. Les quatre mouvements paysans, les plus importants de l'Amérique latine que nous avons présenté précédemment, ont mené des actions de contestation pour exprimer leur mécontentement avec l'impact que lesdites mesures ont eu sur les milieux ruraux. Les membres des mouvements Zapatistes, Sans-Terre, La Via Campesina et la CLOC ont des trajectoires différentes, mais des points communs : ils se battent pacifiquement pour leur autonomie, pour la reconnaissance et le respect des droits des populations rurales et des territoires qu'elles occupent et défendent assidument l'accès à la terre pour établir leurs propres projets productifs.

Comme nous pouvons le constater, les mouvements sociaux ne restent pas seulement dans l'affrontement et la lutte contre les mesures d'ajustement structurel et le modèle de développement qu'ils considèrent « dominant », ils proposent aussi des alternatives qui privilégient les communautés rurales. L'une des alternatives partagées par les quatre mouvements sociaux est la mise en œuvre d'un modèle de développement rural plus inclusif qui favorise la production agricole locale, notamment à travers de l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques. En fait, Sabourin *et al.* (2014, 2017) soulignent que les mouvements sociaux ont eu un rôle déterminant depuis les années 1990 dans la promotion et la formulation des politiques publiques dans le domaine du développement rural favorables à l'agriculture familiale et à l'agroécologie en Amérique latine. Dans la plupart des pays de la région, notamment au Brésil et dans les pays andins

comme la Colombie, le Pérou et l'Équateur, il y a eu un fort activisme de la part des mouvements sociaux en faveur de l'adoption des politiques d'appui à l'agriculture familiale<sup>46</sup>. Les revendications des mouvements sociaux ont facilité l'institutionnalisation de l'agriculture familiale en « [...] s'imposant dans les négociations avec les pouvoirs publics (Argentine, Brésil, Uruguay) ou en se renforçant avec la régionalisation des organisations de producteurs (tous les pays) » (Sabourin, E. *et al.*, 2014, p. 28). Aussi, dans des pays comme le Brésil, le Nicaragua et El Salvador, le principal « processus » qui a favorisé la formulation de politiques publiques en faveur de l'agroécologie a été les mouvements sociaux<sup>47</sup> (Sabourin, E. *et al.*, 2017).

Nonobstant, les mouvements sociaux ruraux ne sont pas les seuls acteurs à adopter l'agriculture familiale et l'agroécologie dans leurs discours et leurs pratiques concernant le développement des milieux ruraux. Comme nous le verrons par la suite, les deux notions ont suscité l'intérêt des autres acteurs dans le domaine du développement rural comme les organisations internationales et les gouvernements nationaux, et ce depuis les années 2010.

À propos de l'adoption de l'agriculture familiale, comme souligné par Rubio (2018), les organisations internationales, notamment, les agences onusiennes comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) ont commencé à valoriser et à rendre visible l'agriculture familiale suite à l'éclatement de la « crise alimentaire mondiale de 2007-2008 ». Cette crise a été provoquée principalement par la forte augmentation des prix des denrées alimentaires comme le blé, le riz, le maïs et le soja sur le marché

---

<sup>46</sup> Sabourin *et al.* (2014) ont analysé les origines et les causes de l'institutionnalisation de l'agriculture familiale dans onze pays de l'Amérique latine : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou et l'Uruguay. Entre les politiques ciblant spécifiquement l'agriculture familiale se trouvent l'octroi de crédits subventionnés, l'appui dans l'adoption de technologie et l'assistance technique et la promotion et la formation des organisations comme les coopératives. Aussi, certains pays ont privilégié des politiques pour l'accès aux intrants, les subventions pour la production et les programmes d'achats publics et des marchés publics pour les produits de l'agriculture familiale.

<sup>47</sup> Il existe au moins trois types de politiques d'appui à l'agroécologie : (i) les politiques destinées aux innovations et à l'acquisition des connaissances en agroécologie, (ii) les instruments de régulation et de promotion et commercialisation des produits agroécologiques, notamment dans le cadre des marchés de proximité et les programmes d'achats publics, et (iii) les réglementations environnementales plus larges qui pénalisent par exemple l'utilisation de certains produits chimiques et qui encouragent l'adoption des pratiques agroécologiques (Sabourin *et al.*, 2017).

international, ce qui a affecté principalement les consommateurs dans les pays en voie de développement.

Pour la FAO, par exemple, les agriculteurs familiaux sont des acteurs clés pour surmonter les grands problèmes mondiaux tels que la faim, l'insécurité alimentaire, l'épuisement des ressources naturelles et des écosystèmes, les changements climatiques et la pauvreté (FAO, 2018). La FAO promeut l'agriculture familiale en lui attribuant de multiples atouts tels que « la conservation de la biodiversité, la gestion responsable de l'environnement, la création d'emplois, la contribution à la santé publique et à la nutrition, et l'enrichissement culturel » (FAO et FIDA, 2019, p. 6). En ce sens, l'agriculteur familial joue un rôle très important dans le développement rural et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable<sup>48</sup>. Aussi, selon la FAO les agriculteurs familiaux mettent en place des systèmes de production avec une « grande durabilité », car ils fournissent une ample quantité d'aliments de qualité partout dans le monde, ils ont une production très diversifiée et la productivité de leurs parcelles est élevée (FAO, 2018; FAO et FIDA, 2019).

Pour valoriser l'agriculture familiale, la FAO a mené une multiplicité d'actions depuis 2010, dont la plus connue a été la célébration de l'Année internationale de l'agriculture (2014) et de la Décennie de l'agriculture familiale (2019-2028). Les deux célébrations ont eu comme objectif principal de mieux connaître et de faire connaître au grand public ce type d'agriculture et de la placer au centre des politiques de développement rural et agricole. Parmi les événements organisés figurent : la réalisation des séminaires et des conférences, l'organisation des rencontres régionales et l'élaboration des déclarations, des communications et des recommandations en faveur de l'agriculture familiale<sup>49</sup> (FAO, 2015b). En fait, l'une des définitions les plus populaires aujourd'hui

---

<sup>48</sup> L'agriculture familiale permettrait d'atteindre au moins dix des dix-sept Objectifs de Développement durable (ODD) : ODD1-éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, ODD2-éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable, ODD5- réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, ODD6-garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau, ODD7-garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, ODD11-faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables, ODD12- établir des modes de consommation et de production durables, ODD13-prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, ODD14-conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement (Forum rural mondial, 2016).

<sup>49</sup> Des exemples de séminaires organisés en 2014 dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale sont : (i) le cinquième séminaire régional en agriculture et changements climatiques « Agro biodiversité, agriculture

de l'agriculture familiale a été produite au sein de la FAO lors de la célébration de l'Année de l'agriculture familiale en 2014, la définition est la suivante :

L'agriculture familiale est un moyen d'organiser la production agricole, halieutique, pastorale et aquacole qui est gérée et conduite par une famille et repose principalement sur le travail familial, tant celui des femmes que celui des hommes. Exploitations agricoles et familles évoluent l'une avec l'autre et l'une par l'autre. Elles combinent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles (FAO et FIDA, 2019).

Une autre action de la FAO pour promouvoir l'agriculture familiale est l'élaboration des études et des rapports pour mieux comprendre le rôle des agriculteurs familiaux dans le secteur agricole et dans le développement rural et qui rendent compte de l'état de l'agriculture familiale dans le monde. L'une des publications les plus importantes est l'article de Lowder *et al.* (2014) intitulé « What we really know about the number and distribution of farms and family farms worldwide? » dans lequel il a été estimé, à partir des données du recensement mondial de l'agriculture de la FAO, le nombre d'exploitations familiales, leur taille et leur répartition à travers le monde. Parmi les résultats de cette étude figurent : (i) dans les 167 pays analysés un total de 570 millions d'exploitations ont été recensées sont situées dans les pays à revenu faible (13%), à revenu faible-moyen (36%) ou à revenu moyen-supérieur (47%) (ii) il a été estimé que dans le monde, les exploitations agricoles à vocation familiale sont les plus nombreuses. Sur les 570 millions d'exploitations, 90% (513 millions) sont des exploitations gérées par un individu ou par une famille et recourent à la main-d'œuvre familiale et (iii) concernant la taille des exploitations familiales, il a été constaté que la grande majorité sont des exploitations de moins de 1 hectare (72%) et seulement 2% des exploitations familiales ont plus de 20 hectares.

En ce qui concerne les gouvernements de l'Amérique latine, comme évoqué précédemment, l'adoption de la catégorie d'agriculture familiale remonte aux années 2000 lorsque différents

---

familiale et changement climatique » au Chili, (ii) le colloque internationale « Politiques publiques et agricultures familiales en Amérique latine et dans les Caraïbes; situation actuelle et défis à moyen et long terme » au Chili et (iii) le neuvième forum international sur le développement territorial « Agriculture familiale, ruralité, territoire et politiques publiques » au Brésil. Aussi, six rencontres régionales de dialogue sur l'agriculture familiale se sont également tenues sur tous les continents et le « Dialogue mondiale sur l'agriculture familiale » à Rome. Parmi les déclarations produites en faveur de l'agriculture familiale figurent la déclaration de Montevideo du 25 mars, la déclaration de Malabo du 27 juin et la déclaration de Parlement latino-américain sur l'agriculture familiale du 26 août.

gouvernements des pays comme le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et Cuba ont adopté des politiques publiques ciblées pour l'agriculture familiale. À titre d'exemple, Sabourin, E. *et al.* (2014) indiquent que le Brésil a été l'un des premiers pays à institutionnaliser l'agriculture familiale. Entre les politiques les plus emblématiques promulguées par le gouvernement brésilien afin de favoriser l'agriculture familiale figurent : (i) la création du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) avec l'objectif de financer la production agricole familiale, d'offrir des formations aux agriculteurs familiaux et de financer la construction des infrastructures et des services publics dans les régions à forte présence des agriculteurs familiaux (ii) la création du ministère du Développement agricole consacrée aux exploitations familiales et (iii) la promulgation de la politique nationale d'agriculture familiale (Loi 11.326 de 2006). Dans cette loi, l'agriculteur familial a été légalement défini comme celui qui pratique des activités dans les milieux ruraux et qui répond à quatre critères : (i) ne posséder pas une superficie supérieure à la surface de référence déterminée pour chaque région (quatre « modules fiscaux ») (ii) utiliser principalement la main-d'œuvre familiale dans les activités (iii) que l'activité exercée soit la principale source de revenu familial et (iv) que la gestion de l'activité soit faite par la famille.

Outre les gouvernements nationaux, les communautés économiques d'Amérique latine, telles que le « Marché commun du Sud (Mercosur) » où participent l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ont été l'une des premières institutions régionales à adopter la catégorie d'agriculture familiale (Fernandes, 2014). En 2004, la « Réunion spécialisée de l'agriculture familiale » a été créée au sein du Mercosur pour favoriser la reconnaissance des agriculteurs familiaux et encourager le dialogue politique dans la région « pour renforcer les politiques publiques du secteur, promouvoir le commerce des produits de l'agriculture familiale et faciliter la commercialisation dans la région » (REAF, 2021).

Comme nous venons de le montrer, la notion d'agriculture familiale est portée par différents acteurs comme les mouvements sociaux, les organisations internationales et les gouvernements nationaux. D'après Fernandes (2014), la définition d'agriculture familiale varie selon les intérêts de ceux qui se l'approprient. Selon lui, les gouvernements de l'Amérique latine ont privilégié, voire substitué, le concept paysannerie qui a une connotation de tradition, de retard technologique, à celui d'agriculteur familial qui est plus lié à un sujet « moderne » et au progrès technologique. Au



contraire, les organisations membres de La Via Campesina ont intégré le terme d'agriculteur familial à leurs revendications en l'utilisant comme synonyme de l'agriculteur paysan.

Des auteurs tels que Sabourin, E. *et al.* (2014) et Garner et de la O Campos (2014) soulignent aussi la nature polysémique de la notion d'agriculture familiale; il n'existe pas une définition unique, il s'agit plutôt d'une catégorie flexible qui varie selon le contexte et qui regroupe de multiples formes d'agriculture partout dans le monde. En fait, Garner et de la O Campos (2014) ont recensé 36 définitions d'agriculture familiale utilisées par les gouvernements, les organisations internationales, les organisations de la société civile, les chercheurs académiques, entre autres. Les auteurs signalent que la plupart des définitions partagent au moins deux éléments : l'agriculture familiale est définie en termes de l'importance de la main-d'œuvre familiale dans la production agricole et en fonction de la responsabilité de la famille dans la gestion de l'unité de production.

Concernant l'agroécologie, elle a également été adoptée depuis les années 2010 par de nombreux acteurs autres que les mouvements sociaux ruraux. Giraldo et Rosset (2018) soulignent que l'agroécologie a été exclue, voire ignorée, dans les grandes institutions internationales pendant de nombreuses années jusqu'en 2014 quand la FAO a organisé le premier « Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition » à Rome. Cet événement a été organisé pour ouvrir un espace de débat entre différents acteurs<sup>50</sup> qui ont manifesté leur intérêt à rendre visible et à soutenir l'agroécologie en tant que solution à la malnutrition et l'insécurité alimentaire et comme alternative plus écologique que l'agriculture dite « intensive » comme les monocultures à grande échelle (FAO, 2015a; Giraldo et Rosset, 2018).

Suite à cet événement, la FAO a organisé d'autres rencontres régionales et internationales pour faciliter les échanges et la mise en place de politiques de développement en faveur de l'agroécologie. À titre d'exemple, lors du deuxième « Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition » en 2018, les participants ont réfléchi sur les accords

---

<sup>50</sup> Les participants au symposium comprenaient ; (i) des représentants du gouvernement et décideurs de 33 pays comme le Brésil, la Canada, le Costa Rica, la France, le Venezuela, entre autres, (ii) des représentants du secteur privé comme l'association internationale des entreprises agrochimiques Crop Life International, (iii) des professeurs et chercheurs des universités comme l'Université de Californie, l'Université de Louvain et l'Université de Viçosa et (iv) des représentants des organisations de la société civile et des organisations paysannes comme La Via Campesina, IFOAM, Geenpeace et Oxfam (FAO, 2015a).

et des engagements nécessaires pour promouvoir, développer et étendre l'agroécologie dans le cadre des stratégies pour atteindre les Objectifs de Développement Durable. Parmi les stratégies privilégiées, la FAO a lancé « l'initiative pour mettre en échelle (*scaling-up*) l'agroécologie » qui réunit des organisations internationales comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque mondiale et d'autres agences onusiennes comme le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'objectif de l'initiative est de développer les connaissances sur l'agroécologie, d'aider les pays à formuler des politiques en sa faveur et de construire des réseaux d'acteurs (FAO, 2019). Aussi, la FAO a lancé les « Dix éléments de l'agroécologie » comme un guide pour aider les gouvernements à mettre en place des actions favorisant l'agroécologie et plus largement pour les guider dans la transition vers des systèmes alimentaires et agricoles plus durables<sup>51</sup> et a créé la « plateforme de connaissances sur l'agroécologie » où l'agroécologie est définie en tant que :

[...] approche holistique et intégrée qui applique simultanément des concepts et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de systèmes agricoles et alimentaires durables. Elle [l'agroécologie] cherche à optimiser les interactions entre les plantes, les animaux, les hommes et l'environnement tout en répondant à la nécessité de systèmes alimentaires socialement équitables au sein desquels les gens peuvent choisir ce qu'ils mangent et comment et où il est produit (FAO, 2022).

Du côté des pouvoirs publics, selon Sabourin, E. *et al.* (2017), l'agroécologie a été adoptée par certains gouvernements de l'Amérique latine de trois manières. D'abord, certains pays ont établi des politiques nationales ciblées pour l'agroécologie, c'est le cas du Brésil qui a mis en marche le plan national d'agroécologie et de production biologique (PNPAO) en 2012, du El Salvador qui a proposé en 2017 la politique pour le développement de l'agroécologie et du Nicaragua qui a établi la loi d'agroécologie en 2011. Ensuite, dans des pays comme Cuba et l'Argentine, il n'y a pas de politiques spécifiques pour l'agroécologie, mais les principes de la production agroécologique ont été intégrés aux politiques ou programmes d'appui à l'agriculture paysanne ou à l'agriculture familiale. Enfin, dans d'autres pays comme le Mexique et le Costa Rica, l'agroécologie n'a pas fait

---

<sup>51</sup> Les 10 éléments de l'agroécologies lancés dans le cadre du deuxième symposium en 2018 et approuvés par tous les états membres de la FAO en 2019 sont : la diversification (*p. ex.* la diversité des espèces cultivées, la rotation des cultures, etc.), la cocréation et le partage de connaissances, la création de synergies, l'efficacité dans l'utilisation des ressources, le recyclage, la résilience des systèmes agricoles, la promotion de valeurs humaines et sociales, la préservation des traditions alimentaires, la gouvernance transparente et responsable et le soutien de l'économie circulaire et solidaire (FAO, 2022).

l'objet de politiques publiques, mais elle est présente dans d'autres politiques sur le développement rural durable ou l'agriculture durable. Au Chili, la promotion des pratiques agroécologiques est faite à travers la loi d'agriculture biologique.

En outre, l'agroécologie a été promue assidument en Amérique latine par les universités et les centres de recherche comme la « Société scientifique latino-américaine d'agroécologie (SOCLA) », par les organisations non gouvernementales comme le « Consortium latino-américain sur l'agroécologie et le développement (CLADES) » et par la société civile, notamment à travers le « Mouvement agroécologique latino-américain (MAELA) ».

L'agroécologie a été donc adoptée par une multiplicité d'acteurs y compris les mouvements sociaux. La popularité et l'intérêt croissant pour les pratiques écologiques de la part des gouvernements et des organisations internationales ont néanmoins suscité des inquiétudes de la part des organisations paysannes qui alertent sur le risque de cooptation de l'agroécologie. Lors du Forum international sur l'agroécologie tenue au Mali (Nyéléni) en 2015 organisé par diverses organisations et mouvements internationaux de petits producteurs d'aliments, y compris La Via Campesina, l'assistance a exprimé dans le rapport final sa préoccupation concernant l'appropriation de l'agroécologie par une multiplicité d'acteurs :

« Sous la pression citoyenne, de nombreuses institutions multilatérales, gouvernements, universités et centres de recherche, ONG et entreprises ont fini par reconnaître l'agroécologie. En revanche, ces acteurs ont tenté de la réduire à un ensemble limité de technologies afin d'offrir des outils pouvant atténuer la crise de la durabilité provoquée par l'agriculture industrielle alors même que les structures existantes du pouvoir demeuraient inchangées. Cette récupération de l'agroécologie visant à perfectionner le système alimentaire industriel tout en proclamant une inquiétude artificielle vis-à-vis des questions environnementales, prends plusieurs noms : « agriculture intelligente face au climat », « intensification durable ou écologique » ou production industrielle de monocultures d'aliments « bio ». Pour nous, il ne s'agit pas d'agroécologie : nous rejetons ces pratiques et nous nous battons pour dénoncer et faire obstacle à cette appropriation insidieuse de l'agroécologie » (CNOP, 2015, p. 3).

Autrement dit, l'assistance du forum a remis fortement en question l'adoption de l'agroécologie par certains acteurs, même Monsanto, comme outil pour soutenir et perpétuer le modèle agricole dit « conventionnel ». Pour les participants, l'agroécologie est plutôt une alternative radicale à

l'agriculture conventionnelle; il s'agit d'un « mode de vie » et non seulement d'un ensemble de pratiques de production. L'agroécologie est fondée sur des principes qui sont appliqués de manières différentes selon le contexte et qui se basent sur des principes écologiques comme le recyclage de nutriments, la gestion de la biodiversité, la réduction des intrants, l'utilisation des semences locales, etc. Aussi, ils considèrent que « l'agroécologie est politique » et ses piliers sont les communautés locales et leurs territoires, les connaissances locales, les droits collectifs et l'accès aux biens communs (CNOP, 2015). Pour Giraldo et Rosset (2018) il y a une confrontation entre deux grands groupes d'acteurs qui ont des manières très différentes de concevoir l'agroécologie. D'un côté, les organisations internationales, les gouvernements et les entreprises privées qui conçoivent l'agroécologie à partir d'une approche technique et scientifique. De l'autre, les mouvements sociaux qui ont une conception « qui est profondément politique et qui défend la justice distributive et une refonte profonde du système alimentaire » [Notre traduction] (2018, p. 548).

En somme, les organisations paysannes se sont positionnées contre le modèle de développement inspiré des idées des économistes néo-libéraux qui a dominé dans les campagnes latino-américaines depuis les années quatre-vingt-dix, mais ont également mobilisé des discours et des stratégies qui leur permettraient de proposer des projets de développement alternatifs. Deux alternatives, qui sont d'ailleurs portées par une multiplicité d'acteurs, se démarquent : la mise en valeur de l'agriculture à vocation familiale et l'adoption de pratiques agricoles plus écologiques.

#### 1.4 Conclusion

Ce premier chapitre avait pour objectif de mieux comprendre les discours et les pratiques qui ont été adoptées en Amérique latine en matière de développement rural. Pour ce faire, nous avons fait d'abord un portrait des différentes perspectives théoriques qui s'intéressent au développement rural, les acteurs qui les ont appropriés et leur évolution à travers le temps. Nous avons identifié deux grands groupes d'approches : les approches classiques, où le développement rural est conçu principalement autour de la croissance économique et de la modernisation de l'agriculture et des communautés paysannes et les approches dites alternatives dans lesquelles le développement est considéré, au-delà de la dimension économique, en fonction de la dimension environnementale, sociale, culturelle, territoriale, entre autres.

Ensuite, nous avons présenté les approches théoriques qui ont inspiré les modèles de développement rural adoptés en Amérique latine depuis les années cinquante, nous avons identifié les trois approches les plus influentes : (i) l'approche de la modernisation qui vise principalement la transformation des systèmes agricoles traditionnels en systèmes de production agricole modernes et industrialisés et qui a été adopté à partir des années soixante dans le cadre de la révolution verte (ii) l'approche des « structuralistes » latino-américains qui promouvaient depuis les années soixante l'industrialisation nationale pour substituer les importations de biens et les politiques de réforme aux structures agraires, notamment des politiques de répartition des terres aux paysans, et (iii) l'approche des économistes néo-classiques qui défendent un développement fondé sur la croissance économique et le marché et qui proposent des programmes d'ajustement structurel qui ont eu une influence non négligeable en Amérique latine depuis les années 1990 jusqu'au aujourd'hui.

Enfin, nous avons constaté que l'adoption des programmes d'ajustement structurel, qui comprennent d'ailleurs des mesures telles que la privatisation des services étatiques, la promotion des investissements étrangers et la promotion des exportations et du libre-échange, a provoqué des soulèvements en particulier des communautés paysannes qui ont été négativement affectées par lesdites mesures. Ces communautés se sont rassemblées autour des mouvements sociaux ruraux nationaux où les plus emblématiques sont le mouvement des Zapatistes au Mexique, des Sans-Terre au Brésil et les mouvements transnationaux La Via Campesina et le CLOC. Ces mouvements sociaux ont des trajectoires diverses, mais nous avons constaté qu'ils se rencontrent au tour des différents projets, y compris un projet qui privilégie l'agriculture des familles paysannes et les pratiques plus écologiques.

Comme on a pu le voir, l'agriculture familiale et l'agroécologie sont des notions plutôt transversales, c'est-à-dire qu'elles sont portées par des organisations paysannes, mais aussi par d'autres acteurs comme les organisations internationales et les gouvernements nationaux. Cette adoption par de multiples acteurs pourrait être considérée à la fois comme une opportunité, car ce serait l'occasion de rendre visibles la paysannerie et son agriculture, mais aussi comme une menace parce qu'elle pourrait augmenter le risque de cooptation des propositions originales des mouvements sociaux.

Dans le chapitre qui suit, nous allons nous concentrer sur la Colombie, que nous semble un pays singulier en matière de développement rural. Après plusieurs décennies d'affrontements avec l'une des guérillas les plus anciennes du continent touchant principalement les milieux ruraux, la signature d'un accord de paix en 2016 est un évènement sans précédent pour le pays. La question foncière, l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et la relance de la production agricole notamment de l'agriculture à vocation familiale et des pratiques plus écologiques sont des pierres angulaires de l'accord. Autrement dit, ce qui fait débat aujourd'hui c'est le modèle de développement des campagnes.

## CHAPITRE 2

### LES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT RURAL EN COLOMBIE

La Colombie a un vaste territoire de plus de 1,2 million de kilomètres carrés où, selon les estimations de l'Institut géographique Agustin Codazzi, seulement 0,3% du territoire est à vocation urbaine, tandis que la grande majorité du territoire national est à vocation rurale (99,6%) (IGAC, 2015). Environ 11 millions de personnes habitent ces zones rurales, soit 22,9% de la population colombienne (DANE, 2018). La situation socio-économique de la Colombie est marquée par des contrastes. D'un côté, grâce aux activités minières et pétrolières, le pays a amélioré sa performance économique, ce qui lui a permis de se positionner comme l'une des nouvelles économies émergentes de la région et d'être acceptée comme membre de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en 2020. D'un autre côté, les enjeux et les inégalités sociales sont assez importants. La Colombie se positionne comme l'un des pays le plus inégaux de la région (*p. ex.* l'indice de Gini en 2021 a été de 50,523<sup>52</sup>), avec de hauts taux de chômage (13,7% en 2021) et un secteur informel qui comptait plus de 5 millions de personnes en 2021 (42,5% des travailleurs). En 2020, il a été estimé qu'environ 21,5 millions de personnes vivaient dans la pauvreté, soit 42% de la population. Dans les milieux ruraux, selon le dernier recensement agricole, la pauvreté affecte au moins 44% de la population et on estime qu'elle atteindra des niveaux plus élevés en raison de la pandémie (DANE, 2016, 2021). Aussi, le conflit armé colombien, l'un des plus longs dans la région, touche majoritairement les zones rurales. La concentration des terres rurales et l'exclusion des communautés paysannes sont au cœur du conflit entre l'État et les groupes armés.

Dans ce chapitre, nous allons montrer, à la lumière du cas colombien, comment les différents discours sur le développement rural ont influencé les stratégies mises en œuvre dans le pays. Comme nous le verrons par la suite, les milieux ruraux colombiens se caractérisent par leur grande diversité, par une longue histoire des conflits sociaux et par le soulèvement des communautés paysannes face au modèle de développement dominant au fil du temps.

---

<sup>52</sup> L'indice ou coefficient de Gini est « une mesure d'inégalité de la distribution des revenus. Il s'agit d'un nombre variant de 0 à 100 où 0 représente l'égalité parfaite entre les membres d'un groupe (revenu identique pour tous) et 100 l'inégalité parfaite (revenu du groupe détenu par un seul membre) » (Institut de la statistique du Québec, 2020).

Le chapitre se divise en fonction des approches de développement rural qui, à notre avis, sont en tension aujourd'hui : (i) l'approche dominante inspirée de la courant théorique de la modernisation et des idées des économistes néo-classiques qui favorise l'agriculture intensive et extensive ainsi que l'industrialisation et l'urbanisation des zones rurales et (ii) l'approche territoriale, plus en faveur des communautés rurales, proposée dans le cadre de l'accord de paix entre l'État et la guérilla la plus grande du pays, et qui rejoint la proposition d'une voie de développement alternative à travers l'agriculture familiale. Avant d'exposer comment les différentes approches ont été conçues et comment elles se sont consolidées au fil du temps, nous allons brosser un portrait du pays avant les premières interventions de développement pour mieux comprendre à quoi ressemblaient les milieux ruraux avant 1950. À la fin du chapitre, nous formulerons notre question de recherche.

## 2.1 La ruralité colombienne avant les premières interventions de développement

Avant l'arrivée des Espagnols en 1492, le territoire colombien était composé de différentes civilisations isolées et très hétérogènes telles que les Chibchas, les Tayronas, les Zenús, les Quimbayas et la civilisation de la région de San Agustín. Selon Fals Borda (1975), au sein de ces communautés autochtones - que l'auteur considère d'ailleurs à l'origine des communautés paysannes - deux formes de production existaient avant la colonisation : (1) la production communautaire, propre aux groupes avec peu d'organisation sociale, des nomades. La terre et les ressources étaient collectives et destinées à la subsistance de la communauté; ces populations vivaient de la cueillette, de la chasse et de la pêche et leurs différentes activités étaient liées à la nature et en relation aux dieux (2) la production dite « *tributaria* » des groupes sédentaires avec structures sociales un peu plus complexes, à vocation agricole et avec des outils de production plus sophistiqués. Il y avait une différenciation des classes sociales avec la couche des dirigeants, la division du travail, des royaumes distribués sur le territoire, des échanges intertribaux, entre autres. Comme le souligne Forero (2009b), dans les montagnes, les communautés indigènes cultivaient principalement la pomme de terre, le maïs et le quinoa et dans les terres basses le manioc, le maïs, le coton et le haricot.

La plupart de ces communautés indigènes ont disparu avant 1942. D'autres communautés ont été exploitées et soumises par les Espagnols au travail forcé dans les mines et dans les champs et,



même si quelques années plus tard elles ont été libérées, certaines communautés ont été condamnées à travailler comme des esclaves. Quelques autres communautés ont migré à des endroits éloignés ou elles ont pu rester libres et d'autres communautés ont résisté pendant des années et ont fini par avoir le droit de se réunir dans des réserves indigènes ou « *resguardos* ». Avec le déclin du peuple autochtone, les Espagnols ont eu recours au travail des esclaves amenés d'Afrique pour travailler surtout dans les mines. Certains esclaves, les « *Cimarrones* », ont réussi à fuir et se sont rassemblés pour reconstruire et défendre leur culture dans les « *palenques* »<sup>53</sup>. À cette exploitation de la main-d'œuvre rurale s'ajoute l'appropriation par la couronne des terres indigènes les plus productives et l'appropriation des terres en friche qui ont été distribuées aux colons ou à l'Église en donnant naissance aux latifundios, aux grandes haciendas mentionnées dans le chapitre précédent et à une classe sociale puissante de propriétaires fonciers (*terratenientes*). Parallèlement, il y a eu aussi dans cette période un mouvement de colonisation des friches par les Espagnols blancs pauvres et ensuite par les métis, les noirs et les mulâtres libres. Lorsque ces communautés marginalisées n'ont pu trouver de terres pour s'établir, elles se sont installées plutôt dans les haciendas en tant que locataires. Il y avait deux façons d'être locataire : payer le loyer en argent ou en espèces au propriétaire ou établir une sorte de partenariat avec le propriétaire pour exploiter la terre et partager les bénéfices de la récolte. Tous ces groupes raciaux très hétérogènes ont donné naissance à la paysannerie colombienne (Fals Borda, 1975).

Durant la période coloniale, le modèle économique de la Colombie était fondé sur l'exploitation minière. Suite à l'Indépendance, et dans le cadre des différentes guerres civiles entourant la constitution du nouvel État national, deux modèles pour les milieux ruraux ont été proposés selon González, J. M. (2001) : un modèle en faveur de l'industrialisation nationale soutenue par l'État et un modèle basé sur l'agriculture d'exportation. C'est le dernier modèle, favorisant l'émergence d'une production agricole intensive pour l'exportation, qui commence à se consolider vers 1845. Néanmoins, ce ne sont pas nécessairement les haciendas qui ont été modernisées pour la production agricole intensive, c'est plutôt l'expansion de la frontière agricole qui s'est accélérée. D'après LeGrand (1988), une grande quantité des terres en friche ont été attribuées au secteur privé ou

---

<sup>53</sup> Lors du recensement de la population de 2018, 4 671 160 personnes ont déclaré appartenir à la population noire (9,3% de la population colombienne), 1 905 617 personnes à la population indigène (4,4% de la population colombienne) et 115 peuples autochtones survivent aujourd'hui (DANE, 2018).

appropriées, voire accaparées, par les entreprises agricoles pour l'expansion des latifundios. Ces terres ont été destinées à la production pour l'exportation du café, mais aussi du tabac, de caoutchouc et de la banane (où se démarquent les grandes plantations de la compagnie étrangère United Fruit Company). Vers la fin de la décennie et la première partie du XX siècle, la modernisation de l'agriculture et des milieux ruraux, où vivait d'ailleurs la grande majorité de la population, s'étendait aussi à travers : la création d'institutions comme le département national d'agriculture en 1880, la diffusion des publications telles que la revue « *El Agricultor* » née en 1868 et la création en 1871 des « expositions agricoles nationales » qui visaient à diffuser les connaissances sur la modernisation de l'agriculture, la formation des associations de producteurs comme la société des agriculteurs de Colombie (SAC), entre autres (González, J. M., 2001).

Cette consolidation d'un modèle agro-exportateur favorisant la grande propriété privée, le contrôle des terres et de la main-d'œuvre et l'intégration à l'économie mondiale a été conflictuelle. Il y a eu des affrontements politiques entre ceux qui défendaient ce modèle et ceux qui proposaient un modèle protectionniste. Il y a eu aussi des tensions concernant l'accès à la terre, aux titres fonciers et l'assujettissement des travailleurs ruraux. En effet, dans la première partie du XXe siècle, une grande concentration de terres s'est produite, entre autres, par la dépossession des terres aux communautés paysannes qui se consacraient à l'agriculture pour approvisionner les marchés locaux et nationaux, mais qui n'avaient pas de titres de propriété sur leurs terres. La modernisation de l'agriculture et des milieux ruraux a conduit à la consolidation de deux types d'occupation des terres évoquées dans le chapitre précédent : les latifundios et les minifundios paysans<sup>54</sup>. Aussi, entre les années 1920 et 1930, la concentration des terres a déclenché de nombreux conflits agraires entre les paysans et les classes oligarques dominants et des importantes insurrections paysannes qui n'ont pas été résolues même avec la première tentative de réforme agraire (la Loi 200 de 1936) (González, J. M., 2001; LeGrand, 1988). En fait, cette première expérience de réforme agraire et d'autres outils juridiques favorables aux paysans et à la distribution des terres ont eu des effets négligeables (Fajardo, 2015; Pérez, M. E., 2004). Par exemple, la Loi 200 de 1936 avait accordé

---

<sup>54</sup> Pérez M. E. (2004) souligne que certains latifundios ont été transformés, voire modernisés, par le développement capitaliste, d'autres n'ont jamais été modernisés et d'autres ont été abandonnés par leurs propriétaires et plus tard attribués aux paysans. La même transformation s'est produite avec les minifundios, certains se sont modernisés tandis que d'autres ont disparu.

des droits de propriété aux paysans, mais ils ont été démantelés par la suite avec la Loi 100 de 1994 qui a favorisé plutôt les grandes entreprises agricoles, ce qui a été :

[...] le point de départ qui a justifié l'expulsion des petites familles locataires ou paysannes libérales sans terre, qui voulaient le titrage des anciennes zones de colonisation. Les droits sur la fonction sociale de la propriété ont donc été ignorés et la violence officielle s'est déchainée. Des bandes armées défendant les intérêts des propriétaires fonciers ont ravagé des régions où les paysans avaient pris légalement possession des terres précédemment attribuées aux propriétaires de grands terrains (*terratinentes*) ou là où ils menaçaient de les envahir [Notre traduction] (Pérez, M. E., 2004, p. 71-72).

Dans cette période les membres des organisations paysannes ont pris les armes et ont envahi des terres comme une forme de résistance à l'appropriation et à l'accumulation de terres par les propriétaires des latifundios. Les organisations paysannes, aussi appelées « ligues paysannes », étaient réparties dans différentes régions du pays et ont réussi à obtenir certains titres fonciers et à impulser la création des « colonies agricoles » pour les paysans qui se sont établies dans certaines régions comme El Sumapaz et El Caguan. Ces organisations paysannes ont été largement touchées plus tard par la défaite des partis libéraux réformistes qui les soutenaient et les paysans membres desdites organisations ont été massacrés ou obligés à se déplacer vers les aires de colonisation en Amazonie et en Orinoquia avec des conditions de vie très précaires (Caro, 1987; Fajardo, 2019a).

Le mouvement de résistance des organisations paysannes de l'époque s'inscrivait dans un contexte plus large de confrontations politiques entre les partisans des partis politiques libéraux et conservateurs, de soulèvements des travailleurs ruraux<sup>55</sup>, des secteurs populaires et dans le cadre des protestations pour la persécution des leaders sociaux et l'assassinat du leader de gauche Jorge Eliecer Gaitán. Ce contexte, marqué par des soulèvements, a donné lieu dans les années 1940 à la période de guerre civile connue comme « *La Violencia* ». Pendant ces années, selon Fajardo (2015),

---

<sup>55</sup> L'une des protestations les plus emblématiques ont été les grèves des travailleurs de la compagnie Tropical Oil Company en 1924 et de la United Fruit Company en 1928 qui ont été violemment réprimées (Fajardo, 2015). Cette dernière compagnie a transformé le système de propriété foncière, l'agriculture de subsistance et les relations sociales dans les milieux ruraux au nord de la Colombie. Les tensions les plus visibles étaient pour le contrôle de la terre entre la compagnie (qui, à travers différents mécanismes d'attribution de titres fonciers la plupart illégaux, a consolidé 60 000 hectares) et les paysans déplacés, ainsi que pour l'appropriation des ressources naturelles, des marchés locaux et l'exploitation du prolétariat rural. La grève de 1928 a mobilisé 25 000 travailleurs durant trois semaines, jusqu'à ce qu'elle soit réprimée avec le massacre de travailleurs par l'armée colombienne (LeGrand, 1983).

les zones rurales colombiennes ont été « dévastées par la massification de la terreur » exercée par la police, l'armée et leurs bandes armées :

[...] il y a eu des expulsions et des massacres de centaines de familles paysannes et l'usurpation de leurs terres, conditions qui favoriseraient le développement de l'agriculture commerciale, mais qui seraient également perçues avec inquiétude par les dirigeants nationaux, pour lesquels les paysans dépossédés étaient considérés comme d'éventuelles menaces insurrectionnelles, ce qui a motivé l'implication du pays à des stratégies de « développement économique » [Notre traduction] (2015, p. 23).

Les organisations paysannes ont été aussi fortement réprimées, ce qui a donné naissance à des mouvements insurrectionnels de résistance tels que les premières guérillas libérales dans les départements d'Antioquia, de Tolima et dans les Llanos orientales. Leurs militants se sont installés dans les montagnes dans des territoires appelés par le gouvernement des « républiques indépendantes » (Caro, 1987; Fajardo, 2019a).

C'est donc en commençant la deuxième moitié du XX siècle et dans le cadre de la période de *La Violencia*, que l'idéal de modernisation des zones rurales a commencé à se répandre et que les premiers dispositifs de développement des milieux ruraux en Colombie ont été déployés par le gouvernement, impulsé entre autres par l'accueil des « missions économiques internationales ».

## 2.2 L'émergence et la consolidation d'un approche de développement rural dominant

Comme nous le verrons tout au long de cette section, à partir des années cinquante les différents gouvernements ont favorisé la consolidation d'un modèle de développement rural que nous pouvons qualifier de « productiviste » ayant comme pierre angulaire la modernisation agricole et l'exploitation des ressources naturelles. Nous repérons deux tendances impulsant cette modernisation rurale : (i) une stratégie de développement de tendance protectionniste, qui s'est poursuivie jusqu'aux années 1980, fondée sur les idées du courant de pensée des « structuralistes latino-américaines » que, comme nous l'avons présenté dans le premier chapitre, favorise l'intervention de l'État, la promotion des industries nationales et la distribution de la terre aux paysans et (ii) une stratégie de développement inspirée des économistes néoclassiques qui a été adoptée à partir des années quatre-vingt-dix privilégiant le marché, la propriété privée et les exportations agricoles, au détriment des secteurs paysans. Avant d'expliquer ces deux stratégies de

développement rural, nous présenterons les missions économiques internationales, qui ont eu une grande influence sur le développement rural depuis les années 1950.

### 2.2.1 Les missions économiques internationales

Durant les années cinquante, le gouvernement colombien a reçu la visite de différentes missions économiques internationales composées d'experts en développement économique dont l'objectif ultime était de conseiller le gouvernement sur les mesures pouvant être mises en œuvre pour sortir du sous-développement. Parmi les missions se démarquent : la mission Currie et la mission de la Fondation Rockefeller<sup>56</sup>.

La mission Currie a été la première mission organisée par la Banque mondiale et dirigée par l'économiste canadien Lauchlin Currie en 1950. Cette mission d'experts est arrivée au pays dans le cadre des engagements du gouvernement pour améliorer les conditions de vie de la population et éviter ainsi les soulèvements et l'adhésion aux idées communistes. Avec l'objectif principal de jeter les bases d'une stratégie de développement pour le pays, la mission a fait un diagnostic des problèmes de développement du pays, y compris ceux du secteur rural (Arévalo, 1997; Machado, 2004). Les membres de la mission ont déterminé que les principaux problèmes étaient le faible niveau de vie de la population, en particulier des communautés paysannes, le grand nombre de personnes dans les zones rurales et des personnes dédiées à l'agriculture et leur faible productivité. Pour le secteur agricole, ils mentionnaient aussi la faible intégration des agriculteurs paysans aux marchés, l'utilisation excessive de la main-d'œuvre, la faible mécanisation et ont souligné surtout la mauvaise utilisation de la terre. Dans son rapport final, la commission a proposé, entre autres, l'accélération de la migration de la population rurale vers les zones urbaines, la mécanisation des terres les plus productives, l'augmentation des crédits aux producteurs paysans et la taxation pour les terres improductives. Sauf la dernière proposition, qui n'a pas eu d'écho chez les grands

---

<sup>56</sup> Arévalo (1997) et Escobar (1995) mentionnent quatre autres missions : (i) la mission Keemerer (1923 et 1930) qui a influencé la restructuration du système bancaire et fiscal, certains lois et la création de la Banque de la République et le Contrôleur général de la République (ii) la mission Lilienthal (1954) qui avait pour but la reproduction du modèle de développement rural du sud des États-Unis dans la région de Valle del Cauca en Colombie ; cette mission a influencé la création de la Société autonome régionale du Cauca et ensuite la construction des infrastructures, des districts d'irrigation, entre autres, (iii) la mission Leuret (1955) en charge de faire un diagnostic du niveau de vie dans la population colombienne et d'établir leurs principaux besoins, mais qui n'a pas eu des impacts dans la formulation des politiques publiques, et (iv) les missions des Nations unies et la CÉPAL (1954 et 1958).

propriétaires fonciers (*terratenientes*), les recommandations de la mission Currie, inspirées du courant de pensée de la modernisation, ont influencé la mise en œuvre des politiques de développement axées sur la modernisation de l'agriculture et des communautés paysannes (Arévalo, 1997; González, 2001).

Comme souligné par Escobar (1995), après la visite de cette mission, l'idée que le développement doit être planifié a commencé à être promue en Colombie. En fait, sur le conseil des experts étrangers de la mission, des institutions de planification se sont créées dans le pays et chaque administration formule, jusqu'à aujourd'hui, son propre « plan de développement »<sup>57</sup>. D'après Salgado (2002), un trait commun aux plans de développement est la négation du conflit agraire dans les zones rurales, la volonté de modernisation rurale et l'invisibilité du sujet paysan comme acteur du développement. L'auteur signale que dans cette planification du développement, notamment au cours des trente dernières années, l'agriculture est considérée en tant qu'un secteur résiduel et les paysans sont vus comme les plus arriérés du secteur; il s'agit d'un imaginaire négatif où : « [...] la paysannerie est handicapée pour impulser les processus de développement » [Notre traduction] (2002, p. 20).

La mission de la Fondation Rockefeller est arrivée aussi en 1950 et l'un de ses objectifs était d'intervenir dans la modernisation rurale à travers l'assistance technique et le transfert de technologies dans le domaine agricole en collaboration avec le ministère de l'Agriculture. Un accord a été conclu avec le gouvernement colombien qui selon González (2001) « [...] a marqué une étape importante dans le développement de la recherche et la promotion de l'agriculture moderne » [Notre traduction] (2001, p. 97). À partir de cet accord, le pays s'engage à reproduire le modèle de la Révolution verte mis en œuvre plutôt au Mexique. Pour ce faire, entre les années 1960 et 1970 le gouvernement colombien a promu l'augmentation de la productivité des cultures commerciales (coton, riz, sorgho, soja et canne à sucre) et la modernisation des agriculteurs paysans à travers l'amélioration des semences et l'utilisation intensive des produits chimiques et

---

<sup>57</sup> Le plan national de développement est régi aujourd'hui par la loi 152 de 1994 (Loi organique du plan de développement). La loi stipule que le plan doit être proposé par le Président élu au début de son mandat; une fois que le Congrès approuve le plan, le gouvernement doit établir les politiques nécessaires pour atteindre leurs objectifs et doit considérer des aspects politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Le plan contient quatre grandes sections : un diagnostic de la situation du pays au début du mandat, les propositions, les lignes stratégiques (les programmes et projets de développement) et le plan d'investissement des ressources (Banrepublical, 2017).

de la machinerie (León-Sicard et Rodríguez, 2002). Différents centres de recherche agricole, de promotion du développement rural et d'amélioration de semences, tels que l'Institut colombien agricole (*Instituto Colombiano Agropecuario, ICA*) en 1962, ont été créés. Ainsi, le secteur privé (des entreprises telles que Purina et Bavaria) et les différentes fédérations de producteurs (comme la Fédération des producteurs de riz « *Fedearroz* » et celle du café « *Federación de Cafeteros* ») se sont investis dans la promotion de la Révolution verte à travers la recherche et la promotion des nouvelles technologies, y compris les semences améliorées (González, 2001).

De Janvry et Sadoulet (1989) soulignent que dans d'autres pays comme les Philippines, la Révolution verte a facilité des réformes agraires importantes, mais qu'en Colombie c'est le contraire qui s'est produit. La Révolution verte a été « utilisée » pour éviter la distribution des terres en augmentant les tensions dans les zones rurales. En fait, comme nous le verrons dans ce qui suit, les différentes tentatives de réforme agraire pour corriger la concentration excessive de la terre dans le pays ont échoué ou n'ont pas eu que des effets limités.

## 2.2.2 La stratégie de développement « protectionniste et réformiste »

En 1953, et dans le but de mettre fin à la guerre civile débutée en 1948 (*La Violencia*), les militaires prendront le pouvoir par un coup d'État qui a duré jusqu'en 1957 quand le « Front national » a été mis en place; il s'agissait d'un accord entre les partis libéraux et conservateurs pour partager le pouvoir qui a fini formellement en 1978, mais qui s'est prolongé jusqu'en 1986. Durant cette période, où aucun autre parti politique ne pouvait participer à la vie politique, s'est consolidée une stratégie de développement protectionniste, vers l'intérieur. Cette stratégie était fondée sur l'intervention de l'État dans le développement, l'urbanisation des milieux ruraux et la protection des industries nationales qui ont été privilégiés à travers l'adoption des mesures comme l'industrialisation par la substitution des importations (ISI) expliquée en détail dans le premier chapitre. Contrairement à d'autres pays de la région, cette stratégie de développement n'a pas entraîné un fort « biais anti-agriculture », c'est-à-dire que l'agriculture, notamment l'agriculture industrielle a été plutôt protégée à travers les mesures douanières et les restrictions aux importations, ainsi qu'en encourageant les grands producteurs agricoles à travers des subventions. Dans les terres les plus fertiles du pays, la culture de plantes non tropicales telles que les oléagineuses et les céréales a été encouragée, au détriment de l'agriculture paysanne, de la production vivrière et de

l'environnement<sup>58</sup>. Néanmoins, dans le cadre de cette stratégie de développement rural dite protectionniste, l'agriculture a été un secteur marginal, le plus important était de promouvoir les industries et l'urbanisation des zones rurales. En fait, l'agriculture a été considérée utile que pour répondre à la demande de denrées alimentaires (avec la production des tubercules, des légumes et des arbres fruitiers) et de matières premières (principalement le coton, le riz, la banane et la canne à sucre) (Fajardo, 2019a; Machado, 2005; Zamosc *et al.*, 1996).

Fajardo (2015) souligne que durant cette période, dans les milieux ruraux, la croissance de l'agriculture commerciale et l'industrialisation des campagnes a convergé avec « les malaises sociaux généralisés, qui ont donné lieu à des formes de résistance armée » (2015, p. 25). Le gouvernement a donc mobilisé des stratégies dites « réformistes » comme la réforme agraire à travers la Loi 135 de 1961 pour éviter un possible débordement révolutionnaire. Cette tentative de réforme, qui d'après Machado (2010) était plutôt un type de programme de développement rural, avait pour but de corriger la forte concentration de la terre et de faire de la pression sur les grands propriétaires fonciers pour la modernisation de leurs exploitations agricoles. La réforme voulait promouvoir l'accès à la terre pour les paysans à travers la formalisation des titres de propriété pour ceux déjà établis dans les terres en friche ou l'ajustement de la structure de la propriété foncière existante, en constituant des unités agricoles familiales (*Unidad Agrícola Familiar UAF*) (Fajardo, 2014). Dans le cadre de cette loi s'est créé aussi l'institut colombien de la Réforme agraire (*Instituto Colombiano de Reforma Agraria, INCORA*) qui selon Arango (1986), a distribué 648 234 hectares des terres de l'État à 34 918 familles paysannes et a exproprié 2 111 236 hectares pour les distribuer à 27 933 familles, ce qui a bénéficié à moins de 10% des paysans sans terre. Ainsi, l'INCORA était responsable de faciliter la construction d'infrastructures, des routes, de districts d'irrigation, entre autres. La lenteur dans l'application de la réforme a amené à la formulation de la Loi 1 de 1968, visant à intensifier la distribution des terres en donnant la possibilité aux paysans sans terre d'acquérir les droits de propriété des terres qu'ils avaient louée pour la production agricole. Cette loi a promu aussi l'organisation des paysans à travers la création de l'Association nationale des

---

<sup>58</sup> D'après Guhl (2015), en matière environnementale, ce n'est que vers la fin des années soixante que certaines mesures qu'il appelle « conversationnistes » ont été mises en place par l'État pour protéger l'environnement comme : la création de l'Institut national des ressources naturelles et de l'environnement (Inderena), la création des aires protégées, des Parcs Nationaux et l'établissement des normes comme le « Code des ressources naturelles de 1974 » et certaines normes de qualité environnementale. Des mesures qui ont été d'ailleurs limitées à l'égard des fortes tensions entre le modèle de développement et la dégradation de l'environnement.



usagers paysans (*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos ANUC*) (Fajardo, 2013; Franco et De los Rios, 2011).

Néanmoins, les résultats de l'application des lois de réforme agraire ont été limités et largement affectés, entre autres, par les niveaux élevés de corruption dans les différentes institutions. Aussi, la réforme agraire a trouvé une forte opposition de la part des *terratenientes*, des associations de grands entrepreneurs agricoles et de ceux qui considéraient l'agriculture paysanne comme non viable. En fait, ces mêmes acteurs ont freiné drastiquement la mise en pratique de la réforme agraire avec la signature du « Pacte de Chicoral » en 1972; un accord, approuvé par le gouvernement, visant à protéger les grandes propriétés agricoles et à mettre fin à la distribution de terres pour les paysans. L'accord s'est matérialisé avec la Loi 6 de 1975 où les programmes de réforme agraire ont été remplacés par des programmes favorisant la colonisation des terres marginales et improductives (Fajardo, 2014; Machado, 2009). D'autres tentatives de réforme agraire ont eu lieu les années suivantes, notamment à travers la Loi 35 de 1982 et la Loi 30 de 1988, des lois qui, d'après Machado (2009), ont été rapidement remplacées dans la période d'aperture économique « néolibérale » dans les années quatre-vingt-dix avec la Loi 160 de 1994.

Ce contexte a entraîné, entre autres, l'intensification de la répression contre les paysans et leurs organisations et a impulsé la radicalisation des organisations comme l'Association nationale des usagers paysans (ANUC) et les luttes des nouveaux soulèvements paysans armés, menant à l'apparition des mouvements de guérillas de tendance marxiste. Deux des plus connus existent encore aujourd'hui : les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) et l'Armée de libération nationale (ELN) (Fajardo, 2013, 2019a; Molano, 2015). En parallèle, durant cette période de consolidation d'une stratégie de développement rural « protectionniste et réformiste », Pérez, E. et Farah (2002) soulignent la création et la consolidation des grands groupes de producteurs agricoles de produits exportables, qui ont eu une influence importante sur la définition des politiques publiques pour l'agriculture.

Malgré les différentes tentatives de réforme agraire, y compris la dernière initiative de « réforme rurale intégrée » proposée dans le cadre des Accords de paix, la concentration de la terre n'a pas diminué en Colombie. Le rejet des réformes agraires par les secteurs politiques et les *terratenientes* a entraîné le déplacement des paysans, l'éclosion de mouvements paysans et de nombreux conflits,

certaines armées, qui se poursuivent à ce jour. En 2017, Arteaga *et al.* ont estimé qu'entre 1901 et 2012, 24 842 240 ha des terres en friche ont été attribués, dont seulement 7% grâce aux processus de réforme agraire.

Aussi, les résultats des politiques de développement protectionnistes comme l'industrialisation par la substitution des importations (ISI) ont été limités pour les paysans. Selon Machado (2005), l'agriculture n'était pas considérée comme un secteur prioritaire et il n'y a pas eu de politiques favorisant l'agriculture paysanne, les mesures se sont concentrées plutôt sur la modernisation de certaines cultures favorisant les *terratenientes* et le développement de l'industrie agroalimentaire. L'auteur souligne que :

La richesse s'est concentrée dans des groupes privilégiés d'agriculteurs, de propriétaires, de commerçants et d'industriels, tandis que la pauvreté et l'exclusion se propageaient. Le modèle, excluant et concentrateur, a maintenu la structure bimodale [latifundio-minifundio] de l'agriculture, malgré la grande différenciation dans chacune des strates, celle de la paysannerie et celle des entrepreneurs. Cette structure bimodale a déclenché des conflits aigus entre l'agriculture et l'industrie de transformation, entre les travailleurs avec peu de terre ou sans terre et les propriétaires, entre les agriculteurs et l'État, entre les paysans et les entrepreneurs, entre les consommateurs et les agriculteurs [Notre traduction] (2005, p. 21).

Également, durant cette période et sur le plan international, les organisations internationales promouvaient les projets de « développement communautaire » afin d'accélérer la modernisation des agriculteurs paysans via les technologies de la Révolution verte. Comme alternative à la réforme agraire et en suivant les recommandations de la Banque mondiale, des projets de sécurité alimentaire et d'assistance aux paysans ont été promus dans toute l'Amérique latine. En Colombie, les projets de développement communautaire ont été promus pendant les périodes de gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) et Virgilio Barco (1986-1990) à travers le programme de développement rural intégré (DRI) et le plan national de réhabilitation (PNR) (Fajardo, 2014). Ce dernier, qui a vu le jour au début des années 1980 au milieu du conflit rural armé, visait principalement à réduire la pauvreté rurale et à assurer la présence de l'État dans les régions les plus touchées par le conflit armé (Blanquer et Fajardo, 1991).

Machado (2010) explique que dans le cadre du programme de développement rural intégré (DRI), les actions de l'État étaient dirigées vers l'augmentation de la production des petits producteurs

paysans, le développement des infrastructures et des canaux de commercialisation, la stimulation de l'emploi et des revenus, ainsi que l'amélioration des conditions de vie (santé et éducation) pour les communautés paysannes. Le programme a débuté dans les années soixante-dix et s'est poursuivi jusqu'aux années quatre-vingt-dix en suivant différentes transformations. La transformation la plus importante a été la décentralisation du développement rural, c'est-à-dire que le développement des milieux ruraux n'était pas seulement la responsabilité du ministère de l'Agriculture, mais chaque municipalité était aussi responsable; pour ce faire des institutions comme les Unités municipales d'assistance technique (UMATA) ont été créées.

Pour Berry (2017), les résultats du programme développement rural intégré (DRI) sont difficiles à évaluer. D'abord, pour les plus optimistes, en dépit de son budget limité, le programme a eu un impact à l'échelle nationale, car il a permis la formulation d'une politique intégrale favorable aux petits agriculteurs. Ensuite, pour les moins convaincus, les résultats ont été limités par le manque de ressources, par le peu d'attention donnée à des aspects comme la commercialisation et à l'accès à la terre. Finalement pour les sceptiques, le DRI était une stratégie pour apaiser le conflit dans les milieux ruraux qui a favorisé plutôt le secteur agro-industriel qui a pu produire de la nourriture bon marché avec bas salaires. Comme souligné par Fajardo (2014), le DRI a été considéré comme une stratégie pour prévenir les soulèvements paysans : au lieu de permettre l'augmentation de la production des aliments à travers la distribution des terres, il a favorisé l'intensification technologique.

En somme, la stratégie de développement dite « protectionniste et réformiste » a porté plus d'attention à l'industrialisation et à l'urbanisation des milieux ruraux au détriment de l'agriculture, notamment de l'agriculture paysanne. Les mesures de soutien aux petits agriculteurs étaient rares et n'ont donné que des résultats limités. L'affaiblissement des programmes comme celui du développement rural intégré (DRI) et le plan national de réhabilitation (PNR), ont entraîné une transition progressive, à la fin des années quatre-vingt, vers un modèle de développement rural orienté vers l'extérieur et favorisant les grandes entreprises agricoles que nous présenterons ci-dessous.

### 2.2.3 La consolidation de la stratégie de développement « néolibéral »

Suite à la crise de la dette en Amérique latine, vers la fin des années 1980, les programmes d'ajustement structurel inspirés des idées des économistes néo-classiques (néolibéraux) ont influencé largement la stratégie de développement adoptée en Colombie à partir des années quatre-vingt-dix. Cette stratégie, qui demeure jusqu'à aujourd'hui, se fonde sur le retrait de l'État des interventions en matière de développement et la fin des mesures protectionnistes pour laisser la place au marché où les priorités en matière de développement rural sont les exportations, le soutien au secteur privé et aux capitaux des investisseurs étrangers. Les bases des réformes étatiques pour permettre l'établissement de cette stratégie de développement ont été établies dans la Constitution politique de 1991<sup>59</sup> (Machado, 2005; Perez et Farah, 2002).

Dans les milieux ruraux, durant les premières décennies d'implantation de cette stratégie et jusqu'aux années 2010, seules quelques activités économiques ont été privilégiées. Parmi ces activités figurent l'extraction de ressources naturelles, l'expansion de la production agricole et de l'exportation des produits traditionnels et la reconversion à la production des cultures non traditionnelles (*p. ex.* les bananes, la canne à sucre, les fleurs, la palme africaine, les agrocarburants et les produits agroforestiers). Les grandes plantations, les cultures permanentes et les terres destinées à l'élevage du bétail ont augmenté considérablement, ainsi que les grands investissements dans la mécanisation de la production et l'utilisation des intrants chimiques. La stratégie de développement rural était orientée principalement vers l'augmentation de la compétitivité du secteur agricole, ce qui a eu des effets limités, voire négatifs, pour les agriculteurs paysans (Fajardo, 2019; Machado, 2005).

À titre d'exemple, Machado (2005) ainsi que Perez et Farah (2002) mentionnent que le secteur agricole a progressé moins que prévu : il y a eu une augmentation des cultures permanentes (*p. ex.* le café, la banane et la canne à sucre), mais une diminution des cultures transitoires (*p. ex.* les légumes, l'orge, les haricots et le blé) due en grande partie à l'entrée massive des produits importés

---

<sup>59</sup> En matière de développement rural et agricole, la nouvelle Constitution politique a restructuré une grande partie des institutions étatiques comme la Caisse Agricole et l'Institut de commercialisation agricole (IDEMA). Elle a créé aussi les Conseils municipales de développement rural (CMDR) pour la concertation entre les institutions municipaux et les communautés paysannes. L'appui aux agriculteurs paysans est devenu un mandat constitutionnel, mais comme on le verra au long du chapitre, ce mandat n'a pas été matérialisé (Perez et Farah, 2002).

qui sont arrivés au pays avec des prix bien inférieurs aux prix nationaux. La stratégie de développement rural adoptée a aussi entraîné la concentration de la production, la croissance des entrepreneurs agroindustriels et de ceux qui se sont convertis aux cultures d'exportation, en excluant les agriculteurs qui n'ont pas cultivé des produits « prometteurs » pour les marchés internationaux comme les fleurs. Il y a eu aussi une diminution de la demande de main-d'œuvre dans les milieux ruraux et par conséquent une augmentation du chômage et de la pauvreté en milieu rural exacerbant les inégalités sociales<sup>60</sup>.

Les luttes paysannes se sont aussi diversifiées durant cette période. Il y a eu des mobilisations pour exiger l'accès à la terre et défendre les territoires paysans, mais aussi pour exiger de meilleures conditions de vie, pour exiger la défense des droits humains, contre la répression des paysans et pour demander des services de base dans les milieux ruraux favorisant l'agriculture : des infrastructures comme les districts d'irrigation, l'accès au crédit, à l'assistance technique, aux marchés, entre autres. Selon le contexte et les demandes portées par les mobilisations, il y a eu des actions plus pacifiques comme l'occupation d'endroits publics ou les grèves syndicales et d'autres plus agressives comme l'occupation des terres et des endroits publics comme les églises ou les écoles. L'un des raisons des mobilisations était cette stratégie de développement qui a été privilégiée et qui favorise les grands producteurs agricoles au détriment des secteurs populaires y compris le secteur paysan (Tobasura, 2009; Zamosc, 1992). Comme l'explique Archila (2003), même si les « plans de développement » ont été institutionnalisés depuis les années cinquante, c'est n'est qu'en 1999 que ce document a été discuté publiquement pour la première fois dans le pays. En fait, au cours de cette année, il y a eu un pic de protestations des différents acteurs y compris les paysans qui se sont mobilisés pour l'inclusion de leurs revendications dans les plans de développement du pays.

L'augmentation des cultures illicites, la consolidation de l'économie du narcotrafic et la recrudescence du conflit armé ont aussi accéléré et justifié l'application des mesures d'ajustement structurel d'inspiration néolibérale. La production illicite des drogues a débuté dans les années

---

<sup>60</sup> À titre d'exemple, Fajardo (2019a) mentionne que l'investissement public dans le développement rural est passé de 35,6% du budget national à 0,9% entre 1995 et 2008, tandis que les investissements dans les grandes entreprises ont augmenté de 10% à 57%. Aussi, l'auteur souligne que les organisations internationales ont aussi largement influencé l'orientation des politiques de développement rural qui se sont traduites dans la réduction des avantages pour la petite et moyenne agriculture, au profit de la grande agriculture qui est subventionnée et a des avantages fiscaux.

soixante-dix avec les cultures de cannabis dans certaines régions du pays, mais s'est consolidée et répandue dans les années 1980 et 1990 avec l'augmentation de cultures de l'arbuste de coca, surtout dans la plupart des régions marginalisées et éloignées, et la commercialisation de la cocaïne. Ce *boom* de l'économie de la cocaïne a stimulé la création des réseaux de production et de distribution avec la participation des petits agriculteurs sans alternatives et des paysans qui ont été déplacés et obligés à la colonisation des friches, des autorités locales, des groupes armés comme les guérillas et les paramilitaires<sup>61</sup>, et de tous ceux qui ont vu dans la production illicite une manière de se financer et de s'enrichir rapidement y compris les narcotrafiquants, les *terratenientes*, les éleveurs (ganaderos) et autres agro-entrepreneurs (Berry, 2017; Fajardo, 2019a; Pérez, E. et Farah, 2002).

Durant la mise en œuvre de cette stratégie de développement s'est consolidé l'afflux massif de capitaux illégaux de la production et la distribution de drogue dans l'économie et la politique colombienne. Aussi, la dépossession et le déplacement de communautés paysannes se sont aggravés durant cette époque et les programmes de développement rural intégré (DRI) et le plan national de réhabilitation (PNR) ont été complètement démantelés et remplacés par des programmes de « développement alternatif » avec des objectifs, très éloignés de la contribution au bien-être de la population paysanne, comme la répression des cultures illicites. C'est le cas du Plan national de développement alternatif (PLANTE) et du plan financé par les États-Unis, le « Plan Colombie », durant les gouvernements des présidents Ernesto Samper et Andrés Pastrana respectivement. Ainsi, à cette époque il a eu une augmentation de la concentration de la terre à cause de l'achat massif des terres de la part des narcotrafiquants pour le blanchiment d'argent (Fajardo, 2019a; Machado, 2005).

Comme souligné par Machado (2005), la crise de l'agriculture et le chômage dans les milieux ruraux ont accéléré aussi la migration de la main-d'œuvre vers les cultures illicites et la migration des paysans du centre du pays vers les aires de colonisation. De nombreux petits producteurs paysans ont abandonné la production agricole licite pour se tourner vers les cultures illicites (ou à le faire simultanément). En même temps, les ressources dérivées du trafic de la drogue se sont

---

<sup>61</sup> Les paramilitaires sont des groupes armés qui se sont créés (légalement) dans le cadre d'un modèle de lutte armée menée par la population civile et l'armée pour défendre les *terratenientes* (surtout les ganaderos) d'être kidnappés par la guérilla. Les paramilitaires sont devenus plus tard des groupes armés violents et indépendants dédiés à l'extermination de toute menace d'insurrection (*p. ex.* groupes de gauche, syndicats, leaders sociaux, dirigeants des communautés autochtones, parties politiques comme l'Union patriotique (UP), etc.) (Berry, 2017).

incorporées dans le système financier par l'achat des terres des grandes compagnies aux petits producteurs et paysans sous la pression des groupes paramilitaires qui « [...] avec la protection de l'armée et de la police et guidée par la doctrine de sécurité nationale, ont généralisé l'exécution de massacres, de crimes isolés et de disparitions forcées, produisant l'extermination des organisations paysannes et ouvrières » [Notre traduction] (Fajardo, 2013, p. 150). Cette augmentation de la violence contre les organisations sociales a diminué selon Prada (2003) les protestations dans les campagnes durant les années quatre-vingt-dix.

En somme, comment expliqué par Fajardo (2019a), à partir des années quatre-vingt-dix pendant que tout idéal de réforme agraire disparaissait, le cœur de la stratégie de développement rural privilégiée a été l'agriculture intensive à grande échelle pour l'exportation, ce qui dans le contexte de la guerre intérieure a fait :

[...] qu'une grande partie de la paysannerie ait été dépossédée de leurs terres pour ouvrir un espace à la « nouvelle agriculture » des « cultures prometteuses » y compris les cultures illicites. Dans ce contexte, il y a eu une augmentation significative des importations alimentaires, dans le cadre des nouveaux accords commerciaux [Notre traduction] (2019a, p. 157).

En fait, durant les années 2000, sous les deux mandats d'Alvaro Uribe (2002-2006 et 2006-2010), les subventions agricoles et la signature ou la renégociation des accords de libre-échange ont été au centre des préoccupations gouvernementales<sup>62</sup>. La stratégie de développement pour les milieux ruraux était fondée sur les exportations agricoles et l'extraction de ressources naturelles; les politiques d'appui aux exportations agricoles et aux grands projets productifs comme la production de la canne à sucre et de palme africaine pour la production d'éthanol ont été favorisés. Par contre, peu d'attention a été accordée à la petite agriculture et aux populations rurales, sauf pour la mise en œuvre de certains programmes d'assistance sociale et de réduction de la pauvreté et de certains projets pour améliorer la commercialisation et pour établir des alliances avec les grands

---

<sup>62</sup> Pour les agriculteurs qui ont été négativement affectés par les accords de libre-échange, particulièrement le traité de libre-échange avec les États-Unis, le gouvernement a promulgué la Loi 1133 de 2007 qui a créé le programme *Agro Ingreso Seguro* (AIS) qui était supposé de donner accès au crédit, de financer la recherche agricole, de construire des infrastructures et de fournir de l'assistance technique pour la reconversion aux produits exportables, entre autres. Cependant, il y a eu des irrégularités dans l'exécution du programme (il y a eu en fait des nombreux scandales de corruption) et les entrepreneurs proches du gouvernement (y compris des entreprises liées au paramilitaires) ont été favorisés au détriment des moyens et petits agriculteurs. Les bénéficiaires ont été donc les grands exploitations de palme, de bétail, de café, entre autres (Fajardo, 2019a; Szegedy-Maszák, 2017).

entrepreneurs (Jara *et al.*, 2014; Szegedy-Maszák, 2017), des alliances qui selon Fajardo (2019a), ont plutôt subordonné les agriculteurs paysans aux entreprises capitalistes. Berry (2017) mentionne que durant cette période, il y a eu aussi une diminution des dépenses publiques pour le secteur agricole et un affaiblissement des institutions de développement rural qui ont été réduites à deux : le ministère de l’Agriculture et le Développement rural et l’Institut colombien de développement rural (INCODER)<sup>63</sup>.

Entre les années 1990 et 2000, les organisations paysannes et de petits producteurs ont contesté fortement cette stratégie de développement rural d’inspiration dite « néolibérale » et ont diversifié leurs revendications. À titre d’exemple, les producteurs de café ont exigé de l’aide financière pour la production, les paysans producteurs de coca ont demandé la mise en œuvre des programmes pour réorienter la production vers des cultures légales et l’arrêt de la fumigation au glyphosate et les peuples indigènes ont protesté contre les projets d’exploitation pétrolière (Prada, 2003). L’une des réalisations les plus importantes des mobilisations paysannes a été d’avoir fait pression pour la constitution et la réglementation dans les années quatre-vingt-dix des zones de réserve paysanne (ZRC) dans les terrains en friche de l’État. Les ZRC sont des figures juridiques qui délimitent des zones pour promouvoir l’aménagement de la propriété rurale pour éviter la concentration de terres et favoriser le développement de l’économie paysanne (Ordoñez, 2012). Les ZRC ont donné naissance à des associations très représentatives du mouvement paysan aujourd’hui : la *Asociación campesina del valle del Rio Cimitarra*, le *Coordinador nacional agrario de Colombia* et la *Asociación nacional de zonas de reserva campesina* (ANZORC).

Depuis les années 2010, il y a eu une continuité, voire un renforcement, de la stratégie de développement rural « néolibérale » des années 2000. D’après Fajardo (2019a), il y a eu une diminution de la production nationale des aliments et une augmentation de la production de matières premières et des importations alimentaires. En fait, tel que présenté dans les documents des « plans de développement » du gouvernement du Juan Manuel Santos pendant ses deux mandats (2010-2018), le développement du pays a reposé sur trois « locomotives » : le

---

<sup>63</sup> L’INCODER est né en 2003 de la fusion entre l’INCORA, l’Institut national pour l’adéquation des terres (INAT), les Fonds de co-financement pour l’investissement rural (DRI) et l’Institut national de pêche et aquaculture (INPA). L’INCODER a disparu et a été remplacé en 2015 par l’Agence de développement rural et l’Agence nationale des terres.



développement du secteur minier énergétique, les subventions à l'agroalimentaire (cultures pour les agrocarburants et élevage intensif) et les investissements étrangers dans les milieux ruraux (DNP, 2010, 2014), ce qui a augmenté l'acquisition des terres par les grands investisseurs pour la promotion des projets agroindustrielles à grande échelle<sup>64</sup>.

Au cours de la dernière décennie, il y a eu une augmentation importante des mobilisations paysannes. Différentes organisations rurales se sont réunies pour porter leurs réclamations, de longue date, contre le modèle de développement dominant dans les campagnes colombiennes. En 2013, comme mentionné en amont, l'une des mobilisations les plus importantes a eu lieu pendant 24 jours, mobilisant comme le souligne Coscione et García (2014) les producteurs dans 25 des 32 départements du pays. Au moins trois facteurs ont déclenché les mobilisations selon Salcedo *et al.* (2013) : les traités de libre-échange qui ont été désavantageux pour les producteurs nationaux, l'absence des politiques agricoles pour la paysannerie et la demande de reconnaissance du paysan comme un sujet politique. D'autres mobilisations paysannes ont eu lieu en 2014 et 2016 pour dénoncer le non-respect par le gouvernement des accords conclus lors de la grève nationale agricole<sup>65</sup>. Les mobilisations et l'union des mouvements paysans des dernières années s'expliquent selon Tobón (2016) :

La cause principale qui explique la crise longue et séculaire du monde rural colombien, exprimé aujourd'hui dans la grève nationale agraire, se retrouve dans le modèle de développement rural colombien et dans la dépendance qu'il a eue au modèle de développement économique du pays, approfondi depuis les années 90 avec l'ouverture économique [Notre traduction] (2016, p. 1).

La mobilisation des organisations paysannes a renouvelé aussi d'après García, J. et Mantilla (2018) les débats sur la question agraire et l'avenir des campagnes colombiennes « [...] et que leurs réponses ne pouvaient pas être facilement énoncées à partir de l'ancien paradigme de la

---

<sup>64</sup> Le contrôleur général de la nation et Oxfam ont constaté que l'achat de terres par les grandes entreprises est en fait une forme d'accaparement des terres, par exemple les entreprises Semillas Monica, Cargill, Riopaila Castilla et Corficolombiana ont acquis plus de cent mille hectares en utilisant des sociétés et des entreprises fictives (Torres-Mora, 2020).

<sup>65</sup> Des organisations paysannes et ethniques (indigènes et afro-colombiens) de tout le pays se sont réunies en 2014 pour créer le sommet agraire, paysan, ethnique et populaire (*Cumbre Agraria Étnica y Popular*) et rediriger la liste de demandes au gouvernement intitulé : « Mandats pour le buen vivir, pour la réforme agraire structurelle, la souveraineté alimentaire, la démocratie et la paix avec justice sociale ».

modernisation et du développement agricole et encore moins sans compter sur un large groupe d'acteurs ruraux » [Notre traduction] (2018, p. 358).

En même temps, comme nous le présenterons plus en détail dans la section 2.2.5, sous le gouvernement de Juan Manuel Santos un agenda de développement rural en faveur des communautés rurales marginalisées a été promu avec les négociations de paix avec l'une des guérillas la plus ancienne de l'Amérique latine, les FARC-EP. Les négociations ont débuté en 2012 et ont fini en 2016 avec la signature de l'accord de paix, dont le premier point a été une « Réforme rurale intégrée ». L'accord a été soumis à un plébiscite pour être légitimé auprès la population et il a été rejeté par 50,21% des votants (une différence de 53 000 votes), ainsi que par les partis politiques d'opposition, notamment le parti politique de l'ancien président Alvaro Uribe et les autres partis surtout d'extrême droite qui favorisent la résolution du conflit par la confrontation armée et non par le dialogue. L'accord de paix a été finalement approuvé par la voie constitutionnelle et sous le gouvernement de l'actuel président et représentant de la droite conservatrice Ivan Duque, la plupart des points de l'accord n'ont pas été implantés.

La publication du rapport sur le développement humain de 2011 « Colombie rurale : des raisons pour l'espoir » et du diagnostic de la campagne colombienne de 2014 « Mission pour la transformation rurale » ont eu une influence non négligeable sur la promotion des réformes aux politiques du développement rural et les négociations de paix. Dans les deux documents, qui ont fait un portrait de la situation des zones rurales du pays, il a été reconnu que le modèle de développement rural du pays est inégal, excluant et favorise les grands entrepreneurs au détriment des communautés paysannes. Aussi, il a été souligné que les terres rurales sont sous-utilisées pour les activités d'élevage ou pour l'expansion de l'urbanisation, en particulier dans les zones rurales proches des grandes villes. Les rapports ont également sonné l'alarme sur le manque d'intérêt pour la protection de l'environnement et les conséquences sur les écosystèmes de la stratégie de développement rural « néolibérale » (DNP, 2014a; PNUD, 2011). En fait, comme nous les verrons par la suite, lors de cette décennie atteindre un développement durable est devenu un incontournable.

### 2.2.3.1 Le développement durable

Simultanément au conflit armé et à l'émergence et à la consolidation de la stratégie de développement « néolibérale » dans les milieux ruraux de la Colombie, depuis les années quatre-vingt-dix et jusqu'à aujourd'hui, les problèmes environnementaux se sont aggravés (tableau 2.1).

Tableau 2.1 Principaux problèmes environnementaux de la Colombie

	<b>Quelques chiffres</b>	<b>Causes principales</b>
Déforestation (González, J. <i>et al.</i> , 2018)	- Entre les années 2005 et 2015, 1,5 million d'hectares de forêt ont été perdus en raison de la déforestation. - L'Amazonie est la région la plus touchée. En 2018, 75% de la déforestation du pays a eu lieu en Amazonie.	D'abord, l'expansion de la frontière agricole pour la production agro-industrielle, les cultures illicites et l'élevage bovin. Ensuite, l'extraction minière et pétrolière et l'expansion des infrastructures. Finalement, l'extraction de bois
Changements climatiques (IDEAM <i>et al.</i> , 2017)	- Le pays émet par année environ 258,8 Mton CO <sub>2</sub> eq des gaz à effet de serre, ce qui équivaut à 0,42% des émissions de la planète. - La température a augmenté de 0,8°C depuis 1970; en 2100 elle devrait augmenter de 2,4°C.	La déforestation, l'agriculture, le secteur des mines et d'énergie, ainsi que le secteur manufacturier et le transport.
Perte de la biodiversité (MADR, 2017b; SiB, 2020)	- Concentre 10% de la biodiversité mondiale (58 312 espèces). 1 <sup>er</sup> en diversité des oiseaux et orchidées, 2 <sup>e</sup> en plantes, amphibiens et poissons d'eau douce, 3 <sup>e</sup> en palmiers et reptiles et 6 <sup>e</sup> en mammifères. - Dans les dernières décennies, la Colombie a perdu de façon alarmante sa biodiversité.	L'augmentation de la déforestation, l'expansion de la frontière agricole et les cultures illicites. Ainsi que les projets d'infrastructure et d'extraction des ressources minières et forestières, les feux des forêts, la surexploitation des écosystèmes et la pollution. Enfin, les agents pathogènes et les espèces envahissantes.

Sur le plan des politiques publiques, on a commencé à avoir une conscience des problèmes en matière environnementale dès la fin des années soixante, quand des institutions et des projets de recherche pour la gestion de l'environnement ont été impulsés<sup>66</sup>. Mais, ce n'est qu'au milieu des

<sup>66</sup> Leyva (2015) mentionne par exemple la deuxième expédition botanique entre 1982 et 1986, la création du système d'information sur la biodiversité et de l'institut des études environnementales (IDEA), la participation des dirigeants de l'Inderena à la Commission Brundtland, la création des Conseils Verts, l'établissement des réserves naturelles en Amazonie, entre autres. Ainsi, Carrizosa (2008) souligne que dès la fin des années 1980 et durant les années 1990, l'imposition des mesures du Consensus de Washington coïncidait paradoxalement avec l'inclusion des préoccupations environnementales et des modifications de l'aménagement du territoire, dont plusieurs terrains (30% du pays) ont été déclarés des *resguardos* pour les communautés indigènes et des propriétés collectives pour les communautés afro-

années 1980, comme le mentionne Palacio *et al.* (2001), que les pressions internationales ont « [...] forcé l'État à prendre au sérieux les préoccupations concernant la préservation, la conservation et en général les préoccupations environnementales, remplaçant au moins la rhétorique de la croissance par celle du développement durable » [Notre traduction]. Cela se produit selon l'auteur paradoxalement et simultanément avec l'expansion des activités économiques extractives, dans le cadre d'une période qu'il appelle de la « nature écologisée » (*naturaleza ambientalizada*). En 1991, les préoccupations environnementales ont été incluses dans la nouvelle constitution politique, qui avait entre ses objectifs d'atteindre le développement durable à travers la gestion intégrale de l'environnement (Eschenhagen, 1998). Deux ans plus tard, par la Loi 99 de 1993 qui jette les bases de la politique environnementale en Colombie, le ministère de l'Environnement et le « Système national environnemental » (qui a remplacé l'Inderena) sont fondés avec le but de mettre en œuvre le développement durable comme la stratégie de développement du pays, défini comme suit :

Le développement durable s'entend comme celui qui conduit à la croissance économique, à l'élévation de la qualité de vie et au bien-être social, sans épuiser les ressources naturelles renouvelables sur lesquelles il repose ni détériorer l'environnement ou les droits des générations futures à l'utiliser pour la satisfaction de ses propres besoins [Notre traduction] (Art. 3, Loi 99 de 1993).

Dans les « plans de développement » du pays, le développement durable a été inclus pour la première fois dans le plan du gouvernement d'Ernesto Samper de 1994 à 1998. Comme mentionné dans l'ouvrage de Saavedra *et al.* (2001), le plan a promu la stratégie de développement « néolibérale », mais mettant l'accent sur quatre aspects pour le développement durable du pays : le développement social, la compétitivité, la protection de l'environnement et le développement des institutions. Durant cette période par exemple l'Institut d'hydrologie, météorologie et études environnementales (IDEAM) et l'Institut de recherche de ressources biologiques Alexander von Humboldt ont été fondés et différentes divisions concernant l'environnement ont été créées dans les institutions publiques.

Néanmoins, la polysémie de la notion de développement durable a conduit à des interprétations et à des actions qui varient selon les modalités d'appropriation par les différents acteurs sociaux. En

---

colombiennes, une mesure qui n'a pas été bien reçue par d'autres groupes de la société civile; il y a eu des contestations violentes de la part par exemple des guérillas et des paramilitaires.

fait, en Colombie et plus largement en Amérique latine, d'après Aliste *et al.* (2017), il y a un débat entre les termes développement « soutenable » et « durable ». Pour eux, le terme « durable », défendu par les organisations internationales est moins critique. Il privilégie la croissance économique et est mobilisé pour promouvoir les politiques économiques du type néolibéral. Tandis que la notion de développement « soutenable » est chargée d'un sens plus critique au regard des approches de développement classiques se tournant vers d'autres formes du développement allant au-delà de la croissance économique. Dans la Colombie, comme le mentionne Navarro (2011), il existe une absence de consensus concernant le sens du terme développement durable, qui « [...] se construit dans ce territoire à partir des problèmes sociaux et politiques, plus que sur les questions environnementales » (p. 1).

Si, dans les années 1990, l'environnement a mobilisé certaines politiques et institutions autour du développement durable, influencés entre autres par les différents agendas internationaux en matière de protection de l'environnement, dans les années 2000, l'intérêt et les efforts en matière d'environnement ont été réduits. Guhl (2015) attribue cette diminution au rôle donné au secteur privé dans la gestion environnementale au détriment du rôle de l'État. En effet, comme le souligne Carrizosa (2008), le gouvernement d'Alvaro Uribe a promu une politique de répression militaire de la guérilla en consolidant des « alliances » entre les groupes politiques de droite et les grandes entreprises et a soutenu fortement les plans de fumigation aérienne des cultures illicites et le développement agraire à travers la production agroindustrielle des agrocarburants, la culture de la palme africaine et la production de l'huile de palme. Ces mesures, au nom d'un développement rural durable, ont entraîné plutôt des effets considérables sur l'environnement. Dans le cas des cultures de palme, par exemple, les effets sur l'environnement incluent : la disparition des forêts, la perte dramatique de la biodiversité, la pollution des sources d'eau, l'accaparement des terres fertiles, des ressources et des moyens de vie des communautés rurales, entre autres (Carrere, 2001).

Durant les années 2000, les préoccupations environnementales ne se sont manifestées que dans certaines actions spécifiques comme l'engagement aux objectifs du millénaire. Par contre, les actions contre la protection de l'environnement ont été plus fréquentes. Des auteurs comme Rodríguez, M. (2008) et Mance (2008) soulignent des actions telles que : (i) le déclin des

institutions et des politiques environnementales <sup>67</sup> (ii) l'augmentation des conflits socio-environnementaux liés aux mégaprojets de développement minier et énergétique qui sont menés surtout dans les écosystèmes les plus sensibles et (iii) la persécution et les assassinats des défenseurs de l'environnement durant cette décennie et qui continue à ce jour.

Entre 2010 et 2018, la stratégie de développement rural « extractiviste » a continué de se consolider se limitant à quelques engagements pour la protection de l'environnement peu concrets tels que : (i) l'adoption d'une stratégie de croissance verte, recommandée par l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ayant comme but le développement durable (ii) la mise en œuvre de quelques initiatives pour l'augmentation des aires protégées et (iii) l'engagement à une économie à faibles émissions de carbone, ainsi que la participation et l'engagement avec les Objectifs de Développement Durable<sup>68</sup> (Guhl, 2015, 2018). Les plans de développement ont privilégié la croissance économique guidée par la croissance du secteur industriel où par exemple la baisse de la production alimentaire nationale devrait être compensée par les rentes minières, sans prendre en compte les coûts sociaux et environnementaux des activités extractives (Fajardo, 2019a)<sup>69</sup>.

En somme, comme souligné par Guhl (2015), l'objectif d'un développement durable n'a pas été atteint dans le pays pour diverses raisons telles que l'arrivée des paramilitaires aux institutions

---

<sup>67</sup> Les auteures soulignent par exemple la fusion du Ministère de l'environnement avec une partie du Ministère du développement économique, pour établir le Ministère de l'environnement, le logement et le développement territorial (MAVDT), la flexibilisation des licences environnementales et l'affaiblissement des corporations autonomes régionales (CAR).

<sup>68</sup> Chavarro *et al.*, (2017) présentent les progrès de la Colombie dans l'achèvement des ODD, soulignant que le pays a incorporé depuis 2015 les ODD dans différentes politiques publiques et a créé une Commission interinstitutionnelle de haut niveau pour les ODD. Le plan de développement 2014-2018 « Tous pour un nouveau pays » par exemple a inclus 92 des 169 cibles des ODD concernant l'éducation, la paix, la protection de l'environnement, les actions contre les changements climatiques, entre autres. Selon le gouvernement, en 2014, le plus grands progrès ont été faits dans la diminution de la pauvreté extrême (qui est passée de 16,4% en 2020 à 9,1% en 2013), de la mortalité infantile (de 15% en 2005 à 7,5% en 2014) et en matière d'éducation au niveau primaire dont la couverture est arrivé à 100%. Les réalisations les plus faibles étaient liées à l'empowerment des femmes, à l'accès à l'éducation secondaire et l'alphabétisme et à la pauvreté.

<sup>69</sup> Guhl (2015) précise qu'il y a eu des efforts pour que la gestion étatique soit à nouveau importante dans la protection de l'environnement comme la création du Ministère de l'environnement et le développement durable en 2011, mais qui n'a pas eu beaucoup d'impact en raison de l'instabilité dans la direction du ministère, son petit poids institutionnel, entre autres. Par exemple, l'une des fonctions les plus importantes du ministère été l'expédition des licences pour les grands projets environnementaux, mais cette fonction a été par la suite supprimée et transférée à une autre institution (Autorité nationale des licences environnementales, ANLA).

étatiques, l'intimidation et l'assassinat des leaders environnementaux, la corruption dans les institutions, l'expansion de la frontière agricole et les intérêts politiques privilégiant les grandes entreprises. Carrizosa (1995) décrit le développement durable en Colombie comme un « imaginaire faible » approprié massivement au pays, malgré sa subordination à la croissance économique et à sa cooptation par la stratégie de développement dite « néolibérale ». D'après lui, l'adoption du développement durable a motivé les réflexions sur les problématiques environnementales, mais la malléabilité du concept a fait qu'il soit approprié, voire manipulé, par différents acteurs simplifiant les problématiques environnementales, ce qui s'est exacerbé avec le *boom* de l'extraction des ressources naturelles qui a aggravé la détérioration de l'environnement et a entraîné de nombreux conflits socio-environnementaux.

Il n'est donc pas surprenant que l'implantation et la consolidation d'une stratégie de développement rural fondée sur la modernisation des campagnes colombiennes et supportant la production pour l'agro-exportation et l'extractivisme ait suscité de fortes réactions, en particulier de la part des communautés les plus marginalisées par la stratégie. La paysannerie, qui est d'ailleurs très hétérogène, s'est organisée de différentes manières et leurs pétitions et formes d'action collective ont aussi évolué au fil du temps. On constate que la confrontation des paysans aux stratégies de développement rural se concentre sur la distribution de la terre et l'obtention des titres de propriété, la demande des meilleures conditions de vie et des ressources pour la production agricole. Au cours des 20 dernières années, à ces réclamations s'ajoutent la lutte pour la reconnaissance de la paysannerie en tant qu'acteur du développement rural et sujet politique.

### 2.3 L'accord de paix et l'approche territoriale du développement rural

Depuis les années quatre-vingt, les tentatives pour parvenir à un accord de paix entre les différents gouvernements et les groupes armés étaient un échec ou n'ont eu que des résultats limités. Néanmoins, sous le gouvernement de droit modéré de Juan Manuel Santos les négociations avec les FARC-EP aboutissent à un premier accord de paix historique qui a été signé le 24 novembre de 2016 pour mettre fin au conflit armé. Au cours des négociations de l'accord, qui ont duré quatre ans, les stratégies de développement pour les milieux ruraux ont été placées au centre des débats publics et politiques. L'agenda des négociations comprenait des aspects tels que : la transformation des stratégies de développement rural, les programmes de réinsertion sociale des ex-combattants,

la participation politique de la guérilla en tant qu'acteur politique et la question des cultures illicites. L'accord final a cinq grands points dont le premier concerne le développement rural, la question agraire et l'urgence d'une « réforme rurale intégrale (RRI) »<sup>70</sup>. D'après Machado (2013), ce premier point est une opportunité pour renouveler la vision qui a le gouvernement de la ruralité colombienne et pour mettre en œuvre une stratégie de développement rural ajustée aux conditions propres du pays, car les stratégies précédentes ont été fondées sur des politiques de développement « empruntées » aux organisations internationales (c'est le cas des programmes de développement rural intégré DRI).

L'accord prône « la construction d'un nouveau paradigme de développement et de bien-être territorial au profit des nombreux secteurs de la population, jusqu'ici victimes d'exclusion et de désespoir » [Notre traduction] (Gobierno Nacional et FARC-EP, 2016, p. 3). Cependant, comme mentionné par Fajardo (2019b), pendant les négociations, il y a eu une forte résistance de la part des représentants du gouvernement à discuter, voire négocier, la stratégie du développement rural du pays et le gouvernement a promu des stratégies plutôt contradictoires. Par exemple, lorsque l'accord pour la redistribution des terres en friche aux paysans était en cours de signature, le projet d'implantation des « Zones d'intérêt de développement rural, économique et social » (ZIDRES) était promu pour favoriser les grands projets d'investissement dans les mêmes terres.

L'accord reconnaît qu'au centre du conflit armé se trouvent les inégalités dans les milieux ruraux et dans la distribution et la concentration des terres, c'est pourquoi il a été accordé de promouvoir une approche de développement rural territorial à travers trois stratégies de « réforme rurale intégrale » : (i) l'accès à la terre et l'utilisation des terres improductives à travers la création d'un fonds foncier, la formalisation des titres fonciers, un nouveau système d'information cadastrale, la formalisation des zones de réserve paysanne (ZRC), entre autres (ii) l'implantation des « Plans nationaux pour la réforme rurale intégrale » contenant des mesures pour réduire la pauvreté et les inégalités dans les campagnes colombiennes grâce à la fourniture des biens et de services publics en infrastructure, santé, éducation et aux mesures qui soutiennent la production et la

---

<sup>70</sup> Les autres quatre points portent sur la participation politique, la fin des hostilités et le compromis de déposer les armes, la recherche de solutions au problème des drogues illicites et la réparation des victimes du conflit par la création d'un « système intégré de vérité, justice, réparation et non répétition ». L'accord a un sixième point qui concerne les procédures pour l'implantation, la vérification et le renouvellement de l'accord.



commercialisation des produits issus de l'agriculture paysanne et (iii) la mise en œuvre des « programmes de développement avec une approche territoriale (PDET) » pour les zones marginalisées et les plus touchées par le conflit armé (Gobierno Nacional et FARC-EP, 2016). Les PDET sont au centre de la « réforme rurale intégrale » et se fondent sur la décentralisation et la participation citoyenne dans la planification du territoire et du développement des milieux ruraux marginalisés (Penagos *et al.*, 2016).

Ainsi, pour l'accompagnement de cette « réforme rurale intégrale », au moins trois institutions ont été créées : l'Agence de développement rural (ADR) responsable de gérer, promouvoir et financer le développement agricole et rural dans les territoires, l'Agence nationale des terres (ANT) qui est responsable de la délivrance des titres de propriété et de l'attribution des terres en friche de la nation et l'Agence de rénovation du territoire (ART) qui coordonne les institutions et les projets qui visent la rénovation des territoires ruraux touchés par le conflit armé.

L'Institut Kroc, un institut international qui surveille la mise en œuvre des accords de paix, a fait le point dans son quatrième informe sur les avancements dans l'implantation de l'Accord et les principaux freins. Concernant la « réforme rurale intégrale », il a été souligné dans le rapport que peu de progrès ont été faits dans les compromis sur l'accès à la terre et qu'il y a eu seulement quelques avancées dans la planification des programmes de développement avec une approche territoriale (PDTE) et dans l'obtention de financement de la Banque mondiale et le Banque interaméricaine de développement pour la création d'un nouveau système d'information cadastrale (Kroc Institute, 2020). D'après Estrada (2019), le peu de succès dans l'implantation de l'Accord est lié au manque de volonté politique. Selon lui, il y a une lutte entre ceux qui ne veulent pas l'implantation de l'Accord et ceux qui défendent « le potentiel transformateur et réformiste des accords » [Notre traduction] (p.15). Le gouvernement d'Ivan Duque (2018-2022) fait partie des premiers : il dévalorise l'importance de l'Accord et a un « double discours » en affirmant qu'il donnera une continuité à ce qui a été mis en œuvre par le gouvernement précédent, mais

matérialisant une version différente de ce qui a été accordé, se limitant à la mise en œuvre que de programmes de réinsertion sociale des ex-combattants<sup>71</sup>.

Les négociations de l'Accord ont mis aussi l'agriculture familiale au centre des débats politiques et académiques sur le développement des milieux ruraux, il s'agit d'une forme sociale et technique d'agriculture qui a été promue cette décennie comme porteuse d'un modèle alternatif de développement rural et qui est l'objet de la section suivante.

#### 2.4 Un développement rural via les agriculteurs familiaux?

Parallèlement à la négociation de l'Accord de paix, durant les années 2010 l'enthousiasme pour la revalorisation de la catégorie d'agriculture familiale sur le plan international a aussi eu un écho en Colombie. Dans plusieurs scénarios et à travers différents acteurs, cette catégorie marginalisée auparavant a gagné de la reconnaissance. Comme souligné par Roudart (2018) et Peemans (2018), dans les années quatre-vingt-dix, de nombreux auteurs ont prédit la disparition de la paysannerie, entre autres, parce que les piliers du modèle de développement dominant, soit la modernisation technologique de la production agricole et la dépendance aux marchés, allaient les transformer en agriculteurs professionnels. Cependant, aujourd'hui, les agriculteurs familiaux, dont les agriculteurs paysans sont l'une des composantes fondamentales, « [...] se revendiquent comme acteurs de trajectoires alternatives de développement agricole et rural » (Roudart, 2018, p.7). Dans les mots de Machado (2013), les agriculteurs familiaux seraient porteurs d'un modèle de développement rural alternatif, dit « propaysan ».

Durant cette décennie les organisations internationales, notamment la FAO, ont promu différentes initiatives dans le pays pour valoriser et supporter les agriculteurs familiaux. Elles ont participé à la mise en œuvre des réunions, des conférences et des séminaires de discussion, à l'exécution de projets visant à accroître la productivité et l'intégration des agriculteurs familiaux aux marchés et à la mise en œuvre des politiques publiques favorables aux petits agriculteurs. Selon la FAO (2018), les agriculteurs familiaux ont un rôle important « pour lutter contre la faim et la pauvreté, garantir

---

<sup>71</sup> Les membres du parti politique « Parti commun des forces révolutionnaires alternatives » formé par les anciens combattants des FARC-EP après la signature de l'accord de paix ont dénoncé en juin 2020 l'assassinat de 200 ex-guérilleros depuis 2016, le manque de garanties et de mesures de protection pour les démobilisés (El Espectador, 2020).

la sécurité alimentaire et la nutrition, améliorer les moyens d'existence, gérer les ressources naturelles de façon durable, protéger l'environnement et promouvoir le développement durable » (p. 7). Plus spécifiquement et concernant leurs pratiques, il est souligné que :

Les agriculteurs familiaux sont les dépositaires des systèmes agricoles fondés sur des cultures multiples, un atout clé pour améliorer la résilience en cas de mauvaises récoltes et de chocs défavorables en matière de prix, ainsi que pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels, par opposition aux systèmes agricoles centrés sur un petit nombre de cultures de base. Les systèmes de cultures multiples s'adaptent plus facilement à l'agriculture à faible intensité de carbone, car ils sont moins dépendants des combustibles fossiles pour la production et le transport des aliments frais vers les marchés locaux. Les agriculteurs familiaux sont tout indiqués pour promouvoir la durabilité environnementale des systèmes agricoles, dans la mesure où ils connaissent les capacités des écosystèmes et des sols au niveau local, et ils préservent les semences et d'autres ressources génétiques (FAO, 2018, p. 6).

Dans le cadre de l'Accord de paix, le groupe armé FARC-EP et les acteurs qui ont participé à la négociation se sont également appropriés la catégorie d'agriculture familiale. L'un des axes de la négociation et le premier point de l'Accord concernant le développement rural sont liés à l'agriculture familiale. L'Accord reconnaît le rôle fondamental qu'elle a dans « [...] le développement de la campagne, l'éradication de la faim, la création d'emplois et des revenus, la dignité et la formalisation du travail, la production alimentaire et, en général, dans le développement de la nation, en coexistence avec d'autres formes de production agricole » [Notre traduction] (Gobierno Nacional et FARC-EP, 2016, p. 11). Sur cette base, l'Accord propose le principe de « développement intégré des milieux ruraux » qui cherche la coexistence des « [...] différentes formes d'agriculture existantes : agriculture familiale, agro-industrie, tourisme, agriculture commerciale à grande échelle » (Ibidem, p. 12) ainsi que la promotion de la compétitivité et de la productivité des milieux ruraux.

Le gouvernement de Juan Manuel Santos de son côté, a aussi adopté la catégorie d'agriculture familiale. Il s'est engagé à soutenir et à promouvoir l'agriculture familiale en lançant, à travers la résolution 267 de 2014, le premier programme d'appui à l'agriculture familiale (PAF) dans le pays. Il s'agit d'un programme ambitieux du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) destiné à 50 000 familles paysannes dans 18 départements du pays. Avec un investissement de 292 millions d'USD, le programme d'appui à l'agriculture familiale (PAF) visait

à financer la production agricole, la construction des infrastructures en milieu rural et à supporter la production, la commercialisation et l'intégration aux marchés des petits producteurs. L'objectif ultime du programme était d'augmenter les capacités productives et commerciales des agriculteurs familiaux :

[...] le Programme d'agriculture familiale aura pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale, l'amélioration de la qualité de vie et les revenus des petits et moyens producteurs ruraux, et l'amplification de la classe moyenne rurale à travers la promotion des projets intégrés de production, de transformation et de commercialisation [Notre traduction] (MADR, 2014, p. 2)

Le programme n'a été financé que pendant un an et comme le souligne Acevedo, ce programme a été planifié sans la participation des organisations rurales et a été conçu :

[...] sous les mêmes lignes directrices des programmes précédents, favorisant les groupes des agriculteurs les plus forts, l'entrepreneuriat et les subventions; ignorant complètement les caractéristiques et les exigences des agriculteurs familiaux qui étaient exclus des intérêts du gouvernement [...] [Notre traduction] (Acevedo, 2018, p. 2).

Ce gouvernement a aussi promu des politiques de développement pour rendre plus productive l'agriculture familiale comme la Loi 1776 de 2016<sup>72</sup> pour l'établissement et la promotion des « Zones d'intérêt de développement rural, économique et social » (ZIDRES) notamment dans la région de l'Orinoquia, ce qui favoriserait plutôt les grands entrepreneurs et les investisseurs étrangers. Comme l'explique Torres-Mora (2020), dans les ZIDRES, l'exploitation agricole via les monocultures et les partenariats entre les agriculteurs familiaux, propriétaires des terres, et les entreprises agro-industrielles sont privilégiés. Les grandes entreprises seraient responsables de l'exploitation et de fournir le capital et la technologie, ce qui a été largement critiqué par les associations paysannes, certaines ONG comme Oxfam et différents chercheurs, qui considèrent que les grandes extensions en monoculture ne sont pas nécessairement plus productives. L'établissement des « Zones d'intérêt de développement rural, économique et social » ZIDRES favorise aussi la production pour l'exportation, au détriment de la production vivrière et de la

---

<sup>72</sup> Depuis la promulgation de la loi 1776 de 2016, le gouvernement a adopté trois décrets pour la mise en œuvre des ZIDRES. Le décret 1273 de 2016 pour les réglementer, le document du conseil national de politique économique et sociale CONPES 3917 de 2018 qui identifie les aires potentielles pour leur établissement (environ 7 millions d'hectares) et le décret 1396 de 2018 approuvant la première ZIDRE.

production agricole traditionnelle pour le marché national. Dans le cadre de ces alliances stratégiques, les familles paysannes deviendraient des ouvriers et seraient soumises au contrôle de la terre et des moyens de production par les entrepreneurs (OXFAM, 2014; Torres-Mora, 2020). D'après Fajardo (2019b), cette incitative du gouvernement d'établir les ZIDRES va à l'encontre de l'Accord de paix, car elle privilégie les entreprises privées qui ont de grands projets agro-exportateurs en facilitant l'achat et la concentration des terres qui à l'origine ont été attribuées aux paysans en tant qu'« unités agricoles familiales (UAF) »<sup>73</sup>.

Différentes organisations des milieux ruraux se sont également mobilisées autour de l'agriculture familiale durant cette décennie. En suivant les recommandations de la Via Campesina et du Forum Rural Mondial, en 2012 le comité national pour la promotion de l'agriculture familiale (CIN-AF) a été créé. La composition du comité est très hétérogène : il rassemble plus de 130 organisations paysannes, organisations de producteurs<sup>74</sup>, centres de recherche, ONG et autres institutions comme l'Église catholique, distribuées en 15 comités nationaux. Les comités nationaux visent à : (i) influencer la formulation d'une politique publique différenciée pour l'agriculture familiale (ii) promouvoir les alliances entre mouvements sociaux (iii) stimuler les recherches académiques et plus particulièrement les recherches participatives et celles qui prennent en compte les connaissances traditionnelles des agriculteurs et (iv) faire connaître l'importance et les contributions de l'agriculture familiale pour le pays. Les membres de différents comités ont promu des campagnes pour la prolongation de l'année de l'agriculture familiale à la décennie de l'agriculture familiale (AIAF+10) et la campagne permanente « cultiver la paix avec l'agriculture familiale ». Depuis 2017, le comité national pour la promotion de l'agriculture familiale (CIN-AF) a été restructuré avec la création du réseau national d'agriculture familiale (RENAF), mais qui maintient les mêmes objectifs politiques, de recherche, de mobilisation et de communication du CIN-AF (RENAF, 2020). Au sein du réseau national d'agriculture familiale (RENAF),

---

<sup>73</sup> Les « unités agricoles familiales » (UAF) sont des terres en friche qui ont été attribuées aux paysans dans le cadre de la Loi 135 de 1961 de réforme agraire pour garantir l'accès des petits producteurs à un espace pour la production. Les UAF ont été définies comme les extensions de terre nécessaires pour qu'une famille paysanne ait une vie digne à travers la production agricole en attribuant aussi le titre foncier dudit terrain. Les UAF se sont maintenues avec la Loi 160 de 1994 et les méthodologies pour calculer une UAF en fonction des caractéristiques de la région et l'usage des sols, ainsi que les normes pour sa régulation ont été précises; une UAF peut d'ailleurs aller de quelques hectares à centaines d'hectares selon la région.

<sup>74</sup> Aujourd'hui les producteurs urbains, périurbains et néo-ruraux qui s'identifient eux-mêmes comme des agriculteurs familiaux ont aussi des représentants dans le réseau national d'agriculture familiale (RENAF).

l'agriculture familiale est définie comme « le mode de vie des agriculteurs autochtones, des Afro descendants, des pêcheurs, des paysans et d'autres groupes ruraux, pour lesquels la terre et le travail rural représentent un moyen de production et de reproduction social basé sur le travail familial » (Angarita, 2020).

En août 2014, les organisations membres du comité national pour la promotion de l'agriculture familiale (CIN-AF) se sont prononcées contre le programme d'appui à l'agriculture familiale (PAF) en argumentant que le programme impulsé par le gouvernement « [...] conçoit l'agriculture familiale comme une catégorie de l'agriculture entrepreneuriale et non comme un système socio-économique et culturel de production et de création de bien-être rural »<sup>75</sup> (CIN-AIAF, 2014, p. 1). Les membres du CIN-AF ont proposé au gouvernement une reformulation de la résolution 267 de 2014 pour placer au centre du programme l'agriculteur familial et non le marché, ainsi que la création d'un groupe de travail (Table technique de l'agriculture familiale et de l'économie paysanne) pour l'élaboration des orientations en matière de politiques publiques pour l'agriculture familiale en incluant les représentants des organisations rurales et l'inclusion des mesures de vérification des avances du programme. En octobre 2014 dans le cadre de l'audience publique intitulée « le futur des familles rurales », le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) s'est engagé à la révision du programme d'appui à l'agriculture familiale (PAF) et à avancer dans la proposition des politiques publiques favorables à l'agriculture familiale (CIN-AIAF, 2014).

Entre 2016 et 2017, le groupe de travail de la table technique a eu différentes rencontres avec la participation du réseau national d'agriculture familiale (RENAF), des institutions étatiques, des universités, des ONG, de la FAO, entre autres. Ces rencontres ont abouti à l'établissement des lignes directrices pour la « Politique publique pour l'agriculture paysanne, familiale et

---

<sup>75</sup> Les préoccupations concernant le programme d'appui à l'agriculture familiale (PAF), qui ont été présentées auprès du gouvernement, comprenaient : (i) le manque de connaissances du gouvernement sur les agriculteurs familiaux et de leurs besoins, en réduisant leur rôle uniquement à la génération de richesse, (ii) l'approche entrepreneuriale du programme qui ignore les agriculteurs familiaux en tant qu'acteurs sociaux, (iii) l'exclusion des agriculteurs familiaux les plus pauvres dédiés à l'agriculture « de subsistance », des femmes et des jeunes, (iv) la négligence de la question de la propriété foncière qui est au centre des préoccupations des agriculteurs familiaux, (v) le peu d'importance accordée aux marchés locaux, aux savoirs traditionnels, à la recherche et à l'assistance technique (au-delà de l'assistance dans l'utilisation des produits agrochimiques) et (vi) le contrôle des semences indigènes par les processus de certification.

communautaire » adoptées ensuite par la résolution 464 de 2017 (qui a abrogé la résolution 267 de 2014). Ce consensus autour des lignes directrices a été atteint dans le contexte des négociations de l'Accord de paix et a fait recours aux données du troisième recensement agricole national de 2014. En fait, le recensement qui a été fait 44 ans après le deuxième de 1970 a été révélateur de la situation actuelle des agriculteurs y compris les agriculteurs familiaux, qui selon Acevedo *et al.* (2018) représentent 81,1% des unités de production du pays, et a mis en évidence le grave état de la concentration de la terre et les grandes inégalités dans les milieux ruraux (tableau 2.1).

Tableau 2.2 Principaux résultats du troisième recensement national agricole de 2014 (DANE, 2016)

L'objet d'étude du recensement national agricole a été les « unités de production agricole » UPA : une unité d'organisation de la production agricole qui remplit trois conditions : (i) produit des biens agricoles, forestiers, d'élevage ou d'aquaculture pour l'autoconsommation ou la vente (ii) a un seul producteur qui assume la responsabilité et les risques de l'activité agricole et qui (iii) utilise au moins un moyen de production tel que des machines, des constructions, des équipements ou de la main-d'œuvre sur place (DANE, 2016). Parmi les résultats figurent :

- **38,6% des sols en Colombie sont destinés à l'agriculture** (43 millions ha), dont 80% sont utilisées pour les pâturages (34,4 millions ha) et 19,7% pour l'agriculture (8,5 millions ha). Dans les territoires des ethnies (peuples autochtones, territoires des communautés noires et territoires ancestraux), qui occupent 40 millions d'hectares, 90,8% sont destinés aux forêts naturelles et 6,9% à l'agriculture.
- La grande majorité des unités de production agricole (UPA) sont des petites unités de production qui ont **moins de 5 ha (70,4%) et occupent 2,0% des terres en milieu rural** (2 160 347 millions ha). Les unités de production agricole entre 5 et 10 hectares (10,7%) occupent 1,7% des terres et celles entre 10 et 50 ha (13,8%) occupent 6,6% des terres. De l'autre côté se trouvent les unités agricoles qui ont 1000 ha ou plus, qui représentent **0,2% des unités de production agricole et concentrent le 73,8% de la terre.**
- Dans de **moins de 5 ha, 81,9% des terres sont destinées à la production agricole** et 77,9% dans les petites unités de production agricole de 5 à 10 ha. Parmi les unités de production agricole (UPA) de plus de 500 ha par contre, plus des trois quarts des terres sont utilisés pour les pâturages.
- Il y a **4,5 millions de travailleurs agricoles** dans le pays, dont 22,6% sont des femmes et 77,4% d'hommes. Ainsi, il a été estimé que dans le territoire coexistent **2,7 millions de producteurs** (69,5% avec des unités de production agricole UPA de moins de 5 ha et 0,2% dans les unités de plus de 1000 ha) dont 36,4% sont des femmes et 63,6% des hommes.
- Au niveau de la production, dans **55,9%** des unités de production agricole UPA il y a au moins une partie de la terre destinée à la production **pour l'autoconsommation** (74,8% dans les territoires ethniques). 33,3% des producteurs ont déclaré l'utilisation d'un système d'irrigation, seulement 16,4% utilisent machinerie, 16,5% reçoivent une assistance technique (en termes de bonnes pratiques agricoles, de commercialisation, de crédit, de gestion des sols, entre autres) et 10,7% des producteurs ont déclaré aussi avoir eu accès aux crédits.

La résolution 464 de 2017 et les lignes directrices qui l'accompagnent adoptent la catégorie d'agriculture paysanne, familiale et communautaire (ACFC) pour inclure la diversité d'acteurs et les divers systèmes de production de l'agriculture familiale propres au pays. L'ACFC est définie comme:

[...] le système de production et d'organisation géré et exploité par les femmes, les hommes, les familles et les communautés paysannes, indigènes, noires, afro descendantes, *raizales* et *palenqueras* qui coexistent dans les territoires ruraux du pays. Dans ce système de production se réalisent principalement des activités de production, de transformation et de commercialisation des biens et des services agricoles, d'élevage, de pêche, d'aquaculture et sylvicoles; qui est généralement complétée par des activités non agricoles. Cette diversification des activités et des moyens de subsistance se fait principalement par la gestion et le travail de la famille, d'une association ou de la communauté, mais la main-d'œuvre salariée peut être également utilisée. Le territoire et les acteurs qui gèrent ce système sont étroitement liés et co-évoluent en combinant des fonctions économiques, sociales, écologiques, politiques et culturelles [Notre traduction] (MADR, 2017a, p. 13).

Selon Acevedo *et al.*, (2018) ce concept, qui fait consensus entre les membres de la table technique y compris le réseau national d'agriculture familiale (RENAF), intègre trois approches : l'approche territoriale du développement rural, la pluriactivité et celle de la multifonctionnalité. Quatre critères pour identifier un agriculteur familial sont établis dans les lignes directrices: (i) la prédominance de l'activité agricole (ii) l'utilisation prédominante de la main-d'œuvre familiale ou communautaire (supérieure ou égal à 50%) (iii) l'aire de l'unité productive qui ne doit pas dépasser les 5 ha (sauf pour les communautés ethniques) et (iv) l'agriculteur doit vivre dans un périmètre fonctionnel de l'unité agricole. Selon ces critères et les résultats du recensement agricole national, 57,52% des unités de production agricole (UPA) correspondent à la définition de l'agriculture paysanne, familiale et communautaire (ACFC) (61,2% des producteurs) (MADR, 2017).

D'après Acevedo (2018), la résolution 464 de 2017 est :

[...] la proposition la plus forte dans le cadre politique actuel, visant à renforcer l'agriculture familiale avec des politiques différenciées avec des programmes qui vont au-delà de la vision institutionnelle qui les considère comme des producteurs « arriérés » qui doivent être liés de manière forcée à la dynamique de la production commerciale à grande échelle et au marché mondial [Notre traduction] (2018, p. 4).



Dans cette résolution, 19 stratégies de politique publique pour soutenir l'agriculture familiale sont proposées, à savoir : l'amélioration des services de base dans les milieux ruraux, la prestation des services financiers, d'extension et de formation, l'accès à la terre, la promotion de la participation et l'organisation communautaire, l'impulsion des circuits courts de commercialisation, l'appui aux services ruraux non agricoles tels que le tourisme et la promotion des pratiques agroécologiques (MADR, 2017).

Concernant les pratiques agroécologiques, comme le réseau national d'agriculture familiale (RENAF) le souligne, la résolution est la première réglementation de la part du gouvernement qui reconnaît l'importance de l'agroécologie et d'autres sujets comme la souveraineté alimentaire qui fait partie des revendications sociales et politiques des mouvements paysans. Depuis 2017, parallèlement à la table technique, un processus de construction d'une politique publique avec la participation du (RENAF), le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR) et de la FAO entre autres, pour la promotion de l'agroécologie a débuté (RENAF, 2018). Ainsi, depuis 2018, le réseau national d'agriculture familiale (RENAF) a fait de l'agriculture durable et surtout de l'agroécologie, l'un de ses thèmes stratégiques<sup>76</sup>. Bien qu'il soit reconnu que l'agriculture familiale en Colombie est très hétérogène et que tous les agriculteurs familiaux ne suivent pas des pratiques écologiques ou d'agriculture durable, Acevedo *et al.* (2019) soulignent l'agroécologie comme « l'approche la plus prometteuse pour soutenir l'agriculture familiale » et pour impulser le développement rural dans le pays<sup>77</sup>. L'agroécologie revalorise les connaissances et les pratiques traditionnelles des agriculteurs familiaux telles que : le recyclage de ressources, la diminution de

---

<sup>76</sup> Bien que le réseau national d'agriculture familiale RENAF impulse l'agroécologie, l'axe thématique d'agriculture durable comprend également d'autres systèmes de production comme ceux d'agriculture biologique, d'agriculture biodynamique, d'agriculture naturelle, entre autres. Comme mentionné par l'un des représentants du RENAF récemment, toutes les formes de production qui, pour le réseau (RENAF), sont de l'agriculture durable ont une place dans le réseau (Angarita, 2020). Les deux autres thèmes stratégiques sont « genre et jeunesse » et « économie solidaire et commerce équitable ».

<sup>77</sup> Sur le plan théorique, le développement de l'agroécologie en Colombie commence entre les années 70 et 80 dans le cadre de l'essor des courants de pensée environnementalistes permettant de rendre visibles les différentes formes d'agriculture alternatives à l'agriculture industrielle (León-Sicard *et al.*, 2015). Ainsi, depuis les années 80, de nombreux programmes d'éducation au niveau secondaire et de formation universitaire et plusieurs recherches scientifiques qui se fondent sur l'agroécologie ont été lancés. Au niveau des pratiques, l'agroécologie est mobilisée et impulsée par plusieurs ONG et l'Église catholique dans leurs projets avec les communautés rurales et dans le cadre des programmes de formation des « Écoles paysannes » en agroécologie. Sur le plan sociopolitique, l'agroécologie est la base des différents mouvements ruraux du pays et de ceux liés à la Via Campesina comme FENSUAGRO (Fédération nationale syndical unitaire agricole) et les zones de réserve paysanne (ZRC) qui ont fait de l'agroécologie « leurs stratégie politique et productive » (Acevedo *et al.*, 2019).

l'utilisation des intrants et surtout des intrants chimiques, la mise en œuvre des systèmes de production diversifiés et avec leurs propres innovations technologiques. Plus largement, l'agroécologie permet de renforcer l'autonomie des communautés rurales et d'accomplir des fonctions environnementales telles que la protection de la biodiversité, des sols, de l'eau et des fonctions sociales comme la participation, le renforcement des liens communautaires, l'incidence politique, entre autres.

Jusqu'à aujourd'hui, la résolution 464 de 2017 n'a pas le statut de loi et comme le mentionne Acevedo, elle reste soumise à la volonté du ministère de l'Agriculture et du Développement rural MADR (Acevedo, 2018). En fait, le gouvernement actuel mobilise la définition d'agriculture paysanne, familiale et communautaire (ACFC) dans ses différentes politiques, mais les stratégies pour la soutenir semblent se distancer de ce qui a été accordé dans la résolution. En 2018 par exemple, le gouvernement s'est abstenu de signer la déclaration sur les droits des paysans des Nations Unies<sup>78</sup> qui reconnaît les droits paysans et établit des lignes directrices pour l'élaboration de politiques publiques différenciées. Cette abstention du gouvernement a inquiété les organisations des agriculteurs familiaux du pays, le réseau national d'agriculture familiale (RENAF) et d'autres organisations paysannes comme FENSUAGRO et le Sommet agraire, paysan, ethnique et populaire ont publié un manifeste dans lequel ils expriment leur indignation, adoptent eux-mêmes la déclaration et exigent à l'État « [...] la reconnaissance et l'implantation des droits qui sont énoncés dans la déclaration, soulignant la primauté des droits de l'Homme sur d'autres types des conditionnements économiques » [Notre traduction] (RENAF, 2019). Comme l'indique DeJusticia (2018), même si le gouvernement s'est abstenu, la déclaration fournit les outils pour que les paysans aient une influence à trois niveaux : (i) au niveau normatif où les différentes instances judiciaires puissent utiliser la déclaration dans la résolution des conflits qui impliquent la paysannerie (ii) au niveau politique la déclaration permet de demander l'établissement de politiques

---

<sup>78</sup> La « Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (A/RES/73/165) » a été adoptée le 17 décembre de 2018 avec 121 votes à faveur, 8 contre et 54 abstentions. Comme le synthétise Hubert (2019), la déclaration est exceptionnelle parce qu'elle est le fruit d'un processus de 20 ans du travail impulsé par les paysans y compris les membres de la Via Campesina. La déclaration vise, par l'incorporation au droit international, la reconnaissance des paysans, la revendication du rôle des paysans dans la société, le renforcement et la protection des droits et surtout du droit à la dignité de ces groupes oubliés, marginalisés et considérés comme « des citoyens de seconde zone » par tout dans le monde. Elle contient aussi les droits à la terre et à l'adoption des réformes agraires, à la souveraineté alimentaire, à la conservation de la biodiversité, à une rémunération juste, aux semences et à la protection des cultures et des savoirs traditionnelles, entre autres.

publiques et de lois favorables à la paysannerie, ainsi que la mise en œuvre de l'Accord de paix et (iii) au niveau des communautés paysannes, être reconnus internationalement comme sujets de droit, influence positivement leur travail et leur donne un pouvoir d'action.

En décembre de 2018, le gouvernement a lancé le programme « *Coseche, venda a la fija* » pour soutenir l'agriculture familiale. Le programme vise à promouvoir les alliances avec les entreprises agroindustrielles et d'autres incitations comme une marge de crédit spéciale à faible taux d'intérêt, des services d'assistance technique et pour la commercialisation, entre autres (MADR, 2018). Dans les mots du président Ivan Duque (2018-2022) « Ce programme [...] vise à permettre aux paysans de passer d'un statut de vendeur ou de producteur de subsistance à celui de grand entrepreneur » [Notre traduction] (Presidencia, 2018), ce qui s'éloigne des stratégies proposées dans la résolution 464 de 2017 qui cherchent à favoriser les pratiques agroécologiques, les marchés paysans et les circuits courts de commercialisation. Ce gouvernement a aussi promu la Loi 2046 de 2020 concernant la promotion de la production agroécologique et la participation des petits producteurs agricoles et des agriculteurs familiaux aux marchés pour l'achat des aliments par les institutions publiques. Cette loi a été remise en question par les membres du réseau national d'agriculture familiale (RENAF) qui considèrent qu'elle est excluante et que les bénéficiaires du projet pourraient être d'autres acteurs comme les moyens et grands producteurs et non nécessairement des agriculteurs familiaux. En fait, la Loi 2046 de 2020 « mélangerait » deux catégories de producteurs qui selon les membres du réseau national d'agriculture familiale (RENAF) sont différents : la petite production agricole et l'agriculture paysanne, familiale et communautaire (ACFC). La loi exclut également des acteurs comme les producteurs qui ne font la transformation des produits et des acteurs importants dans la « Table nationale des achats publics », ce qui va à l'encontre de la résolution 464 et des accords de paix (RENAF, 2020).

Finalement, deux projets controversés de l'Agence nationale des terres (ANT) pour le développement rural du pays ont débuté en 2020. Ces projets, comme le prévient Machado (2020), pourraient favoriser, à travers l'attribution des terres en friche aux grands entrepreneurs, la concentration de la terre au détriment des paysans sans terre, des agriculteurs familiaux et de ce qui a été accordé dans les négociations de paix. D'une part se trouve le projet qui vise à réglementer les « zones de développement entrepreneurial » (ZDE) pour l'attribution des friches de l'État aux grandes entreprises nationales ou étrangères. Il s'agit d'un projet similaire à celui de la création des

« Zones d'intérêt de développement rural, économique et social » (ZIDRES) expliqué ci-dessus, où les terres à attribuer aux paysans sans terre, aux agriculteurs familiaux et aux victimes du conflit armé seront plutôt destinées aux grandes entreprises. Cependant, comme le soulignent les membres de la corporation pour la protection et le développement des territoires ruraux (PRODETER, 2020) à la différence des « Zones d'intérêt de développement rural, économique et social » ZIDRES, les « zones de développement entrepreneurial » ZDE n'envisagent aucune alliance entre les grandes entreprises agricoles et les agriculteurs familiaux. Négliger les agriculteurs familiaux du projet d'établissement des « zones de développement entrepreneurial » ZDE serait défavorable à la protection des droits des paysans et légitimerait l'expulsion des communautés rurales qui revendiquent des droits fonciers depuis des années. D'autre part, se trouve un projet de loi qui établit les exceptions dans la concession des friches de l'État, ce qui permettrait l'attribution aux grandes entreprises de plus d'une unité agricole familiale (UAF), ce qui selon la région du pays pourrait atteindre d'énormes extensions de terres<sup>79</sup> (Machado, 2020).

## 2.5 Conclusion

Lors de ce chapitre, nous avons vu que les différents gouvernements depuis les années cinquante ont favorisé un modèle de développement rural privilégiant la modernisation des milieux ruraux et le développement de la production agricole à grand échelle, notamment l'agriculture entrepreneuriale et les modèles de production agro-industriels et exportateurs. Nous avons identifié que le développement rural en Colombie a eu fondamentalement deux grands moments : une période de développement dit « protectionniste » avant les années quatre-vingt-dix, suivie d'une période de développement « vers l'extérieur » dans le cadre de l'adoption des politiques d'ouverture économique qui demeure jusqu'à aujourd'hui. Nous avons constaté aussi que le conflit armé a été un outil pour imposer un modèle de développement qui privilégie majoritairement l'intérêt des secteurs privés (nationaux et étrangers) où les communautés qui habitent les régions rurales considérées comme stratégiques pour lancer de grands projets de développement sont déplacées.

---

<sup>79</sup> Rappelons que les « unités agricoles familiales » (UAF) sont des terres en friche attribuées aux paysans. Une unité agricole familiale (UAF) équivaut à l'extension de terre nécessaire pour qu'une famille paysanne ait une vie digne à travers la production agricole en attribuant aussi le titre foncier dudit terrain; selon la région du pays, la taille d'une UAF peut varier en termes de superficie.

Au fil du temps, les territoires ruraux et les communautés paysannes vus comme « en retard » ont été transformés, voire fragmentés, et reconstruits par la suite sous la prémisse d'un développement qui favorise surtout la croissance économique. Comme décrit par Corrales et Forero (1992), le modèle de développement dominant dans le pays ne contient pas des politiques de développement rural appropriées, ce qui a conduit à considérer la paysannerie comme « [...] un secteur désarticulé, marginal, homogène et en voie d'extinction qui ne mérite qu'un appui d'urgence ou à être considéré comme cible des politiques sociales » [Notre traduction] (1992, p. 60). Au lieu de renforcer la production familiale et l'articulation de l'agriculture paysanne aux systèmes agroalimentaires, la seule alternative proposée pour la paysannerie a été la conversion en entrepreneurs modernes ou la disparition.

Nous avons également constaté que le secteur paysan comporte une multiplicité d'acteurs, qui ne sont pas tous organisés et que ceux qui s'organisent se ressemblent dans des organisations sociales très hétérogènes. En fait, les paysans en Colombie ne sont pas un groupe social homogène<sup>80</sup> et comme le souligne Yie (2018), selon le contexte historique, l'utilisation de la catégorie « paysan » a été liée à différentes luttes sociales pour la terre, pour de meilleures conditions de travail, pour le territoire, entre autres. S'il était initialement utilisé pour désigner les habitants ruraux qui travaillaient la terre, le terme paysan au fil du temps a été lié à différents processus et a eu des connotations différentes selon le contexte et les acteurs qui se l'approprient. Par exemple, l'État dans les années cinquante et soixante a conçu les paysans comme une classe sociale opprimée à développer, dans les années soixante-dix, ils ont été représentés comme des populations rurales pauvres ou de petits producteurs à moderniser et dans les années quatre-vingt-dix la catégorie n'a pas été utilisée, mais remplacée par d'autres catégories (*p. ex.* entrepreneurs agricoles, population vulnérable, déplacée, victime). Dans les années plus récentes, il y a eu une revalorisation de la

---

<sup>80</sup> Il n'y a pas une définition stricte de ce qu'est un paysan en Colombie. Une définition qui semble faire consensus pour le moment est celle qui a été élaborée par la commission des experts créée par le gouvernement en 2018 pour répondre à la sentence STP2028-2018. La sentence répondait à la demande des organisations paysannes qui exigeaient au gouvernement d'inclure la catégorie « paysan » dans les recensements nationaux et la formulation des politiques publiques en faveur de la paysannerie. La commission a défini le paysan comme un « sujet interculturel, qui s'identifie comme tel, engagé de manière vitale avec le travail direct avec la terre et la nature, immergé dans des formes d'organisation sociale fondées sur le travail familial et communautaire non rémunéré ou sur la vente de sa main-d'œuvre » [notre traduction] (ICANH, 2018, p.7).

catégorie impulsée entre autres par les associations paysannes et les acteurs avec lesquels elles interagissent.

Lors des dernières années, nous remarquons cette réhabilitation des paysans et cette revalorisation de l'agriculture paysanne, notamment de l'agriculture à petite échelle et plus écologique. Nous croyons que cette revalorisation est due en partie à la diffusion internationale de la catégorie d'agriculture familiale et de l'agroécologie promues en tant que « contre-modèle » de l'agriculture faite par les grandes entreprises. L'agriculture familiale, et plus particulièrement l'agriculture familiale agroécologique, aurait des bienfaits économiques, sociaux et environnementaux, ce qui a motivé un repositionnement dans les programmes politiques de l'agriculture paysanne qui sous la catégorie de « familiale » aurait le potentiel de répondre aux grands défis alimentaires, environnementaux et sociaux d'aujourd'hui; autrement dit, l'agriculture paysanne aurait un rôle importante dans développement des zones rurales.

Nous avons également repéré que, bien que l'exclusion et la marginalisation des communautés rurales et de la paysannerie ne conduisent pas automatiquement à la mobilisation sociale, ceux qui se mobilisent ont progressivement abandonné les actions révolutionnaires. Les protestations continuent d'être une forme importante d'expression des luttes paysannes d'aujourd'hui et à notre avis, une partie des organisations paysannes se positionneraient aussi à travers la catégorie d'agriculture familiale en l'utilisant comme un outil de revendication et de reconnaissance.

Bien qu'il y ait un enthousiasme grandissant et qu'il semble y avoir un consensus autour de l'agriculture familiale, nous constatons qu'elle est une expression ambiguë, qu'elle prend un sens différent selon l'acteur qui se l'approprie. Nous avons identifié qu'elle est portée autant par le gouvernement, que par le monde académique et scientifique, par certains groupes armés et par une partie du mouvement paysan. Nous constatons aussi que les pratiques agroécologiques sont adoptées et promues par un multiplicité d'acteurs y compris les organisations paysannes. Dans le cadre de cette thèse, nous voulons mieux comprendre cette ambiguïté, mieux saisir comment les différents acteurs et particulièrement les organisations paysannes s'approprient l'agriculture familiale et adoptent les pratiques agroécologiques. Ceci en nous posant la question de départ suivante : comment et pourquoi la notion d'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont appropriées par les mouvements paysans?

Pour expliquer cette appropriation, dans le prochain chapitre, nous allons examiner les principaux courants théoriques s'intéressant aux mouvements sociaux. L'évolution de la pensée sur la mobilisation sociale n'a pas suivi une trajectoire linéaire, il y a eu plutôt des rapprochements et des ruptures entre les différents courants. Nous tenterons de faire une reconstruction de ce parcours en nous concentrant sur quatre grands paradigmes : le paradigme des comportements collectifs, le paradigme de la mobilisation de ressources, le paradigme cognitiviste et le paradigme développé par l'école des nouveaux mouvements sociaux. Nous allons explorer également comment les mouvements sociaux de l'Amérique latine ont été étudiés, notamment les mouvements paysans. À la lumière de ce portrait fait dans le chapitre 3, dans le chapitre 4 nous reformulerons notre question de recherche et présenterons les approches théorique et méthodologique retenues pour y répondre.

### CHAPITRE 3

## L'ÉTUDE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Au cours des deux premiers chapitres, nous avons remarqué que l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont devenues visibles au cours de la dernière décennie, entre autres pour être porteuses de ce qui serait un projet alternatif en matière de développement agricole et rural en Amérique latine et qui s'opposerait au modèle dominant établi depuis les années 1950. À la lumière du cas colombien, nous constatons que l'agriculture familiale est une notion ambivalente, portée par une multiplicité d'acteurs y compris une partie de la paysannerie. Nous constatons aussi que les pratiques agroécologiques sont adoptées et promues par différents acteurs, ce qui nous a conduit à nous intéresser à la manière dont les mouvements paysans s'approprient l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques et plus largement, à mieux comprendre pourquoi les organisations paysannes les mobilisent.

Pour mieux comprendre cette appropriation collective, nous allons explorer dans ce chapitre les principales interprétations théoriques de la sociologie de l'action collective. D'abord, nous allons présenter les constructions analytiques basées sur les facteurs psychosociaux comme la théorie du comportement collectif qui se fonde sur des aspects tels que la privation et la frustration, entre autres. Ensuite, l'émergence des mouvements sociaux des années soixante-dix a conduit à la consolidation des modèles explicatifs basés sur la rationalité des acteurs et les composants structurels des actions collectives. Au-delà des émotions partagées par une collectivité qui peuvent déclencher l'action, selon ces approches qui seront présentées dans la deuxième partie, les mouvements sociaux sont stratégiques et ont un sens de l'organisation. Cette approche a été critiquée pour le peu d'attention portée aux dimensions culturelle et identitaire. Dans le contexte du renouvellement des études sur les mouvements sociaux, impulsé entre autres par l'émergence des mouvements sociaux des années quatre-vingt, émergent deux approches contestataires qui cherchent à expliquer les actions collectives dans lesquelles la classe sociale n'est plus l'axe d'articulation et qui ont des intérêts qui dépassent les demandes économiques et politiques. Nous nous référons à l'approche cognitive, fondée sur la notion des « cadres de l'expérience », et au courant des « nouveaux mouvements sociaux ». Pour conclure, nous allons explorer comment les différentes approches ont été adoptées en Amérique latine pour l'étude des mouvements sociaux



de la région et nous allons exposer l'intérêt de la dernière approche pour comprendre les mouvements paysans contemporains et leurs actions.

### 3.1 Les théories du comportement collectif

L'un des premiers référents théoriques concernant l'action collective est celui des études des comportements collectifs (*Collective Behavior*) qui reposent sur les idées de l'École de Chicago, particulièrement sur les modèles de l'interactionnisme symbolique et du fonctionnalisme. Parmi les comportements collectifs se trouvent les mouvements sociaux, mais aussi un large groupe d'autres situations comme les mouvements religieux, les modes, etc. (Archila, 2019a; Neveu, 2019).

D'après Melucci (1976), l'ouvrage de Robert Park est l'un des pionniers sur le sujet. Depuis les années vingt, Park a insisté sur le fait que « [...] le comportement collectif n'était pas une réalité pathologique, mais une composante fondamentale du fonctionnement normal de la société, ainsi qu'un facteur décisif de changement » (1976, p. 69). Les situations collectives ne sont pas très loin des formes institutionnalisées d'action sociale, elles sont des formes normales de comportement, orientées par des attentes partagées, capables de générer des processus de changement et qui visent de nouvelles normes d'ordre social<sup>81</sup>.

Les fonctionnalistes Parsons et Merton traitent indirectement la question : pour eux les mouvements sociaux sont le résultat d'un contexte de désorganisation sociale. Selon Parsons, les comportements « déviants », y compris les comportements collectifs, sont des pathologies dans l'institutionnalisation des normes et proviennent d'une situation de déséquilibre. Merton fait la différence entre les comportements déviants, ceux qui vont contre les normes sans contester leur légitimité et les comportements non conformes qui veulent changer les normes considérées comme illégitimes pour de nouveaux cadres normatifs. Les mouvements sociaux correspondent alors aux comportements non conformes (Melucci, 1999).

---

<sup>81</sup> Melucci (1999) explique que chez les sociologues classiques, la référence aux mouvements sociaux est indirecte. Ce sont LeBon et de Tarde qui ont abordé la question à partir d'une approche psychologique, en proposant « une image irrationnelle et chaotique de la foule » où les individus sont manipulés par une minorité d'agitateurs et agissent influencés par la suggestion collective.

D'autres auteurs se réfèrent explicitement aux comportements collectifs. Smelser les définit comme « [...] une mobilisation sur la base d'une croyance qui redéfinit l'action sociale » (Smelser, 1996, p. 20). Dans ce sens, un comportement collectif n'est pas un comportement institutionnalisé, orienté par les valeurs et par le système normatif prédominant. Ce sont plutôt des réponses, des actions qui émergent et se mobilisent pour modifier les différentes tensions structurelles qui résultent de la modernisation et qui visent à reconstruire l'ordre social. Les comportements collectifs sont orientés vers l'action, reposent sur des « croyances généralisées » et peuvent être des réactions de panique, des réactions hostiles, un mouvement révolutionnaire, nationaliste, entre autres (Farro, 2000; Smelser, 1996). Blumer, quant à lui, insiste sur le fait que les comportements collectifs émergent de manière spontanée, dynamique et « [...] l'élément fédérateur de ces comportements réside dans leur déficit d'institutionnalisation, la faiblesse des cadres normatifs qui y enserrant l'action sociale ». Les comportements collectifs sont alors une réponse au mauvais fonctionnement de l'ordre social (Neveu, 2019, p. 36). Turner et Killian ont défini les mouvements sociaux comme des actions collectives de résistance ou de promotion des changements sociaux et de nouvelles normes sociales. Ils ont opposé les comportements collectifs aux comportements organisationnels et institutionnels (Diani, 1992). Finalement, Gurr mobilise la notion de « frustration relative », qui est à la base des mouvements sociaux, pour expliquer les tensions entre ce qu'un individu a et ce qu'il espère avoir et qui génère du mécontentement lorsqu'il n'est pas obtenu. Autrement dit, il s'agit d'un solde négatif entre ce que l'individu possède et ce qu'il désire (Neveu, 2019).

Ces différentes approches théoriques du comportement collectif partagent certaines caractéristiques. D'une part, elles ont, d'après Cohen (1985), certains postulats en commun. Les différentes approches font la distinction entre les comportements institutionnels ou conventionnels et les comportements collectifs. Ces derniers sont des comportements non institutionnels, non guidés par les normes sociales existantes qui émergent en réponse aux changements structurels. Le mécontentement, la frustration et l'agression incitent les individus à s'engager dans les mobilisations collectives. Ainsi, les différentes approches coïncident en expliquant que les comportements collectifs ont un cycle de vie médié par un processus de communication, qui va des actions spontanées de la foule à l'émergence des mouvements collectifs. D'autre part, ces différentes approches convergent selon Neveu (2019) dans « quatre séries de déplacements » en

relation aux anciennes approches. D'abord, elles remettent en cause les postulats de la psychologie des foules en défendant que la mobilisation soit dotée de rationalité. Ensuite, il y a un rejet des visions négatives des mouvements sociaux, en les considérant plutôt comme des créateurs de changement. Aussi, pour expliquer la naissance des comportements collectifs ces approches privilégient la logique de la convergence des croyances et des frustrations entre les individus, au détriment des logiques comme celles de contagion, d'imitation, etc. Finalement, les approches oscillent entre la prise en compte des facteurs structurels et l'ancrage psychologique pour expliquer la mobilisation.

Les théories du comportement collectif ont été en plein essor à partir des années cinquante, mais l'émergence des mouvements sociaux des années soixante les ont fortement remise en question parce que « [...] ce ne sont pas strictement les éléments marginaux de la modernisation qui ont déclenché la contestation » [Notre traduction] (Archila, 1998, p. 30). Les différents théoriciens se sont concentrés à expliquer la participation individuelle dans les mouvements sociaux et les comportements collectifs en tant que comportements anormaux face aux comportements institutionnalisés. Néanmoins, leurs explications n'ont pas suffi pour comprendre les actions collectives des étudiants ou des mouvements des droits civiques, qui n'ont pas émergé en réponse à une crise économique et qui ne s'expliquaient pas en termes des croyances généralisées, de déviance, de non-conformité ou d'irrationalité ; ce qui a donné lieu à l'émergence de nouveaux modèles théoriques dans l'analyse des mouvements sociaux (Cohen, 1985; Farro, 2000). Archila (1998) souligne que l'une des premières étapes a été de se questionner sur les motivations des individus à se mobiliser. C'est dans ce contexte qu'émergent d'autres orientations théoriques, comme l'approche dominante de la mobilisation de ressources que nous présenterons dans la section qui suit.

### 3.2 L'approche de la mobilisation des ressources

L'un des initiateurs de l'approche de la mobilisation des ressources a été Mancur Olson, qui a proposé sa théorie de l'action collective à partir d'une approche économiciste des mouvements sociaux influençant largement la pensée, tant des écoles nord-américaines qu'européennes. Au centre de son travail se trouve l'idée que même si un groupe est orienté par un objectif commun et trouve des avantages dans la mobilisation, il ne va pas forcément toujours y recourir. C'est-à-dire

qu'avoir un intérêt collectif ne garantit pas l'action collective et que l'action collective ne se déclenche pas automatiquement. Les mouvements sociaux agissent plutôt en fonction des objectifs communs et visent des biens collectifs, mais l'action est aussi liée aux intérêts individuels de ses membres (Neveu, 2019).

Olson (1992) précise les différences entre les petits groupes et les grands, qui n'ont pas les mêmes rôles dans la société. Les petits groupes, qu'il classifie comme « privilégiés » et « intermédiaires » sont plus actifs, engagés et efficaces. Il est plus facile de prendre des décisions et ses membres sont plus impliqués parce qu'ils savent que leurs efforts vont influencer les résultats. Par contre, dans les grands groupes ou les groupes « latents », l'apport de chaque membre à l'action est limité :

Quand une association a plusieurs membres, l'associé individuel observe que ses propres efforts ou contributions n'auront pas beaucoup d'influence sur le comportement de l'entreprise et s'attend à recevoir sa part prédéterminée des bénéfices, qu'il y ait ou non contribué autant qu'il aurait pu [Notre traduction] (Olson, 1992, p. 65).

L'incitation à travailler et l'implication dans la mobilisation sociale diminuent parce que les membres des grands groupes savent qu'ils vont bénéficier des résultats de toute façon, un phénomène qu'il nomme le passager clandestin (*free-rider*) (Neveu, 2019). Cela conduit à un autre point important de la théorie de l'action collective concernant le consensus : Olson (1992) précise que l'existence d'un consensus parfait au sein d'un grand groupe est plutôt rare; même s'il existe dans un groupe « latent », l'organisation autour d'un objectif commun, ou de la manière de l'atteindre, n'est pas possible en raison du manque d'incitation individuelle. La mobilisation sociale d'un grand groupe peut se produire alors s'il y a des incitatifs sélectifs d'ordre économique ou social comme « [...] [le] désir d'atteindre le prestige, le respect, l'amitié et d'autres objectifs sociaux et psychologiques » [Notre traduction] (1992, p. 70)<sup>82</sup>. Dans le cadre des petits groupes, ces derniers pourraient avoir en fait plus d'incidence que les incitatifs économiques. Néanmoins, Neveu (2019) souligne que des travaux empiriques ont confronté l'idée des incitations sélectives

---

<sup>82</sup> Concernant les grands groupes, Olson explique que son modèle théorique ne s'applique pas nécessairement à tous les cas, par exemple, il y a de groupes philanthropiques ou groupes religieux qui défendent d'autres intérêts qui ne sont pas nécessairement ceux des membres du groupe (Neveu, 2019).

montrant que, dans certaines organisations, il y a des mobilisations malgré le fait qu'il n'y ait aucune sorte d'incitation.

Selon l'interprétation d'Archila (1998), le modèle inspiré de l'utilitarisme d'Olson permettait de comprendre, de la perspective individuelle, pourquoi les gens ne participaient pas aux mobilisations, mais il en disait très peu sur les motivations qui mènent à l'action collective. À partir des travaux d'Olson et dans le cadre des différents mouvements sociaux féministes, écologistes, des étudiants, entre autres, qui ont émergé à la fin des années soixante et durant les années soixante-dix, s'est développée l'approche de la mobilisation des ressources. Elle s'articule autour de deux questions : l'organisation des mouvements sociaux et les facteurs, voire les ressources, qui déterminent leur succès.

L'approche de la mobilisation des ressources s'est inspirée largement du rationalisme et de l'utilitarisme, mais elle est composée de différents angles d'interprétation théorique. Dépassant le modèle du comportement collectif, le cadre d'analyse de la mobilisation des ressources s'inspire de différentes perspectives comme l'approche entrepreneuriale, la sociologie historique, les processus politiques, entre autres. Neveu (2019) explique que les travaux au sein de cette approche basculent entre les pôles economicistes, historiques, sociologiques et politiques, bien qu'ils convergent en certains points. D'abord, l'approche de la mobilisation des ressources prend en compte toutes les formes de mobilisation sociale<sup>83</sup> et de la dimension rationnelle de l'action collective, en dépassant les analyses faites en fonction de la dimension psychosociale et des comportements collectifs. Ensuite, cette approche déplace l'attention du « pourquoi » de la mobilisation au « comment » se produit la mobilisation, ce qui amène à une nouvelle conception des mouvements sociaux en tant que « processus de construction d'un rapport de forces et de sens », où les groupes sont considérés comme des construits sociaux plutôt que comme des groupes qui existaient avant la mobilisation. Ainsi, la rationalité et l'organisation qui les structure ont un rôle central. Cohen (1985) précise que :

Most significant from their own point of view, resource-mobilization theorist demonstrated that, in order to mobilize collective action, sophisticated organizational

---

<sup>83</sup> Cohen (1985) souligne que les théoriciens de cette approche ne font pas la distinction entre les actions institutionnelles et non institutionnelles.

forms and modes of communication that go well beyond the crude mechanisms described in the classical tradition are required (1985, p. 674).

Finalement, le point de départ de cette approche est le phénomène du passager clandestin, que les théoriciens de cette approche à travers les concepts d'organisation et de centralisation des ressources cherchent à surmonter. Comme le résumant McCarthy et Zald (1977):

The resource mobilization approach emphasizes both societal support and constraints of social movement phenomena. It examines the variety of resources that must be mobilized, the linkages of social movements to other groups, the dependence of movements upon external support for success, and tactics used by authorities to control or incorporate movements (1977, p. 1213).

Cohen (1985) explique également que les théoriciens de la mobilisation des ressources, que nous présenterons par la suite, coïncident en approchant les mouvements sociaux en termes d'un modèle de l'action collective conflictuel. L'action collective émerge et se développe autour des conflits d'intérêts dans le cadre des relations de pouvoir et ce sont les opportunités pour l'action collective, les ressources et l'organisation qui conditionnent les mouvements. Aussi, pour les théoriciens de cette courant, un mouvement social a du succès s'il est reconnu sur le plan politique en tant qu'acteur.

### 3.2.1 Le modèle de McCarthy et Zald

Ces deux sociologues sont considérés comme les initiateurs de l'approche de la mobilisation des ressources dans les années soixante-dix. Ils se concentrent sur les ressources qui peuvent être disponibles pour impulser et soutenir les mouvements et les organisations des mouvements sociaux potentiels. Ils supposent qu'il y a des mécontentements préexistants qui font émerger les mobilisations, mais ils se sont concentrés plutôt sur la compréhension des processus de mobilisation et leurs manifestations formelles, autrement dit, sur les conditions structurelles qui facilitent l'expression des mécontentements (McCarthy et Zald, 1977). Dans leur approche, McCarthy et Zald ont appliqué la sociologie des organisations et le lexique du marché pour analyser la mobilisation sociale. L'une des prémisses importantes est l'idée que les mobilisations peuvent être dirigées par des entrepreneurs du mouvement, c'est-à-dire par des professionnels, des militants qui ne sont pas nécessairement affiliés au mouvement. Les mouvements sociaux sont étudiés comme équivalents aux entreprises « [...] qui requièrent leur entrepreneur pour se cristalliser en

mobilisation » (Neveu, 2019). Comme le souligne Chazel (1993), ils accordent une grande importance aux entrepreneurs politiques indispensables pour l'émergence et le succès des mouvements sociaux. McCarthy et Zald définissent le mouvement social comme :

[...] a set of opinions and beliefs in a population which represents for changing some elements of the social structure and/or reward distribution of a society. A countermovement is a set of opinions and beliefs in a population opposed to a social movement. As is clear, we view social movements as nothing more than preference structures directed toward social change, very similar to what political sociologist would term issue cleavages (McCarthy et Zald, 1977, p. 1217-1218).

Les mouvements sociaux sont appréhendés en conséquence, non comme des phénomènes statiques, mais comme des processus dynamiques, comme des potentiels d'action (Neveu, 2019). McCarthy et Zald expliquent également que même si les mouvements sociaux ne sont pas des organisations formelles, ils sont une force de changement social surtout à travers l'ensemble des organisations de mouvement social (social movement organization, SMO) qu'ils sont capables de construire. À leur tour, les SMO ne sont pas des acteurs isolés. Si elles se rassemblent autour d'une cause, elles forment l'industrie du mouvement social (social movement industry SMI) et l'ensemble des industries donnent lieu au niveau de la société à un secteur (social movement sector SMS) (McAdam *et al.*, 1996; McCarthy et Zald, 1977). Alonso (2009) précise que la durée d'un mouvement social dépend de sa capacité à se battre contre les autres mouvements sociaux; même s'il existe une coopération entre les mouvements, il existe également une concurrence entre eux pour les ressources matérielles et les membres potentiels.

Pour que les SMO atteignent leurs objectifs, elles doivent mobiliser des ressources. Dans les analyses traditionnelles des mouvements sociaux, il était supposé que les ressources étaient fournies par les bénéficiaires du mouvement social; mais McCarthy et Zald ont montré que les mouvements sociaux de la fin des années soixante et soixante-dix disposaient de ressources provenant d'acteurs extérieurs au mouvement (*p. ex.* des fondations, des médias, des agences gouvernementales, des entreprises privées, etc.). Ils ont postulé le passage des SMO classiques, aux organisations professionnelles des mouvements sociaux avec un leadership et des ressources externes, avec un personnel rémunéré, une faible affiliation, entre autres (Jenkins, 1994). Ils expriment en fait que leur approche n'est pas une théorie de l'émergence des mouvements sociaux,

mais un essai de cartographier une nouvelle forme de mobilisation, les mouvements sociaux professionnels qui prédominaient en Amérique à l'époque (McAdam *et al.*, 1996).

Ce premier courant de la mobilisation des ressources a eu un grand impact en Amérique du Nord, mais il a généré beaucoup de critiques, y compris des militants chercheurs de la gauche, qui ont contesté leur logique commerciale de la contestation, l'arrimage des mouvements sociaux aux entreprises et le privilège de la rationalité et de l'organisation, au détriment des idéologies et des valeurs dans la mobilisation collective. L'approche de McCarthy et Zald n'a pas suffi non plus pour expliquer toutes les mobilisations de l'époque, dont plusieurs n'étaient pas des SMO professionnelles et leurs réalisations ne dépendaient pas des ressources externes, ce qui expliquerait pourquoi cette approche n'a pas eu de résonance en Amérique latine et en Europe (Alonso, 2009; Jenkins, 1994). Malgré ces limites, la question politique, qui a été absent des approches précédentes, a été introduite dans l'étude des mouvements sociaux à cette époque (Chazel, 1993).

### 3.2.2 Le modèle politique

Parmi les premiers théoriciens qui ont abordé l'influence de la sphère politique dans l'action collective se trouvent McAdam, Oberschall et Gamson. McAdam (1999) propose le cadre d'analyse du processus politique. Il s'agit d'une analyse alternative pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux à travers la confluence de facteurs internes, mais aussi externes favorables au mouvement. Dans le cadre de ce modèle, un mouvement social est avant tout politique et doit être appréhendé en tant que processus et dans sa totalité, c'est-à-dire dès son émergence au déclin. L'émergence et la réussite d'un mouvement social sont déterminées par les opportunités et les contraintes qu'ont leurs membres pour mener un changement structurel des institutions, ainsi que de l'ouverture idéologique des groupes au pouvoir. Il précise qu'une protestation généralisée émerge comme résultat :

[...] of a combination of expanding political opportunities and indigenous organization, as mediated through a crucial process of collective attribution. Over time, these same factors continue to shape the development of insurgency in consort with one additional factor: the shifting social-control response of other groups to the movement (McAdam, 1999, p.2).



Trois facteurs déterminent alors la mobilisation sociale selon l'auteur : (i) la structure des opportunités politiques qui émergent des événements ou processus sociaux « [...] qui sert à « miner » les calculs et les hypothèses sur lesquels l'établissement politique est structuré [...] » [Notre traduction], (ii) la force des organisations qui existent avant la mobilisation et (iii) le besoin des participants à la mobilisation d'atteindre une « libération cognitive ». C'est-à-dire que les membres du groupe à travers un processus de prise de conscience ressentent un manque de légitimité du système politique et considèrent qu'un changement est possible (McAdam, 1999).

Comme interprété par Chazel (1993), McAdam s'est également interrogé sur les conditions de développement d'un mouvement social en reformulant son modèle sous deux aspects : (i) en attirant l'attention sur le fait que le mouvement social doit être pensé comme autonome et responsable de son développement et (ii) en soulignant que le succès d'un mouvement est lié à la réponse des autres groupes, surtout des groupes dominants, puisque ce qui est en jeu c'est le « degré de contrôle social ».

Oberschall (1997), un autre des premiers théoriciens du modèle politique, fait une analyse contextuelle de la mobilisation. Se détachant des perspectives individualistes, il se concentre sur le contrôle social et l'impact de la participation et de l'intégration du groupe dans l'action collective<sup>84</sup>.

Une action collective est définie comme :

[...] not the simple sum total of thousands of individual decisions taken in isolation, such as the decision to cut down on beef consumption when beef prices increase. Collective action is the product of interactions, mutual perceptions, and expectations, called strategic interaction (Oberschall, 1997, p. 3).

Oberschall (1973) définit la mobilisation comme le processus par lequel un groupe, dont les membres partagent le mécontentement, se rassemble et investit des ressources<sup>85</sup> pour atteindre leurs objectifs. Il doit y avoir des sentiments d'oppression et des intérêts partagés entre les membres.

---

<sup>84</sup> D'après Oberschall, les comportements collectifs et les mouvements sociaux sont des formes d'action collective. Les comportements collectifs sont des manifestations citoyennes pour faire valoir les droits, des épisodes peu fréquents. Les mouvements sociaux sont définis comme des efforts collectifs et à grande échelle qui cherchent à promouvoir ou à résister aux changements. Comme les comportements ont lieu dans le cadre plus large des mouvements sociaux, les deux sont souvent étudiés simultanément (Oberschall, 1997).

<sup>85</sup> Oberschall mentionne que les ressources peuvent être matérielles comme le travail, les revenus, etc., ainsi que non matérielles comme l'autorité, la moral, la amitié, entre autres (Oberschall, 1973).

Les causes qui peuvent amener à la contestation se situent d'après lui dans deux catégories : les causes structurelles comme le changement social et les causes institutionnelles en relation au système politique. Il explique aussi que la continuité de l'action collective dépend de l'organisation et du leadership; il souligne le rôle des leaders en tant qu'agents de la mobilisation du groupe.

Dans ce modèle, l'étude des mouvements sociaux doit partir de l'analyse de la structure sociale et des réseaux de solidarité préalables à la mobilisation. Les mouvements ne partent pas de zéro, mais ils s'articulent autour des groupes et des associations déjà existants qui partagent des croyances, des routines, un langage commun, entre autres. Pour déclencher une mobilisation, il doit exister des liens entre les membres du groupe, ainsi qu'une rupture entre eux et l'État (Neveu, 2019; Oberschall, 1997). D'autres conditions favorables à la consolidation des mobilisations sont les liens entre les membres du groupe et la solidarité entre eux, la participation des individus actifs et fortement intégrés dans la communauté, ainsi que la prise en compte de la relation entre les risques et les avantages de la mobilisation (Oberschall, 1973).

Dans ce sens, Oberschall (1973) a établi une typologie des liens sociaux à partir de deux dimensions permettant d'expliquer les formes potentielles des mouvements sociaux : (i) les liens entre le groupe et les autres éléments globaux de la société, les liens entre les collectivités (dimension verticale de l'intégration). Oberschall différencie un groupe intégré, qui a des connexions stables et plus d'opportunités d'être entendu par les groupes au pouvoir, d'un groupe segmenté, c'est-à-dire, un groupe isolé des autres groupes, éloignés des autorités, (ii) les liens solidaires à l'intérieur de la collectivité, entre les acteurs du groupe (dimension horizontale de l'intégration). Oberschall mentionne trois types : le modèle d'organisation traditionnelle communautaire, le modèle associatif avec un réseau de groupes et finalement les groupes faiblement organisés.

Les liens entre les deux dimensions permettent de définir six situations typiques ou types de collectivités qui peuvent avoir lieu au sein d'une société (de A à F) et sont représentées dans le tableau 3.1.

Tableau 3.1 Typologie d'Oberschall (adapté d'Oberschall (1973, p. 120) et Neveu (2019, p. 52)

Liens entre le groupe / Liens aux groupes supérieurs	Modèle communautaire	Peu d'organisation	Modèle associatif
Intégrée	A : leurs revendications sont entendues dans les « problem-solving centers » de la société. Le groupe dispose de porte-parole « naturels »	B : faiblesse des liens entre le groupe et lutte individuelle pour le prestige et les ressources, pouvant favoriser le clientélisme	C : il y a un potentiel de mobilisation, mais aussi de blocage
Segmenté	D : la mobilisation pour la défense des intérêts collectifs peut être rapide et intense quand le groupe se sent menacé	E : faible organisation, faible intégration. Mobilisation brève et violente	F : les mobilisations peuvent être comme E, mais dépende de la force des réseaux associatifs. Propagation rapide des mouvements d'opposition

Enfin, Gamson étudie les éléments permettant la réussite d'une mobilisation. Il a déterminé le rôle crucial qu'a le niveau d'organisation et le niveau professionnel des mouvements. Après avoir étudié plusieurs groupes américains qui ont mené des protestations entre 1800 et 1945, il a trouvé que les groupes les plus organisés et bureaucratisés avaient obtenu plus de réalisations. Ce succès était lié à des facteurs comme les objectifs du groupe, l'organisation interne, les relations avec les autres groupes, les tactiques mises en place ainsi que leur contexte. Il examine le succès des résultats dans deux domaines : (i) l'acceptation, quand les intérêts du « *challenging group* » sont perçus comme légitimes par le groupe antagoniste dans le cadre d'une relation plus positive et (ii) les nouveaux avantages, c'est-à-dire l'atteinte des objectifs recherchés par le groupe contestataire (Frey *et al.*, 1992; Gamson, 1990).

### 3.2.3 L'approche sociohistorique

Charles Tilly et Sydney Tarrow ont développé les idées du modèle politique. S'appuyant sur un ancrage historique de l'action collective, ils prônent la prise en compte des contextes sociohistoriques et politiques dans l'analyse des mouvements sociaux.

Comme souligné par González, E. (2012), la formation de Tilly dans différentes traditions sociologiques lui a permis de suivre une ligne de pensée éclectique. Par exemple, en revendiquant une attache à l'utilitarisme de Stuart Mill, il propose un modèle de la mobilisation basé sur la rationalité, l'organisation et le rôle des intérêts et des opportunités guidant les actions collectives pour la maximisation des profits. Se rapprochant des idées marxistes, il met l'accent sur le conflit, la dimension politique des actions collectives et le capitalisme pour comprendre les actions contestataires. Finalement, il se joint aux idées de Weber en relation à l'État et à l'influence de la mobilisation des croyances, des coutumes et des visions du monde, entre autres, sur la construction des mouvements sociaux. Ces derniers sont considérés comme une forme de politique contestataire, faisant des réclamations collectives et sont définis comme :

[...] a group of people identified by their attachment to some particular set of beliefs. In that case, the population in question can change drastically, but so long as some group of people is still working with the same beliefs, we consider the movement to survive (Tilly, 1977, p. 1-14).

L'action collective est définie par Tilly en termes d'actions conjointes d'un groupe de personnes qui visent à atteindre des intérêts communs. Les ressources sont mobilisées pour obtenir les biens communs<sup>86</sup>. L'action collective n'est pas spontanée, mais un processus basé sur l'évaluation des coûts et des bénéfices, ce qui implique une analyse sociale causale et une analyse intentionnelle. Les stratégies qui accompagnent l'action collective sont déterminées par la solidarité au sein du groupe, leur rapport avec l'extérieur, leur capacité d'organisation et la structure des opportunités pour la contestation. Les groupes qui s'engagent dans les actions collectives luttent en fait pour accéder au pouvoir politique et partagent des intérêts collectifs où la coordination, la communication et la solidarité sont nécessaires (González, E., 2012).

Neveu (2019) met en évidence ces éléments au centre de l'approche de Tilly. D'une part, l'organisation est essentielle pour la réussite de la mobilisation, elle est déterminée par la sociabilité et a deux variables : les liens sociaux volontaires (« *netness* » ou résiliarité) et les identités catégorielles assignées objectivement (« *catness* »). Les deux variables convergent pour donner

---

<sup>86</sup> Tilly essaie de résoudre la question du conflit entre les intérêts collectifs et les intérêts individuels en mentionnant qu'ils peuvent coïncider et que ce conflit entre les intérêts peut augmenter les coûts de l'action collective et la mobilisation (González, E., 2012).

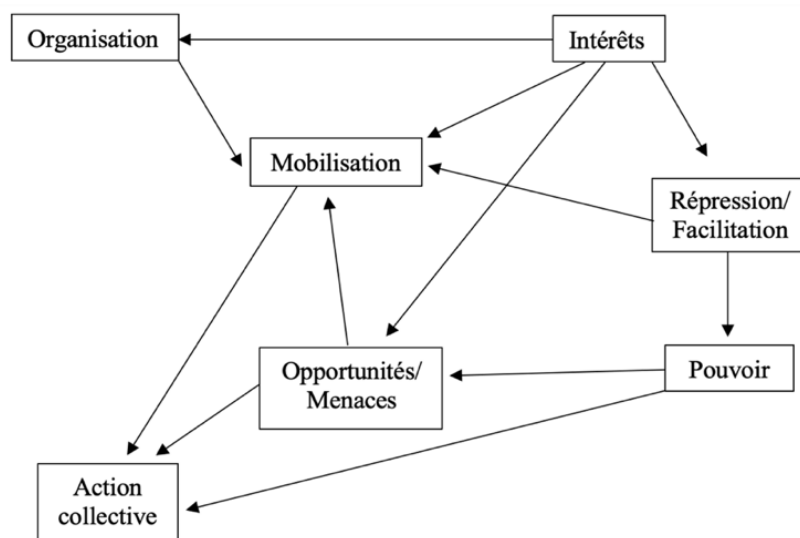
naissance à l'organisation : si la fusion est forte (« catnet ») un groupe est mieux organisé pour défendre ses intérêts communs. D'autre part, Tilly souligne qu'il y a différentes rationalités, stratégies et attitudes qui conditionnent les phénomènes collectifs et qui dépendent des différents facteurs structurels et souligne le composant politique de l'action collective. En fait, Tilly (1977) précise que les membres des mouvements sociaux ont des relations avec les acteurs externes, qui sont actifs et qui luttent entre eux pour le pouvoir. Le conflit est décrit « [...] as a series of responses to changing estimates of the costs and benefits likely to result from various possible interactions with governments and with others contenders » (1977, p. 4-2). Le pouvoir se traduit donc par l'action du gouvernement et des autres acteurs; il fait la différence entre les groupes qui ont accès aux décisions politiques (participants) et ceux qui sont plus éloignés (challengers) et leurs interactions.

Le modèle proposé par Tilly qui cherche à expliquer le succès ou l'échec des mobilisations repose sur cinq composants dynamiques : (i) les intérêts communs perçus par le groupe (les avantages que l'action collective peut apporter) (ii) l'organisation, c'est-à-dire la structure qui permet au groupe de profiter des opportunités, de renforcer sa capacité d'action et d'atteindre ses objectifs (iii) la mobilisation, entendue comme le processus qui permet aux groupes d'acquérir le contrôle des ressources nécessaires à l'action collective<sup>87</sup> (iv) les opportunités favorables ou défavorables pour agir et qui sont liées aux relations avec les autres et finalement (v) l'action collective, l'application des ressources aux fins communes (figure 3.1) (Tilly, 1977).

---

<sup>87</sup> Tilly signale deux formes de mobilisation, la mobilisation volcanique ou spontanée quand le mouvement émerge « de la base » et la mobilisation « d'en haut » où il y a l'intervention des élites ou la manipulation. Il fait aussi la différence entre trois types de mobilisation, la défensive qui émerge en réponse à une menace extérieure. L'offensive, quand le groupe se mobilise en fonction des opportunités qui s'ouvrent pour réaliser leurs intérêts. Enfin, la mobilisation préparatoire ou d'anticipation aux opportunités ou menaces. Les pauvres et ceux qui n'ont pas de pouvoir souvent se mobilisent à la défensive, tandis que les groupes avec du pouvoir et les riches agissent à l'offensive. Aussi, Tilly a établi une typologie des actions collectives en fonction du degré de spontanéité (selon le degré d'intentionnalité, il y a des impulsions directes, de la conscience imposée et des significations partagées) et des processus qui déclenchent l'action (tension sociale, mobilisation politique, lutte des groupes. Concernant les actions collectives violentes, il propose un schéma évolutif de trois types d'actions : primitives, réactionnaires et modernes. Elles ont été plus tard différenciées en actions collectives compétitives (XV et XVI siècle), réactives (XVII et XIX siècle) et proactives (des deux derniers siècles) (Gonzalez, E., 2012; Neveu, 2019; Tilly, 1977).

Figure 3.1 Modèle de la mobilisation collective (Tilly 1977, p. 3-7)



Un mouvement social réussit quand il arrive à accumuler des ressources et à accroître les revendications collectives sur ces ressources à travers trois actions : la réduction des réclamations des opposants, la modification du programme d'action collective et le changement dans le niveau de satisfactions des membres du groupe. Tilly souligne également que la perte de contrôle sur les ressources implique la démobilisation. Elle peut être causée par exemple par une guerre, ou le plus souvent, par le déplacement du contrôle des ressources d'un groupe à l'autre (Tilly, 1977).

Comme expliqué par Archila (2003, 2019a), les modèles de Tilly ont varié dans le temps, mais à la base se trouve l'idée des éléments externes, souvent structurels, qui conditionnent l'action collective et l'importance de les étudier à partir d'une approche de longue durée. La contestation est aussi au centre de ses travaux, elle se fait à l'aide des répertoires de confrontation.

La notion de répertoire de Tilly (1977) se fonde sur l'idée qu'à un moment historique déterminé, il y a certains moyens limités et disponibles pour l'action collective. Autrement dit, dans chaque période, il y a une réserve de formes d'action qui sont connues. Certaines formes de démonstration comme les grèves, la formation des groupes de pression et les manifestations sont communes et propres au répertoire d'action collective des derniers siècles, tandis que le détournement des avions, l'auto-immolation collective, le lynchage et d'autres actions sont plutôt rares, limités à quelques

groupes ou à d'autres époques. Le choix du répertoire est un choix stratégique, des groupes similaires n'utilisent pas nécessairement les mêmes répertoires. Il y a des groupes qui utilisent des répertoires pour défier un adversaire connu et qui conduisent à une meilleure exécution, tandis que dans la plupart des cas, les groupes mobilisent des répertoires flexibles, ils peuvent aller vers des actions familières ou vers l'innovation. Archila (2003) indique que si à court terme les répertoires varient peu et évoluent lentement, à long terme ils permettent de comprendre des transformations importantes. À partir de l'étude des répertoires de confrontation, Tilly comprend les mouvements sociaux en tant que :

[...] des formes historiques de relation avec les autorités actuelles ou, en d'autres termes, des expressions temporaires de vastes répertoires de confrontation. Plus que des groupes spécifiques, ce sont des alliances temporaires, similaires aux campagnes électorales contemporaines, menées par des entrepreneurs politiques. Le cadre de leur action est clairement politique, ils ont de l'influence avec des revendications sociales concrètes [Notre traduction] (Archila, 2003, p. 46).

Concernant les limites de cette approche, Archila (2003) souligne que le modèle de Tilly génère une confusion entre ce qu'est un parti politique et un mouvement social et ne fait pas la distinction entre l'action sociale et l'action politique, la transition de l'une à l'autre étant plutôt une question de temps et de reconnaissance institutionnelle. La notion de répertoires de contestation a été aussi remise en question pour avoir une approche évolutive et universaliste, en considérant le passage des formes de contestation primitives à des contestations plus développées. Ainsi, l'approche est critiquée pour le peu d'attention accordée aux autres dimensions de l'action collective telle que la dimension culturelle. Leur perspective stratégique néglige d'autres éléments de l'action protestataire comme les idéologies et les valeurs.

Tarrow (1997), collègue de Tilly, défend l'idée que les mouvements sociaux dépendent de leur environnement extérieur. Ils émergent quand les opportunités politiques pour l'intervention des acteurs, qui normalement n'y ont pas accès, s'ouvrent. Les opportunités permettent de réduire les coûts de la mobilisation, de découvrir des alliés potentiels et la vulnérabilité des opposants. Les mouvements sociaux sont définis en termes de défis collectifs partagés par des personnes qui sont liées par la solidarité et par des objectifs communs et qui interagissent avec d'autres acteurs. L'action collective, déterminée par le contexte historique et social, est facilitée par les relations sociales préalables et par les cadres de symboles culturels partagés par la société. Elle peut prendre

différentes formes<sup>88</sup>, mais à la base des mouvements sociaux se trouve l'action collective « contentieuse » (*contentious collective actions*), c'est-à-dire :

[les actions collectives] utilisées par des personnes qui n'ont pas un accès régulier aux institutions, qui agissent au nom de demandes nouvelles ou non acceptées et qui se comportent d'une manière qui constitue une menace fondamentale pour les autres. Elle [l'action collective contentieuse] donne lieu à des mouvements sociaux lorsque les acteurs sociaux coordonnent leurs actions autour d'aspirations communes dans des séquences d'interactions soutenues avec leurs opposants ou les autorités [Notre traduction] (Tarrow, 1997, p. 19).

Tarrow a développé aussi un concept proche à celui de répertoire, le concept de modularité des répertoires. Il fait référence à la capacité de reproductibilité des formes de lutte par différents acteurs sociaux dans le cadre de différents conflits et pour atteindre différents objectifs. Autrement dit, ce sont les formes d'action collective similaires, au service des différents acteurs, pour porter différentes revendications, dans différents endroits (Tarrow, 1997). Il évoque aussi la notion de cycles de protestation, pour se référer à l'apparition simultanée des actions collectives où le déclenchement de la mobilisation par certains acteurs peut ouvrir les opportunités à d'autres mouvements plus faibles. Le cycle commence quand il y a des situations de conflit ou de mécontentement et quand la structure des opportunités politiques est favorable (Archila, 2003).

En relation à l'État, Tarrow (1997) mobilise la notion de structure des opportunités politiques pour mieux comprendre la diffusion des mouvements sociaux et l'émergence et l'expansion des actions collectives. Les opportunités politiques sont définies comme les dimensions du contexte politique qui encouragent (ou non) l'action collective. La structure des opportunités politiques sont les situations dans lesquelles les systèmes politiques sont plus vulnérables à l'action collective; il peut avoir quatre types de changements favorisant ces actions : (i) l'ouverture de l'accès à la participation dans les institutions (ii) les changements dans les alignements politiques ou les modifications dans les forces politiques (iii) la présence ou absence des alliés politiques, c'est-à-dire qu'il est plus facile de déclencher une action collective si le mouvement a des alliés et (iv) les

---

<sup>88</sup> L'action collective peut être également du type : brève ou soutenue, institutionnalisée ou perturbatrice, monotone ou dramatique (Tarrow, 1997).



conflits entre les élites et à l'intérieur d'elles-mêmes qui incitent aux groupes à entreprendre des actions collectives<sup>89</sup>.

### 3.3 L'approche des cadres d'inspiration goffmanienne

Une autre approche théorique dans l'étude de la mobilisation sociale qui, au contraire de la dernière approche, porte une attention particulière aux dimensions culturelles est celle qui a été développée dans les années quatre-vingt à partir de la notion de « cadres de l'expérience » du sociologue Erving Goffman. Comme Benford et Snow (2000) l'indiquent, l'apport de Goffman est indirect, car il n'a pas utilisé la notion pour analyser les actions contestataires, mais la notion a été largement utilisée par la suite pour l'étude des mouvements sociaux et de l'action collective. Les cadres de l'expérience sont définis comme :

[...] an interpretative schemata that simplifies and condenses “the world out there” by selectively punctuating and encoding objects, situations, events, experiences and sequences of actions within one's present or past environment. In goffman's words, frames allow individuals to locate, perceive, identify and label events within their life space or the world at large (Snow et Benford, 1992, p. 137).

Dans ce sens, à toute expérience correspond un cadre donné qui guide les perceptions et les comportements des individus et qui est habituellement partagé par un groupe déterminé. Les cadres de l'expérience aident à rendre les situations significatives, à organiser les expériences et à guider l'action. Il existe des cadres primaires, qui donnent du sens sans avoir besoin de recourir à d'autres cadres, et des cadres transformés qui, dans une même situation, conduisent à une signification différente de celle du cadre primaire (Nizet et Rigaux, 2014).

David Snow a été l'un des premiers théoriciens à mobiliser la notion de cadres de l'expérience dans l'étude des mouvements sociaux. Lors de ses travaux de recherche sur le mouvement bouddhiste dans les années soixante-dix, il a remarqué l'absence des éléments théoriques pour interpréter les processus discursifs par lesquels les individus adoptent les perspectives du mouvement et pour

---

<sup>89</sup> Il y a d'autres éléments de la structure d'opportunités politiques qui conditionnent également la formation et les stratégies des mouvements sociaux tels que : (i) la force de l'État où les États centralisés sont plus favorables aux mouvements sociaux que les États décentralisés, (ii) la structure de l'État, la structure du système de partis politiques, le localisme du système politique, (iii) la répression ou la facilitation des actions collectives en relation aux coûts, (iv) d'autres formes de répression (dans les États autoritaires, les États non répressifs) et (v) la répression et contrôle des conditions préalables à la mobilisation (Tarrow, 1997).

comprendre l'engagement envers un mouvement. Il a proposé alors la « perspective des cadres » ou la « frame perspective » pour étudier ce processus d'engagement d'un individu au mouvement en termes de l'alignement des cadres, c'est-à-dire en fonction de l'ajustement des schémas d'interprétation individuels avec les schémas du mouvement (Snow, 2001). Dans le cadre de cette approche, l'existence des processus d'alignement est nécessaire pour que les individus s'engagent dans un mouvement social donné. Aussi, au sein du mouvement, des cadres contestataires sont produits par les interactions discursives entre ses participants. Plus concrètement, l'alignement des cadres se réfère :

[...] to linkage of individual and SMO (social movement organizations) interpretive orientations, such that some set of individual interests, values and beliefs and SMO activities, goals, and ideology are congruent and complementary (Snow *et al.*, 1986, p. 464).

Il y a quatre processus d'alignement qui peuvent stimuler l'engagement des membres dans le mouvement social : (i) la connexion des cadres, comportant les stratégies déployées à partir des liens établis entre cadres similaires en relation à une situation particulière et qui sont mobilisés pour faire connaître le mouvement (ii) l'amplification des cadres, impliquant « la clarification et la dynamisation » des cadres qui n'avaient pas inspiré l'engagement envers un mouvement ou la mobilisation collective auparavant (iii) l'extension des cadres, comportant l'élargissement ou l'amplification de certains éléments du cadre qui peuvent promouvoir l'engagement des individus au groupe et (iv), la transformation de cadres, qui concerne la modification des anciennes valeurs des individus pour les faire correspondre avec le cadre du groupe (Snow *et al.*, 1986).

À chaque type d'alignement correspondent des processus et des tâches de micromobilisation déterminés. La micromobilisation, une autre notion au centre de l'analyse des mouvements sociaux, est utilisée pour analyser les stratégies de recrutement des participants au mouvement et pour désigner les interactions et les processus de communication entre les participants, qui donnent lieu à l'alignement des cadres. Pour la connexion des cadres par exemple, il y a des tâches comme la création des listes des adhérents possibles et la diffusion des informations à travers les médias, le téléphone, via internet, entre autres (Snow *et al.*, 1986). Snow et Benford (1992) ont aussi placé les cadres de l'action collective dans un contexte culturel plus large, à une échelle plus large, en mobilisant la notion de « master frame ». Il s'agit d'un cadre générique de contestation qui peut

être approprié par différents mouvements à l'intérieur d'un même cycle des protestations en influençant également leur activité.

Malgré la popularité et l'intérêt de cette approche et le fait qu'elle ait été mobilisée dans plusieurs études des mouvements sociaux, elle présente certaines limites. Robert Benford, un autre des initiateurs et collègues de Snow, expose les critiques à l'égard de cette « frame perspective » : d'abord, il souligne la réalisation des études purement théoriques au détriment des études empiriques systématiques, comparatives et même des études des cases « négatives » (quand les cadres ne stimulent pas nécessairement l'action collective). Ensuite, Benford mentionne le biais descriptif et statique de l'approche où il y a une tendance à identifier des typologies de cadres et les « master frames » en négligeant la dimension analytique et les processus dynamiques liés aux cadres. Finalement, il souligne trois tendances : (i) la tendance vers la réification des cadres, c'est-à-dire de les traiter comme des choses indépendantes de leurs interprétations et des constructions des acteurs (ii) la prédisposition vers le réductionnisme de l'action collective aux explications sur le plan individuel et (iii) la propension à simplifier les complexités et les multiples couches des cadres (Benford, 2007).

Parallèlement à l'émergence de l'approche des cadres et des autres approches évoquées ci-dessus, une approche alternative pour repenser les mouvements sociaux et pour les interpréter d'un point de vue culturel est apparue en Europe, il s'agit du paradigme des « nouveaux mouvements sociaux ». Archila (2003) explique que dans le cadre de ce paradigme, la compréhension de l'action collective ne se réduit pas seulement aux stratégies rationnelles des membres du mouvement; les actions contestataires sont considérées plutôt comme des luttes pour la construction identitaire. L'une des contributions les plus élaborées au sein du paradigme des nouveaux mouvements sociaux est celle de la sociologie actionnaliste.

### 3.4 Les nouveaux mouvements sociaux

Neveu (2019) explique que l'appellation « nouveaux mouvements sociaux » est liée à deux phénomènes : à l'apparition des mouvements atypiques entre les années 1960 et 1980 (*p. ex.* les mouvements féministes, écologistes, régionalistes, des étudiants, entre autres) et au paradigme « quasi exclusivement européen » qui a été développé pour leur interprétation. Au sein de ce

paradigme s'inscrivent les contributions des sociologues européens comme Alain Touraine à travers son approche actionnaliste et Alberto Melucci.

La plupart des théoriciens coïncident en considérant que les nouveaux mouvements sociaux (NMS) rompent avec les anciens mouvements tels que le mouvement ouvrier sous quatre aspects<sup>90</sup>. D'abord, les NMS ont des formes d'organisations plus décentralisées, ils défendent normalement un seul dossier et déploient des formes de contestation innovantes et peu institutionnalisées. Ensuite, au-delà de la redistribution de la richesse, les nouvelles mobilisations se fondent plutôt sur des valeurs comme la résistance et l'autonomie et des revendications sur l'identité de leurs affiliés. Ainsi, les NMS s'éloignent du terrain politique, de l'objectif central des anciens mouvements contestataires d'accéder au pouvoir, en cherchant plutôt à bâtir des espaces autonomes contre l'État. Finalement, l'identité de ceux qui se mobilisent n'est pas liée seulement aux classes sociales, mais à différentes catégories reliées aux questions culturelles et identitaires (Neveu, 2019). Comme le souligne Gamson : « Les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux soulignent la réflexivité de ces mouvements, c'est-à-dire leur tendance à se poser des questions explicites sur qui nous sommes » [Notre traduction] (Gamson, 1992, p. 57).

### 3.4.1 L'actionnalisme de Touraine

Ce courant a été construit autour des travaux du sociologue français Alain Touraine, dont la pensée, qui a évolué depuis les années cinquante, tourne autour de l'idée du sujet en tant que porteur de l'action sociale<sup>91</sup>. L'actionnalisme critique la sociologie classique, la théorie de la modernisation et le fonctionnalisme :

De la sociologie classique, Touraine remet en questionne certains aspects tels que la vision évolutionniste du changement historique, la conception d'une seule société moderne fondée sur la

---

<sup>90</sup> Tarrés (1992) ajoute que les théoriciens de ce courant ne convergent pas dans leurs approches méthodologiques, mais « Partagent le désenchantement du marxisme structurel qui a privilégié l'analyse des contradictions des classes définies à partir de l'économie et de la crise comme l'espace-temps où se présentait le comportement collectif » [Notre traduction] (1992, p. 750).

<sup>91</sup> Comme Geoffrey Pleyers l'a récemment souligné, les travaux de Touraine tout au long de sa carrière se situent dans trois catégories. Les ouvrages dédiés à un acteur social précis, comme le mouvement ouvrier et les nouveaux mouvements sociaux, les travaux qui développent une théorie générale de la société et les analyses qu'il fait des actualités et des faits récents comme le mouvement des étudiants français en 1968, le mouvement des Zapatistes, entre autres (Pleyers, 2018).

rationalité, le peu de place qu'elle laisse à l'action sociale et le manque de reconnaissance des acteurs sociaux, qu'il considère d'ailleurs au centre de la construction de l'ordre social (Touraine, 1984). Touraine souligne que la sociologie classique est l'étude de la société industrielle, c'est-à-dire d'une société particulière située dans le temps et dans l'espace, qui s'identifie à la rationalité et qui a cédé la place à une société post-industrielle qu'il nomme la société programmée<sup>92</sup> qui doit être étudiée d'ailleurs avec un autre type d'analyse (Touraine, 1978b).

En questionnant la grande importance donnée par la sociologie classique au changement vers la modernité et donc à l'idée de progrès, Zapata (1992) mentionne que Touraine fait aussi une critique de la sociologie de la modernisation, soulignant que la vision évolutionniste des défenseurs de la modernité ne permettait pas d'expliquer par exemple les différentes voies du développement des pays de l'Amérique latine où :

[...] les modes de comportement dits préindustriels persistaient, ainsi que des schémas de relations sociales très sophistiqués, auxquels il fallait ajouter le poids de l'État dans l'articulation du processus de développement économique, qui ne pouvaient pas être expliqué par la théorie de la modernisation [Notre traduction] (1992, p. 471).

L'actionnalisme s'éloigne aussi des visions fonctionnalistes et structuralistes où l'ordre, l'équilibre, le consensus, l'intégration et les valeurs universelles sont au centre de leur représentation de la société. Pour Touraine, la réflexion sur la société doit aller au-delà de l'étude du fonctionnement ou des changements des systèmes sociaux et culturels. L'analyse fonctionnaliste, souligne-t-il, « [...] dès ses premières manifestations, nous a convaincu que la sociologie n'était pas l'étude des réalités ou des phénomènes sociaux, mais celle des conduits sociaux » ce qui se ressemble selon lui aux formes « les plus archaïques de la pensée sociale » (Touraine, 1964, p. 4). D'après Pleyers (2008), la démarche théorique de Touraine s'éloigne aussi du courant structuraliste dominant, où le pouvoir et la domination étaient au centre de la vie sociale. « Plutôt que sur les structures et la reproduction de la société, Touraine se centre sur le changement

---

<sup>92</sup> Touraine mentionne que dans la société industrielle il y a une classe sociale dominante et la lutte pour le capital est essentiel, tandis que dans la société post-industrielle ou programmée, la gestion de la production est essentielle et la domination de classe organise la vie sociale et les luttes sociales sont plus généralisées (Touraine, 1978a).

et la production de la société par elle-même. Il nous met en garde contre la fiction que l'ordre est premier » (2008, p. 73).

En somme, Touraine (1978b) propose de « rejeter trois idées sur lesquelles a reposé la sociologie classique ». D'abord, la vision évolutionniste qu'elle a de la société et l'absence de distinction faite entre la structure et le changement. Ensuite, l'idée que l'action est subordonnée à des formes objectives d'organisation sociale et qu'elle est seulement « l'évènement qui flotte à la surface des structures profondes de l'économie ». Finalement, il faut rejeter l'idée que la société est un ensemble de pratiques, mais plutôt le résultat des actions sociales, des interventions des acteurs, des rapports sociaux, des relations politiques et des orientations culturelles (1978b, p. 154-155). Comme le souligne Melucci (1975), « La société, définie comme système de systèmes d'action, se présente comme une structure complexe, articulée en niveaux qui expriment différents types de relations sociales » (1975, p. 361).

Dans l'approche actionnaliste, l'action sociale est au centre de la sociologie. Ce sont les acteurs, leur capacité d'action, les rapports sociaux et les conflits entre eux qui produisent la société. Le travail du sociologue consiste donc à distinguer les significations et les défis des actions sociales et des conflits sociaux (Touraine, 1978b; Pleyers, 2018). Comme le mentionne Zapata (1992), l'actionnalisme reconnaît que l'ordre de la société est le résultat de l'action des acteurs<sup>93</sup> et non d'un ordre préétabli dont l'État est le point de référence. Au contraire, les acteurs sociaux se distancient de l'État et sont les « bâtisseurs de l'ordre social ». Dans ce sens, il n'y a pas qu'une seule réalité sociale, mais des réalités sociales définies en termes des relations sociales, c'est-à-dire par une « interaction placée dans un champ ». D'après Touraine, pour que les relations sociales existent, il est nécessaire que les acteurs appartiennent à un même ensemble ou se situent dans un

---

<sup>93</sup> Même si la définition d'action sociale n'est pas explicite dans les ouvrages de Touraine, il mentionne qu'elle est « travail », « rapport de l'homme à ses œuvres », « création par le travail humain d'un univers d'œuvres culturelles » et qui existe parce qu'elle répond à certaines conditions : (i) elle est orientée vers un but qui répond à des intentions collectives, (ii) l'acteur de l'action est placé dans des relations sociales et (iii) elle emploie de systèmes symboliques (Touraine, 1965). Dans l'ouvrage « La voix et le regard », il fait référence à l'action comme « la conduite d'un acteur guidé par des orientations culturelles et placé dans des rapports sociaux définis par une relation inégale au contrôle social de ces orientations » (Touraine, 1978a, p. 84).

même champ culturel et qu'elles interviennent dans l'organisation sociale à partir d'une position différenciée (Touraine, 1978b, p. 157).

En prenant l'exemple de la relation entre ouvrier et contremaître dans une entreprise, Touraine explique que cette intervention, et par conséquent les rapports sociaux, ne sont pas « purement horizontaux », mais une expression du pouvoir :

La relation entre l'ouvrier et le contremaître est déterminée par les rapports de classes et par ce que je nomme les rapports institutionnels, c'est-à-dire par l'influence comparée des divers acteurs sur la prise des décisions considérées comme légitimes. *Toute relation sociale est donc inégalitaire et comporte une dimension de pouvoir* (Touraine, 1978b, p. 158).

Pour Touraine (1978a, 1984), il y a trois niveaux d'intervention ou niveaux d'action, qui sont définis par des orientations culturelles et des rapports sociaux. Le niveau le plus simple ou organisationnel, où le rôle des acteurs est défini par un système d'autorité qui leur est imposé. Un second niveau, celui des institutions, des mécanismes politiques dont les rapports sociaux, sont définis par « leur influence sur les décisions reconnues comme légitimes » (1984, p. 112)<sup>94</sup>. La position des acteurs et les orientations culturelles sont définies par des règles juridiques déterminées par la domination d'une classe dirigeante, c'est-à-dire de l'acteur qui essaie de s'approprier l'historicité. Cette dernière est en fait le troisième niveau ou le niveau le plus élevé de l'action sociale, un champ d'action historique qui est aussi celui des rapports de classes et de pouvoir.

L'historicité est au centre de la sociologie actionnaliste et Touraine la définit comme étant « [...] la capacité d'une société d'intervenir sur son propre fonctionnement, de produire ses orientations normatives et de construire ses pratiques à un moment donné de son histoire » (Pleyers, 2008, p. 73). C'est-à-dire, « [...] l'ensemble de ces modèles culturels qui commandent les pratiques sociales, mais seulement en passant à travers des rapports sociaux qui sont toujours des rapports

---

<sup>94</sup> Pleyers (2018) à titre d'exemple mentionne que si avec les revendications ouvrières, la lutte est pour une augmentation salariale, elles se situent au niveau de l'organisation. Si la lutte a pour objectif d'améliorer la place des travailleurs dans les institutions par exemple, les luttes se situent au niveau politique ou institutionnel. Mais seulement si les contestations sont plus larges en relation à l'organisation sociale, si la lutte est pour la culture, pour une transformation profonde de la société, entre autres, c'est à ce moment-là que l'action se situe à niveau de l'historicité et concerne toute la société.

de pouvoir » (Touraine, 1984, p. 67). L'historicité se réfère donc aux actions, aux « formes de travail » que la société exerce sur elle-même à travers les relations sociales qui sont conflictuelles, à la capacité d'agir sur elle-même, de produire les orientations de sa pratique et d'intervenir dans son propre fonctionnement. La société est le produit de sa propre action<sup>95</sup>. L'historicité a trois éléments constitutifs qui interagissent entre eux : (i) un mode de connaissance, qui organise le rapport de la société et à son environnement (ii) un mode d'investissement, l'élément central de l'historicité, ce qui commande l'organisation économique de la société et par lequel la société est capable d'intervenir son activité économique et « créer un mode de production économique de la société par elle-même »<sup>96</sup> et (iii) un modèle culturel, la représentation qui oriente les pratiques sociales, l'expression de sa propre créativité et sa propre capacité d'action sur elle-même (le champ éthique) (Touraine, 1978b; Melucci, 1975).

Pour comprendre la manière dont la société se produit elle-même et intervient dans son propre fonctionnement, l'actionnalisme propose de comprendre le champ d'action historique aussi comme l'interférence entre deux logiques : celle de la domination et le conflit qui s'exprime dans les rapports de classe et celle du système d'action historique. Au milieu des tensions, c'est que « les défis communs, les grands problèmes et les débats auxquels se réfèrent les mouvements sociaux se définissent » (Sulmont, 1993).

En relation à la première logique, Touraine souligne d'abord qu'une classe sociale doit être comprise en termes de son « action de classe », c'est-à-dire en fonction de la compréhension des conditions sous lesquelles « les membres d'une classe agissent en tant que tels » et non en termes de sa « situation de classe », qui limite son entendement au niveau des catégories, formes

---

<sup>95</sup> D'après Touraine, contrairement d'autres types de société, l'ordre social de la société postindustrielle ne repose pas sur des garants méta sociaux comme Dieu, la Raison ou l'Histoire, mais sur l'historicité (Touraine, 1984).

<sup>96</sup> Il y a quatre niveaux d'investissement : (i) dans les sociétés agraires, l'investissement est dans la consommation et la reproduction de la force du travail. La créativité n'est pas un attribut de la société. Elle a plutôt une origine méta-social, c'est-à-dire qu'elle émerge d'un ordre divin, (ii) au sein des sociétés marchandes, il y a un investissement dans les deux dernières, mais aussi dans le domaine de la distribution (des biens et des services). La créativité dans cette société est établie par un ordre imposé, (iii) parmi les sociétés industrielles aux investissements en matière de consommation, de reproduction de la force du travail et d'investissements, s'ajoute l'investissement économique et dans l'organisation du travail. Ici la créativité est un mouvement naturel du type évolutionniste et (iv) dans la société post-industrielle, qu'il appelle aussi programmée, s'ajoute aux derniers l'investissement dans la productivité à travers l'innovation à deux niveaux : au niveau des méthodes de gestion et des nouveaux produits; c'est une société « qui se conçoit comme étant produite par son propre travail » (Touraine, 1978b).



d'organisation sociale commune ou des strates sociales. Ensuite, il remarque que la notion de classe sociale doit être employée dans le cadre d'une réflexion plus large sur les mouvements sociaux, vu qu'une classe agit en fonction des rapports conflictuels au niveau de l'historicité. Une classe est donc « un acteur qui combat contre l'autre ». Une classe n'agit pas seulement autour des intérêts économiques, elle se bat contre la classe opposée pour le contrôle de l'historicité, « elle *combat* son adversaire et elle *élabore* un projet de gestion sociétale » (Touraine, 1978b). Dans ce sens, la classe dirigeante est le « groupe social qui prend en charge l'historicité, l'acteur particulier qui exerce l'action la plus générale sur le fonctionnement et la transformation de la société » (Touraine, 1984, p. 235), tandis que la classe dominée est celle qui ne peut pas accéder à l'historicité que de manière subordonnée<sup>97</sup>. Enfin, Touraine explique que les classes sociales ne peuvent pas être définies que par des rapports de classes qui « ne sont pas définis par la nature du groupe social qui dirige l'économie ou l'ensemble de la société, mais par la nature de l'intervention de la société sur elle-même » (Touraine, 1978b, p. 161). Comme le souligne Melucci (1975), ce sont les rapports des classes et non les classes, l'objet théorique fondamental pour la sociologie de Touraine.

L'opposition des classes n'est pas séparable de cette action de la société sur elle-même, de son historicité. La classe supérieure s'identifie à l'historicité et, en retour, l'identifie à ses propres intérêts. Et la classe dominée proteste contre cette identification, lutte pour une réappropriation collective des moyens d'action de la société sur elle-même (Touraine, 1984, p. 113).

Les rapports de classes se situent au niveau du système d'action historique, la deuxième logique évoquée plus haut, qui fait référence à l'ensemble des lignes directrices sociales et culturelles à travers lesquelles l'historicité influence le fonctionnement de la société. Il y a donc un système d'action historique et un rapport de classes propre à chaque type de société. C'est à travers les rapports de classe que les orientations sociales et culturelles deviennent des pratiques sociales marquées par une domination sociale (Touraine, 1978b, 1984). Comme le précise Sulmont (1993) :

L'historicité renvoie, disons-nous, à un système d'action historique. Cela exprime la domination de l'historicité sur les pratiques sociales; il constitue le lien entre le modèle culturel et le fonctionnement d'une société concrète. Un tel système est traversé par les

---

<sup>97</sup> Touraine souligne que « Quand un moment de l'historicité est remplacé par un autre, les classes et la lutte de classes qui l'animaient disparaissent avec lui ; une nouvelle classe dirigeant parle souvent au nom de ce que l'ancienne écrasait ou écartait, mais elle doit être jugée non sur les justifications historiques qu'elle se donne, mais sur la domination qu'elle impose à des forces populaires, définies d'une nouvelle manière » (Touraine, 1978a, p. 83).

relations de classe et reflète leurs tensions. Il vise à transformer le mouvement en ordre, à créer un type défini de société en mobilisant les ressources et les moyens selon les orientations créatives de l'action (1993, p. 200).

La société au sens de Touraine détient alors deux composantes fondamentales (l'historicité et les rapports de classe) et la production par elle-même est faite à travers le conflit qui oppose deux acteurs en compétition pour le contrôle de l'historicité. Un conflit qui, au lieu de déstabiliser la société, est au cœur même de sa production<sup>98</sup> (Pleyers, 2018).

La sociologie actionnaliste est une sociologie de l'acteur et plus précisément du sujet. D'après Gutiérrez, D. (2003), le sujet est entendu par Touraine comme un principe d'ordre non social, bien qu'il se manifeste et se constitue au sein des pratiques sociales, qui organise la société et qui peut être un acteur individuel ou un acteur collectif. Le sujet est une forme de relation de l'individu ou du groupe avec lui-même. Dans ce sens, un mouvement social est un sujet collectif, c'est-à-dire que le sujet est le fondement des mouvements sociaux. Les individus et les mouvements sociaux deviennent des sujets dans le cadre du conflit pour le contrôle de l'historicité.

Selon Touraine, s'il y a des acteurs sociaux qui produisent des situations et prennent des positions en conflit, c'est parce qu'il y a des sujets, pas l'inverse. Ainsi, être sujet est la condition pour que les groupes et les individus se considèrent comme des acteurs autonomes de leurs vies [Notre traduction] (Gutierrez, D., 2003, p. 52).

Comme Sulmont (1993) le résume, acteur et sujet sont des notions inséparables, c'est le sujet qui produit l'acteur et c'est l'acteur qui affronte les relations de domination et qui interviennent dans les trois niveaux d'action mentionnée en amont. Ce que la sociologie actionnaliste appelle les acteurs historiques sont les classes et les acteurs de classe qui s'engagent dans la lutte, au niveau d'action le plus élevé, pour le contrôle de l'historicité et qui sont constitués par un champ culturel et par le conflit social (Touraine, 1978a)<sup>99</sup>. En somme, le conflit est au cœur de la société et articule

---

<sup>98</sup> D'après Melucci (1975), la notion de rapport de classe de Touraine s'éloigne du fonctionnalisme et du marxisme. Du premier, parce qu'elle s'oppose à l'image d'une société qui transfère un ensemble de valeurs, de normes, d'institutions, entre autres, en défendant plutôt l'idée d'une société qui n'est pas intégrée autour des valeurs, mais traversée par le conflit des classes. Du marxisme, elle s'éloigne dans la mesure où les rapports de classe ne sont pas définis en termes de contradiction, mais de conflit.

<sup>99</sup> Concernant le sujet, François Dubet, collaborateur de Touraine, souligne que dans l'ouvrage « Critique de la modernité » publié en 1992, il y a eu une certaine radicalisation des idées de Touraine. Au centre de cet ouvrage se situe l'idée d'une double nature de la modernité. Elle est définie d'un côté comme le triomphe de la Raison, la science et la

les relations sociales. Les conflits les plus importants ont lieu dans le champ culturel, celui de l'historicité. Touraine souligne qu'au lieu de l'idée du conflit doit être privilégiée celle de mouvement social (Touraine, 2006).

L'actionnalisme donne alors une importance centrale à l'action sociale et aux mouvements sociaux. Touraine a dédié les débuts de sa carrière à mieux comprendre la société industrielle et le mouvement ouvrier. Néanmoins, à partir de la fin des années soixante-dix, percevant un changement de la société et l'avènement d'une société programmée, il a dédié ses recherches à mieux comprendre les nouveaux acteurs, les nouveaux mouvements sociaux de ce nouveau système d'action historique (Pleyers, 2018). Il définit un mouvement social comme « [...] la lutte collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète » (Touraine, 1978a, p. 104). Bien qu'il reconnait dans la définition du mouvement ouvrier de la société industrielle et d'inspiration marxiste l'antécédent de son idée de mouvement social, il s'éloigne de cette idée qui ne considère pas en fait l'existence des acteurs historiques guidés par l'historicité. Il résume son opposition en trois points. D'abord, il ne conçoit pas les mouvements sociaux comme la manifestation contre un système de domination, mais comme des conduits « socialement conflictuels » et « culturellement orientés ». Ensuite, il précise que l'action des mouvements sociaux n'est pas une action seulement politique dirigée contre l'État, mais elle est une action de classes dirigée vers un adversaire social. Finalement, Touraine souligne que les mouvements sociaux, au lieu de créer une nouvelle société, défendent une société alternative dans un champ historique et culturel (Touraine, 2006). Ils cherchent à construire une identité qui leur permette d'agir sur eux-mêmes et aussi sur la société<sup>100</sup> (Zapata, 1992).

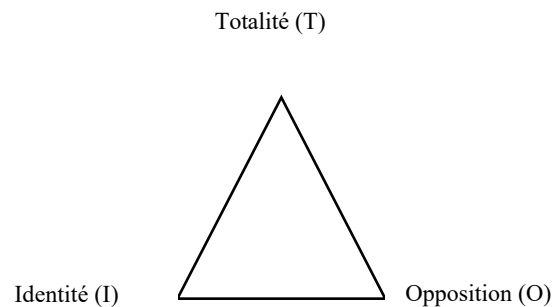
---

technologie et d'un autre côté le triomphe du sujet « c'est-à-dire de la subjectivité personnelle, des droits humains, de la liberté de conscience, de la foi, de l'authenticité personnelle, de la capacité de se définir soi-même contre les contraintes du fonctionnement de la vie sociale » (Dubet, 2019, p. 26).

<sup>100</sup> En raison de la difficulté à analyser les mouvements sociaux et les relations à partir des méthodes sociologiques traditionnelles, Touraine a développé la méthode de l'intervention sociologique. Cette méthode se fonde sur la création de lieux « de manière quasi expérimentale » où le chercheur intervient directement pour permettre aux acteurs de s'exprimer, de rentrer en confrontation avec les alliés et les adversaires et d'analyser le sens de leurs actions collectives, ce qui permettra aux chercheurs par la suite de reconstruire et d'étudier, intensivement et dans la longue durée, le sens des actions collectives (Touraine, 1984).

Un mouvement social au sens de Touraine est une relation entre acteur, adversaire et enjeu (ce qui est en jeu dans la lutte, c'est-à-dire l'historicité). En ce sens, une classe dirigeante et une classe populaire peuvent être porteuses des mouvements sociaux (Sulmont, 1993). Un mouvement social repose sur la combinaison de trois principes de base : (i) le principe d'identité, qui fait référence à la définition qu'a l'acteur de lui-même, qui est né du conflit et qui à son tour constitue et organise l'acteur (ii) le principe d'opposition, c'est-à-dire la capacité de l'acteur à identifier l'adversaire et qui est seulement possible si l'acteur se sent confronté dans le cadre d'un conflit et (iii) le principe de totalité, qui correspond aux orientations communes des adversaires et aux revendications qui sont élevées au niveau du système d'action historique (figure 3.2.) (Touraine, 1973).

Figure 3.2 Schéma utilisé par Touraine pour décrire les trois principes d'un mouvement social (Touraine, 1978a, p. 109)



Comme l'explique Cohen (1985), afin de différencier les types de comportements contestataires du concept de mouvement social, Touraine insiste pour séparer l'analyse de la dimension synchronique, celle du fonctionnement de la société, des relations sociales et du système d'action historique, de la dimension diachronique du changement. En ce sens, il s'intéresse aux mouvements sociaux en tant que « luttes autour des modèles culturels impliqués dans le fonctionnement actuel de la société » [Notre traduction] (1985, p. 698).

Le conflit entre deux mouvements sociaux n'oppose pas deux modèles de société radicalement différents, mais implique une relation sociale entre adversaires qui partagent des valeurs et des orientations communes (Pleyers, 2018). Touraine explique que le rapport de l'acteur à l'adversaire,

qui correspond au conflit dans le mouvement social, dépend du rapport de l'acteur à l'enjeu et à l'adversaire. Dans le premier cas, c'est une relation de production et dans le deuxième, il s'agit d'un désavantage influencé par les relations de reproduction. En somme, si les trois principes sont articulés au sein d'un mouvement social, leur « niveau de projet » est plus élevé que si les trois dimensions sont séparées affaiblissant leur capacité d'agir<sup>101</sup> (Touraine, 2006).

Les mouvements sociaux s'expriment à travers différentes luttes, c'est-à-dire « [...] aux formes d'action conflictuelle, organisée et conduite par un acteur collectif contre un adversaire pour le contrôle d'un champ social » [Notre traduction] (Touraine, 2006, p. 262). Bien que les luttes soient diverses, il y a pour Touraine un mouvement social pour chaque classe sociale dans chaque type de société. Plus précisément, « À un système d'action historique correspond une relation de classes principale et par conséquent un couple de mouvements sociaux antagonistes » [Notre traduction] (Touraine, 2006, p. 270). Dans ce sens, quand une société historique déterminée est remplacée par un autre type de société, le mouvement social qui la caractérise est aussi remplacé par un autre, il « naît et meurt avec la société dont il fait partie » (Touraine, 2006).

Touraine mentionne qu'une action se reconnaît comme une lutte si elle répond à quatre conditions : (i) la lutte doit être conduite au nom d'une population particulière (ouvriers, paysans, consommateurs, etc.), (ii) il doit s'agir de luttes organisées permettant de préciser le conflit et d'intégrer le mouvement (iii) la lutte doit être contre un adversaire qui peut se représenter par un groupe social et (iv) le conflit ne doit pas être spécifique, mais un conflit sociétal (Touraine, 2006). Il classe aussi les luttes dans deux types : affirmatives et critiques, qui à leur tour, peuvent être situées dans les trois niveaux d'action : organisationnel, institutionnel et l'historicité, ce qui donne lieu à six types de luttes sociales (Touraine, 1978a; 2006) :

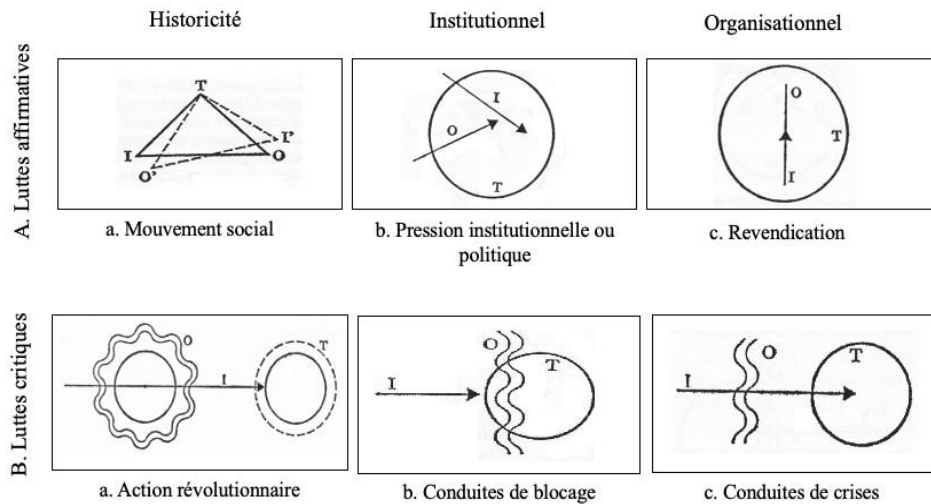
- A. Les luttes affirmatives qui cherchent à augmenter la domination d'un acteur dans un champ :
  - a. Mouvement social (niveau de l'historicité) : les deux acteurs ont leur propre définition d'eux-mêmes, ils sont des adversaires et ont un même enjeu.

---

<sup>101</sup> Selon Touraine, un mouvement social qui se situe dans un niveau plus élevé implique l'intégration « [...] des demandes organisationnelles et les pressions institutionnelles. C'est aussi celui qui fait triompher l'action affirmative de classe sur l'action critique de destruction de l'ordre en crise » [Notre traduction] (Touraine, 2006, p. 262).

- b. Pression institutionnelle ou politique (niveau institutionnel) : l'acteur est en compétition avec son adversaire pour influencer les décisions au niveau institutionnel.
  - c. Revendications (niveau organisationnel) : sont des luttes contre le système d'autorité pour améliorer la position de l'acteur au sein de l'organisation.
- B. Les luttes critiques ou les luttes de défense contre la domination :
- a. Action révolutionnaire (niveau de l'historicité) : ce type de lutte est contre une domination, non contre celle de la classe dirigeante, mais « contre l'État, le despotisme et l'autocratie ». La lutte est pour la « réappropriation communautaire de toutes les formes de production de la société ». L'action de l'acteur détruit l'ordre social et la domination de l'adversaire générant un nouvel ordre orienté pour l'action de classe.
  - b. Conduites de blocage (niveau institutionnel) : sont des actions critiques au système politique, peuvent être violentes et s'opposent aux pressions institutionnelles. L'acteur est en lutte directe contre l'adversaire. Il ne peut pas accéder au champ de décisions qui est occupé par l'adversaire.
  - c. Conduites de crises (niveau organisationnel) : elles cherchent à améliorer la position de l'acteur, à le défendre d'une crise. L'objectif n'est pas une nouvelle organisation sociale, mais de se protéger des changements au niveau de l'organisation sociale et culturelle). L'adversaire est plutôt un obstacle qui éloigne l'acteur de l'organisation.

Figure 3.3 Représentations des différents types de lutte selon Touraine<sup>102</sup> (adaptée de Touraine, 1978a)



En somme, la construction théorique de Touraine sur les mouvements sociaux est incorporée dans une interprétation plus large de la société, ce qui permet de comprendre les mobilisations collectives en relation à la manière dont les acteurs sont construits par la dynamique de domination et par un champ historique donné. L'intérêt de l'approche actionnaliste réside, selon Tarrés (1992), dans l'importance attribuée à l'acteur et à l'analyse sociale des secteurs marginalisés, des minorités exclues dans les approches précédentes. Touraine valorise les différentes formes d'organisation et de lutte qui émergent de la société civile, la diversité dans la vie sociale et les processus de la vie quotidienne, sans tenir pour acquis les comportements des acteurs. Il fait la différence entre le social et la dimension politique. Contrairement à l'approche de la mobilisation de ressources, l'approche actionnaliste ne réduit pas la mobilisation sociale aux actions stratégiques et politiques et se concentre plutôt sur la dimension identitaire, en cherchant à mieux comprendre comment et pourquoi les individus se reconnaissent comme faisant partie d'un groupe. D'après Gendron (2006), un autre élément d'intérêt au centre de la pensée de Touraine est l'introduction de la question de la lutte de classes et le conflit social à l'étude de l'action collective. Ainsi, il a « réactualisé le thème central des conflits de l'analyse marxiste et inscrit les mouvements sociaux

<sup>102</sup> La lettre I représente le principe d'identité, O celui d'opposition et T le principe de totalité.

au cœur même du fonctionnement de la société par le biais d'une articulation inédite entre les classes sociales et l'action collective » (2006, p. 119).

Delanty (1999) mentionne que la principale faiblesse du travail de Touraine est le vide théorique qu'il a laissé dans sa critique de la sociologie classique en discréditant l'idée de la société comme le principe unificateur. D'après lui, en critiquant la réduction du social au politique et au culturel, Touraine ne permet pas une théorisation adéquate du social et l'idée de placer le sujet comme le principe unificateur n'est pas, à son avis, énoncée clairement. D'autres idées de Touraine ont été critiquées : la hiérarchisation des formes de lutte sociale, leur insistance sur la discontinuité radicale entre les différents types de sociétés et les mouvements sociaux et les notions « type sociétal » et « société civile ». Par rapport à ces deux notions, bien qu'elles aient été revalorisées par Touraine, elles sont mobilisées de manière abstraite sans clarifier et développer ce qu'il comprend par les deux termes. Les limites de la distinction faite entre l'analyse diachronique et synchronique qui restreignent l'analyse institutionnelle de la société civile, ainsi que la limitation de l'interaction stratégique à des niveaux inférieurs du conflit sont également signalées (Cohen, 1985). Gendron (2006) ajoute un autre questionnement concernant la structuration bipolaire des rapports sociaux propres à chaque type de société historique :

Si une telle configuration se justifie dans l'optique de ce que Touraine appelle l'action critique, et où interagissent une classe dominante et une classe dominée, on comprend mal son fondement dans la perspective constructiviste d'une production de la société où le mouvement social se caractérise par une lutte affirmative. Cette question interroge plus précisément l'articulation que propose Touraine entre les classes sociales et les mouvements sociaux (2006, p. 121).

Finalement, l'un des disciples de Touraine, Alberto Melucci (1975) souligne les risques du concept d'historicité qui « ne semble pas éviter complètement les risques d'une philosophie du sujet d'une conception de l'action comme principe créateur » (1975, p. 362) et de ne pas établir une articulation entre l'accumulation et les composantes de l'historicité. Melucci conteste également l'idée du conflit comme la base de la société et que l'actionnalisme ne permet pas d'expliquer les mécanismes permettant de passer du conflit à l'action collective, ce qu'il aborde dans sa propre élaboration théorique que nous présenterons ensuite.



### 3.4.2 Alberto Melucci et l'identité collective

Comme mentionné en amont, ce sociologue italien est un autre grand contributeur au paradigme des « nouveaux mouvements sociaux » et l'un des premiers à s'interroger sur sa pertinence pour expliquer les mouvements contemporains.

Contrairement aux approches de l'action collective précédentes, comme celle de la mobilisation de ressources, qui selon lui réduit l'action collective à un pur événement, Melucci propose d'étudier l'action collective en fonction des dimensions socioculturelles et de les aborder en tant que forme d'action identitaire, c'est-à-dire de les étudier en fonction de ce qui n'est pas évident, mais qui est ancré dans la vie quotidienne des gens, à l'intérieur du mouvement et qui est à la base de l'action (Melucci, 1999). Aussi, Melucci a identifié une rupture entre les nouveaux groupes contestataires et le pouvoir politique, qu'ils ne cherchent pas à conquérir, ce qui s'éloigne du modèle du processus politique. Melucci part d'idées similaires à celles de Touraine : d'après lui, l'émergence des NMS est une réponse à la crise du sens provoqué par l'émergence de sociétés complexes, hautement différenciées avec une haute densité d'information, qui est devenue en fait une ressource centrale, et qui conduit à de nouvelles pratiques et types d'actions (Melucci, 1996, 1999). Comme l'explique Archila (2003), les nouvelles pratiques dans le cadre de cette nouvelle ère de l'information se situent dans des champs d'action où il y a :

[...] une lutte pour le contrôle des codes communicatifs et culturels. Les mouvements sociaux non seulement luttent pour ce contrôle, mais ils sont eux-mêmes des médias communicatifs, ce qui rapproche Melucci du modèle d'action communicationnelle d'Habermas [Notre traduction] (2003, p. 55).

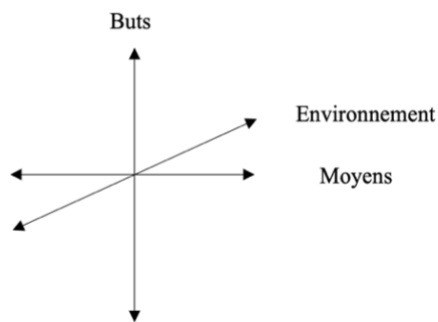
Les actions contestataires se situent dans le champ culturel où les mouvements sociaux sont porteurs d'informations et ont un rôle symbolique « [...] et même prophétique, car ils [les mouvements sociaux] relèvent des problèmes, des intérêts cachés, ils transmettent des messages à la société dans son ensemble, contestent les codes dominants et introduisent de nouvelles significations sociales » [Notre traduction] (Aceves, 1994, p. 6).

Selon Aceves (1994), Melucci a développé une approche pour mieux comprendre comment les individus s'engagent dans les actions collectives, comment ces actions sont construites, leurs mécanismes, et pour mieux saisir la signification de l'hétérogénéité qui constitue les mouvements

contestataires, ce qui implique d'étudier comment l'action collective se forme, mais aussi comment elle se maintient dans le temps (Melucci, 1999).

D'après Melucci, les mouvements sociaux sont des constructions collectives. Ils sont des systèmes d'action construits socialement à travers des objectifs, des croyances et des décisions qui contiennent une multiplicité de processus sociaux, des acteurs et des formes d'action. Dans ce sens, les actions collectives sont produites par les acteurs collectifs et sont déterminées par le système des relations sociales dans le cadre d'un système qui offre des opportunités et qui a des restrictions. Les acteurs collectifs sont capables de se définir eux-mêmes dans le cadre d'un processus d'interaction et de négociation et de définir leur champ d'action. La définition d'un « nous » collectif implique l'intégration de trois axes ou dimensions : les buts de l'action, les moyens (les possibilités et les limites de l'action) et les rapports à l'environnement. Il explique que le système d'action s'organise à travers ces trois pôles dans « un ensemble de vecteurs interdépendants, reliés par un rapport tensionnel » (figure 3.4) (Melucci, 1990, 1999).

Figure 3.4 Représentation graphique des axes qui organisent le système d'action (Melucci, 1991, p. 144)



Autrement dit, les mouvements sociaux ne sont pas juste le résultat des intentions d'un groupe d'acteurs organisés ou un effet des conditions structurelles préalables à l'action, mais une construction sociale limitée par les ressources, les intentions et les possibilités d'action, entre autres. Leur unité est le produit, le résultat et non le point de départ dans une confrontation donnée où l'un de ses principes le plus importants est celui de l'organisation (Melucci, 1991) :

Les individus agissant ensemble construisent leur action par des interventions organisées, c'est-à-dire qu'ils définissent en termes cognitifs, affectueux et relationnels l'éventail des possibilités et des limites qu'ils perçoivent, tout en activant leurs relations pour donner un sens à « être ensemble » et les fins qu'ils poursuivent (Melucci, 1999, p. 43).

Les NMS sont le produit de dynamiques complexes; ils sont ancrés au contexte socioculturel où trois dimensions analytiques les déterminent et les différencient des autres activités collectives : (i) la solidarité, c'est-à-dire la capacité de partager une même identité collective (ii) le conflit ou l'opposition entre acteurs pour la même ressource et (iii) la rupture des limites du système des relations sociales où l'action a lieu. Un mouvement social diffère des autres actions collectives par son intégration soutenue dans le temps et par la remise en question du système où l'action a lieu (Melucci, 1999). D'autres éléments des NMS sont le peu d'ouverture à la négociation de leurs objectifs et l'importance qu'ils donnent aux mécanismes délibératifs et à la participation directe, en refusant les différentes formes de médiation ou de représentation (Archila, 2003).

Un autre point chez Melucci concerne la notion de réseaux de mouvement (ou aires de mouvement), un terme qu'il présente comme le plus approprié pour parler des mouvements sociaux et qui est mobilisé pour se référer aux groupes qui partagent une identité. C'est dans le réseau que se construisent les sens collectifs : il s'agit des laboratoires où les acteurs interagissent, s'influencent les uns les autres et négocient de nouvelles formes de perception, de signification et de confrontation. Les NMS prennent forme à l'intérieur de ces réseaux composés des organisations formelles et des réseaux des relations informelles. En ce sens, la participation au mouvement n'est pas un compromis à temps plein comme dans les partis politiques, mais un engagement plus flexible, permettant le militantisme temporaire et de courte durée<sup>103</sup> (Melucci, 1999).

Afin de mieux comprendre comment les individus s'engagent lors des actions collectives, Melucci mobilise la notion d'identité collective. Absente des approches précédentes, mais au centre de ce paradigme, l'identité collective est comprise comme un processus de négociation entre les

---

<sup>103</sup> Melucci explique aussi que les mouvements sociaux s'organisent autour d'un modèle « bipolaire » avec deux fonctions différentes, voire deux moments complémentaires : (i) la latence qui permet aux membres du réseaux de se familiariser avec les nouveaux modèles, qui s'oppose aux pressions et crée des nouveaux codes et (ii) la visibilité, c'est-à-dire le moment de l'émergence des groupes qui montrent leur opposition publiquement en indiquant à la société en général qu'il y a des alternatives possibles (Melucci, 1999).

membres d'un mouvement où sa construction devient le cœur des NMS (Aceves, 1994; Gamson, 1992). Melucci (1996) appelle l'identité collective au processus de construction d'un système d'action qui permet aux mouvements de devenir des acteurs, ce qui « n'est pas une donnée ou un essence », mais plutôt :

Il s'agit d'une définition interactive et partagée, produite par plusieurs individus et qui concerne les orientations de l'action et la portée des opportunités et des restrictions dans lesquelles l'action se déroule : par « interactive et partagée » j'entends une définition qui doit être conçue comme un processus, parce qu'elle est construite et négociée par l'activation répétée des relations qui unissent les individus [Notre traduction] (Melucci, 1999, p. 66).

Les NMS sont alors des formes de résistance particulières qui réagissent aux voies de développement socioéconomique et qui cherchent à s'approprier l'espace et les relations quotidiennes. Les NMS ont des motivations symboliques, orientées vers la construction et la reconnaissance de leurs identités collectives (Alonso, 2009).

En ce sens, les acteurs produisent l'action collective parce qu'ils sont capables de s'identifier eux-mêmes et de définir leur relation avec l'environnement. Aussi, ils ont la capacité de se distinguer des autres et d'être reconnus par ces autres. Il doit y avoir au moins un peu de réciprocité dans la reconnaissance sociale entre les acteurs : « Lorsque cette base minimale de reconnaissance fait défaut, il ne peut y avoir que pure répression, un vide de sens annulant le champ social dans lequel l'action collective peut être produite » [Notre traduction] (Melucci, 1996, p. 73-74). Cette définition d'eux-mêmes n'est pas linéaire et statique, mais le résultat « des interactions, négociations et oppositions des différentes orientations ». Les identités collectives contribuent à la définition d'un « nous » partagé, à l'établissement des frontières du groupe et à déployer des mécanismes de solidarité. Cette définition implique que les mouvements sociaux sont liés par un ensemble de croyances, de symboles, de valeurs, de significations, entre autres, et que les acteurs sont capables de reconnaître les effets de leurs actions, d'évaluer les opportunités et les limites de l'action collective, mais aussi qu'ils s'engagent émotionnellement avec un sentiment d'appartenance qui ne repose pas que sur la rationalité stratégique (Melucci, 1999).

L'identité collective implique, selon Melucci, trois dimensions : cognitive, relationnelle et émotionnelle. D'abord, en tant que processus, l'identité collective contient des définitions liées aux

but, aux moyens et au champ d'action dans un langage partagé. Ces définitions sont intégrées aux rituels, pratiques et artefacts culturels qui ne sont pas nécessairement cohérents, mais différents et des fois contradictoires. Ensuite, l'identité collective renvoie à un réseau de relations entre les acteurs au sein du mouvement (des relations d'interaction, de communication, d'influence, de négociation et de prise de décisions). Enfin, l'identité collective possède un degré d'investissement émotionnel qui permet aux acteurs de se reconnaître, de se sentir partie d'une unité, c'est-à-dire d'un nous commun qui oriente les actions. En ce sens, il sera plus probable qu'un individu participe à une action collective s'il a plus d'accès aux ressources lui permettant de participer à la construction de cette identité partagée. Autrement dit, pour qu'un mouvement social émerge et ait de la cohésion, la construction d'une identité collective est nécessaire (Melucci, 1996; 1999).

Pour conclure cette section concernant le paradigme des NMS, il faut souligner que bien que chaque auteur ait ses propres idées, les travaux de Touraine, de Melucci et d'autres théoriciens<sup>104</sup> convergent vers le postulat central de l'avènement dans le XXe siècle d'une nouvelle société. Comme l'explique Alonso (2009), il s'agit de la transition d'une société qui avait au centre la production industrielle, le travail et les éléments redistributifs, vers une société avec de nouveaux agents des mobilisations collectives, revendiquant la dimension culturelle et de « la vie quotidienne, exigeant la démocratisation des structures et affirmant de nouvelles identités et valeurs ».

L'une des controverses autour de cette approche est celle de la « nouveauté » des NMS. On considère que les caractéristiques propres aux nouveaux mouvements contestataires étaient déjà présentes dans les anciens mouvements (*p. ex.* la multidimensionnalité, les demandes symboliques et la question de l'identité), mais ont été négligées par les chercheurs. Ce ne serait alors pas une nouveauté en termes des revendications, de formes d'organisation ou d'action, mais plutôt une nouvelle approche pour les étudier (Ibidem). Melucci (1991) répond à cette critique en mentionnant

---

<sup>104</sup> Par exemple Claus Offe, qui a interprété l'apparition des mouvements sociaux des années soixante-dix comme une réponse à la crise de l'État en Europe. Il affirme que dans les NMS, il y a une tendance à s'émanciper de l'État et à politiser les pratiques de la société civile. Bien qu'ils soient loin de vouloir contrôler l'État, ils encouragent l'émergence d'un nouveau paradigme politique. Ces NMS agissent sur un terrain politique, mais non institutionnel qu'Offe place dans une catégorie intermédiaire entre le privé et le public. Il affirme aussi qu'ils s'organisent différemment pour l'action, où il y a une « tendance à la dédifférenciation » et aux manifestations plus visibles. Ainsi, le conflit porté par les nouveaux mouvements contestataires comprend la nouvelle classe moyenne et les groupes périphériques (Offe, 1994).

d'abord qu'il y a deux versions de la critique : ceux plus modérés qui acceptent qu'il y ait quelque chose de nouveau et les plus radicaux, qui indiquent qu'il n'y a rien de nouveau dans les NMS. Les critiques les plus radicaux sont les premières que Melucci rejette en argumentant qu'elles sont basées sur des arguments historiques où l'histoire est vue linéairement et non comme « une suite discontinue de structures ou de systèmes », sans tenir compte des interruptions du passage d'une structure à l'autre. Concernant les critiques modérés, Melucci soutient qu'il y a une confusion (qu'il pense avoir lui-même aidé à créer) entre considérer un mouvement comme un objet unitaire et l'unité empirique qui peut être observé dans un mouvement.

Le courant des nouveaux mouvements sociaux est également accusé de vouloir idéaliser les mouvements sociaux dans la recherche d'un nouveau sujet révolutionnaire et de se limiter à la sphère sociale, laissant de côté sa relation avec la sphère politique-institutionnelle. Sur le plan empirique, certains critiques argumentent que les études sont limitées et ne sont pas suffisantes pour expliquer les différents contextes. Aussi, certains chercheurs l'ont mobilisé pour comprendre toutes les sphères de la vie sociale et l'étude des mouvements de la droite est négligée (Alonso, 2009; Tarrés, 1992)<sup>105</sup>.

### 3.5 L'étude des mouvements sociaux en Amérique latine

En ce qui concerne l'Amérique latine, de façon inattendue entre les années 1980 et 1990, de nombreux chercheurs ont adhéré à l'approche des nouveaux mouvements sociaux, formulée initialement pour comprendre les actions collectives des sociétés européennes (Tarrés, 1992). À la différence des autres approches qui ont eu un succès modeste dans la région<sup>106</sup>, l'approche actionnaliste de Touraine a été mobilisée dans de nombreuses recherches où les mouvements sociaux latino-américains se sont vu attribuer « [...] un grand potentiel de démocratisation, un rôle

---

<sup>105</sup> Tarrés signale aussi la difficulté théorique de certains partisans de l'approche des NMS de distinguer entre un comportement collectif et un mouvement social et pour établir des catégories d'actions collectives. « La plupart des auteurs classifie les mobilisations en relation aux revendications ou le type d'acteur mobilisé, confondant l'acteur collectif mobilisé dans une société historique avec le concept de mouvement social » (1992, p.737).

<sup>106</sup> L'approche de Tilly a été formulée dans les années quatre-vingt-dix et a connu un succès limité, mais le travail conjoint avec McAdam et Tarrow a renouvelé l'intérêt pour cette approche et aujourd'hui elle est mobilisée par certains chercheurs, tandis que l'approche de Snow est peu mobilisée. Il est important de mentionner aussi que dans le monde, lors des premières décennies d'élaboration des théories sur les mouvements sociaux, il n'y avait pas de dialogue et d'interaction entre les chercheurs des différents écoles, néanmoins comme le soulignent plusieurs auteurs comme Garcia, A. (2004) et Alonso (2009), plus tard le dialogue entre les différentes approches a commencé et aujourd'hui elles interagissent entre elles.

important d'acteurs, capables par leur action de régénérer (sinon de remplacer) le système de partis politiques détérioré » [Notre traduction] (García, A., 2004, p. 31). Dans le contexte de la transition d'un régime dictatorial à un régime démocratique, dans plusieurs pays de la région, de nouvelles formes de mobilisation ont émergé. Comme l'explique Tarrés (1992), l'approche des NMS a permis de soulever le caractère novateur de ces mouvements par rapport aux acteurs populaires classiques et a permis d'étudier des sujets propres aux sociétés latino-américaines comme les luttes contre la domination, les droits humains, l'identité culturelle, entre autres.

Cette grande adhésion à l'approche des NMS dans la région a été néanmoins remise en question, surtout en ce qui concerne l'application peu critique des modèles européens pour comprendre les mouvements propres de la région. Certains auteurs comme Archila (2003) se méfient de la grande importance accordée aux acteurs sociaux et de l'éloignement de l'action collective de la dimension politique; il mentionne que les actions collectives sont fortement politisées : « [...] lorsque la théorie de la sociologie de l'action s'applique en Amérique latine, elle met en évidence le poids de l'État de telle manière que l'action autonome des mouvements sociaux est impossible, il [l'État] les annule presque » [Notre traduction] (2003, p.44). Archila postule aussi qu'il n'y a pas de rupture en tant que telle entre les anciens et les nouveaux mouvements, mais plutôt la construction de différentes identités. À côté des revendications culturelles, les mouvements sociaux de la région ont aussi des revendications matérielles contre l'État.

À partir des années quatre-vingt-dix, dans le cadre de l'adoption des programmes d'ajustement structurel en Amérique latine, les mouvements sociaux classiques se sont affaiblis et l'intérêt pour l'étude des mouvements sociaux dans la région a diminué. D'autres notions académiques comme celle de société civile ont acquis une plus grande pertinence (Alonso, 2009). Des formes d'action contestataire moins traditionnelles<sup>107</sup> comme les barrages routiers ont commencé à être plus courantes, ce qui a conduit à l'affaiblissement des théories centrées sur l'identité et à privilégier la mobilisation des notions venants des approches politiques et stratégiques (Svampa, 2009b).

---

<sup>107</sup> Svampa (2009b) souligne que lorsque les répertoires traditionnels des actions tels que les marches et les grèves n'ont pas été efficaces, des actions non conventionnelles et plus directes comme le pillage, les barrages routiers et les explosions sociales se sont généralisées.

Néanmoins, à partir des années 2000, comme nous l'avons constaté dans le premier chapitre, la vague de mouvements contestataires remettant en question les politiques d'inspiration néolibéral a renouvelé l'intérêt sur le plan scientifique pour les mouvements sociaux (*p. ex.* le soulèvement zapatiste au Mexique, la guerre de l'eau de Cochabamba, le « cacerolazo » argentin en 2001, la protestation des « forajidos » en Équateur, etc.). Comme le souligne Svampa (2009a), les mouvements sociaux ont réussi à mettre sur les agendas publics et à débattre les différentes problématiques liées aux droits de l'homme, aux ressources naturelles, à la question de l'identité, de l'autonomie, entre autres. Les recherches menées durant cette décennie se sont divisées en deux courants : celles qui se concentrent sur la notion d'action collective, c'est-à-dire sur ce qui est visible (les protestations) et celles qui ont le mouvement social au centre de leur analyse. On assiste également à l'émergence d'une vague de mouvements mondiaux réunis dans le mouvement altermondialiste « [...] ce qui a été marqué par le défi au néolibéralisme par des réseaux d'intellectuels engagés et surtout par une régénération des mouvements indigènes et paysans » [Notre traduction] (Pleyers, 2018, p. 15).

Durant la dernière décennie, les formes d'activisme transnational se sont également consolidées. Il y a eu aussi une vague de mouvements sociaux menant des protestations ouvertes et mobilisant des citoyens, des étudiants, des paysans, entre autres (Pleyers, 2018). Ces différentes actions collectives contemporaines dans la région<sup>108</sup> sont en fait enracinées dans l'histoire des luttes populaires. Pour aborder les mouvements sociaux contemporaines dans la région, Gohn (2008) souligne qu'il existe une multiplicité d'approches théoriques qu'elle regroupe comme suit : (i) les constructions théoriques centrées sur la sphère culturelle, liées à la construction de l'identité au sein du paradigme des NMS (ii) les théories centrées sur la justice sociale, la question de la reconnaissance et de la redistribution, inspirées surtout des idées de l'École de Francfort (iii) les approches qui mettent en évidence la résilience et l'autonomie des mouvements sociaux et leur lutte contre le néolibéralisme et (iv) les études qui mobilisent les idées des auteurs comme Tarrow, McAdam, McCarthy et Zald, et qui se concentrent sur l'institutionnalisation de l'action collective.

---

<sup>108</sup> Les grandes mobilisations durant plusieurs mois au Chili entre 2019 et 2020 qui ont explosé en raison de l'augmentation des tarifs de transport et qui ont contraint le président Piñera à s'engager dans une réforme constitutionnelle, les manifestations en Bolivie contre la réélection d'Evo Morales en 2019 et les manifestations au Nicaragua déclenchées par les modifications au système de sécurité sociale, sont quelques exemples.



Quatre acteurs sociaux sont particulièrement actifs dans la région aujourd'hui : les mouvements pour la démocratisation, les luttes collectives pour l'éducation où les acteurs sont à la fois les étudiants et les professeurs, les mouvements pour la paix et la justice et les mouvements paysans et indigènes dont l'une des revendications de longue date est l'accès à la terre (Pleyers, 2018). Comme nous l'avons constaté dans le premier chapitre, les mouvements paysans et indigènes sont des mouvements historiques de lutte sociale et politique dans la région qui ont eu une nouvelle vie et sont considérés comme le modèle des nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine. Dans la section qui suit, nous allons explorer comment les mouvements paysans ont été étudiés par les différents courants théoriques et particulièrement par le courant des NMS.

### 3.6 L'étude des mouvements paysans

Les actions collectives menées par les paysans sont un objet d'étude notamment depuis les années soixante. Le succès des mobilisations paysannes, en particulier dans les mouvements de libération nationale en Asie, a motivé des recherches visant à mieux comprendre la manière dont les paysans se mobilisent et pourquoi ils se mobilisent, ce qui a remis en question la vision marxiste de la paysannerie qui est considérée comme ayant peu de capacité révolutionnaire (Johnson, 2012). À cette époque, les mouvements étaient définis principalement par la question des classes sociales : ils étaient compris comme des formes de lutte et ce sont les révolutions, les luttes les plus visibles et directes qui étaient au centre des recherches; c'est le cas des grands théoriciens des études paysannes comme Eric Wolf ou Teodore Shanin.

Dans son ouvrage classique « Peasant wars of the twentieth century », Wolf (1972) a analysé six grandes révolutions paysannes dans le monde pour expliquer l'engagement des paysans dans ces mouvements sociaux complexes<sup>109</sup>. Il considère que la paysannerie n'est pas un groupe homogène, que les paysans sont « lents » à se mobiliser et que ceux qui se mobilisent sont les paysans qui ont le plus d'autonomie, c'est-à-dire, le paysan « moyen » qui possède la terre, qui a la capacité de contrôler leurs propres ressources et les conditions techniques de la production, et non les paysans

---

<sup>109</sup> Wolf a analysé des révolutions menées par les paysans au Mexique, en Russie, en Chine, au Vietnam, en Algérie et à Cuba (Wolf, 1972).

pauvres ou les travailleurs ruraux sans terre<sup>110</sup>. Les mouvements paysans étudiés avaient en commun d'être insérés dans des sociétés qui ont subi des changements accélérés qui ont créé les conditions favorables aux soulèvements. En ce sens, Wolf conclut que les luttes paysannes ne sont plus des réactions aux problèmes à l'échelle locale, mais « [...] des réactions locales à des troubles sociaux majeurs qui ont été causés par des changements majeurs dans la société » [Notre traduction] (1972, p, 401). Wolf mentionne également que les luttes paysannes du XX siècle étaient dues à trois facteurs: la crise démographique, la crise écologique et la crise de pouvoir et d'autorité. Les actions collectives des paysans étudiés ont mené à des changements spécifiques dans la structure sociale, mais arrivent rarement à contrôler le pouvoir politique ou les ressources stratégiques (Wolf, 1979).

Durant les années soixante, les actions contestataires des paysans étaient comparées avec les actions politiques de la classe ouvrière, et on s'est demandé si la paysannerie constituait ou non une classe sociale. Eric Hobsbawm (1976), par exemple, définit les paysans comme une classe sociale, il s'agit « [...] d'un groupe de personnes qui ont le même type de relation avec les moyens de production, ainsi que d'autres caractéristiques économiques et sociales communes » [Notre traduction] (1976, p. 4). Néanmoins, contrairement à la classe ouvrière, la classe paysanne a une vague conscience de classe, les paysans ne manifestent pas une conscience prolétaire et ne seraient pas capables de constituer un mouvement social révolutionnaire par eux-mêmes. D'après Hobsbawm, les actions collectives des paysans ne peuvent pas conduire à des mouvements plus larges, à un mouvement paysan général et national, à moins que certains éléments se rejoignent, ce qui lui paraît difficile. Parmi les éléments nécessaires, il mentionne : la médiation des forces extérieures, la confluence d'un grand nombre de communautés paysannes orientées vers les mêmes objectifs, l'existence d'une unité entre eux qui perdure dans le temps, entre autres.

Dans la même ligne de pensée, Shanin (1979) insistait aussi que, bien que les paysans se soient organisés pour mener des actions politiques collectives contre les propriétaires terriens ou contre l'État, ils forment un groupe fragmenté, une classe sociale, mais avec « peu de personnalité de

---

<sup>110</sup> Wolf expliquait à l'époque qu'il n'était pas facile pour les paysans de mener des mobilisations, voire des rébellions, par différentes raisons, il mentionne par exemple que les paysans ont un travail qui les rend isolés sur leurs terrains, qu'ils ont des routines de travail très exigeantes et qu'ils sont à peine conscients de ce qui se passe au-delà de leur village, ce qui rend difficile d'articuler leurs revendications à l'échelle nationale (Wolf, 1979).

classe »<sup>111</sup>. Il a décrit trois types d'actions politiques de la paysannerie : (i) l'action de classe indépendante, dans laquelle une classe sociale fait émerger au cours d'un conflit une organisation solide et qui est moins fréquente dans la paysannerie (ii) l'action politique guidée par une élite extérieure à la paysannerie qui a un grand pouvoir politique et qui unifie le groupe à grande échelle et (iii) l'action politique spontanée et amorphe qui peut se manifester de deux manières : les perturbations locales inattendues, de brèves explosions qui sont facilement réprimées par les autorités, et les protestations passives.

En somme, les études classiques sur les mouvements paysans :

[...] ont cherché à expliquer l'économie morale des rébellions [paysannes] en les considérant comme des réactions anticapitalistes, visant à restaurer les valeurs et les institutions traditionnelles. D'un autre côté, certains auteurs ont adhéré à la vieille tradition analytique qui considère la paysannerie comme une classe politiquement anachronique et incapable de s'organiser pour lutter pour ses propres intérêts [Notre traduction] (Zamosc, 1990, p. 126).

Zamosc (1990) souligne que ces études ont négligé le fait que les grandes révolutions paysannes ont été exceptionnelles et que les paysans mènent des luttes moins « dramatiques » comme des actions organisées et de résistance « couverte ». Il souligne qu'il y a de nombreux exemples où les paysans ont été capables de constituer des mouvements sociaux, surtout quand il s'agit de la lutte pour la terre, et de s'intégrer à la société contemporaine.

Johnson (2012) place dans deux lignes de recherche les travaux de cette époque. D'un côté, les travaux de niveau macro, concernant les réponses des classes agraires à l'agriculture commerciale et leur influence dans le changement politique. D'un autre côté, les travaux de niveau micro y compris les recherches de James Scott et des chercheurs qui ont considéré les paysans en tant qu'acteurs rationnels qui agissent en fonction des analyses des coûts et des avantages.

---

<sup>111</sup> L'unité d'analyse dans les années soixante et quatre-vingts a été le mouvement ouvrier, mais en Amérique latine, le mouvement social historique n'a pas été le mouvement ouvrier, mais plutôt le mouvement des classes populaires réunissant des acteurs hétérogènes comme les indigènes, les paysans, les travailleurs informels et les ouvrières en milieu urbain (Svampa, 2009b).

À partir des années quatre-vingt-dix, il y a eu des transformations importantes dans les actions sociales collectives des paysans et pourtant un renouvellement des approches théoriques pour les comprendre. Au-delà des actions contestataires pour la prise du contrôle de l'État, les mouvements paysans ont porté une multiplicité de revendications liées aux dimensions productives, identitaires, territoriales, entre autres (Giarracca, 2002). En milieu rural les revendications des mouvements populaires ont changé : ce n'était plus seulement la distribution des terres, mais :

[...] a combination of opposition to neoliberal policies, declining crop prices, the power of the state and higher taxation, and a concern with environmental and identity politics (sustainable economic development, biodiversity, ecofeminist and gender issues, ethnicity). This is true not just for peasants in Latin America countries (the Zapatista Army of National Liberation in the Mexican state of Chiapas, the Landless Rural Workers in Brazil), but also of rural producer and inhabitants plus urban consumers in industrialized Europe and North America (the Countryside Alliance in the UK, farmers' movements in France, the anti-capitalist mobilizations against the World Trade Organizations) (Brass, 2003, p. 14).

Le soulèvement du mouvement indigène et paysan des zapatistes au Mexique en 1994 et la consolidation, l'expansion du mouvement paysan des sans-terre (MST) au Brésil et le mouvement transnational de la Via Campesina, expliqués en détail dans le premier chapitre, ont ouvert une nouvelle ère pour les mouvements sociaux (Pleyers, 2018). La consolidation de ces mouvements ne pouvait être comprise avec les anciens paradigmes. De nouveaux modes d'action, des luttes qui vont au-delà des frontières locales et nationales et l'interaction avec de nouveaux acteurs comme l'Église ont conduit à la recherche de nouvelles théorisations comme celle des nouveaux mouvements sociaux. Edelman (2017) indique que les spécialistes des sciences sociales ont dû chercher de nouveaux outils pour comprendre la paysannerie, qu'il a été nécessaire de reconnaître que l'image de la paysannerie rustique et ignorante était inadéquate. Comme l'explique Johnson (2012), les théoriciens des mouvements sociaux s'étaient auparavant concentrés sur les mouvements urbains, mais le soulèvement des zapatistes a suscité un grand intérêt pour les mouvements menés par les populations rurales. Dans les premières analyses des mouvements ruraux il y a eu des convergences entre les études paysannes et celles des mouvements sociaux, mettant en évidence les luttes paysannes pour les moyens de production. Avec des approches comme celle des NMS, on met l'accent sur l'identité, la tradition et la culture. Les paysans (et les paysans indigènes) ont été reconnus comme des acteurs sociaux capables de porter des revendications et de mener des actions collectives :

Le fait que d'autres sujets de toute origine sociale soient acceptés comme le centre des nouveaux mouvements sociaux a conduit à une révision, au sein des sciences sociales, de ces théorisations qui réduisaient les possibilités d'action politique de tout acteur social. La politique a commencé à être pensée comme un mode de présentation du social, sans sujets privilégiés a priori [Notre traduction] (Giarracca, 2002, p. 253).

En mobilisant cette approche, la question qui s'est posée était de savoir dans quelle mesure les actions de la paysannerie sont des nouvelles actions pour les considérer à titre d'un NMS. D'après Edelman (2017), la distinction entre les « anciens » mouvements qui reflétaient les intérêts de classe en ignorant la culture ou l'identité et les « nouveaux » mouvements qui n'ont pas une conscience de classe, a été d'une utilité douteuse. D'après lui, les luttes pour la terre reflètent une conscience de classes, même si ce n'est pas du prolétariat, mais des paysans et des petits producteurs. Pour Giarracca (2002), la conscience de classes et les aspects politiques de la lutte paysanne ne sont pas perdus dans les études sur les NMS, mais sont compris d'une autre manière. Les acteurs sont situés socialement dans la structure agraire, même si la conceptualisation marxiste classique n'est pas utilisée. La nouveauté réside dans l'inclusion, aux revendications sociales, d'autres demandes liées aux droits fondamentaux, à la participation, au genre, à l'ethnicité, etc. Johnson (2012) se positionne dans le même sens, indiquant que les luttes des mouvements comme celui des zapatistes ont montré que la lutte était pour l'identité, mais aussi pour les moyens de production. Les anciens mouvements agraires se battaient pour la terre et ont négocié avec les États les droits de propriété, tandis que les paysans du Chiapas réclamaient l'autonomie face à l'État en tant que droit des communautés autochtones. La terre est considérée comme un moyen de production, comme un moyen d'autodétermination des peuples et de contestation face à la globalisation.

Dans les dernières décennies, ces manifestations rurales et les mouvements paysans continuent à se multiplier, à se consolider et dans certains cas à s'institutionnaliser ou à transformer le pouvoir politique comme en Équateur et en Bolivie. Également, les mobilisations locales et les coalitions mondiales telles que la Via Campesina continuent à s'élargir<sup>112</sup>.

---

<sup>112</sup> D'après Almeida (2020), six niveaux d'action du mouvement paysan et, plus largement, des mouvements sociaux sont étudiés : les formes quotidiennes de résistance (ou les « weapons of the weak » au sens de James Scott), les mouvements locaux de base qui portent des objectifs limités et spécifiques au niveau local, les mouvements sociaux nationaux (la forme la plus étudiée par les chercheurs), les vagues de protestation qui rassemblent divers mouvements

### 3.6.1 L'étude des mouvements paysans en Colombie

Pour étudier les mouvements sociaux en Colombie, où la paysannerie est l'un des principaux acteurs des luttes sociales, Mauricio Archila (2003) s'est doté d'un cadre d'analyse multidisciplinaire et transpose les idées des théoriciens des NMS comme Touraine pour l'analyse des actions sociales collectives. Il propose de faire une lecture des mouvements sociaux à partir des dimensions culturelles et symboliques comme éléments centraux à la construction des identités des acteurs qui sont en conflit pour le contrôle et l'orientation de la société<sup>113</sup>. Il privilégie l'interprétation constructiviste et relationnelle des mouvements sociaux en récupérant le poids de la culture et le sens qui est donné à la vie quotidienne. Cependant, il se méfie de l'essentialisation de la culture, du réductionnisme de l'action collective au plan symbolique et de l'idéalisation et homogénéisation des mouvements sociaux.

Dans son modèle théorique, Archila fait d'abord la différence entre la notion d'action collective et d'action sociale collective. Il indique que la première fait référence à un phénomène de masse, tandis que la deuxième, au sens de Weber, est une action qui cherche à contester la conduite des autres, notamment d'un adversaire. Ce sont les actions sociales collectives qui sont au centre des études des mouvements sociaux. Reprenant les idées de Touraine, Archila explique que les mouvements sociaux sont des formes d'action sociale collective qui s'opposent aux injustices, aux inégalités et aux exclusions. Les mouvements sociaux dénoncent les conflits et les limitations de la société (dans toutes ses dimensions non seulement la dimension économique) et mènent des luttes émancipatoires, mais pas nécessairement révolutionnaires. Archila explique que les mouvements sociaux mènent des actions réfléchies, qu'ils portent des propositions qui ont été établies dans des agendas et des projets concertés et non seulement des actions réactives ou de

---

sociaux (*p. ex.* les paysans, les étudiants et les ouvriers ruraux), les mouvements révolutionnaires et les mouvements sociaux transnationaux comme la Via Campesina. Almeida mobilise des exemples d'études concernant la paysannerie dans les différents niveaux d'action comme les recherches sur les actions de protestation « cachées » des paysans en Afrique telles que le sabotage des machines, le maintien d'une partie des produits récoltés, les retards dans le calendrier de plantation, etc.

<sup>113</sup> D'après Archila, les actions sociales collectives ne peuvent pas être réduites aux tensions entre le capital et le travail comme l'expliquent les marxistes orthodoxes, ni être expliqués à partir de l'équilibre fonctionnaliste ou réduits au calcul rationnel ou à la mobilisation de ressources pour atteindre des objectifs stratégiques. Ainsi, Archila souligne que la mobilisation collective en Colombie ne montre pas des cycles de protestation au sens de Tarrow, mais plutôt des protestations intermittentes (Archila, 2003).

résistance passive<sup>114</sup>. Les mouvements sociaux sont définis par les trois principes actionnalistes : l'opposition, l'identité et la totalité. La force d'un mouvement réside selon Archila dans le nombre de participants, les arguments et les modalités de lutte (et non dans le pouvoir des armes, même si dans le cas colombien la violence est un facteur qui conditionne la mobilisation sociale) (Archila, 2003, 2019b).

Archila souligne un autre élément constitutif des mouvements sociaux : leur durée dans le temps. Cela ne signifie pas que tous les mouvements ont des organisations solides et structurées, certains mouvements traditionnels comme le mouvement paysan ont eu des périodes où ils se sont dotés d'une organisation très structurée; mais aujourd'hui ce sont des organisations plus horizontales et moins centralisées (Archila, 2019b). L'auteur fait également la différence entre les notions de mouvement social et de protestation sociale : les mouvements sociaux se maintiennent dans le temps, tandis que les protestations sont plus éphémères, il s'agit des moments de visibilité qui portent des actions directes et conflictuelles. Les deux se produisent dans des espaces socio temporels spécifiques, mais tous les mouvements sociaux ne s'expriment pas à travers des protestations et toutes les protestations sociales ne mènent pas à la consolidation d'un mouvement social (Archila, 2003, 2019b).

Archila se positionne également en relation aux liens entre les classes sociales et les mouvements sociaux. Il définit les classes sociales comme « [...] des constructions historiques qui donnent une identité à des groupes humains définis à partir de leur relation avec les moyens de production » [Notre traduction] (2003, p. 78). Il distingue trois aspects qu'il valorise différemment : (i) l'analyse socio-économique de la société, qui a une place importante dans le cas des sociétés comme la colombienne, mais auquel il ne faut pas réduire l'explication des actions collectives (ii) l'existence de groupes avec une identité de classe et l'existence aussi de la dimension de classe dans des groupes avec un autre type d'identité. Pour lui, aucune des lectures extrémistes n'est acceptable : ni réduire les mouvements sociaux aux classes ni exclure les classes des mouvements sociaux et (iii) il rejette l'idée d'un prolétariat révolutionnaire : il y a plutôt « des conflits sociaux et des

---

<sup>114</sup> Archila (2003) rejoint les idées d'Offe et d'Ernesto Laclau, pour expliquer que les mouvements sociaux ne sont pas seulement progressistes. Ainsi, même s'ils ont été interprétés par plusieurs comme une expression du déploiement des gauches, ils ne sont pas révolutionnaires *per se*. Ils ont des propositions et articulent les liens traditionnelles avec des formes de lutte contemporaines.

acteurs qui se déplacent entre eux ». Il privilégie donc l'utilisation du concept de mouvement social qui permet d'inclure les multiples conflits dans la société y compris les conflits socio-économiques<sup>115</sup> (Ibidem).

Pour la période comprise entre 1958 et 1990, Archila a trouvé que les quatre acteurs les plus visibles dans les luttes sociales en Colombie ont été deux acteurs de classe : les salariés (33,3%) et les paysans (20,1%) et deux groupes qui ne sont pas nécessairement conformes au schéma de classes : le secteur civique (22,6%) et les étudiants (18,3%)<sup>116</sup>. Dans le cas du mouvement paysan, il précise que sa trajectoire a été marquée par les invasions de terres comme action collective principale et que leurs revendications tournaient principalement autour de la terre, de la violation des droits de l'homme, de demandes politiques<sup>117</sup> et de la prestation des services publics. Bien que la paysannerie ait joué un rôle important dans la lutte sociale et qu'elle ait été très visible surtout à travers des organisations comme l'Association nationale des usagers paysans (ANUC) qui a guidé de nombreuses luttes, les paysans n'ont pas été les leaders de la mobilisation sociale en Colombie<sup>118</sup>. En fait, il n'y a pas eu de leader à la tête des différents mouvements sociaux ni de cycles communs ou de convergence entre les protestations des différents acteurs, mais plutôt une solidarité entre les mouvements (Ibidem). Archila a constaté que dans les revendications des mouvements sociaux et dans les protestations, les demandes matérielles ont eu une place importante, mais ce n'était pas la seule revendication.

Archila précise également, qu'au cours de la dernière décennie, les mouvements sociaux ont contesté fortement l'incapacité de l'État à remplir ses fonctions, le modèle économique du pays et

---

<sup>115</sup> Ce positionnement permet selon Archila (2003), d'inclure aussi l'étude des protestations des groupes sociaux plus éloignés des secteurs populaires, qui ne sont pas un mouvement social au sens strict du terme, mais qui ont recours à la protestation.

<sup>116</sup> Reprenant la notion de répertoire de contestation de Tilly et Tarrow, Archila a déterminé que pour la même période étudiée, les modalités de l'action collective ne variaient pas de manière significative : les grèves, les invasions et les mobilisations ont été les plus courantes, tandis que les prises de contrôle et les blocages se sont généralisés et les affrontements directs et les émeutes ont eu tendance à décliner. Concernant les acteurs, il a trouvé aussi des acteurs « moins visibles » qui n'ont pas recours à la protestation ou qui luttent de manière ouverte sous d'autres identités comme les femmes et les indigènes et les acteurs « invisibles » comme les afro descendants (Ibidem).

<sup>117</sup> Par demande politique, l'auteur comprend toutes les demandes « qui touchent aux problèmes généraux de la société et qui ont pour antagoniste l'État dans ses diverses instances » (Archila, 2003, p. 240).

<sup>118</sup> L'auteur précise qu'il n'a pas été possible de retracer l'origine du mouvement paysan colombien et de situer quand le mouvement acquiert ladite identité. Les premières associations telles que les ligues paysannes ont été étudiées comme des mouvements ouvriers (Ibidem).



plus spécifiquement, les organisations paysannes remettent en question les impacts négatifs de l'adoption des mesures d'ajustement structurel et revendiquent principalement le droit à la dignité et à l'autonomie :

Ces dernières années, les paysans, les indigènes et les communautés afro-colombiennes se sont confrontées à ce qu'ils considèrent comme des effets pernicieux de l'ouverture de l'économie et pratiquement aux traités de libre-échange, particulièrement ceux signés avec les États-Unis et l'Europe. La nouveauté est que cette ouverture néolibérale affecte y compris des paysans aisés, qui se sont mobilisés pour la première fois en 2013. Nombre de ces mobilisations ont été structurées par des organisations paysannes qui mettaient en avant dans leurs marches – une manière sans doute d'exiger du gouvernement leur reconnaissance – le mot « dignité » (Archila, 2017, p. 60-61).

Pour expliquer la mobilisation sociale en Colombie, Archila mobilise les idées de Touraine en mettant l'accent sur « le poids du symbolique et du culturel dans la dynamique des mouvements sociaux »<sup>119</sup>. Il fait une lecture des identités traditionnelles (de classe), comme l'identité paysanne, signalant qu'il y a eu des organisations très hétérogènes constituées par une diversité d'acteurs, mais jamais une classe paysanne unifiée et homogène. Les paysans se sont en fait regroupés autour des organisations mobilisant des identités plurielles et hétérogènes (*p. ex.* dans des organisations liées au secteur civique, à l'Église ou à la politique). Au cours des années quatre-vingt, il signale la modification des répertoires de contestation, la visibilité des femmes paysannes et le réveil de la conscience ethnique de la paysannerie et la préoccupation croissante pour l'environnement, indiquant l'irruption des nouvelles identités. En ce sens, les mouvements sociaux traditionnels n'ont pas disparu, au contraire : ils constituent une source de renouvellement de l'action sociale collective, « les identités nouvelles et anciennes donnent un sentiment d'appartenance aux acteurs sociaux » (2003, p. 430). Archila mobilise aussi la notion de justice des revendications, affirmant que les protestations ont un fondement moral. Si la rationalité est attribuée aux acteurs sociaux étudiés et donc aux protestations, il explique que les mouvements sociaux sont capables de faire des liens entre la dimension subjective et objective de la raison. En ce sens, les protestations

---

<sup>119</sup> D'après lui, les mouvements sociaux ne sont pas fondés sur des identités préétablies, mais sont des constructions collectives qui sont bâties sur des références historiques. Il s'agit d'identités relationnelles et multiples qui dépendent du contexte et des priorités des acteurs (Archila, 2003).

résultent aussi d'un cadre d'interprétation de l'injustice, contenant des éléments émancipateurs (Ibidem).

Sur cette révision de la littérature, dans le chapitre qui suit, nous allons présenter le cadre analytique et l'approche méthodologique que nous avons retenu pour répondre à notre question de recherche.

## CHAPITRE 4

### CADRE D'ANALYSE ET DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Dans les chapitres précédents, nous avons constaté l'émergence des discours et des projets alternatifs de développement rural portés par les organisations paysannes en Amérique latine. À travers le cas de la Colombie, nous avons réalisé que l'agriculture familiale et l'agroécologie ont gagné une place centrale au cours des dernières décennies et qu'elles ont été appropriées par une multiplicité d'acteurs, y compris certains mouvements paysans. Cela nous a menés à nous intéresser à cette appropriation collective, à nous demander pourquoi certains paysans en Colombie s'approprient la notion d'agriculture familiale et adoptent les pratiques agroécologiques, comment elles sont mobilisées et à quoi sert cette mobilisation. Pour ce faire, nous avons tenté de dresser un portrait des différents modèles théoriques de la sociologie de l'action qui pourraient expliquer cette appropriation collective. Nous nous sommes arrêtés à l'école des nouveaux mouvements sociaux qui, au-delà des facteurs économiques et politiques, nous permet de mieux comprendre l'appropriation collective de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques dans un cadre social plus large comprenant les facteurs culturels et identitaires.

Dans le présent chapitre, nous présenterons dans une première partie la synthèse du cadre d'analyse que nous avons retenu pour étudier le phénomène qui nous intéresse, nous formulerons notre question de recherche et nous présenterons nos objectifs. Dans la deuxième partie du chapitre, nous allons exposer la démarche méthodologique que nous avons retenue afin de répondre à ces objectifs. Nous exposerons notre stratégie de recherche, notre stratégie de collecte de données et nous présenterons également notre corpus de données et la stratégie que nous avons retenue pour son analyse. À la fin du chapitre, nous allons préciser les mesures que nous avons prises pour nous assurer de mener une recherche respectant les critères éthiques.

#### 4.1 Notre cadre d'analyse

##### 4.1.1 Qu'entend-on par mouvement paysan?

En présentant les approches théoriques, nous avons constaté dans le troisième chapitre que les courants de pensée visant à expliquer la mobilisation des différents groupes sociaux sont multiples

et ont évolué au fil du temps; ce qui est lié, entre autres, aux transformations qui ont suivi les différentes sociétés étudiées et les changements dans leurs formes d'organisation. Nous avons identifié quatre grandes orientations théoriques s'intéressant à la mobilisation sociale. D'abord le courant des théories du « comportement collectif », qui se centre sur l'effet mobilisateur des frustrations sociales. Au-delà d'être considérés comme des pathologies sociales, les mobilisations sociales ont été abordées en tant que comportements collectifs anormaux et non institutionnalisés ayant un potentiel de changement social. Dans les mots de Melucci (1994), il s'agit d'une action sans acteur. Face à ce concept de comportement collectif se situe celui « d'action collective », qui fait référence aux actions d'une collectivité qui émergent des attentes et des intérêts que les acteurs ont en commun. Dans ce courant se démarquent les travaux d'Olson qui ont fait une lecture des actions collectives en fonction de la rationalité économique.

Ensuite, en rupture avec le courant des théories du « comportement collectif » nous avons identifié le courant de la « mobilisation de ressources » et son renouvellement dans des versions subséquentes à travers l'approche politique et l'approche sociohistorique. Le courant de la mobilisation de ressources, encore solidement ancré aujourd'hui dans la sociologie des mouvements sociaux, s'intéresse moins aux manifestations violentes et aux enjeux matériels de la mobilisation qu'à l'organisation de la mobilisation. Le tableau 4.1 résume les principales approches qui se situent dans ce courant théorique et que nous avons présentée plus en détail dans la section 3.2. Le courant de la mobilisation de ressources fait des apports théoriques importants, puisqu'en dépassant les notions de comportement anormal et non institutionnalisé, il a contribué à la compréhension des mécanismes de l'action collective. Cependant, ce courant élude les dimensions culturelles et identitaires des individus qui agissent collectivement. Gendron (2001) explique que le courant de la mobilisation de ressources « [...] ne réussira jamais à reconnaître entièrement la nature sociale du phénomène de l'action collective et ses implications au plan analytique » (2001, p. 204); cela ne permet pas d'analyser les mobilisations qui ont eu lieu dans les années soixante, et les mobilisations contemporaines, nécessitant des approches qui vont au-delà des prémisses économiques pour les expliquer.

Tableau 4.1 Synthèse des approches de la courant théorique de la mobilisation de ressources

<b>Auteur</b>	<b>Principales idées sur la mobilisation sociale</b>
McCarthy et Zald	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'intéressent aux mécanismes permettant de déployer la mobilisation (le comment des mobilisations),</li> <li>- Considèrent les mouvements sociaux comme des processus dynamiques et des construits sociaux structurés et orientés vers la mobilisation à travers l'organisation.</li> </ul>
McAdam	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intègre l'impact du contexte politique sur la mobilisation à l'analyse des mouvements sociaux.</li> <li>- La mobilisation sociale est déterminée par les opportunités politiques, la force de l'organisation et le besoin de changement.</li> </ul>
Oberschall	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'intéresse aux structures de solidarité, aux liens internes qui unissent les membres d'un groupe social et aux ressources, des éléments qui conditionnent l'action collective</li> </ul>
Gamson	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conçoit l'organisation et la professionnalisation comme des éléments centraux de la mobilisation sociale</li> </ul>
Tilly	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vision renouvelée de la mobilisation de ressources en plaçant la sociabilité au centre de son approche.</li> <li>- Aborde l'efficacité des actions collectives en fonction de la capacité d'organisation des groupes et des ressources mobilisées pour atteindre les objectifs communs.</li> <li>- Distingue cinq piliers de l'action collective : l'organisation, les intérêts, la mobilisation, les opportunités (et les menaces), le pouvoir et la répression</li> </ul>
Tarrow	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se concentre sur les opportunités politiques pour la mobilisation et les actions collectives contentieuses.</li> <li>- S'inspire des concepts de répertoire et des cycles de protestation pour expliquer les mobilisations sociales.</li> </ul>

Un autre courant théorique s'intéressant à la mobilisation sociale est la « perspective de cadres » dans laquelle l'action collective est comprise comme le résultat de la construction de schémas, de cadres cognitifs d'interprétation et de production de sens sur un phénomène déterminé que sont partagés entre les membres d'un mouvement social. L'action collective est interprétée aussi en fonction des éléments culturels qui poussent les individus à se mobiliser collectivement.

Le dernier courant que nous avons identifié dans le chapitre précédent est celui des « nouveaux mouvements sociaux » où les déterminants culturels et identitaires de la mobilisation sociale sont le toile de fond. Alain Touraine, dans le cadre d'une réflexion plus large sur la société, explique l'émergence des nouveaux mouvements sociaux des années soixante en réaction au nouvel ordre social imposé par la nouvelle société postindustrielle. Ce sont les acteurs sociaux, et les relations qu'ils établissent entre eux, qui produisent la société. Les mouvements sociaux ont non seulement

une portée politique, mais sont compris comme des acteurs qui mènent des actions conflictuelles et contestataires. Dans la pensée tourainienne, les mouvements sociaux sont considérés comme des acteurs sociaux, comme des actions collectives organisées et sont étudiés en fonction des tensions entre les acteurs sociaux et leurs adversaires dans le cadre d'un conflit pour le contrôle de l'historicité. Touraine définit les mouvements sociaux à travers la convergence de trois principes : « l'identité », c'est-à-dire la façon dont les acteurs se définissent eux-mêmes, « l'opposition » qui renvoie à la définition que l'acteur fait de ses alliés et de ses adversaires, et le système d'action historique où les acteurs, les mouvements sociaux et les adversaires débattent de l'avenir de la société (le principe de « totalité ») (Touraine, 1973). Pour Alberto Melucci, un autre théoricien représentant de ce courant, les actions collectives sont principalement des actions identitaires. Les mouvements sociaux sont construits collectivement : il s'agit de systèmes d'action bâtis par les acteurs qui sont déterminés par les relations sociales et limités par différents éléments (y compris les ressources, les opportunités d'action, etc.). Les mouvements sociaux sont le résultat des tensions et se construisent à l'intérieur de réseaux de mouvements sociaux en exprimant des conflits essentiellement sociaux.

Nous sommes du même avis que des chercheurs comme Gendron (2001) et Pleyers (2018), d'après qui l'intérêt du courant des « nouveaux mouvements sociaux » réside dans la considération des mouvements sociaux comme des acteurs de la transformation et de la production de la société par elle-même. Les mouvements sociaux sont envisagés en tant que porteurs de leurs propres visions du monde et du changement social, qui contestent les visions du monde dominantes et à partir desquels ils construisent des projets émancipatoires (Pleyers, 2018). L'intérêt de l'approche des nouveaux mouvements sociaux repose :

[...] précisément dans la reconnaissance d'une remise en cause de l'ordre social. Alors que l'approche de la mobilisation de ressources nous force à concevoir l'action collective à l'intérieur d'une structure sociopolitique donnée dans le cadre étroit d'une logique d'intérêts, la perspective actionnaliste envisage les mouvements sociaux comme un élément constitutif des transformations sociales actuelles (Gendron, 2001, p. 206).

Pleyers (2018) analyse la pertinence de la pensée tourainienne pour l'étude des mouvements sociaux contemporains. Il s'interroge quant à l'impact que les mouvements sociaux de la dernière

décennie (2010-2020)<sup>120</sup> ont eu sur la transformation sociale et explique que la perspective tourainienne pour les étudier est toujours pertinente, mais certains éléments doivent être pris en compte comme les biais épistémologiques des approches autres approches théoriques dominantes<sup>121</sup> et les dimensions culturelles, cognitives et subjectives de la mobilisation collective. Aussi, Pleyers propose de comprendre les mouvements sociaux en tant qu'acteurs qui contribuent aux transformations sociales, mais aux côtés d'autres acteurs, institutions et mécanismes sociaux. Tout comme Touraine, Pleyers insiste sur la nécessité de considérer non seulement les mouvements sociaux progressistes et contestataires, mais aussi les mouvements « d'en haut », ceux des acteurs dominants.

En relation au débat sur la « nouveauté » des mouvements sociaux contemporains<sup>122</sup>, nous nous rapprochons des idées d'Archila (2003), pour qui les acteurs et les mouvements sociaux traditionnels en Colombie n'ont pas disparu ou ont été remplacés, mais qu'il y a plutôt eu un déploiement parallèle de nouvelles identités qui vont au-delà de la question des classes sociales (*p. ex.* le genre, l'environnement et la culture) :

Habituellement, elles [les nouvelles identités] sont nées à l'abri des demandes immédiates et matérielles, mais au fil du temps, elles les ont transcendées sans les négliger. Cela ne veut pas dire que les mouvements traditionnels ont disparu, au contraire, à plusieurs reprises, elles [les nouvelles identités] ont été la source pour le renouvellement de l'action sociale collective en Colombie [Notre traduction] (Archila, 2003, p. 420).

---

<sup>120</sup> Pleyers (2018) évoque les mouvements sociaux contemporains tels que la « révolution de la dignité » en Tunisie en 2010, les mobilisations des étudiants de 2011 au Chili, en Colombie et au Québec et en 2012 au Mexique, la nuit Debout en France, les campings dans les rues en faveur de l'accord de paix en Colombie, etc.

<sup>121</sup> Parmi les biais épistémologiques, Pleyers (2018) mentionne la réduction des mouvements sociaux à leurs impacts dans l'arène politique ou électorale dans les approches théoriques du courant de la mobilisation de ressources comme celui de McCarthy et Zald et de Tarrow. Il mentionne aussi qu'il faudrait aller au-delà des événements visibles et analyser les transformations plus profondes ainsi que prendre en compte que dans de nombreux mouvements, ce qui est important ne peut être mesuré ou compté. Il souligne le biais de ne se concentrer que dans les épisodes concrets de protestations. D'après lui, les mouvements ne sont pas seulement opposition et protestation comme indiqué par des auteurs comme McAdam, Tarrow et Tilly. Il insiste sur l'importance de considérer les protestations ouvertes comme « la pointe de l'iceberg » des mouvements sociaux, et tenir compte du fait que le changement social se produit à travers des pratiques concrètes et quotidiennes (Pleyers, 2018).

<sup>122</sup> Comme signalé dans le troisième chapitre, Melucci (1994) explique que le débat est un « faux problème » et la « nouveauté » est une notion relative et transitoire.

Ce qui indique l'émergence d'une « nouvelle génération » de mouvements sociaux. Par exemple, comme le montre Archila (2003), la paysannerie en Colombie depuis les années quatre-vingt était déjà loin de l'image d'une classe sociale homogène et unifiée. La conscience de classe a toujours existé (comme chez les autres acteurs sociaux), mais est aussi la source d'autres identités; c'est le cas des femmes et de la conscience ethnique et environnementale, qui sont devenues très visibles dans le mouvement paysan au cours des trois dernières décennies.

L'intérêt du courant des « nouveaux mouvements sociaux » réside aussi à notre avis dans l'intégration de la dimension symbolique à l'analyse des mouvements sociaux et l'importance accordée à l'aspect identitaire. Les différentes lectures des mobilisations issues des trois autres perspectives mentionnées précédemment<sup>123</sup> se concentrent sur les dimensions matérielles et politiques des mouvements sociaux et excluent ou donnent une place marginale aux éléments culturels et identitaires. Par contre, l'une des idées que soutient le courant des « nouveaux mouvements sociaux » est justement que les mouvements sociaux contemporains ne sont pas guidés par des modèles stratégiques de l'action sociale, mais par un modèle, qui au-delà des ressources, s'intéresse à l'identité, à l'autonomie et à la reconnaissance, des éléments qui, à notre avis, sont incontournables pour comprendre les mobilisations paysannes colombiennes. Par exemple, l'analyse du soulèvement des paysans en 2013 ne peut pas être réduit aux seuls facteurs structurels. À notre avis, l'un des éléments significatifs de ce soulèvement a été le recours, malgré les différentes revendications de chaque organisation paysanne, à une identité paysanne partagée en tant qu'élément unificateur des différents acteurs au sein de la paysannerie. Comme l'expliquent Salcedo *et al.*, (2013), les paysans demandaient, entre autres, leur reconnaissance comme sujets dans la vie sociale et politique. À la fin du soulèvement, les grandes organisations paysannes qui ont mené la mobilisation ont réussi à faire avancer les différentes négociations avec le gouvernement et ont réussi à mobiliser aussi les paysans non organisés qui se sentaient identifiés et unis sous une cause commune de la « paysannerie ».

Un autre exemple de l'importance de l'aspect identitaire dans les mobilisations paysannes en Colombie est la récente réclamation légale des organisations paysannes auprès du gouvernement

---

<sup>123</sup> Les trois perspectives sont la théorie du « comportement collectif », le courant de la « mobilisation de ressources », « l'approche des cadres de l'expérience ».



pour inclure le « sujet paysan » dans les recensements de la population, autrement dit, pour reconnaître comme une catégorie sociale ceux qui s'identifient eux-mêmes comme paysans. Le jugement (sentence STP2028-2018) a été rendu en faveur de la paysannerie et le gouvernement est maintenant obligé de comptabiliser les citoyens qui s'identifient en tant que paysans et de caractériser la situation actuelle de la population paysanne dans le pays (*p. ex.* l'âge, le niveau d'études, le niveau d'organisation, la participation politique, etc.)<sup>124</sup>.

Finalement, l'indignation paysanne face à l'abstention de la part du gouvernement colombien quant à la reconnaissance et la signature de la déclaration sur les droits des paysans des Nations Unies évoquées dans le deuxième chapitre est un autre exemple de la centralité des dimensions culturelles et identitaires dans la mobilisation paysanne.

Les revendications politiques, matérielles et la contestation des rapports sociaux inégalitaires sont au centre de la mobilisation sociale en Colombie et particulièrement de la mobilisation des paysans (Archila, 2003). La mobilisation collective des paysans face au modèle de développement rural dominant inspiré des idées des économistes néoclassiques que nous avons identifié lors des deux premiers chapitres, pourrait être interprété à la lumière de l'approche des « nouveaux mouvements sociaux » en tant qu'une réponse à l'exclusion et à l'invisibilité de la population rurale. Plus largement, la mobilisation sociale des paysans serait une manière de contester le fonctionnement de la société et de lutter pour la redéfinition d'un nouvel ordre social qui reconnaît davantage la contribution des paysans et de leur agriculture au développement rural. En ce sens, la mobilisation sociale permet aux paysans de s'opposer, de confronter leurs adversaires et de se positionner sur le modèle de société qu'ils veulent en proposant un projet de développement plus inclusif. Nous croyons que l'intérêt du regard actionnaliste réside également dans son arrimage aux idées des sociologues du développement tels que Jean-Philippe Peemans (2016) et Jan Douwe van der Ploeg *et al.* (2015) qui considèrent que les paysans ont une place dans le développement et qu'ils portent un projet alternatif de développement rural.

---

<sup>124</sup> Une première enquête nommée « Enquête de culture politique » a été réalisée par le département national de statistiques en 2019 en réponse à la sentence STP2028-2018. À titre d'exemple, les résultats ont montré que de 43 156 Colombiens interrogés, 31% se sont identifiés comme paysans, 36,7% ont plus de 65 ans et ont fini seulement l'éducation primaire (DeJusticia, 2020).

Van der Ploeg *et al.*, (2015) soulignent par exemple que le développement rural n'est pas seulement le résultat de l'interaction entre les marchés et les technologies agricoles, mais qu'il doit être conçu comme activement façonné par les acteurs qui y évoluent, y compris les mouvements sociaux : «Le développement rural *se construit* à travers les nombreuses rencontres qui ont lieu aux interfaces décisives où ces agents se rencontrent et s'engagent dans des pratiques complexes et souvent contradictoires » [Notre traduction] (2015, p. 18). Les auteurs insistent sur le besoin de reconnaître la subjectivité des paysans, leur capacité d'agir, d'influencer et de participer au développement.

Nous estimons donc que les organisations paysannes colombiennes incarnent un mouvement social tel que défini par Touraine, ce qui nous amène à les interpréter **en tant que luttes collectives organisées des acteurs sociaux qui se positionnent face à leurs adversaires, tout en portant un projet sociétal émancipateur. L'un de ces projets serait un projet de développement rural alternatif.** Nous nous concentrerons maintenant sur le rôle que l'agriculture familiale joue pour le mouvement paysan.

#### 4.1.2 L'appropriation de l'agriculture familiale

Nous avons constaté lors des deux premiers chapitres que l'agriculture familiale est une catégorie ambiguë, c'est-à-dire que cette notion a différents usages selon les acteurs qui l'adoptent, l'adaptent et la mobilisent. Nous nous intéressons à cette réappropriation locale du concept par le mouvement paysan colombien. Au-delà d'être considérée à partir d'une approche technique, agronomique et productiviste, peu de recherches s'intéressent à l'appropriation de la notion d'agriculture familiale par le mouvement paysan.

L'un de ces rares travaux s'intéressant à cette question est celui de Mathilde Allain (2014) qui a étudié deux grandes organisations paysannes de la Colombie : l'Association paysanne de la vallée du fleuve Cimitarra (ACVC) et les communautés afrodescendantes de Jiguamianó et Curvaradó. En mobilisant les idées du troisième courant de la sociologie des mouvements sociaux que nous avons présenté en amont, celui des cadres de l'action collective d'inspiration goffmanienne, Allain interprète l'agriculture familiale en tant qu'un cadrage pour la mobilisation collective des paysans autour d'une cause commune : « Le cadrage de l'agriculture familiale apparaît comme suffisamment flexible et inclusif pour que de nombreux acteurs s'y sentent affiliés, en faisant un

cadre cardinal comme défini dans les travaux de David Snow » (2014, p. 51). Les deux organisations étudiées mobilisent le concept d'agriculture familiale en tant que synonyme de l'agriculture paysanne car la proximité sémantique entre les deux termes permet aux organisations de :

[...] jouer sur plusieurs cadres, entre le cadre apparemment neutre mis en avant au niveau international [de l'agriculture familiale] et le cadre clairement politique au niveau national [de l'agriculture paysanne] qui s'inscrit dans l'histoire des luttes sociales. Les expressions « agriculture familiale » et « agriculture paysanne » peuvent donc, selon le contexte, être employées l'une pour l'autre ou au contraire être distinguées pour s'inscrire dans une vision technique du développement dans le premier cas ou dans une vision politisée dans le second (Allain, 2014, p. 48).

Pour Allain, les deux organisations paysannes ont appris « à parler le langage international » dans le cadre des relations établies avec les organismes de coopération internationale au fil du temps, ce qui a permis aux paysans d'apprendre et de mobiliser des termes clés sur la scène politique mondiale comme « développement durable » ou « agriculture familiale » pour exprimer localement leurs propres revendications (2014, p. 59). Les membres de l'organisation ACVC invoquent l'agriculture familiale avant tout dans le cadre d'un discours politique plus large qui conteste le modèle de développement du pays qui favorise les grandes entreprises et néglige le mode de vie paysan. Les paysans de Jiguamianó et Curvaradó avancent le terme d'agriculture familiale notamment dans le cadre du conflit pour l'usage des sols entre les communautés locales et les entreprises de production intensive de palme africaine et bananes pour l'exportation (Allain, 2014).

Nous croyons qu'il y a une lecture alternative à celle d'Allain pour l'appropriation du concept d'agriculture familiale par le mouvement paysan. En nous rapprochant des idées du courant des « nouveaux mouvements sociaux », la notion d'agriculture familiale serait réappropriée, voire instrumentalisée, comme un outil identitaire de revendication collective des acteurs du mouvement, ceci, comme mentionné ci-dessus, dans le cadre d'un conflit avec des adversaires. L'agriculture familiale serait aussi mobilisée pour porter un projet sociétal permettant au mouvement paysan de devenir visible sur la scène sociale. Touraine a introduit l'identité collective dans le débat des mouvements sociaux en faisant d'elle l'un des principes de ces mouvements. Un élément caractéristique des mouvements sociaux, selon lui, est qu'ils construisent une identité leur permettant de se produire et d'agir sur eux-mêmes et d'agir sur la société, voire de la produire.

Néanmoins, nous sommes d'accord avec Melucci (1994) quand il signale que pour Touraine, l'identité apparaît plutôt comme « une donnée, une sorte d'essence du mouvement » sans y clarifier le processus de construction des acteurs<sup>125</sup>.

Pour Melucci, l'identité a une grande importance, il place la recherche de l'identité collective comme un élément central de la formation des mouvements sociaux. Melucci explique que les identités collectives sont des définitions produites et partagées par un certain nombre d'individus ou différents groupes sociaux, « [...] que l'acteur élabore des attentes et évalue les possibilités et les limites de son action implique une capacité à se définir et à définir son environnement. C'est le processus de « construction » d'un système d'action que j'appelle identité collective » [Notre traduction] (Melucci, 1994, p. 172).

L'intérêt de mobiliser l'identité collective au sens de Melucci, en tant que concept et outil analytique, réside à notre avis dans la conceptualisation de l'identité comme un processus social, comme une construction des acteurs et non seulement en tant qu'identité liée aux questions politiques et économiques. L'identité collective est une définition interactive et un « nous » partagé qui permet au mouvement de se distinguer, d'être reconnu. Ainsi, cette identité n'est pas traitée comme une question secondaire dans les mouvements sociaux, mais comme un élément au cœur de la construction du mouvement. Cette lecture donne aussi une importance à la définition collective des situations, sans négliger le cadre structurel et culturel.

Melucci (1996) indique également que le processus de construction de l'identité collective fait référence à la capacité de produire de nouvelles définitions en intégrant les éléments du passé et du présent. Les mouvements sociaux ne se définissent pas que par leur appartenance à une classe, mais par leur appartenance à un genre, une génération, et dans le cas qui nous intéresse, à un type d'agriculture. L'identité collective au sens de Melucci réfute l'idée d'une réalité permanente et

---

<sup>125</sup> Melucci (1994) signale également que le courant de la « mobilisation de ressources » reconnaît aussi un processus de construction d'identité, mais ne fait pas de l'identité un niveau d'analyse. Il souligne que « Entre l'analyse des déterminants structurels et celle des préférences individuelles, il y a une manque d'analyse du niveau intermédiaire lié aux processus par lesquels les individus évaluent et reconnaissent ce qu'ils ont en commun et décident d'agir conjointement » [Notre traduction] (Melucci, 1999, p. 61).

n'implique pas nécessairement des acteurs homogènes : un acteur peut en fait se reconnaître dans différentes identités collectives à la fois.

À notre avis, ce processus de construction d'identité collective permettrait à certaines organisations paysannes de se reconnaître comme partie d'un groupe plus large de producteurs « familiaux » qui comprend des producteurs d'origine paysan et des agriculteurs non paysans tels que les producteurs dits néo-ruraux. L'identité d'agriculteur familial permettrait aux organisations paysannes de porter diverses revendications, de se différencier et de se légitimer en tant que groupe social.

Nous considérons de ce fait que les définitions de l'agriculture familiale exclusivement liées à un mode de production familial doivent être transcendées. **L'agriculture familiale serait aussi une identité collective, un « nous » construit et partagé par différents acteurs et mobilisé par certains membres du mouvement paysan comme outil de revendication et d'émancipation. Elle serait appropriée pour faire valoir un projet de développement alternatif plus inclusif pour les paysans.**

Jusqu'ici, nous avons présenté dans un premier temps l'approche théorique des nouveaux mouvements sociaux et plus particulièrement du concept de mouvement social de Touraine, qui permet de mieux comprendre le mouvement paysan colombien. Dans un deuxième temps, nous avons exposé le concept d'identité collective inspiré des travaux de Melucci, qui nous permet de mieux saisir comment la catégorie d'agriculture familiale est reconstruite et appropriée par une partie dudit mouvement. Dans la section qui suit, nous allons nous concentrer sur les actions et les pratiques du mouvement paysan, ainsi que sur le caractère alternatif du projet qu'il porte.

#### 4.1.3 Les pratiques agroécologiques comme projet agricole alternatif

Les mobilisations sociales ne concernent pas uniquement les manifestations ou les actions collectives plus visibles telles que les protestations. Il y a d'autres expressions du conflit social, des expressions de mouvements qui sont moins visibles, plus permanentes et dans certains cas structurées par un degré d'organisation plus formel (Archila, 2003; Pleyers, 2018).

Contrairement aux études centrées sur les rébellions violentes et les mobilisations paysannes organisées, James Scott (1985) a mis en évidence l'existence d'une économie morale au sein de la paysannerie qui conduit à des formes de résistance plus discrètes. Il a approché les paysans en tant qu'acteurs en donnant une importance aux actions, mais aussi à l'expérience et à la conscience des paysans qui résistent aux changements imposés et à la domination. Il s'est concentré sur les actions de résistance couvertes : les formes de lutte qui nécessitent peu d'organisation (mais une certaine coopération tacite entre ceux qui résistent), qui sont moins visibles et qui évitent une confrontation directe avec l'adversaire. Il s'agit des « [...] armes ordinaires des groupes relativement impuissants : la trainée, la dissimulation, la fausse conformité. Le chapardage, l'ignorance feinte, la calomnie, l'incendie criminel, le sabotage, et ainsi de suite » [Notre traduction] (1985, p. 29).

Les actions collectives paysannes peuvent alors prendre des formes très variables allant des manifestations, de barrages et de l'occupation des endroits publics et privés aux pratiques de résistance plus passives. Concernant les actions collectives passives, Pleyers (2018) souligne le dynamisme et la créativité des mouvements sociaux de notre époque :

D'autres mouvements n'atteindront pas les grandes couvertures des grands journaux et sont beaucoup moins visibles que les manifestations et occupations de places publiques, mais ils sont à l'origine de transformations « souterraines » de la société à partir de pratiques concrètes [Notre traduction] (Pleyers, 2018, p. 110).

Il évoque l'exemple des mouvements pour l'alimentation locale qui ont moins de visibilité. Se référant aux mouvements paysans en Amérique latine, il indique qu'il y a eu de grandes protestations, mais les mouvements contestent le système économique et le système culturel dominant aussi avec des actions plutôt passives : ils proposent des valeurs et des visions du monde alternatives tout en « implémentant des perspectives émancipatoires dans des pratiques concrètes » comme l'agriculture à vocation familiale (Ibidem). Nous nous intéressons à ces pratiques « plus subtiles » au sens de Pleyers, aux actions moins visibles et ancrées dans la vie quotidienne, mais qui portent aussi une critique au système dominant. Nous croyons qu'entre les actions révolutionnaires, les actions plus visibles qui sont l'objet d'étude d'Archila et celles de résistance couverte au sens de Scott, il y a des actions contestataires qui reposent sur des choix productifs qui sont mobilisés par les organisations paysannes comme outil de revendication.

Nous avons constaté lors des deux premiers chapitres que l'agroécologie est intégrée aux discours et aux pratiques de certaines organisations paysannes y compris la Via Campesina et une partie du mouvement paysan en Colombie. Elle est adoptée en tant que modèle de production agricole alternatif et associée en même temps à une contestation du modèle de développement dominant et à une remise en question de la logique de la révolution verte. L'agroécologie est, à notre avis, l'une de ces pratiques subtiles de résistance du mouvement paysan.

Wezel *et al.* (2009), dont les idées font largement consensus dans les milieux académiques, soulignent que la notion d'agroécologie a trois usages. D'abord, l'agroécologie est considérée comme une science qui combine les principes de disciplines comme l'écologie et l'agronomie pour mieux comprendre le fonctionnement des agroécosystèmes<sup>126</sup>. Ensuite, l'agroécologie est mobilisée pour se référer à différents mouvements qui prônent une agriculture plus durable sur le plan écologique et équitable sur le plan social (Rosset et Altieri, 2019). Les mouvements agroécologiques sont « [...] clairement orientés vers l'action, and in général, ils répondent à des objectifs communs plus élevés tels que le développement durable et l'agriculture durable » [Notre traduction] (Wezel *et al.*, 2009, p. 511). Finalement, l'agroécologie est mobilisée pour faire référence aux pratiques agricoles alternatives, qui cherchent à se distinguer des pratiques industrielles qui nécessitent une grande quantité d'intrants et de produits chimiques. Les pratiques agroécologiques sont des pratiques moins prédatrices des ressources et plus compatibles avec l'environnement ou l'agriculture durable<sup>127</sup>.

Nous privilégions, dans le cadre de cette recherche, la définition de l'agroécologie en tant que modèle de production agricole alternatif; il s'agit donc à la fois de pratiques agricoles, mais qui intègrent une dimension politique. Rosset et Martínez (2012) expliquent cette appropriation des pratiques agroécologiques par les mouvements sociaux en fonction de deux notions : celle de

---

<sup>126</sup> Pour Altieri *et al.*, (2018), en tant que discipline, l'agroécologie repose sur 5 principes : (i) la gestion de la matière organique du sol et l'amélioration de la « vie » du sol, (ii) l'optimisation du flux des nutriments, (iii) la gestion des microclimats, de l'eau et le contrôle de l'érosion du sol, (iv) la prévention, le contrôle et le traitement des ravageurs et des maladies et (v) l'augmentation des interactions et des synergies bénéfiques.

<sup>127</sup> Des exemples des pratiques dites agroécologiques sont : l'établissement des polycultures, l'utilisation de couvertures végétales, la lutte biologique et le labourage minimum de la terre.

« territoires en dispute » de Bernardo Mançano Fernandes (2009) et la notion de « repaysannisation » de Jan Douwe Van der Ploeg (2010).

La première notion de « territoires en dispute » fait référence aux espaces de domination et de résistance qui sont produits par les classes sociales et leurs relations. En milieux ruraux, il y a des conflits pour les territoires matériels et immatériels entre les mouvements sociaux, les grandes entreprises agricoles et le gouvernement. Par territoires matériels, Fernandes désigne le territoire physique, la terre, les ressources naturelles, les infrastructures, entre autres. Cette conflit pour les territoires matériels est liée à une dispute pour les territoires immatériels, par le domaine des idées ou des constructions théoriques. C'est-à-dire « [...] par la formulation et la défense des concepts, de théories, de paradigmes et d'explications, qui sont tous utilisés pour convaincre les autres » [Notre traduction] (Rosset et Martínez, 2012, p. 3). Dans ce sens, les mouvements sociaux en milieu rural mobilisent des arguments favorisant les systèmes de production alternatifs, tout en critiquant le système agroindustriel dominant.

La notion de « repaysannisation » fait référence au processus de retour à l'autonomie des paysans et de reconfiguration des territoires de l'agrobusiness en territoires paysans. L'agroécologie permet aux mouvements sociaux de renforcer leurs ressources et de retrouver de l'autonomie face aux intrants, aux marchés, etc. Elle permet de valoriser l'expérience, les connaissances et les pratiques locales et traditionnelles des paysans. Elle est conçue comme une voie pour récupérer l'autonomie paysanne : « Et en faisant la différence entre les « friches » écologiques et sociales de l'agrobusiness et l'agriculture écologique sur les terres récupérées par les paysans, ils reconfigurent les territoires en tant que territoires paysans en les re-paysannisant grâce à l'agroécologie » [Notre traduction] (Rosset et Martinez, 2012, p. 5).

En ce sens, nous croyons que le mouvement paysan n'est pas forcément un sujet révolutionnaire, mais plutôt un acteur social qui cherche à transformer l'ordre social actuel en négociant avec d'autres acteurs, non seulement à travers une confrontation directe, ouverte ou armée, mais par des pratiques quotidiennes. **Les pratiques agroécologiques, en tant qu'actions contestataires subtiles, seraient instrumentalisées par les mouvements paysans dans la proposition de cette trajectoire alternative de développement rural leur permettant de récupérer leur autonomie.** À travers des projets productifs, et notamment à travers l'agroécologie, le mouvement paysan



revendiquerait le caractère alternatif de son projet de développement rural et plus spécifiquement d'un projet agricole alternatif face à l'agriculture industrielle, extensive et intensive.

#### 4.1.4 Question et objectifs de recherche

Notre objectif général dans le cadre de cette thèse est de mieux comprendre comment le développement rural est perçu et vécu par les mouvements paysans latino-américains et plus particulièrement de mieux saisir à travers le cas colombien, les projets alternatifs que les organisations paysannes portent. Nous avons constaté que dans les dernières décennies, l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont mobilisées par une partie de la paysannerie dans le cadre de ces projets alternatifs.

Le cadre d'analyse que nous avons retenu pour nous guider dans la compréhension de ce phénomène nous a amené à faire une lecture des mouvements sociaux en tant qu'acteurs sociaux contestant leurs adversaires et portant un projet alternatif de société, y compris un projet de développement rural. Ainsi, ce cadre théorique nous a amené à considérer : l'appropriation de l'agriculture familiale par le mouvement paysan comme processus de construction d'une identité collective et les pratiques agroécologiques comme des actions contestataires subtiles avec un caractère alternatif face au modèle de production agricole industriel. L'appropriation de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques permettrait au mouvement paysan de revendiquer son autonomie et de faire valoir son propre projet face au modèle de développement dominant dans les milieux ruraux colombiens.

En regard de ce cadre d'analyse et des trois postulats théoriques, nous avons reformulé notre question de recherche de départ. Nous proposons dans cette thèse de répondre à la question suivante : **comment le mouvement paysan colombien se revendique de l'agriculture familiale et mobilise les pratiques agroécologiques pour faire valoir un projet de développement rural alternatif lui permettant de s'émanciper?**

La réponse à notre question de recherche repose sur trois éléments. D'abord, il faut nous intéresser aux mouvements paysans colombiens pour avoir une meilleure compréhension de leurs protagonistes, de leurs adversaires et de leurs demandes, ainsi que pour identifier leur

positionnement face au développement rural. Autrement dit, il faut comprendre d'où vient leur besoin d'autonomie, voire d'émancipation face au modèle de développement rural dominant et comprendre quel est le projet alternatif que les mouvements paysans proposent. Ensuite nous devons étudier comment une notion apparemment neutre comme l'agriculture familiale est appropriée, au niveau local, par une partie des membres du mouvement paysan pour servir de base à des revendications. Nous voulons mieux comprendre comment elle est mobilisée, à quoi elle sert. Finalement, nous chercherons à voir comment les pratiques agroécologiques sont instrumentalisées par certains acteurs du mouvement paysan. Nous souhaitons mieux comprendre l'adoption de ces pratiques agricoles alternatives, en quoi elles consistent et comment elles sont mobilisées dans le cadre du projet de développement rural porté par les paysans.

Dans cette veine, la réponse à notre question de recherche implique de répondre à trois sous-questions de recherche :

1. Quel est le positionnement des organisations paysannes face au modèle de développement dominant et quel est le projet alternatif qu'elles proposent?
2. Comment les organisations paysannes s'approprient-elles l'agriculture familiale au niveau local?
3. Comment les pratiques agroécologiques sont-elles instrumentalisées par les organisations paysannes?

Ces trois sous-questions ont guidé notre collecte de données sur le terrain et leur analyse ultérieure. Avant de présenter la démarche méthodologique que nous avons suivie, nous présenterons dans la section qui suit notre approche épistémologique, pour ensuite expliquer la manière dont nous allons aborder la perception et le positionnement des acteurs du mouvement paysan à travers la notion de représentation sociale.

#### 4.2 Positionnement épistémologique

Il est nécessaire de définir la posture dans laquelle notre recherche s'inscrit, de préciser le paradigme dans lequel nous prenons position pour ensuite développer notre démarche de recherche, autrement dit, de définir notre rapport à l'objet qui nous intéresse.

Tel que souligné par Patton (2002), il n'y a pas de manière unique de catégoriser les différentes perspectives théoriques et philosophiques qui peuvent guider une recherche. Corbetta (2003) mentionne deux « visions organiques et fortement opposées de la réalité sociale » : le positivisme et l'interprétativisme. La première vision approche la réalité sociale comme réelle et objective, extérieure aux humains et qui est là pour être découverte. La réalité est connaissable et l'objectif est de l'expliquer. Le chercheur et leur objet d'étude sont indépendants et l'objet peut être appréhendé sans être influencé ou sans que le chercheur soit influencé par lui. Les valeurs, les motivations et les intentions du chercheur n'ont pas d'impact sur la réalité sociale, car elle ne peut pas être modifiable. Les connaissances sont des lois qui existent indépendamment du chercheur, qui a pour tâche de les identifier. La deuxième vision fait de la subjectivité, exclue de l'approche positiviste, son objet central. Dans l'interprétativisme, il n'y a pas de réalité sociale unique et absolue, il y a différentes perspectives, des réalités multiples qui sont construites socialement et qui sont hétérogènes. L'objectif de la recherche est de comprendre ces réalités, et ce qui est connaissable sont les significations et les sens que les individus attribuent à leur réalité. L'objet d'étude et les chercheurs sont interdépendants. Nous nous situons dans cette vision, notre intérêt est de mieux saisir les propos des paysans; de demander directement aux participants du mouvement leurs perceptions et leur expérience vécue en relation au développement rural. Autrement dit, nous voulons mieux comprendre leur représentation de la réalité et mettre en lumière le sens qu'ils donnent à leurs actions.

Suivant Gingras et Côté (2009), il a deux manières, qui ne s'excluent pas mutuellement, d'aborder la réalité dans le cadre des sciences sociales. D'un côté, la méthodologie objectiviste où les faits humains sont considérés comme des faits de la nature et les faits sociaux comme des choses. Elle se fonde sur l'explication des phénomènes sociaux en fonction des causes qui les produisent et de leurs fins sociales « laissant de côté les états de la conscience individuelle des acteurs ou agents ». D'un autre côté, la méthodologie subjectiviste qui s'intéresse aux personnes ou groupes en tant que sujets de l'action sociale. Comme évoqué en amont, nous nous intéressons aux mouvements paysans et au sens de leurs actions liées au développement, en ce sens nous nous inscrivons dans une perspective subjectiviste car nous cherchons :

Le sens de la réalité sociale dans l'action même où elle se produit, au-delà des causes et des effets observables, mais sans toutefois oublier ceux-ci. Dans cette perspective,

l'action humaine n'est pas un phénomène que l'on peut isoler, figer et encadrer sans tenir compte du sens qui l'anime, de son dynamisme proprement humain, de l'intention (même inconsciente) des acteurs, de la société (Gingras et Côté, 2009, p. 42).

Notre recherche privilégie une démarche d'analyse plutôt inductive où les connaissances seront obtenues à partir des sujets et de l'immersion sur le terrain. Comme l'indique Patton (2002), contrairement aux démarches déductives où les données sont analysées en fonction des catégories ou des concepts préalables au travail du terrain, nous avons découvert les thèmes et les catégories d'analyse à partir de l'interaction avec nos données. Autrement dit, à partir des données, nous souhaitons faire émerger la réponse à notre question. Notre construction théorique a été élaboré «[...] dans un processus de généralisation progressive. Le général est induit par le particulier » (Van Campenhoudt *et al.*, 2017, p. 28). Néanmoins, comme l'indiquent van Campenhoudt *et al.*, (2017), la plupart de recherches combinent une part d'induction et une part de déduction. En ce sens, cette recherche s'avère aussi déductive dans la mesure que nous avons fait notre immersion sur le terrain guidée par une revue de littérature et les trois éléments mentionnés précédemment : le mouvement paysan et leur positionnement face au développement rural, l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques.

Finalement, notre recherche s'avère aussi qualitative; elle nous permet de décrire en profondeur la situation du point de vue des personnes impliqués. Comme l'indique Deslauriers (1991), les chercheurs ne s'entendent pas sur une définition de la recherche qualitative, mais ils font ressortir qu'elle s'intéresse aux données difficilement quantifiables, aux expériences quotidiennes et au sens commun; « qu'elle se concentre plutôt sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale » (1991, p. 6). Il s'agit alors d'une méthode de recherche compréhensive, intensive, s'intéressant à des cas restreints, mais étudiés en profondeur et qui permet d'observer le phénomène d'intérêt dans le milieu naturel (Ibidem). Pires (1997) précise que l'analyse qualitative se caractérise par sa souplesse, par une flexibilité qui permet aux chercheurs de « découvrir-construire » les objets dans le déroulement de la recherche.

En somme, nous nous inscrivons, dans le cadre de cette recherche, dans le paradigme épistémologique interprétativiste, nous privilégions une démarche inductive et une approche méthodologique subjective et qualitative.

### 4.3 Les représentations sociales

Pour mieux saisir le positionnement des acteurs du mouvement paysan à l'égard d'un phénomène social tel que le développement rural, nous allons mobiliser la notion de représentation sociale qui fait référence aux connaissances, généralement qualifiées de sens commun, qui ont comme spécificité « le caractère social des processus qui les produisent » (Guimelli, 1999). Comme l'indiquent Wagner *et al.* (1999), il s'agit d'un phénomène collectif, d'une co-construction des individus appartenant à une communauté dans leurs discours et actions quotidiennes.

La notion de représentation sociale, issue de la sociologie et de la psychologie, a été proposée dans les années soixante par Serge Moscovici et a attiré par la suite l'attention de nombreux chercheurs venus de disciplines diverses<sup>128</sup>. En plus de sa nature interdisciplinaire, l'intérêt de cette notion réside dans sa flexibilité et sa polyvalence théorique lui permettant de s'adapter à différents champs de recherche. Aussi, il s'agit d'une notion intéressante car il y existe une panoplie d'outils méthodologiques disponibles pour expliquer et comprendre comment les individus d'un groupe conçoivent, interprètent et s'approprient les différents aspects de la réalité et pour mieux saisir ce qui nous relie au monde des autres (Rateau *et al.*, 2011). Moscovici a reformulé dans sa recherche les idées de Durkheim sur les représentations collectives, dans un cadre théorique qui considère comme fonction première des représentations sociales : « [...] l'interprétation de la réalité qui nous entoure d'une part entretenant avec elle des rapports de symbolisation et d'autre part en lui attribuant des significations » dans le cadre d'un processus socialement marqué de construction, d'un « remodelage mental » de l'objet (Guimelli, 1999, p. 64).

L'une des définitions les plus acceptées d'une représentation sociale est celle de Denise Jodelet (2003) qui, avec ses travaux, a renouvelé l'intérêt dans les années quatre-vingt pour cette notion en

---

<sup>128</sup> Dans les premières formulations, Moscovici soulignait qu'il est facile de saisir une représentation sociale, mais qu'elle est difficile à définir. Aujourd'hui, elle a été reformulée par différents chercheurs, conduisant à une grande variété de définitions complémentaires qui mènent à une diversité d'interprétations et de modèles d'analyse (Rateau *et al.*, 2011).

la définissant comme « [...] une forme de connaissances socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (2003, p. 53). Contrairement à d'autres types de connaissances, notamment les savoirs experts ou scientifiques, les représentations sociales sont des savoirs naturels, naïfs ou communs propres au groupe social qui les produit et qui guident la façon de nommer et de définir les différents aspects de la réalité (Jodelet, 2003; Moliner, 1996). Elles peuvent être des connaissances, des croyances et des opinions relatives à un objet social (Guimelli, 1999).

On reconnaît généralement que les représentations sociales, en tant que systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent les conduites et les communications sociales. De même interviennent-elles dans des processus aussi variés que la diffusion et l'assimilation des connaissances, le développement individuel et collectif, la définition des identités personnelles et sociales, l'expression des groupes, et les transformations sociales (Jodelet, 2003, p. 53).

Les représentations sociales comportent certaines caractéristiques importantes : (i) elles sont partagées par les membres d'un groupe social déterminé où elles circulent dans les discours et sont portées par les mots<sup>129</sup>, (ii) les représentations portent sur un objet donné, « la représentation sociale est toujours représentation de quelque chose (objet) et de quelqu'un (le sujet) », il n'y a pas de représentation sans objet<sup>130</sup> et (iii) elles sont construites collectivement et elles sont porteuses d'identité (Jodelet, 2003). Ainsi, les représentations sociales forment un ensemble structuré et organisé dont les éléments constitutifs interagissent entre eux et ont également un but social lui permettant de comprendre et d'expliquer l'objet qui est représenté et l'environnement social (Rateau *et al.*, 2011). Les représentations jouent également un rôle important dans l'organisation et la régulation des interactions sociales entre le groupe social et l'objet de représentation ou bien entre les relations du groupe avec d'autres groupes concernés par l'objet (Moliner, 1996). À travers la représentation sociale, il est possible de comprendre et de rendre intelligible la réalité, de la

---

<sup>129</sup> L'aspect consensuel des représentations sociales est souvent évoqué, mais elles sont aussi issues de débats, de négociations et de controverses; elles sont façonnées par les relations entre les individus du groupe.

<sup>130</sup> D'après Wagner *et al.*, (1999), les objets sociaux sont « les phénomènes qui composent le monde local d'un group ». Ils sont construits par les représentations, par les discours et actions concertées des individus appartenant à un groupe sans laquelle il n'y a pas d'objet. Jodelet précise que l'objet peut être « [...] une personne, une chose, un événement matériel, psychique ou social, un phénomène naturel, une idée, une théorie, etc.; il peut être aussi bien réel qu'imaginaire ou mythique, mais il est toujours requis » (2003, p. 54).

décrire. Les représentations sont changeantes et toutes les représentations ne sont pas sociales et tous les objets ne sont pas représentés.

Comme l'indiquent Wagner *et al.*, (1999), lorsqu'un phénomène émerge et suscite les débats entre le groupe et la nécessité de le saisir, les représentations existantes vont être mobilisées par le groupe et lorsque de nouvelles informations sont disponibles, les représentations pour le décrire seront ajustées. Ce processus de formation d'une représentation sociale se déroule à partir de deux processus cognitifs : l'objectivation et l'ancrage. L'objectivation est un processus de simplification de l'objet. Autrement dit, l'information qui est disponible est filtrée et organisée pour produire une image de l'objet en question (Moliner et Guimelli, 2015).

Par un phénomène de construction sélective, les différentes facettes de l'objet sont extraites de leur contexte et soumises à un tri en fonction des critères culturels (tous les groupes n'ont pas un égal accès aux informations relatives à l'objet) et de critères normatifs (n'est retenu que ce qui concorde avec le système de valeurs du groupe). (2015, p. 23).

L'ancrage est le processus de situer les nouvelles représentations dans le système de pensée qui existe, de les incorporer dans le social. Dans ce processus, le groupe donne du sens à l'objet et s'approprie la représentation sociale en l'intégrant aux représentations qui existaient déjà. En ce sens, chaque groupe va interpréter de manière différente l'objet selon son système de normes et de valeurs en incorporant des nouveaux éléments aux anciens cadres de pensée<sup>131</sup> (Ibidem).

Les représentations sociales peuvent être aussi rapprochées en fonction des éléments qui la composent. Ce modèle structurel, inspiré des travaux des chercheurs comme Jean-Claude Abric, explique que dans l'ensemble des éléments qui forment une représentation, tous les éléments ont un rôle différent et n'ont pas la même importance. Les éléments fondamentaux se réunissent dans un noyau central assurant la génération de sens. Ce noyau est la partie essentielle, la plus stable de la représentation sociale qui fait consensus dans le groupe. Les éléments périphériques sont par

---

<sup>131</sup> L'ancrage comme l'explique Jodelet (2003), intervient tant en amont qu'en aval de la formation des représentations sociales. En amont, l'ancrage permet l'implantation de la représentation dans un réseau des significations existantes afin de lui donner cohérence et de le situer dans les valeurs sociales. En aval, l'ancrage permet « l'instrumentalisation du savoir en lui conférant une valeur fonctionnelle pour l'interprétation et la gestion de l'environnement » (2003, p. 56).

contre structurés par le noyau et dépendent du noyau. Ils sont la « partie concrète et opérationnelle » de la représentation qui est plus malléable et qui s'adapte selon le contexte pour protéger le noyau (Ibidem).

L'intérêt des représentations sociales réside dans la possibilité d'apprécier les perceptions que les individus ont des différents objets qui les interpellent dans la vie quotidienne, ainsi que de mettre en lumière les positionnements communs au sein d'un groupe social, mais aussi ceux qui sont contrastés, négociés et qui sont l'objet de débats. L'intérêt des représentations sociales réside aussi dans sa capacité de nous permettre d'appréhender la réalité des phénomènes sociaux dans leur contexte (Rateau et Lo Monaco, 2013).

Dans le cadre de notre recherche, au-delà du processus d'émergence et de construction des représentations sociales et des aspects comme l'objectivation et l'ancrage et de ses éléments constitutifs, nous nous intéressons plutôt aux résultats de la représentation sociale. C'est-à-dire, à ce que la représentation sociale traduit en termes de positionnement des membres du mouvement paysan à l'égard du changement social, du développement en milieu rural. Dans la section qui suit, nous explicitons la stratégie de recherche que nous avons retenue pour la collecte des données et pour l'analyse de notre corpus.

#### 4.4 Stratégie de recherche

##### 4.4.1 L'étude de cas

Comme l'indique Robert Yin (2011), dans la recherche qualitative, il existe une panoplie de stratégies de recherche telles que la recherche-action, l'ethnographie, la théorisation ancrée, l'ethnométhodologie et l'étude de cas, entre autres, qui peuvent, selon les besoins de la recherche, se compléter et se chevaucher. Parmi celles-ci, nous avons privilégié l'étude de cas comme stratégie, car elle permet d'étudier en profondeur une problématique contemporaine, qui n'a d'ailleurs pas suscité beaucoup de recherches comme la nôtre, dans son contexte naturel.

Il n'y a pas une seule manière d'approcher et de définir l'étude de cas. D'après Roy (2009), il s'agit de l'étude d'un cas délimité (sous-système) qui permet de comprendre un système plus large et qui s'avère très utile pour explorer ou décrire des phénomènes uniques, des problématiques peu



étudiées auparavant. L'étude de cas vise à « [...] enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionnés de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes » (2009, p. 207). L'étude de cas est une approche empirique qui fait appel à différentes techniques de collecte de données. Elle est intensive et ne vise pas la représentativité ou la généralisation statistique, mais se circonscrit à un certain nombre de sujets en réunissant un grand nombre des informations et des observations. Pour Gagnon (2005) l'étude de cas est une méthode de recherche permettant « [...] une compréhension approfondie des phénomènes, des processus les composant et des personnes y prenant part ». L'étude de cas étudie les phénomènes dans leur contexte et de l'intérieur, elle est appropriée à la fois pour la description des phénomènes et pour l'explication, la prédiction et le contrôle des processus (2005, p. 2). Selon Yin (2003) l'étude de cas est une méthode, plus particulièrement, une stratégie compréhensive de recherche, il s'agit de :

[...] an empirical inquiry that investigates a contemporary phenomenon in depth and within its real-life context, especially when the boundaries between phenomenon and context are not clearly evident [...]. The case study inquiry copes with the technically distinctive situation in which there will be many more variables of interest than data points, and as one result relies on multiple sources of evidence, with data needing to converge in a triangulation fashion, and as another result benefits from the prior development of theoretical propositions to guide data collection and analysis (2003, p. 13-14).

Yin explique que l'étude de cas « comprend une méthode globale », c'est-à-dire qu'elle comprend à la fois la conception générale de la recherche et la collecte et l'analyse des données. L'étude de cas est adéquate pour éclairer les questions comme la nôtre sur le « comment » et le « pourquoi » des phénomènes contemporains dans des contextes particuliers et sur lesquels le chercheur a peu ou pas de contrôle (Yin, 2003). Dans le cadre de notre recherche, nous mobilisons la définition de Yin, en considérant l'étude de cas en tant qu'une méthode de recherche qui fait appel à de multiples sources de données et à différents dispositifs de collecte et d'analyse de données.

#### 4.4.2 L'étude d'un cas

Karsenti et Demers (2011) signalent que les différents auteurs s'intéressant à l'étude de cas comme Yin proposent différentes définitions, mais aussi différents typologies de l'étude de cas comme le montre le tableau 4.2.

L'une des plus grandes différences est celle qui existe entre l'étude d'un cas unique et l'étude de cas multiples. Comme le remarquent Miles et Huberman (1994), le cas est l'unité d'analyse et une étude peut porter sur un ou plusieurs cas. Le cas recouvre une variété des situations, il peut être déterminé selon la nature et la taille de l'unité sociale où un cas pourrait être un individu, un rôle, un petit groupe, une organisation, une communauté, une nation, etc. Il peut être aussi défini temporellement, à partir d'un événement ou dans le cadre d'un processus sur le long terme.

Tableau 4.2 Exemple de typologies d'études de cas (adapté de Karsenti et Demers, 2011)

Auteur	Type	Caractéristiques
Stake	Intrinsèque	Vise une compréhension approfondie d'un cas particulier. Le chercheur s'intéresse au cas pour sa particularité et non en raison de sa représentativité.
	Instrumentale	Sert à mieux comprendre un problème ou à raffiner une théorie. Le cas est subordonné à d'autres intérêts, à analyser « quelque chose d'autre ».
	Collective	Le cas est subordonné à un intérêt intrinsèque et extrinsèque. Il s'agit de plusieurs cas représentant un phénomène, une population ou une condition générale.
Yin	Étude holistique du cas particulier	Analyse d'un cas unique ou extrême, tester une théorie ou observer un cas révélateur. L'étude est holistique parce qu'elle offre une description globale d'un cas.
	Étude encadrée du cas particulier	Il s'agit aussi d'un cas unique, mais d'une approche avec des unités d'analyse multiples.
	Étude holistique de cas multiples	Approche holistique offrant une description globale de plusieurs cas.
	Étude encadrée de cas multiples	Analyse de plusieurs cas, d'une approche qui comporte des unités d'analyse multiples.
Merriam <sup>132</sup>	Descriptive	Présenter le cas de manière détaillée, les théories et hypothèses sont subordonnées à la description.
	Interprétative	Il s'agit d'une étude de cas aussi descriptive, mais ce sont les données qui guident l'établissement des catégories conceptuelles. Il est possible aussi que les catégories aident à illustrer les propos théoriques adoptés auparavant.
	Évaluative	Se distingue par le produit final, par le jugement final émis sur le phénomène, le système du cas étudié.

<sup>132</sup> Karsenti et Demers (2011) précisent que Merriam propose une typologie différente à celle des deux autres auteurs. L'auteure classe les études en fonction de la nature du système à analyser, en différenciant entre les cas ethnographiques, historiques, psychologiques et sociologiques. Par exemple, l'approche ethnographique fait référence à l'interprétation socioculturelle du cas. Trois catégories, celles présentées dans le tableau, sont aussi proposées en fonction du produit de l'étude de cas et de sa contribution aux connaissances.

L'étude de plusieurs cas suit une logique de réplication et elle est privilégiée dans le cadre des recherches dont l'objectif est la compréhension des phénomènes pour la généralisation. Cette étude est similaire à la conduite de plusieurs expériences nécessitant beaucoup plus de temps et de ressources pour un chercheur. Une étude de cas simple est similaire à une seule expérience, elle vise l'étude en profondeur d'un seul cas spécifique. L'étude de cas unique est éclairante et appropriée dans différentes circonstances : elle peut être choisie lors d'un cas critique pour tester une théorie, d'un cas inhabituel ou rare, d'un cas plutôt représentatif ou typique, d'un cas révélateur ou bien d'un cas longitudinal (Yin, 2003).

Dans le cadre de cette recherche, vu que notre objectif est de mieux comprendre en profondeur un phénomène d'intérêt et non nécessairement la comparaison et la reproductibilité, nous avons retenu l'étude d'un cas unique représentatif. Cette recherche sera donc ancrée, au sens de Yin (2003), dans un cas particulier, dans le cas précis d'une organisation paysanne.

Pour évaluer la pertinence de l'approche par l'étude de cas pour réaliser notre recherche, nous avons suivi la démarche proposée par Gagnon (2005) qui indique qu'il y a deux éléments à vérifier : la perspective à laquelle adhère le chercheur et la nature de la problématique. D'une part, le chercheur qui a recours à l'étude de cas doit approcher la société comme construite socialement. Ayant comme objectif de mieux comprendre un phénomène, il faut tenir compte de l'influence du contexte, s'interroger sur le comment et le pourquoi des relations entre les variables et comprendre notre unité d'analyse à travers « [...] des descriptions détaillées des situations, des événements, des gens, de leurs interactions et de leurs comportements [...] ». D'autre part, Gagnon (2005) indique que l'étude de cas est pertinente pour des questions où l'expérience des acteurs et l'étude de leur contexte sont indispensables. L'étude de cas est adéquate pour les problématiques exploratoires ou du type empirique brut. Gagnon présente aussi quatre éléments pour établir la pertinence de l'étude de cas. D'abord, le phénomène d'intérêt doit s'étudier dans son contexte naturel. Ensuite, les événements contemporains doivent être importants pour l'étude de la problématique. Ainsi, les connaissances peuvent s'acquérir sans contrôler ou manipuler les sujets ou les événements. Enfin, la base théorique qui existe sur la problématique comporte des éléments non expliqués.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous nous inscrivons dans une perspective interprétativiste, considérant qu'il n'y a pas une réalité sociale unique et absolue, mais des réalités multiples, hétérogènes et qui sont construites socialement. Nous suivons également une démarche principalement inductive et nous cherchons à mieux comprendre un phénomène à travers les perspectives et les actions des membres du mouvement paysan, ce qui confirme la pertinence de l'étude de cas pour notre recherche. Aussi, les quatre éléments évoqués par Gagnon sont essentiels dans le cadre de cette recherche. Nous nous intéressons d'abord à un phénomène contemporain de réémergence de l'agriculture paysanne dans les discours et les pratiques du développement rural. Ensuite, nous voulons mieux comprendre comment certaines organisations paysannes font des choix productifs pour faire valoir leurs projets sociétaux, ce qui est impératif d'étudier dans son contexte. Ainsi, comme nous l'expliquons en aval, nous avons besoin d'observer le phénomène sans manipuler les événements, ce qui nous a amenées à privilégier une approche ethnographique où l'observation a été essentielle. Finalement, comme évoqué précédemment, peu d'études s'attardent à expliquer les choix productifs faits par les mouvements paysans colombiens et leur relation avec le développement rural. Autrement dit, les pratiques agroécologiques et les agriculteurs familiaux sont promus comme les mieux positionnées pour porter un modèle du « bon » développement, mais ce n'est pas clair comment et pourquoi certains membres des mouvements paysans y s'engagent. En suivant la démarche de Gagnon, nous concluons que l'étude de cas unique est appropriée pour répondre à notre question de recherche. Dans la section qui suit, nous allons présenter le cas que nous avons retenu pour notre recherche et la manière dont nous l'avons choisi.

#### 4.4.3 Le cas d'une association d'agriculteurs familiaux dans les Andes

Selon les derniers chiffres du Service administratif national des statistiques DANE (2023), en Colombie un total de 12 011 000 personnes se considèrent des paysans; 42% de ces paysans se consacrent principalement aux activités agricoles et 58% des paysans travaillent dans des secteurs tels que le commerce et la réparation de véhicules (12.3%), l'industrie manufacturière (7.6%), la construction (6.8%), entre autres. Presque la moitié des paysans travaillent comme indépendants (54.3%) tandis qu'un autre pourcentage important est constitué des employés d'entreprises privées (24.4%) et des travailleurs journaliers (8.9%). Bien qu'il n'y ait pas de chiffre exact sur le nombre de paysans qui appartient à une organisation, selon les données du dernier recensement agricole

nationale, environ 9.8% des paysans qui se consacrent à l'agriculture appartiennent à une organisation ou à un syndicat (DANE, 2016).

Les organisations paysannes colombiennes reflètent l'hétérogénéité de la paysannerie du pays; elles sont nombreuses, très diversifiées, avec des vocations différentes, nées de l'organisation et de la mobilisation de différents secteurs de la paysannerie et dans des régions très diverses. Les organisations paysannes sont aussi dynamiques, elles émergent dans le cadre de différents contextes historiques, politiques publiques et processus politiques et productifs. Tel que précisé par Osorio Pérez (2016) parmi la grande diversité des formes d'organisation paysanne, il est possible de trouver à la fois des processus organisationnels locaux, réactifs et éphémères et des organisations paysannes nationales, de longue date et dotées de formes et de structures d'organisation très solides.

L'organisation de masse la plus importante et la plus emblématique du pays est l'Association nationale des usagers paysans (ANUC)<sup>133</sup>, une association de troisième degré<sup>134</sup> (*tercer grado*) que, tel qu'évoqué dans le deuxième chapitre, est née à la fin des années soixante de l'initiative du gouvernement de disposer d'un registre des paysans sans terre en vue d'une éventuelle réforme agraire et de faire de cette organisation un canal médiateur entre la paysannerie et le gouvernement. Néanmoins, l'ANUC est rapidement devenue une organisation autonome et, en 1971, elle s'est déclarée comme une organisation indépendante du gouvernement. Dès lors, l'ANUC a lutté principalement pour la réforme agraire et a déployé des mobilisations massives dans tout le pays ayant recours à une multiplicité des actions collectives, en particulier à l'occupation des grandes propriétés (*latifundios*) (Planeta Paz, 2002). Comme le mentionne Celis (2019) l'ANUC a

---

<sup>133</sup> Fals-Borda explique que : « En tant que mouvement social, l'ANUC a montré la nature de la paysannerie colombienne contemporaine, ses tendances de participation sociale et certains mécanismes de mobilisation modernes. Le fait que l'ANUC soit né d'une initiative prise d'en haut, par décret, était favorable au départ au vu des conditions politiques concrètes, mais elle s'est radicalisée en réponse à la distance extrême entre promesses et réalités, entre les priorités de l'État bourgeois et ceux des travailleurs ». [Notre traduction] (2002, p.174b). Dans cette organisation, les paysans ainsi que leurs alliés au sein d'autres classes sociales se sont réunis pour lutter contre l'État. La radicalisation était en partie due au contact du mouvement paysan avec les groupes socialistes et maoïstes.

<sup>134</sup> Dans la littérature sur les organisations paysannes colombiennes, on trouve souvent que les organisations paysannes sont classées selon le nombre de membres et le niveau d'action en organisations de premier, deuxième et troisième degré (*grado*). Selon la législation colombienne (Loi 2219 de 2022), les organisations de premier degré sont les associations locales, municipales qui se constituent d'au moins 20 associés. Les organisations paysannes de deuxième degré sont des organisations départementales ou régionales qui sont composées d'au moins 10 associations de premier degré. Enfin, les organisations paysannes de troisième degré, de représentation nationale, sont composées d'au moins 5 associations de deuxième degré.

aujourd'hui une couverture nationale et il y a deux ramifications importantes : le Congrès des Peuples, créé en 2010, et qui regroupe des organisations sociales de différents secteurs comme syndicalistes, étudiants et autochtones et la *Cumbre Agraria y Popular* créée en 2013 et qui agit en tant que coordonnatrice des mobilisations nationales et des négociations avec le gouvernement.

Outre l'ANUC, il existe une multiplicité des organisations paysannes nationales très diverses, de différents types comme les organisations sociales, communautaires, productives et environnementales et avec différentes spécialités thématiques (*p. ex.* réforme agraire, coopérativisme, terre et territoire, zones de réserve paysanne, agroécologie) et qui revendiquent la reconnaissance politique de la paysannerie. Parmi ces organisations à l'échelle nationale se trouvent : La « *Federación Nacional Sindical Unitaria Agropecuaria (FENSUAGRO)* » qui lutte depuis 1976 pour la souveraineté et la sécurité alimentaire, pour la réforme agraire et pour la reconnaissance des droits des paysans et leur rôle dans le développement socioéconomique. La « *Asociación Nacional de Mujeres Campesinas e Indígenas de Colombia (ANMUCIC)* » composée de femmes paysannes et indigènes qui militent principalement pour faire reconnaître les droits de femmes rurales et pour avoir de l'incidence politique. La « *Asociación Nacional por la Salvación Agropecuaria* » qui regroupe de organisations de petits et moyens agriculteurs telles que la *Unidad Cafetera* et qui lutte principalement contre les politiques d'importation des produits agricoles, pour l'établissement des prix justes pour les produits paysans, pour le contrôle de prix des intrants, pour l'accès aux crédits. L'organisation syndicale de travailleurs ruraux « *Acción Campesina Colombiana (ACC)* », qui regroupe près de 400 organisations qui militent pour le droit à la terre, pour l'autonomie alimentaire, la promotion de l'économie paysanne et la reconnaissance des droits paysans. La « *Federación Agraria Nacional (FANAL)* » qui vise à renforcer le syndicalisme agraire dans le pays, à former les paysans à la production agricole, à développer des initiatives de légalisations des droits fonciers, etc. La « *Asociación Nacional de Reservas Campesinas (ANZORC)* » créée pour promouvoir le mouvement paysan colombien et pour la reconnaissance de la paysannerie, la défense de droits des paysans, la réforme agraire et la protection de ressources naturelles. Comme mentionné précédemment, l'ANZORC se mobilise autour de la création des Zones de Réserve Paysanne (ZRC). Il existe aussi des espaces de dialogue, voire de coalitions, de coordination nationale entre les différentes organisations comme la *Mesa de Unidad Agraria*, la

*Coordinadora Nacional Agraria y Popular* et le *Consejo Nacional Campesino (CNC)* (CINEP, 2013 ; PNUD, 2012).

Les organisations nationales comme l'ANUC répondent aux besoins historiques de la paysannerie comme l'accès la terre, mais comme le souligne Osorio Pérez (2016b), il existe aussi des organisations ancrées dans les activités de la vie quotidienne et dans les contextes régionales et locales, voire microlocales, et qui sont autant d'expressions de l'organisation de la paysannerie.

Osorio Pérez a systématisé 158 actions collectives de la paysannerie colombienne qui démontrent la diversité des acteurs, des échelles, des conflits et des revendications des organisations paysannes. Cet auteur a regroupé ces actions collectives en cinq domaines selon les dynamiques organisationnelles, les demandes et les propositions qu'elles portent (Osorio Pérez, 2016a, 2016b, 2023) :

1. Les initiatives dérivées de la guerre y compris les actions collectives contre la disparition et le déplacement forcé des paysans; c'est le cas des organisations de femmes « *Entretejiendo voces* » et « *Madres por la vida* » à Buenaventura qui cherchent à reconstruire la mémoire de la guerre et à symboliser et à rendre visible le deuil des familles des paysans disparus. Un autre exemple de mobilisation paysanne née dans le contexte de la guerre est la « *Asociación campesina del Caqueta San Isidro* » qui dans les années 1980 a lutté pour le rétablissement des droits fonciers pour les paysans qui ont été déplacés par la guerre et qui, aujourd'hui, lutte pour la défense des droits paysans, l'accès à la terre et la défense de la production paysanne. Dans ce domaine d'initiatives se trouvent aussi les organisations qui se mobilisent contre les acteurs armés et contre la fumigation aérienne des champs de coca avec le glyphosate comme la « *Asociación Campesina del Sur Oriente del Putumayo (Ascomayo)* » qui rassemble environ 15 000 habitants des milieux ruraux et qui milite pour les projets productifs permettant la reconversion des paysans qui cultivent la feuille de coca.
2. Les initiatives pour l'autonomie territoriale qui visent l'autodétermination, l'autogouvernement et la construction des alternatives, notamment productives, basées sur l'expérience et les connaissances des communautés locales telles que la « *Asociación*

*Campesina de Inzá - Tierradentro (ACIT)* » dans le département de Cauca qui lutte pour la constitution des Zones de Reserve Paysanne et pour le renforcement de la mobilisation sociale, de l'éducation et de la communication rurale. Un autre exemple est la « *Asociación Agroambiental de la Arboleda (Asoagrar)* » dans le département de Nariño qui était créé pour agir contre les monocultures et pour la reconversion des paysans qui cultivent la feuille de coca en proposant des projets fondés sur les pratiques agroécologiques.

3. Les initiatives d'ordre environnemental qui s'opposent aux projets d'extraction de ressources naturelles (*p. ex.* les projets d'exploitation minière, d'hydrocarbures, et des forêts et de production d'électricité) et qui proposent des actions qui visent la production durable pour la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles. Parmi ces initiatives se trouvent la « *Asociación Ambientalista de las Hermosas (ASOHERMOSAS)* » qui est née de la mobilisation contre la construction de la centrale hydroélectrique dans la rivière Amoyá dans le département de Tolima et la « *Asociación de productores y comercializadores campesinos del páramo de Sumapaz* », qui promeut l'utilisation des pratiques agroécologiques permettant la coexistence de l'activité agricole paysanne et les activités de conservation dans les écosystèmes sensibles comme le Páramo.
4. Les initiatives exigeant l'accès à de meilleures conditions de production et de commercialisation agricole, qui sont d'ailleurs les initiatives les plus fréquentes, et qui cherchent la redistribution des services et des ressources en faveur de la paysannerie. Des exemples de ces initiatives sont la *Asociación de campesinos de Landázuri, Esperanza Campesina Landazureña (ESCALAND)* dans le département de Santander et de la *Cooperativa Agropecuaria de Usuarios Campesinos de Patía (Coagrousuarios)* dans le département de Cauca qui luttent pour l'accès à la terre à travers différentes stratégies comme l'invasion des terres, l'achat des terres communautaires, entre autres.
5. Les initiatives pour l'amélioration et l'accès aux services de base et à de meilleures conditions de travail pour les travailleurs ruraux comme l'organisation des coupeurs de canne à sucre du Valle del Cauca qui ont manifesté pendant plusieurs mois pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Comme nous venons de le voir, les formes d'organisation et d'action de la paysannerie sont très diverses, mais convergent vers de nombreuses revendications. Des auteurs comme CINEP (2013)



Celis (2019) et Prada (2003) s'accordent à dire que les luttes des organisations s'orientent vers la construction d'une économie paysanne, mais qu'il y a eu une variation significative, voire une évolution, des revendications à travers le temps. Par exemple, dans les années 1960 et 1970 les revendications les plus fréquentes concernaient l'accès et la propriété de la terre et la réforme agraire. Durant les années 1980 et 1990, outre les demandes pour l'accès à la terre, les revendications ont gravité autour du respect des droits de l'homme, d'un meilleur accès aux services publics et sociaux et contre les politiques agricoles et la stigmatisation des paysannes, notamment des producteurs de la feuille de coca. À partir des années 2000 d'autres revendications ont été plus visibles comme les protestations contre les traités de libre-échange et les projets d'exploitation des ressources naturelles et la revendication des paysans comme sujets politiques. Concernant les expressions de protestation, elles sont aussi diverses que les formes organisationnelles et les revendications paysannes et varient au fil du temps selon le contexte. À titre d'exemple, entre les années 1940 et 1980 les actions collectives les plus fréquentes ont été la colonisation et l'occupation des terres, tandis qu'à partir des années 1990 les organisations paysannes ont déployé des actions telles que les barrages routiers, les marches, les grèves, l'occupation des espaces publics et les actes symboliques, entre autres.

Osorio (2016) regroupe les actions collectives des organisations paysannes colombiennes en 4 répertoires de lutte : (i) les luttes institutionnelles qui sont fréquemment utilisées par les organisations paysannes, mais peu visibles. Il s'agit des actions portées par les organisations paysannes par le biais du système juridique tel que les poursuites et les droits de pétition (ii) les luttes dites perturbatrices qui sont nées du manque d'attention de l'État à l'égard des revendications paysannes et qu'impliquent les actions publiques contestataires telles que les marches, les manifestations et les grèves de faim (iii) les dénonciations publiques, c'est-à-dire, les revendications faites par l'intermédiaire de l'opinion publique comme les médias, les réseaux sociaux, les événements académiques et scientifiques et (iv) les pratiques auto affirmatives qui sont des pratiques quotidiennes à caractère contestataire et qui visent des changements dans la communauté. Ces luttes sont plus évidentes dans les actions pour la protection de ressources naturelles, la production écologique, etc.

Nous nous intéressons dans cette recherche à l'appropriation collective de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques par les organisations paysannes. L'un de nos objectifs est de mieux comprendre pourquoi les organisations paysannes mobilisent les pratiques agroécologiques, comment les instrumentalisent et à quoi ça sert. Autrement dit, nous voulons mieux comprendre la dimension collective et revendicative de l'agroécologie.

Nous avons postulé que les pratiques agroécologiques seraient des actions contestataires subtiles qui constituent une alternative au modèle de production agroindustriel et qu'elles seraient mobilisées pour revendiquer l'autonomie des organisations paysannes et pour faire valoir un projet propre de développement. Afin de vérifier ce postulat théorique sur le terrain, nous nous sommes penchés sur les organisations paysannes qui suivent des formes d'organisation moins traditionnelles en se constituant autour des projets agricoles. Plus spécifiquement, nous nous sommes concentrés sur les organisations paysannes qui privilégient les actions collectives qui reposent sur les choix productifs et qui sont « non-conventionnelles », c'est-à-dire les actions collectives non contentieuses, silencieuses, ancrées dans la vie quotidienne et moins ouvertes et visibles comme les pratiques agroécologiques.

Suite à une première visite exploratoire sur le terrain faite durant l'été 2017, nous avons fait différents constats. Nous avons constaté la diversité et l'hétérogénéité des organisations paysannes colombiennes soulignée précédemment. Nous avons aussi constaté, comme le confirment Vivas et Acevedo (2023), que l'agriculture est l'un des secteurs d'activité le plus importants et que l'adoption de l'agroécologie par les organisations paysannes est relativement récente. Comme le soulignent ces auteurs, à partir des années 1990, certaines organisations de premier et deuxième degré, moins visibles que les organisations les plus emblématiques du mouvement paysan, ont rassemblé des paysans autour de pratiques et de projets productifs liés à l'agroécologie. C'est le cas des organisations de producteurs de café, telles que la « *Asociación de Medianos y Pequeños Agricultores (Asopema)* » et la « *Asociación de Pescadores, Campesinos, Indígenas y Afrodescendientes para el Desarrollo Comunitario de la Ciénaga Grande del Bajo Sinú (Asprocig)* » qui ont créé des écoles d'agriculture itinérantes avec une approche agroécologique. Dans les années 1990 est née aussi le « *Distrito Agrario del Oriente Antioqueño* » une organisation qui regroupe des paysans qui cherchent à protéger le territoire par le biais d'une

production agroécologique et qui a réussi, par exemple, à établir un accord municipal pour que des cours de production agroécologiques soient dispensés dans les écoles de la municipalité. Dans le contexte du conflit armé et après la colonisation ou l'invasion des terres, certains paysans se sont aussi organisés autour de l'agriculture et de l'adoption des pratiques agroécologiques, comme la « *Asociación de productores agropecuarios alternativos (ASPROAL)* » et la « *Red Agroecológica del Caribe (RECAR)* » qui portent des initiatives telles que les marchés agroécologiques et les maisons de semences. D'autres paysans, qui ont réussi à se voir attribuer des terrains en friche par l'État, se sont organisés autour de l'agroécologie comme la « *Corporación Regional Agroecológica (CORA)* ».

Au cours du séjour exploratoire, nous avons également pu constater qu'au sein du mouvement paysan colombien il existe un désir pour adopter des pratiques agricoles plus écologiques, mais ce ne sont pas toutes les organisations qui adoptent collectivement l'agroécologie comme modèle productif. Les grandes organisations paysannes emblématiques et d'envergure nationale, dites de troisième degré, ont mobilisé l'agroécologie, mais de manière plutôt transversale dans leurs revendications. Par exemple, dans le cadre du *Mandato Agrario* de 2003, où de nombreuses organisations paysannes se sont réunies pour proposer au gouvernement une politique publique qui réponde aux besoins réels de la paysannerie, l'agroécologie a été évoquée comme l'une des stratégies à privilégier. Dans le cadre de la grève nationale agricole de 2013, outre les revendications socio-économiques, de nombreuses organisations ont demandé au gouvernement de promouvoir l'agroécologie. Aussi, dans le cadre des négociations de paix avec les FARC et de l'organisation de la Table technique de l'agriculture familiale et de l'économie paysanne, comme nous l'avons expliqué dans le deuxième chapitre, l'agroécologie a été un axe important. L'organisation nationale ANZORC, que regroupent les paysans des zones de réserve paysanne, promeut également la transition vers l'agroécologie notamment depuis 2013 à travers l'organisation de l'École Nationale d'Agroécologie et la création du Réseau d'Agroécologie paysanne. Nous avons décidé de privilégier l'étude d'une seule de ces organisations en profondeur pour mieux comprendre les discours et les pratiques de leurs membres. D'après Yin (2003), un cas unique peut être holistique, offrant une description globale du cas étudié ou peut être encadrée (ou imbriquée) en incorporant des sous-unités d'analyse. En ce sens, nous avons retenu l'étude de cas unique et holistique, c'est-à-dire que notre unité d'analyse unique est une organisation paysanne.

Le séjour exploratoire nous a permis aussi de constater que l'agriculture paysanne est très hétérogène. Face à cette grande diversité, nous avons décidé de nous concentrer sur l'agriculture de la région andine. Comme l'explique Forero (2009a), les Andes colombiennes se situent au-dessus de 1800 mètres et les conditions climatiques favorisent la culture de la pomme de terre, du blé, de l'avoine et d'une diversité de fruits et légumes. Les activités agricoles de la région incluent aussi l'élevage laitier et la floriculture. Il y a divers modèles de production : à côté des terres consacrées à l'agriculture paysanne familiale, se trouvent aussi les terres dédiées à l'agriculture intensive. Compte tenu de l'étendue de la région des Andes, nous avons ciblé la sous-région « Cundiboyacense ». Ce choix s'est imposé facilement, car c'est une région qui nous est familière, où les questions logistiques et la situation de sécurité sont favorables et où il y a une diversité d'organisations paysannes. Ainsi, lors de notre séjour exploratoire, nous avons pu échanger avec des chercheurs et des leaders paysans de la région, ce qui nous a permis de repérer différentes organisations potentiellement intéressées et disponibles à nous recevoir.

À la lumière de ces constats et de nos objectifs de recherche, nous nous sommes donc concentrés sur les organisations de premier et de deuxième degré, de la région Cundiboyacense, moins visibles que les grandes organisations nationales, qui adhèrent à des causes communes et qui ont une forme d'organisation moins traditionnelle autour de l'agriculture familiale et qui privilégient les pratiques agroécologiques comme la principale forme d'action collective.

Concernant la sélection du cas précis, Pires (1997) signale différents critères qui peuvent guider le choix, dont la pertinence théorique, c'est-à-dire la pertinence en relation aux objectifs et à la question de recherche, et les caractéristiques et la qualité intrinsèque du cas. Il mentionne aussi d'autres éléments importants comme la possibilité de tirer des leçons du cas retenu, son intérêt social, son accessibilité et la typicité ou exemplarité du cas, cette dernière étant comprise comme typicité ou comme « possibilité empirique de saisir, de découvrir ou de démontrer ».

Lors de notre séjour exploratoire, nous avons ciblé différentes organisations paysannes de la région Cundiboyacense, situées dans les municipalités<sup>135</sup> de Tabio, Tenjo, Subachoque, Chía et Sumapaz. Notre choix s'est porté sur l'Association de producteurs agricoles de Fagua (AgroFagua), une organisation paysanne de premier degré, en raison de sa constitution autour de l'agroécologie et dans un contexte de mobilisation collective des paysans contre le modèle de développement imposé dans les milieux ruraux.

AgroFagua se situe dans la municipalité de Chía à l'est des Andes et, comme nous présenterons plus en détail dans le prochain chapitre, elle est composée de vingt-trois familles qui pratiquent l'agroécologie dans le petit village rural (vereda) de Fagua. Dans ce village, les petites exploitations diversifiées des membres de l'association contrastent avec les grandes exploitations destinées à l'agriculture entrepreneuriale et intensive qui les entourent. Il s'agit d'un cas qui réunit les éléments théoriques que nous souhaitons mieux saisir : les organisations paysannes colombiennes, l'adoption de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques et le contraste avec le modèle agricole dit intensif. AgroFagua s'est constituée formellement en 2017 comme une organisation engagée dans la production agroécologique d'une diversité de produits (des fruits, des légumes, des volailles, des produits transformés, etc.). Néanmoins, la grande majorité de ses membres se connaissent depuis plusieurs décennies et se sont organisés et mobilisés dans le cadre d'autres organisations sociales comme le conseil de résidents (*Junta de Acción Comunal*).

Dans cet écosystème très hétérogène et diversifié d'organisations paysannes se situe AgroFagua qui est une organisation locale dite de premier degré (*primer grado*), c'est-à-dire qu'il s'agit d'une association municipale constituée d'au moins 20 associés. Selon les 5 domaines des organisations paysannes proposés par Osorio (2016) en fonction des demandes et des propositions collectives, AgroFagua se situe principalement dans les initiatives pour l'autonomie territoriale qui émergent en réaction à l'exclusion sociale et économique et qui cherchent la reconnaissance et l'émancipation collective à travers de pratiques alternatives telles que l'agroécologie. AgroFagua n'est pas née dans le contexte du conflit armé, mais il existe d'autres domaines auxquels elle peut

---

<sup>135</sup> Le territoire colombien est divisé en 32 départements et chaque département est divisé à son tour en municipalités. Chía est l'une des 116 municipalités du département de Cundinamarca situé dans les Andes occidentales au centre géographique du pays.

être également associée telles que les initiatives d'ordre environnemental visant à protéger les ressources naturelles, les initiatives pour l'accès à de meilleures conditions de production et de commercialisation et les initiatives pour l'accès aux services de base.

AgroFagua est aussi intéressante du point de vue théorique en raison de ses caractéristiques intrinsèques : elle est formée par des familles de producteurs agricoles réunissant des paysans, mais aussi des producteurs qui ne se reconnaissent pas forcément comme des paysans. Ainsi, l'organisation se situe dans un contexte particulier. Elle est la seule organisation de producteurs agricoles, du seul village à vocation rural (Vereda de Fagua) qui persiste encore dans la municipalité de Chía (Cundinamarca), et dans lequel ses habitants ont contesté depuis des années différents projets dits « de développement »<sup>136</sup>. Cette association représente alors à notre avis un cas particulier qui met en lumière la problématique de notre intérêt. Paradoxalement, à notre connaissance, l'organisation des paysans de Fagua par le biais de la *Junta de Acción Comunal* ou d'AgroFagua n'avait jamais été étudiée sur le plan scientifique, nous avons été les premiers chercheurs à nous y intéresser. Par l'entremise d'un collègue colombien qui a accompagné les membres de AgroFagua dans le processus de constitution légale en tant qu'association, nous avons eu un accès privilégié aux leaders qui, depuis notre premier contact, ont fait preuve d'ouverture et se sont montrés enthousiastes vis-à-vis à notre recherche.

#### 4.4.4 Validité de la stratégie de recherche

Comme le souligne Roy (2009), aujourd'hui, l'étude de cas est largement utilisée dans les sciences sociales. L'étude de cas permet une analyse approfondie des phénomènes dans leur contexte en assurant une forte validité interne des résultats, car elle permet de garantir que les phénomènes sont « des représentations authentiques de la réalité étudiée » (Gagnon, 2005, p. 3). Elle permet d'explorer des phénomènes nouveaux ou négligés auparavant et de rendre compte du contexte

---

<sup>136</sup> À titre d'exemple, deux mobilisations importantes des habitants du village de Fagua ont eu un écho sur le plan national. La mobilisation contre le remplissage d'un plan d'eau (appelé *La chucua de Fagua*) qui est une source hydrique d'importance historique et écologique pour le village et qui a été remplie de terre et de gravats, apparemment de manière illégale (mais selon les villageois avec la connaissance des autorités compétentes), pour la construction de projets immobiliers impulsée par le plan de gestion territoriale (Rodríguez, 2018). Les habitants du village se sont aussi mobilisés avec les habitants d'autres villages, notamment ceux de la seule réserve indigène qui persiste encore dans la municipalité, contre le projet de construction d'une grande autoroute qui traverserait leurs villages et qui déplacerait des nombreux paysans et indigènes de la région.

entourant le cas. Par contre, cette stratégie a quelques faiblesses comme le besoin d'investir une quantité de temps considérable et la difficulté à être reproduite par d'autres chercheurs, ce qui lui confère une faible validité externe. Aussi, il est difficile de généraliser les résultats d'une étude de cas à une population plus large (Gagnon, 2005; Roy, 2009).

Concernant la validité interne, l'une des grandes forces de l'étude de cas<sup>137</sup>, Gagnon (2005) précise qu'elle « vise à montrer que le chercheur mesure effectivement ce qu'il prétend mesurer. La description et l'explication du phénomène représentent bien la réalité observée » (2005, p. 29). Elle s'obtient à partir de l'observation directe sur le site, de la collecte des données durant une période prolongée et de son analyse tout au long de la recherche. L'auteur mentionne quatre activités grâce auxquelles le chercheur peut renforcer la validité interne : (i) s'appuyer sur différentes sources de données afin de contrôler les effets de la présence de l'observateur (ii) si les participants, les événements et autres activités à étudier sont nombreux, il est nécessaire d'utiliser un échantillon qui représente leur diversité, de bien expliquer le choix et de le décrire avec minutie (iii) rédiger des comptes rendus suite à chaque collecte de données afin d'élaborer une chaîne de sens et une charte de signification des données et (iv) mobiliser des explications rivales et si nécessaire, la recherche des cas qui pourraient invalider l'interprétation des données.

Concernant la généralisation des résultats ou la validité externe, bien que ce ne soit pas la force de l'étude de cas, trois activités (autres que le recours à plusieurs cas) peuvent être menées afin que les résultats puissent être extrapolés avec d'autres cas : évaluer si le contexte du cas présente des particularités qui rendent les résultats automatiquement idiosyncrasiques, éviter le choix des sites très sollicités et qui ont fait l'objet de nombreuses études et choisir des cas reproductibles dans le temps (Gagnon, 2005).

Gagnon (2005) mentionne aussi la « validité de construit » ou validité théorique pour s'assurer que les « manifestations enregistrées sont bien en relation avec les construits [théoriques] utilisés ». Il est conseillé alors de définir clairement les concepts étudiés, de choisir des cas pertinents aux

---

<sup>137</sup> Roy (2009) mentionne que certains attribuent à l'étude de cas une validité interne faible argumentant qu'elle ne représente pas la réalité au complet, qu'elle est subjective. Selon leurs critiques, les chercheurs utilisant cette méthode ne sont pas systématiques dans la collecte de données et introduisent des biais en mettant par exemple l'accent sur certains participants et en négligeant d'autres.

objectifs de recherche, de choisir des indices de mesure appropriés, d'avoir recours à plusieurs sources de données et de présenter de manière transparente le protocole de recherche et les données.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons suivi ces mesures pour assurer la validité de notre étude. Pour accroître la validité interne, nous avons eu recours à différentes sources de données. Nous avons réalisé des observations, des entrevues semi-dirigées et une collecte documentaire. Pour mieux connaître notre cas et afin de mieux saisir le point de vue d'autres acteurs, nous nous sommes tournés également vers d'autres participants qui n'appartiennent pas à l'organisation, mais qui y jouent un rôle important : c'est le cas des acteurs du secteur privé et des institutions gouvernementales. Nous avons également produit un compte rendu exhaustif suite à chaque collecte de données, ce qui nous a permis aussi, comme nous l'expliquerons plus tard, de constituer notre journal ethnographique. Concernant la validité externe, telle qu'évoqué précédemment, nous avons choisi un cas particulier, dans un contexte particulier et nous avons opté pour une organisation qui a été créée récemment et qui n'a pas été sollicitée pour être étudiée. Nous considérons que nos résultats permettent de retenir les traits saillants des trajectoires des organisations paysannes et leur manière de se représenter le développement rural, ce qui permet de nourrir la discussion plus générale sur les organisations paysannes colombiennes. Nos résultats peuvent inspirer aussi des recherches menées avec d'autres organisations paysannes dans des contextes similaires dans les municipalités voisines. Enfin, pour assurer la validité théorique, comme nous l'avons présenté en amont, nous avons choisi un cas pertinent pour atteindre nos objectifs, c'est-à-dire un cas qui nous permettrait à la fois de comprendre les propositions alternatives de développement rural par le mouvement paysan et de mieux saisir l'adoption de l'agriculture familiale et de l'agroécologie. Nous recourons aussi à diverses techniques de collecte et sources des données et nous avons expliqué dans la section précédente notre stratégie de recherche. Dans les sections qui suivent, nous expliquerons en détail notre stratégie de collecte et d'analyse de données et nous présenterons notre corpus de données.

#### 4.5 Stratégie de collecte de données

Dans cette section, nous expliquerons comment nous avons procédé pour choisir les techniques de collecte de données ainsi que les protocoles que nous avons suivis. L'étude de cas peut reposer sur



plusieurs techniques et sources de données complémentaires<sup>138</sup>. Faire appel à différentes méthodes de collecte est en fait l'une des stratégies pour limiter les biais du chercheur et approfondir l'analyse. Ainsi, la comparaison et la confrontation des données provenant des différentes sources complémentaires, c'est-à-dire la triangulation, permettent de limiter les biais de chaque méthode de collecte et d'accroître la validité interne de la recherche<sup>139</sup> (Roy, 2009). Dans le cadre de cette étude, nous avons décidé de recourir à trois techniques de collecte de données : l'observation participante, l'entrevue semi-dirigée et les documents. Pour ce faire, nous avons élaboré une liste de thèmes pour guider la collecte d'informations et assurer une collecte rigoureuse sur le terrain :

- Le mouvement paysan : leurs demandes et leurs revendications en matière de développement rural.
- Le développement rural : la définition, les projets et les acteurs.
- L'agriculture familiale : sa signification et son appropriation par les acteurs.
- Les pratiques agroécologiques : leur adoption, leurs principes et leur appropriation par les acteurs.

#### 4.5.1 L'observation participante

Certains assimilent l'observation participante à l'ethnographie et bien qu'il n'y ait pas de consensus à ce sujet, il est généralement admis que cette technique d'observation est l'une des contributions les plus importantes de l'ethnographie aux sciences sociales (Restrepo, 2016). La formalisation de l'observation participante comme méthode pour recueillir des informations est attribuée communément à l'anthropologue Bronislaw K. Malinowski<sup>140</sup>.

---

<sup>138</sup> Pires (1997) souligne que « [...] contrairement à ce qu'on laisse entendre parfois, les études de cas peuvent adopter une seule technique principale de collecte de données (documents, par exemple) » (1997, p. 41).

<sup>139</sup> La triangulation peut se faire également dans le cadre d'une même méthode de recherche. Par exemple, entre les entretiens qui peuvent s'appliquer à différentes populations avec des positionnements éloignés sur un même phénomène (Roy, 2009).

<sup>140</sup> Dans son travail ethnographique sur les Argonautes, Malinowski présente les fondements de sa démarche : « Comme on l'a dit, l'essentiel est de se retirer de la compagnie des autres Blancs et de rester avec les autochtones en contact aussi étroit que possible, ce qui n'est vraiment possible que si vous campez dans leurs propres villages. [...] C'est toute la différence entre plonger sporadiquement au milieu des peuples indigènes et être en contact authentique avec eux: que signifie ce dernier? Pour l'ethnographe, cela signifie que sa vie au village - d'abord étrange aventure, parfois agaçante, parfois chargée d'intérêt - prend bientôt un cours naturel beaucoup plus en harmonie avec la vie qui

Il s'agit d'une technique de recherche « [...] par laquelle le chercheur recueille des données de nature surtout descriptive en participant à la vie quotidienne du groupe, de l'organisation, de la personne qu'il veut étudier » (Deslauriers, 1991, p. 46). Dans l'observation participante, le chercheur devient un observateur qui est plus qu'un spectateur. Il révèle sa véritable identité et rejoint le groupe étudié, il se rapproche des gens, est accepté par eux et les met à l'aise avec sa présence afin que le phénomène d'intérêt puisse être révélé et observé (Almeida *et al.*, 2019; Bernard, 2006). Vivre le quotidien des participants permet de comprendre les éléments qui échappent aux observateurs de l'extérieur ou qui ne peuvent être capturés à travers les questions des entretiens (Almeida, J. *et al.*, 2019; Gagnon, 2005).

L'observation participante implique une immersion dans le terrain, c'est-à-dire de passer des périodes importantes dans les lieux où la recherche est menée pour acquérir une connaissance détaillée des participants, de leur contexte, de leurs relations, etc. (Restrepo, 2016). Elle peut durer des années ou juste quelques mois selon les objectifs de la recherche et la préparation du terrain par le chercheur (*p. ex.* la connaissance préalable de la langue, la proximité avec le terrain, entre autres). L'observation participante suppose cette implication intensive, mais aussi le retrait quotidien du milieu pour intellectualiser ce qui a été vécu, pour le mettre en perspective et l'écrire<sup>141</sup> (Bernard, 2006). Durant l'observation participante, le chercheur fait appel à l'observation, mais aussi à d'autres moyens, « le chercheur interviewe des personnes, analyse des documents, reconstitue l'histoire du phénomène étudié » (Deslauriers, 1991, p. 46).

Cette méthode comporte deux activités : « observer » de manière méthodique et contrôlée et « participer » aux activités de la population d'intérêt, c'est-à-dire être dans la société étudiée (Guber, 2001). L'une des réserves envers cette méthode est justement le rôle du chercheur en tant qu'acteur, car il est à la fois analyste et participant. Mais comme le signale Restrepo (2016), malgré

---

l'entoure » [Notre traduction] (Malinowski, 1986, p. 24-25). Guber (2001) mentionne que Malinowski ne parle pas explicitement du terme observation participante. D'après elle, en tant que technique, l'observation participante émerge probablement de la sociologie dans l'École de Chicago. Bernard (2002) mentionne aussi que la méthode n'a pas été « inventée » par Malinowski, mais plutôt développée par lui en tant que méthode rigoureuse.

<sup>141</sup> Une autre manière d'observer est l'observation non-participante ou observation directe où le chercheur « ne s'intègre pas dans le groupe social comme s'il était un membre du groupe observé ». Il est plutôt un spectateur externe observant le phénomène (Almeida *et al.*, 2019). Il faut aussi faire la distinction entre l'observation participante où le chercheur échange avec les participants étudiés dans leur contexte et l'observation passive où le chercheur observe sans s'impliquer directement (Gagnon, 2005).

qu'elle implique une double condition apparemment stressante pour le chercheur dans le sens que « l'observation suggère la distance, la participation suggère la proximité », cette condition est favorable parce que :

Ce qui est distant devient familier (participation), tandis que ce qui est compris est contextualisé dans le cadre d'un réseau complexe de relations, de situations et de positions qui échappent souvent aux membres de cette société (observation) [Notre traduction] (2016, p. 40).

Dans le même sens, Bernard (2006) affirme qu'au lieu d'être une faiblesse, il s'agit d'une position privilégiée en faveur de la validité. L'observation participante permet de faire des « intrusions » dans la vie des gens et l'obtention d'informations sensibles qui ne seraient pas possible à travers d'autres techniques. Une autre force de cette méthode est la réduction de la réactivité, c'est-à-dire de la modification du comportement des participants lorsqu'ils savent qu'ils sont étudiés par un chercheur.

Un autre questionnement envers cette méthode est l'objectivité du chercheur, en d'autres termes, l'influence de ses caractéristiques sur ses observations. D'après Bernard (2006), il s'agit d'un faux débat, car l'objectivité peut être construite. Le chercheur est responsable de prendre conscience de ses biais et d'être rigoureux et systématique dans la prise de notes et son analyse. Vu que le chercheur est le principal « instrument de recherche », il doit être réflexif en relation à son parcours, ses motivations et d'autres éléments pouvant influencer le travail de terrain (Yin, 2011). L'observation participante est aussi considérée comme une méthode souple, et pour bien comprendre le phénomène d'intérêt, cette souplesse est essentielle. Le chercheur devient aussi acteur, ce qui rend nécessaire une évaluation constante de son influence sur la recherche et vice-versa. Ainsi, il doit faire preuve de rigueur pour assurer la crédibilité de sa démarche et la validité des résultats (Bernard, 2006).

Étant donné que l'observation participante fait appel à l'expérience du chercheur pour générer l'information, les qualités du chercheur sont essentielles<sup>142</sup>. Les compétences linguistiques, la prise

---

<sup>142</sup> Dans les mots de Bernard : « [participant observation] It's a craft. As with all crafts, becoming a skilled artisan at participant observation takes practice » (2006, p. 344).

de conscience des détails des observations, la capacité de se souvenir (*building memory*), la naïveté et l'ouverture sont très importantes (Ibidem). En plus de ses habilités personnelles, le chercheur doit être accepté par les participants et générer un certain degré de confiance et d'empathie. Il n'y a pas de « recette » pour cela, mais certains éléments sont essentiels comme la transparence du chercheur et éviter les attitudes arrogantes. D'autres éléments peuvent faciliter l'acceptation comme être présenté par une personne de confiance et faire attention au langage non verbal. Une fois que le chercheur est accepté, il faut toujours garder la cordialité et la discrétion, s'approprier rapidement les règles de conduite de l'organisation et construire des liens de manière organique. Sur le plan technique, pour les données d'observation la capacité de prendre des notes et les qualités d'écriture sont indispensables pour l'observateur (Restrepo, 2006).

#### 4.5.1.1 Le journal ethnographique

Dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes inspirés de la méthode de prise de notes de Bernard (2006). Aussi, nous avons suivi les recommandations de l'anthropologue colombien Eduardo Restrepo (2016), d'après qui trois éléments sont indispensables : (i) la discipline et la rigueur avec lesquelles les notes sont prises au quotidien, (ii) la qualité et le degré de détail de ce qui est noté et (iii) faire la distinction entre ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas pour la recherche. Bernard explique que les notes sont la base des données recueillies dans l'observation participante et distingue quatre types : brèves, personnelles et de planification, ainsi que les notes de terrain qui sont écrites à partir des trois premiers types de notes (tableau 4.3).

Tableau 4.3 Les types de notes et leurs caractéristiques selon Bernard (2006)

Type de notes	Caractéristiques	Outil
Brèves	Elles sont prises durant la journée lorsqu'une idée nous vient à l'esprit ou dans le cadre des observations. Elles aident à se souvenir des détails qui servent à reconstituer par la suite les observations et les conversations de la journée.	Petit cahier
Personnelles	Ce sont des notes à écrire à la fin de la journée qui servent à exprimer les sentiments, les préoccupations, les perceptions et tous les sentiments qui rendent le travail de terrain difficile. Elles sont utiles pour l'interprétation des notes de terrain, ainsi que pour identifier les biais du chercheur.	Journal intime
Planification	Elles portent sur la planification du temps et des ressources et le déroulement de l'observation. Bernard insiste sur le fait que « Un bon journal est la clé d'un travail de terrain systématique et de la collecte systématique de données qualitatives et quantitatives » [Notre traduction] (2002, p. 392).	Journal de bord

Lors de notre séjour sur le terrain, qui sera expliqué en détail dans la section 4.6, nous avons pris les trois types de notes. Pour les notes brèves, nous avons utilisé un petit cahier de 10 x 16 cm que nous avons toujours dans notre poche. Pour les notes personnelles, nous avons opté pour un journal intime sur ordinateur dans un document Word à la fin de chaque journée. En relation au journal de planification, nous avons utilisé un cahier de 250 pages de la marque Leuchtturm1917 de 14 x 20 cm que nous avons aussi toujours avec nous. Deux pages du cahier ont été attribuées à chaque jour de notre séjour<sup>143</sup>. Sur la page de gauche, nous avons listé toutes les activités à réaliser pendant la journée. Nous avons noté, par exemple, les personnes que nous voulions rencontrer et ce que nous aimerions observer. Sur la page de droite, nous avons écrit ce qui a été fait pendant la journée. Nous notons les détails concernant nos visites, les personnes que nous avons rencontrées, les heures et la durée de nos reconcentres. Le journal de bord a un « ton très personnel » (Restrepo, 2016) : c'est pour cela qu'aux sections suggérées par Bernard, nous avons ajouté d'autres sections que nous considérons importantes. Tout d'abord, nous avons écrit notre question de recherche, nos objectifs et nous avons pris note, au fur et à mesure du travail de terrain, des éléments importants qui ont émergé suite à nos échanges. Ensuite, nous avons prévu une partie du journal pour inscrire les références bibliographiques à consulter et une autre partie pour la planification du budget et de

<sup>143</sup> Pour chacun des jours du séjour, nous avons attribué deux pages dans le journal, même les jours où nous étions en dehors du terrain.

nos déplacements. Ainsi, nous avons dédié quelques pages du journal pour la prise des notes des éléments importants pour notre recherche qui ont été mentionnés dans le groupe WhatsApp de l'association. Finalement, nous avons destiné une partie du journal pour faire la liste des membres de l'association avec leurs coordonnées et nous avons rédigé, suite à nos rencontres, un court profil de chaque membre et de sa famille. Nous avons aussi noté les noms et les coordonnées des acteurs clés externes à l'association que nous voulions rencontrer lors de notre séjour. À la fin du journal, nous avons également destiné quelques pages pour lister les différentes tâches à faire à la fin du séjour et à notre retour à Montréal.

Les notes brèves, personnelles et de planification nous ont servi pour rédiger à la fin de chaque journée un quatrième type de notes : les notes de terrain. Bernard (2002) évoque trois types de notes de terrain. D'abord les notes méthodologiques concernant les techniques de collecte de données : elles servent à noter les problèmes rencontrés, les ajustements à faire et les réflexions sur les techniques retenues. Elles servent également à réfléchir sur les progrès du chercheur dans l'apprentissage de la technique et dans l'immersion dans la culture étudiée. Ensuite, les notes descriptives, qui sont le centre du travail de terrain, sont les plus nombreuses et proviennent de ce qui est observé et entendu. Enfin, les notes analytiques, souvent moins nombreuses, portent sur le cheminement théorique et sont le résultat du travail de réflexion approfondie concernant la compréhension du phénomène étudié. Nous avons rédigé ces notes de terrain chaque soir sur l'ordinateur en utilisant un document Word par jour d'observation<sup>144</sup>.

L'ensemble des notes forment notre journal ethnographique. Restrepo (2016) suggère de raconter nos journées de manière systématique dans un récit sans lésiner sur les détails, c'est-à-dire de décrire chaque jour d'observation de manière exhaustive, rigoureuse et le plus détaillé possible. Il s'agit d'écrire en rendant compte des questions telles que : qui est présent, comment l'espace est organisé, ce qui se passe, pourquoi cela se produit, etc. Il s'agit de « recréer avec des mots ce qui est observé »; il faut aussi reconstruire les conversations avec les participants et cerner les éléments liés à la question et aux objectifs de recherche.

---

<sup>144</sup> Nous avons conservé une copie sur notre ordinateur personnel, une autre sur un disque externe et nous nous envoyions une troisième copie par mail. Nous avons gardé également une copie imprimée des notes de terrain.

#### 4.5.2 Les entretiens semi-dirigés

L'entrevue est une technique de collecte des données très utile pour la compréhension approfondie d'un phénomène à partir de l'interprétation des acteurs étudiés sans imposer de catégories préétablies (Bonilla-Castro et Rodríguez, 2013). Comme souligné par Patton, les entretiens sont aussi utiles pour découvrir ces choses que nous ne pouvons pas observer directement (Patton, 2002). Parmi les différents types d'entrevues, l'entrevue semi-dirigée s'avère la plus pertinente pour notre collecte de données<sup>145</sup>. Cette entrevue est centrale dans les recherches adoptant une perspective interprétativiste et constructiviste comme la nôtre (Savoie-Zajc, 2009). L'entrevue semi-dirigée est définie comme :

Une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé (Savoie-Zajc, 2009, p. 340).

L'entrevue semi-dirigée va au-delà d'une simple conversation. Comme le précise Deslauriers, il s'agit d'une « [...] interaction limitée et spécialisée, conduite dans un but spécifique et centrée sur un sujet particulier » (1991, p. 33). Le chercheur définit au préalable l'ensemble des thèmes qu'il souhaite aborder avec les participants, mais il peut explorer et orienter ses questions tout au long de l'interaction, en s'assurant de couvrir les mêmes sujets lors de chaque entretien. Un guide d'entretien est utilisé pour avoir un cadre de référence à partir duquel les informations nécessaires sont collectées de manière systématique et compréhensive, ainsi que pour délimiter les sujets à explorer (Bonilla-Castro et Rodríguez, 2013). Comme le signale Bernard « Cela montre que vous êtes préparé et compétent, mais que vous n'essayez pas d'exercer un contrôle excessif » [Notre traduction] (2002, p. 230).

---

<sup>145</sup> Patton (2002) mentionne que selon le degré de préparation et de contrôle, l'entrevue peut prendre la forme : (i) d'un entretien informel ou non structuré qui est très flexible, qui n'a pas de questions prédéterminées et est orienté au fur et à mesure que la conversation progresse, (ii) d'un entretien dirigé qui est très structuré, avec des questions définies rigoureusement et qui doivent être posées aux participants plus systématiquement et (iii) d'un entretien semi-dirigé qui se situe entre les deux derniers et qui comporte des questions réfléchies au préalable, mais qui est plus flexible (il est expliquée en détail dans cette section).

D'après Savoie-Zajc (2009), l'entrevue semi-dirigée repose sur trois postulats: (i) au lieu d'être une unité isolée, l'entrevue semi-dirigée est une unité de sens qui permet de construire un récit « cohérent, logique et unique » où ses différentes sections sont en relations les unes avec les autres, (ii) une entrevue semi-dirigée repose sur le postulat que la perspective de l'autre a du sens et (iii) la réalité est une image d'un monde en perpétuel changement, alors ce qui est répondu par l'interviewé dépend du moment auquel la question a été posée et de son état d'esprit. Les entretiens semi-dirigés sont « conversationnels et situationnels » (Bernard, 2002).

Dans une entrevue semi-dirigée, le but est d'abord d'établir un contact direct avec l'interlocuteur pour rendre explicite et pour comprendre leur univers et pour connaître l'expérience, le savoir et l'expertise de l'autre. Ensuite, cet échange permet au chercheur d'apprendre des interlocuteurs et permet aux interlocuteurs d'organiser et de structurer leur pensée, favorisant la co-construction des savoirs. Finalement, elle favorise les réflexions, la prise de conscience et permet de creuser certains thèmes (Savoie-Zajc, 2009).

L'entrevue semi-dirigée impose au chercheur de se préparer pour mettre à l'aise et en confiance l'interlocuteur en favorisant sa spontanéité. Il est nécessaire de planifier l'entretien, de connaître son guide pour mieux orienter le déroulement de l'entretien et pour creuser les idées des participants (Bernard, 2002). Deslauriers (1991) souligne que la règle d'or de tout interviewer est d'accepter inconditionnellement ce que l'autre personne dit. Il faut également développer des compétences affectives et professionnelles comme l'empathie, l'authenticité, la capacité d'accueil et la discrétion, ainsi que les compétences techniques qui facilitent la communication tout en faisant attention au langage pour comprendre les dits et les non-dits de son propos (Savoie-Zajc, 2009).

Lors d'une entrevue, il est impossible d'éliminer la réactivité, c'est-à-dire que les réponses des participants soient affectées par l'interviewer (Bernard, 2002). Néanmoins, la pratique et le recours à la combinaison de techniques de collecte de données, notamment à l'observation participante comme nous l'avons mentionné précédemment, permettent de réduire la réactivité des participants. Nous considérons donc que l'entretien est un outil complémentaire à ce qui a été observé et vice-versa. L'entrevue semi-dirigée est aussi pertinente à notre questionnement de recherche, puisque nous souhaitons recueillir la perspective et l'expérience des acteurs sociaux liées au



développement rural, le sens qu'ils donnent à leurs pratiques, et nous voulions avoir une compréhension approfondie du phénomène.

#### 4.5.3 La collecte documentaire

Nous avons eu recours aussi à une troisième source de données que nous considérons importante pour compléter les observations et les interactions verbales avec les acteurs sociaux : les documents. Selon Cellard (1997), les documents permettent d'intégrer la dimension temporelle dans l'analyse d'un phénomène, c'est-à-dire de mieux saisir le positionnement des acteurs, du passé à aujourd'hui. Le recours aux documents comme sources de données permet aussi la diminution de l'influence du chercheur sur le participant. Ainsi, Patton (2002) explique que les documents permettent d'avoir accès à des informations qui ne sont pas accessibles par des observations ou des échanges avec les acteurs sociaux. Le chercheur qui souhaite utiliser cette technique de collecte doit faire face à certaines difficultés comme leur interprétation, autrement dit la compréhension du sens, car « [...] le document demeure néanmoins sourd et le chercheur ne peut exiger de lui des précisions supplémentaires » (Cellard, 1997, p. 252). Il faut aussi localiser et avoir accès aux documents et évaluer leur pertinence et leur crédibilité, ce qui peut s'avérer un défi.

Dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes penchés sur deux types de documents selon la catégorisation de Cellard (1997) : les documents privés de l'organisation et les documents de nature publique tels que les articles de presse, les plans de développement et de gestion du territoire de la municipalité et les lois concernant le développement. Comme nous le verrons plus loin, les documents nous ont permis de mieux décrire notre cas et de mieux saisir le contexte et le positionnement des acteurs rencontrés sur le terrain.

En somme, la combinaison de l'observation participante, les entrevues demi-dirigées et de la collecte documentaire nous a permis d'avoir accès à différentes informations, de valider les données obtenues avec chaque méthode et d'observer de différents angles le phénomène de notre intérêt.

## 4.6 Présentation générale du corpus de données

Dans cette section, nous allons présenter notre corpus de données. Dans un premier temps nous allons exposer nos données d'observation participante en montrant le déroulement général de notre séjour. Ensuite, nous présenterons les données des entrevues semi-dirigées et leur déroulement et finalement nos données concernant la collecte documentaire.

### 4.6.1 Les données d'observation

#### 4.6.1.1 Déroulement du séjour

Notre séjour en Colombie s'est déroulé du 4 novembre 2018 au 1<sup>er</sup> mars 2019. Le lendemain de notre arrivée, nous avons rencontré notre collègue colombien qui était proche de l'organisation et qui nous a présenté à deux de ses leaders. Les deux premières semaines ont été consacrées à nous familiariser avec le contexte d'AgroFagua, à découvrir le village de Fagua, à faire connaissance des leaders de l'association, à échanger avec eux et à leur présenter nos objectifs de recherche. Durant ces journées préparatoires, les leaders de l'association nous ont invité au marché fermier organisé par la mairie de Chía auquel ils participent régulièrement et ils nous ont aussi présenté aux autres membres de l'association, qui ont accepté de nous recevoir à l'une de leurs réunions hebdomadaires. À la troisième semaine du séjour, nous avons présenté notre projet devant tous les membres de l'association et ils ont accepté formellement de participer à notre recherche. Au début de cette rencontre, nous avons noté un peu de résistance à participer, notamment du fait que nous étions des étrangers puisque nous n'étions pas habitants de Chía. Toutefois, avoir été présenté par deux de ses leaders, avoir gagné leur confiance dans les premières semaines et l'initiative des leaders d'expliquer dans leurs propres mots ce que nous voulions étudier a fait qu'ils nous ont rapidement accueillis.

À partir de ce moment et durant 12 semaines, nous sommes allées tous les jours au village pour rencontrer les membres de l'organisation. Nous avons participé à toutes leurs activités collectives et à certaines activités productives plutôt individuelles dans leurs terrains comme la plantation de semences, la récolte des légumes, la fertilisation des sols, l'alimentation des animaux, etc. Nous voulions, à l'aide de notre grille thématique, observer et entendre nos participants pour mieux comprendre leurs préoccupations et leurs revendications en matière de développement rural en

vivant le quotidien de l'organisation et en rencontrant tous leurs membres, ainsi que la plus grande diversité des acteurs externes avec lesquels ils interagissent. Cela nous a permis par la suite de mieux saisir le modèle de développement rural dominant dans la région, les représentations sociales des paysans concernant le développement rural et de mieux comprendre le caractère alternatif du projet que le mouvement paysan porte. Nous voulions également bénéficier d'une immersion dans le terrain pour mieux saisir, dans le cadre de ce projet, comment l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont appropriées à un niveau local par les membres de l'organisation (*p. ex.* comment elles sont mobilisées, à quoi elles servent, en quoi elles consistent, entre autres), ceci afin de déterminer si, dans ce projet alternatif, l'agriculture familiale est instrumentalisée par le mouvement paysan en tant qu'outil identitaire et les pratiques agroécologiques comme des actions subtiles de résistance. Nos observations et le bilan de nos échanges quotidiens, comme évoqué dans la section précédente, ont été notés dans nos journaux et nous avons pris des photos.

Pendant le séjour, nous avons décidé de nous loger dans un village voisin (Tenjo) situé à environ 15 km de Fagua (une demi-heure de route), afin de pouvoir faire une retraite quotidienne pour organiser nos idées, réfléchir et rédiger les notes de terrain. Comme recommandé par Restrepo (2016) et Bernard (2006), nous avons fait une immersion progressive dans le terrain en suivant différentes étapes. Une première partie du séjour nous a permis de faire les premiers contacts avec les membres d'AgroFagua et de faire des observations participantes pour « découvrir ce qui est évident »<sup>146</sup>. Durant cette partie, qui a eu lieu entre le 4 novembre et le 22 décembre 2018, nous avons fait connaissance de tous les membres de l'association et de leurs familles, nous avons eu l'occasion d'échanger avec eux régulièrement et nous avons pu visiter au moins une fois les fermes de chaque famille. Nous avons aussi assisté aux réunions hebdomadaires de l'association. Comme AgroFagua ne dispose pas de ses propres installations physiques, les activités sont menées dans différents endroits du village. Tous les mercredis à partir de 17h, les membres de l'association se réunissent dans l'école primaire du village pour discuter des différentes questions qui les concernent et prendre des décisions relativement à la planification de marchés, l'adhésion de nouveaux membres, la participation à des événements, entre autres. Nous avons aussi participé aux

---

<sup>146</sup> Le chercheur a le sentiment de la découverte, il est très réflexif par rapport à ses notes de terrain et attentif aux informations et fait des efforts pour tout observer, pour rencontrer tous les acteurs, etc. Lorsque ce sentiment de découverte est très intense, Bernard recommande de faire une pause (Bernard, 2006).

trois types des marchés où l'association distribue ses produits : d'abord, les marchés fermiers « *Agro Mercado Saludable* » organisés par le bureau du maire municipal qui se tenaient une fois par mois. Ensuite, nous avons participé aux marchés paysans organisés par l'association une fois par mois dans le village. Enfin, nous avons assisté à deux marchés fermiers organisés par l'une des entreprises privées situées dans le village (Casa Tibaná) où AgroFagua a été invitée à participer pour la première fois. Ces marchés ont été aussi l'occasion d'identifier et d'échanger avec les acteurs externes qui interagissent régulièrement avec l'association. Durant cette première partie, les visites, les conversations et les activités auxquelles nous avons participé se sont déroulées de manière organique, c'est-à-dire qu'elles étaient guidées plus par l'initiative des participants que par la nôtre. En suivant les recommandations de Restrepo (2016), les entretiens et les activités plus formelles ont été réalisés dans la deuxième partie du séjour, une fois que la relation de confiance a été consolidée.

À la fin de la première partie du séjour, nous nous sommes retirés deux semaines du terrain durant la période des fêtes de fin d'année où aucune activité de l'association était prévue (du 23 décembre 2018 au 6 janvier 2019). Ces journées de retrait sont nécessaires pour prendre une distance physique et émotionnelle du site d'étude, pour mettre les choses en perspective et pour planifier et organiser la suite (Bernard, 2006). Nous avons aussi profité de ces journées pour peaufiner notre grille d'entretien de départ, pour la recherche de documents, pour consulter la bibliographie, ainsi que pour discuter avec des chercheurs des universités colombiennes.

Suite à cette pause, nous avons débuté la deuxième partie du séjour en ayant une idée plus claire du phénomène, des acteurs et des données dont nous avons besoin. Durant cette étape, qui a débuté le 6 janvier 2019, nous avons continué à assister et à participer à différentes activités collectives comme les réunions hebdomadaires de l'association, les séances d'organisation et les différents marchés, entre autres. Nous avons continué à faire le tour des fermes des membres de l'association pour échanger avec eux, pour connaître leurs terrains et pour avoir un meilleur aperçu de leurs pratiques, de leurs produits, des techniques agricoles qu'ils utilisent, entre autres. Nous avons aussi mené, vers la fin de cette étape, nos entrevues individuelles semi-dirigées que nous présenterons en détail dans la section suivante. Nous avons eu aussi la chance d'être invités à des rencontres entre représentants de l'association et d'autres acteurs du secteur public et privé ainsi qu'aux

activités plus informelles comme la « fête de Noël » de l'association. Le tableau 4.4 résume les activités de l'association observées et le nombre de fois que nous avons participé à ces activités pendant notre séjour.

Tableau 4.4 Les différents éléments d'observation participante

Éléments d'observation	Nombre
Réunions hebdomadaires de l'association	11
Fermes des associés visitées	20
Marchés municipaux (Chía)	3
Marchés locaux (Fagua)	3
Marchés organisés par les entreprises privées	2
Rencontres avec les responsables des entités gouvernementales	2
Rencontres avec les dirigeants des entreprises privées	1
Évènements informels	2

Lors de cette deuxième partie, nous avons eu aussi l'occasion d'organiser et d'animer un atelier de reconstruction historique de l'association, qui s'est étalé sur deux journées avec la participation de tous les membres d'AgroFagua. Cet atelier n'était pas prévu avant d'entamer le terrain, mais suite à la demande de certains associés qui voulaient documenter l'histoire de l'organisation, les membres d'AgroFagua nous ont confié la tâche de planifier et d'animer avec l'un des membres de l'association cette activité. Pour ce faire, nous avons élaboré une ligne de temps avec l'objectif de retracer les différents éléments qui ont été importants dans la consolidation de l'association et identifier leurs opportunités et leurs défis. Nous avons aussi prolongé la ligne jusqu'en 2029 pour documenter les attentes des associés envers l'organisation à court et à moyen termes. Pour guider l'atelier, nous avons utilisé une grille avec les grands thèmes à aborder et une liste des questions pour guider la discussion avec les participants<sup>147</sup>. Lorsque les participants identifiaient un élément important (*p. ex.* un acteur, un événement, une institution, un problème, etc.), ils étaient invités à le reconstruire et à le situer à l'aide des fiches de couleur dans la ligne de temps (figure 4.1). À la

<sup>147</sup> Nous avons ciblé 5 thèmes que nous avons appelés « dimensions » et nous avons attribué à chacune une couleur : (i) le contexte local et régional (rose), c'est-à-dire les différentes situations sociales, politiques, environnementales et économiques qui existaient et comment elles ont influencé l'association, (ii) la dimension organisationnelle (jaune), portait sur le fonctionnement interne, les membres fondateurs, l'élaboration des statuts, etc., (iii) la dimension technique et productive (vert), (iv) la commercialisation (bleu) qui cherchait à identifier les canaux et les relations de commercialisation et leur évolution et (v) les réseaux et les alliances établis avec d'autres organisations, institutions, entre autres (blanc).

fin de l'atelier, nous avons passé en revue chaque fiche avec eux pour nous assurer que les éléments étaient correctement situés sur la ligne de temps.

Figure 4.1 Ligne de temps élaborée dans l'atelier de reconstruction historique



Cet atelier nous a permis de mieux comprendre : le passé de l'organisation, le contexte dans lequel elle a émergé, ses objectifs de départ, ses défis à court et à moyen termes, les attentes des associés et les différents acteurs qui interagissent avec l'organisation. Ces informations seront présentées dans le prochain chapitre.

Le dernier moment de notre séjour a été celui du départ du terrain qui a été prévu à la semaine 17 (du 24 février au 2 mars 2019). Nous avons suivi les conseils de Bernard (2006) qui recommande de ne pas négliger ce moment du séjour, d'annoncer notre départ et d'être reconnaissants pour la participation de l'organisation à la recherche : il s'agit d'avoir un « rituel consistant à quitter un lieu d'une manière culturellement appropriée ». Pour ce faire, nous avons demandé un moment dans la rencontre hebdomadaire de la semaine 16 où nous avons pu les remercier, exprimer notre appréciation et partager un repas ensemble. Une fois de retour à Montréal et jusqu'à ce jour, nous avons des échanges informels avec certains membres d'AgroFagua qui nous contactent pour nous

faire part de leurs nouvelles et nous inviter à faire partie de leurs activités (*p. ex.* nous avons été invités au party de Noël de l'association en 2020, certains membres nous ont parlé de leur situation pendant la pandémie en 2020 et 2021, etc.). Le tableau 4.5 résume les différentes étapes que nous avons suivies dans notre séjour.

Tout au long de l'observation participante, les membres de l'association et les différents acteurs que nous avons rencontrés étaient ouverts à participer et étaient très collaboratifs. Nous croyons que cette facilité que nous avons eue est due à différents facteurs. Premièrement, elle est due à notre *background* et à notre préparation avant de rentrer sur le terrain. Le fait d'être colombienne, d'avoir une expertise dans le domaine agricole et avec d'autres communautés paysannes et d'avoir fait un séjour exploratoire lors duquel nous étions en contact avec d'autres organisations paysannes de la région les a rassurés. Deuxièmement, nous avons été présentés par une personne de confiance, ce qui nous a permis d'être acceptés plus facilement. Aussi, nous avons remarqué qu'en ayant été les premiers chercheurs à les approcher, ils se sont montrés très curieux et ouverts à notre recherche. Les membres de l'association étaient toujours enthousiastes à l'idée que nous fassions connaissance avec leurs fermes. Enfin, nous avons été toujours transparents avec les objectifs de notre recherche et nous avons tout mis en place pour les mettre à l'aise avec notre présence, ce qui a favorisé notre acceptation rapide.

Dès notre arrivée, nous avons montré ouvertement que nous étions en train de les étudier, par exemple en prenant toujours nos notes de terrain devant eux et en leur rappelant autant que possible nos objectifs de recherche. En même temps, nous étions toujours disponibles à participer aux différentes activités dans lesquelles notre collaboration a été demandée et à intervenir quand notre avis a été sollicité. À titre d'exemple, lors des premiers marchés auxquels nous avons assisté, les membres de l'association nous ont attribué des tâches comme l'organisation des produits, le ramassage des boîtes et l'accueil des clients. Tandis que dans les marchés qui ont eu lieu dans la deuxième partie de notre séjour, les membres de l'association nous ont demandé notre aide pour la vente des produits et le ramassage de l'argent, des tâches qui sont seulement attribuées aux gens de confiance.

Tableau 4.5 Déroulement du séjour en Colombie

Activités	Semaine																
	Première partie							Pause		Deuxième partie							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Préparation générale																	
Premiers contacts avec les leaders d'AgroFagua																	
Approbation participation à notre recherche																	
Observation participante des réunions hebdomadaires																	
Visite des fermes familiales																	
Participation à la planification et organisation des marchés et autres activités																	
Observation participante des marchés au village																	
Observation participante des autres marchés																	
Période des fêtes et des vacances des membres de l'association																	
Observation participante des réunions avec d'autres acteurs																	
Atelier de reconstruction historique																	
Évènements informels de l'organisation																	
Entrevues semi-dirigées																	
Rencontre de départ																	



En somme, lors du séjour, nous avons eu une immersion dans le terrain qui nous a permis d'observer et de vivre le quotidien de l'organisation. Nous avons pu observer les différentes activités collectives de l'association, nous avons visité les fermes familiales et nous avons fait partie de certaines activités agricoles qui s'y déroulent. Participer à ces activités nous a permis d'interagir pendant une période significative de temps avec nos participants, de mieux comprendre leur propos et leur contexte et par conséquent, nous a permis d'enrichir notre description du cas et notre interprétation du phénomène étudié. Les nombreuses informations que nous avons collectées lors de notre observation participante ont été complétées et mises en perspective avec les discours ayant émergé lors des entrevues semi-dirigées individuelles réalisées auprès des membres de l'association et d'autres acteurs qui interagissent avec eux.

#### 4.6.2 Le corpus d'entrevues semi-dirigées

Nous avons effectué nos entrevues semi-dirigées vers la fin de la deuxième partie du séjour entre la semaine 14 et 17, une fois que les participants se furent habitués à notre présence et nous ont montré qu'ils se sentaient en confiance. Cela nous a permis, entre autres, de peaufiner notre grille d'entretien et de diminuer la réactivité de nos répondants. Au total, nous avons mené 24 entrevues semi-dirigées dont la durée oscillait entre 38 et 138 minutes. Toutes les entrevues ont été individuelles, réalisées en personne et ont été enregistrées et transcrites par la suite dans un fichier Word anonymisé.

Nous voulions interviewer tous les membres actifs d'AgroFagua et nous nous sommes intéressés aussi aux acteurs externes ayant un lien direct avec l'organisation. Nous voulions obtenir l'avis de ces acteurs clés pour avoir d'autres points de vue sur le phénomène et le mettre en perspective avec celui des paysans. Pour ce faire, lors de la première partie de notre observation participante, nous avons identifié et ciblé les acteurs du secteur privé et public qui interagissent régulièrement avec les membres de l'association. Les détails des entretiens auprès des trois types d'acteurs que nous avons identifiés sur le terrain sont présentés dans le tableau 4.6.

Tableau 4.6 Description technique de nos entretiens semi-dirigés

Nom de l'entrevue	Type de répondant	Date	Durée (minutes)	No de pages de transcription
A01	Associé AgroFagua	04/02/2019	116,34	30
A02	Associé AgroFagua	04/02/2019	78,22	21
A03	Associé AgroFagua	06/02/2019	113,59	30
A04	Associé AgroFagua	06/02/2019	47,47	17
A05	Associé AgroFagua	07/02/2019	67,53	19
A06	Associé AgroFagua	07/02/2019	68,53	21
A07	Associé AgroFagua	08/02/2019	138	21
A08	Associé AgroFagua	08/02/2019	89	18
A09	Associé AgroFagua	11/02/2019	126,03	22
A10	Associé AgroFagua	11/02/2019	60,25	18
A11	Associé AgroFagua	12/02/2019	73,47	20
A12	Associé AgroFagua	12/02/2019	41,48	16
A13	Associé AgroFagua	13/02/2019	115,03	27
A14	Associé AgroFagua	18/02/2019	64,18	12
A15	Associé AgroFagua	19/02/2019	93,19	17
A16	Associé AgroFagua	20/02/2019	86,24	18
A17	Associé AgroFagua	25/02/2019	87,21	27
A18	Associé AgroFagua	25/02/2019	37,36	14
B01	Dirigeante « Nutriarte »	09/02/2019	61,34	19
B02	Dirigeant « Casa Tibaná »	14/02/2019	97,45	27
C01	Membre du conseil municipal	11/02/2019	43,4	15
C02	Fonctionnaire du gouvernement	13/02/2019	64,2	15
C03	Professeur	16/02/2019	56,44	16
C04	Sociologue	18/02/2019	51,07	12
<b>Total</b>	<b>24 entretiens semi-dirigés</b>	-	<b>1622,68 (minutes)</b>	<b>472 (pages)</b>

Nous avons réalisé 18 entretiens avec les membres d'AgroFagua. Nous voulions interroger tous les membres fondateurs de l'association (23 producteurs), mais cinq entretiens formelles n'ont pas pu être réalisés en raison de l'indisponibilité des associés. Cependant, avec deux d'entre eux, nous avons eu la chance d'interagir à diverses occasions et d'avoir leur avis grâce à des entretiens informelles et lors de visites dans leurs fermes. Notre groupe de répondants de l'association est composé de huit femmes et dix hommes. Les femmes ont entre 45 et 60 ans et les hommes entre 30 et 70 ans. Seize membres sont nés à la campagne et s'identifient eux-mêmes comme des paysans, tandis que deux producteurs sont nés dans de grandes villes (Bogota et Cali) et ont récemment déménagé dans le village de Fagua; ils ne se reconnaissent pas eux-mêmes comme des paysans. La grande majorité des interviewés (15) travaillent à temps plein ou à temps partiel dans

des domaines tels que la construction, la peinture, la couture, les ventes informelles, etc. Seulement quatre paysans font de l'agriculture à temps plein. Les terrains des agriculteurs ne dépassent pas les 3000 mètres carrés et les agriculteurs y cultivent une variété de légumes (*p. ex.* la laitue, les épinards, la tomate, la bette à carde, les radis, les carottes, la coriandre, les oignon), des fruits andins et font l'élevage principalement de volailles. Cinq des agriculteurs transforment aussi des aliments de la ferme en différents produits tels que le fromage, le yaourt, les jus de fruits frais, les bonbons et la crème glacée. La grande majorité de nos entretiens se sont déroulés dans leurs fermes; seules trois rencontres ont eu lieu dans de petits cafés du village.

Pour ce qui est des acteurs du secteur privé, nous avons identifié deux entreprises situées au village qui ont des relations étroites avec l'association. La première entreprise s'appelle Nutriarte : issue du domaine de la restauration, elle a comme clients les grandes entreprises qui cultivent et exportent des fleurs dans la région. AgroFagua est le principal fournisseur des fruits et des légumes de cette entreprise. La deuxième entreprise, Casa Tibaná, est un espace qui loue des salles pour une diversité d'événements tels que des rencontres professionnelles, des ateliers de cuisine, d'horticulture, des cours de développement personnel, entre autres. Cet espace a été fondé par l'une des propriétaires des grandes entreprises du secteur de la floriculture de la région. Dans le cadre des projets de responsabilité sociale de l'entreprise, elle échange depuis longtemps avec certains membres de l'association. Elle organise par exemple les marchés fermiers dont l'un des invités est AgroFagua.

Les deux entreprises sont liées, car la cuisine de Nutriarte fonctionne dans les installations de Casa Tibaná et est responsable du service de restauration. Les deux dirigeants, qui sont aussi les propriétaires des entreprises, sont bien connus dans la région et interagissent avec les membres de l'association depuis plusieurs années. Nous les avons rencontrés dans les marchés où nous avons eu l'opportunité d'échanger à plusieurs reprises et ils se sont montrés ouverts et disponibles à participer à notre recherche. L'entrevue avec le dirigeant de Nutriarte s'est déroulée dans son bureau à Fagua, tandis que l'entretien avec le dirigeant de Casa Tibaná a eu lieu dans un restaurant à Bogotá.

Enfin, pendant la première partie du séjour nous avons identifié quatre acteurs liés aux entités gouvernementales qui interagissent régulièrement avec l'association depuis sa création : d'abord,

un membre du conseil municipal, qui est en contact permanent avec les membres de l'association. À différentes occasions, il a assumé le rôle de médiateur entre les associés et les représentants d'autres entités politiques et il assiste régulièrement aux différents événements d'AgroFagua. Ensuite, nous avons identifié un agronome et ancien enseignant de l'une des institutions publiques de formation de la région (Service national d'apprentissage, SENA), qui a été responsable de la formation des membres de l'association aux pratiques agroécologiques. Une fois la formation terminée, il a continué au fil des années à assister les membres de l'association sur le plan technique. Un autre acteur identifié a été un fonctionnaire du gouvernement municipal, le directeur de la division du développement agricole et commercial de Chía, que nous avons rencontré dans le cadre des marchés fermiers dont il est le responsable. Finalement, nous avons rencontré un sociologue et ancien fonctionnaire de la municipalité de Chía, qui a animé dans le passé des ateliers de formation pour l'organisation, a été témoin de la formation d'AgroFagua et les a soutenus dans différentes démarches. Nous avons également identifié quatre acteurs qui n'interagissent plus avec l'association, mais qui selon ses membres, ont joué un rôle important dans sa constitution (trois dirigeants d'entreprises privées, un leader d'une ONG et deux autres fonctionnaires du gouvernement municipal). Nous n'avons pas pu rencontrer ces acteurs dans le cadre d'entrevues formelles, mais nous avons eu des échanges informels avec le dirigeant d'une entreprise agricole locale à l'occasion des marchés fermiers. Les entrevues avec l' élu municipal et le fonctionnaire du gouvernement se sont déroulés dans leurs lieux de travail et celles avec l'enseignant et le sociologue dans de petits cafés.

Nos entrevues avaient pour but de recueillir le discours des membres de l'organisation en relation aux thèmes d'intérêt, que nous avons identifiés en amont dans la grille qui a guidé notre collecte de données, et de le mettre en relation avec le discours d'autres types d'acteurs clés. Pour ce faire, nous avons élaboré un schéma d'entrevue général que nous avons peaufiné suite aux observations que nous avons faites dans la première partie du séjour et en fonction du type d'acteur à rencontrer. Nos entretiens se déroulaient toujours de la même manière, en allant progressivement des questions du parcours personnel vers des questions plus complexes demandant une réflexion plus approfondie.

En introduction, nous voulions mettre les participants à l'aise et bien comprendre le cadre dans lequel s'insèrent leur propos et leur expérience. Pour ce faire, nous remercions la personne pour sa participation, nous expliquons à nouveau nos objectifs de recherche, nous nous assurons qu'elle avait pris connaissance du formulaire de consentement et qu'elle approuvait l'enregistrement de ses propos dans le cadre de notre entretien. Nous lui demandons de nous parler de son parcours, de son rôle dans l'organisation, de ses motivations pour rejoindre une organisation comme AgroFagua et de s'engager dans la production agroécologique.

Nous poursuivions en nous intéressant à la perception des participants sur le développement rural. Nous voulions mieux comprendre comment les personnes le définissent, leur conception du développement rural de la région, les obstacles, les leviers et leurs attentes à ce sujet. Nous avons aussi questionné les participants sur le rôle que joue l'organisation dans le développement du village. Par la suite, nous avons fait réfléchir les participants sur les différents projets dits de développement dans le village, les objectifs, les acteurs et les institutions qui y ont été impliqués. Nous voulions mieux comprendre leur conception de ces projets, des bénéficiaires et des impacts qu'ils ont eu pour le village.

Dans une autre section de l'entrevue, nous avons questionné les participants sur l'agriculture dans la région. Nous voulions mieux saisir son statut, les différents modes de production, les pratiques agricoles dominantes, les alternatives et leur perception des pratiques agroécologiques. Nous avons également posé des questions concernant les liens entre le modèle agricole dominant, le modèle que l'association propose et le développement rural du village. Au cours de l'entretien, nous avons aussi questionné le sens que les gens donnent à la notion d'agriculture familiale et d'agriculture paysanne.

Nous concluons l'entretien en remerciant les gens pour leur participation et en les interrogeant sur leurs perspectives d'avenir (*p. ex.* l'avenir de la région, de l'organisation, de l'agriculture et de la paysannerie dans le village). Selon la direction que prenait l'entretien, les différentes thématiques ont été abordées dans différents ordres. Ainsi, même si ce schéma général a été utilisé dans toutes les entrevues, les questions ont été adaptées selon le type de répondant. Par exemple, lors des entrevues des acteurs externes à l'organisation, nous avons questionné les participants sur leur

relation avec AgroFagua, leur perception du développement du village et, lorsque c'était le cas, les projets de développement qui ont été lancés par l'organisation à laquelle ils appartiennent.

#### 4.6.3 Le corpus documentaire

Notre collecte de documents s'est déroulée avant et tout au long de notre séjour et nous a permis de mieux décrire notre cas et de compléter nos observations, ainsi que d'obtenir des informations plus précises sur les différentes politiques et projets concernant le développement rural qui ont été évoqués à plusieurs reprises par les participants tels que le « budget participatif » (*presupuesto participativo*).

Pour ce qui est des documents privés, comme nous l'avons mentionné précédemment, AgroFagua ne dispose pas d'installations physiques ni d'un ordinateur. Lors de nos échanges informels avec les membres de l'association et au fur et à mesure du déroulement de notre séjour, nous avons pris connaissance des documents qui avaient été produits et nous avons identifié qui gardait une copie dans leurs dossiers. De cette façon, nous avons eu accès aux documents qui nous ont permis d'enrichir notre collecte. Ces documents nous ont permis de mieux comprendre l'organisation, son fonctionnement et son positionnement au regard du modèle de développement. Les documents de l'organisation collectés incluent les actes constitutifs, les documents relatifs à la production et aux ventes dans les différents marchés et les discours de certains membres dans le cadre des interventions dans les audiences publiques. Nous avons également eu accès aux documents de promotion de l'organisation comme des dépliants et aux photographies de différents événements.

Pour la collecte de documents publics, nous avons consulté les journaux quotidiens, les textes de loi, les sites internet des institutions concernées, entre autres. Pour certains documents officiels comme les plans de développement des années précédentes qui n'ont pas été publiés sur internet, nous sommes allées directement dans les institutions municipales qui les ont produits pour prendre connaissance de chaque document. Le tableau 4.7 résume les documents publics et de l'organisation que nous avons collectés.

Tableau 4.7 Les documents recueillis dans le cadre de notre séjour sur le terrain

Type de document	Nombre de documents
Plans de développement, plans de gestion de territoire, textes de loi et autres	21
Articles de presse	30
Documents de l'association	6
Enregistrement des audiences publiques et participation aux évènements	10

## 4.7 Analyse de données

### 4.7.1 L'analyse des observations

Comme expliqué en amont, tout au long de notre séjour, nous avons suivi la méthode d'observation participante et réalisé la prise de notes systématique inspirée de Restrepo (2016) et de Bernard (2006). Nos observations ont été faites suivant notre grille thématique et les notes ont été consignées et organisées en ordre chronologique dans notre journal ethnographique. L'analyse des observations est un processus qui se fonde sur l'écriture, la lecture, la relecture et la réécriture des données. Pour ce faire, nous avons fait une analyse de contenu de notre journal ethnographique en suivant les suggestions de Restrepo (2016), qui explique que ce processus d'analyse suit différentes étapes. Dans un premier temps, il s'agit de mettre en ordre les données. Pour ce faire, il faut numéroter les pages de notre journal et faire une première lecture de nos notes. Dans un document à part, Restrepo suggère de faire des annotations des idées qui nous viennent pendant la lecture. Suite à cette première lecture, il s'agit de faire une relecture en identifiant les différentes thématiques récurrentes dans le journal et les lister dans un document séparé pour construire un index analytique<sup>148</sup>. Ensuite, il s'agit d'élaborer un guide de ce qui va être présenté dans le texte, ainsi que de déterminer les thématiques à aborder et les relations entre elles et de faire un bref résumé du contenu de chaque section. La dernière étape est celle de la réécriture, de la production d'un récit qui se fonde sur nos observations.

---

<sup>148</sup> L'auteur suggère de classer les thématiques en regroupant celles qui peuvent être réunies dans des catégories plus globales ou en établissant des niveaux de hiérarchisation des thématiques. À chaque thématique de la liste, il faut ajouter la page correspondante du journal dans laquelle cette thématique a été abordée afin de constituer l'index.

Suivre la méthode de Restrepo (2016) nous a permis de mieux saisir le contexte de la région, de décrire l'organisation et de retracer son histoire, autrement dit, de présenter et d'expliquer notre cas en fonction du phénomène de notre intérêt. Ainsi, à travers l'analyse de nos observations, nous avons pu compléter les informations recueillies dans nos entrevues semi-dirigées et avoir un autre angle d'observation pour la triangulation de nos données. De cette façon, l'analyse de nos données d'observation participante va nourrir le chapitre 5 qui décrit le contexte et présente notre cas, mais aussi les chapitres analytiques qui suivent.

#### 4.7.2 L'analyse de contenu

Pour l'analyse de nos entrevues semi-dirigées, nous avons privilégié l'analyse de contenu qui a pour objectif ultime de connaître la vie sociale à partir de la dimension symbolique des comportements humains (Sabourin, P., 2009). Il s'agit, selon Bardin (2013), d'un ensemble d'outils méthodologiques permettant d'analyser et d'avoir une compréhension du sens des communications qui va au-delà de l'interprétation intuitive, vers l'interprétation construite. Van Campenhoudt *et al.* (2017) précisent que l'analyse de contenu :

[...] consiste à soumettre les informations recueillies à un traitement méthodique, par exemple : les regrouper par thèmes pertinents selon les hypothèses, les comparer les unes aux autres et les mettre en relation, ou encore les organiser selon une structure qui leur donne du sens (2017, p. 298).

L'analyse de contenu comprend la description analytique à travers des « procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages » (Bardin, 2013, p. 37). En même temps, le but de cette analyse est l'inférence de connaissances à l'aide des indicateurs, c'est-à-dire, la déduction logique des connaissances sur la source du message ce qui permet de passer de la description à l'interprétation (Ibidem). Allard-Poesi *et al.* indiquent que l'analyse de contenu se fonde « sur le postulat que la répétition d'une unité d'analyse de discours (mots, expressions ou significations similaires, phrases, paragraphes) révèle les centres d'intérêt, les préoccupations des auteurs du discours » (1999, p. 450).

L'analyse de contenu repose sur deux étapes suite à la collecte de données : la codification et l'analyse. Le processus de codage consiste à découper le texte à analyser et à l'ordonner en fonction



des unités d'analyse que le chercheur a choisi d'étudier<sup>149</sup>. Ensuite ces unités d'analyse sont classées dans des catégories plus restreintes liées aux objectifs de la recherche (Allard-Poesi *et al.*, 1999). La méthodologie de codage repose sur trois étapes qui ne sont pas consécutives, mais interactives : d'abord, la codification ouverte à travers laquelle les données sont déconstruites par le chercheur qui dégage du texte toutes les catégories possibles du phénomène étudié. Ensuite, la codification axiale qui permet de réorganiser les codes, c'est-à-dire de regrouper, de classer et de transformer les codes dans des catégories émergeant des données. Finalement, la codification sélective avec laquelle il est possible d'établir des liens entre les codes et de les hiérarchiser en fonction de leur pertinence face aux objectifs de la recherche (Laperrière, 1997a). Le processus d'analyse comme mentionné précédemment consiste à donner sens aux données, à inférer les significations du discours à travers « l'analyse détaillée des mots utilisés, le nombre d'occurrences ou de leurs associations » (Allard-Poesi *et al.*, 1999, p. 500).

Miles et Huberman (1994) soulignent qu'il y a trois types de codes : (i) les codes descriptifs qui représentent le mot précis ou le plus proche des propos des répondants et qui permettent de répondre à la question : de quoi parlent-ils?, (ii) les codes interprétatifs qui renvoient aux connaissances du chercheur concernant le contexte du discours, c'est-à-dire à l'interprétation qu'a le chercheur du phénomène et qui permet de répondre à la question : comment en parlent-ils?, et (iii) les codes conceptuels qui concernent de nouveaux concepts ou une autre interprétation des concepts qui émerge des données.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons fait une analyse de contenu classique en fonction de catégories thématiques de départ. Nous avons suivi les étapes de codification en utilisant le logiciel d'analyse de contenu Atlas.ti. Une fois que nos entrevues ont été transcrites, nous les avons classées en deux unités herméneutiques selon les groupes de répondants (membres de l'association et acteurs externes). Au fur et au mesure de la lecture de chaque verbatim, nous avons déterminé des unités de sens auxquelles nous avons attribué des codes; les codes ont été définis pour s'assurer que la même signification leur était attribuée tout au long de l'analyse. Une fois codées les premières entrevues, nous avons analysé le rapport de codes et nous avons fait une épuration de la

---

<sup>149</sup> Deslauriers précise qu'un code est « un symbole appliqué à un groupe de mots permettant d'identifier, de rassembler et de classer les différentes informations obtenues par entrevue, observation et tout autre moyen » (1991, p. 70).

liste de codes. Par exemple, si nécessaire, nous avons éliminé les codes équivalents, nous avons fusionné des codes ou nous avons redéfini les codes afin qu'ils reflètent bien le contenu des unités de sens. Nous avons aussi déterminé quels étaient les codes les plus fréquents et les plus pertinents pour coder ensuite le reste de nos entretiens. La liste de codes de l'unité herméneutique des membres de l'association a été ensuite exportée pour décrire notre deuxième unité herméneutique, celle des autres acteurs externes, mais nous avons ajouté les codes propres à ces unités de sens.

Nous avons procédé ensuite à une deuxième épuration de la liste de codes où nous avons retenu les codes qui s'avèrent les plus importants pour répondre à notre question de recherche, d'une part nous avons retenu les codes les plus souvent utilisés par les répondants comme « développement rural », « ruralité », « urbanisation » et « services publics », mais aussi les codes utilisés moins souvent, mais qui sont très pertinents pour la recherche comme « tissu social » « protestation » et « déplacement ». Nous avons aussi classé ces codes retenus par familles et nous avons identifié et défini les relations entre les codes centraux et leurs codes périphériques, ce qui nous a permis d'analyser comment nos répondants se représentent, entre autres, le développement rural.

#### 4.7.3 Analyse documentaire

Pour l'analyse des documents collectés, nous nous sommes inspirés de la méthode d'analyse documentaire de Cellard (1997) ainsi que des recommandations de Restrepo (2016).

Cellard (1997) propose une démarche en deux étapes. D'abord, l'analyse préliminaire du document qui vise à examiner le contexte dans lequel il a été produit, sa nature et ses auteurs. Aussi, il cherche à assurer que le chercheur a bien compris les concepts et la logique interne du texte et à vérifier la fiabilité et l'authenticité du document. Ensuite, il s'agit de l'analyse en tant que telle du document où le chercheur reconstruit le matériel et fournit une interprétation cohérente du document à la lumière de sa question de recherche.

Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente, les différents documents ont été collectés à des fins informatives, pour nous aider à décrire notre cas, à compléter nos observations et à mieux comprendre les propos des participants. C'est pour cela que dans le cadre de notre analyse, nous avons choisi de nous limiter à une analyse critique préliminaire des documents. Avant

l'analyse préliminaire, nous avons organisé les documents en suivant les recommandations de Restrepo (2016), qui suggère d'ordonner les différents matériels collectés en fonction des grandes thématiques qui ont été identifiées dans l'index analytique du journal ethnographique. Il recommande aussi d'élaborer un index avec le titre du document et une brève description du contenu qui est utile pour la recherche, ainsi que de prendre des notes au fur et à mesure de la lecture des documents<sup>150</sup>.

#### 4.7.4 Fiabilité de la recherche

La fiabilité d'une recherche est liée à la constance des observations et à la réplicabilité des résultats. C'est-à-dire qu'en analysant notre cas, d'autres chercheurs parviendraient aux mêmes conclusions que nous (fiabilité interne) et qu'en suivant notre même démarche, ils obtiendraient des résultats semblables dans des milieux similaires (fiabilité externe) (Gagnon, 2005). D'après Laperrière (1997b), la définition de la fiabilité doit aller au-delà de la stabilité des résultats pour être approchée à partir :

«[...] d'une définition plus souple, où reproductibilité signifie applicabilité extensive des analyses dans le temps et dans l'espace; ce que l'on cherche à reproduire ici n'est pas tant la description empirique d'une situation que les outils conceptuels mis en œuvre pour l'appréhender » (1997b, p. 387).

Pour assurer la fiabilité interne de notre recherche, nous avons pris certaines dispositions comme suggéré par Gagnon (2005) et Laperrière (1997b). Pour accroître la validité interne, nous avons enregistré toutes nos entrevues et nous avons gardé des copies dans nos dossiers des entretiens et des verbatims codés, ainsi que de notre journal ethnographique et des documents collectés. Nous avons aussi fait appel à différentes méthodes de collecte, ce qui nous a permis de confirmer les informations recueillies auprès des participants. L'atelier de reconstruction historique nous a permis aussi de vérifier certaines données qui ont été recueillies lors de l'observation participante. Tout au long de la recherche, nous avons également discuté avec notre directrice de recherche et les membres du comité doctoral sur la collecte et l'interprétation de nos données. Nous avons aussi présenté notre recherche dans le cadre d'un séminaire interdisciplinaire en environnement II

---

<sup>150</sup> L'auteur recommande de noter par exemple « [...] les transcriptions ou les références aux documents que nous sommes en train d'organiser ou les indications des documents manquants qui sont importants pour certains aspects de la recherche » [Notre traduction] (Restrepo, 2016, p. 71).

(ENV9200) au cours duquel nous avons eu l'occasion d'échanger avec nos collègues du programme de doctorat à propos de nos résultats préliminaires. Afin d'accroître la fiabilité externe de notre recherche nous avons pris plusieurs mesures. D'abord, nous avons décrit en détail dans les sections précédentes comment notre échantillon a été conçu et nous avons précisé notre stratégie de collecte de données. Ensuite, nous avons dès le départ établi notre position en tant que chercheurs face à notre objet de recherche et nous avons expliqué l'influence que notre position en tant qu'observateur participant peut avoir sur notre étude. Enfin, nous avons expliqué en détail notre cadre conceptuel et nous avons défini les concepts qui guident notre étude. Dans le chapitre suivant, nous allons décrire en détail le contexte de notre étude de cas.

#### 4.8 L'éthique de la recherche

Dans le cadre de notre recherche, nous avons suivi les procédures concernant la recherche avec les êtres humains recommandées par l'Université du Québec à Montréal. À l'automne 2018, nous avons obtenu notre certificat d'approbation éthique octroyé par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire). Pour cette accréditation en matière éthique, nous avons élaboré différents formulaires de consentement pour l'observation participante et la réalisation des entrevues semi-dirigées.

Dès notre arrivée sur le terrain, nous avons obtenu le consentement par écrit des leaders d'AgroFagua pour avoir accès aux membres de l'organisation, pour effectuer l'observation participante et pour l'utilisation des données de l'organisation. Après notre présentation initiale du projet dans le cadre de la réunion hebdomadaire de l'organisation, les membres de l'association ont décidé de renoncer à l'anonymat de l'association. Nous avons obtenu également le consentement par écrit de chacun des membres de l'organisation et de chaque acteur à l'externe que nous avons rencontrés dans le cadre des entrevues. Avant chaque entrevue, nous faisons un rappel de nos objectifs de recherche et nous nous sommes assurés que les participants avaient bien compris le formulaire de consentement.

Ces formulaires de consentement indiquent notre affiliation institutionnelle, décrivent le but de notre recherche, les données à collecter et les techniques pour le faire. Il expose les tâches demandées aux participants et l'usage qui sera fait des résultats. Aussi, il présente les avantages et

les risques liés à la participation, ce qui permet d'informer les participants à propos de notre recherche, de les protéger et de les informer qu'ils peuvent mettre fin à leur participation à tout moment de la recherche.

#### 4.9 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons précisé le cadre d'analyse retenu pour notre recherche ainsi que la démarche méthodologique que nous avons privilégiée. Pour déterminer comment la notion d'agriculture familiale est appropriée par les mouvements paysans colombiens dans le cadre du développement rural, nous avons opté pour une approche analytique inspirée de la théorie des nouveaux mouvements sociaux. D'abord, sur la base des travaux de Touraine, nous avons proposé de comprendre les mouvements paysans colombiens en tant qu'acteurs sociaux qui s'organisent et qui se positionnent face à leurs adversaires en proposant un projet de développement alternatif au modèle dominant qui est surtout émancipateur pour la paysannerie. Ensuite, à partir des travaux de Melucci, nous avons décidé de comprendre l'agriculture familiale en tant qu'identité collective et partagée par certains membres du mouvement et qui serait mobilisée comme outil de revendication de ce projet de développement émancipateur. Enfin, nous avons émis un troisième postulat concernant les actions contestataires des mouvements paysans qui s'approprient l'agriculture familiale. Nous nous sommes intéressés aux projets productifs alternatifs proposés par les communautés paysannes, particulièrement à l'instrumentalisation des pratiques agroécologiques, en tant qu'actions subtiles de résistance face au modèle de développement rural dominant. Nous avons dédié la deuxième section du chapitre à la présentation de l'approche méthodologique retenue pour y répondre. Dans le chapitre qui suit, nous allons présenter le contexte et l'organisation paysanne que nous avons retenue pour notre étude de cas et nous allons caractériser le modèle de développement rural dominant dans la région.

## CHAPITRE 5

### LE CAS D'UNE ORGANISATION PAYSANNE DU VILLAGE DE FAGUA

Dans ce chapitre, nous présenterons le contexte général de la région dans laquelle s'insère l'organisation paysanne de Fagua, AgroFagua, que nous avons retenue pour notre étude de cas, ainsi que le contexte propre de l'organisation. Le chapitre est divisé en trois sections. Dans la première, il s'agira de présenter le contexte général de la municipalité de Chía et de présenter les plans et les stratégies de développement qui y ont été privilégiés au cours des dernières décennies. Ensuite, nous allons présenter le village de Fagua, l'un des derniers villages à vocation agricole et paysanne de la municipalité où est née l'organisation paysanne. Finalement, dans la troisième section, nous dresserons un portrait de l'organisation paysanne AgroFagua, en retraçant son histoire et en expliquant sa dynamique interne.

Ce chapitre contribuera à répondre à notre première sous-question de recherche qui vise à mieux comprendre les organisations paysannes et leur positionnement face au développement rural. Plus spécifiquement, ce chapitre nous permettra d'expliquer notre cas et de le placer dans son contexte. Aussi, il nous permettra de caractériser le modèle de développement dominant de Chía et de mieux comprendre l'organisation paysanne AgroFagua. Pour ce faire, nous avons consulté des études scientifiques et des ouvrages historiques sur la région. Nous avons également analysé des documents produits par les institutions municipales, par AgroFagua et par d'autres institutions du secteur public et nous nous sommes appuyées sur notre journal ethnographique (que nous avons redirigé lors de notre séjour sur le terrain) y compris les notes que nous avons prises lors de l'atelier de reconstruction historique de l'organisation.

#### 5.1 La municipalité de Chía

Chía est une municipalité située au cœur des Andes colombiennes dans la région de la savane de Bogotá du département de Cundinamarca. Elle couvre une superficie de 80,44 km<sup>2</sup> et se situe à 30 km du centre-ville de la capitale du pays (Bogotá). Chía est limitée au nord par la municipalité de Cajicá, au Sud par Cota, La Calera et Bogotá, à l'est par Sopó et à l'ouest par Tenjo et Tabio (figure 5.1). Sa population était estimée à 135 752 habitants en 2018, dont environ 30 000 personnes vivent en milieu rural et 50,59% de la population sont des femmes. Il a été estimé également que 3,15%

de la population appartient à un groupe ethnique que ce soit indigènes, afro-colombiens, « raizales » ou gitans. À Fonquetá, l'un des villages ruraux de la municipalité se situe une réserve indigène des peuples autochtones (Muisca) avec une superficie de 194,8 hectares où vivent environ 2000 personnes (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020c).

La municipalité de Chía est située à une altitude de 2562 mètres entre trois collines, les Cerros Orientales et les collines Majuy et La Valvanera. Elle est traversée par deux rivières importantes, la rivière Bogotá et le Río Frío, et se situe dans un type de zone tropicale avec un climat semi-humide et une température annuelle moyenne entre 11°C et 13°C. La pluviométrie annuelle varie entre 750 et 800 mm et le régime de distribution de pluies est bimodal avec deux saisons sèches entre les mois de décembre et mars et entre juin et septembre (Claro, 1995; Cortés *et al.*, 1999). Durant plusieurs décennies, ces conditions climatiques ont favorisé la structuration d'une économie autour de l'agriculture, mais au cours des dernières années, l'économie de la municipalité a été largement influencée par la proximité de la capitale nationale (Bogotá), la région la plus peuplée du pays. Cela s'est traduit par une diversification des activités productives vers d'autres secteurs tels que la construction, le tourisme, l'industrie, les services d'éducation, de santé et le commerce (Concejo Municipal de Chía, 2016).

Figure 5.1 Carte de division politique rurale de Chía (Alcaldía de Chía, 2016)

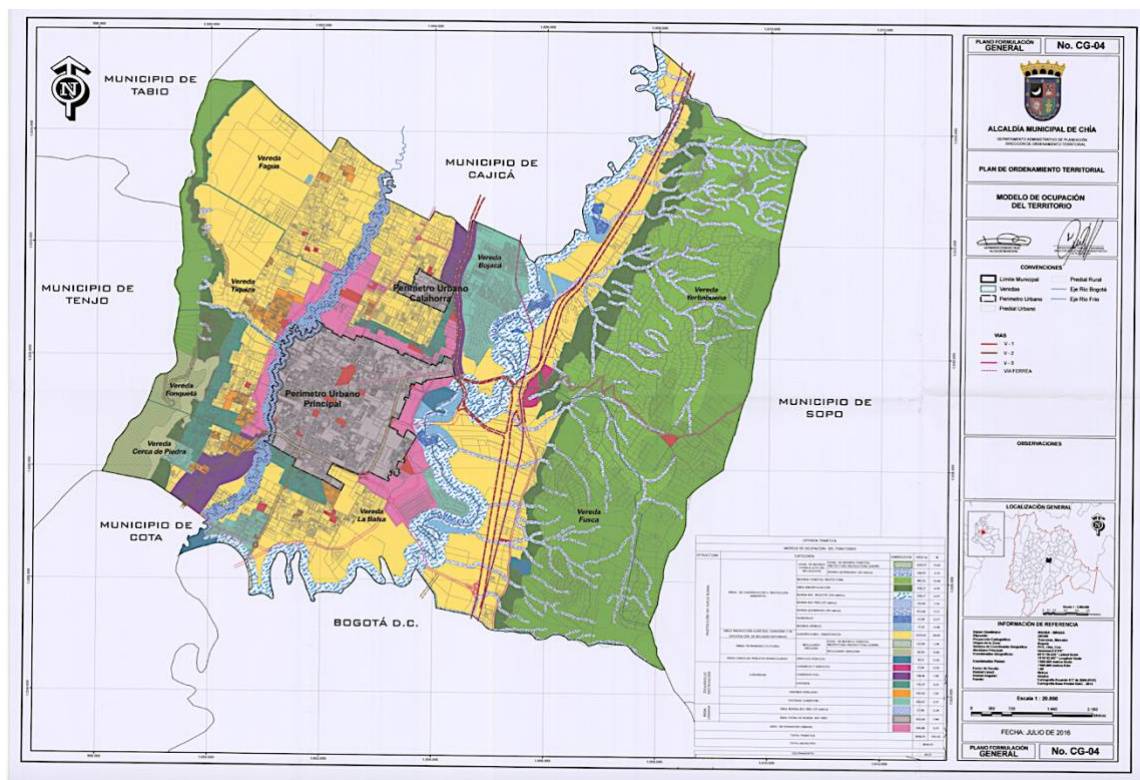


Le territoire de Chía est divisé en 8 villages ruraux (*veredas*) et une aire urbaine où se concentre la majorité de la population (78,6%) (tableau 5.1). Concernant l’usage des sols, 88,44% des sols sont à vocation rurale et 11,56% sont des sols urbains (7,83%) ou des sols destinés à l’expansion urbaine (3,73%) (Figure 5.2) (Alcaldía de Chía, 2016).

Tableau 5.1 Villages et zones urbaines de Chía (Concejo Municipal de Chía, 2016)

Village/zone	No d’hectares
Fonquetá	382,83
Fagua	693,38
Bojacá	840,78
Yerbabuena	2410,98
Fusca	1453,56
La Balsa	852,68
Cerca de Piedra	336,14
Tiquiza	483,82
Zone urbaine	630,17

Figure 5.2 Carte d’occupation des sols de la municipalité de Chía (Alcaldía de Chía, 2016).





### 5.1.1 Les ancêtres Muisca

La municipalité de Chía se situe aujourd'hui dans un ancien territoire des Muisca, l'un des plus grands groupes autochtones préhispaniques du pays. En fait, le nom de la municipalité a son origine dans le langage Chibcha de ce peuple, dans lequel Chía signifie la déesse de la lune (Alcaldía de Chía, 2016).

Il est difficile d'estimer quand les Muisca sont arrivés de l'Amérique centrale à la région de Cundinamarca, mais il y a des indications que c'était avant l'apparition de l'agriculture et avant l'époque du développement de la poterie et de l'orfèvrerie<sup>151</sup> (Langebaek, 2019). Les Muisca étaient un peuple très hétérogène en termes culturels et d'organisation sociale et politique. Avant l'arrivée des Espagnols, ils étaient l'un des peuples les plus avancés en matière économique et technologique. Ils étaient maîtres de l'orfèvrerie et de la poterie, leur système de production agricole était hautement organisé<sup>152</sup> et leur économie reposait aussi sur les échanges avec les peuples voisins. Ils faisaient des transactions avec les peuples voisins avec du sel et des pièces en or (Correa, 2002; Langebaek, 2019). Les Muisca sont devenus un empire et leur territoire s'est étendu partout dans la région des Andes. On estime que la résidence de l'un des leaders de l'empire Muisca (Cacique) et des différentes zones sacrées, comme le temple dédié à la déesse de la lune, étaient situées dans ce qui est Chía aujourd'hui<sup>153</sup> (Langebaek, 2019; Matiz, 1945).

Durant la période de colonisation des Espagnols (1537-1810), le peuple Muisca a été progressivement transformé, voire fragmenté, et la plupart de leurs terres ont été expropriées pour l'établissement par la suite des grands latifundios, en particulier, des haciendas destinées au bétail.

---

<sup>151</sup> Il faut souligner que les Muisca n'ont pas été les premiers colons de la région; Gonzalo Correal et Thomas van der Hammen ont estimé que les premiers habitants de la région des Andes de l'ouest sont arrivés il y a 13 000 et 11 000 ans avant le début de l'Holocène. Il s'agissait de petits groupes, apparemment nomades, qui vivaient de la chasse et de la cueillette de plantes (Langebaek, 2019).

<sup>152</sup> On estime que les Muisca avaient des systèmes de culture fondés sur les cycles de la pluie et le calendrier lunaire. Ils auraient établi des parcelles de culture dans différentes zones climatiques pour avoir une variété de cultures comme le manioc, la pomme de terre, le quinoa, le coton, entre autres (Alcaldía de Chía, 2020).

<sup>153</sup> Les divinités des Muisca étaient représentées à travers la nature et la géographie, c'est-à-dire que les montagnes, les lacs, les ruisseaux, la lune, entre autres, étaient sacrés. Certains de ces sites emblématiques survivent à Chía comme « *La piedra del Indio* » dans le village de Fusca qui est présumé être un lieu de passage des premières tribus nomades, « *La cueva del Mohan* » où il est dit que les Muisca adoraient la lune et « *La Fuente de Tiquiza* » où il est supposé que des rites de purification des Caciques ont été effectués (Correa, 2002).

Juste quelques territoires indigènes ont été protégés à partir de 1586 en tant que réserves autochtones qui devaient suivre un modèle d'aménagement du territoire similaire à celui des villages espagnols<sup>154</sup> (Quiroga, 2014). En 1754, les terres sous-exploitées ou les terres qui ont été envahies par les indigènes ont été confisquées par les Espagnols, ce qui a nui surtout aux terres des autochtones qui ont fini par devenir de petits exploitants ou des ouvriers agricoles (Correa, 2002).

À la fin de la colonisation et suite à l'Indépendance (1810), les anciens territoires Muisca n'ont pas été restitués aux peuples autochtones, mais attribués aux descendants des Espagnols. Certaines réserves autochtones ont été conservées et leur gestion a été attribuée à l'Église catholique qui a été responsable d'évangéliser les indigènes. Dans les années 1850, la loi 22 a mis fin aux lois qui protégeaient les réserves autochtones, ce qui a forcé la dissolution des refuges autochtones et la migration des autochtones vers les zones urbaines où ils sont devenus principalement des ouvriers. D'autres autochtones sont restés dans les zones rurales et ont dû s'intégrer à la paysannerie. En somme, à la fin du XIXe siècle, les réserves ont été considérablement réduites, la plupart des terres ont été vendues aux enchères et les peuples autochtones ont perdu leurs titres de propriété (Ibidem).

Dans la municipalité de Chía, au début du XXe siècle, les peuples autochtones<sup>155</sup> se sont mobilisés pour défendre leur droit pour être reconnus comme un peuple Muisca, ce qui a permis la restitution des terres et la formalisation de la seule réserve autochtone qui subsiste encore aujourd'hui, la Réserve indigène de Fonquetá et Cerca de Piedra<sup>156</sup>(Ibidem). Des processus similaires ont eu lieu dans d'autres municipalités de la savane de Bogotá telles que Cota, Tenjo, Tocancipa, Gachancipá et Ubaté.

---

<sup>154</sup> Ces terres attribuées par la Couronne espagnole en tant que réserves indigènes (*resguardos*) ne pouvaient être destinées qu'à des activités agricoles. La totalité des territoires ancestraux n'ont pas été conservés. Au contraire, ce sont les limites territoriales établies par les Espagnols qui ont été imposées. Autrement dit, les nouvelles réserves ne gardaient pas les dimensions ni l'organisation des anciens territoires Muisca.

<sup>155</sup> Correa (2002) explique que le maire avait donné l'ordre de vendre les terres aux enchères, mais le conseil municipal lui a demandé de suspendre l'ordre puisque la commission des membres de la communauté de Fonquetá (*comuneros*) dirigée par Pioquinto Cojo et Enrique Ramirez avait revendiqué leurs droits sur ces terres (les droits ont été acquis depuis 1834).

<sup>156</sup> Au sein de la réserve, des parcelles de terre ont été attribuées à chaque famille pour se consacrer à l'agriculture. Les règles étaient strictes et basées sur le travail collectif. Les autochtones pouvaient construire des maisons, mais les terres ne pouvaient pas être commercialisées et les personnes extérieures à la communauté autochtone ne pouvaient pas y habiter (Correa, 2002).

De nos jours, il existe à Chía une minorité d'habitants ayant un lien avec le peuple ancestral Muisca: les habitants de la réserve autochtone qui se revendiquent comme Muisca (environ 2000 personnes) ainsi que des paysans qui s'identifient collectivement comme descendants des Muisca. La présence du peuple Muisca dans la municipalité depuis l'époque préhispanique, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, est importante pour comprendre l'identité des communautés paysannes des villages comme Fagua aujourd'hui.

### 5.1.2 L'urbanisation d'une municipalité rurale et agricole

Chía a été pendant plusieurs décennies une municipalité rurale à vocation agricole. Elle est située dans des terres andines relativement plates, très fertiles et productives pour l'agriculture, ce qui favorise la production d'une grande variété de cultures comme le blé, l'orge, les pommes de terre, les légumes, entre autres. Jusqu'à la fin des années cinquante prédominaient dans cette région les grandes plantations de céréales, surtout du blé, ainsi que les grands terrains dédiés à l'élevage du bétail (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020a). Dans les années cinquante, la grande majorité de la population était paysanne et vivait dans les zones rurales de la municipalité. L'agriculture était leur principale source d'emploi et de revenus. Les produits agricoles étaient destinés au marché local (qui se déroulait le dimanche au centre du village) et d'autres produits étaient commercialisés à Bogotá. En termes d'infrastructures et de services, la majorité des zones rurales de la municipalité ne disposaient pas de services publics ou éducatifs ni d'infrastructures routières<sup>157</sup> (Lopez, 2014).

À partir de 1960, la municipalité de Chía et plus largement la région de la savane de Bogotá a suivi au moins deux transformations importantes. D'une part, il y a eu une tendance à l'abandon de la production agricole traditionnelle et à la spécialisation dans la production agro-industrielle destinée aux marchés internationaux<sup>158</sup>. En fait, les premières entreprises nationales de production des fleurs de serre pour l'exportation se sont établies dans la région depuis 1965 et la floriculture est devenue

---

<sup>157</sup> Jusqu'aux années quatre-vingt dans les zones rurales, il n'y avait pas de service d'aqueduc ou d'électricité, il y avait peu d'écoles, où seul l'enseignement primaire était dispensé, et le transport s'effectuait à pied ou à cheval (Lopez, 2014).

<sup>158</sup> À titre d'exemple, en 1960 environ 48000 hectares ont été destinés à la production de céréales dans la savane de Bogota, tandis qu'en 1990, il n'y avait plus que 5800 hectares (Montañez *et al.*, 1992).

l'une des activités productives les plus rentables<sup>159</sup>. À titre d'exemple, dans les années soixante-dix, dans la savane de Bogotá, il y avait 212 hectares destinés à la floriculture et l'exportation au niveau national, ce qui signifiait un revenu annuel proche d'un million de dollars US (Montañez *et al.*, 1992). Aujourd'hui, 8597 hectares sont destinés à la floriculture dans le pays et environ 241000 tonnes des fleurs sont produits par année, ce qui représente un chiffre d'affaires annuel de plus de \$1400 millions de dollars US. La production est concentrée dans la savane de Bogotá dont 5713 hectares (66,4%) sont destinés à la floriculture pour l'exportation principalement vers les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et le Canada (MinAgricultura, 2020). Plusieurs auteurs tels que Montañez *et al.*, (1992) et Quirós (2001) attribuent le succès de la floriculture dans la région à une combinaison de facteurs, à savoir : (i) les facteurs physiques qui sont favorables pour la production<sup>160</sup>, (ii) la forte demande de main-d'œuvre non qualifiée de la floriculture et la grande disponibilité de main-d'œuvre « bon marché » dans la région<sup>161</sup>, (iii) la proximité de la région à la capitale du pays (Bogotá) et à l'aéroport international El Dorado, ce qui facilite la logistique pour les exportations et (iv) les incitations fiscales accordées par le gouvernement aux grandes entreprises du secteur de la floriculture pour encourager les exportations (*p. ex.* les incitations du « *Plan Vallejo* », les crédits de « *Proexpo* » et le certificat de « *détaxe* » pour les exportations).

Ce *boom* de la floriculture à Chía n'a pas seulement eu lieu dans les grandes étendues de terre achetées par les grandes entreprises. Il s'est également produit dans les exploitations à petite échelle, connues sous le nom des parcelles pour la « micro floriculture », qui sont cultivées par les paysans, par les ouvrières des grandes entreprises et leurs familles en mettant à profit leur expérience dans

---

<sup>159</sup> La Colombie produit aujourd'hui plus de 1600 variétés de fleurs qui sont exportées vers 90 pays dans le monde. Les principales espèces exportées sont la rose, l'œillet, le chrysanthème, l'hortensia et l'alstroemeria. La région de la savane de Bogotá est considérée comme « la grande productrice » de fleurs (66,4% de la production nationale), le reste de la production se concentre dans la région occidentale du pays dans le département d'*Antioquia* (32%) et les départements de Risaralda, Caldas, Quindío et Valle del Cauca (2%) (MinAgricultura, 2020).

<sup>160</sup> Parmi ces facteurs se trouvent la fertilité de la terre, la topographie plate du terrain, la température (qui est maintenue entre 17°C et 25°C sous la serre), les 12 heures de luminosité par jour toute l'année et la grande disponibilité des ressources renouvelables comme l'eau (Quirós, 2001; Montañez *et al.*, 1992).

<sup>161</sup> Surtout la main d'œuvre des paysans et des femmes rurales. Au niveau national, il est estimé qu'en 2018 par exemple, la floriculture a généré 104 917 emplois directs et 88 848 emplois indirects, employant principalement des femmes monoparentales (MinAgricultura, 2020). La proximité avec d'autres municipalités assure aussi une disponibilité continue en main-d'œuvre et permet le déplacement quotidien des travailleurs.

les grandes cultures. Ces parcelles sont destinées à la production de fleurs pour les marchés locaux et permettent aux familles d'avoir des revenus complémentaires (Montañez *et al.*, 1992).

Bien qu'une forte présence de petits et moyens producteurs agricoles se soit maintenue dans la région au moins jusqu'aux années 2000<sup>162</sup>, il y a eu aussi une tendance à la substitution des terres destinées aux cultures telles que les céréales, la pomme de terre et les légumes pour des terres destinées à l'élevage du bétail (Departamento Administrativo de Planeación, 2002). Montañez *et al.* (1992) soulignent que dans la savane de Bogotá, dans les années 1960, les cultures traditionnelles comme les céréales et les légumes représentaient 38,17% de la surface agricole, tandis que dans les années 1990 elle s'est réduite à 9,4%. Au contraire, la culture des pâturages pour le bétail est passée de 62% de la surface destinée à l'agriculture de la région à 90% dans la même période<sup>163</sup>.

D'autre part, une grande quantité de terres fertiles du milieu rural ont commencé à être urbanisées à partir des années soixante-dix, c'est-à-dire à être destinées à la construction de bâtiments pour le commerce ou l'offre de services et à la construction de logements afin d'attirer de nouveaux résidents (notamment des personnes de la capitale avec hauts revenus). Chía est d'ailleurs connue comme une ville-dortoir de banlieue (*ciudad de dormitorios*), puisque plusieurs personnes résident dans la municipalité, mais la plupart de leurs activités quotidiennes se déroulent à Bogotá. Contreras (2017) explique que ce phénomène, nommée « commutation du travail » entre la capitale et les municipalités voisines, est dû principalement à l'expansion des fonctions urbaines de la capitale du pays qui a transformé les municipalités comme Chía en « villes fonctionnelles »<sup>164</sup>.

---

<sup>162</sup> Au début du XXI siècle les agriculteurs de Chía produisaient principalement des pommes de terre, du maïs, des pois, de la laitue, des betteraves, de la coriandre, des carottes et de l'ail (Departamento Administrativo de Planeación, 2002). Dans la savane de Bogotá, en 1960, environ 66 000 hectares étaient destinés à l'agriculture traditionnelle, tandis qu'en 1990, il ne restait plus que 23 000 hectares (Montañez *et al.*, 1992).

<sup>163</sup> L'augmentation des cultures pour pâturage est attribuée à de multiples facteurs tels que : (i) la croissance démographique de Chía et l'augmentation de leur demande de lait, (ii) le développement de l'industrie laitière dans la Savane de Bogotá et l'établissement des entreprises de pasteurisation à la région et (iii) la concurrence internationale à laquelle se sont confrontés les producteurs de céréales qui les a obligé à changer d'activité pour se consacrer à l'élevage du bétail.

<sup>164</sup> Les « villes fonctionnelles » comme Chía ont été définies formellement par le gouvernement colombien dans le document « Conpes No 3819 de 2014 ». Ces villes servent de support à la capitale et aussi aux autres municipalités voisines et sont définies comme : « [...] l'ensemble des villes et leurs centres urbains contigus (y compris leurs

En 2015, l'IGAC a estimé que 44% des terres de la municipalité ont un usage dit « abusif », c'est-à-dire que des terres cultivables et très fertiles pour l'agriculture ont été sous-utilisées et destinées aux projets de construction des nouveaux ménages (Instituto Geográfico Agustín Codazzi, 2015). En fait, 67% des propriétés, dans les zones rurales et dans la zone urbaine de la municipalité, sont à vocation résidentielle et sont utilisées pour le logement. De ce pourcentage, 42,7% sont des complexes résidentiels ou condominiums où habitent des personnes avec hauts revenus. D'ailleurs, à partir des années quatre-vingt-dix, l'augmentation de la construction de logements de luxe dans les zones rurales et périurbaines a considérablement augmenté le prix des terres dans les milieux ruraux dépassant même la valeur des terres urbaines, ce qui est défavorable au secteur agricole, car il est plus rentable d'offrir des services ou de construire des logements dans ces terres que de les destiner aux activités agricoles<sup>165</sup> (Contreras, 2017).

La population de la municipalité a connu aussi une forte croissance : elle est passée d'environ 10000 habitants durant les années cinquante à 130 000 en 2015, et la grande majorité habite aujourd'hui dans les zones urbaines<sup>166</sup> (Contreras, 2017). Les projections entrevoient une population de 206 626 habitants en 2035. Cette croissance démographique est influencée, entre autres, par les taux élevés de migration (seulement 31,6% des personnes recensées en 2005 étaient nées dans la région). Dans les dernières années, en plus de la migration des habitants d'autres régions du pays, le nombre de migrants d'autres pays, notamment du Venezuela, a augmenté significativement. En 2019, il a été estimé que 8441 vénézuéliens résidaient dans la municipalité de Chía et 85 059 dans la région de Cundinamarca (Alcaldía de Chía, 2020). Aussi, Chía est la municipalité de Cundinamarca qui reçoit le plus grand nombre de personnes victimes du conflit interne du pays qui ont été déplacées de leurs territoires (Contreras, 2017).

---

territoires d'influence) entre lesquels existent des relations fonctionnelles en termes d'activités économiques, d'offre et de demande de services, qui sont concentrés autour d'une ville principale ou d'un noyau » [Notre traduction] (Contreras, 2017, p. 52).

<sup>165</sup> À titre d'exemple, en seulement trois ans, de 2011 à 2014, les terres rurales de la municipalité ont vu leur valeur augmenter de 357,8% (Contreras, 2017).

<sup>166</sup> La municipalité de Chía a la densité de population la plus élevée de Cundimarca, avec 1857 habitants par kilomètre carré (hab/km<sup>2</sup>), tandis que d'autres municipalités comme Tenjo, Nemocón et Cogua ont entre 100 et 200 hab/km<sup>2</sup> (Observatorio SCCV, 2019).

À partir des années soixante-dix, Chía a connu également le début d'un phénomène de fragmentation des propriétés rurales qui avaient un usage agricole qui se poursuit à ce jour. Il s'agit d'un processus de distribution des terres par héritage et succession qui a abouti à la multiplication de petites parcelles ou « *microfundios* » de moins d'un hectare destinés principalement à un usage résidentiel et non agricole (Montañez *et al.*, 1992). En 1999 par exemple, il y avait environ 1823 petites parcelles dans la municipalité (de 0 à 500 mètres carrés), alors qu'en 2013, le nombre est passé à 5834 (Alcaldía de Chía, 2015a). Depuis les années soixante-dix, il y a eu aussi une multiplication du nombre des chalets de luxe dans la région qui sont construits par des gens qui vivent à Bogotá et se déplacent dans la région pour passer la fin de semaine ou la période des vacances (Montañez *et al.*, 1992).

Dans les décennies plus récentes, le secteur agricole ne représente que 2,3% des activités économiques de la municipalité<sup>167</sup>. Les activités principales, outre la construction des logements (4,5%), sont le commerce (31,4%), les industries manufacturières (10%) et les services comme la restauration (14,4%) et l'éducation et les services professionnels et scientifiques (10,2%) (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020b).

En somme, le paysage de la municipalité s'est radicalement transformé dans les dernières décennies. Chía est passée d'une région principalement rurale et à vocation agricole avant les années soixante, à une région dominée par les zones résidentielles et commerciales qui coexistent avec les petites exploitations pour l'agriculture paysanne et les grandes exploitations principalement destinées à l'élevage et à la floriculture.

Cette transformation de la municipalité et le changement d'usage du territoire sont attribués à de multiples facteurs<sup>168</sup>, mais le facteur le plus souvent évoqué dans les études sur la région ainsi que

---

<sup>167</sup> En 2015, il a été estimé que dans la savane de Bogotá, sur ses 100 000 hectares, 63 171 sont des terres destinées à des usages non agricoles. Il s'agit de terres qui ont été urbanisées ou de terres privées inutilisées car les propriétaires attendent le meilleur moment du marché pour les vendre (Instituto Geográfico Agustín Codazzi, 2015).

<sup>168</sup> Par exemple, Montañez *et al.* (1992) estiment que la « régression » de l'agriculture dans la région peut être due à la concentration de la production chez quelques producteurs, à des problèmes phytosanitaires dans des cultures des légumes et surtout au comportement du marché qui n'a pas favorisé la production des cultures comme les céréales. Aussi, les auteurs indiquent que les innovations technologiques pour la production des cultures comme la pomme de terre, l'introduction de semences génétiquement modifiées et l'amélioration des pratiques agricoles, ont pu contribuer

par les acteurs que nous avons rencontrés sur le terrain est l'urbanisation<sup>169</sup>. Contreras (2017) souligne que la forte demande de sols pour l'urbanisation dans la municipalité de Chía durant les dernières décennies n'est pas seulement due à l'augmentation de la population de Bogotá, à son expansion incontrôlée et à la forte demande de logements que cela implique, mais aussi à la gestion et aux décisions locales des différents gouvernements municipaux en matière de développement. Cette gestion est encadrée principalement par les plans de développement de la municipalité et par les politiques publiques de gestion et d'occupation du territoire, des outils que nous présenterons en détail dans la section suivante.

#### 5.1.2.1 La planification du développement municipal

Comme nous le précisons dans notre deuxième chapitre, la planification du développement au niveau national s'est imposée en Colombie depuis les années soixante<sup>170</sup>. Avec la loi 152 de 1994, l'élaboration des plans de développement s'est décentralisée en élargissant la planification au niveau des unités administratives territoriales. C'est-à-dire qu'au niveau départemental et municipal, il est nécessaire d'établir des plans de développement, mais qui soient conformes au plan national de développement<sup>171</sup>.

Le plan de développement municipal est proposé tous les trois ans par le maire au début de son mandat et doit être partagé avec les citoyens et approuvé par le conseil municipal afin qu'il devienne officiel et puisse être exécuté. Tout comme le plan de développement national, le plan municipal se compose de deux parties, une première partie qui établit les axes stratégiques, les

---

à l'augmentation des rendements par unité de surface et par conséquent ont conduit à une diminution des hectares cultivés (Montañez *et al.*, 1992).

<sup>169</sup> Voir l'étude d'Osorio (2011) et de Mendoza (2015).

<sup>170</sup> Le plan de développement national permet d'établir une vision commune du développement et de cerner et d'encadrer les actions et les interventions à prioriser en matière de développement pour une période gouvernementale de quatre ans. Ce plan se nourrit d'autres documents comme le plan de gouvernement du président élu, l'agenda international du pays (*p. ex.* l'engagement envers les Objectifs de développement durable) et d'autres outils gouvernementaux de planification tels que les « plans décennaux » et les « plans sectoriels ».

<sup>171</sup> La loi 152 de 1994 ou « Loi organique du plan de développement » établit les procédures et les mécanismes qui guident la planification du développement dans toutes les étapes : la préparation, l'approbation, l'exécution, le suivi et l'évaluation. Cette loi établit également les agences gouvernementales responsables de la planification du développement et a créé le Conseil national de planification et les conseils territoriaux. Aussi, cette loi stipule la participation des citoyens à la discussion des plans de développement. Avant la promulgation de la loi 152, d'autres lois ont tenté de promouvoir la planification du développement pour les grandes municipalités comme la loi 61 de 1978, la loi 38 de 1981 et la loi 09 de 1989, mais à cette époque, peu de municipalités l'ont adopté.



objectifs de développement d'une région et les projets à mettre en œuvre et une deuxième partie qui établit le budget qui sera attribué à chaque projet durant les trois ans du mandat et les sources de financement.

Nous avons consulté cinq plans de développement pour la municipalité de Chía dont le premier date de l'année 2004<sup>172</sup>. Tous les plans s'articulent autour de quatre grandes dimensions du développement (sociale, économique, environnementale et institutionnelle), mais chaque plan définit à sa manière les différents axes stratégiques et les secteurs d'activités qui se trouvent dans chaque axe<sup>173</sup>. Les plans sont très similaires du point de vue des objectifs de développement envisagés et s'orientent autour de dix éléments prioritaires : (i) les services et les infrastructures en matière de santé et d'éducation (ii) la gestion administrative des entités publiques et le service aux citoyens (iii) les sports, les loisirs et la culture (iv) le transport, les services et les infrastructures publics (v) la croissance économique (vi) la gestion environnementale (viii) le bien-être de la population et l'attention à la population vulnérable (ix) la culture civique et l'affirmation de l'identité culturelle et (x) la paix et la sécurité de la municipalité. Un portrait des plans et des objectifs généraux de développement est présenté dans le tableau 5.2.

Tableau 5.2 Portrait des objectifs de développement de Chía entre 2004 et 2023

Nom du plan de développement	Objectifs de développement
<i>Un gobierno productivo para Chía con lealtad y firmeza (2004-2007)</i>	Gestion administrative, aménagement (de l'espace, des infrastructures, des équipements et des services publics), services et infrastructures éducatifs, investissement social (en santé, sécurité, emploi, tourisme, agriculture) augmenter le sentiment d'appartenance à la communauté, renforcer les liens avec les autres régions.
<i>Unidos con justicia social (2008-2011)</i>	Développement durable et démocratique, qualité de vie de la population vulnérable, croissance durable du secteur productif, culture civique participative, construction d'un aqueduc régional, renforcer la sécurité, gestion de l'espace public.

<sup>172</sup> Il existe aussi le premier plan de développement qui date de l'année 2002 intitulé « *Chía nuestro compromiso (2002-2003)* » auquel nous n'avons pas eu accès.

<sup>173</sup> Par exemple, dans le plan de développement 2004-2007, l'axe « économique » regroupe les objectifs et les projets de développement pour les secteurs artistique, culturel, agricole et environnemental, tandis que dans le plan de 2008-2011, l'axe « économique » contient les secteurs agricole, de l'emploi, de la fiscalité et du tourisme. À partir de 2016, les dimensions économique et sociale sont incluses dans un seul axe qui contient les secteurs de l'éducation, de la santé, des sports et des loisirs, du développement économique et du tourisme. Dans le plan de développement 2016-2019, il s'agit de l'axe « développement intégral » et dans le plan de 2020-2023 de l'axe « social et productif ».

<i>Chía territorio inteligente e innovador (2012-2015)</i>	Diminuer la pauvreté et inclusion des groupes sociaux vulnérables, culture civique et sécurité, modernisation des institutions, aménagement urbain, nouveau modèle économique fondé sur la prestation de services, la construction et le tourisme.
<i>Si. marcamos la diferencia (2016-2019)</i>	Développement durable, bien-être, sports et loisirs, croissance économique durable et compétitive, gestion des infrastructures, mobilité et espaces publics, éducation environnementale, amélioration des services, accès à la justice dans le cadre du post-conflit, participation citoyenne et gestion administrative.
<i>Chía educada, cultural y segura (2020-2023)</i>	Accès aux services publics, économie circulaire et tourisme, atténuer la crise du logement, mobilité et infrastructures, développement durable et lutte contre le changement climatique, aménagement du territoire et articulation régionale, culture citoyenne, sécurité et gestion des risques.

En ce qui concerne les projets de développement, ils sont nombreux et variés. Dans chaque plan, autour de cent projets d'intervention sont proposés. Depuis les années 2000, les projets qui ont été privilégiés par les différentes administrations municipales sont liés à la construction et à l'entretien des infrastructures publiques (*p. ex.* des routes, des ponts, des trottoirs, des pistes cyclables, des réseaux d'égouts, des bibliothèques, des garderies, des hôpitaux) et à d'autres activités qui sont présentées dans le tableau 5.3.

Tableau 5.3 Portrait des principaux projets de développement de Chía

<b>Projet de développement</b>	<b>Description</b>
Campagnes de sensibilisation	Secteur mobilité, santé publique, gestion déchets, droits citoyens et vie en communauté.
Augmentation du nombre d'usagers et amélioration des services publics	Services comme santé, éducation, protection sociale, assainissement, eau potable, électricité. Élargissement du recrutement des employés dans la fonction publique.
Programmes de formation et d'amélioration des compétences	Pour les fonctionnaires municipaux et groupes sociaux spécifiques comme les agriculteurs, les femmes, les entrepreneurs, les leaders sociaux, les enfants, les adolescents et les personnes âgées.
Programmes pour améliorer la qualité de vie de la population	Comprends les programmes pour promouvoir la culture, le sport, les loisirs et le tourisme ( <i>p. ex.</i> festivals gastronomiques, tournois sportifs et marchés fermiers).
Formulation de plans de gestion dans différents domaines	<i>p. ex.</i> gestion des risques en sécurité civile, gestion de l'espace public, gestion des déchets solides, gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Achat d'équipements publics	Destinés aux institutions comme les écoles, les centres de sport et culturels, les postes de police, ainsi que la mise à jour des différentes plateformes technologiques.
Recherche de partenaires	Partenaires pour : (1) financer construction et entretien d'infrastructures (usine de traitement d'eaux, l'abattoir, la bibliothèque et l'auditorium municipal), (2) offrir services de formation et (3) création d'emplois.
Réalisation d'études de faisabilité	Pour la construction de différentes infrastructures comme une usine de traitement de déchets solides, de nouveaux ponts, autoroutes, parcs et postes de police.
Création d'espaces de participation citoyenne au développement	Établissement de conseils et comités comme les Conseils communautaires, le Conseil territorial de planification, les regroupements de voisinage et les Comités citoyens de vigilance.
Formulation et actualisation de politiques publiques	Pour la gestion de déchets, la protection de la population vulnérable, le tourisme, l'aménagement du territoire et le travail digne. Réalisation étude/diagnostique de la population.
Création de nouvelles institutions publiques	<i>p. ex.</i> le bureau de l'environnement, le centre d'attention à la population vulnérable, le centre administratif municipal et la création de différents observatoires.
Octroi de subventions et bourses	Subventions pour les ménages à faibles revenus (pour achat et rénovation des logements, paiement des factures des services publics). Bourses pour la formation professionnelle.

Quant à la ruralité, les différents plans ne proposent pas de projets de développement différenciés pour les milieux urbains et ruraux. Les projets ou les villages ruraux qui sont mentionnés visent plutôt l'extension des services publics et la construction des infrastructures déjà existantes dans les zones urbaines (*p. ex.* l'extension des réseaux d'assainissement, l'augmentation des utilisateurs du service de collecte des ordures, la construction de bibliothèques et de salles des spectacles dans chaque village, etc.). Également, dans les différents plans de développement, il y a peu de projets spécifiques et adaptés à la population rurale. La grande majorité des projets vise plutôt à bénéficier « toute la communauté de Chía » ou aux populations vulnérables<sup>174</sup>.

<sup>174</sup> À titre d'exemple, entre 2004 et 2007, trois projets ont été destinés à la population rurale : (i) un programme de formation en entrepreneuriat et l'octroi des crédits par la banque agraire qui a bénéficié à 22 femmes rurales monoparentales, (ii) un programme visant à sensibiliser et à former 131 familles rurales en situation de vulnérabilité à la sécurité alimentaire, à la production dans les potagers et aux bonnes pratiques agricoles et (iii) le programme « jeunes ruraux » dans lequel des élèves font des heures de service à la communauté en tant que guides écotouristiques et participent à la création de jardins scolaires, à des journées de plantation d'arbres, entre autres. Les administrations municipales, entre 2008 et 2019, ont privilégié aussi les ateliers de formation à l'agriculture urbaine et des projets destinés à la formation artistique et culturelle des populations rurales à travers des ateliers en arts plastiques, musique, danse et littérature (Alcaldía de Chía 2007, 2019).

Concernant les projets destinés au secteur agricole, ceux-ci sont inclus dans la dimension économique des plans de développement<sup>175</sup>. Par rapport à d'autres secteurs tels que la mobilité et la construction d'infrastructures routières, le secteur agricole se voit attribuer moins de ressources dans toutes les administrations. À l'exception de 2008-2011, période où l'information financière n'a pas été publiée dans le rapport de gestion, pour les autres périodes, les ressources allouées pour le secteur agricole se situent entre 1667 millions de pesos (2004-2007) et 3378 millions de pesos (2020-2023), tandis que celles destinées à la mobilité ont atteint jusqu'à 102 730 millions de pesos (2020-2023)<sup>176</sup>.

Il existe dans les six plans de développement des interventions similaires pour le secteur agricole où les plus populaires sont : les programmes de formation et de soutien technique pour les agriculteurs<sup>177</sup>, la création d'espaces pour la commercialisation des produits et l'entretien des installations déjà existantes telles que le marché (plaza de mercado) et la pépinière municipale. La construction des nouvelles infrastructures pour le secteur agricole, notamment la construction d'un district d'irrigation, d'un nouvel abattoir, d'un nouveau marché, d'un centre de commercialisation de viande et d'un centre de réception des produits laitiers, est un objectif principal de tous les plans de développement. Cependant, jusqu'en 2022, aucune de ces infrastructures n'a été construite.

Entre 2004 et 2007, l'administration municipale s'est fixée comme objectif pour le secteur agricole le développement des compétences entrepreneuriales des petits et moyens producteurs grâce au transfert de technologie et de connaissances (Alcaldía de Chía, 2007). Cette administration a privilégié la mise en œuvre des projets de formation dédiés aux producteurs de lait et de viande et les événements pour la commercialisation des produits agricoles tels que foires, concours et

---

<sup>175</sup> La seule exception est le plan 2004-2007 où le secteur agricole est inclus dans la dimension « qualité de vie » qui réunit divers secteurs tels que l'emploi, l'éducation et les sports.

<sup>176</sup> Ces valeurs sont estimées en devise colombienne (pesos). Un dollar américain équivaut en 2021 à 3800 pesos. C'est-à-dire que 1667 millions de pesos correspondent aujourd'hui à environ 439 000 \$ US et 102 730 millions de pesos équivaldraient à 27 034 210 \$ US.

<sup>177</sup> Ces programmes comprennent par exemple les ateliers pour les agriculteurs sur les bonnes pratiques agricoles, la transformation des produits et la génération de valeur ajoutée, les visites des agronomes aux fermes pour faire des révisions et donner des conseils, le don des intrants agricoles (*p. ex.* les semences) et la location de machinerie comme les tracteurs.

festivals (*p. ex.* la célébration de la Fête des paysans, l'accueil de la huitième rencontre nationale de la plante du Figue et l'organisation du concours « *Provocate de Cundimarca* »).

De 2008 à 2011, la stratégie pour le secteur agricole a été similaire à celle de l'administration précédente. L'objectif était d'augmenter la compétitivité des agriculteurs et d'encourager la production agricole, notamment de viande (Alcaldía de Chía, 2011). Sur les 12 actions présentées dans le plan de développement, la moitié ont été exécutées, à savoir : les programmes d'amélioration génétique des bovins et des porcs, les programmes pour encourager l'élevage ovin, caprin et la cuniculture et les ateliers de formation pour la production de cultures vivrières. Ceux qui portaient sur la construction de nouvelles infrastructures, telles qu'une ferme expérimentale, une banque de matériel génétique et un district d'irrigation, n'ont pas été réalisés.

Au cours du mandant municipal de 2012 à 2015, le nombre de projets pour le secteur agricole a été considérablement réduit. En fait, l'administration a opté pour une formule privilégiant un « changement de modèle économique » dans la municipalité, en passant des activités agricoles à d'autres « non liés aux milieux ruraux » tels que la construction des infrastructures, le tourisme gastronomique, la fourniture de services (éducation, santé, transport, commerce, etc.) (Alcaldía de Chía, 2015b). Les projets exécutés visaient à améliorer l'infrastructure de l'abattoir, à fournir des services techniques et de formation aux agriculteurs et à accroître les canaux de commercialisation directe entre les producteurs et les consommateurs<sup>178</sup>.

Les deux dernières administrations se sont fixées comme objectif de développement économique d'accroître la compétitivité du secteur agricole à travers le soutien aux producteurs agricoles de la municipalité et ont mis d'avant l'importance de cette activité pour s'adapter aux changements climatiques. L'administration de 2016 à 2019 a exécuté deux grands projets : (i) le projet intitulé « développement agricole dans les chaînes de production durables » qui comprend l'entretien des infrastructures municipales et des programmes d'assistance technique aux producteurs agricoles, la location de machinerie et la construction des serres communales dans deux villages ruraux et (ii)

---

<sup>178</sup> Parmi les services qui ont été offerts aux agriculteurs se trouvent les ateliers de formation et les visites d'agronomes dans les fermes pour donner des conseils sur la production biologique, la santé des plantes, les techniques de travail minimum du sol, la plantation de cultures transitoires, la production d'arbres fruitiers, la culture de fines herbes, etc.

le projet intitulé « développement compétitif et durable » qui avait deux volets : le soutien aux organisations paysannes et de producteurs agricoles et la création des espaces de commercialisation. Parmi les actions privilégiées figurent la création de clusters d'entrepreneuriat, le financement de la participation des producteurs aux foires agricoles départementales tels que « *ExpoCundinamarca* » et d'autres foires itinérantes dans les centres d'achats et d'autres municipalités et l'ouverture du marché agricole bimensuel « *Chía compra Chía* ».

Dans le plan de développement de l'administration actuelle (2020-2023), il y a un grand projet pour le secteur agricole qui s'intitule « Chía agricole, adapté aux changements climatiques, produit de manière durable et en sécurité ». Dans le cadre de ce projet, il est prévu de poursuivre les programmes de service technique et de formation des agriculteurs, les actions d'entretien des infrastructures comme la pépinière municipale et l'implantation d'un « Plan de développement agricole ». En 2020, une certification en production agroécologique (*SGP – Sistema Participativo de Garantías*) a été attribuée par les délégués de l'administration municipale à trois producteurs de la municipalité.

On constate alors que dans la planification du développement de Chía depuis une vingtaine d'années, les différentes administrations ont privilégié la promotion du secteur immobilier et des services en milieu rural plutôt que les investissements dans le secteur agricole. Outre les plans de développement, les plans d'aménagement du territoire ont également influencé la configuration de Chía aujourd'hui et ont eu un impact non négligeable sur l'abandon des activités agricoles.

#### 5.1.2.2 Les plans d'aménagement du territoire

Les plans d'aménagement du territoire (*Planes de Ordenamiento Territorial - POT*), devenus obligatoires et règlementés par la loi 388 de 1997<sup>179</sup>, constituent un autre instrument de planification du développement. Ces plans visent à faciliter la gestion et l'aménagement des

---

<sup>179</sup> Cette loi détermine les principes et les objectifs de l'aménagement du territoire. Elle indique que le territoire doit être ordonné selon les stratégies du plan de développement et en harmonie avec l'environnement et les traditions de chaque territoire et ses habitants. Cette loi établit également les entités gouvernementales responsables de l'aménagement du territoire et les procédures pour l'approbation, le suivi et l'évaluation des plans d'aménagement du territoire. Contreras (2017) souligne qu'il ne s'agit pas des seules normes en matière d'aménagement du territoire à Chía. Depuis 1970, la municipalité a défini des normes favorisant le développement urbain dans les zones rurales tels que les Accords No 016 de 1974, No 32 de 1976, No 11 de 1991 et No 3 de 1994.

territoires ruraux et urbains de la municipalité à long terme et déterminent les normes d'usage des sols, des ressources naturelles et les normes pour les plans complémentaires<sup>180</sup>. L'élaboration des plans d'aménagement du territoire est participative, c'est-à-dire que les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et propositions concernant le développement et l'aménagement du territoire qu'ils habitent. Tout comme les plans de développement, les plans d'aménagement du territoire doivent être partagés avec la communauté et doivent être approuvés par le conseil municipal avant d'être mis en œuvre.

La loi 388 de 1997 établit cinq types de sols en fonction de l'usage autorisé: (i) les « sols urbains » qui disposent des infrastructures routières et des services publics permettant leur urbanisation et leur construction selon le cas (ii) les « sols d'expansion » qui permettent l'expansion urbaine vers les sols ruraux et sont règlementés par les plans partiels (iii) les « sols ruraux » destinés à l'agriculture, à la foresterie, à l'élevage et à l'exploitation des ressources naturelles (iv) les « sols suburbains » qui se situent en milieu rural et sont destinés à un usage combiné, c'est-à-dire à un usage rural et urbain, mais en faible densité et (v) les « sols de protection » qui se situent dans l'un des types précédents, mais qui ont une capacité d'urbanisation restreinte en raison de leur importance géographique, environnementale, etc.

Les plans d'aménagement territoriaux sont établis tous les douze ans (c'est-à-dire chaque trois périodes de gouvernement municipal). La municipalité de Chía a eu deux plans de gestion et d'occupation du territoire : le premier a été élaboré et approuvé en 2000 (Accord No 17 de 2000) et le deuxième a été approuvé en 2016 (Accord No 100 de 2016). Cependant, le plan d'aménagement du territoire de 2016 a été fortement contesté par les entités qui contrôlent la gestion publique (*Personeria Municipal*) et par différents groupes de citoyens comme le Colectivo Planeando Chía (2017), qui ont dénoncé la faible participation citoyenne à l'élaboration dudit plan et que les propositions qui avaient été faites par la communauté n'avaient pas été prises en compte dans le document final approuvé par le conseil municipal. Un groupe de citoyens a déposé une

---

<sup>180</sup> Les plans complémentaires sont l'instrument par lequel les dispositions du plan d'aménagement du territoire pour les zones urbaines et d'expansion urbaine sont développées et complétées. Autrement dit, les plans complémentaires permettent la planification de l'urbanisation au niveau local, règlementant par exemple l'urbanisation d'un terrain en friche dans la ville. Ils sont appelés les « plans partiels » et sont régis par l'article 19 de la loi 388 de 1997. Ces plans peuvent être présentés par les entités de planification de l'État, par les communautés ou par les entités privées intéressées par le développement de ces zones. Ils permettent par exemple l'urbanisation d'un terrain en friche.

demande d'annulation du plan et il a été déclaré inconstitutionnel en 2019 par le tribunal administratif de Zipaquirá; par conséquent, le plan d'aménagement du territoire qui est en vigueur en 2021 est celui de l'année 2000. Il est estimé qu'un nouveau plan sera approuvé en 2022. Nous présenterons maintenant en détail ces deux plans d'aménagement du territoire.

#### 5.1.2.2.1 Le plan d'aménagement du territoire de 2000

Outre la définition d'espaces pour la construction de logements, le développement d'activités économiques et pour la fourniture des différents services sociaux, le plan d'aménagement du territoire de l'année 2000 avait parmi ses orientations principales le développement durable et la conservation de la ruralité de la municipalité. Le document (Concejo Municipal de Chía, 2000) signalait que le processus d'urbanisation accéléré de la municipalité n'était pas compatible avec la vocation rurale et l'utilisation des ressources naturelles disponibles, ce qui a généré des conflits d'usage du territoire<sup>181</sup>. Néanmoins, les stratégies de protection de la ruralité proposées dans le document final du plan d'aménagement de l'année 2000 sont brièvement présentées sans fournir une explication détaillée. Les quatre stratégies proposées sont : (i) la délimitation des zones de protection rurale et le maintien des activités propres aux milieux ruraux (ii) le développement des nouvelles technologies pour le secteur agricole (iii) la conception des espaces résidentiels en équilibre avec l'environnement naturel et (iv) la création d'une zone écologique (ou zone tampon) qui sépare Chía des municipalités voisines.

Durant la période de consultation publique du plan, la population civile, à travers le Conseil d'aménagement du territoire, a exprimé également sa volonté de maintenir la vocation rurale de la municipalité et a été favorable au maintien des activités agricoles. La communauté de Chía était d'accord avec les stratégies proposées par l'administration pour le secteur rural, soulignant qu'elles étaient « en harmonie » avec leur volonté de transformer la municipalité de Chía en une « agropole » (Secretaría de Planeación, 2000). Par rapport à l'usage des sols ruraux, parmi les activités autorisées dans le plan de 2000 figurent l'agriculture intensive (y compris la floriculture

---

<sup>181</sup> Dans le plan, l'administration municipale exprime n'être pas d'accord avec le mécanisme de financement du plan d'aménagement du territoire proposé dans la loi 388 de 1997. Au lieu de générer une plus-value avec la transformation d'un sol d'usage rural en un sol d'usage suburbain ou d'expansion urbaine comme proposé dans la loi, l'administration municipale a privilégié plutôt la préservation des sols ruraux et l'amélioration de l'usage des sols urbains (*p. ex.* en augmentant l'indice d'occupation des bâtiments ou en permettant la constructions d'immeubles de grande hauteur).



sous serre et l'élevage intensif en étables)<sup>182</sup>, l'usage forestier ou mixte, l'usage récréotouristique, l'exploitation minière, l'usage commercial, industriel et institutionnel, l'usage pour l'habitation et pour les services publics. Parmi les sols ruraux se trouvent également les sols suburbains (ou périurbains), c'est-à-dire les aires dans lesquelles « les formes de vie de la campagne et de la ville sont mélangées ». Sur ces sols, l'établissement des petites fermes et la construction de logements, de commerces et de chalets ont été autorisés. Cependant, seule la construction à faible densité a été permise, c'est-à-dire que peu de constructions pourraient exister par unité de surface (Concejo Municipal de Chía, 2000)<sup>183</sup>.

Après l'entrée en vigueur du plan d'aménagement du territoire de 2000, il y a eu quatre révisions de ce plan et deux tentatives pour le modifier. La première révision date de 2003, lorsqu'un premier bilan a été fait par l'administration municipale soulignant que le plan envisageait Chía comme une municipalité agricole, mais qu'aucune mesure n'avait pas été adoptée pour surveiller l'usage adéquat des sols ruraux selon les normes établies. Dans cette révision, a été mise en évidence le manque de précision dans la réglementation concernant la construction de logements et les zones destinées à cette activité<sup>184</sup> (Mendoza, 2015). La deuxième révision du plan a été faite en 2005 et de cette révision est née la première tentative de le modifier. À l'époque, on a constaté que la majorité des permis de construction ont été accordés par l'administration municipale pour la construction en milieu rural, alors que le plan stipulait que la construction de logements devait être privilégiée dans les milieux suburbains. L'administration municipale a proposé une nouvelle division des sols, mais la proposition a été refusée, car les autorités environnementales n'étaient pas d'accord notamment en ce qui concerne l'occupation des terres rurales (Alcaldía de Chía, 2014; Mendoza, 2015). La

---

<sup>182</sup> Il est indiqué que sur les 7134,72 hectares qui seraient destinées à un usage rural, 2015,32 hectares seront destinés aux activités agricoles.

<sup>183</sup> Dans ce plan, il est également proposé que cinq « systèmes » structurent le territoire rural de Chía : les aires de protection, les routes et les transports, les services publics municipaux, les équipements publics et les programmes de développement agricole. Concernant ces derniers, l'article 189 du plan prévoit la promotion du développement agricole à travers des actions similaires à celles proposées dans le plan de développement, à savoir : la création de programmes d'assistance technique, l'ouverture d'espaces de commercialisation pour les petits et moyens producteurs, la construction d'un système d'irrigation municipale, l'appui aux coopératives de producteurs et la recherche des alliances avec les entreprises privées et les universités de la municipalité pour la création d'un centre de production et pour offrir des formations et support technique aux agriculteurs (Concejo Municipal de Chía, 2000).

<sup>184</sup> Par exemple, dans les zones suburbaines, la construction de logements à faible densité a été autorisée, mais il y a eu peu de contrôle, ce qui a accéléré la fragmentation des grandes propriétés pour la construction de logements et l'expansion urbaine en réduisant les aires destinées aux activités agricoles dans des villages comme Bojacá et La Balsa.

troisième révision et la deuxième tentative de modification du plan ont été faites en 2010 quand Orlando Gaitán Mahecha, le maire élu pour la période 2008-2011, a émis le décret No 092 de 2010. Ce décret modifia l'usage des terres rurales qui avaient une vocation agricole et de réserve écologique pour permettre notamment le développement d'un grand projet de construction de logements dans le village de Fonquetá. Sans l'aval du conseil municipal et sans consulter la communauté, le maire Gaitán Mahecha a adopté le décret et a accordé le permis de construction. Pour cet acte, le procureur général a sanctionné le maire en 2015, l'a démis de ses fonctions pendant six mois et a déclaré le décret 092 de 2010 nul, ce qui a également arrêté la construction dudit projet de construction immobilier (Alcaldía de Chía, 2014; Procuraduría General de la Nación, 2015). La quatrième et dernière révision a été faite en 2014, lorsque le plan de l'année 2000 a perdu sa validité. Dans le rapport produit après cette révision, il est souligné que l'aménagement du territoire en 2014 ne correspondait pas à l'aménagement qui a été prévu dans le plan de l'année 2000. Il est indiqué que, loin d'avoir protégé la ruralité, l'urbanisation des sols ruraux s'est accélérée. Chía est passé de 586 hectares des sols urbains en 2000 à 778 en 2014 et la fragmentation des terrains agricoles pour la construction des logements (avec et sans licence de construction) et la construction des complexes résidentiels pour des ménages à hauts revenus se sont multipliées. Cette expansion de l'urbanisation ainsi que l'absence de politiques agricoles ont entraîné le déplacement et la réduction des activités agricoles, d'élevage et forestières dans la municipalité<sup>185</sup>. Les organisations de la société civile se sont également prononcées en soulignant l'absence de normes pour la construction de logements dans les centres peuplés en milieux ruraux, ce qui a entraîné l'augmentation de la construction illégale de logements. Ces organisations ont contesté aussi la priorité donnée aux projets de construction de logements pour les ménages à hauts revenus et le manque de projets de logements sociaux ou à prix abordables (El Tiempo, 2014). Après ces quatre révisions, le plan d'aménagement du territoire de l'année 2000 (Accord No 17 de 2000) a été finalement remplacé en 2016 par l'Accord No 100 de 2016.

---

<sup>185</sup> Le rapport souligne qu'il y a eu aussi plusieurs contradictions entre ce qui était stipulé dans le plan d'aménagement du territoire de l'année 2000 et la réalité de 2014 en ce qui concerne la protection de l'environnement. Par exemple, le problème de la contamination et de l'appropriation et même de la disparition des sources d'eau s'est aggravé et les normes de conservation de la rivière Río Frío n'ont pas été respectées (Alcaldía de Chía, 2014).

#### 5.1.2.2.2 Le plan d'aménagement du territoire de 2016

Le plan de 2016 se démarque de l'orientation du plan précédent vers le maintien de la ruralité de la municipalité et est orienté plutôt vers la consolidation d'une « municipalité à vocation résidentielle ». Le plan s'articule autour de différentes politiques qui vont du renforcement des institutions et de la récupération de l'espace public à l'aménagement du territoire selon un modèle de développement durable et d'une « nouvelle ruralité », qui d'ailleurs ne sont pas expliqués en détail. La vision du plan est de consolider une municipalité qui protège l'environnement, de « consolider le territoire urbain », d'ordonner les processus d'urbanisation dans les sols d'expansion et les sols suburbains et de contrôler l'expansion de l'urbanisation dans les sols ruraux. Pour les milieux ruraux, le plan vise à accroître la compétitivité en améliorant les biens et les services publics et en supportant les associations de producteurs. Parmi les stratégies pour l'aménagement du territoire, le plan privilégie « la consolidation des zones urbaines de la municipalité favorisant le développement des sols d'expansion afin de réduire la pression sur les sols ruraux [...] » et la mise en œuvre des projets améliorant la compétitivité et la productivité rurales<sup>186</sup> (Concejo Municipal de Chía, 2016, p. 23).

Dans ce plan, les usages pour les sols ruraux et urbains autorisés dans le plan précédent sont maintenus, mais une modification importante fut l'augmentation de la zone des sols d'expansion, c'est-à-dire des sols ruraux destinés à soutenir la croissance urbaine. Le plan proposait cinq zones rurales, réparties sur 290 hectares, pour l'expansion urbaine, à développer suivant les normes stipulées dans 15 plans complémentaires (aussi appelés plans partiels). D'autres mesures proposées étaient : (i) la transformation des sols ruraux en sols urbains pour augmenter le prix du foncier et donc la perception des impôts (ii) une meilleure utilisation des sols déjà urbanisés à travers l'augmentation des taux d'occupation et de construction et (iii) l'achat de terrains par l'État pour la construction de logements sociaux et le financement des routes et d'autres infrastructures (Concejo Municipal de Chía, 2016).

---

<sup>186</sup> D'autres stratégies, similaires à celles présentées dans le plan de développement des administrations de 2012-2016 et 2016-2019, sont présentées dans le plan d'aménagement du territoire de 2016 et portent sur : l'articulation de Chía avec d'autres municipalités de la région, l'amélioration de la mobilité et la récupération de l'espace public, la protection du patrimoine culturel, l'amélioration des infrastructures publiques, l'augmentation des logements sociaux et l'amélioration de la gestion administrative (Concejo Municipal de Chía, 2016).

Ce nouveau plan d'aménagement du territoire a été très controversé et, comme mentionné en amont, il fut dénoncé par les organisations de la société civile comme *Ciudadanos Presentes – CIPRES et Colectivo Planenado Chía* et finalement suspendu en 2019. La principale préoccupation concerne l'objectif du plan de faire de Chía une municipalité à vocation résidentielle et les critiques au plan s'articulaient autour de trois sujets. D'abord, l'augmentation des sols d'expansion a été fortement critiquée puisque les 290 hectares ruraux destinés à devenir des sols urbains correspondent à des sols de haute importance agrologique et environnementale situés à proximité de la rivière Rio Frío<sup>187</sup>. Ensuite, le plan propose la construction de 30 000 nouveaux logements dans des zones dépourvues de services publics, de voies d'accès, de station d'épuration, ce qui a inquiété la communauté car cela aurait pu attirer plus de 100 000 personnes, aggravant d'autant les problèmes sociaux et les déficits d'infrastructures et de services publics. Enfin, les organisations de la société civile ont dénoncé qu'il y a eu peu de réunions pour la présentation du plan à la communauté et que l'avis et les propositions de la communauté n'ont été inclus ni dans la révision du plan en 2014 ni dans la version finale du plan de 2016. Les citoyens ont signalé en fait que le document que l'administration a partagé avec la communauté lors des réunions de socialisation était différent du document final qui a été approuvé par le conseil municipal (El Periódico de Chía, 2016; El Tiempo, 2017a, 2017b). Les plaintes des citoyens et de certains politiques comme le sénateur Carlos Fernando Galán contre le plan de 2016 ont été émises dans le contexte de la controverse sur le phénomène de « retournement de terres » (*volteo de tierras*) à Chía et dans d'autres municipalités du département de Cundinamarca. Ce phénomène fait référence à une série d'actes illégaux<sup>188</sup> impliquant la modification arbitraire des normes d'usage des sols ruraux (établies dans les plans d'aménagement du territoire) par les fonctionnaires de l'administration municipale pour favoriser les projets de construction des entreprises privées et augmenter la valeur des terrains (Meza, 2019; Semana, 2017).

En somme, malgré le fait que Chía soit principalement constitué de sols à vocation rurale, les plans d'aménagement du territoire ont favorisé l'urbanisation des zones rurales au détriment des activités

---

<sup>187</sup> Il s'agit des sols qui avaient été classés par l'IGAC en 2012 comme des sols du type 6, c'est-à-dire des sols propices aux activités agricoles (élevage et cultures) nécessitant des pratiques de conservation des sols et des plans de reboisement (IGAC, 2021).

<sup>188</sup> Des exemples de ces actes sont la collecte illégale d'argent pour octroyer des licences et la délivrance de licences illégales pour construire dans les zones rurales où cette activité n'est pas autorisée (Semana, 2018).

agricoles. Cependant, dans la municipalité, il existe un village, le village de Fagua, dans lequel se situent aussi la plupart des petits et moyens agriculteurs qui subsistent dans la municipalité. De même, à Fagua, il y a encore des habitants qui se reconnaissent comme paysans et qui se sont mobilisés dans les dernières années pour la préservation du village en tant que territoire paysan et agricole.

## 5.2 Fagua, l'un des derniers villages de tradition agricole de Chía

Fagua est l'un des 8 villages à vocation rurale (*veredas*) de la municipalité de Chía. Ce village se situe au nord-ouest de la municipalité, occupe une superficie de 693,38 hectares et limite au sud avec le village de Tiquiza, au nord avec la municipalité de Cajicá, à l'ouest avec la municipalité de Tabio et à l'est avec le village de Bojacá. En 2019, il a été estimé que 6440 personnes habitent dans ce village, c'est-à-dire 7,36% de la population de la municipalité de Chía. La moitié de la population de Fagua est composée d'adultes âgés de 20 à 60 ans (2989 habitants). Le reste de la population compte 1736 personnes entre 0 et 20 ans, 463 adultes entre 60 et 80 ans et 85 adultes de plus de 80 ans (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020c). Concernant le statut socio-économique, la majorité des ménages sont à faible revenu (environ 380 ménages), dans la classe moyenne se situent 250 ménages et il y a environ 190 ménages à hauts revenus. Selon la mairie, la majorité de la population de Fagua est en situation de vulnérabilité (Alcaldía de Chía, 2020).

Selon les registres du cadastre, Fagua se compose d'un total de 1946 propriétés foncières, à commencer par les propriétés entre 0 et 500 mètres carrés (32,12%) et entre 1000 et 3000 mètres carrés (28,21%), ainsi que dans une moindre mesure des propriétés de plus de 10 000 mètres carrés (7,04%). Dans la majeure partie du village, la densité de propriétés foncières par hectare est relativement faible (1,93 propriétés à l'hectare) par rapport aux autres villages comme Bojacá où la densité est de 7,54 propriétés à l'hectare (dans la zone urbaine, la densité est de 84,78). Cependant, vers l'est du village, il existe deux zones avec des densités plus élevées nommées « centres peuplés » des zones rurales où la densité atteint jusqu'à 50 propriétés foncières par hectare : il s'agit du secteur Chiquilinda (5,36 hectares) et le Rincón de Fagua (2,76 hectares). Dans ces zones, la forte demande de main-d'œuvre issue de la floriculture a également accru la construction illégale de maisons qui ressemblent à de petites colonies (*asentamientos*) sans

enregistrement cadastral. Beaucoup de ces maisons sont transformées en auberges à bas prix pour loger les travailleurs temporaires (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020b, 2020c).

L'accès aux services publics et aux infrastructures à Fagua est limité. Comme dans les autres milieux ruraux de la municipalité, il y a une plus grande proportion de personnes vivant dans la pauvreté et avec des besoins essentiels non satisfaits que dans les zones urbaines (Contreras, 2017). À titre d'exemple, il n'y a pas de service d'égout dans tout le village, la plupart des eaux usées sont déversées à ciel ouvert dans les milieux humides, dans des canaux artificiels situés à côté des voies (*vallados*), etc. Le village dispose d'un établissement d'enseignement public, de trois établissements d'enseignement privé et d'une garderie publique. Le projet de construction d'un district d'irrigation pour l'agriculture n'a pas vu le jour. Il n'y a pas d'hôpital ni de cliniques, et il y a un seul centre de soins pour les personnes âgées. Les espaces pour les loisirs et les activités en plein air sont également limités. Il n'y a pas d'espaces verts ou de parcs et le seul centre sportif qui existe a été inauguré en 2019. La communauté ne dispose pas d'espaces publics pour se réunir, les réunions communautaires et du conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*)<sup>189</sup>, se tiennent dans l'école publique (*Institución Educativa Fagua*) ou dans l'Église du village (*Iglesia San Ezequiel Moreno*). Il y a quatre voies d'accès au village (la route de Tiquiza, de Tabio, de Puente Peralta et de Guanatá) qui ne sont pas dans les meilleures conditions et c'est le seul village de la municipalité dans lequel il n'y a pas de trottoirs pour la circulation des piétons.

Le village de Fagua a d'importantes sources d'eau comme les rivières et les zones humides appelées localement « *Chucuas* », un mot de la langue Chibcha des Muiscas qui signifie « lieu d'eau ». Le village est bordé au nord par la Chucua de Cajicá, au sud par la Chucua de Tiquiza et la rivière Río Frío traverse le village à l'est. Aussi, à l'ouest du village se trouve la Chucua de Fagua qui a une longueur de 5883 mètres et a un débit d'eau continu et abondant toute l'année; elle est d'une grande importance écologique et canalise l'eau de pluie des collines qui entourent la municipalité (*Cerros Orientales*) (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020a).

La Chucua de Fagua a suscité des controverses ces dernières années et a fait l'objet de débats et confrontations entre les habitants du village et les entités étatiques. En septembre de 2017,

---

<sup>189</sup> Le conseil d'action communautaire est l'équivalent du conseil de quartier au Québec.

l'entreprise de construction « *Constructora Capital* » et la société « *Gernet SAS* » ont débuté des travaux pour remplir de gravats cette zone humide afin de bâtir un projet de construction de 3600 appartements. À la lumière des plaintes de la communauté de Fagua contre ce projet, des enquêtes ont été ouvertes. Les résultats des enquêtes ont montré que l'entité environnementale (CAR) avait souligné dans un rapport en mars 2017 que la Chucua de Fagua n'était pas une zone humide ou une source d'eau naturelle, mais plutôt un canal artificiel pour drainer l'eau, ce qui rendrait les travaux de construction dans le secteur viables (Registro Urbano, 2017; Supelano, 2019). En d'autres mots, ce qui, pour l'administration municipale et l'entreprise de construction, est un cours d'eau artificiel sans importance écologique, est pour la communauté une zone humide de haute valeur environnementale et écologique qui fournit d'importants services environnementaux.

La communauté de Fagua et les différents groupes de citoyens de la municipalité (tels que *Movimiento Alianza por el Agua et Acción por el Río Frío*) ont rassemblé des études techniques qui reconnaissent que la Chucua de Fagua est une zone humide naturelle et se sont mobilisés à plusieurs reprises pour exiger la conservation de cet écosystème (figure 5.2). Grâce à cette pression de la société civile, une mesure préventive a été prise pour arrêter les travaux et le drainage de la

Figure 5.3 Mobilisation de la communauté de Fagua en 2018 pour la défense de la Chucua de Fagua, reconnaissant qu'il s'agit d'une zone humide et d'un écosystème qui doit être protégé (Résolution No 0460 de 2017). Cependant, les travaux de drainage déjà réalisés ont eu un grand impact environnemental sur environ 1,5 km de la zone humide (Alcaldía de Chía, 2020). Selon les habitants de Fagua, les dommages environnementaux ont été immenses, affectant notamment la qualité de l'eau et l'habitat des plantes, des animaux et des différentes espèces d'oiseaux migratoires de la zone humide (Rodríguez, J., 2018a). Le maire actuel, élu pour la période 2020-2023, a promis de récupérer la Chucua de Fagua à travers un plan de restauration écologique et environnementale et de récupérer la connectivité de la zone humide avec le Río Frío<sup>190</sup>.

---

<sup>190</sup> Suite à la reconnaissance de la Chucua de Fagua comme zone humide en 2018, les autorités environnementales (CAR), l'administration municipale, les propriétaires du terrain où se trouve la zone humide (predio El Darien) et l'entreprise de construction ont reçu l'ordre de restaurer cet écosystème et de retirer les gravats, mais à ce jour aucun travail n'a été effectué (Motoa, 2018).



Comme évoqué dans la section précédente, la

plupart des terres de la municipalité ont été destinées à des activités plus rentables que l'agriculture; cependant, un nombre significatif de producteurs agricoles demeurent aujourd'hui à Fagua. Les sols du village ont une vocation agricole<sup>191</sup>, d'élevage, de conservation et d'exploitation forestière. Les sols agricoles sont les plus abondants et la floriculture est l'une des activités économiques les plus importantes du village : une grande partie de la population du village travaille dans ce secteur. En effet, à Fagua se situent d'importantes entreprises du secteur de la floriculture telles que *MG Consultores S.A.S.*, *Scarlett's Flowers*, *Agroindustrias del Río Frio* et *Jardines de Chía*.

Le village de Fagua est reconnu comme la zone où l'activité agricole est la plus élevée de la municipalité, où coexistent l'agriculture intensive (la floriculture et les grandes cultures maraîchères) et l'agriculture à moyenne et petite échelle destinée à la production de légumes, de fruits, l'élevage des animaux et la transformation des produits agricoles (Alcaldía de Chía, 2016). La plupart des activités agricoles, y compris les grandes serres pour la floriculture, sont concentrées dans la partie nord et ouest du village, tandis qu'au sud et à l'est, il y a à la fois des zones avec des maisons qui ont de petits terrains pour les cultures agricoles, ainsi que des zones à forte densité de logements. Bien que les complexes résidentiels ne soient pas aussi abondants que dans d'autres

<sup>191</sup> Les sols à vocation agricole sont ceux qui permettent l'établissement de systèmes de production agricole avec des plantes cultivées de différents cycles de vie et des produits. Ce sont des terres qui ont une très grande capacité à soutenir des activités agricoles intensives et semi-intensives. Les cultures temporaires ou permanentes et celles propres aux différents niveaux thermiques, entre 0 et 3000 mètres d'altitude et aux températures supérieures à 12°C sont autorisées dans ce type de sols (Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación, 2020a).



villages de la municipalité, ce type de construction, et plus largement la construction légale et illégale de tous types de logements, est en augmentation ces dernières années (Alcaldía de Chía et Secretaria de Planeación, 2020).

Aujourd'hui, une partie importante de la population de Fagua se reconnaît comme paysanne et comme descendante du groupe indigène précolombien des Muisca présentés au début de ce chapitre. En effet, lorsque l'administration municipale a lancé la politique du « budget participatif » en 2016, la communauté du village a exprimé que sa priorité en matière de développement est de renforcer l'identité paysanne de la communauté, de récupérer les traditions de leurs ancêtres et de maintenir la vocation rurale du village. Nous expliquerons cela plus en détail dans la section suivante.

#### 5.2.1 La volonté communautaire de préserver la vocation rurale et agricole

En 2015, la loi 1757 a été formulée en Colombie dans le but de promouvoir le droit à la participation citoyenne. L'un des mécanismes de participation privilégiés par cette loi est la politique publique du budget participatif (Article 90 « *Presupuestos Participativos* »), qui vise à favoriser la participation de la société civile dans la planification du développement à l'échelle municipale. C'est-à-dire que les citoyens peuvent exprimer leurs priorités et leurs besoins en matière de développement et proposer les projets dans lesquels une partie des ressources publiques devrait être investie<sup>192</sup>.

À Chía, l'application de la politique du budget participatif a débuté en 2016 avec des projets pilotes où la communauté du village de Tiquiza a décidé de prioriser la construction d'une salle de sport publique et l'installation de caméras de surveillance pour améliorer la sécurité du village<sup>193</sup>. En 2017, la politique publique a été étendue aux autres villages où la plupart des projets de

---

<sup>192</sup> La loi 1757 de 2015 prévoit qu'entre 5% et 15% des ressources de « libre investissement » de chaque municipalité doivent être destinés aux projets définis par les citoyens dans le cadre de la politique du « budget participatif ». Le processus pour définir et choisir les projets dans lesquels les ressources seront investies comporte plusieurs étapes qui incluent : la convocation et la consultation de la communauté, l'élaboration d'un diagnostic des besoins locaux, l'élection des délégués de la communauté, la préparation des projets et la présentation à l'administration municipale. L'administration municipale déterminera par la suite la faisabilité technique des projets et priorisera les projets à financer.

<sup>193</sup> Le projet pilote pour la zone urbaine a été réalisé dans le quartier Mercedes de Calahorra où la communauté a choisi la construction d'un centre de surveillance pour améliorer la sécurité du quartier.

développement retenus et exécutés à ce jour sont liés à l'entretien ou à la construction de nouvelles infrastructures publiques telles que des parcs et des salles communautaires, entre autres. D'autres villageois ont privilégié la mise en place d'un programme de renforcement scolaire (vereda Yerbabuena), d'un programme de soutien pour l'accès à l'éducation universitaire des jeunes (veredas Fusca et Torca) et d'un plan de gestion environnementale (vereda La Balsa).

Dans le village de Fagua, le processus pour définir les projets à prioriser a été assez particulier, puisque dès le début de la consultation, la communauté a exprimé que sa plus grande préoccupation en matière de développement était la perte de la vocation rurale du village, qui a été d'ailleurs attribuée à une mauvaise planification du développement. En conséquence, la communauté voulait proposer des projets pour récupérer la vocation rurale et agricole du village et pour le positionner comme un « territoire paysan ». Lors des premières assemblées, 13 représentants ont été élus pour tenir des réunions périodiques pendant plusieurs mois et définir les projets qui seraient présentés à l'administration et soumis au vote de la communauté. Dans la proposition intitulée « Consolidation du village de Fagua en tant que zone rurale et agricole », quatre projets ont été initialement formulés par la communauté : (i) la mise en œuvre d'un programme favorisant l'acquisition de connaissances sur les moyens de récupérer et de maintenir la vocation rurale du village à travers les échanges avec d'autres communautés rurales<sup>194</sup> (ii) l'établissement d'un circuit permanent de commercialisation pour les produits des petits agriculteurs du village (iii) la décontamination et l'entretien des réservoirs d'eau du village (*vallados*, *chucas*, puits d'eau, etc.) et la mise en œuvre de projets pour la récupération de l'eau de pluie et (iv) le développement de projets pilotes de production agroécologique qui servent de « laboratoires vivants » de formation de la communauté.

Après la période d'échanges entre les délégués, les villageois de Fagua et l'administration municipale, les propositions initiales ont été modifiées. Le premier projet a été abandonné car la communauté considérait que les échanges avec d'autres communautés pourraient se financer à travers d'autres programmes institutionnels. Il a été convenu plutôt de proposer une campagne de

---

<sup>194</sup> Ce projet comprenait des activités comme l'organisation de visites et la création d'espaces pour l'échange de connaissances avec les membres d'autres communautés qui avaient réussi à maintenir leur vocation rurale malgré la pression urbaine comme Usme et El Verjón. Les délégués ont même proposé de tenir un référendum pour que la communauté de Fagua se prononce si elle voulait que le village redevienne agricole et rural et que l'urbanisation soit interdite.

sensibilisation de la population appelée « récupération de la ruralité » qui comprendrait des évènements, des formations et la diffusion dans les médias locaux d'informations sur les questions rurales. Le deuxième projet a été retiré, puisque l'administration municipale (2016-2019) a souligné qu'il y avait déjà des projets similaires et le maire les a plutôt invités à participer aux marchés agricoles déjà existants. Le troisième projet concernant les réservoirs d'eau a été approuvé en 2018, mais fut limité à l'entretien de quelques canaux artificiels pour le drainage à ciel ouvert de l'eau (*vallados*). Enfin, le quatrième projet de « laboratoires vivants » a été légèrement modifié et approuvé par la suite. La version finale de ce projet avait deux volets : l'installation d'une serre pour la production communautaire de légumes hydroponiques et agroécologiques et la construction d'une salle communautaire « écologique » qui serve d'espace de participation, de formation des paysans et d'échange entre les membres de la communauté <sup>195</sup>. La construction de la salle communautaire et le projet de campagne de sensibilisation de la communauté n'ont pas encore été réalisés.

Lors de ces différentes réunions et discussions pour l'implantation de la politique du budget participatif qui ont duré tout au long de 2017, un autre projet parallèle a commencé à se consolider. Dès le début des échanges, les villageois de Fagua ont réitéré le désir et le besoin de se réunir formellement dans le cadre d'une organisation paysanne pour atteindre leur objectif de lutter contre l'urbanisation et de militer pour récupérer la vocation rurale du village en préservant le territoire en tant que territoire paysan et agricole. La communauté était déjà organisée autour du conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*) pour se prononcer sur des projets spécifiques et il y a eu des efforts antérieurs pour former une organisation de paysans et de petits agriculteurs <sup>196</sup>. Cependant, c'est dans le contexte de ces espaces de discussion des projets de développement rural

---

<sup>195</sup> La communauté a explicitement demandé que les projets soient construits et maintenus en opération en embauchant de la main-d'œuvre locale.

<sup>196</sup> À titre d'exemple, la communauté s'était déjà organisée pour contester le projet de construction d'une grande autoroute qui traverserait le village de Fagua et les villages voisins en déplaçant un nombre important de paysans et d'indigènes de la région, puisque le projet d'autoroute traverse aussi la réserve indigène. La communauté s'était aussi organisée pour protester contre l'augmentation des prix dans les services publics tel que la collecte d'ordures et l'eau, ainsi que contre l'augmentation des taxes foncières pour les propriétés rurales. Concernant les organisations paysannes, il y a eu par exemple au moins deux tentatives de former une association des paysans de Fagua, une au début des années 2000 et une autre entre 2009 et 2010. Aussi, un groupe de femmes du village ont eu l'initiative de consolider une association des femmes paysannes monoparentales appelée « *Frutos y Frutas de Fagua* » avec l'objectif principal de produire et de commercialiser des aliments transformés à partir des fruits tropicaux produits dans le village comme la papaye de montagne et le tomate d'arbre (ou tamarillo).

à prioriser par la communauté qu'est née formellement la première association de familles d'agriculteurs paysans du village : AgroFagua. Dans la section qui suit, nous présentons le profil général de cette organisation : nous verrons plus en détail sa genèse, quels sont ses objectifs, qui sont ses membres et comment elle fonctionne. Comme le souligne un journal municipal :

[...] il existe encore des petits et moyens producteurs agricoles et des associations paysannes qui, au milieu de complexes résidentiels et de condominiums, s'accrochent à leur terre avec leurs clous et s'associent à la recherche de stratégies pour survivre. Un exemple en est AgroFagua, une association de petits producteurs paysans du village de Fagua, qui se sont unis pour renforcer la production et la commercialisation de leurs produits [Notre traduction] (Rediacción, 2020, p. 4).

### 5.3 L'organisation d'agriculteurs paysans de Fagua : AgroFagua

AgroFagua est une association qui regroupe des petits agriculteurs paysans du village de Fagua et leurs familles. Les membres de l'association cultivent, élèvent, transforment et commercialisent une variété de produits agricoles en suivant des pratiques agroécologiques (ou des membres qui souhaitent adopter de telles pratiques). La plupart des membres cultivent des fruits et des légumes comme la laitue, les épinards, la tomate, les radis, les carottes, la coriandre, les oignons, entre autres. Certains membres de l'organisation se consacrent également à l'élevage de petits animaux tels que les poulets tandis que d'autres produisent des aliments transformés tels que des yaourts, des fromages, des bonbons, des jus de fruits et de la crème glacée. Cependant, pratiquer l'agriculture n'est pas une condition d'adhésion à l'organisation : certains membres sont en train de suivre des formations et d'adapter leurs terres pour démarrer la production agricole ou sont des habitants du village qui veulent dans le futur proche se consacrer à l'agriculture.

#### 5.3.1 Émergence et constitution

L'émergence de AgroFagua s'inscrit dans le contexte des discussions de la communauté du village sur les projets de développement à prioriser dans le cadre de l'application de la politique du budget participatif et dans le contexte des mobilisations collectives pour la défense de la Chucua de Fagua. Rappelons qu'en septembre 2017 ont débuté des travaux de drainage de cette zone humide pour la construction d'un projet de logements et la communauté de Fagua s'est mobilisée pour arrêter les travaux et pour exiger de l'administration qu'elle favorise la conservation de cet écosystème. AgroFagua est donc mise sur pied vers la fin septembre 2017, avec l'objectif de regrouper les

familles paysannes qui se mobilisent pour la préservation de la vocation rurale de Fagua et qui se consacrent à l'agriculture et à la conservation des ressources naturelles. La constitution d'une organisation paysanne dans le village était également nécessaire pour qu'elle agisse en tant que leader dans la gestion de la serre et de la salle « écologique », des projets de développement qui avaient été priorisés par la communauté dans le cadre du budget participatif.

Initialement, les participants aux réunions pour l'implantation de la politique du budget participatif ont discuté de l'idée de constituer une organisation. Ils ont convié par la suite la communauté à des réunions au cours desquelles l'idée a été partagée et une liste préliminaire d'environ vingt personnes intéressées à faire partie de l'organisation a été dressée. Les délégués de l'administration municipale ont offert par la suite à ces personnes et à leurs familles des formations en économie solidaire et en production agricole durable tout en les invitant à participer au marché agricole bimensuel de la municipalité « *Chía compra Chía* » et aux foires agricoles départementales.

Pendant plusieurs mois, les personnes intéressées à faire partie de l'organisation ont participé aux marchés organisés par l'administration municipale, ont suivi les formations et se sont rencontrées chaque semaine pour structurer l'organisation. Comme mentionné précédemment, la grande majorité des participants se connaissent depuis longtemps et sont impliqués activement dans d'autres actions conjointes à travers des organisations comme le conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*). Le 30 juillet 2018, vingt-trois membres fondateurs légaux d'AgroFagua ont signé l'acte constitutif de l'organisation et l'ont enregistré devant le Registraire des entreprises (*Cámara de comercio*) en tant qu'association de producteurs agricoles. Bien que la plupart de ses membres se définissent comme des paysans, AgroFagua accueille également des petits producteurs qui ne se reconnaissent pas comme paysans mais qui résident dans le village de Fagua. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre 8, les membres de l'organisation s'identifient plutôt comme des agriculteurs familiaux. La figure 5.3. montre le logo de l'association qui a été conçu par les associés lors d'une des premières réunions et qui symbolise leur rêve de voir Fagua redevenir un village rural et agricole comme par le passé.

Figure 5.4 Logo d'AgroFagua



### 5.3.2 Mission, vision et objectifs

La mission d'AgroFagua telle que décrite dans les documents constitutifs est de conserver la vocation rurale du village et la protection du territoire et de la population rurale :

[...] par la défense et la conservation des sources d'eau, la récupération des sols avec des cultures de production propres [agroécologiques], le bien-être de ses associés, la satisfaction des besoins de nos clients et la garantie de la souveraineté alimentaire [Notre traduction] (AgroFagua, 2018a, p. 1).

Outre le but de l'association de « travailler pour récupérer la ruralité de Fagua », parmi les objectifs de l'association figurent : (i) l'intégration des familles associées à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles (ii) la promotion dans l'organisation et auprès de la communauté de Fagua en général de la production agricole et des pratiques agroécologiques, (iii) la conception et la mise en œuvre des actions, des plans ou des projets agricoles favorisant le développement social et la solidarité, et (iv) la conception et la mise en œuvre de stratégies participatives pour l'innovation agricole et le renforcement social et organisationnel qui favorisent l'utilisation durable et la conservation des ressources naturelles. À l'avenir, les membres de l'organisation souhaitent être reconnus pour leurs pratiques agroécologiques et pour avoir fait de Fagua un territoire rural et un village fournisseur de produits agricoles pour la région (*despensa agricola*) (AgroFagua, 2018b).

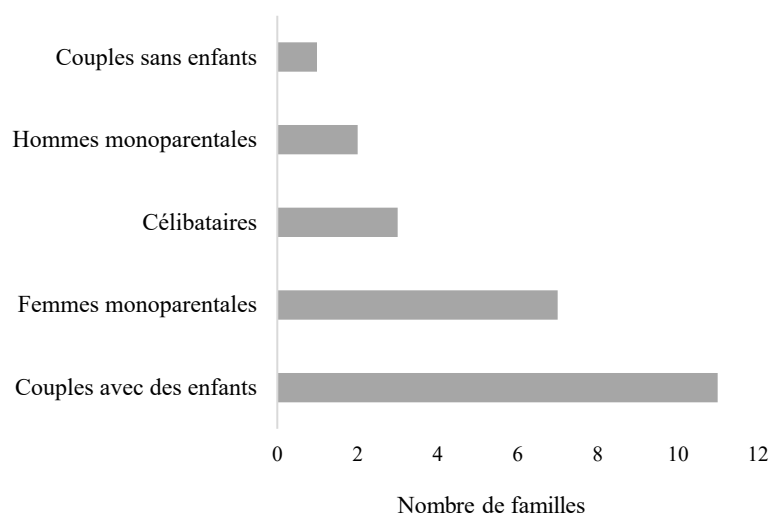
En somme, les principales assises d'AgroFagua sont la conservation de la vocation rurale du village, la promotion de l'agriculture et des pratiques agroécologiques, le bien être des familles membres de l'organisation et le respect de l'environnement.

### 5.3.3 Profil des membres

Depuis sa création, il y a eu peu de changements dans la composition interne d'AgroFagua. Sur les 23 membres fondateurs qui figurent sur l'acte constitutif, trois membres ne sont plus actifs dans l'organisation : ils ont participé activement au moment de la création de l'organisation, mais ils ont été absents de la plupart des réunions et des événements qui ont eu lieu par la suite. De même, un seul nouveau membre a rejoint l'organisation en 2019. AgroFagua compte aujourd'hui vingt-quatre membres affiliés, dont treize femmes et onze hommes. Les femmes ont entre 45 et 65 ans et les hommes entre 25 et 70 ans.

Bien qu'il soit mentionné dans les statuts constitutifs de l'organisation que les membres légaux d'AgroFagua sont des producteurs agricoles, la famille est en quelque sorte l'unité de base de l'organisation. Comme évoqué plus tôt, les membres se présentent généralement comme des agriculteurs familiaux et dans les brochures promotionnelles, l'association est présentée comme « [...] une organisation de familles du village de Fagua qui ont décidé de s'unir pour retrouver la ruralité et la vocation paysanne de la région » [Notre traduction] (AgroFagua, 2018a). Concernant la composition des familles des associés, la majorité sont des couples avec des enfants ou des femmes monoparentales (figure 5.4).

Figure 5.5 Composition des familles d'AgroFagua



Tous les membres des familles des associés ne sont pas forcément impliqués activement dans l'association, mais certains membres des familles participent régulièrement dans les événements de l'organisation. Par exemple, les enfants ou les conjoints des membres aident leurs proches dans la vente de produits ou à la préparation des marchés. Dans plusieurs familles, certains membres sont régulièrement impliqués dans les activités agricoles telles que la plantation, la récolte, l'alimentation des animaux ou l'arrosage des plantes<sup>197</sup>.

Vingt-deux des vingt-quatre producteurs membres d'AgroFagua sont nés en milieu rural et se définissent comme des paysans. Parmi ces membres, seize sont nés dans le village de Fagua et leurs familles y vivent depuis plusieurs générations, et six membres sont nés dans d'autres régions rurales du pays mais habitent depuis plusieurs décennies à Fagua. Deux producteurs sont nés dans de grandes villes du pays (Bogota et Cali) et ont récemment déménagé dans le village de Fagua; ils ne s'identifient pas comme des paysans.

La grande majorité des membres de l'organisation ont peu de revenus et selon la stratification socio-économique colombienne, se situent dans le niveau bas ou moyen-bas. Seulement deux associés et leurs familles se situent dans le niveau moyen supérieur. La majorité des associés

---

<sup>197</sup> Comme expliqué dans le chapitre 4, lors de notre séjour, nous avons mené nos entretiens semi-dirigés seulement avec les membres de la famille qui participent à l'association régulièrement, mais lors des événements de l'association, si nous en avons l'occasion, nous avons échangé de manière informelle avec les autres membres de la famille.



travaillent à temps plein ou à temps partiel dans des domaines autres que l'agriculture. À l'exception de deux membres qui sont employés par des entreprises de la région, les hommes travaillent dans des secteurs informels comme la construction, la peinture et le transport. Les femmes travaillent dans la couture, les ventes informelles, en tant que femmes de ménage ou restent à la maison pour s'occuper des enfants. Quatre membres de l'association pratiquent l'agriculture à temps plein et c'est leur seule source de revenus. Plusieurs membres ont été dans le passé employés des entreprises du secteur de la floriculture de la région.

Les producteurs d'AgroFagua possèdent de petits terrains à proximité de leur maisons qui ne dépassent pas les 3000 mètres carrés et, comme mentionné précédemment, y cultivent une variété de légumes, notamment des légumes-feuilles de cycle court, des fruits andins<sup>198</sup> et font l'élevage principalement de volailles. Cinq des agriculteurs font aussi la transformation des aliments de la ferme en différents produits et deux membres commercialisent des produits de leurs proches qui sont cultivés dans d'autres régions du pays comme les pommes de terre. La production et la transformation des produits sont réalisées dans les propriétés de chaque membre. Cinq associés ne sont pas encore engagés dans l'agriculture, mais ils ont l'intention de s'y investir. Le tableau 5.4 présente un portrait des activités de production et de commercialisation des associés.

---

<sup>198</sup> La majorité des producteurs possèdent des petits vergers autour de la maison avec quelques plantes (entre 1 et 5) d'espèces différentes comme les papayers, les arbres de feijoba, de curuba ou de tomatillo.

Tableau 5.4 Activités agricoles développées par les membres d'AgroFagua

Activités agricoles	Membre de l'association				
	1	2	3	4	5
	Production d'une variété de fleurs comme l'œillet et la rose et parfois l'élevage des poules, poulets et d'autres oiseaux et lapins	A récemment débuté l'élevage des poules et des poulets et la commercialisation d'œufs	Production d'une grande variété de légumes tels que le poivron, le céleri, les fines herbes, les épinards, le maïs, etc.	Production de légumes comme la laitue, les courgettes, l'oignon et les épinards	Transformation de fruits de la région comme la mûre et la papaye de montagne en jus frais
	6	7	8	9	10
	Production de fleurs et légumes comme la laitue et les petits pois	Commercialisation des produits de beauté bio. Petit jardin avec tomates cerise et laitue pas encore commercialisé	Transformation des fruits en crème glacée. Production de citrouille, de papaye de montagne, de tomates d'arbre et de fraises.	Production de fromages de chèvre, début de production de quinoa et commercialisation de noix d'Amazonie	Élevage de poules et commercialisation d'œufs. Production de fines herbes et de plantes ornementales
	11	12	13	14	15
	Production de différents légumes comme le céleri, le brocoli, les radis, la coriandre, la betterave, la bette à carde et la carotte	Élevage de poulets et commercialisation d'œufs. Production de légumes comme le brocoli le chou et la carotte	Commercialisation de fruits et de légumes.	Élevage de poulets et commercialisation d'œufs. Transformation de fruits en yaourt. Production de fines herbes	Production de tomates cerises et de fleurs.
	16	17	18	19	20 à 24
	Transformation des fruits en bonbons. Production de tomatillo et de légumes comme le brocoli, les pois et les haricots	Production de fruits comme la figue, la cerise de terre, la curuba ( <i>Passiflora</i> ) et la feijoba ( <i>Acca sellowina</i> )	Production de légumes comme la laitue, les oignons et le brocoli. Commercialisation de la pomme de terre	Production et transformation de fruits de la région comme la curuba et la feijoba en jus et en confitures	Ce sont des membres qui ne produisent pas encore

Tous les producteurs ont installé leurs cultures à l'extérieur, mais trois producteurs disposent aussi de petites serres construites avec du plastique et du bois qu'ils utilisent pour faire pousser principalement des tomates et des fleurs. Les animaux sont élevés en liberté et hébergés dans de petites pièces construites de façon rustique par les producteurs. Comme il n'existe pas un district d'irrigation dans le village, c'est l'eau des puits souterrains (*aljibes*) ou de l'aqueduc qui est utilisée pour l'arrosage des cultures et pour l'élevage des animaux (figure 5.5).

Figure 5.6 Infrastructures pour la production agricole



a. Cultures en plein air et sous serre



b. Poulailier



c. Cultures en plein air

Dans le cadre d'une analyse des différents acteurs qui se sont mobilisés dans la grève nationale agricole de 2013, Salcedo *et al.*, (2013) s'inspirent de la typologie de la paysannerie latino-américaine proposée en 2007 par le BID et la FAO pour proposer trois catégories de classification de la paysannerie colombienne fondée sur des caractéristiques productives : (i) l'agriculture familiale « de subsistance » et non formalisée où se situent les paysans colons vivant dans des conditions précaires et de marginalisation qui ont des difficultés d'accès à la terre et aux marchés. L'exemple le plus représentatif sont les paysans organisés autour de la Mesa Nacional Agropecuaria de Interlocucion y Acuerdo (MIA), (ii) l'agriculture « en transition » qui comprend les paysans qui possèdent des titres fonciers, mais qui ne sont pas intégrés aux marchés régionaux ou nationaux. Ce type d'agriculture, dont l'un des représentants est le Coordinador Nacional Agrario (CNA), est basée sur la main-d'œuvre familiale, et (iii) l'agriculture « consolidée » ou les petits clusters productifs qui ont des conditions économiques et d'infrastructures plus solides. Ces paysans sont intégrés dans les marchés locaux, nationaux et régionaux et ils s'organisent en filières de production (*p. ex.* l'organisation Dignidad Cafetera).

Suivant cette typologie, AgroFagua s'inscrit dans la catégorie d'agriculture familiale dite en transition. Comme nous l'avons mentionnée dans le chapitre 5, les membres de l'organisation utilisent la main-d'œuvre familiale pour la production. La production est destinée à l'autoconsommation, mais aussi à la commercialisation des excédents dans les marchés locaux. L'organisation n'a pas accès aux marchés régionaux ou nationaux. En ce qui concerne la propriété foncière, la plupart des membres ont des droits de propriété sur leurs terres, un seul producteur est locataire de la terre et au moins deux autres producteurs sont en train de légaliser leur propriété.

#### 5.3.4 Structure et fonctionnement interne

Agrofagua a été créée en tant qu'association privée à but non lucratif, à laquelle tout résident du village de Fagua peuvent adhérer. Il n'est pas nécessaire de se définir en tant que paysans, la condition pour adhérer est de s'intéresser à l'agriculture et à la conservation de la vocation rurale du village<sup>199</sup>. Il existe deux types d'associés : les membres fondateurs, c'est-à-dire les producteurs

---

<sup>199</sup> Toutefois, l'adhésion à l'association n'est pas automatique, avant d'être acceptés comme membres, les candidats doivent passer en entretien avec le conseil d'administration.

signataires de l'acte constitutif et leurs familles, et les membres adhérents qui, contrairement aux premiers, n'ont pas de droit de vote dans les assemblées.

AgroFagua est composée d'une assemblée générale dont font partie tous les associés et d'un conseil d'administration, composé de huit membres qui sont élus chaque année : le président, le vice-président, le trésorier, le secrétaire et trois membres de soutien. Une fois par an, le président doit convoquer une assemblée ordinaire des membres au cours de laquelle un nouveau conseil d'administration est élu. Aussi, lors des assemblées, les rapports financiers sont approuvés et la programmation des activités de l'association pour l'année suivante est établie. Les membres d'AgroFagua qui ont participé au conseil d'administration jusqu'à présent sont (ou ont été) également membres du conseil d'administration communal et sont des leaders sociaux reconnus dans le village.

En plus des assemblées annuelles, chaque semaine, le mercredi soir, les membres se réunissent quelques heures pour traiter divers sujets. Habituellement, la réunion débute avec un compte rendu des activités auxquelles l'association a participé la semaine précédente (*p. ex.* les associés font une synthèse de ce qui a été discuté lors de réunions avec d'autres acteurs, ils réalisent un bilan des ventes des marchés et discutent des aspects positifs et à améliorer de chaque événement). Ensuite, les associés font la planification des activités qui auront lieu la semaine suivante. Ils discutent par exemple des réunions et activités auxquelles ils vont participer, désignent les représentants qui y assisteront et font la planification des événements et des marchés qui seront organisés par l'association et qui se déroulent normalement entre le jeudi et le dimanche<sup>200</sup>. Enfin, les associés discutent d'autres sujets tels que les problèmes qu'ils ont sur le plan de la production (*p. ex.* si un producteur a identifié un ravageur dans sa culture, les associés échangent sur les solutions possibles pour le traiter). Ils discutent également des programmes de subvention et des événements auxquels ils souhaitent participer, des différentes questions du village sur lesquelles ils souhaitent se prononcer et ils accueillent souvent dans les réunions les représentants du secteur privé ou public

---

<sup>200</sup> À titre d'exemple, chaque producteur indique les produits dont il dispose pour le marché, les membres se mettent d'accord sur les prix auxquels les produits seront vendus, ils discutent de l'organisation et de la logistique de chaque marché (*p. ex.* ils déterminent qui sera en charge du transport des tentes, tables, chaises et qui sera responsable de la caisse et de la tenue de la comptabilité), ils discutent de l'organisation des produits en fonction de l'espace disponible, entre autres.

qui veulent inviter l'association à participer à des événements, à créer des alliances, etc. La durée des réunions et les sujets à aborder ne sont pas fixes; ils varient selon les priorités de la semaine et, si nécessaire, plus d'une réunion est organisée durant la semaine.

Toutes les réunions de l'association se déroulent dans les salles de classe de l'école publique du village car AgroFagua ne dispose pas de ses propres installations ou équipements<sup>201</sup>. La cotisation pour l'adhésion à l'association est de 14% du salaire minimum, soit environ 120 000 pesos (environ 45\$ CAN) et les frais mensuels oscillent de 25 000 pesos (environ 8\$ CAN). Aussi, 10% des revenus que les producteurs obtiennent des ventes réalisées via AgroFagua sont destinés au fonctionnement de l'association et sont investis dans les différentes activités que nous décrivons ci-dessous.

### 5.3.5 Activités d'AgroFagua

Les principales activités d'AgroFagua s'articulent autour de la production et de la commercialisation de produits agricoles. L'organisation agit principalement à l'échelle du village et elle contribue également à mettre sur pied des projets qui favorisent la promotion de l'agriculture, de bonnes pratiques agricoles et de la conservation de la culture paysanne et de la vocation rurale du village de Fagua.

#### 5.3.5.1 La vente directe

L'activité principale d'AgroFagua est la vente locale et directe des produits agricoles, des producteurs aux consommateurs, sans intermédiaires afin d'améliorer les revenus des familles associées. Pour ce faire, l'association met en œuvre différentes stratégies de commercialisation. Premièrement, AgroFagua a créé en 2018 le marché paysan du village de Fagua appelé « *Mercado Campesino* » (figure 5.6). Il s'agit d'un marché mensuel et flottant, c'est-à-dire qu'en fonction de la disponibilité des espaces, il se tient chaque mois dans un endroit différent comme l'Église, le terrain de jeu des enfants de l'école publique, la cour arrière de la maison d'un associé, la terrasse d'un restaurant, etc. Normalement, tous les producteurs et leurs familles assistent aux marchés et

---

<sup>201</sup> Pour l'organisation des marchés ou les différents événements dans lesquels des meubles sont nécessaires (tels que tentes, tables, chaises, etc.), ils sont empruntés à l'administration municipale ou au conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*).

chaque producteur a la responsabilité d'échanger avec les clients et d'offrir ses produits<sup>202</sup>. Les membres qui ne produisent pas ou qui n'ont pas beaucoup de produits à commercialiser aident les autres membres avec la gestion du marché (par exemple avec les ventes, la gestion de la caisse, le nettoyage des lieux, etc.). Parfois, les membres de l'association préparent et vendent des plats traditionnels tels que la « *gallina sudada* » ou les « *tamales* » pour générer des revenus supplémentaires pour l'association. Les marchés paysans sont des lieux de rencontre entre les producteurs et les consommateurs locaux. Ils ont lieu le samedi ou le dimanche entre 7h et 16h et sont publicités à travers des affiches collées dans les magasins du village, dans les salles paroissiales et plus récemment via les réseaux sociaux comme WhatsApp et Facebook.

Deuxièmement, l'association participe aux différents marchés et foires agricoles qui sont organisés par les institutions du secteur public afin que les producteurs puissent vendre leur production. AgroFagua participe à des marchés communaux tels que « *Chía Emprende* », « *Agromercados saludables de Chía* », « *Chía compra Chía* » et « *Plantas, palabras* ». Dans le cadre de ces événements, les organisateurs attribuent généralement un petit stand à l'ensemble de l'association et un ou deux représentants d'AgroFagua y assistent et s'occupent de la promotion et de la vente des produits de tous les associés.

---

<sup>202</sup> Avec une autorisation, les membres de l'association peuvent aussi commercialiser les produits de leurs proches (*p.ex.* les frères, les oncles ou les cousins). La participation d'autres producteurs non affiliés à AgroFagua est aussi autorisée à titre de « producteur invité », mais à condition que tous les membres l'approuvent au préalable. Aussi, les producteurs invités doivent être résidents du village et 20% des revenus obtenus dans la journée du marché doivent être remis à l'association.

Figure 5.7 Les marchés paysans



Troisièmement, AgroFagua établit des alliances avec des entreprises privées de la région pour la commercialisation directe des produits des associés. Deux alliances ont été établies depuis 2018 : la première, avec NutriArte et la seconde avec Casa Tibaná. NutriArte est une entreprise qui fournit le service de restauration pour les employés des entreprises du secteur de la floriculture de la région et pour laquelle AgroFagua est le principal fournisseur de légumes. Cette entreprise fait une commande hebdomadaire des produits à l'association, notamment des légumes, que les producteurs préparent en fonction de l'offre de produits de chacun. Les produits de la commande qui ne sont pas disponibles chez les associés sont achetés auprès d'autres producteurs locaux. La deuxième alliance est avec Casa Tibaná, une entreprise qui loue des espaces pour la réalisation de différents événements et qui organise des ateliers de formation, des conférences, des festivals et des marchés agricoles pour les producteurs de la région. AgroFagua est l'un des fournisseurs des produits alimentaires pour les événements de cette entreprise et les associés sont invités à participer aux marchés agricoles qui y sont organisés.

Finalement, l'un des associés possède un petit local commercial dans le village connu sous le nom de « *La tienda campesina* » où certains produits des membres de l'association sont commercialisés tout au long de la semaine. Aussi, certains producteurs vendent leurs produits aux voisins à partir



de leur domicile<sup>203</sup>. Il est important de préciser deux éléments : d'abord que les produits de chaque producteur sont vendus à travers l'association sur les marchés locaux, mais qu'une grande partie de la production est destinée à la consommation familiale. Ensuite, les produits à vendre sont transportés des fermes des associés aux différents points de vente par les producteurs à vélo. Ce n'est que dans le cas où les distances vers les marchés sont considérables que l'association recourt à la location d'un petit camion pendant la journée pour le transport collectif des produits.

AgroFagua se consacre également au développement de nouvelles stratégies pour faciliter l'accès des produits des associés à d'autres marchés locaux. Pour ce faire, les associés ont mis en place un comité qui est le responsable d'explorer les éventuelles alliances, de contacter les possibles partenaires pour les marchés, d'identifier les clients potentiels et de faire les démarches nécessaires pour que l'association puisse participer aux programmes institutionnels qui facilitent la commercialisation agricole sans intermédiaires (*p.ex.* les tables rondes d'affaires organisées par la *Gobernación de Cundinamarca*).

#### 5.3.5.2 La formation et la sensibilisation

La formation des membres de l'organisation est aussi au centre des activités d'AgroFagua qui cherche continuellement des alliances, surtout avec des institutions du secteur public qui peuvent fournir des formations aux membres dans différents domaines. Les formations les plus sollicitées sont celles qui concernent l'amélioration des techniques de production et les formations sur les pratiques agroécologiques. Par exemple, l'une des activités externalisées hors de la ferme est la sélection et la multiplication des semences; c'est la raison pour laquelle l'association est en train de planifier des ateliers pour se réappropriier les savoir-faire liés aux semences et de préparer des journées d'échange de semences entre les associés. Des formations concernant la gestion des organisations sociales et des cours sur l'utilisation des ordinateurs et des outils technologiques sont également dispensées aux membres de l'association. Des alliances ont été établies avec des entités telles que le service national de formation SENA, la Chambre de commerce et le bureau de développement économique de l'administration municipale. Un autre volet important est la

---

<sup>203</sup> Certains producteurs commercialisent également leurs produits individuellement, par exemple quelques producteurs vendent leurs produits chez eux aux voisins, d'autres approvisionnent les restaurants et les magasins de fruits et légumes du village, etc.

recherche de subventions pour financer la formation des associés, l'achat d'équipements pour l'association ou encore pour financer une partie de la production des associés.

L'organisation met aussi en place des activités de sensibilisation des consommateurs au sujet de l'agriculture, de la production agroécologique et de la saine alimentation et offrent également des ateliers aux enfants des écoles du village pour les sensibiliser à l'agriculture et les former à la création de potagers et donnent aussi des conférences aux employés des entreprises du secteur de la floriculture sur la consommation de nourriture saine et les bienfaits des produits agroécologiques.

Plus largement, dans le cadre des événements communautaires qui se déroulent dans le village, les associés sensibilisent la population à la conservation de sa vocation rurale et à la récupération de l'identité paysanne. AgroFagua est aussi l'organisme responsable de la gestion de la serre communautaire du village et au moment de notre séjour, était en train de préparer des ateliers de formation et de sensibilisation aux questions agricoles, rurales et environnementales auprès de la communauté.

#### 5.3.5.3 La réappropriation des traditions paysannes

Au cœur d'AgroFagua se trouvent les activités pour la préservation des traditions agricoles et paysannes de la région. Pour ce faire, l'association organise des événements de partage entre les voisins comme les journées pour la vente des plats typiques préparés avec des ingrédients produits par les associés. Ces événements permettent pareillement de renforcer la cohésion entre le groupe et avec la communauté et, assez souvent, de soutenir les familles qui sont en difficulté. À titre d'exemple, AgroFagua organise des journées pour la vente des plats et boissons comme les « *tamaladas* » et les « *tapazos* », dont les revenus sont destinés à soutenir l'association, ses membres ou dans certaines occasions à se solidariser avec les membres de la communauté de Fagua en général<sup>204</sup>. Dans les *tamaladas*, les associés préparent des *tamales* qui sont vendus durant une journée dans le village. Lors de cet événement, les habitants du village sont invités à venir et à manger sur place le *tamal* et en même temps à échanger avec les voisins et passer un moment ensemble. Lors du *tapazo*, les associés vendent une sorte de loterie aux villageois dont chaque billet

---

<sup>204</sup> Ces événements sont également réalisés avec d'autres aliments tels que les petits déjeuners ou les collations typiques de la région Cundiboyacense.

inclut le droit à participer à un prix, mais aussi d'assister à une soirée entre voisins et de boire une bière. Pendant la soirée, des plats typiques et des bières sont vendus et les revenus sont destinés à financer l'association. Durant ces événements, les producteurs de l'association disposent souvent d'un petit espace pour vendre leurs produits.

Les membres de l'association organisent également des « *mingas* », une pratique traditionnelle des peuples autochtones qui visent à aider la communauté à travers des journées de travail communautaire pour s'entraider dans la production ou dans la préparation des champs pour démarrer la production.

À la fin de chaque année, AgroFagua organise une soirée de clôture des activités de l'association à laquelle les associés assistent en compagnie de leurs familles; des plats et des boissons traditionnels de la région sont partagés et la soirée est animée par la musique paysanne traditionnelle (figure 5.7).

Figure 5.8 Réunion de fin d'année des familles associées



#### 5.3.5.4 La défense des intérêts de la communauté

L'association se mobilise aussi collectivement pour améliorer les conditions de vie des villageois de Fagua en développant des actions sur le champ du politique à l'échelle locale. AgroFagua participe activement aux discussions sur les politiques publiques et les projets qui concernent le village et plus largement les communautés paysannes de la municipalité. À titre d'exemple, les associés se prononcent dans les débats publics qui ont lieu dans les différents centres de décision

comme le conseil municipal et dans les débats de la mairie sur le budget participatif pour créer des conditions plus favorables aux initiatives des communautés rurales. Aussi, les membres d'AgroFagua se mobilisent pour exprimer les préoccupations des villageois en matière des services publics. Récemment, l'association était à la tête d'une mobilisation contre l'augmentation des tarifs du service public d'assainissement et l'augmentation des taxes aux propriétés rurales.

Certains membres de l'association, notamment les membres du conseil d'administration, sont actuellement (ou ont été dans le passé) des leaders d'autres organisations sociales du village comme le conseil des résidents et souhaitent devenir des représentants de l'association et plus largement des communautés rurales de la municipalité dans des instances telles que le conseil municipal. Par exemple, le président du conseil d'administration d'AgroFagua a été candidat au conseil municipal en 2019; il n'a pas été élu, mais a été le quatrième candidat le plus voté du Parti vert.

AgroFagua agit sur l'échelle locale et elle a une volonté de rassembler les communautés paysannes de la municipalité, mais elle a aussi des échanges informels avec d'autres organisations paysannes afin de tisser des liens à l'échelle régionale et nationale et de mettre en place à moyen et long terme des projets de défense du territoire rural et agricole. Nous avons constaté par exemple qu'à long terme, AgroFagua souhaite que le village de Fagua se constitue en tant que zone de réserve paysanne ce qui leur permettrait d'être autonomes dans le développement du territoire, d'obtenir des terres communales et de freiner l'étalement urbain. Pour ce faire, les dirigeants d'AgroFagua mentionnent avoir commencé déjà à échanger avec les membres de la réserve paysanne de Cabrera (Cundinamarca) et les paysans du Sumapaz (Cundinamarca) pour mieux connaître leur expérience.

Ils sont aussi en train d'établir des contacts pour créer des liens avec les représentants des organisations paysannes des municipalités voisines de Fagua (Cajicá et Tabio) qui sont traversés par le même système montagneux en vue de leur proposer la création conjointe de cette réserve paysanne. Certains membres d'AgroFagua évoquent également la possibilité de s'établir, comme à Nariño (San Pablo) en tant que Territoire Paysan Agro-Alimentaire (*Territorio Campesino Agroalimentario*), mais disent ne pas avoir encore suffisamment d'informations à ce sujet.

Certains membres d'AgroFagua souhaitent aussi s'articuler à l'association nationale des usagers paysans (ANUC) pour adhérer plus formellement aux revendications de la paysannerie à l'échelle

nationale et pour rendre visibles leurs propres revendications locales, mais il n'y a pas de consensus sur ce sujet. Certains membres, notamment les membres les plus âgés, ont été affiliés à cette organisation auparavant et il semble qu'ils ne souhaitent pas répéter l'expérience, car ils n'étaient pas d'accord avec le fonctionnement hiérarchique de l'organisation et se sont sentis stigmatisés, voire menacés, à cause de leur appartenance à cette organisation d'envergure nationale.

Dans le cadre des marchés régionaux ou des événements académiques auxquels AgroFagua participe activement, comme les tables rondes et les débats à l'Université Nationale de la Colombie, il y a des échanges avec les membres d'autres organisations pour créer des liens. Par exemple, dans le cadre d'un marché municipal, des liens ont été établis avec des membres de l'ANUC de Sasaima (Cundinamarca) pour organiser des sessions de partage de connaissances et d'expériences et pour visiter les fermes des associés.

#### 5.4 Conclusion

Ce chapitre visait à contextualiser et à mieux comprendre l'organisation paysanne que nous avons retenue pour notre étude de cas et à caractériser le modèle de développement rural dit dominant dans la région. Pour cela, nous avons retracé l'histoire de la municipalité de Chía en attachant une attention particulière aux différentes politiques et actions mises en œuvre en matière de développement pour les villages ruraux.

Tout d'abord, nous avons constaté que la municipalité de Chía, contrairement à la grande majorité des zones rurales du pays, n'a pas été directement affectée par le conflit armé. Néanmoins, tout comme dans les zones en conflit, dans la municipalité se dessine le modèle productiviste adopté depuis plusieurs décennies par l'État colombien, inspiré du courant de la modernisation et des idées des économistes néo-classiques et qui privilégie l'agriculture intensive et extensive, l'industrialisation et l'urbanisation des terres rurales (Kay, 2016). La consolidation de ce modèle de développement rural a conduit dans la municipalité à l'accumulation par dépossession que Harvey (2010) définit comme les processus qui permettent à certains groupes puissants de s'enrichir aux dépens d'autres groupes démunis, comme le déplacement de paysans pour reconverter les terres et les ressources selon la logique de production capitaliste et entrepreneuriale. Ces processus ne se font pas dans l'illégalité, mais par le biais de mécanismes complexes où les

grandes entreprises se consolident au détriment des terres publiques et communales, des ressources naturelles et des systèmes de production à petite échelle.

À l'échelle nationale, à partir des années 1960, l'adoption des technologies de la révolution verte a été encouragée par les différents gouvernements colombiens au profit des grands producteurs agricoles et au détriment des petits producteurs d'aliments (Fajardo, 2019 ; Machado, 2005). Dans les années 1990, durant la période dite « d'aperture économique », les priorités pour les milieux ruraux colombiens ont été les exportations et la protection du secteur privé. Les bénéficiaires de ces mesures ont été les grands producteurs qui sont devenus plus compétitifs dans la production et sur le marché, tandis que les petits et moyens agriculteurs ont été affectés négativement. Des mesures telles que les accords de libre-échange ont favorisé l'arrivée massive de produits importés, ce qui a diminué considérablement la production des cultures transitoires comme le blé qui ont été cultivées principalement par les paysans (CINEP, 2019; Machado, 2005; Pérez et Farah, 2002). À Chía, nous avons vu comment les monocultures à grande échelle ont été privilégiées. Les grandes entreprises de cultures non traditionnelles, comme les entreprises de production de fleurs se sont installées dans la région depuis les années 1960 et se sont consolidées dans les années 1990 en se concentrant sur les exportations et la participation aux marchés internationaux. Ces entreprises ont reçu le soutien de l'État pour devenir des acteurs principaux du développement économique de la région, tandis que les paysans ont été obligés à changer, voire à abandonner, leur mode de vie traditionnel. Certains paysans ont dû quitter la campagne, d'autres ont été employés dans les grandes cultures de fleurs ou dans d'autres métiers comme la construction. Certains paysans ont aussi quitté la production des denrées alimentaires pour adopter des systèmes de production artisanaux de fleurs. Nous constatons alors qu'à Chía il y a eu un processus de déterritorialisation, de déstructuration, voire de dégradation rurale, qui a entraîné la dissolution des formations territoriales. L'étalement urbain et l'expansion de l'agriculture à grande échelle dans la municipalité ont transformé la manière dont les paysans s'appropriaient symboliquement et matériellement les espaces habités (Quimbayo Ruiz, 2020)<sup>205</sup>.

---

<sup>205</sup> Le territoire est compris comme : « [...] socio-political process that reflects multiple symbolic and material appropriations of a specific place on every day by people through de/reterritorialization strategies and practices» (Quimbayo Ruiz, 2020, p. 788).

Le rapport sur le développement humain de 2011 (PNUD, 2011) précise qu'en Colombie s'est consolidé un modèle de développement rural « inégal qui exclut la paysannerie et favorise les grandes entreprises ». Sans qu'il y ait eu une véritable réforme agraire dans le pays, nous avons vu ce modèle de développement inégal se concrétiser à l'échelle municipale à Chía, qui a été pendant plusieurs décennies une municipalité à vocation rurale et agricole, mais qu'à la fin des années 1990 a adopté un modèle de développement qui s'articule principalement autour de la prestation des services, de la construction et l'entretien d'infrastructures et l'agriculture à grande échelle.

Dans la municipalité de Chia, les plans de développement municipal et les plans d'aménagement du territoire apparaissent comme les cadres qui guident les politiques et les actions en matière de développement favorisant, dans les dernières décennies, la construction de logements en milieu rural au détriment des activités agricoles productives. Nous avons constaté que ces outils de planification du développement et du territoire, comme soulignée par Salgado (2002), invisibilisent la paysannerie en tant qu'acteur du développement et considèrent l'agriculture paysanne comme un secteur plutôt résiduel, arriéré et marginal.

De nombreux auteurs, comme les chercheurs du CINEP (2019), s'accordent à dire que les milieux ruraux colombiens se caractérisent par un accès inégal à la terre et une utilisation inadéquate des sols. Nous avons vu dans ce chapitre, bien que Chía ne se situe pas dans une zone de conflit, que les milieux ruraux de la municipalité présentent ces deux caractéristiques. D'une part, les prix des terres sont très élevés, ce qui fait que la grande majorité de paysans a peu d'accès à la terre. Aussi, les grandes parcelles sont concentrées entre les mains de quelques propriétaires, alors que les paysans qui possèdent de la terre ont moins d'un hectare. D'autre part, la grande majorité des terres de Chía ont une vocation rurale, mais comme nous l'avons constaté elles sont sous-utilisées pour l'élevage du bétail, la production de fleurs ou l'étalement urbain.

Nous avons présenté également dans ce chapitre le village de Fagua, l'un des derniers villages de Chía où l'agriculture demeure l'une des activités principales et dans lequel émerge la seule organisation paysanne de la municipalité, AgroFagua. En retraçant l'émergence de cette organisation, nous avons vu que, à différence des organisations paysannes emblématiques de la Colombie, cette organisation émerge dans un contexte qui n'est pas marqué par le conflit armé,

elle s'inscrit plutôt dans le contexte des contestations et mobilisations autour du développement rural. Plus spécifiquement, AgroFagua émerge dans le cadre des discussions des villageois de Fagua sur la politique du budget participatif concernant les projets de développement à privilégier dans le village et dans le contexte des mobilisations des villageois contre les projets de construction d'infrastructures.

Il s'agit d'une jeune organisation, mais ses membres se connaissent depuis longtemps et la grande majorité d'entre eux s'étaient déjà organisés dans le cadre d'autres organisations, notamment le conseil d'action communautaire, et ont milité ensemble dans le passé pour défendre des causes communes. AgroFagua a permis de formaliser le projet de faire de l'agriculture une activité viable pour les associés et plus largement pour les villageois de Fagua et de conserver la vocation rurale du village. En ce qui concerne ses activités, AgroFagua s'occupe principalement de la commercialisation à proximité des produits des petits agriculteurs et de la formation des villageois à l'agriculture, notamment à une agriculture qui privilégie les pratiques agroécologiques. L'association développe aussi des activités qui visent la conservation des traditions paysannes de la région et elle est devenue un véhicule pour la formulation des revendications collectives en matière de développement rural. En ce sens, nous avons vu qu'AgroFagua privilégie les pratiques collectives qui s'inscrivent dans une démarche d'économie solidaire; elles visent à contribuer à la démocratisation de l'économie en créant ses propres ressources de travail et d'accès aux services dans une dynamique de réciprocité et de solidarité (Boulianne *et al.*, 2003).

Les résultats de ce chapitre vont nous permettre de mieux saisir la représentation du développement rural que se font les membres de l'organisation paysanne et d'où émerge le besoin de se mobiliser et de proposer un projet de développement alternatif, ce qui est l'objet du chapitre suivant.



## CHAPITRE 6

### LES RÉPRESENTATIONS SOCIALES DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Dans le chapitre 5, nous avons caractérisé le modèle de développement qui a été privilégié dans la municipalité de Chía et nous avons présenté le village de Fagua et l'organisation paysanne AgroFagua. Nous traiterons ici des représentations que les membres de l'organisation se font du développement rural. Nous tenterons de répondre à notre première sous-question de recherche qui s'intitule : Quel est le positionnement des organisations paysannes face au modèle de développement dominant et quel est le projet alternatif qu'elles proposent?

Tout d'abord, nous présenterons quels sont les enjeux du développement rural qui interpellent le plus les membres d'AgroFagua. Ensuite, nous nous intéressons aux actions menées pour le développement du village et qui sont les acteurs impliqués. Enfin, nous discutons de nos résultats et nous faisons ressortir les éléments nécessaires pour répondre à notre première sous-question de recherche. Les résultats que nous présenterons ici sont issus de l'analyse des entrevues semi-dirigées que nous avons menées avec les membres d'AgroFagua<sup>206</sup>.

#### 6.1 Les enjeux du développement rural

Lorsque nous avons abordé le thème du développement rural, l'ensemble des membres d'AgroFagua a évoqué trois préoccupations majeures dont une qui retient le plus d'attention auprès de nos répondants est la perte de la ruralité de Fagua (n=18). Les autres deux préoccupations qui ressortent des propos de nos répondants sont l'urbanisation du village et plus largement l'urbanisation de la municipalité de Chía (n=18) et la question de l'accès et de la qualité des services publics à Fagua (n=15)<sup>207</sup>.

---

<sup>206</sup> Toutes nos entrevues ont été faites en espagnol. Pour faciliter la lecture du texte, nous présenterons tout au long des chapitres suivants notre traduction des citations en français.

<sup>207</sup> Les éléments que nous présentons dans cette section ont été identifiés à partir de l'analyse de la famille des codes « Enjeux de développement » qui contient les codes « Développement rural », « Ruralité », « Urbanisation », « Terre », « Territoire », « Services publics », « Migrants », « Sources hydriques », « Déplacement », « Chucua » et « Appropriation ».

### 6.1.1 La perte de la ruralité

Tous nos répondants font mention de la perte de la ruralité de Fagua comme l'une de leurs grandes préoccupations en matière de développement rural. Sans préciser une définition de la ruralité, puisque, comme le précise le répondant A03, la ruralité leur semble quelque chose « de très vaste et d'éthéré », lorsque la grande majorité de répondants évoque la ruralité de Fagua, ils signifient leur désir de vivre dans une ruralité similaire à celle qu'ils ont connue dans leur enfance. Ils font référence à trois éléments importants qui, à leur avis, sont en train de disparaître : l'agriculture paysanne, les traditions et les ressources naturelles. Ceci est bien résumé dans le propos du répondant A15 :

Mais disons qu'on a tous envie de la même chose, on a tous envie de récupérer nos sols, on a tous envie de cultiver à nouveau, on a tous envie de revoir de l'eau et de petits animaux sur les canaux de récupération des eaux pluviales (*vallados*), on a envie de partager à nouveau en tant que communauté. [...] [avant] on s'est rencontrés tous pour boire de l'alcool ensemble, il y avait des concours de « *tejo* » et de « *vara alta* », mais tout cela a été perdu... [A15:17].

#### 6.1.1.1 La marginalisation de l'agriculture paysanne

Nos répondants s'accordent à souligner la transformation de la place de l'agriculture paysanne à Fagua, qui est passée d'être très importante à l'époque de leur enfance à marginalisée actuellement. Ils mentionnent qu'avant la grande majorité d'habitants de Fagua se consacrait à l'agriculture, leurs parents et grands-parents possédaient des fermes dans de grandes étendues de terres où les membres de la famille habitaient et étaient impliqués en même temps dans la production agricole. Une grande partie de la production, qui était constituée principalement de cultures traditionnelles de la région comme l'orge et le maïs, était destinée à la consommation familiale :

Fagua était trop calme, tous les grands-parents ont cultivé, tout ce qui pousse ici dans le « climat froid » a été planté, par exemple le maïs, les haricots, les fèves, les pois [...]. Ces derniers temps, les familles se sont agrandies, alors maintenant chaque membre de la famille a reçu son petit morceau [de terre] et tout a été construit. Tout cela [l'agriculture] est pratiquement terminé. Autre chose qu'avait ici c'est que tout le monde avait ses vaches, ses cochons, ses moutons, ses poules [...], maintenant c'est fini, il y a du bétail, mais très peu [A05:3].

[...] donc au début de l'année c'était des enfants, des arrière-petits-enfants, tout le monde avec la houe<sup>208</sup> [...] au fur et à mesure de la récolte, ma grand-mère disait à ma mère : « appelle tes frères, il y a déjà de la nourriture ». Alors ils venaient, même les oncles venaient de Bogota, de Suba, de Chía pour la saluer et ensuite elle mettait dans un sac de la nourriture qu'elle avait en ce moment [A06:10].

Les surplus de la production agricole pouvaient être destinés à la vente sur le marché public de Chía. Ils pouvaient également être utilisés pour nourrir les animaux de la ferme ou encore il y avait des trocs (*trueque*), c'est-à-dire des échanges, notamment des aliments, entre les voisins. C'est ce qui ressort bien des propos des répondants A10 et A05 :

Bien sûr, il [son père] vendait s'il lui restait des aliments à vendre, donc c'était surtout le blé et l'orge qu'il vendait. Il le vendait au moulin du village, il fallait donc amener [les aliments] au moulin où il y avait une batteuse, après ils faisaient des bottes à l'autre moulin, là-bas ils transformaient la farine de blé et le son, tout ça pour les vendre par la suite [A10:16].

[...] mon père semait du maïs dur et du maïs tendre et il restait pour nourrir les poules et même pour nourrir les cochons [A10:17].

[le troc] se fait toujours, mais ce n'est plus comme avant, parce que je me souviens qu'au temps de mes grands-parents, ils échangeaient l'épi de maïs contre les fèves ou les pommes de terre ou quelque chose d'autre. Je veux dire, ce qu'on n'avait pas on pouvait autrefois faire un échange pour l'avoir [A05:2].

L'agriculture paysanne était importante à Fagua, puisque les terres agricoles étaient des lieux pour la production des aliments, mais aussi des espaces communautaires de partage et de création de liens entre les voisins où des activités traditionnelles telles que le « *rastrojeo* » se déroulaient. Nos répondants expliquent que le « *rastrojeo* » consiste à ramasser les restes de cultures céréalières, de tubercules et d'autres aliments qui ne sont pas récoltés par les propriétaires du terrain à la fin du cycle de production pour la consommation familiale :

[...] je me souviens qu'avec nos voisins on se réunissait ici, qu'on allait ramasser (*rastrojea*) des pommes de terre et puis qu'on faisait un concours pour voir qui ramassait le plus de pommes de terre. Ils [les voisins] nous offraient des collations, on les partageait tous ensemble et c'était un beau partage, les voisins se connaissaient, nos

---

<sup>208</sup> La houe est un outil utilisé en agriculture pour creuser dans les sols ou pour couper les racines.

amis étaient les mêmes voisins, ce n'était pas des gens qu'on ne connaissait pas, mais nos voisins [A15:5].

En tant que voisins, il y avait de la fraternité, alors elle [la grand-mère] les voyait [les voisins qui travaillent dans les champs] à cinq heures du matin, à six heures du matin avec leurs houes et à travers la clôture elle leur a offert du café [...]. Parce que d'ici [de Fagua], il sortait des camions remplis de nourriture cultivée par ces gens [les voisins] ; ce qui n'existe plus aujourd'hui, parce que si vous voyez maintenant ce sont des condominiums [A06:8].

Cependant, la place importante de l'agriculture paysanne dans l'enfance de nos répondants s'est transformée aujourd'hui. Comme l'illustrent les propos du répondant A16, l'agriculture paysanne n'est plus valorisée, elle a presque disparu :

Aujourd'hui les céréales ne se voient plus par ici, elles n'existent plus et aussi maintenant je ne sais pas si c'est parce que le temps passe ou que les gens, les nouvelles générations, mais maintenant ceux qui cultivent sont très peu nombreux [...] aujourd'hui il nous reste peu de ça [de l'agriculture], les choses ont changé, de ce qu'était notre Fagua à ce qu'elle est devenue aujourd'hui [A16:14].

Pour tous nos répondants, l'une des principales causes de la marginalisation de l'agriculture paysanne a été l'établissement et l'expansion de l'industrie de la floriculture dans la région dans les années soixante-dix, car cette industrie a eu des effets sur les choix de vie de certains agriculteurs paysans et sur le type de production qu'ils ont privilégié.

Les entreprises de production de fleurs nécessitaient une grande quantité de main-d'œuvre locale et offraient aux travailleurs une certaine stabilité économique et d'emploi grâce à des salaires minimums et des avantages sociaux, qui n'avaient pas d'autres secteurs agricoles comme la production de bananes, ce qui a été attrayant pour certains agriculteurs paysans<sup>209</sup>. Selon les répondants A15 et A13, la production agricole offrait peu de stabilité économique ce qui aurait

---

<sup>209</sup> Rappelons que, comme expliqué dans le chapitre 5, dans les années soixante, les premières entreprises nationales pour la production de fleurs pour l'exportation se sont établies à Fagua, devenant un moteur économique important pour la région. Deux de nos répondants (A08 et A13) soulignent que parmi les entreprises de production de fleurs qui se sont établies à Fagua à l'époque figurent la Royal Carnation qui produisait des œillets, une entreprise qui produisait de chrysanthèmes de la famille Umaña et les grandes entreprises d'aujourd'hui, qui sont les entreprises de la famille Mojica ou le « Grupo Chía » et l'entreprise Scarlett Flowers.

poussés certains paysans, pendant la période d'expansion du secteur floriculteur, à abandonner l'agriculture et à occuper plutôt des emplois dans les entreprises de fleurs :

Quand les entreprises de production de fleurs sont arrivées ici, il y a quelques décennies, ça a eu un impact. Je pense que c'est ça qui a vraiment changé le village parce que à l'époque les paysans ont commencé à voir une autre façon d'obtenir un revenu fixe en ayant un horaire de travail avec tous les avantages que cela apporte, car un employé avait un salaire et une assurance maladie. Ils [les entreprises de fleurs] ont offert aussi des subventions aux employés, des allocations familiales; alors les gens disaient : « c'est plus facile ici [dans les entreprises de fleurs] » alors disons que le travail a changé [A15:6].

[...] les gens voulaient travailler et avoir de la sécurité sociale offerte par les entreprises de fleurs qui donnaient aussi des salaires plus ou moins bien payés. Le salaire était le salaire minimum, mais il a été payé toutes les deux semaines [A13:18].

D'autres agriculteurs paysans, qui n'étaient pas employés dans les entreprises des fleurs, ont fait le choix de quitter la production des aliments pour s'orienter vers la production de fleurs sur leurs terres et la commercialisation sur le marché national. Ce changement de type de production des aliments vers la floriculture a nécessité de nouvelles techniques de production, ce qui a fait que plusieurs fermes traditionnelles en plein air, où une variété d'aliments étaient cultivés, ont été remplacées par des serres réservées à la production intensive de fleurs :

[l'expansion de la floriculture] a entraîné à l'époque une transition d'une culture purement agricole du « *pancoger* » à une agro-industrie comme les entreprises de fleurs; les gens sont passés de semer les aliments traditionnels qui étaient le blé, l'orge, la pomme de terre à planter des fleurs parce que pour eux c'était, disons, une nouvelle alternative commerciale. Il y a encore aujourd'hui de familles à Fagua qui dépendent de la floriculture qui ont des stands sur le marché Plaza de Paloquemao, qui est l'endroit où toutes les fleurs sont vendues ; comme nous les villageois de Fagua le disons familièrement « là-bas se commercialisent les fleurs des pauvres ». Dans ces marchés, les stands [de Fagua] ont été préservés de génération en génération [A03:28].

Ça [la floriculture], a un peu changé la culture du village et a fait que les gens commencent à construire des serres, en plantant d'abord des œillets et des pompons, puis en commençant à faire une transition à d'autres cultures qui génèrent une plus grande rentabilité et qui exigent une plus grande technification que sont les roses, les chrysanthèmes, les alstroemères, qui sont des espèces étrangères, mais qui se rémunèrent beaucoup mieux et qui génèrent un meilleur revenu pour les familles [A03:30].

Le répondant A15 considère que l'expansion de la floriculture a également fait que les villageois qui se consacraient traditionnellement à la prestation de services pour les agriculteurs paysans se sont concentrées plutôt à la prestation de services pour les entreprises de fleurs :

Tout était axé sur la floriculture, ceux qui avaient des tracteurs les mettaient alors à disposition [des entreprises des fleurs] ou allaient là-bas pour avoir du boulot. La vocation qu'on avait est changée. Les gens des tracteurs, bien avant son travail était de labourer la terre [des agriculteurs paysans] pour qu'elle puisse être semée, mais après [l'arrivée des entreprises de fleurs] si quelqu'un lui demandait de préparer un terrain il devait attendre, et seulement s'il n'y avait pas de travail dans les entreprises de fleurs alors il venait labourer sa terre [A15:8].

L'expansion du secteur floriculteur a eu également un impact indirect sur la marginalisation de l'agriculture paysanne. Selon les répondants A03 et A15, après l'arrivée des entreprises de fleurs dans la région, les villageois qu'y se sont employés ont vu leurs revenus augmenter, ce qui a permis à certaines familles paysannes d'envoyer leurs enfants étudier à l'université pour la première fois. La plupart des enfants des agriculteurs ont opté pour des carrières liées à la floriculture, ce qui n'a pas facilité la relève générationnelle dans la production des aliments :

Après l'arrivée des floriculteurs, je dirais que c'est la première génération qui a eu l'opportunité d'aller à l'université, car il y a avait de l'argent pour cela [...] il restait de l'argent pour que quelqu'un puisse aller à l'université et recevoir une formation, tandis que les générations précédentes n'avaient pas cette opportunité [A03:29].

Les gens ont commencé à aller vers les entreprises de fleurs et leurs enfants ne voient plus la campagne comme un mode de vie, mais plutôt les fleurs, alors, ça a eu un impact assez important [...] les grands-parents mouraient, les paysans aussi ont commencé à mourir ou à s'en aller et les enfants ils ont mis toute leur force de travail dans la floriculture [A15:7].

Un autre impact indirect de la floriculture sur l'agriculture paysanne de Fagua, qui fait l'objet d'un large consensus parmi nos répondants, est l'augmentation de la population due principalement à l'installation de nouvelles populations dans le village pour travailler dans les entreprises de fleurs. Ces populations, qu'ils appellent « la population migrante » ont des origines géographiques diverses et la plupart d'entre eux déménagent à Fagua de manière saisonnière. Cette augmentation de la population du village a entraîné une hausse de la demande de logements où les paysans ont trouvé une opportunité de revenus; certains agriculteurs paysans ont opté pour construire de petites

maisons sur leurs terrains agricoles pour la location à court terme, en laissant de côté la production agricole. C'est ce que montrent les propos des répondants A13 et A14 :

Alors que tant de gens commencent à arriver au village et qu'ils commencent, disons, à nous envahir, nous [les paysans de Fagua] nous défendons d'une manière ou d'une autre : nous avons commencé à abandonner les parcelles, nous avons commencé à travailler dans ces cultures de fleurs, et nous avons abandonné nos parcelles. Mais ce que certains d'entre nous ont fait pour subvenir à leurs besoins, c'était de construire des logements et les louer à ces gens [la population migrante] qui sont venus travailler dans les entreprises de fleurs. Cela a fonctionné économiquement, mais à un certain moment, ils ont abandonné leur terrain, ils ont abandonné l'agriculture en ignorant qu'elle est toujours rentable [A13:19].

[...] la plupart des gens qui arrivent ne sont pas les propriétaires des terres, mais ils viennent plutôt pour travailler dans les cultures de fleurs. Alors, je pense aussi que cela a contribué au fait que les gens [de Fagua], pensent qu'il vaut mieux construire deux maisons et louer que cultiver et commercialiser les produits [A14:31].

Outre la floriculture, comme le montrent les répondants A05, A15 et A17, la perte de la place de l'agriculture paysanne à Fagua serait liée à une diminution de terres productives disponibles, qu'ils attribuent principalement à deux situations : (i) le morcellement de grandes propriétés pour la distribution des héritages et la préférence des héritiers pour affecter la terre à des activités plus rentables que l'agriculture et (ii) la vente de terres agricoles des paysans aux entreprises de construction de logements :

Ça changé pour la même chose, parce que tous les gens ont déjà donné leur petit bout de terre à leurs enfants et ils ne cultivent plus, ils ne veulent pas avoir de relation avec la terre, alors tout cela a fait que l'agriculture est finie [l'agriculture à Fagua] [A05:3].

Cette [terre] que mes grands-parents ont donné à mes parents et que les parents nous ont laissée et qui se transmettra de génération en génération. Mais il y a d'autres gens qui ne pensent pas comme ça, ils pensent plutôt: « je ne veux pas me faire avoir, je vais la vendre et je pars par la suite », alors cela s'est fini [l'agriculture] [...] celui qui a acheté ce terrain, il va par exemple construire deux maisons et il s'en va ; il ne va pas commencer à planter quoi que ce soit, car l'agriculture c'est si ingrat [A17:32].

C'est arrivé ici à « El Remanso de Siata » [un condominium] ; cette terre appartenait à un *Raizal*<sup>210</sup> de Fagua qui a consacré toute sa vie à l'agriculture, toute sa vie! et on lui a offert, je ne sais pas combien, mais pour lui c'était beaucoup d'argent. Après, ils [l'entreprise de construction] ont construit 30 maisons dans cette terre et une seule maison vaut la moitié de l'argent qu'ils lui ont payé pour le terrain [A15:12].

Pour le répondant A08, la marginalisation de l'agriculture paysanne à Fagua s'explique aussi par la hausse du prix des intrants agricoles depuis la fin des années quatre-vingt, tandis que pour le répondant A15 elle s'explique par les actions de l'État :

Entre les années 1970 et 1985, on pourrait dire que c'est la fin de l'exploitation agricole dans ces terres [de Fagua] parce que les intrants agricoles avaient des prix élevés qui ne laissent pas de marge aux paysans. Le paysan a commencé à se rendre compte qu'établir une maison préfabriquée dans leur terrain et la louer par la suite à quelqu'un qui venait de l'extérieur pour travailler dans les cultures de fleurs, occupait moins d'espace et était plus rentable que d'avoir une vache ou de cultiver. Mais avant, la première cause, a été les couts des intrants agricoles qui l'ont [au paysan] déjà mis hors compétition [A08:13].

[...] nous avons commencé à nous demander: « qu'est-ce qui a changé cela? [la vocation agricole de Fagua] » [...] C'est là donc que nous avons commencé à dire : « c'est d'une part les politiques du gouvernement tels que le retrait du marché des cultures comme le blé, l'orge, le maïs, après ça les gens ont commencé vendre [leurs terres] » [A15:6].

#### 6.1.1.2 L'abandon des traditions

Lorsque nos répondants évoquent la perte de la ruralité de Fagua, ils font référence à l'abandon des traditions inhérentes au mode de vie paysan. L'ensemble de nos répondants sont attachés au paysage et à la vie collective qui existaient à Fagua il y a quelques années. Pour eux, Fagua était autrefois un village calme et tranquille avec une faible densité; il y avait peu de constructions, très peu d'habitants et de nombreuses terres agricoles et d'espaces verts :

Le village était avant très calme et nous n'étions pas nombreux, il y avait peu de voisins, mais en ce moment, nous sommes des inconnus, des étrangers ici du village parce qu'on

---

<sup>210</sup> Le terme « *raizal* », qui se traduit comme « enraciné », est mobilisé par les répondants pour désigner les natifs, les paysans qui sont nés dans la région de Fagua et qui y ont vécu toute leur vie.



sort et on voit beaucoup de monde qu'on ne connaît pas, il y a que des maisons à deux ou trois étages et des condominiums autour de nos maisons [A12:5].

[avant] il y avait moins de ciment qu'aujourd'hui, en ce moment nous disons que nous sommes « ruraux », mais on voit de grands terrains avec beaucoup de maisons et une énorme surpopulation. [avant] il y avait de la tranquillité parce que Fagua était très calme, tout le monde se connaissait [...]. Je m'en souviens [de Fagua] essentiellement comme ça : très calme et productive, parce que la plupart des gens avaient leurs parcelles agricoles [A11:8].

Il y avait aussi une forte cohésion sociale dans le village, nos répondants soulignent que « tout le monde se connaissait avant » à Fagua. Il y avait des liens forts entre les voisins, de l'entraide et de la solidarité entre les membres de la communauté ; il y avait un tissu social dense qui n'existe plus aujourd'hui. C'est ce qu'illustre les propos des répondants A16 et A15 :

[Fagua] était une beauté! Il n'y avait pas de constructions, il y avait peu de maisons, on vivait bien sans la hâte d'aujourd'hui, sans la peur qu'à un moment soudain quelqu'un va nous frapper, les gens qui sont arrivés récemment peuvent nous attaquer. Je dis les gens qui sont arrivés parce que nous, les gens qui sommes d'ici, nous nous connaissons et sommes des amis [A16:8].

[...] ces messieurs [les voisins les plus âgés] ont commencé à raconter leurs premiers souvenirs, ils sont des Raizales, des gens d'ici, alors ils disaient qu'avant le chemin était rustique, qu'ils se transportaient à dos d'âne, qu'ils commercialisaient leurs produits au marché du village [plaza de mercado]. Alors qu'ils ne pouvaient pas aller au marché, ils allaient chez les voisins et les voisins les ont aidés en apportant les produits au marché. Ils partageaient beaucoup, ils partageaient les connaissances qu'ils avaient et échangeaient beaucoup sur la question agricole. Alors, ça m'a beaucoup touché parce que je me suis dit que ça devait être beau, ça devait être une très belle époque où il y avait de la communication entre les voisins, il y avait ce qu'on appelle du « tissu social » [A15:4].

Certains répondants mentionnent l'abandon des activités communautaires traditionnelles qui favorisaient le resserrement des liens entre les voisins. Outre l'activité communautaire d'aller dans les champs récolter les restants des cultures (*rastrojeo*) mentionnés dans la section précédent, le répondant A06 évoque la tradition des habitants de Fagua de se réunir entre voisins durant la période des fêtes pour effectuer des rituels ensemble :

Par exemple, le 24 et le 31 [décembre] avant on faisait ici avec les voisins [...] un bouillon de poulet [...] et on se rencontrait tous ensemble, on allumait le feu à

l'extérieur, en fait on faisait la poupée de fin d'année [...] on suivait la tradition de brûler la poupée pour brûler toutes les choses négatives qui ont été vécues pendant l'année, en laissant tout brûler on laisse une nouvelle vie commencer. [...] avant on partageait et on se connaissait, aujourd'hui même les voisins ne se connaissent plus [A06:20].

D'autres répondants soulignent la disparition des activités et des comportements traditionnels, qui à leur avis, sont propres à la paysannerie. D'abord le répondant A03 souligne l'abandon des pratiques traditionnelles, qu'il considère avoir été héritées des ancêtres Muisca, telles que le stockage des semences dans des granges, l'échange de semences entre les paysans et l'élevage d'animaux de pâturage. Aussi, la tradition d'avoir un régime alimentaire basé sur les aliments que les paysans de la région produisent est en train de disparaître :

Il y a plusieurs années, les gens disaient qu'il n'était pas nécessaire d'avoir une dépendance des épiceries comme Surtifruver, Carulla, Exito ou Jumbo<sup>211</sup> pour trouver la plupart des aliments, car ils étaient tous produits à la maison. Avant, la majorité de notre alimentation était composée principalement de produits d'ici, de la Sabana de Bogotá, quelque chose que nous avons perdu [A03:24].

Ensuite, les répondants A05 et A10 mentionnent qu'à l'époque de leur enfance, toute la famille participait aux travaux agricoles, tandis que maintenant, les enfants des paysans ne peuvent pas, et ne veulent pas, accompagner leurs parents aux champs pendant leur temps libre :

Les enfants ne peuvent plus être mis au travail [agricole] parce qu'ils sont mineurs [...] je me souviens que moi, par exemple, je devais aider à couper la canne à sucre, à récolter tous les haricots [...] on marchait sur les haricots, on les décortiquait et puis on retirait la coquille, mais maintenant, ça ne se fait plus parce qu'on dit : « pauvres enfants » [A05:43].

Quand nous étions petits, ils [les parents] nous ont enseigné à travailler dans la maison pour aider, mais aujourd'hui mettre les jeunes au travail c'est un crime [...] par contre nous arrivions de l'école et nous devions aider à faire [le travail], aider à semer même si nous étions petits. Mon père, depuis qu'on avait 8 ans, il nous a appris à arroser les grains, à les couvrir ; à cette époque, il n'y avait pas de machines, alors il utilisait les bœufs et nous allions en arrière pour l'aider à semer ou à couvrir les grains. C'était lourd, mais ils nous ont appris à travailler et à aider [A10:46].

---

<sup>211</sup> Surtifruver, Carulla, Exito et Jumbo sont les noms des grands supermarchés en Colombie.

Finalement, le répondant A03 fait référence au sujet de la perte de traditions en évoquant la disparition des espaces qui facilitent la transmission de savoirs et savoir-faire liés à l'agriculture paysanne entre générations, qui a commencé à se produire avec l'arrivée de la floriculture dans le village :

Il y a une période, d'une vingtaine d'années où cette chaîne [de transfert de connaissances] a été rompue. Aujourd'hui, par exemple, je dois aller parler à une personne très âgée pour qu'elle me dise comment on gardait le maïs dans les années 1950, car cette connaissance je ne l'ai pas. Je n'ai pas eu l'occasion d'acquérir ces connaissances parce qu'il y a « un trou » quand les entreprises de fleurs sont arrivées et la chaîne de transfert de connaissances des grands-parents aux petits-enfants s'est cassée, et ça nous devons le reprendre! [A03:81].

Lorsque nos répondants évoquent la perte des traditions, ils signalent à l'unanimité comme responsable « la population migrante », c'est-à-dire les travailleurs, pour la plupart temporaires, provenant des différentes régions du pays qui déménagent à Fagua pour travailler dans le secteur floriculteur. Comme l'expriment les répondants A02, A03, A17 et A12, ces travailleurs arrivent avec leur propre culture, ils n'établissent pas de liens avec la communauté et ne sont pas intéressés par les traditions de Fagua :

Les problèmes de contre-culture que nous avons en raison de la migration vénézuélienne, de la migration des gens de la zone côtière, de la migration des personnes du sud de Boyacá et de certaines personnes qui viennent de la région du café (*eje cafetero*)... ça a toujours été une migration désorganisée et ça a fait que graduellement, je le dis respectueusement, notre culture s'appauvrit au profit de leur culture [celle des migrants][A03:15].

Disons que les concepts et la façon de penser des gens sont différents, parce que la main-d'œuvre [agricole] d'ici de Chía n'existe plus, ou s'il y a des gens disons qui viennent d'ailleurs, qui ont d'autres coutumes, évidemment ils ne vont pas travailler ici un ou deux jours, ils veulent avoir une zone de confort [...] [A02:63].

La population migrante est la population qui, d'une certaine manière, occupe la municipalité, mais n'a aucun lien avec la municipalité, cette population ne sait même pas ce que Chía signifie [...] [A03:21].

Souvent, on prend l'autobus et ils [les migrants] te regardent mal, personne ne reconnaît personne, on ne trouve pas un ami, une personne d'ici [*Raizal*]; ici, on est envahi par des gens qu'on ne connaît pas [...] [A17:24].

Ils [les migrants] nous regardent comme si on était des gens que vous ne connaissez plus ici, c'est-à-dire qu'on est regardés comme des inconnus maintenant : aussi, plusieurs vénézuéliens et des gens de la zone côtière sont venus ici et à partir de six heures du soir, il y a du monde partout, ça fait peur [...] [A12:43].

Deux de nos répondants, soit A15 et A11, font référence à d'autres responsables de la perte de la ruralité. Alors que pour le répondant A15, le responsable de la perte des traditions est aussi le conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*) qui n'a pas favorisé la cohésion sociale dans le village, le répondant A03 blâme la communauté de Fagua qui n'a plus un sentiment d'appartenance au village ou une identité collective forte :

[...] tout cela [les activités traditionnelles] a été perdu, je ne sais pas si c'est bien de blâmer les comités d'action communautaire qui n'ont pas eu un tel leadership, disons le sens de ce qui est un comité d'action communautaire qui est d'unir la communauté, alors ils se consacrent plutôt à se conformer, à une action de conformité, mais pas vraiment à faire communauté [A15:17].

Le spectre social de Fagua a changé parce que nous n'étions pas capables de défendre nos racines, notre histoire, nos coutumes et nous avons permis l'arrivée de gens d'autres endroits pour imposer une série de cultures et une série de coutumes que, évidemment, viennent d'ailleurs [A11:10].

### 6.1.1.3 L'épuisement des ressources naturelles

Dix de nos répondants se disent concernés par l'épuisement des ressources naturelles à Fagua, notamment par l'épuisement des sols et de l'eau au cours des dernières décennies. En fait, ils attribuent le développement de l'agriculture à Fagua à l'époque de leur enfance principalement à l'abondance et à la grande fertilité des sols « qu'aucun autre village de la municipalité de Chía ne possède » [A03:17] ainsi qu'à la grande disponibilité de l'eau :

Ici, la terre est très fertile, ici la terre est très bonne à travailler, mais ce que Fagua a, c'est un privilège, Fagua a de l'eau [...] parce que je me souviens que c'étaient les fossés pleins d'eau [...] et bien, ils se sont asséchés, mais pas tant que ça, il y avait de l'eau des deux côtés, c'était de l'eau pure et cristalline, les Chucuas qui traversent le village; à côté de chez nous il y avait une [...] et ici, il y avait une autre qui passée devant nous, celle de Tiquiza [A17:15].

La plus belle chose à propos de cette terre [Fagua], c'est qu'il était huit heures du matin et qu'il y avait plein de brouillard, il y avait assez d'eau, tous les jours il y avait du brouillard, un brouillard épais, qu'est-ce que c'est ça? L'eau! Seulement de l'eau! Vous

ouvrez un trou à 60 centimètres de la terre et il y avait de l'eau souterraine, la nappe phréatique de cette terre était entre 70 et 80 centimètres, il y avait toujours de l'eau! [A08:4].

Alors que pour le répondant A08, l'eau est une ressource très rare aujourd'hui, les participants A12 et A13 soulignent que le village est entouré par des zones humides ou *Chucuas* qui sont encore des sources d'eau importantes, notamment la Chucua de Fagua qui est importante pour les paysans :

[...], mais ça [l'abondance de l'eau] on ne l'a pas revue, si jamais on le voit... non c'est très rare, maintenant voir de l'eau ici.. C'est déjà très rare [A08:4].

Nous avons trois sources d'eau qui sont la Chucua de Cajicá, la Chucua de Tiquiza et la Chucua de Fagua. La partie la plus élevée est la Chucua de Cajicá qui fournit de l'eau et cette eau passe de cet endroit [la Chucua] à la rivière Río Frío, c'est-à-dire qu'elle naît, disons, dans les montagnes orientales et se déplace vers l'ouest pour aller dans le Río Frío [A13:70].

La Chucua est un canal d'eau qui descend et finit, je crois, dans le Río Frío, et pour plusieurs personnes, cela aide parce que, par exemple, ceux qui ont des vaches les emmènent là-bas pour qu'elles boivent de l'eau [...] [A12:39].

Nos répondants déplorent surtout que les sources d'eau n'aient pas été conservées et qu'elles soient maintenant polluées. Le répondant A09 et A14 donnent des exemples de la façon dont la mauvaise évacuation des eaux usées de l'agriculture et la fumigation de cultures pollue l'environnement. Le répondant A15 attire l'attention sur l'urgence de la conservation des ressources naturelles à Fagua :

Dans le domaine écologique, l'environnement, il y a l'utilisation de l'eau et la collecte de l'eau. Dans la contamination de l'environnement, même si on ne le remarque pas, l'eau résiduelle qui sort d'ici s'en va vers certaines sources et l'eau va continuer son trajet et va être nocive pour les autres personnes qui ont aussi besoin de ce liquide, l'environnement est contaminé, car les eaux résiduelles vont aller là-bas pour être utilisées et cela va nuire à la partie écologique des ruisseaux comme les Chucuas [A09:80].

[...] il me fait très mal que beaucoup des paysans qui ont travaillé la terre et qui savent ce que c'est et n'en prennent pas de soin non plus [de la nature], alors comme certains ont de grandes fermes, ils préfèrent fumiger parce que c'est plus rapide et ils ne sont pas conscients des dégâts qu'ils font à la terre, aux ruisseaux, ils ne s'occupent pas des sources d'eau, au contraire, ils essayaient de continuer à fumiger pour pouvoir semer plus ou laissent les champs en friche, c'est triste [A14:41].

Nous devons tous aller vers la récupération des sources d'eau, c'est quelque chose de très important parce que Fagua est traversée par trois Chuchas qui sont en train d'être gaspillées, ce qui est, c'est vraiment quelque chose de sous-utilisé. C'est-à-dire que nous avons cela et s'il y a de la cohérence nous devons prendre soin de l'eau, nous devons prendre soin d'arbres, nous devons prendre soin des collines, nous devons prendre soin... [A15:48].

Comme nous venons de le voir dans les propos du répondant A14 et comme l'indiquent les propos de cinq autres de nos répondants, les responsables de la contamination et de la perte de ressources naturelles, notamment de l'eau, seraient les agriculteurs, mais aussi la communauté de Fagua. Pour les répondants A03 et A08, les villageois épuisent les ressources naturelles puisqu'ils croient qu'elles sont infinies et ils ont oublié les traditions de leurs ancêtres concernant le respect pour la nature et la conservation de l'eau. Le participant A03 souligne deux traditions ancestrales : la construction des réservoirs en béton à la maison pour collecter et recycler les eaux pluviales (*albercas*) et la construction des citernes dans les sols pour l'extraction de l'eau souterraine (*aljibes*).

Il [l'indigène Muisca] a bien respecté la nature, il a compris qu'il est sur la terre avec un objectif : pour prendre soin de la nature et c'est pour cela qu'il était si attaché à elle [la nature]; en fait il a compris qu'elle est sa mère, que c'est elle qui lui fournit des choses et il la voyait avec un plan parfait. Quand les Espagnols sont arrivés, ils ont commencé à intercepter les indigènes, ils ont commencé à profiter de lui [...] et leur ont enlevé toutes ses racines [A08:29].

Les gens ici [à Fagua] reconnaissent qu'il y a une source d'eau ou un canal de récupération des eaux pluviales (*vallado*) ou une Chucua, et même la rivière Río Frío, mais ils pensent que cela n'est pas important, ils pensent que l'eau qui vient de Bogota ne sera jamais épuisée. Tandis que ça [les sources d'eau de Fagua] était quelque chose de fondamental pour la plupart de nos ancêtres, ils s'occupaient de l'eau comme si elle avait la valeur la plus grande au monde, ce qu'elle a en fait, et on enseignait que, par exemple, la question de la collecte de l'eau de pluie nous l'avons déjà perdue, je ne sais pas si vous le savez, mais il y avait des *albercas* qui ont été construites uniquement et exclusivement pour stocker l'eau de pluie [...] [A03:40].

Aujourd'hui, pendant l'été, les gens ont commencé à se rendre compte que les *albercas* sont nécessaires, car cela produit automatiquement dans les gens « un chip » pour l'usage rationnel et la conservation de l'eau, ce que nous faisons; cette eau elle sert pour planter par exemple. Au sujet des *aljibes*, [...] nous les avons aussi perdus, car avant tout le monde construisait son *aljibe* ici et l'alignait sur la terre et s'en occupait d'eux, il était interdit aux hommes même de cracher près de l'*aljibe* parce que cette

source d'eau était la plus importante, on se nourrissait avec cette eau! et nous l'avons perdue [A03:41].

Les répondants A03 et A17 estiment que les habitants de Fagua ne prennent pas soin des ressources, car ils ont surexploité les sources d'eau et gaspillent l'eau dont ils disposent aujourd'hui; pour le répondant A09, il s'agit d'un manque de sensibilisation à la préservation des ressources du village et plus largement de la planète.

Ce qui se passe, c'est qu'ici, l'eau, ici on a tout et on le gaspille, mais à ce rythme où on va, il viendra aussi un jour où on va maquer d'eau et il y a des endroits, je ne sais pas où exactement, mais là-bas il ne pleut presque pas [...], mais l'eau qu'on a ici, on la gaspille [A17:49].

[...] le ravin d'eau n'existe pas aujourd'hui parce qu'ils [les habitants de Fagua] l'ont tellement surexploité et ils n'avaient pris aucun type de mesures pour le favoriser et en prendre soin [aujourd'hui] le ravin n'est à peine qu'un petit filet d'eau quand il fournissait avant de l'eau à quatre communautés [A03:97].

Nous sommes un tout, la nature est entretenue par la biodiversité [...] jusqu'à maintenant nous avons commencé à prendre conscience de cela [l'importance de la nature] et cette inconscience nous a coûté cher [...] une dégradation de l'atmosphère, une dégradation des terres, une dégradation des mers quand tout est harmonieux, on a des mers qui meurent, des coraux qui meurent, des espèces qui disparaissent sans cesse, nous souffrons dans les champs parce qu'on ne produit pas comme il faut, et le pire de tout c'est que nous perdons les plantes [A07:19].

Les répondants A11 et A12 signalent aussi comme responsables d'avoir épuisé les ressources naturelles les entreprises de fleurs et de la construction. Ces dernières, par exemple, ont bouché la Chucua de Fagua pour la remplir de débris et construire des logements par-dessus. Plus largement, ils considèrent que l'expansion de l'urbanisation au village est une cause directe de l'épuisement des ressources dans le village.

Comme eux [les entreprises de construction], la vérité je ne sais pas trop s'ils ont acheté les terres, mais ils vont construire des appartements et le problème c'est que quand il pleut alors ça inonde, parce qu'ils ont bouché quelque part là-bas en aval [dans la Chucua]; alors ils ont bouché et quand il pleut, l'eau ne peut pas couler nulle part. L'année dernière, c'est arrivé quand c'était l'hiver que ces bâtiments d'appartements qui étaient là-bas ont été inondés parce qu'il n'y avait nulle part où faire couler l'eau [A12:40].

Eh bien, la question de l'environnement ici a été bousculée par tout le monde, l'environnement a été bousculé parce qu'il y a un développement urbain « sans honte » très élevé, les gens colmatent les zones humides, ils s'en fiche, alors j'ai vu que l'environnement a été bousculé [A11:75].

En résumé, on peut dire qu'en matière de développement, la perte de la ruralité de Fagua suscite une grande préoccupation de la part des membres d'AgroFagua. Nous constatons qu'ils évoquent la perte de la ruralité en termes de la transformation du paysage et de l'abandon du mode de vie qu'ils avaient dans leur enfance. À cette époque, où il y avait des liens sociaux forts entre les villageois et avec la nature, la société de Fagua était composée majoritairement de paysans qui habitaient dans des fermes familiales dédiées principalement à la production agricole. Nos répondants considèrent que, sans être les seuls facteurs, le développement du secteur floriculteur et l'étalement urbain ont joué un grand rôle dans la perte de l'agriculture paysanne et plus largement de la ruralité de Fagua. En fait, la floriculture a participé à une profonde transformation du mode de vie des paysans de Fagua car elle a amené certains agriculteurs à abandonner complètement la production agricole et d'autres à quitter la production alimentaire pour se consacrer à la production de fleurs. La floriculture et l'urbanisation ont accéléré aussi la migration au village d'autres populations rurales et urbaines qui créent des tensions avec les premiers habitants paysans. Selon nos répondants, les migrants sont déconnectés du territoire, c'est-à-dire qui sont éloignés des paysans, de leurs racines et de leurs traditions. Nos répondants se tiennent aussi eux-mêmes responsables de la perte de la ruralité, ils déplorent la perte des ressources naturelles, des traditions et plus largement, ils craignent la perte de la fierté d'être un villageois de longue date de Fagua. Dans les propos de certains répondants, il y a aussi un fort attachement aux ancêtres qui sont leurs parents et grands-parents et remontent aux communautés indigènes Muisca qui habitaient le village avant la colonisation. Nos répondants regrettent que plusieurs villageois aient décidé d'abandonner les terres agricoles et la production vivrière pour se consacrer à des activités plus rémunératrices comme le secteur de la floriculture ou de la construction résidentielle qui fait d'ailleurs l'objet de la section suivante.

#### 6.1.2 L'urbanisation des milieux ruraux

L'étalement urbain dans le village de Fagua, et plus largement dans la municipalité de Chia, constitue le deuxième grand enjeu du développement pour l'ensemble de nos répondants. Selon



eux, le village est passé d'un territoire à vocation agricole où la plupart des habitants se consacraient principalement à l'agriculture à un territoire à vocation presque résidentielle. Tous nos répondants mentionnent que l'une des causes directes de l'étalement urbain est la croissance de la population à Bogota qui a poussé les habitants du milieu urbain à se déplacer vers les municipalités voisines comme Chía, à la recherche d'une vie plus tranquille et proche de la nature. Cette migration des populations urbaines a accéléré la demande de logements, et par conséquent les projets de construction :

La métropole, Bogota, a commencé à grandir d'une manière incontrôlé [...] cette métropole commence à se remplir des gens de partout [...] et ils commencent à déménager à Bogota d'une manière excessive, je veux dire Bogota commence à grandir sans arrêt, puis il arrive un moment où il y a beaucoup de monde et ils [les habitants de Bogota] [...] commencent à sentir qu'ils doivent quitter la ville pour habiter des endroits similaires à leur lieu d'origine, c'est-à-dire aux milieux ruraux [...] et ils commencent à se déplacer vers les zones proches de Bogota qui sont Chia, suivi de Cota et Cajicá. Alors, qu'est-ce qu'ils commencent à faire? À déménager ici! [A13:17].

[...] bien sûr qu'il y a des gens qui veulent vivre à Fagua, qui veulent avoir un environnement écologique, qui veulent vivre près de la Chucua, près de la rivière Río Frío [A03:84].

Une autre cause de l'étalement urbain évoquée par sept répondants est le plan d'aménagement du territoire (POT), qu'ils considèrent établit des normes qui favorisent la consolidation d'un modèle de développement centré sur l'urbanisation de Fagua en excluant l'agriculture paysanne. Trois faiblesses des différents plans d'aménagement sont mentionnées par les répondants. D'abord, trois répondants considèrent que les plans d'aménagement sont contradictoires, car ils classent le village de Fagua comme un milieu rural, mais établissent en même temps des normes permissives en faveur de l'étalement urbain à travers des instruments tels que les « plans complémentaires » (ou plans partiels) et l'expansion des « centres peuplés » :

Condos! C'est ça qu'il y a aujourd'hui partout, si vous lisez le plan d'aménagement du territoire, qu'est-ce que vous voyez là? Il y a que des taches roses partout et puis, si vous allez vous renseigner dans le bureau d'urbanisme et vous demandez : « qu'est-ce qu'on voit ici? » [ils répondent] c'est un plan partiel... et : « qu'est-ce qu'ils vont construire? » une citadelle, un complexe d'appartements, un condominium. Et si vous demandez : « et les personnes qui y habitent qu'advient-il d'eux? » ils vont vendre!

Ils vont partir!, alors on se demande : et la culture? Et nous, qui habitons ici depuis si longtemps? [A03:85].

Je ne vois pas qu'il y a du développement [à Fagua], la seule chose que j'ai vue, c'est la construction de maisons et un plan d'aménagement du territoire, d'ailleurs très grand, où ils disent que nous sommes une zone agricole, mais en même temps, ils vous disent qu'il a un certain nombre de centres peuplés permis ; ils disent que dans un boisseau de terre, c'est une zone agricole, mais dans un autre boisseau de terre, il y a un complexe résidentiel de gens très riches, donc finalement ce n'est pas un vrai développement, c'est n'est pas ce que devrait être la vraie ruralité [...] [A11:15].

[...] le plan d'aménagement du territoire (POT) est changé assez souvent [...] en ce moment encore, ils ont décidé sur la question de la construction, parce que quelqu'un m'a dit : [...] on doit le retourner [Fagua] comme zone agricole, parce que c'était devenu avant une zone semi-urbain [...] [A01:40].

Ensuite, les plans d'aménagement du territoire ont favorisé, selon les répondants A03 et A08, le phénomène de « retournement de terres » (*volteo de tierras*) qu'ils expliquent comme la modification arbitraire des normes d'usage des sols ruraux pour privilégier les projets de construction de logements, spécialement des complexes résidentiels ou condominiums. Privilégier l'urbanisation a eu des effets indirects comme attirer de nouveaux résidents, notamment des populations urbaines riches, qui, selon les répondants A03 et A14, s'installent à Fagua et désirent vivre proche de la nature, dans une campagne sans agriculture :

[...] ils ont fait quelque chose qui s'appelle « retournement des terres » (*volteo de tierras*), qui signifie que dans le nouveau plan d'aménagement du territoire, la zone qui est rurale est « tournée », ils vont le donner une destination urbaine pour pouvoir permettre la construction. Entre guillemets, ils disent que c'est seulement la construction des petites cabanes, mais c'est pour les gens qui ont plus d'argent, plus de ressources économiques, pour qu'ils puissent venir vivre à l'intérieur du pays, rien d'autre [A08:19].

Aujourd'hui par exemple, il y a quelque chose de si erroné et de si contradictoire que nous [Fagua] en ce moment si vous allez vous renseigner au secrétaire du développement, ils vont vous dire que dans le bureau d'agriculture à Fagua, il est interdit d'avoir des élevages de porcs. Si on dit : mais Fagua est une zone agricole! Ils vont dire : non, mais là, on a vu qu'avoir des cochons n'est pas viable. Comment ça? Ce n'est pas une contradiction? Parce que les gens qui habitent les condominiums disent tout simplement : « oh, ces cochons ça sent mauvais et je viens ici pour transformer ma vie en un jardin plein de bourgeons et je ne veux pas ces cochons qui sentent mauvais » [A03:90].

Je vois que des projets d'urbanisation arrivent, qu'il y a beaucoup de monde qui arrive, alors ils construisent de plus en plus... oui je vois qu'il se construit beaucoup, les potagers se déplacent, les gens d'ici migrent, c'est-à-dire les gens du village migrent et d'autres personnes arrivent qui n'ont pas peut-être le même amour [pour l'agriculture] [A14:31].

Enfin, les répondants A10 et A13 soulèvent que dans les faits, il n'y a pas de suivi ou de vérification du respect des normes de construction établis dans les plans d'aménagement du territoire (POT) :

[...] eh bien, ils ne devraient pas approuver, ne pas donner des licences pour construire autant, ou au moins, les gens qui n'ont pas le permis, que dans le plan d'aménagement du territoire ne sont pas autorisés, c'est dit, mais ils ne le font pas ou permettent la non-conformité et tout le monde se tait [A10:21].

[...] ici tu trouves [des constructions] comme tu veux, où tu veux : au bord de la route, au milieu de la route. C'est pour cela que je te dis qu'il n'y a pas de règlement qui les arrête, mais ils les laissent, alors ils savent qu'ils font mal et ils les laissent. En plus, tu peux les appeler au téléphone, au bureau d'urbanisme [pour signaler les constructions] : « regarde, ils sont en train de construire une telle maison » et ils disent oui on va y aller, mais ils ne viennent jamais [...] [A13:66].

Aussi, pour les répondants A01 et A10, il n'y aurait pas de transparence et d'égalité dans l'octroi des permis de construction de la part de l'administration municipale, puisque les pauvres seraient confrontés à plus d'obstacles que les riches pour la construction des maisons :

Les riches entre eux ils s'entraident, car honnêtement nous, les pauvres, ils nous mettent des obstacles pour faire notre maison. Par exemple, dans notre cas, pour construire notre maison, ils ont mis toutes sortes d'obstacles sur notre chemin. Tandis que maintenant, je ne sais pas comment ils font parce que les gens arrivent ici et d'un moment à l'autre ils font d'énormes constructions et normalement ça n'est pas permis, mais ils les font et ils ont les autorisations si vite...malheureusement on ne peut rien faire, car comme ils sont normalement des amis entre eux et le gouvernement, ou je ne sais pas qui sont ceux qui ont l'autonomie de passer par-dessus des lois [A10:20].

[...] puis les constructions sont approuvées, tous les permis [de construction] ont été obtenus ou ils ont été donnés comme des cadeaux... [A01:40].

L'étalement urbain est une cause directe de la perte de la ruralité. L'une des conséquences de la progression de l'urbanisation qu'évoquent nos répondants est la régression des surfaces agricoles du village. Comme le mentionnent neuf des dix-huit répondants, la forte demande de logements a

impulsé l'acquisition de terres, notamment par les entreprises de construction, ce qui a poussé de nombreux paysans à vendre leurs terres abandonnant ainsi la production agricole. Les répondants A08 et A16 précisent que d'autres paysans, ceux qui n'ont pas vendu leur terre, ont construit des maisons pour louer des logements, car c'est plus rentable que la production agricole. La vente des terres productives et la construction de logements sur les fermes au détriment de l'agriculture sont regrettables aux dires de nos répondants :

Les entreprises de construction viennent ici en proposant une somme d'argent pour acquérir les terres pour faire des bâtiments, mais alors comme on dit [...] comme les gens disent : « c'est plus facile pour moi de lui vendre [aux entreprises de construction] pour cette quantité d'argent et je quitte l'agriculture » [...] [A02:12].

[Fagua] est très différente, elle a changé, c'est déjà inondé de constructions parce que les gens, les Raizales, les gens qui sommes d'ici, on est souvent, c'est n'est pas pour parler mal d'eux [des Raizales], mais n'importe quelle quantité d'argent qu'ils lui donnent, ils le vendent pour n'importe quel argent et ils partent, souvent parce qu'ils sont naïfs ou parce qu'ils ne savent pas comment faire un business [...] [A17:18].

La question est la suivante, l'inconvénient que nous avons c'est que puisque l'agriculture n'était pas rentable, il a été plus rentable de construire des maisons, donc celui qui avait un petit terrain, qui avait environ mille mètres, à un certain moment il a placé, disons cinq maisons préfabriquées, il a mis les services d'eau, d'électricité et les a louées. Avec ces cinq maisons, il reçoit un loyer d'environ trois salaires minimums, il doit donc juste attendre que les gens arrivent et qu'ils payent le loyer, il n'a rien d'autre à faire. Alors il a pris la voie facile, de cette façon les gens ont trouvé leurs revenus [A08:20].

[...] n'importe qui vient ici et achète un terrain, mais pour construire des maison; le pire est qu'ils achètent pour construire des maisons qui ne sont pas dans les meilleures conditions pour louer [...] [A16:12].

Pour nos répondants, Fagua est en train d'être « envahie par le ciment et les briques » et ils s'inquiètent pour l'avenir du village, car il n'y a plus de terres productives disponibles ni une production vivrière solide ; il n'y pas d'autonomie alimentaire :

Les récoltes donneront toujours quelque chose, elles donneront [des aliments] pour soi-même, aux voisins, pour vendre. Mais une brique quoi? Les briques seront toujours présents, mais l'argent que vous gagnez [avec les logements], vous devez l'investir à nouveau, quand les locataires quittent la maison. Alors pour moi, ça aurait été mieux

s'ils avaient continué avec l'agriculture, continuer à semer, à cultiver la terre, bien sûr [A04:7].

Voire que le ciment recouvre la terre ça fait mal, parce que c'est ta terre et elle est productive et elle reste alors enfouie sous une plaque de ciment où on ne peut pas revenir en arrière [...] [A07:22].

Il y en a peu [habitants de Fagua] qui font de l'agriculture, ça, c'est triste, parce qu'on pense par exemple, disons pas tant pour nous-mêmes, mais pour les générations qui suivent : qu'est qu'elles vont manger plus tard? Juste de la brique, que de la brique... [A10:12].

[...] de toute la municipalité, elle [Fagua] est comme le village le plus uni pour travailler pour un bien commun et ne pas permettre la construction de plus de complexes résidentiels, plus de brique ou de blocs comme nous le dit le Père [de l'Église], avec le temps on va manger que ça [des briques]... [A06:25].

En fait, pour le répondant A09, le progrès de l'urbanisation a été si rapide à Fagua qu'il considère qu'il pratique aujourd'hui une agriculture plutôt urbaine :

Il y a de l'agriculture urbaine, qui est celle où tout est planté dans de toutes petites parcelles et des pots ou des jardinières comme ils l'appellent [...] ici [à Fagua] on est presque dans cette situation. On peut déjà appeler ça de l'agriculture urbaine parce qu'on est déjà enfermé entre les constructions [A09:22].

Une autre conséquence de l'étalement urbain qui affecte directement les agriculteurs qui ont choisi de rester dans le village et de ne vendre pas leurs terres, comme les membres d'AgroFagua, est la hausse de la valeur des terres agricoles à Fagua et, par conséquent, l'augmentation considérable des taxes foncières. Cette augmentation de la valeur des terres n'est pas considérée comme avantageuse, car certains paysans ne sont pas en mesure de payer des taxes foncières élevées ce qui peut les pousser éventuellement à vendre leurs terres et à quitter le village. C'est ce qui ressort des propos des répondants A15 et A12 :

[...] on a tous vu ça, ce découragement, cette nostalgie, cette tristesse et cette [préoccupation] de l'avenir incertain ; à ce moment, on échangeait justement au sujet de la grosse hausse de la taxe foncière [...] ils [l'administration municipale] nous ont changé l'usage des sols, ils ont tout changé, alors les impôts sont chers, impayables, les personnes qui ont des terres petites, qui font de l'agriculture, qui ont des vaches, ils sont menacés parce qu'ils n'ont pas de l'argent pour payer les impôts. Alors qu'est-ce

qu'ils font? Ils doivent vendre [les terres] et les entreprises de construction sont là, attendant d'offrir aux paysans que deux pesos [très peu d'argent] [A15:11].

Je vois Fagua, si les impôts continuent à être si chers [...] si pour les gens qui ont des cultures, les taxes continuent à être si chères, si les factures des services publics sont si chères, s'il continue à y avoir autant de monde, je pense qu'on va vraiment vouloir sortir du village. En gros je dis non, je ne vends pas [le terrain], mais on ne le sait pas, s'ils viennent avec une offre... Par exemple, quand mes parents étaient vivants [...] mon père il disait : « si les factures des services publics n'arrêtent pas de monter, avec le temps, ce sont les personnes riches qui vont venir ici nous acheter les terres parce qu'on ne pourra pas payer les factures, on devrait s'en aller » j'espère qu'on ne va pas arriver à ça... [A12:48].

La hausse des impôts fonciers provoquerait indirectement le déplacement non violent des paysans qui n'auraient pas d'autre choix que de quitter le village, même s'ils ne le souhaitent pas. Les répondants A06, A08 et A14 craignent d'être déplacés à l'avenir :

[...] toutes les entreprises de construction disent : vous vendez [les terrains]? Je les achète! Et elles achètent un morceau là-bas et ils font un complexe résidentiel et c'est tout, ils restent là et nous? On sort, à voler! [A06:25].

[...] s'opposer définitivement à notre déplacement, parce qu'ils veulent cette terre pour les gens qui ont le plus grand pouvoir d'achat, le pouvoir économique. Nous nous y opposons, car notre fierté est plus forte, notre fierté et la simple grâce de vivre sur cette terre [...] [A08:11].

Beaucoup de gens disent : « je préfère tout remplir de maisons et les louer parce que cela c'est plus rentable et je vais avoir de l'argent pour payer les taxes qui sont très chères » donc d'une certaine manière, parfois, je pense que le gouvernement est le responsable du déplacement [des paysans], de différentes manières, mais c'est un déplacement. Parce qu'un paysan qui travaille sa terre et qui voit qu'il doit payer une telle taxe avec ce qu'il récolte ne suffit pas, alors il doit changer d'activité et construire des maisons et les louer pour pouvoir payer les impôts [A14:35].

En somme, tous nos répondants s'inquiètent de l'étalement urbain, qui est considéré comme conséquence de la hausse dans la demande de logements et des faiblesses dans les instruments d'aménagement du territoire qui privilégient l'urbanisation au détriment de la production agricole et plus largement de la ruralité. Nos répondants mentionnent deux nouvelles populations qui choisissent d'habiter à Fagua : les personnes qui s'installent temporairement pour travailler principalement dans les cultures de fleurs et les personnes d'origine urbaine, en particulière des

personnes à revenu élevé, qui déménagent à Fagua pour leur proximité à la nature. Nos répondants désapprouvent l'étalement urbain parce qu'il est une cause directe de la perte de la vocation rurale, notamment de la perte d'importance de l'agriculture paysanne et de la production vivrière. Pour certains répondants, l'étalement de l'urbanisation entraînerait indirectement le déplacement des populations paysannes. L'urbanisation entraîne également la migration des paysans de l'agriculture vers d'autres secteurs d'activité.

### 6.1.3 Les services publics

La dernière préoccupation majeure en matière de développement rural citée par la grande majorité de nos répondants est celle des services publics, parmi lesquels ils évoquent : l'assainissement et la gestion des eaux usées, l'aqueduc, l'électricité, les routes et le transport en commun.

D'abord, le service d'assainissement est mentionné par certains répondants. Les répondants A09, A11, A12, A14 et A15 affirment que le service d'assainissement du village de Fagua est précaire et même absent de certaines zones du village. Selon eux, dans le passé, les travaux pour fournir le service d'assainissement à tout le village ont commencé, mais à certains endroits, ils n'ont jamais été terminés. C'est pour cela que de nombreux villageois disposent encore d'une fosse septique et non un accès aux égouts.

[...] il y a des zones [du village] où il y a de la surpopulation, où il n'y a pas de services publics par exemple El Chamizo, les gens qui sont là n'ont pas de service d'assainissement, donc l'eau coule sur les routes, c'est horrible [...][A15:10].

Il y a quinze ans, le système des égouts, ici devant ma maison, ils ont cassé le sol [pour le faire], mais ils disent maintenant que ces tuyaux sont très petits, qu'il faut casser encore une fois pour mettre un plus gros tuyau et ils n'ont rien fait, c'est resté comme ça. Comme avant nous avions une fosse septique, on allait à son puits et on plaçait le tube pour le vider dans les champs, comme ça l'eau s'en va dans la terre, mais maintenant les égouts n'ont pas été faits [A12:51].

[Au sujet des égouts] ils ne sont pas d'accord [à l'administration municipale] et je ne sais pas si c'est à cause des ressources économiques, je ne sais pas comment ils gèrent cette partie, mais cela fait partie des choses qu'ils n'ont pas finies [...] ici, il y a des égouts seulement dans certains secteurs, ici à Fagua il n'y a pas pratiquement des égouts [A09:44].

[...] ils ont commencé [l'administration municipale] par une série d'incohérences, et encore pire, on s'est rendu compte qu'ils n'avaient pas tout fini, tout le raccordement aux égouts, il y avait des espaces qui n'étaient pas liés, c'est pour cela que ces espaces sont inondés [A11: 31].

Le système d'égouts, le village n'a pas de couverture de ce service, il y a beaucoup de maisons où ils ont plutôt des fosses septiques [...], mais disons, en parlant avec d'autres personnes, ils me disent aussi que par exemple, quand ils ont fait des travaux d'excavation pour construire le système d'égouts, les puits d'eau qui avaient dans leurs fermes, les *aljibes*, avaient une tendance à baisser le niveau. Je veux dire que les gens qui avaient des *aljibes* ont été affectés, pas à grande échelle, mais le niveau d'eau souterraine a baissé à cause des excavations [A14:8].

Les villageois qui ont accès au service d'assainissement reçoivent, selon les répondants A03, A11 et A09, un service déplorable, car une fois les eaux usées collectées dans les égouts, l'eau contaminée n'est pas traitée et elle est versée directement dans la rivière du village le Río Frío; une pratique que les répondants dénoncent.

[sur la question du développement], le sujet des égouts a fini par devenir un mal, il y a eu un « politicien », très habile [un ancien maire] qui a dit : « il faut apporter un système d'égouts à Fagua, j'ai trouvé beaucoup d'argent pour cela! » Mais aujourd'hui, nous en payons les conséquences, car maintenant, le système des égouts est devenu le premier rejet d'eaux usées de la rivière Río Frío. Qui génère ces rejets? Nous! Pourquoi? Parce qu'on a perdu la ruralité, parce qu'il [l'administration municipale] nous a dit de ne plus faire de fosses septiques, de mettre de l'eau dans ce tuyau et d'aller mettre la merde dans la rivière Río Frío, ce sont les mesures perverses qui finissent par détruire tout un système écologique [A03:106].

Ils ont fait quelques [égouts] et les ont branché au réseau, mais à la fin des égouts, ils n'ont pas fait les champs d'oxydation, ils ont dit qu'ils en avaient fait un là, dans La Balsa, mais je ne sais pas s'ils ont vraiment commencé ce projet [A09:45].

En fait, les répondants A03 et A11 soulignent que la communauté de Fagua a dû se plaindre récemment à l'administration municipale de Chía, parce qu'ils devaient payer pour le service de traitement d'eaux usagées auxquelles les villageois n'ont pas accès :

En termes de services publics, nous sommes si en retard, jusqu'à cette année nous sommes en train de construire une PTAR [station d'épuration d'eaux usées] qui apparemment nous apporterait une meilleure qualité de vie et une meilleure gestion des eaux usées, mais elle est infiniment entachée par des actes de corruption [...] [A03:14].



La question des eaux usées, c'est une question brutale, il y a un loi dont je ne me souviens plus laquelle, mais elle vous dit qu'en tant qu'utilisateur vous devez payer pour la PTAR ; qui est une usine de traitement des eaux usées et ici, il avait seulement la PTAR 1 qui est derrière Jumbo. Alors, ils nous ont dit qu'ils nous facturent ce service parce que nous avons des égouts, mais on se demandait qu'est-ce qui se passe avec cette eau? où arrivait l'eau? nous payons le service d'assainissement, c'est pour que l'eau soit traitée, mais elle ne l'est pas, parce que sinon j'ouvre un trou et je la laisse aller là-bas, alors que s'est-il passé? [...] [A11:31].

[...] puis il y avait un terrain pour construire la station d'épuration, mais rien ne s'est concrétisé, donc quand on a décidé [les habitants de Fagua] de vérifier pourquoi ils nous facturaient le service des égouts, ils nous ont dit que si on consomme de l'eau et on a un facture de \$70 000 pesos, cela veut dire que vous devez payer \$70 000 pesos pour le service d'assainissement. Alors on a commencé à bien vérifier et à se questionner où est l'usine? Est-ce que la loi est réellement respectée? [A11: 32].

En tant que conséquence de la faible qualité du service d'assainissement du village, pour les participants A11 et A13, les canaux artificiels de collecte des eaux pluviales (*vallados*) de Fagua ont été contaminés, car certains villageois y déversent des eaux usées :

N'importe quel voisin, qui a construit une maison préfabriquée dans son terrain, qui n'a pas d'accès au réseau des égouts, il a décidé de sortir un tuyau et de déverser ses lixiviats ou ses eaux usagés ici dans les *vallados* [canaux de récupération des eaux pluviales] et cette eau va traverser tout le village et va aller dans la rivière, alors il y a un problème [A11:32].

Ensuite, la deuxième préoccupation mentionnée par nos répondants sont les services d'aqueduc et d'électricité. Bien que tous les villageois aient accès à l'eau potable et à l'électricité aujourd'hui, deux répondants se souviennent que ce n'est pas l'État qui a amené ces services au village pour la première fois, mais que c'est la communauté de Fagua elle-même qui a du construire le premier aqueduc et installer les premiers poteaux électriques :

L'installation de l'aqueduc, l'eau a été amenée, le premier aqueduc a été fait par ici de ce côté d'une source d'eau qui est à Tiquiza, alors ils [la communauté] étaient motivés pour le faire et cela a été fait juste avec des pioches et pelles pour casser le pavement et pour faire les installations d'eau pour tout le village [A10:13].

De Fagua, je me souviens quand le premier aqueduc a été fait avec de l'eau de La Balvanera, d'une source d'eau, et c'était avec un tuyau qui traversait par Fonqueta et là, il a atteint Fagua, c'était avec des pioches et des pelles que les gens travaillaient

toute la journée, j'avais comme 10 ans et j'ai aidé au moins à transporter la nourriture. C'était la même chose avec l'électricité, à l'époque il y avait seulement de l'électricité à la ferme « Guanata » dont les propriétaires étaient la famille Cuellar. Madame Alicia Duran de Cuellar, elle a aidé à mettre des poteaux à Fagua et tout ça pour avoir de l'électricité, c'était aussi un travail communautaire, tout le monde a collaboré, moi j'ai aidé en faisant des trous [A17:13].

Nos répondants évoquent deux préoccupations concernant l'aqueduc. D'une part, le répondant A11 s'inquiète du fait que Fagua dispose de sources d'eau, mais l'eau de l'aqueduc est achetée à Bogota à un prix élevé et sans aucun type de traitement. Il souligne que récemment, la communauté de Fagua a dû se mobiliser et se plaindre auprès de l'administration municipale parce qu'ils trouvaient cette situation injuste :

[...] il y a un problème avec de l'eau « en vrac »; si nous sommes des producteurs d'eau dans nos montagnes ici à Cundinamarca et que l'entreprise de services publics de Bogota ne fait que le traitement de l'eau et nous revend cette eau « en vrac » donc on ne fait rien! Je veux dire : ils nous vendent notre propre ressource [...]. On s'est rendu compte alors qu'il y a un prix auquel l'eau « en vrac » est achetée à Bogotá et c'est à un autre prix qu'ils nous vendent de l'eau [...] sans aucun processus d'amélioration [de la qualité de l'eau] [A11:30].

D'autre part, les répondants A08 et A11 font part de leur préoccupation concernant le manque d'un district d'irrigation<sup>212</sup> dans le village pour fournir de l'eau aux agriculteurs :

Il faudrait [...] qu'il nous permette d'avoir un district d'irrigation ou de pouvoir prendre de l'eau souterraine d'un puits profond et de pouvoir la répartir entre tous, ou de faire plusieurs puits dans le village [...] [A08:49].

[...] pour nous, la question de l'eau est fondamentale [...] Le district d'irrigation pour nous est prioritaire. Pouvoir avoir une étendue d'eau où nous savons que c'est de l'eau propre pour l'utiliser dans nos produits [agricoles] c'est ce qui nous a vraiment affectés [...] [A11:58].

---

<sup>212</sup> Un district d'irrigation est une infrastructure publique qui offre le service permanent d'irrigation et de drainage pour répondre aux besoins en eau des cultures situées dans une zone géographique déterminée. Le district d'irrigation dispose des stations de pompage, des puits de stockage et des canaux de distribution de l'eau. À Cundinamarca existe le district d'irrigation « La Ramada » qui distribue l'eau du fleuve Bogotá à 850 producteurs situés dans les municipalités de Tenjo, Mosquera, Funza, Cota, Madrid et Bojacá, mais la municipalité de Chía ne bénéficie pas de ce projet.

Finally, four respondents express their views on the road network of the village and the public transport service. For them, there has been an improvement of the two services, because in the past, there were rustic paths and they had to move on donkey or by bicycle to the village, whereas today, the village has roads of access and public transport services (*flotas municipales*).

The roads were in a bad state. I mean, there was no sidewalk or whatever it is, it was just *recebo* [sand], it has changed a lot, because you already have paved [...] before there was no bus, there was nothing, transport was guaranteed by a donkey or by bicycles. Now, you can go in a bus [A05:4].

In relation to the roads, they have improved in the last few years, because before it was unpaved roads, transport was by bicycle, I lived the era of transport on donkey, there was no transport system like there is today [...] [A16:11].

Concerns about roads and transport are diverse: two respondents worry about the heavy congestion on the roads in the village today, respondent A16 about the quality of materials used in the construction of roads and respondents A14 and A15 worry about the impact that the construction of a major highway (*troncal del cerro*) will have on the village in the future, especially its impact on agriculture:

Here, in the village, the roads are always so narrow and the traffic has increased not only the number of cars, but also in volume of load [trucks], so all the roads have become too small [...] [A14:8].

But the quality [of roads] is very bad, it's a very delicate subject. For example [...] look at the pavement, these are poor materials, and that's serious, I repeat: if it rains again, this will not last more than a month, I assure you. Down there [...] they have thrown into the roads a little of something that is not pavement, it's something different and today it's like a « *trocha* » [rustic path] if you go to make the tour of the roads I would say that more than fifty percent are already damaged, the pavement that was made here is already cracked. Serious, it's cracked [A16:52].

This worries me a lot, because there is a project that is waiting for the moment, but there is a huge project that is the expansion of roads to connect Siberia and Cajicá with a parallel road that would affect the whole region [...] if the project is approved or when the project is realized, the rural zone will change, the use of land will change and we will become an industrial or residential zone or a zone

peuplée. Alors si quelqu'un veut avoir, disons, un cochon, ils ne peuvent pas parce que c'est dans une zone urbaine alors ce n'est pas possible, si quelqu'un veut avoir des poulets ça n'est pas possible, j'espère que cela n'arrivera pas [...] [A14:32].

Nous étions aussi menacés par une route qui allait finir, disons, avec le village parce que c'est une route du type 4G, qui a plusieurs voies, peut-être huit ou dix voies qui devaient se connecter avec la zone industrielle qui est maintenant à Gachancipa et Tocancipa et cette route allait traverser le village [A15:12].

Certains répondants disent se sentir concernés par l'augmentation du prix des services publics. Pour trois répondants, les services comme le ramassage des ordures ont un cout excessif. Ils se souviennent qu'ils ont du se réunir, se mobiliser pour porter plainte devant le conseil municipal de Chia, car la facture du service de ramassage des ordures avait augmenté significativement en peu de temps.

Parce que ça nous a apporté des problèmes d'augmentation des taxes, d'électricité d'eau, tout est très cher maintenant! [...] [A17:54].

[...] la dernière fois, nous nous sommes battus pour la facture de l'aqueduc<sup>213</sup> parce qu'ils nous font déjà payer \$15 000 [pesos] pour le ramassage d'ordures, en fait ils ont commencé à nous demander \$9000, ensuite \$11 000 et ça monte de plus en plus [...] il y a des factures en réclamation, et je pense que le village de La Balsa ont aussi le même problème, ils n'ont pas des égouts et ils les font déjà payer sans avoir le service [A12: 54].

[...] nous avons découvert qu'il y a eu une hausse de 57% pour le service de ramassage des ordures [...] nous avons commencé à avoir des discussions avec l'administration municipale, avec le conseil municipal et avec l'entreprise des services publics. Nous avons déclaré que nous ne comprenions pas pourquoi, qu'il s'agit d'une hausse injustifiée (maintenant nous savons que l'augmentation est justifiée, car c'est une loi qui le règlemente), mais à l'époque, pour nous, c'était injustifié [A11:28].

[...] il y a des zones qui produisent potentiellement plus d'ordures et des déchets pour les recycler que d'autres, et si nous sommes une zone agricole, eh bien, nous ne produisons pas beaucoup d'ordures, pourquoi on doit payer ce cout? Ils [l'administration municipale] n'ont pas été capables de nous répondre, ils m'ont dit juste que c'était une question de législation et que c'était comme ça que c'était écrit [dans la loi] [A11: 29].

---

<sup>213</sup> En Colombie, la facture pour le service de l'aqueduc comprend également les frais du service de collecte d'ordures

Pour le répondant A12, cette hausse des tarifs ne reflète pas nécessairement une amélioration de la qualité des services publics :

Ça ne justifie pas [l'augmentation du cout des services publics], je ne sais pas si vous le remarquez, mais par exemple les ordures, ils ramassent les ordures et ils vous font payer très cher alors qu'ils ne ramassent pas bien les ordures, ils arrivent la ramassent, mais ils laissent trainer la moitié des ordures, ils font des dégâts dans les *vallados* et c'est à nous de les ramasser à nouveau [A12:12].

Le répondant A13 s'inquiète aussi de l'augmentation du tarif des services publics à l'avenir et prévient que si la situation perdure, ils risquent de se déplacer, car ils ne pourront pas payer les coûts :

[...] les administrations municipales [veulent] d'une manière ou d'une autre, nous déplacer; en fait, ils ne le voient pas comme ça, mais avec la hausse des impôts, la TVA est mise sur tout, et ils commencent maintenant à apporter des services comme l'assainissement, l'eau et par exemple le gaz, pour que la construction [de logements] soit viable, mais pour qui cela est important? Que pour les administrateurs... [A13:4].

Le service d'assainissement est jugé négativement par nos répondants. Pour eux, l'accès au service est limité et la prestation du service ne répond pas à leurs attentes en termes de qualité. Les autres services publics comme l'aqueduc, l'électricité et le transport en commun sont évoqués par certains répondants et font aujourd'hui l'objet de moins d'inquiétudes. Néanmoins, il est souligné que ces services ont été portés pour la première fois à Fagua par la communauté elle-même, ce qui révélerait un certain sentiment d'abandon de la part de l'État dans la prestation des services. Une partie des répondants s'inquiètent de la hausse des tarifs des services publics qu'ils jugent injustifiées et, tout comme l'augmentation des taxes foncières, l'augmentation des tarifs des services publics pourrait être selon certains répondants une cause indirecte du déplacement des paysans dans le futur. Contrairement à la grande majorité des répondants, le répondant A04 juge positivement l'ensemble des services publics, sauf la qualité des routes du village, tandis que les répondants A01, A02 et A07 n'évoquent pas les services publics parmi leurs préoccupations en matière de développement rural.

En bref, on retiendra ici que pour les membres d'AgroFagua, il y a trois grands enjeux en matière de développement rural : (i) la profonde transformation de la ruralité qui comporte le déclin de

l'importance de l'agriculture paysanne et des traditions des anciens villageois et l'épuisement des ressources naturelles, (ii) la perte de la vocation rurale et agricole aux dépens d'un développement résidentiel, et (iii) les difficultés d'accès et la qualité des services publics. Les causes qui expliquent les problèmes de développement rural qui les interpellent sont multiples : le développement de la floriculture, l'arrivée des nouvelles populations et, plus largement, la mauvaise planification du développement et de l'aménagement du territoire de la part de l'État. Dans les sections qui suivent, nous étudions les actions concrètes de développement rural et comment elles sont perçues par les membres d'AgroFagua, ainsi que les acteurs qui y sont impliqués.

## 6.2 Les actions de développement rural

Lorsque nous avons demandé aux membres d'AgroFagua quelles actions concrètes en matière de développement rural ont été menées à Fagua, ils ont souligné trois types d'actions : la politique publique du « budget participatif » (n=15), les programmes d'appui aux agriculteurs (n=11) et la construction des infrastructures publiques (n=5)<sup>214</sup>.

### 6.2.1 Le budget participatif

La politique publique du budget participatif mise en œuvre par l'administration municipale de Chía depuis 2016 est l'action de développement rural que la grande majorité de nos répondants mentionnent en premier ; seuls les répondants A07, A17 et A18 ne l'évoquent pas. Rappelons que cette politique prévoit qu'une partie des ressources publiques soit destinée au financement de projets de développement proposés par les communautés elles-mêmes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du budget participatif, l'ensemble de nos répondants soulignent que la communauté de Fagua a eu de nombreux échanges pour finalement proposer trois projets essentiels pour le développement du village : l'adaptation d'un terrain en friche (que nos répondants appellent « le lot ») pour la construction d'une salle communautaire

---

<sup>214</sup> Les éléments que nous présentons dans cette section ont été identifiés à partir de l'analyse de la famille de codes « Actions de développement » qui contient les codes « Budget participatif », « Projets de développement », « Planification », « Croissance » et « Plan d'aménagement du territoire ».

« écologique » et d'une serre pour la production collective de légumes, la construction d'un district d'irrigation et l'entretien des canaux artificiels de collecte des eaux pluviales (*vallados*) :

[...] [un lot] pour mettre en place des serres d'apprentissage et juste à côté, mettre en place une salle de formation écologique où on peut se rencontrer, où il peut y avoir des conférences et tout cela, il y avait déjà quelque chose de concret, centré sur ce qu'on demandait [...] [A15:24].

[...] c'était de construire une salle pour acquérir des connaissances agricoles et pour l'intégration de la communauté, et à côté de cela, une serre avec de la technologie de précision pour la multiplication des plantes et disons que pour toute la partie rurale où il y avait aussi une partie pour la démonstration de la production technifiée, dans cette partie nous étions [A13:72].

L'autre chose qui était dans le premier projet est la récupération de 8,5 kilomètres du réseau des canaux de récupération des eaux pluviales de Fagua [A03:119].

[...] alors dans la partie la plus haute [de la rivière Río Frío] nous avons dit, eh bien, nous devons mettre en place un district d'irrigation qui va de la partie la plus haute à la partie la plus basse pour fournir de l'eau à tous les gens qui vont avoir leurs parcelles productives ou qui les ont déjà [...] [A13:70].

Seul le répondant A12 avoue avoir entendu parler des trois projets, mais ne pas savoir exactement de quoi il s'agit, tandis que le répondant A02 évoque un projet de construction de serres pour AgroFagua en indiquant que la politique était destinée plutôt à favoriser les projets pour le secteur agricole :

[...] disons que le Budget participatif est un budget qui fait partie des revenus que la municipalité reçoit pour soutenir de petits projets d'agriculture, de microentreprises [...] Et bien, le budget participatif était là, quand ils nous ont dit qu'ils avaient pratiquement prévu cet argent pour faire trois serres [A02:27].

L'ensemble de nos répondants s'accordent à mentionner qu'ils étaient enthousiasmés par le projet ; les objectifs et l'essence même de la politique publique du budget participatif leur semblent favorables pour les villageois. Néanmoins, tous expriment leur insatisfaction quant à la mise en œuvre de la politique, puisque deux des trois projets ont été approuvés depuis 2017 (le terrain communal et le nettoyage des *vallados*), mais au moment de nos entretiens ils n'ont pas encore été réalisés.

[le projet] était bon, comme toutes les promesses politiques, tout allait bien, tout était beau, tout sonnait bien [...] avec ce terrain [le lot] ont été nombreux à être encouragés, on s'était même dit : c'est cool pour continuer [à cultiver], pour faire la multiplication des plantes, on aurait pu faire cela dans le terrain, parce qu'ils disaient qu'elles allaient être de bonnes installations [A10:33].

[le lot] c'était pour nous, pour nous même semer les plantes, avoir une pépinière de laitue, de tout ça, la laitue, les épinards, la bette à carde, je veux dire tout ce qui a de petites graines, mais tout est resté dans les paroles [...] il est resté dans les paroles parce que rien de tout cela n'est arrivé [A05:39].

Je sais qu'ils allaient construire une salle de réunion qui servirait comme salle pour les formations [...], mais cela est dans les limbes, pour ainsi dire, parce que cela n'a pas été fait. Ce serait l'un des facteurs que la municipalité devrait prendre en compte, car il y a beaucoup des gens qui aimeraient travailler [cultiver], mais qui n'ont nulle part où le faire [...] [A09:49].

Les raisons pour lesquelles les projets n'ont pas encore été réalisés qui sont évoquées par les répondants sont variées. Pour les répondants A02 et A04, l'administration municipale aurait décidé d'investir ces ressources autrement et de ne pas exécuter les projets proposés par la communauté de Fagua :

[le projet du Budget participatif] n'a pas fonctionné, l'argent n'est pas arrivé, car un jour, le maire a décidé que le budget qu'il avait prévu pour le village de Fagua allait servir pour maintenir certaines routes du centre-ville [de Chía] [...] [A04:33].

Quand il n'y a pas d'argent d'un côté, ils [l'administration municipale] doivent prendre d'un autre côté pour mettre dans l'autre, alors « enlevons [l'argent] de celui-ci [projet] qui ne génère pas plus d'impact sur nous », donc je pense que c'est comme ça qu'ils ont géré cela [A02:26].

Pour le répondant A12, le projet a déjà été retiré faute de soutien du maire, tandis que pour les répondants A03 et A16 l'administration municipale ne manque pas de ressources, elle a juste donné des excuses pour ne pas exécuter le projet :

[...] le soutien du maire, c'est comme le terrain qu'ils ont donné l'année dernière, mais depuis maintenant qu'ils [...] l'ont enlevé, qu'ils l'avaient donné, mais maintenant le projet n'est plus là [...] [A12:23].



Ils nous ont dit des milliers de mensonges : que cela ne pouvait pas être fait, ensuite que oui qu'il peut être fait, après qu'ils ont changé la validité [de la norme], après qu'il n'y a plus d'argent, que l'embauche, que... tout ce que vous voulez imaginer, mais ce simplement pour entraver [l'exécution du projet] ; nous savons que d'autres projets dans d'autres villages ont déjà été faits et livrés, mais le nôtre ne l'est pas et ça fait déjà trois ans [A03:120].

L'administration [municipale] c'est juste des mots, ils disent on va faire, mais comme on vient de parler, ça ne viendra jamais. Le budget participatif a disparu du jour au lendemain et beaucoup d'argent a été perdu [...] cette municipalité, car elle est de première catégorie, reçoit beaucoup, beaucoup d'argent [...] [A16:53].

Le répondant A13 est plus optimiste : d'après lui le projet du terrain pour la construction de la salle et de la serre communautaires devrait se concrétiser bientôt, mais avec des modifications majeures, car l'administration municipale a trouvé l'idée originale de la construction de la salle communautaire écologique très chère :

C'est eux [l'administration municipale] qui devraient développer le travail en tant que tel, mais ça a tellement changé [ils disent] que ça coûte beaucoup, au début ils ont dit oui, mais après que ça coûtait trop d'argent alors que la salle [écologique] qui allait faire environ cent vingt mètres va maintenant faire trente mètres et ainsi de suite... [A13:76].

[...] il est censé commencer ces jours-ci bien qu'ils aient dit que l'année dernière il devait commencer, mais par coïncidence aujourd'hui nous sommes convoqués [à une réunion] je pense, parce qu'ils vont nous dire qu'apparemment le projet va commencer, mais c'est juste le projet de 2017 [le lot] [A13:72].

La plupart des répondants signalent à l'administration municipale comme la principale responsable de la non-réalisation des projets proposés par la communauté dans le cadre du budget participatif, mais le répondant A01 reproche aussi à la communauté de Fagua de manquer d'organisation et de participation aux projets, ce qui serait la raison pour laquelle les projets n'ont pas été réalisés :

[...] [je lui demande] combien de mètres vous ont-ils donné? Comment vous allez l'utiliser? Donc si vous n'apportez pas de projet ou de plan au gouvernement ou à la mairie, j'imagine que c'est pour que cela qu'ils n'ont pas encore l'attribué [le lot] [...] Tout le monde dit : « c'est la mairie qui nous a attribué le terrain », mais quel terrain? Où il est? Qui va planter ici, qui va semer cinq [plantes] ici, dix ici? Ça, c'est un vrai manque d'organisation [A01:73].

Ils ne l'ont pas donné [le budget participatif] parce qu'on n'a pas participé, je veux dire, par exemple il n'y avait pas de représentant [...] du secteur du village EL Chamizo, je comprends qu'il n'y avait pas un représentant de cette petite zone [...] la communauté s'en fiche alors et ils ne participent pas [...] [A01:74].

En outre, bien que les projets ne se soient pas encore matérialisés, cinq de nos répondants soulignent qu'avoir participé aux rencontres communautaires pour la définition des projets pour le village a eu des avantages non négligeables pour eux. D'abord, les rencontres leur ont permis de rassembler un nombre considérable de villageois et d'identifier ensemble les besoins de la communauté en matière de développement. C'est ce que montrent les propos des répondants A03 et A08 :

Je dirais que la seule bonne chose à propos de ce projet [de la politique du budget participatif] ou que ce projet a réalisée était, disons, de reconstruire l'esprit de la communauté de Fagua. Parce qu'il y a eu au moins onze tables rondes de travail et beaucoup de gens sont venus et les gens ont commencé à dénoncer des milliers de choses et à vouloir en quelque sorte freiner tout cet urbanisme qu'ils [l'administration municipale] appellent « le développement » [A03:111].

Nous avons été dans les [échanges] à propos du budget participatif, alors dans le brainstorming nous avons appris toutes nos difficultés [à Fagua] comme la nourriture, la sécurité, l'éducation, la santé [...] [A08:26].

[...] au sein des tables rondes, plusieurs personnes qui ont assisté à ces ateliers et à ces tables rondes, ont en quelque sorte exprimé leur inquiétude de pourquoi le village avait perdu sa ruralité et pourquoi elle avait perdu toutes ses traditions, sa culture paysanne qui a toujours été présente [A03:2].

Ensuite, pour le répondant A03, les projets proposés par les habitants de Fagua ont servi d'inspiration à d'autres villages qui ont opté avant pour proposer des projets de construction d'infrastructures :

Sur la base de cela [les réunions pour le budget participatif], [...] beaucoup de gens ont commencé à nous dire : comment ça se passe à Fagua? Qu'est-ce que c'est cette chose de la ruralité? À quoi sert? Puis les gens ont commencé à nous demander. Parce que quand le thème du budget participatif a commencé, la plupart des villages ont choisi ce que la mairie voulait : un trottoir, un centre de santé, une garderie, le toit pour le centre sportif; et quand les habitants ont connu les projets de Fagua, ils ont dit : qu'est-ce que ces gars demandent ici? [A03:115].

Enfin, les échanges entre les villageois dans le cadre des rencontres pour définir les projets pour le budget participatif auraient été un catalyseur pour la formation de l'association AgroFagua :

[...] en tout cas, depuis là [les réunions pour le budget participatif] c'est qu'on a aussi défendu l'idée de l'association [...] [A10:33].

AgroFagua n'aurait pas vu le jour, s'il n'y avait pas cet homme [le maire] qui vient à Fagua pour dire on va faire le budget participatif, peut-être que s'il ne vient pas l'association AgroFagua n'aurait pas vu le jour, alors dans la vie il faut regarder toujours le pourquoi des choses [A04:33].

[...] il fallait choisir treize représentants pour organiser des tables rondes pour construire le projet du budget participatif : là, ils nous ont expliqué qu'il y avait de l'argent pour développer un projet communautaire, qui profiterait à la communauté et qui sortait de la communauté elle-même. Les gens qui étaient dans les tables rondes, comme le 60% des gens sont aujourd'hui membres de l'association [AgroFagua]. À partir de là, on a commencé à se rencontrer [...] [A15:18].

Les répondants A11 et A16 ont par contre une appréciation plus négative de la politique publique du budget participatif. En plus d'indiquer à plusieurs reprises que la politique a été mise en place sans que les projets soient exécutés, le répondant A11 dénonce que le volet de participation de la communauté dans la politique publique a toujours été négligé par l'administration municipale :

Le Budget participatif est une loi nationale qui n'a pas été exécutée comme elle aurait dû l'être. L'administration municipale l'avait exécuté dans d'autres processus complètement différents que ce qui avait été convenu lors des réunions de socialisation où l'on a discuté de ce dont les gens avaient vraiment besoin [A11: 67].

Quand il arrive à nous [le budget participatif] il s'agissait des plans pilotes, à cette époque deux complexes sportifs ont été construits, l'un dans le village de Tiquiza et l'autre à Mercedes de Calahorra; ce sont les plans pilotes et après [l'administration] a commencé à nous dire « travaillons ensemble », mais l'administration municipale n'a jamais mené un véritable processus de rapprochement ni un processus effectif de ce qui devrait être [...] [A11:70].

Pour le répondant A16, le budget participatif doit être alloué plutôt à des projets agricoles et non à des projets de construction d'infrastructures, qu'a priori l'administration est obligée de mettre en place comme stipulé dans les plans de développement de la municipalité :

Il y a des projets [dans le cadre du budget participatif] qui devraient être faits par l'administration, car dans les plans de développement ils sont concertés et l'argent a été attribué, mais ils ne le font pas ; c'est aussi de naïveté de notre part de penser que les poteaux pour l'électricité et ces choses [font partie du budget participatif], mais non, l'administration doit le fournir aux gens quoi qu'il arrive. Le budget participatif est pour d'autres projets pour l'agriculture, pour faire des choses qui sortent de la gestion de l'administration, alors? Ce sont des situations contraires à ce qui est dit [A16:49].

### 6.2.2 Les projets d'appui aux producteurs

Lorsque nos répondants évoquent des actions de développement rural, dix répondants font référence aux projets destinés à supporter la production agricole. Le projet que la majorité des répondants mentionnent est celui piloté par le « secrétariat au développement économique » de la municipalité (qui s'appelait auparavant Unité municipale d'assistance technique - UMATA) qui consistait selon eux à offrir aux paysans des animaux, notamment des poules, pour démarrer la production et la commercialisation d'œufs. Les répondants A04, A15 et A12 ont apprécié le projet, car il a bénéficié aux paysans :

[...] ils nous ont aussi inscrits dans des programmes du secrétariat au développement économique qui ont bénéficié à environ 45 personnes du village avec des poules. Chaque personne a reçu 15 poules prêtes à pondre, c'était dans le programme d'œufs de poules au pâturage. Ils nous ont inscrits aussi dans un programme de reproduction de génisses; alors chaque personne reçoit une génisse et la personne se charge d'elle, cela a des conditions, mais aide plusieurs personnes [A15:45].

[...] il y a eu des projets où ils ont donné des poules et c'est un bénéfice pour les gens d'ici au village, ils leur donnent des poules et ils construisent les poulaillers et ramassent les œufs que par la suite ils vendent ; je sais qu'il y a eu de l'aide, le maire, je pense que le maire les aide avec ça pour avoir leurs poules à la maison [A12:35].

[l'UMATA] fournit des plantes et loue de la machinerie et je pense que les gens doivent payer quelque chose, mais je pense que oui il fournit, disons des plantes [...] [le projet des poules] est bon parce qu'avec 15 ou 16 poules vous pouvez démarrer beaucoup de choses, démarrer des entreprises [A04:44].

Par contre, ce qui ressort des propos des répondants A01 et A17, c'est qu'ils ont moins apprécié le projet parce que le processus de distribution des poules serait manipulé. Aussi, le répondant A05, qui a été bénéficiaire du projet, souligne que les poules n'étaient pas dans les meilleures conditions :

[...] ils leur ont donné 25 poules, mais pourquoi A15 leur a-t-elle donné 25 poules à des personnes rien à voir avec ça [non-paysans] et pourquoi elle n'a pas donné ici à Madame Silvia qui a vraiment besoin de ça? [A01:77].

L'année dernière, des poules ont été fournies, mais sans vous mentir, il y avait des gens d'une même famille qui avaient 40 ou 60 poules, mais pourquoi? Parce qu'ils avaient inscrit les grands-pères, la grand-mère, l'oncle [...] donc je ne sais pas comment ils ont fait. Pour nous pour être bénéficiaires, c'était un problème : ma sœur Rosa est allée lui demander et ils ne lui en ont pas donnée, mais on voit des gens qui viennent qui ne sont même pas des villageois et ils les ont obtenues, alors tout cela sont des monopoles, des choses mal gérées [A17:51].

L'UMATA oui, mais parfois, les semences sont mauvaises, les poules que vous avez vues dehors, qui n'avaient pas de bec ce sont les poules que l'UMATA m'a données, ils ont donné à chacun 15 poules, mais 4 d'entre elles sont mortes dans le trajet le jour où je les ai amenées ici. Nous avons suivi la formation et il nous ont donné les poules un an et demi plus tard, alors imaginez-vous attendre si longtemps, j'ai pensé qu'ils n'allaient pas me donner les poules [A05:40].

Deux autres participants mentionnent qu'il y a eu deux autres actions de développement, mais qui n'ont pas eu les résultats escomptés : un projet pour l'élevage de chèvres et un projet qui fournissait des capitaux pour le démarrage d'entreprises locales :

[...] les chèvres ils [l'UMATA] voulaient les mettre dans la serre, ils voulaient mettre 20 chèvres comme un autre projet [...]. Ceux d'entre nous qui croient au lait du chèvre, on a été des marionnettes parce qu'ils nous ont amenés à signer, à ressembler 15 ou 20 personnes pour pouvoir suivre une formation et démontrer que le projet était viable, ils ont utilisé nos signatures pour atteindre l'objectif de ne donner que quelques chèvres, mais à la fin, c'est quelqu'un d'autre qui les a reçues... [A07:40].

[...] j'ai appris que dans le village, deux « capitaux » pour deux personnes ont été octroyés, un capital de 45 millions de pesos, mais ils l'ont gaspillé à cause d'une mauvaise gestion et l'autre était un projet présenté par une étudiante qui a reçu l'argent et l'a dépensé en s'achetant une voiture [...] [A08:51].

Trois répondants mentionnent les projets d'appui à la production agricole lorsqu'ils parlent des actions concrètes de développement rural, mais c'est plutôt pour insister qu'il n'y a eu aucun projet sauf le service de location d'équipement agricole offert par l'administration municipale :

[...] pour l'instant, il n'y en a pas [des actions de développement], par exemple un aspect que je connais bien c'est que la première action qui vient d'être développée pour

les cultures, c'est ce qui a été fait hier au bureau du gouverneur<sup>215</sup>, c'est la première porte qui s'ouvre, mais pourquoi dire des mensonges, il n'y a pas de plan d'action [A03:126].

[...] je ne me souviens pas qu'il y ait [...] des projets pour les paysans et la ruralité, pour ça il n'y a jamais de ressources, il y a une ligne [programme] de la mairie où ils prêtent le tracteur pour travailler la terre [...], mais cette personne laisse un bordel dans les terrains et c'est tout comme administration ; il faudrait plutôt une personne qui connaisse vraiment le processus et qui sache comment fonctionne le tracteur [A11:78].

[...] disons que concernant la partie agricole, je ne connais pas le premier projet, c'est-à-dire que je n'ai vu aucun projet que ce soit à travers le SENA, l'Université de Cundinamarca ou La Sabana pour faire une formation pour la technification, par exemple, dans le milieu rural de Fagua [...], mais la vérité c'est qu'ils n'ont rien fait [A13:67].

### 6.2.3 Les infrastructures publiques

Le troisième type d'actions que certains répondants considèrent de développement et qui ont été menées dans le village sont les travaux de construction et d'entretien des infrastructures publiques. D'une part, les répondants A03 et A04 mentionnent l'aqueduc, l'électricité et le service de transport en commun en rappelant qu'ils sont arrivés dans le village grâce à l'organisation de la communauté de Fagua et à la pression qu'ils ont exercée sur l'administration municipale :

Projets de développement... les projets de l'eau et de l'électricité; mais si je me souviens bien d'autres projets [de développement] aussi gros qui ont été pour la communauté, non il n'y en a pas [A04:31].

[l'aqueduc] a été le premier grand projet de développement qu'en fait, l'administration n'a pas fait, que les communautés elles-mêmes ont fait; la communauté s'est organisée comme le font dans les mingas dans le Cauca. Elles sont allées travailler même les fins de semaine et avec une pioche et une pelle, elles ont excavé et ont mis un tuyau qui acheminait l'eau vers les maisons. Nous, comme vous pouvez le voir, nous sommes situés à l'extrême nord de Chía, alors il y avait beaucoup de travail à faire, car nous sommes éloignés du lieu de naissance de l'eau ; donc c'était la première œuvre de développement qui a eu lieu dans le village [A03: 97].

La communauté du village de Fagua s'est organisée pour avoir du transport en commun. À cette époque, Fagua était le seul village qui avait un autobus, les autres villages n'en

---

<sup>215</sup> Le répondant A03 fait référence à une rencontre qu'il y a eu entre représentants d'AgroFagua et un fonctionnaire de l'administration départementale qui a offert une motoculture pour les membres d'AgroFagua.

avaient pas, ils avaient plutôt de petits campeurs [...], mais Fagua avait un autobus [...] et cela a été réalisé parce que la communauté est venue un jour au bureau du maire et a protesté et le maire a dû accepter et baisser la tête et nous envoyer une ligne d'autobus de la Flota Chía et de la Flota Ayacucho à Fagua [...] [A03:104].

D'autre part, des projets de constructions et d'entretien des espaces publics sont évoqués. Les répondants A09 et A12 seraient favorables à ces projets :

Il y a le projet des terrains pour le soccer que j'ai vu ici en face. Avant de le construire, je crois qu'il n'y avait pas un seul terrain sportif dans tout le village et ils ont placé aussi pour faire de l'exercice [...] j'ai vu qu'ils ont placé des équipements pour usage public pour faire du sport [A12:36].

Ces projets nous sont utiles dans l'association, et dans la dimension sociale parce que c'est généralement pour les autres, parce que par exemple là, ils vont construire un parc public, ils vont faire une garderie publique, je ne sais pas quoi d'autre, mais cela devient des aspects sociaux [A09:52].

En outre [le projet] de décontaminer le Río Frío et le Río Bogotá, ce qui est très compliqué, que ce soit pour la partie administrative de la mairie ou de la ville, c'est difficile ils ont essayé de le faire, mais ils n'ont pas réussi [...] [A09:43]

Tandis que le participant A16 semble être en désaccord avec l'investissement de ressources publiques dans ce type de projets et dénonce que certaines infrastructures n'ont pas été terminées :

[la garderie publique] c'est la jungle [elle est abandonnée][...] cette année, cela ne va pas marcher, je vous assure, alors... la nouvelle école publique aussi on ne sait pas qu'est ce qui est arrivé avec l'école, aussi de l'autre côté il y a aussi le colisée [pas terminé], ce sont des infrastructures « mortes », car elles sont restées comme ça! Ce sont des situations contraires à ce qu'ils [l'administration municipale] promettent aux gens [A16:51].

En somme, les actions en matière de développement rural évoquées par nos répondants ne sont pas nombreuses. Les projets évoqués ont été portés par l'État et avaient comme but la construction des infrastructures publiques dans le village et le soutien des producteurs agricoles. La grande majorité des répondants se font une image négative de ces actions. Lorsque la communauté de Fagua a été sollicitée par l'administration municipale (2016-2019) dans le cadre de la politique du budget participatif pour exprimer leurs besoins en matière de développement rural, les projets portés par les villageois tournaient autour de l'agriculture paysanne. Bien qu'aucun projet ne se soit encore

concrétisé, cette politique a favorisé indirectement le démarrage d'autres projets issus de la communauté elle-même, comme la création d'AgroFagua.

### 6.3 Les acteurs impliqués

Sans surprise, lorsqu'on aborde les actions de développement rural, nos répondants invoquent comme acteur principal l'État (n=17). Nos répondants font aussi mention des entreprises du secteur privé, notamment les entreprises de fleurs (n=16), et le conseil d'action communautaire (n=6)<sup>216</sup>.

#### 6.3.1 L'État

Dans les propos de tous nos répondants, l'État apparaît comme le principal responsable des actions de développement rural à Fagua, plus précisément nos répondants font référence à trois entités au sein du gouvernement municipal : la mairie, aussi appelée l'administration municipale (n=17), le secrétariat au développement économique (n=12) et le service national de formation (SENA) (n=7).

##### 6.3.1.1 L'administration municipale

La grande majorité des répondants se font une image plutôt négative des interventions de l'administration municipale dans le développement de Fagua. Les propos des répondants A02, A08, A13 et A14, qui sont d'ailleurs repris par plusieurs répondants, indiquent que le type de développement que l'administration municipale souhaite pour le village de Fagua est éloigné du développement que les habitants souhaitent :

La vérité est le contraire, il n'y a aucun projet de développement rural, il n'existe pas, tout ce qu'ils [l'administration municipale] veulent, c'est planter du ciment, c'est en faire des bâtiments [...] personne ne vous empêche de construire, au contraire, ils vous disent : construisez que plus tard d'une manière ou d'une autre nous allons vous approuver [la construction]! Un maire par exemple, a dit aux gens qu'ils peuvent construire même si c'est en désordre, même s'il n'y a pas de zones d'isolement, même s'il n'y a pas de routes, s'il n'y a pas des égouts, même s'il y a rien, mais allez construire! [A13:64].

---

<sup>216</sup> Dans cette section nous allons présenter les résultats de l'analyse de la famille de codes « acteurs du développement » qui contient les codes « AgroFagua », « Casa Tibaná », « communauté de Fagua », « État/administration municipale », « Nutriarte », « Secrétariat de développement économique » et « SENA ».



Le maire, au moins dans ce plan de développement ils [l'administration municipale] veulent nous envahir avec les entreprises de construction, ce qu'ils veulent c'est construire, construire et construire, parce qu'en arrière de ça, il y a beaucoup de ressources économiques, il y a beaucoup d'argent qu'ils mobilisent pour pouvoir construire ici. Alors ce que le gouvernement, l'administration municipale, veut c'est d'amener la municipalité dans un autre niveau de stratification [sociale], mais ils ne tiennent pas compte du fait que plusieurs paysans d'ici, du village, on sait cultiver, on veut cultiver, on veut avoir de la terre productive et non seulement des complexes résidentiels, car ceux qui finissent par partir c'est nous, alors cela nous touche à nous tous [A02:8].

Ils ont fini le budget participatif simplement parce que le maire voulait que nous dédions [les projets] tous dans la construction, mais nous ne sommes pas d'accord avec la construction sur ces terres et cela les a beaucoup embêtés [...] [A08:33].

[...] l'administration municipale devrait travailler aussi là-dessus parce qu'aujourd'hui, ils sont plus préoccupés par l'octroi de permis de construction et l'agriculture est laissée de côté et la municipalité n'a plus de zones agricoles, ils devraient, disons, développer plus des projets pour cultiver [...] [A14:9].

Pour nos répondants, l'administration municipale privilégie alors une stratégie de développement où les priorités sont l'étalement urbain et attirer de nouveaux habitants, ce qui s'oppose au développement qui valorise l'agriculture paysanne et que la communauté de Fagua souhaiterait. En fait, les deux propositions seraient si éloignées, que les répondants A03 et A13 avertissent dans leurs propos la confrontation directe qu'il y a entre la communauté de Fagua et l'administration municipale :

[...] et notre projet a toujours été le même : rural, rural, rural [...], mais ils ne le permettent pas, ici vous voyez grosso modo qu'ils [l'administration municipale] ne veulent pas et point final; alors cela devient une guerre! [...] [A13:71].

Une proposition appelée Chía 2037 a été générée et là, le mot « rural » n'apparaît nulle part, ni le mot « Raizal », ni « village », ni rien lié à l'agriculture paysanne, rien du tout. Là, ce que dit le maire, c'est : « cette municipalité a une vocation urbaine, cette municipalité doit être le lieu de résidence pour les gens des strates quatre, cinq et six de Bogota [les strates sociales des riches] » Et la population Raizal? Qui sait ce qui va leur arriver... C'est ce qu'il propose, et puis on s'aperçoit vraiment que c'est l'idée qu'il a dans la tête, qu'entre autres le conseil municipal doit approuver bientôt cette proposition, alors imaginez la guerre que nous allons y mener [...] [A03:124].

Dans les propos de certains de nos répondants, il y a un sentiment d'abandon de l'agriculture paysanne et plus largement des communautés paysannes de Fagua par l'administration municipale; comme l'illustrent les propos du répondant A15, qui indique que le soutien de l'administration se réduit à la célébration annuelle de la fête du paysan, ainsi que les propos des répondants A11 et A03 qui contestent d'ailleurs le fait que les paysans ne sont pas consultés avant la mise en place des projets de développement, même si c'est leur droit :

Vraiment avec nous, l'État, c'est-à-dire l'administration municipale a une dette très importante envers nous la campagne, mais une dette très grande, je pense que cela ne suffira jamais à couvrir tout ce qui a été perdu comme les meilleures terres pour les cultures, l'eau, on a tellement perdu, l'État a une dette très grande envers les personnes d'ici, il y a aussi le déplacement, beaucoup des gens qui avaient une vocation agricole qui étaient d'ici sont partis. Alors, je ne me souviens pas vraiment qu'il y ait eu un seul programme en faveur de récupérer, d'encourager, de motiver la préservation agricole. La seule chose dont je me souviens, c'est que le jour du paysan ils sont venus nous dire d'amener une « *carroza* » au parc, c'est la seule chose pour laquelle nous sommes pris en compte, rien d'autre. Ils nous ont donné des outils et des houes et d'autres petits outils, c'est tout [A15:69].

Si, des plans, des programmes et des projets de développement formulés par d'éminents professionnels et par d'éminentes universités sont générés, mais la population *Raizal*, les paysans ne sont presque jamais consultés [...] alors, bien sûr, que ces plans échouent toujours [A03:21].

On se base fondamentalement sur ce qu'est « l'état social de droit » et ce sont les conditions minimales qui disent [dans la constitution politique] qu'avant de faire un projet qu'au moins ils devraient partager le projet avec la communauté afin qu'elle en soit informée, autrement qu'ils socialisent ce qu'ils font [A11:26].

Aussi, pour certains répondants, les projets de développement proposés par l'administration municipale ne sont que des promesses que l'administration municipale est incapable de maintenir et qui ne se matérialisent jamais ; ils ne font pas confiance à l'administration municipale :

Je ne crois pas au gouvernement, je ne crois pas au bureau du maire. Dans ma façon de le voir et, c'est parce que je suis allé voir moi-même ce qu'ils ont promis et rien n'a été fait [...], ils ont peut-être vu des choses qui se font dans d'autres pays et ils disent qu'il faut les mettre en œuvre ici, mais c'est nous qui devons travailler, le faire nous-mêmes, mais après pour montrer les résultats c'est eux qui vont le faire, ils vont livrer le projet et nous ne sommes que les instruments et ils nous manipulent [...] [A07:39].

[...] nous étions des cobayes [dans le Budget participatif] et ils jouaient avec nous [...] [A11:70].

[...] comme toujours, ils nous promettent des choses qui restent comme ça et cela ne change pas [...] [A10:34].

Dans le même ordre d'idées, cinq sur dix-huit répondants condamnent directement le maire Leonardo Donoso (élu pour la période 2016-2019) de ne pas avoir exécuté les trois projets de développement que la communauté de Fagua a proposés et dénoncent que le maire n'a pas montré d'intérêt pour leurs préoccupations. Les répondants A13 et A03 signalent l'importance qu'un district d'irrigation et une salle communautaire ont pour eux sur le plan agricole et écologique, et le peu d'attention qu'ils ont reçue de la part du maire :

[...] l'ensemble du projet [du district d'irrigation] est créé, et on suppose que comme il s'agit d'un budget participatif, il nous donne la possibilité d'allouer l'argent à quelque chose qui est vraiment une nécessité pour nous, et à ce moment-là nous l'avons vu comme une grande nécessité pour que le village commence à prospérer. Mais le maire, dans sa façon de penser les choses, la première chose qu'il a faite a été de démanteler le budget participatif [A13:70].

Notre projet était de créer un district d'irrigation, nous sommes allés à la CAR [Corporation Autonome Régionale], nous avons obtenu l'autorisation de leur part, ce qui n'est pas facile [...] quand Leonardo a découvert cela, la première chose qu'il a faite a été de nous refuser l'autorisation de faire le district dans une propriété de l'État. Cela c'est l'un des combats aujourd'hui avec lui, alors qu'est-ce qu'on attend? Je vais vous le dire honnêtement, qu'il parte pour qu'on puisse tout reprendre parce qu'avec lui on ne peut pas [A03:117].

[...] c'était une serre pour cultiver avec de bonnes pratiques agricoles et une salle écologique, mais avec un système de construction traditionnel, que ce malheureux ne nous a pas approuvé, nous voulons faire une sorte de « maloca », comme un « bohio »<sup>217</sup> et il a dit : non! Il nous a proposé plutôt un cube avec des choses en béton et nous a dit : « voici votre salle environnementale ». Nous avons dit : « comment ça? Si cela ne s'aligne pas avec la problématique environnementale », mais il n'a pas voulu le faire autrement [A03:118].

---

<sup>217</sup> Il s'agit des maisons ou des salles communautaires traditionnelles, typiques des communautés indigènes et construites à partir de troncs d'arbres et de branches.

Les répondants A11 et A16 évoquent le sentiment de déception envers le maire, qui les aurait enthousiasmés avec des projets qu'il savait en amont qu'il n'allait pas exécuter :

Il dit [le maire]: « nous avons besoin de projets pour résoudre certains de vos problèmes, quels sont vos problèmes? » [Ils ont répondu] « notre problème en tant que Fagua c'est qu'on n'a pas de salle communale », et puis il nous dit : « bon, ça ne peut pas se faire, le plan d'aménagement des sols dit qu'on ne peut pas y construire » [A11:71].

[...] il joue avec nous, car il faudrait avoir une vraie ligne directrice pour préciser à quoi on peut participer. Puis, on est venu concrétiser un projet qui était le terrain communautaire, on est arrivé avec quelque chose de concret et quand on a déjà tout fait, là il dit qu'il n'y a plus d'argent, alors à quoi joue-t-il? [A11:72].

Le propriétaire de l'avis [le maire] de la municipalité de Chía, en ce moment avec les membres du conseil municipal a décidé de ne pas mener à terme cela [le budget participatif] et c'est très douloureux, parce qu'on a passé beaucoup de temps là-dedans, combien de temps dans ce projet qui a été perdu et aujourd'hui quelque chose qui était déjà là parce que c'est un ordre national, rien n'a été fait [...] [A16:47].

L'absence de volonté et d'attention que le maire a porté aux besoins des habitants de Fagua pourrait s'expliquer par son apparente intention d'empêcher l'autonomie du village en termes de développement, une autonomie qu'il verrait comme une menace. C'est ce qui ressort des propos des répondants A02, A03 et A13 :

[...] cette administration a mis fin au Budget participatif, entre autres, bien que ce soit un secret pas trop secret, parce que le maire s'est rendu compte qu'il avait en quelque sorte ouvert la boîte de Pandore et que nous, à un moment donné dans le projet, il savait que nous allions lutter pour l'autonomie du territoire [A03:113].

[...] le maire a dit: « il faut mettre fin à ce projet [celui de Fagua] parce qu'ils sont en train de devenir, disons, une pierre dans ma chaussure, et je ne vais pas laisser que les villages soient des républiques indépendantes » et il a rejeté alors le budget participatif [A03:116].

Quand lui [le maire] s'est rendu compte que nous allions continuer à développer le village comme nous le souhaitions, en fonction d'un district d'irrigation, il a simplement présenté un projet et a dit aux membres du conseil municipal : « on a besoin de cet argent pour réparer plutôt les trottoirs des zones urbaines » et le projet est démantelé [...] [A13:77].

[le Budget participatif] était lié directement à la mairie et cette année elle a décidé de nous enlever cela [...] l'association est allée se battre là-bas avec eux pour l'avoir encore, mais malheureusement ce n'était pas possible [...] [A02:28].

En outre, la faible performance de l'administration municipale dans le développement de Fagua serait liée, selon certains répondants, à la corruption au sein des entités gouvernementales.

Il n'y a pas de développement, parce qu'à la fin, tout finit dans les poches de certaines personnes et le reste est endommagé [...], car cette municipalité reçoit beaucoup d'argent, mais cela ne se voit pas, le budget participatif c'était pour faire des travaux pour la communauté, mais aujourd'hui, ils l'utilisent pour construire des trottoirs... [A16:48].

Ici, le gouvernement, le gestionnaire des dépenses, qui est le maire, il dit disons qu'il va investir 500 millions de pesos dans un programme agricole, par la suite, le scénario le plus probable est que seuls 20 ou 25 millions soient investis dans le projet, ou moins, et que le reste de l'argent se perde ou soit volé [...] [A08:16].

[...] le gouvernement fait aussi parfois une bonne action à un moment donné quand il nous donne certains matériels, mais il fait une mauvaise action quand celui qui distribue le matériel garde l'argent pour lui. Alors, quand ils font les projets, c'est le bénéficiaire du projet qui est puni parce que si on dit qu'ils allaient lui donner 20 millions de pesos, à la fin ils ne lui donnent que 5 et les autres 15 sont finis avec la corruption [A08:51].

Le répondant A01 serait le seul membre d'AgroFagua à avoir une image plus positive du rôle de l'administration municipale dans le développement du village. D'après lui, l'administration municipale est prête à soutenir la communauté de Fagua et dispose de nombreuses ressources pour le faire, mais il y a deux obstacles plutôt logistiques : le manque de participation et d'initiative communautaire pour effectuer les démarches nécessaires pour obtenir de l'aide et la lenteur de l'administration dans l'allocation des ressources pour les projets de développement.

La municipalité a des ressources pour tout le monde, mais si les formalités ne sont pas respectées, alors ils ne peuvent pas donner les ressources, il faut aller frapper à la porte, il faut aller parler aux gens, remplir les formulaires, il faut faire tout cela [...] j'imagine que c'est pour ça que les gens d'ici sont trop paresseux pour faire les choses, donc il faut bien regarder ce sujet parce que les ressources sont là [A01:75].

Par exemple, à propos des trottoirs, il y a le budget déjà approuvé, mais le maire n'a pas fait le contrat et maintenant nous avons la « loi de garantie » alors il ne peut rien faire et la question d'aides est perdue [...] alors ici, l'argent est déjà dans le budget,

mais aucun contrat n'a été fait. Donc c'est la même chose, le gouvernement dit qu'il a manqué de la participation active, ils [la communauté] participent aux réunions, mais ils ne passent pas à l'action [...] ce n'est donc pas le maire qui est une mauvaise personne, c'est parce que nous n'utilisons pas les ressources [A01:71].

### 6.3.1.2 Le secrétariat au développement économique

Douze de nos répondants mentionnent le secrétariat au développement économique, antérieurement « unité municipale d'assistance technique » (UMATA), en tant qu'acteur du développement de Fagua. L'opinion que les répondants ont sur cette entité est moins consensuelle que celle qu'ils ont de l'administration municipale : cinq répondants jugent positivement les activités du secrétariat au développement économique tandis que sept répondants ont une image plutôt négative.

Pour les répondants A14 et A15, les entités qui s'intéressent au développement rural et agricole de Fagua ne sont pas si nombreuses. Parmi les rares entités qui existent, le secrétariat au développement économique se préoccupe pour les habitants de la campagne et les employés du secrétariat ont été un soutien important durant l'élaboration des projets pour le budget participatif et, plus largement, ce secrétariat soutient AgroFagua depuis sa création.

Cette administration c'est la seule qui s'est penchée sur la partie rurale de la municipalité et qui s'est préoccupée des zones rurales, qui est venue nous demander quels sont nos besoins et qui a soutenu cela, parce que cette association [AgroFagua] n'a eu que le soutien du secrétaire de développement économique le Dr Edwin, je veux dire si c'est une question politique ou si ce n'est pas politique je ne sais pas, mais il est la seule personne qui nous a donné un coup de main, et je sais qu'en nous aidant, il a eu des difficultés avec ses collègues qui veulent continuer avec l'urbanisation [A15:71].

Le bureau de développement économique s'est aussi intéressé au projet de Fagua [dans le cadre du budget participatif] parce que c'était le seul projet agricole, alors ils se sont préoccupés et on fait des alliances disons avec le SENA pour avoir des formations, des cours sur les potagers [...] l'UMATA a toujours été là et si les gens leur disent : j'ai pas de terrain propre, je veux par exemple des conseils [pour la production] ou quelque chose, ils vont aller les visiter et les aident avec des semences ou des formations, mais aussi les gens sont des fois trop paresseux pour aller là-bas [à l'UMATA] [A14:27].

Comme le montrent les propos des répondants A10, A07 et A12, parmi les activités que les répondants apprécient le plus du secrétariat de développement économique figurent : l'organisation

des marchés municipaux, les conseils techniques pour la production de cultures et le don d'intrants tels que les semences, les engrais et les plantules.

Il y avait un programme de formation pour l'association dans lequel je commence à sentir une atmosphère d'entrepreneuriat au sein de ce qui est le bureau de développement économique avec les différents acteurs qui sont dans les Agromercados [...] [A07:4].

L'UMATA a été toujours [...] ils donnent les engrais, ils donnent des produits chimiques, et ils vous donnent aussi des plants de « lulo »<sup>218</sup>, des muriers; si vous allez à l'UMATA ils vont vous donner des plantes, des « barrières vives » et ils collaborent aussi avec ceux qui ont des vaches pour venir les vacciner, pour examiner le bétail, il y a eu un soutien là-dedans [A12:45].

Quand on veut demander à l'administration municipale des outils, alors l'UMATA nous aide avec ça, pas avec des formations, mais avec des engrais, ils nous donnent un peu ou quelques plants, mais c'est peu et ce n'est pas n'importe quand qu'on peut passer une commande [...] [A10:38].

Pour les répondants qui critiquent les activités du secrétaire du développement économique, le don des intrants est l'activité la moins appréciée : deux répondants déplorent la mauvaise qualité des intrants qui leur sont fournis, tandis que deux répondants trouvent que l'attente pour obtenir les intrants, et plus largement pour obtenir les services de l'entité, est très longue.

[...] alors ce qui se passe avec l'UMATA c'est que les pires plantes sont données ici, elles sont de mauvaise qualité... ici à Fagua ils nous laissent... donc de toutes les semences qu'ils ont données la dernière fois, aucune n'a fonctionné, c'est-à-dire qu'elles ont été semés, mais ne poussent pas [A01:79].

L'UMATA nous aide, mais parfois les semences qu'ils nous donnent sont mauvaises [...] parfois, par exemple, on va à l'UMATA pour dire qu'on a besoin de plantes, mais ils nous disent oui, mais il faut attendre [...]. Donc pour moi cette chose à propos de l'UMATA me semble très mauvaise, comme un écran qui contenaient la vérité [...] ils ne nous respectent pas [A05:40].

L'UMATA a la particularité qu'ils arrivent du coup, ils vous aident quand vous avez plus d'insistance, plus de temps pour être là pour réclamer vos droits ou demander de l'aide, là l'UMATA vous donne des choses, ils vous fournissent des engrais ou ils

---

<sup>218</sup> Le « lulo » (*Solanum Quitoense*) est un fruit tropical de la famille des solanacées originaire de la région andine.

fournissent des semis, peut-être des animaux, même des poules, mais ça prend jusqu'à un an pour les avoir [A09:53].

À propos des longues périodes d'attente pour les services, le répondant A06 souligne aussi que l'entité offre le service de prêt de machines pour cultiver, mais que cela prend trop de temps. Il évoque en fait leur sentiment de découragement face à l'entité puisqu'elle promettrait des projets qui ne seront jamais réalisés.

[l'UMATA] nous aide, mais c'est tout un processus, je veux dire si on a besoin du tracteur, ensuite cinq ou six mois se passent et le tracteur n'arrive pas [...] j'ai entendu des commentaires : ils promettent quand ils viennent ici, il dis on va vous donner et finalement ils ne font rien. Je veux dire, vous ne voyez pas d'engagement, ils ne se conforment pas, donc évidemment cela nous démotive [...] [A06:47].

Les propos du répondant A06 sont repris par les répondants A03, A11 et A17 qui mentionnent que le secrétariat n'offre pas un soutien adéquat aux paysans. Le répondant A17 suggère qu'il y aurait un biais dans l'offre de services favorisant ceux qui ont un lien informel avec les fonctionnaires de l'entité :

[...] si les gens de l'UMATA ne m'aiment pas, ils ne me donnent pas le motoculteur ou ils ne m'envoient pas le tracteur parce que c'est de la politique, oui? [...], mais c'est comme ça ici on a eu le motoculteur grâce à l'association, du coup ils me connaissent déjà et ils m'ont envoyé ça. Si vous allez leur demander des engrais ils donnent à ceux qui sont connus déjà ils donnent à n'importe quelle heure les engrais, les semences et envoient le tracteur pour semer [A17:50].

Disons qu'AgroFagua reçoit un petit coup de pouce du secrétariat au développement économique, ils nous invitent aux Agromercados, mais non, je ne vois pas ça comme un vrai accompagnement [...] [A11:66].

Malheureusement ni les universités, ni le gouvernement, personne ne joue le rôle qui lui revient dans cette affaire [le développement agricole]. Si tu parles au secrétaire au développement économique [...] il te parle de la production, des alliances, des méthodologies, des projets, des documents, mais quand tu vas chercher tout cela il n'y a rien, ce n'est pas vrai, ce sont des mensonges partout... [...] [A03:130].

Finalement, le répondant A03 évoque les origines de l'UMATA pour expliquer la transformation de la mission de l'entité à travers le temps. Pour lui, l'entité offrait avant un meilleur accompagnement aux agriculteurs paysans tout en respectant leurs traditions, alors que maintenant



que l'entité est devenue le secrétariat de développement économique, elle se limite à quelques actions que le répondant désapprouve comme le don de semences transgéniques :

[...] la première UMATA a été créée après le POT [Plan d'aménagement du territoire], elle fournit du soutien, elle donnait des conseils techniques, elle nous a donné des semences, mais pas des semences de Monsanto, bon sang! Ils nous donnaient les semences des mêmes villageois, il y avait un banc de graines ou les gens partageaient. Après cela, ils ont réalisé que cela ne fonctionnait pas, car cela était un obstacle pour le business. Alors petit à petit, l'UMATA a été démantelée et aujourd'hui il ne reste que le service des conseils techniques, ils ne vous achètent plus rien, ils ne vous donnent de bons grains. Concernant les animaux de pâturage, avant il y avait un vétérinaire pour chaque village et ils savaient si vous aviez une vache, des cochons, des poulets, ils vous donnaient des conseils techniques et vous transmettaient des connaissances [A03:89].

[...] l'UMATA et l'administration devraient jouer un rôle fondamental, car ils arrivent - et j'ai les documents, les preuves - qu'ils arrivent et nous disent : « vous avez des cochons? Il faut finir ça! » [on répond] : « comment ça? Si je vis de cela? ». Je connais trois familles qui ont vécu toute une vie de l'activité porcine et aujourd'hui l'administration vient leur dire : non, mettez fin à cette chose!. Comment ça? Et la culture? Et ma famille? Et mes revenus? Qu'est-ce que vous faites pour que je puisse changer cela si c'est la subsistance de toute ma vie? C'est là qu'on ne partage pas ces décisions de l'administration municipale [A03:91].

### 6.3.1.3 Le service national de formation (SENA)

Un autre acteur mentionné par sept de nos répondants est le service national de formation (SENA), une entité publique qui offre des formations gratuites dans différents domaines. Tous les répondants ont une image positive des activités d'éducation de cette entité. Comme l'illustrent les propos des répondants A02, A09 et A06, partagés d'ailleurs par d'autres répondants, cette entité offre des formations courtes notamment sur les techniques de production qui sont facilement accessibles aux villageois et que les membres d'AgroFagua apprécient.

[...] le SENa est une entité qui nous a renforcés dans les connaissances sur, disons, les pratiques agricoles biologiques et propres dans notre production [...] disons que le SENa est une entité très essentielle, car elle nous donne les connaissances et l'enseignement dont nous avons besoin pour les mettre en pratique [A02:66].

[...] la formation par le SENa, avant c'était très compliqué car les années précédentes et personne ne pouvait accéder à ses formations du SENa tant qu'il n'était pas bachelier, mais il y a quelques années qu'on ait un diplôme ou non, on peut accéder

aux cours, aux formations qui sont très importantes. Dans toute la partie industrielle, et toute la formation et tous les moyens qu'il faut, on est en train d'apprendre beaucoup de choses qui sont très bonnes pour la vie à la campagne [...][A09:3].

La [formation] en BPA [bonnes pratiques agricoles] a été spectaculaire parce qu'ils sont venus ici, c'est très différent [qu'avant], le SENA a plusieurs modalités, ceux qui n'étudient pas c'est parce qu'ils ne veulent pas [...] aujourd'hui le SENA vient là où vous êtes, il vous dit simplement d'organiser les gens, minimum 15 ou 20 personnes et ils envoient l'instructeur, ils vous accompagnent, donc ce sont les outils dont nous avons besoin [A06:44].

### 6.3.2 Les entreprises de fleurs

La perception de nos répondants de la floriculture est paradoxale. Pour la grande majorité de nos répondants (n=16), les entreprises de fleurs figurent parmi les acteurs du développement de Fagua, même si aucune action concrète de développement menée par ces entreprises n'a été évoquée par les répondants. D'abord, ils avouent unanimement que bien que la floriculture ait été l'une des responsables de la perte de l'importance de l'agriculture paysanne, les entreprises de fleurs jouent aujourd'hui un rôle dans le développement socioéconomique, puisqu'elles sont les principales génératrices d'emplois et elles donnent de la visibilité au village :

Fagua est celle qui génère aujourd'hui le plus d'emplois dans cette municipalité, c'est le seul village et le seul secteur qui génère plus d'emplois que tout autre type de proposition économique que la municipalité de Chía a actuellement. Fagua génère 8000 emplois et aucune autre proposition du secteur productif de la municipalité ne compte autant d'emplois que le secteur floriculteur, aucun [A03:31].

Les entreprises de fleurs ont contribué à la création d'emploi et disons que évidemment les entreprises utilisent des produits chimiques, c'est polluant! mais elles donnent de l'emploi, elles font connaître le village, car au moins ici [l'entreprise] MG est bien connue, et elle est connue parce qu'ils reconnaissent déjà où il se trouve Fagua, donc évidemment les entreprises ont beaucoup contribué au développement social de la communauté [A02:51].

Ensuite, nos répondants soulignent que, si les entreprises de fleurs sont responsables de la diminution des terres disponibles pour l'agriculture paysanne et la production vivrière, elles ont servi en quelque sorte de barrière pour se protéger de l'étalement urbain. Le fait que, jusqu'à maintenant, les propriétaires des entreprises aient décidé d'occuper leurs terres avec la production de fleurs plutôt que à construction d'infrastructures est bien vu par nos répondants :

Si vous voyez ici au village il y a beaucoup de cultures de fleurs, ils sont très intéressés à collaborer avec nous parce que si nous sommes déplacés d'ici, ils sont aussi les premiers à sortir [...] imaginez si cela met fin à la source de revenus qui est je dirais 90% des revenus des familles du village et d'ailleurs [A06:26].

Les fleurs sont un business [...] s'ils sont déplacés parce qu'il n'y a plus d'agriculture ici, alors ils seront directement touchés comme nous [A01:62].

Les cultures de fleurs nous ont en quelque sorte servi maintenant comme une barrière ou comme un bouclier, car si les fleurs n'étaient pas là, Amarilo 13 ou Santa Ana 12 [des complexes résidentiels] seraient déjà ici, mais comme les cultures d'une certaine manière génèrent une valeur ajoutée sur le terrain, qui est l'endroit où les plantes et les fleurs sont plantées, ce qui a fait que disons la proposition de développement urbain de Fagua ait pris du retard [A03:51].

Enfin, certains répondants mentionnent que dans le passé, les entreprises de fleurs ne portaient pas attention à l'impact de la floriculture dans le village, mais récemment, certaines entreprises de fleurs ont commencé à s'intéresser aux besoins des villageois et à leur bien-être. Les répondants A02 et A10 mentionnent l'exemple de l'école de sport de l'entreprise MG qui a été fondée pour accueillir les enfants des employés et a été étendue aux enfants du village, ce qui selon eux profite à la communauté :

Il y a deux ou trois ans, les entreprises [de fleurs] ont décidé de se tourner vers nous et de commencer à nous prendre en compte parce qu'avant, ça ne s'était produit, il y avait des cultures et la seule relation qu'il y avait c'était que les gens travaillent dans leurs cultures, et les gens rentrent chez eux et c'est tout, ils [les entreprises] n'ont jamais pensé à la société, ni à la culture, ni à la prévalence ni au territoire, jusqu'à présent quelques-uns ont... ils ont commencé à nous voir [...] [A03:55].

Si au moins, disons, ici qu'ils ont une entité sportive, des ateliers, des formations qui profitent à la fois aux employés et aux membres de la famille alors c'est un développement social [A02:52].

En tant que fondation, l'école de sport était très bien, car les garçons avaient tout, ils avaient des uniformes, ils avaient même des promenades, des sorties pour participer à des tournois à San Andres, à Cartagena, Santa Marta à la fin de l'année ils ont fait des sorties [...] [A10:60].

Pour les répondants A11 et A13 par contre, des projets comme l'école de sport ne signifiaient pas que l'entreprise MG a un intérêt légitime pour la communauté de Fagua, mais il s'agirait plutôt

d'un moyen de réduire leurs impôts. Le répondant A11 mobilise le terme « responsabilité sociale » pour souligner que les entreprises de fleurs n'ont pas un véritable engagement envers la communauté de Fagua :

Tout ce qui a à voir avec le développement de Fagua en tant que tel est important, je n'ai aucune objection à cela, mais il y a deux choses. Ce qui se passe, c'est que les grandes entreprises ont des moyens pour créer des organisations de charité, mais il vont les créer pour qu'il n'y ait pas des couts élevés des impôts qu'ils leur facturent, c'est peut être de ce côté [A13:78].

En matière de développement [les entreprises de fleurs] contribuent à sujet du capital, mais elles contribuent à un enjeu de développement qui finalement est inexistant, cela resterait dans un développement de survie, je ne vois pas comme ces entreprises contribuent autrement... plusieurs entreprises disent : « j'ai une responsabilité sociale parce que j'ai une entreprise et j'ai un thème sportif », et pour une entreprise qui veut réduire ses impôts, c'est très facile de dire : « je vais avoir un thème des enfants pour qu'ils puissent jouer et avec ça je non seulement dit que j'ai responsabilité sociale, mais aussi que j'aide à la construction du tissu social » [A11:62].

Je pense qu'il y a un fond derrière tout ça, beaucoup de gens disent : « regarde, j'apport vraiment avec le village, j'ai une école de sport, j'ai une entreprise de fleurs et j'ai une fondation sportive », mais qu'est-ce qui se cache derrière tout ça? [...] ils ne laissent pas de trace derrière ces garçons, car ils leur donnent peut-être une collation, mais il y a rien pour cette nouvelle génération, une génération différente, avoir un impact sur eux c'est le tissu social, c'est la responsabilité sociale pour moi [A11:63].

Dans le même ordre d'idées, le répondant A09 avertit qu'il pourrait y avoir un risque dans cet intérêt des entreprises de fleurs pour la communauté de Fagua, puisqu'il pourrait s'établir une relation inégale dans laquelle les entreprises de fleurs profiteraient des villageois :

Ils [l'entreprise de fleurs MG] veulent profiter de choses que nous avons faites et qui ont été bénéfiques grâce à l'association. Comment c'est possible que nous ayons une association et ils ont beaucoup d'argent, et ils vont nous utiliser pour que l'administration pave ce bout de route qui leur manque à l'entrée de l'entreprise?, c'est comme une chose que non, avec un intérêt de leur part qui n'est pas une réalisation pour nous [A09:60].

### 6.3.3 Le conseil d'action communautaire de Fagua

Le dernier acteur évoqué par six des dix-huit répondants est le conseil d'action communautaire de Fagua (Junta de Acción Comunal), une organisation de la société civile qui vise à aider à résoudre

les problèmes de la communauté. Rappelons que plusieurs membres d'AgroFagua ont été ou sont actuellement membres du conseil d'action communautaire.

Nos répondants s'entendent pour dire que le rôle de cette organisation est très important pour le développement du village et ils ont une appréciation plutôt positive de ses activités. Comme l'illustrent les propos des répondants A04, A06 et A15, les membres du conseil d'action communautaire sont des leaders reconnus dans le village et ont mené des actions de développement emblématiques comme l'installation des services publics de l'aqueduc, de l'électricité et des transports et actuellement, ils mènent les contestations relatives à la hausse des tarifs des services publics et des taxes. Pour les répondants A04 et A06, le conseil d'action communautaire lutte pour la ruralité de Fagua.

[...] les différents leaders du village comme Don Miguel Cante qui est une personne qui fait partie du conseil d'administration communal depuis de nombreuses années, il a été à la tête de choses très importantes comme le transport depuis de nombreuses années; c'est lui qui a organisé la question du transport ici, l'école aussi, ils ont voulu changer les journées à l'école et d'autres choses et il a été là [pour les défendre], la question de l'aqueduc aussi, il a eu beaucoup d'influence pour exiger que Fagua ait un aqueduc parce qu'il n'y avait pas de système d'égouts ici, maintenant sur la question de l'impôt foncier, c'est lui qui dirige ce mouvement pour protester et que la taxe foncière soit abaissée [A15:19].

[...] ils [l'administration municipale] n'aiment pas Fagua, ou je pense qu'ils nous aiment très peu, parce que comme ici heureusement nous avons des gens qui ont des connaissances et qui se battent pour les idéaux de Fagua, ça n'est pas à leur goût [de l'administration municipale], ils n'aiment pas qu'on arrive à se battre, pour eux il vaut mieux se taire, mais quand il y a des leaders sociaux et qu'ils disent que nous n'aimons pas ce projet, ils ne nous aiment pas [A04:41].

Fagua a cette union précisément de certains dirigeants [...] qui sont des personnes qui ont travaillé pendant longtemps pour la conservation du village, pour la fraternité. Et pour nous garder unis à travers la production agricole, la terre et pour éviter comme je le dis éviter de construire autant de complexes résidentiels dans le village. C'est ce qui nous a unis, l'une des bénédictions que nous avons, c'est le conseil d'action communautaire [...] [A06:27].

## 6.4 Conclusion et discussion

Dans ce chapitre, nous avons présenté trois éléments de la représentation du développement rural que se font les membres de l'organisation paysanne AgroFagua : les enjeux, les actions et les acteurs.

D'abord, nous avons conclu qu'il y a trois grands enjeux de développement auxquels les associés font face actuellement : (i) la perte de la ruralité de Fagua que nous avons constatée est liée à la perte de l'importance spatiale, économique, sociale, voire symbolique, de l'agriculture paysanne, à la perte des traditions des villageois de longue date et à l'épuisement des ressources naturelles notamment de l'eau et des sols (ii) l'étalement urbain qui a eu un impact direct sur la régression des surfaces agricoles du village et l'augmentation de la valeur de la terre et (iii) les difficultés d'accès aux services publics, surtout au réseau des égouts et au service d'assainissement, et plus largement la mauvaise qualité et la hausse des prix des services publics. Parmi les facteurs qui ont contribué à la perte de la ruralité, nous avons identifié : le développement du secteur floriculteur, l'arrivée de nouvelles populations (notamment des travailleurs temporaires à faibles revenus et des populations urbaines à hauts revenus qui déménagent dans les complexes résidentiels) et le désintérêt des villageois pour conserver les ressources naturelles et les traditions de Fagua. Nos répondants nous disaient aussi que les facteurs qui ont contribué à l'étalement urbain dans le village sont la croissance de la population de la capitale du pays et la mauvaise planification de l'aménagement du territoire par l'administration municipale. Les propos des membres d'AgroFagua suggèrent également que la précarité dans les services publics est due à la mauvaise gestion de l'administration municipale ainsi que des entreprises qui fournissent les services publics.

Ces enjeux locaux de développement rural auxquels sont confrontés les paysans de Fagua mettent en lumière des enjeux de développement rural à l'échelle nationale comme la concentration et l'accaparement des terres, l'utilisation inadéquate des sols, surtout pour les activités agroindustrielles et le conflit d'usage de l'eau et l'accès aux services et aux infrastructures. À titre d'exemple, comme le soulignent Díaz et López (2021) en Colombie 8 hectares sur 10 qui devraient être consacrés à l'agriculture sont destinés à l'élevage. Les cultures de grande extension occupent 75% de la surface totale cultivée, ce qui a évincé les cultures vivrières qui n'occupent que 16% des terres. Tout comme à Fagua, en Colombie alors que les petites parcelles sont utilisées pour la

production d'aliments destinés à l'autoconsommation, les grandes cultures sont utilisées pour les monocultures d'exportation; c'est pourquoi environ 14 millions de tonnes d'aliments sont importées par an. La question de la pauvreté, un enjeu important de développement rural en Colombie, où le taux de pauvreté est beaucoup plus élevé dans les milieux ruraux (34.5%) que dans les milieux urbains (12.3%), n'a pas ressorti dans les préoccupations des membres d'AgroFagua.

Ensuite, nous avons vu que les membres d'AgroFagua considèrent que les actions en matière de développement qui ont été mises en œuvre dans le village sont plutôt rares et se limitent à quelques projets de dons des intrants aux agriculteurs et à la construction et à l'entretien des infrastructures publiques du village. Le projet le plus cité est la mise en œuvre récente de la politique publique du « budget participatif » qui a permis à la communauté de Fagua d'exprimer ses besoins en matière de développement et de décider les projets de développement à privilégier. Néanmoins, les propos de nos répondants suggèrent que l'administration municipale verrait les projets issus de la communauté de Fagua, qui tournent autour de l'agriculture paysanne, comme un obstacle à l'étalement urbain, c'est pourquoi aucun projet n'aurait été réalisé jusqu'à présent. Comme l'a expliqué Fajardo (2019a) le modèle de développement dominant en Colombie privilégie la croissance économique à travers le développement des secteurs comme l'industriel en marginalisant la production alimentaire qui est d'ailleurs compensée par les revenus d'autres secteurs. Nous avons également vu que les activités de développement évoquées par les membres d'AgroFagua sont la concrétisation des différents plans de développement de la municipalité qui rendent invisibles les besoins de la paysannerie et qui se limitent à des projets d'infrastructures publiques non agricoles et à certains projets de formation et assistance technique pour les paysans.

Enfin, cette étude nous a permis de dresser un portrait des principaux acteurs publics et privés qui selon les associés d'AgroFagua, jouent un rôle dans les actions de développement du village. L'État est l'acteur le plus évoqué; plus spécifiquement trois entités publiques sont mentionnées : (i) l'administration municipale dont l'image est négative auprès des membres d'AgroFagua sauf pour le répondant A01, (ii) le secrétariat au développement économique, que certains répondants apprécient en raison du soutien offert aux agriculteurs et aux associés et que d'autres répondants critiquent pour la faible qualité des services qu'elle offre aux paysans, et (iii) le service national de formation SENA, qui est très apprécié, car il offre des formations qui s'adaptent aux besoins des membres d'AgroFagua. Ensuite, nous avons constaté que les grandes entreprises de fleurs sont

mentionnées en tant qu'actrices du développement, notamment en raison des emplois qu'elles offrent aux villageois. Cependant, les associés expriment une certaine réserve à leur égard puisqu'ils considèrent aussi les entreprises de fleurs comme l'une des responsables directes de la transformation de la ruralité et de la marginalisation de l'agriculture paysanne dans le village. Enfin, nous avons vu que le conseil d'action communautaire est très estimé, puisqu'il regroupe les leaders du village et mène des actions qui favorisent le développement du village et défendent la communauté. Dans le cadre de cette identification de l'ensemble d'acteurs impliqués dans le modèle de développement rural dominant à niveau local, très influencé d'ailleurs par le paradigme de la modernisation, nous voyons comment les membres d'AgroFagua ne se retrouvent pas eux-mêmes comme des acteurs de ce modèle, qu'ils considèrent plutôt excluants (Peemans, 2018).

Nous tenterons maintenant de voir, à travers les représentations du développement rural des membres d'AgroFagua que nous venons de décrire, comment les organisations paysannes incarnent un mouvement social au sens tourainien du terme, tel que postulé dans la première partie de notre cadre théorique, c'est-à-dire que les organisations paysannes sont des acteurs sociaux qui se positionnent face à leurs adversaires tout en portant un projet émancipateur.

Dans notre cadre théorique, nous expliquons que les mouvements sociaux sont pour Touraine des sujets collectifs qui s'organisent pour mener des luttes, des actions contestataires, dirigées vers un adversaire social et qui défendent une société alternative dans un champ historique et culturel. Dans la pensée tourainienne, les mouvements sociaux sont analysés en fonction des tensions entre les acteurs sociaux et leurs adversaires dans le cadre d'un conflit (Touraine, 1973). Tout mouvement social suppose donc l'existence d'un conflit, des antagonismes, ainsi que des actions collectives et des revendications (Melucci, 1978). Autrement dit, pour comprendre un mouvement social, il faudrait déterminer qui est l'acteur qui lutte (principe d'identité), qui est son adversaire (principe d'opposition) et quel est l'enjeu qu'ils ont en commun ou le champ de bataille (principe de totalité).

D'abord, nos résultats montrent, comme le posait Touraine (2006), que le principe de totalité guide les actions de l'organisation paysanne. Le développement rural constitue bel et bien un enjeu pour les membres de l'organisation paysanne et ils prennent position face au modèle de développement qui a été privilégié dans le milieu rural qu'ils habitent. Nous avons vu que pour la totalité de nos répondants, le modèle de développement dominant, qui reposait dans les années précédentes sur



l'expansion de l'agriculture est maintenant axé aussi sur l'étalement urbain. Dans le cadre de ce modèle, l'arrivée de nouvelles populations et la construction d'infrastructures et de logements sur les terres agricoles du village sont avant tout favorisées, ce qui est problématique aux yeux des membres de l'organisation, car la ruralité est désormais exclue des plans de développement.

Faisant écho aux idées d'Archila (2003), nos résultats montrent que l'organisation paysanne s'oppose aux injustices, aux iniquités et aux exclusions et mène des luttes émancipatoires. Nous avons constaté que la ruralité est au centre de ses préoccupations, puisqu'elle traite de la paysannerie, de l'agriculture, des traditions culturelles et des ressources naturelles, des éléments qui ont une importance spatiale, économique, sociale, voire symbolique, non négligeable. En d'autres mots, ce que le modèle de développement rural dominant exclut, c'est leur mode de vie paysan. On voit bien que nos répondants se sentent menacés parce que ce modèle met en danger leur permanence dans le territoire, qu'ils considèrent d'ailleurs comme leur appartenant surtout symboliquement pour l'avoir occupé pendant de nombreuses décennies. Nous constatons aussi que nos répondants se sentent menacés par l'avènement d'un milieu rural sans paysans et sans agriculture et ressentent le besoin d'agir, de chercher des alternatives qui leur permettent de s'émanciper de ce modèle de développement dominant. Ces alternatives font l'objet de notre chapitre suivant.

Ensuite, selon Touraine (1973), un mouvement social doit avoir une identité en relation à la cause qu'il défend (principe d'identité). Nos résultats montrent que lorsque nos répondants évoquent le développement rural, il y a une conscience collective qu'en tant que groupe, ils sont confrontés à des enjeux. Autrement dit, ils se reconnaissent dans un « nous en lutte » et mentionnent poursuivre le même objectif : la récupération de la ruralité et la revalorisation de l'agriculture paysanne à Fagua. Dans les propos des membres de l'organisation, nous avons vu comment ils évoquent leur capacité d'action collective, par exemple, des actions passées sont remémorées, comme la réalisation des travaux pour amener l'eau et l'électricité, les mobilisations pour que le village ait accès aux transports ainsi que les protestations contre la hausse des tarifs des services publics. Tous les membres se reconnaissent aujourd'hui dans une lutte collective pour défendre la ruralité et contre l'étalement urbain qui pourrait finir par les déplacer du village, et nous avons vu qu'ils se réfèrent aussi aux luttes qu'ils auront probablement à l'avenir comme la lutte contre le projet de

l'autoroute (Troncal del cerro) et contre les futurs plans de développement qui ne tiennent pas compte des milieux ruraux. On peut constater alors que les membres d'AgroFagua se reconnaissent comme étant dans une lutte lorsqu'ils se réfèrent au développement rural. Ce qui est moins évident, ce sont les limites de ce « nous » dans les propos de nos répondants : tantôt le « nous » met en avant les membres d'AgroFagua, parfois le « nous » fait référence aux villageois de Fagua et d'autres fois le « nous » s'utilise d'une manière plus large pour évoquer la paysannerie. Nous étudierons en profondeur la question de l'identité par la suite dans le chapitre 8.

Enfin, les mouvements sociaux se caractérisent par l'existence d'adversaires que les membres du mouvement sont capables d'identifier (principe d'opposition) (Touraine, 1973). Étonnement, le principal adversaire de nos répondants n'est pas nécessairement l'agriculture à grande échelle ou les grandes entreprises de construction ou agricoles comme les entreprises du secteur de la floriculture qui sont nombreuses dans le village. Nous avons constaté plutôt que le principal adversaire des membres de l'organisation paysanne est l'État qu'ils accusent de ne pas favoriser l'agriculture paysanne. L'État est alors perçu comme l'adversaire principal, car les membres d'AgroFagua le considèrent comme l'organisation la plus puissante et symbolique en matière de développement rural. Il est l'adversaire en raison de son pouvoir et de son influence sur les ressources, les politiques et les décisions. C'est l'État qui établit les normes et les politiques qui permettent aux puissances de changement négatif d'agir (floriculture et secteur de la construction), ce qui est oppressif et contraire aux intérêts des paysans. On voit aussi que les paysans remettent en question la légitimité et l'autorité de l'État, ils estiment que l'État ne représente pas leurs intérêts en matière de développement, il ne répond pas aux besoins de la population, ce que renforce la perception de l'état comme adversaire légitime à affronter. AgroFagua cible les lois, comme le plan d'aménagement du territoire et le plan de développement, comme les sources de leurs problèmes; ces politiques publiques sont perçues comme injustes et préjudiciables, donc l'État devient naturellement la cible des mobilisations. La perception de l'État comme répressive envers les paysans renforce cette perception de l'État comme l'adversaire et qu'il est nécessaire de le défier.

Les membres d'AgroFagua ne font pas mention de toutes les entités étatiques, mais de l'administration municipale dont le maire est le responsable. Les entités publiques qui offrent des services de formation sont davantage perçues comme des alliés ou comme des alliés potentiels comme les entités d'appui technique aux agriculteurs. Aux yeux de la grande majorité des membres de l'association, « le maire » est l'ennemi puisqu'à ce jour, aucun des maires de la municipalité ne leur a permis d'avoir un développement du village qui favorise les paysans et son agriculture.

Nous avons également constaté que bien que l'étalement urbain, notamment la construction de complexes résidentiels, est l'un des plus grands problèmes en termes de développement pour les membres de l'organisation, les entreprises de construction ne sont pas mentionnées par les participants, autres que pour invoquer qu'elles sont toujours prêtes à l'achat des terres. Les entreprises de fleurs, qui sont citées comme étant directement responsables de la transformation de la ruralité de Fagua, sont considérées plutôt comme des alliés temporaires qui leur permettent de maintenir l'agriculture comme activité importante de la région et de ralentir indirectement l'étalement urbain.

Nous concluons alors que l'organisation paysanne étudiée est un mouvement social au sens de Touraine, car leurs membres se reconnaissent collectivement comme étant dans une lutte, il existe un conflit autour du développement rural et il y a des tensions entre les membres de l'organisation et l'État, car le modèle de développement privilégié met avant tout en danger la permanence des membres de l'organisation dans leur territoire.

Ce chapitre nous a permis de répondre partiellement à notre première sous-question de recherche : nous avons identifié les préoccupations des organisations paysannes en matière de développement rural, les adversaires et d'où vient leur besoin d'émancipation face au modèle de développement dominant. Maintenant, nous devons étudier quel serait le modèle de développement idéal pour les organisations paysannes, quel est le projet qu'elles portent qui leur permettrait de s'émanciper et comment et pourquoi les organisations paysannes adoptent l'agriculture familiale et l'agroécologie ; ces éléments font l'objet des chapitres suivants.

## CHAPITRE 7

### AGROFAGUA, ACTEUR D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL ALTERNATIF

Dans le chapitre précédent, nous avons identifié les représentations que se font les membres d'AgroFagua du développement rural; nous avons déterminé quels sont les enjeux qui les interpellent le plus, nous avons identifié quelles sont, selon eux, les actions de développement qui ont été mises en œuvre dans le village, ainsi que les acteurs impliqués. Nous avons constaté également que le modèle de développement rural actuel qui est promu par l'administration municipale est perçu d'une manière négative par les membres d'AgroFagua. Ce modèle s'impose d'ailleurs comme un défi majeur, puisqu'il œuvre au détriment de la ruralité, de l'agriculture paysanne et des anciens villageois.

Ce chapitre vise à mieux comprendre comment les membres de l'organisation paysanne conçoivent un modèle de développement réussi. Nous allons étudier ce qui est un « bon développement » selon les membres d'AgroFagua, autrement dit, nous allons déterminer quel est le modèle de développement qu'ils considèrent comme alternatif au modèle dominant pour les milieux ruraux et plus spécifiquement pour le village de Fagua. Pour ce faire, nous décrirons ce qui est pour eux un développement rural idéal, nous présenterons les stratégies qu'ils considèrent doivent être privilégiées pour y parvenir et nous identifierons les actions en matière de développement rural portées par les membres d'AgroFagua. Comme nous le verrons plus loin, les associés considèrent que la création d'AgroFagua est en fait leur contribution la plus significative au développement du village. À la fin de ce chapitre, nous présentons la représentation que les acteurs externes de l'organisation paysanne se font du développement rural afin de la confronter à celle des membres d'AgroFagua.

Les résultats qui sont présentés dans les trois premières sections de ce chapitre sont issus de l'analyse des entrevues réalisées aux membres d'AgroFagua, tandis que les résultats de la dernière section du chapitre (section 7.4.) sont issus des entrevues faites auprès des acteurs externes à

l'association : quatre représentants du secteur public et deux dirigeants des entreprises de la région<sup>219</sup>.

## 7.1 La conception du développement rural idéal

Lorsque nous avons demandé aux membres de l'organisation paysanne de définir le développement rural idéal, ils ont signalé à l'unanimité que l'agriculture paysanne doit être le pilier central du développement rural (n=18). Aussi, comme résumé dans le tableau 7.1, certains de nos répondants ont évoqué dans leur définition d'autres éléments comme la qualité de vie (n=5), le travail en équipe (n=3), la défense des traditions paysannes et des ressources naturelles (n=3), le progrès (n=2) et l'accès aux services publics (n=1). Trois répondants ont défini aussi le développement rural en l'opposant à la croissance.

Tableau 7.1 D'autres éléments de la définition du développement rural

<b>Éléments</b>	<b>Répondants</b>
Qualité de vie	A03, A04, A11, A13, A16
S'oppose à la croissance	A03, A07, A13
Travail en équipe	A01, A15, A17
Défense des traditions et ressources	A03, A11, A15
Progrès pour les paysans	A12, A18
Accès aux services publics	A09

### 7.1.1 La petite agriculture au cœur du développement rural

Tous nos répondants envisagent l'agriculture paysanne comme le noyau du développement rural. Pouvoir pratiquer l'agriculture et que le village retrouve et maintienne sa vocation agricole est une condition pour que le développement qu'ils souhaitent se réalise à Fagua. Les propos des répondants A11, A15, A14 et A06, qui sont aussi repris par plusieurs répondants, indiquent que

<sup>219</sup> Les résultats présentés dans ce chapitre sont issus de l'analyse de la famille de codes « Alternatives de développement » qui contient les codes « Développement rural », « Retourner à cultiver », « Vocation agricole », « Traditions du village », « Tissu social », « Résistance », « Protestations », « Défense », « Production des aliments » et le code « AgroFagua ».

dans le développement rural, les petites exploitations familiales pour la production vivrière, devraient primer sur l'urbanisation :

Le développement rural pour moi serait que chacun soit autonome avec ses petites parcelles, qu'en aucun cas on ne pense à les vendre ou à les remplir de maisons, car aujourd'hui c'est plus facile de mettre une maison préfabriquée et de gagner \$600 000 pesos; aussi simple que ça [...] [A06:15].

[...] nous nous sommes laissé manipuler, infiltrer dans nos racines, dans nos pensées sur le développement ou dans notre vision du développement un autre sujet complètement différent de ce que nos parents ou grands-parents nous ont enseigné [...] je pense que nous sommes la dernière génération qui reconnaît encore la campagne comme une opportunité de vie et comme une véritable défense, un bouclier contre ces stratégies de la construction que les gouvernements ont déployées [A11:14].

[...] le développement rural signifie ne permet pas l'urbanisation et que nous soyons considérés comme un territoire agricole. L'administration [municipale] ne devrait pas donner des licences pour que ceci [Fagua] continue à se développer et à devenir urbain. Je rêve que Fagua soit un territoire agricole, un fournisseur de produits agricoles, qu'il y ait des cultures, des animaux, que les gens vivent de l'agriculture [A15:48].

[...] ma conception personnelle [du développement rural], je dirais qu'il devrait y avoir plus de sensibilisation à la conservation des potagers qui existent encore, de ces petits espaces de cultures, ou d'élevage. Pour les cultures, il me semble que les gens doivent être sensibilisés au fait qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un grand espace pour avoir un potager [A14:9].

Lorsque les répondants A02 et A04 se réfèrent dans leur définition du développement rural à la place centrale de l'agriculture, ils invoquent aussi que le développement doit être lié à l'utilisation appropriée de la technologie, des machines et des intrants agricoles :

[...] le développement de la campagne disons que c'est de la machinerie, disons que c'est des intrants biologiques pour donner aux plantes et des produits chimiques aussi qui sont malheureusement utilisés à certains endroits [...] [A04:12].

Le développement rural est nous faire connaître, c'est montrer que nous pouvons cultiver « proprement »<sup>220</sup>, que nous avons les capacités, que nous avons la terre et que nous avons la technologie; donc, selon moi, c'est ça le développement [A02:6].

---

<sup>220</sup> Comme nous l'expliquerons en détail au chapitre 8, le mot « propre » (limpio) est mobilisé par nos répondants pour désigner une production agricole qui est plus écologique que l'agriculture dite conventionnelle.

### 7.1.2 Le développement rural en tant que qualité de vie

Outre la place de l'agriculture dans la définition du développement rural, cinq de nos répondants, définissent aussi le développement rural en termes de la qualité de vie et de bien-être des villageois :

[...] les gens parlent de développement quand ils voient l'innovation, quand ils voient la compétitivité, mais ils le relie directement à l'infrastructure et au ciment et puis ils disent que le développement ce sont les routes, les bâtiments intelligents, mais ils n'ont jamais pensé que le développement est vraiment lié au bien-être d'une personne [...] [A11:13].

[le développement] c'est pouvoir surgir, grandir et créer du bien-être dans l'endroit où on est, cela c'est mon concept de développement. C'est aussi grandir, un état de croissance personnelle qui provoque un niveau de bien-être et de bonheur [A13:23].

Selon les propos des répondants A04 et A16, la qualité de vie se traduirait par de meilleures conditions de tranquillité et de sécurité dans le village et par le renforcement des liens sociaux entre les villageois :

[...] dans le développement, il serait très bien s'il y avait une organisation, que nous produisions et gagnions [de l'argent] tous dans les meilleures circonstances. Que les gens qui sont arrivés aient cette conscience de travailler et d'être plus amicaux [...] alors, pour moi, il n'y a pas eu de développement. Pour moi, le développement c'est si nous avons tous un niveau de vie acceptable, mais non, nous ne l'avons pas aujourd'hui [A16:16].

Le développement du village devrait être toujours un développement sain, sécuritaire, ou il soit possible de dire il est 10 heures du soir [...] on va se promener et passer un bon moment [...] pour moi, un beau développement est quand vous allez tranquillement dans un parc, vous pouvez vous asseoir et regarder la nature, vous pouvez être calme sans que personne ne vous dérange, cela serait l'idéal [...] [A04:13].

### 7.1.3 Le développement rural versus la croissance

Les répondants A03, A07 et A13 s'accordent à dire que ce qui est promu comme « développement rural » par l'administration municipale est plutôt de la croissance. Comme l'explique le répondant A03, cette croissance impliquerait un déséquilibre, un manque de planification et de contrôle de l'urbanisation des milieux ruraux, tandis que le développement rural devrait impliquer de l'équilibre, de la durabilité, le travail avec les communautés et l'identification de leurs besoins.

Selon nos répondants, la croissance promue par l'administration municipale serait liée donc à l'étalement urbain et non à un véritable développement rural.

Pour nous [...] ce qu'il y a eu c'est de la croissance et pas du développement [...] le mot développement implique automatiquement équilibre et durabilité, le mot croissance n'envisage pas du tout cet équilibre, le mot croissance implique seulement une croissance incontrôlée presque toujours sans planification, sans contrôle et sans aucun type d'audit ou de gestion [...] [A03:13].

Ce qui est manifesté par les politiciens, c'est la croissance, et qu'est-ce que c'est la croissance? Remplir de maisons le village, remplir d'activités économiques [...] c'est la croissance excessive de cette zone, qu'ils veulent d'ailleurs transformer en ciment [A13:24].

#### 7.1.4 Le travail collectif

Un autre élément abordé par certains répondants dans la définition du développement rural idéal est l'union de la communauté et le travail collectif pour construire une vision partagée de ce qu'ils souhaitent pour le village et pour se fixer des objectifs communs. Selon les propos des répondants A01, A15 et A17, l'objectif principal de la communauté de Fagua devrait être la conservation de la vocation rurale et agricole du village :

Je pense que le développement rural repose d'abord sur le fait que tout le monde a le même objectif, c'est-à-dire un objectif commun. Si tout le monde va dans la même direction, Fagua restera en tant que telle, non seulement en tant que le village rural le plus grand, mais aussi comme le meilleur village en termes d'agriculture paysanne [...] [A01:20].

Dans le développement, le village devrait [...] être un exemple pour toute Chía parce que la communauté de Fagua est très unie pour faire des revendications et si tous les villages de la municipalité se regroupaient, si nous étions tous comme ça, ce serait très bien si nous collaborions tous [A17:22].

[le développement rural] pour moi devrait être avant tout que nous soyons organisés que nous interagissions entre voisins, on doit tous aller du même côté [...] et être cohérents [...] donc s'il est permis de construire dans quelques mètres, nous devons faire ça et le reste [du terrain] le laisser pour l'agriculture ou bien pour la question environnementale; on doit être cohérents [A15:47].



### 7.1.5 Les traditions paysannes et les ressources naturelles

Sans surprise, la priorité que les membres d'AgroFagua accordent aux traditions paysannes et aux ressources naturelles du village, mise en évidence dans le chapitre précédent, se reflète également dans la définition que certains de nos répondants se font du développement rural. Trois répondants précisent que le développement rural devrait être conçu en fonction de la protection de l'environnement, plus particulièrement des ressources hydriques, et de la revalorisation des traditions des anciens villageois, notamment des traditions liées à la production alimentaire :

[...] le développement, je le vois comme les plans qui sont faits pour que les municipalités ou les régions émergent, mais en préservant l'environnement [...][A15:74].

Je ne vois pas qu'il y a du développement aujourd'hui [...] ce n'est pas un vrai développement de ce que devrait être la ruralité qui est la défense de ses racines, de la tradition collective, de la tradition ancestrale, de la tradition de conservation des ressources hydriques, de la conservation de l'environnement, de la nature, mais je ne le vois pas [...] il ne sert à rien de dire que dans le plan d'aménagement du territoire, le développement est bien établi, car pour moi, le développement rural n'est pas du ciment [A11:15].

Ils [l'administration municipale] sont clairs sur le fait que le territoire doit, comme ils le disent « se développer » et alors préserver 10, 15, 20, 30 ou 50 familles paysannes, leur culture et leur agriculture ne fait pas partie des plans de cette administration municipale ni d'aucune autre [A03:87].

### 7.1.6 Le progrès pour les paysans

Deux répondants (A12 et A18) ont défini le développement rural idéal en termes du progrès pour les communautés paysannes, ce qui serait lié au fait de privilégier les activités agricoles par rapport aux autres secteurs :

Le développement serait que nous les paysans, les gens qui cultivons progressions. [...] maintenant c'est le contraire. Ici, ce que plusieurs gens font s'ils ont deux hectares, c'est de les vendre et de ne laisser qu'un petit morceau de terrain pour construire une maison, c'est tout! C'est le business aujourd'hui, c'est le boom en ce moment [A18:39].

Le progrès devrait être que le maire nous aide nous les paysans, mais il aide plutôt les gens qui ont de l'argent, il les aide beaucoup. Ils avaient dit par exemple qu'ils allaient

arrêter la construction et cette année on voit partout qu'ils construisent des maisons à plusieurs étages et personne ne dit rien [A12:10].

### 7.1.7 L'accès aux services publics

Particulièrement, les services publics, l'un des éléments qui a été le plus évoqué en tant qu'enjeu de développement rural, n'a été présenté que dans la définition de développement rural du répondant A09. D'après lui, le développement idéal de Fagua signifierait aussi l'accès à des services publics tels que le transport et la santé, et à d'autres services comme le crédit et l'emploi.

[...] le développement d'une région c'est tout cela, c'est le transport, la banque, le commerce, les sources d'emploi, entre autres [A09:13].

Que les gens puissent, disons, avoir accès aux services comme la santé, les crédits, le transport public, c'est ce qui aiderait beaucoup [...] [A09:14].

En somme, les membres d'AgroFagua définissent à l'unanimité le développement d'un milieu rural comme le maintien de la petite agriculture paysanne, notamment de la récupération de sa fonction traditionnelle de production alimentaire. Les autres aspects qui définissent le développement rural peuvent être regroupés dans une dimension sociale qui comporte des éléments comme la qualité de vie, les liens sociaux et les traditions rurales et une dimension environnementale fondée sur la protection des ressources naturelles. Nous constatons aussi que dans les propos des membres d'AgroFagua, il est souligné que leur définition du développement rural est alternative, voire opposée à celle de l'administration municipale où le développement rural serait fondé principalement sur l'étalement urbain. Nous étudierons dans la section qui suit les actions de développement dites alternatives que nos répondants envisagent pour un milieu rural comme le village de Fagua.

## 7.2 Les actions alternatives de développement rural

Parmi les actions concrètes pour atteindre ce « bon développement rural » que les membres d'AgroFagua souhaitent, ils évoquent principalement le retour des paysans à l'agriculture (n=18). Pour ce faire, des demandes telles que la volonté politique pour soutenir l'agriculture (n=10), la sensibilisation des jeunes (n=7) et des villageois (n=5) à l'agriculture et l'établissement des alliances (n=5) sont mentionnées. Nos répondants font aussi référence à d'autres actions de

développement rural : la poursuite de la défense de la ruralité (n=10), « l'enlèvement » des constructions de type urbain (n=5) et la transition de la floriculture à la production écologique d'aliments (n=4) (tableau 7.2).

Tableau 7.2 Les initiatives pour atteindre un développement rural alternatif

<b>Initiative</b>	<b>Répondants</b>
Retour à l'agriculture	A01, A02, A03, A04, A05, A06, A07, A08, A09, A10, A11, A12, A13, A15, A16, A17, A18
Défense de la ruralité	A02, A03, A04, A06, A09, A10, A11, A12, A14, A15, A16
Enlever les constructions	A03, A10, A12, A13, A16
Transition de la floriculture	A01, A02, A03, A16

### 7.2.1 Le retour de l'agriculture paysanne

L'action en matière de développement rural la plus évoquée est le retour des paysans à l'agriculture, notamment le retour à la production des produits vivriers. Ici, deux de nos répondants soulignent que les villageois devraient, comme par le passé, se consacrer à l'agriculture ou, au moins, ils devraient avoir des espaces dans leurs propriétés destinés à la production écologique par l'établissement des potagers :

[...] qu'au moins ils [les villageois] laissent des arbres, pour planter, aussi essayer de laisser de petites parcelles, mais que l'agriculture revienne un peu, que les plantations soient reprises. Aussi, les gens qui ont des terrains vacants [...] et qui ne savent pas qu'ils peuvent y faire de l'agriculture propre, planter quelque chose, même si c'est pour eux-mêmes [...][A10:19].

[...] si nous retournons à l'agriculture, il y aura plus d'espaces verts pendant longtemps, malgré le fait que Chía veuille nous submerger, les maires veulent nous achever. Ce que nous voulons, c'est semer. Si nous faisons de l'agriculture propre, Fagua restera pendant longtemps, avec le temps, les espaces verts vont être primordiaux, car qui mange de la brique? D'ici, de cette terre de Fagua, il devrait sortir beaucoup de nourriture [A04:11].

Pour les répondants A02, A03, A11, A13 et A15, que les villageois se consacrent à l'agriculture permettra de conserver la ruralité de Fagua et de devenir les fournisseurs (un « garde-manger ») les

plus importants des produits agricoles pour toute la municipalité de Chía et pour de grandes villes comme Bogota.

[...] Je crois que l'agriculture va être la porte pour que Fagua soit reconnue non seulement comme acteur du développement rural, mais aussi comme un « garde-manger » agricole [A11:21].

[...] je rêve que Fagua soit un territoire agricole, c'est un « garde-manger » agricole, qu'il y ait des récoltes, de petits animaux, que les gens vivent de ça [A15:48].

[...] [l'agriculture] nous donne la possibilité d'être « garde-manger » de ceux qui nous entourent, que cela [Fagua] devienne non la maison des gens de Bogota, mais que ce petit territoire soit un lieu exemplaire qui produise de la nourriture propre pour nous et que nous devons protéger avec ses sources d'eau et avec les gens qui habitent sur place [A13:25].

Pour certains répondants, replacer la petite agriculture au centre des activités de Fagua leur permettrait également de promouvoir d'autres activités comme l'agrotourisme, et d'aménager, dans le futur, le village en tant qu'un « agropole » :

[...] J'aimerais que Fagua soit une sorte de parc, un parc reconnu, donc j'aimerais qu'il y ait du tourisme que les gens viendraient dire : regardez c'est si bien organisé! Et que chaque propriété ait son espace d'habitation et de production propre [A11:84].

[...] tout comme dans le premier plan d'aménagement des sols [...] qu'ils nous ont parlé d'une idée très exotique, très belle, très révolutionnaire, très extraordinaire, ils nous ont dit qu'une « agropole » allait être construite avec des maisons, mais que nous allions tous avoir nos potagers, nos terrains bien préparés [pour l'agriculture] [...] [A08:19].

Pour que les paysans retournent à l'agriculture, et plus largement pour soutenir les paysans qui font déjà de l'agriculture comme les membres d'AgroFagua, et les motiver à continuer dans cette activité, nos répondants mentionnent quatre grandes actions résumées dans le tableau 7.3.

Tableau 7.3 Actions pour favoriser le retour à l'agriculture

Activité	Répondants
Volonté politique	A02, A03, A06, A08, A10, A11, A13, A15, A18
Motivation des jeunes	A03, A05, A07 A10, A14, A15, A16
Sensibilisation des villageois	A05, A10, A14, A15, A18
Établissement d'alliances	A03, A08, A09, A15, A17

Premièrement, dix répondants évoquent la nécessité d'une plus forte volonté politique pour soutenir l'agriculture qui se transforme par la suite en des stratégies concrètes pour favoriser les agriculteurs paysans. Parmi les stratégies que nos répondants souhaitent voir déployées par l'administration municipale se trouvent : l'allocation des ressources économiques, de la technologie et des intrants pour les projets agricoles et le soutien à la commercialisation et à la production locale.

Je pense que le gouvernement ou la mairie, la municipalité, devrait nous faciliter les choses et nous donner le budget nécessaire pour mettre en place ces projets [agricoles] et ne pas nous imposer des conditions et des restrictions [...] et ne détourner pas cet argent pour d'autres choses qui n'ont rien à voir avec l'agriculture paysanne [A02:34].

[...] c'est de l'administration [municipale], car cela ne peut pas venir de nous, nous pouvons avoir toutes les intentions comme maintenant qu'on veut tous cultiver, on veut tous faire de l'agriculture propre, mais certains d'entre nous n'avons même pas le terrain ni les intrants [...] [A06:32].

Soutenir la commercialisation, ne pas laisser tant d'importations parce que ce qui est produit ailleurs ne permet pas aux gens d'acheter la même chose que vous cultivez ici au niveau national, mais ils importent des choses et il a une pénurie de nourriture... Je ne sais pas pourquoi ils font tout à l'inverse; au lieu de motiver les gens à faire de l'agriculture dans leurs terres, ils importent des produits d'ailleurs [A10:53].

Aussi, les répondants A03, A11 et A15 soulignent qu'il est nécessaire que les représentants de l'administration municipale se familiarisent et comprennent mieux la réalité des paysans, et plus largement la réalité des communautés rurales, afin d'établir des politiques publiques plus favorables à l'agriculture et aux paysans.

L'administration municipale a besoin de se mélanger avec les villageois, de se « mélanger » avec les paysans, de se familiariser avec eux, car il est très facile de faire

une loi paysanne et de dire : « je vais faire la loi paysanne et je vais assembler une diversité de choses » alors qu'ils n'ont pas vraiment réalisé ce qui est par exemple utiliser un houe... Non! Il faut s'approprier cela pour avoir de vraies connaissances [...] [A11:77].

Je crois que les dirigeants qui se présentent à la mairie ou au conseil municipal doivent voir dans la réalité, non dans le discours, mais commencer à voir la partie rurale, ils doivent commencer à élaborer des politiques pour la préserver, car au moins Fagua je pense qu'on va être une très forte résistance. Alors ils doivent commencer à nous regarder différemment [A15:73].

Plus spécifiquement, le répondant A03 insiste sur le besoin de recenser la population paysanne et de la caractériser afin de mieux cibler leurs besoins et priorités d'action en matière de développement. Pour ce faire, ce répondant propose que la communauté soit convoquée par l'administration municipale pour qu'elle définisse elle-même les projets de développement et décide de l'avenir du village<sup>221</sup>.

Ici, aucune administration [municipale] ne s'est même pas donnée la tâche de caractériser la population Raizal [...] et la seule chose que fait la population Raizal est de survivre et d'essayer de résoudre ce qui lui est présenté jour après jour, car il n'y a pas de politique claire d'aucune administration, ils sont plutôt indifférents [A03:17].

Notre proposition est qu'un appel soit lancé [...] où il y ait une méthodologie pour rassembler la communauté afin que la population elle-même génère des projets qui lui permettent de se protéger en tant que territoire, qui lui permette de préserver les connaissances, de préserver la culture qui a été perdue, cela va faire [...] que pour la première fois, la population ait l'autonomie de décider ce qui va arriver au territoire [A03:20].

Deuxièmement, sept répondants s'inquiètent pour la relève générationnelle dans l'agriculture paysanne et signalent le besoin que les jeunes s'intéressent au travail agricole. Les répondants A14

---

<sup>221</sup> Pour caractériser la communauté paysanne et leurs besoins, le répondant A03 propose de suivre cette méthodologie : « Il faut faire un document de caractérisation et avoir un grand plan avec les gens de la base, c'est-à-dire avec toute la communauté. Il y a un architecte qui est très bon sur ce sujet [...] il ne conçoit pas des espaces pour vivre, mais des territoires. Il a une méthodologie où il va dans un village avec un groupe de 16 ou 20 personnes et commence par quelque chose si simple que passer une semaine avec chaque famille du village pour comprendre tout, de ce qu'ils mangent au petit-déjeuner à la construction de leur maison, à quoi ressemblent leurs meubles, qui étaient leurs ancêtres, depuis combien de temps ils sont là, quels animaux ils ont, etc. Quand vous avez une base de données aussi précise que ça, cela vous permet de générer un diagnostic [...] [A03: 92].

et A16 soulignent d'ailleurs que les jeunes ruraux n'envisagent pas des métiers agricoles et ont plutôt une image dévalorisante de l'agriculture paysanne, voire péjorative :

[...] les nouvelles générations ne sont pas intéressées [à l'agriculture], ici ceux qui cultivent sont très peu nombreux [...] ça peut être causé par le fait que les gens vont étudier et disent non à cela : à la terre, à mettre les mains dans le sol, à devenir sale [...] [A16:14].

Les parents veulent toujours que leurs enfants soient meilleurs qu'eux, qu'ils aient plus de possibilités [...], mais ils oublient la terre et plusieurs garçons étudient, finissent l'école et commencent d'autres carrières qui n'ont rien à voir avec ce qui est rural; il y a alors cette mentalité que si tu es à la campagne et que tu te salis par la terre ce n'est pas bien vu, tandis que si tu es joli, avec une cravate, avec des talons, du maquillage, alors c'est du bon boulot [...] les garçons étudient et vont à la ville et la tradition paysanne se perd [A14:7].

En ce sens, nos répondants suggèrent deux activités pour motiver les jeunes ruraux à s'engager à l'agriculture et faciliter la relève : (i) la mise en place de formations agricoles, même dès l'enfance, pour motiver les jeunes à devenir des agriculteurs et (ii) rendre visibles des exemples de jeunes qui se sont déjà consacrés à l'agriculture propre et démontrer qu'il est possible de vivre convenablement de cette activité :

[...] c'est un cours qui manque ici, aujourd'hui il n'y a pas de cours d'agriculture [...] j'aimerais surtout un cours d'agriculture dans les écoles [A16:65].

[...] il faudrait éduquer les enfants à l'école, leur dire : « vas faire un potager, ou si un voisin a un potager, va voir comment il est planté, comment il est récolté, comment est géré le terrain, comment utiliser les engrais ». Il faut commencer par les enfants, à la maison en premier et en deuxième à l'école [A05:8].

Que les jeunes soient convaincus que si vous pouvez vivre de l'agriculture, qu'ils voient Ivan Felipe qui est un jeune homme et a une entreprise organisée et écologique ou Miguel qui est aussi un autre exemple que oui, que les jeunes peuvent avoir un avenir dans l'agriculture propre [...] [A15:49].

Troisièmement, les membres d'AgroFagua font référence, en tant qu'activité importante pour la continuité de l'agriculture paysanne, à la sensibilisation de la communauté de Fagua à l'importance de l'agriculture pour la région et aux avantages de la production agricole locale, notamment de la production vivrière :

[...] donner l'exemple qu'il est encore possible de semer et qu'avec un peu de chance, certaines personnes se rendront compte qu'il est encore possible de faire pousser des légumes, par exemple, et qu'il ne s'agit pas seulement de briques parce que les briques ne se mangent pas [A10:18].

[...] que les gens prennent conscience, je sais que si les gens voient que l'agriculture propre est rentable, ils viendront [...] qu'il y ait une prise de conscience pour que la campagne soit vue comme une opportunité de progrès [A18:43].

Enfin, cinq de nos répondants proposent l'établissement d'alliances entre les agriculteurs de la région et d'autres acteurs, surtout les universités qui se situent dans la municipalité, afin de promouvoir et d'établir des projets concrets en faveur de l'agriculture paysanne. À titre d'exemple, le répondant A08 mentionne la recherche de partenaires pour la construction du district d'irrigation:

Et bien sûr il faut avoir le soutien des universités qui sont nombreuses, dans cette municipalité il y a 14 universités qui ne soutiennent presque jamais ce type de projets, mais qui ont des programmes et des accords que nous pouvons aller chercher [...] [A03:50].

Il faudrait commencer à rêver qu'une entité dans le monde qui fait du travail social puisse nous financer, puisse nous aider avec des ressources financières qui nous permette de bien nous développer, si le maire ne nous permet pas de développer un district d'irrigation [...] et aussi parvenir à un accord entre tous et de promouvoir l'agriculture ici, en particulier à Fagua [...] [A08:49].

### 7.2.2 Défendre la ruralité

Dans le chapitre précédent, nous avons constaté que les membres d'AgroFagua se sentent menacés par la perte de la ruralité de Fagua. Nos répondants soulignent que la communauté est dans lutte constante pour défendre cette ruralité, c'est-à-dire pour protéger l'agriculture paysanne, les ressources naturelles, les traditions et plus largement pour favoriser le maintien des anciens villageois dans le territoire :

[...] Fagua, parce que c'est une communauté très particulière, et je ne le dis pas parce que j'y suis né ou parce que je représente le conseil d'action communautaire, mais parce que c'est quelque chose que nous recevons depuis notre naissance : « Fagua a toujours été la résistance de ce territoire » [A03:22].

Fagua défend les eaux, les cultures, la sécurité, la construction de trottoirs pour les piétons, entre autres [A04:42].



[...] ici, à Fagua on l'a défendu [la ruralité], à tout moment où on s'est senti menacé, la force de l'union de la communauté est venue, donc on a défendu ça [...] Je pense que Fagua est une force au milieu de tant de différences et d'obstacles, mais quand il s'agit d'aller vers un objectif, nous y allons tous [A15:55].

[...] tant qu'il n'y aura pas de protestations, ils [l'administration municipale] ne vont pas céder, ils ne vont pas nous donner le moyen de créer un projet au profit des villages. Celui qui a le plus de contacts en politique est celui qui a les ressources. S'il n'y a pas d'insistance, cela entraîne que les ressources soient perdues, détournées ailleurs, etc. [A09:51].

En ce sens, dix de nos répondants mentionnent explicitement que cette lutte, voire cette résistance contre l'étalement urbain et la défense de la ruralité et de l'agriculture paysanne qui subsiste encore dans le village doit se poursuivre. C'est ce qu'illustrent les citations suivantes :

[...] ce qu'on ne peut pas permettre, c'est que cette croissance des complexes résidentiels prévale sur notre culture, c'est là qu'il faut générer, disons, une résistance pour privilégier ce qui est important pour nous, qui doit être respecté et prévaloir [A03:84].

Il faut continuer à être des leaders, il faut se responsabiliser sur la question environnementale, sur la question de l'eau, sur tout ce qui a à voir avec la défense du rural, et de qu'on est. Il faut continuer à y être actifs, c'est-à-dire, on ne peut pas devenir [...] juste des promesses, il faut rester actifs, c'est le seul moyen de se maintenir et de protéger ça [A15:78].

Nous nous sommes battus et nous allons continuer à nous battre avant tout pour arrêter tant de constructions, la culture des briques et de ciment sur le territoire, nous voulons là dans l'association nous voulons que le peu qu'il nous reste, l'entretenir, la partie rurale, agricole et d'élevage [A16:17].

Le répondant A04 souligne que les progrès réalisés dans le cadre de cette lutte ont été dus au leadership de certains membres de la communauté de Fagua, ce qui est d'ailleurs risqué aux yeux du répondant A16, car les leaders sociaux en Colombie sont souvent menacés :

Ils ne nous aiment pas beaucoup ici, car heureusement, ici à Fagua, nous avons des gens qui ont des connaissances et qui se battent pour les idéaux de Fagua. Personne n'aime ça, il vaut mieux de se taire et de rien dire, mais quand il y a des leaders sociaux, au moins on peut dire : non! Ça nous a plu! [A04:41].

[...] ce qui se passe aujourd'hui avec ceux qui veulent être des leaders sociaux et veulent par exemple de la terre, s'ils vont chercher la terre pour qu'elle soit donnée aux paysans, ils vont trouver simplement la mort [...] [A16:35].

La défense de la ruralité est liée étroitement alors à la première activité proposée par nos répondants de revaloriser l'agriculture paysanne, car l'agriculture serait un outil pour faire pression sur l'administration municipale et s'opposer au modèle de développement qu'elle a privilégié :

[...] pour Fagua, elle est importante [l'agriculture paysanne] parce qu'elle nous permet de faire entendre notre voix pour nous opposer à cette grande « pieuvre » qu'est l'État [...] [A08:19].

À Fagua, il y a une lutte pour empêcher la construction, précisément pour cette raison, parce que les entreprises de construction viennent ici et offrent une somme d'argent pour les terrains et pour construire des bâtiments [...], mais si je supprime l'agriculture paysanne, alors où je m'en vais? Que vais-je faire? Alors, disons que la lutte est pour défendre ce qu'on a [A02:12].

### 7.2.3 Enlever les briques

Cinq répondants proposent une action plus radicale pour le développement du village : le recul de l'urbanisation, voire la démolition des constructions existantes dans le village pour laisser des espaces libres pour l'agriculture paysanne et pour favoriser le maintien de la ruralité. Les propos du répondant A13 synthétisent cette idée qu'il explique avec l'exemple d'un quartier de Bogota où certaines constructions auraient été « enlevées » pour libérer les terrains et faire de l'agriculture:

Simplement tout changer, revenir à ce que nous avons [...] s'il faut enlever le ciment d'ici, nous allons le faire, car cela provoque un état de bonheur. Cela a été démontré à Bogota, dans certains quartiers, ils ont tout démantelé et ont laissé seulement quelques maisons, mais ils ont laissé pour produire de la nourriture et ils le font avec beaucoup de succès et ont sauvé la rivière, l'environnement, ils ont créé des forêts indigènes et alimentaires, c'est-à-dire avec des arbres fruitiers [A13:26].

[...] ce sont deux quartiers qui ont complètement été démantelés [le ciment] et il y avait une rivière et ils ont commencé d'abord à l'entretenir, à rendre l'eau potable, à la nettoyer, à créer un district d'irrigation pour les deux quartiers et pour produire de la nourriture [A13:28].

#### 7.2.4 Une transformation de la floriculture

Les répondants A01, A02, A03 et A16 mentionnent que la floriculture est une activité importante pour l'économie du village, mais ils proposent une transition de la production de fleurs vers la production écologique d'aliments. Comme l'illustrent les propos du répondant A02, ils ne veulent pas nécessairement que les entreprises de fleurs quittent le village de Fagua, mais plutôt qu'elles utilisent leurs serres et leurs technologies pour la production alimentaire. Ces répondants aimeraient qu'à l'avenir il y ait des alliances entre lesdites entreprises et les agriculteurs paysans pour la production en grand volume des aliments :

[...] d'ici au demain, on leur dise [aux entreprises de fleurs] de venir, de travailler sur l'agriculture maraîchère ou vivrière et qu'ils changent les fleurs pour aliments [...] ce serait super si on arrivait à les convaincre de changer les fleurs pour les cultures vivrières propres [A02:53].

[...] disons que ce serait bien parce qu'ils [les entreprises de fleurs] ont tout, ils ont les cultures, ils ont la technologie, ils ont les moyens de transport, ils ont tout, et ce serait tout faire dans cette entreprise, non pas pour produire des fleurs, mais pour produire tous les légumes propres qui sont cultivés ici, pour le monde, pour le village [A02:55].

Pour le répondant A03, cette conversion de la production des fleurs à la production alimentaire devrait se faire dans le cadre d'une alliance qui profite à la fois aux grandes entreprises et aux paysans de Fagua et le village devrait établir une appellation d'origine protégée pour les aliments qui y sont produits :

[...] créer un lien entre elles et nous [...] où elles [les entreprises de fleurs] profitent en quelque sorte de nos connaissances, de notre culture et au même temps, elles nous offrent toute la technologie pour la production alimentaire propre. Nous savons que cela ne sera pas si difficile pour elles, car ces entreprises ont presque tout le montage depuis longtemps [A03:58].

[...] que les entreprises de fleurs développent la production vivrière propre, en volume, mais avec de la valeur ajoutée de dire : « cette pomme de terre, cette tomate ou cette citrouille est produite dans le village de Fagua avec un sol, une culture et une population particulière [...] » que nous puissions profiter des outils technologiques dont elles disposent [A03:61].

[...] faire par exemple des confitures de marque Fagua [...] que Fagua soit une marque [A03:67].

En somme, ce qu'il faut retenir ici, c'est que le village de Fagua est envisagé par nos répondants comme un territoire dans lequel une importance beaucoup plus grande soit accordée à l'agriculture paysanne qu'à d'autres secteurs comme la construction de logements. Cette revalorisation de l'agriculture est envisagée à travers l'intégration des différentes activités : (i) le retour des villageois à l'agriculture (à travers le soutien de l'administration municipale à la production paysanne, la motivation des plus jeunes générations à l'agriculture, la sensibilisation des villageois à l'importance de la production vivrière et l'établissement d'alliances avec d'autres acteurs de la municipalité), (ii) la poursuite de la défense de la ruralité, (iii) le frein aux projets d'étalement urbain et (iv) la transition de la floriculture vers la production alimentaire.

### 7.3 La contribution d'AgroFagua au développement rural alternatif

Nos répondants s'accordent à souligner qu'AgroFagua contribue déjà à ce développement alternatif qu'ils souhaitent pour les milieux ruraux et plus spécifiquement pour le village de Fagua. Cette contribution se traduit par leur volonté d'assurer la pérennité de la ruralité de Fagua à travers des actions promues par l'association concernant : (i) le retour à l'agriculture des paysan (n=15), (ii) l'adoption de pratiques agricoles écologiques (n=13), (iii) la défense de la ruralité (n= 12) et (iv) le renforcement des liens sociaux (n= 6).

#### 7.3.1 La revalorisation de l'agriculture

La grande majorité de nos répondants mentionnent que, même si AgroFagua est une organisation encore jeune, depuis sa création elle s'est donnée comme objectif principal de contribuer à la récupération de la ruralité et à la reconnaissance du rural, notamment à travers la revalorisation de l'agriculture paysanne. Plus précisément, le but ultime de l'organisation est de rassembler et de soutenir les villageois de Fagua qui sont motivés à revenir à l'agriculture pour faire de la production agricole leur activité économique principale.

[...] [avant] notre intention était d'avoir un district d'irrigation, d'avoir des choses qui nous donneraient la possibilité, à ce moment-là, de survivre. Aujourd'hui, c'est plus ambitieux, on a vraiment envie de vivre une bonne vie [A13:7].

Je vois que [AgroFagua] contribue au progrès du village dans l'agriculture, en nous remontant vers le passé : cultiver des pommes de terre, des pois, des légumes, des arbres fruitiers [...] [A12:15].

Les répondants A14 et A02 soulignent également que grâce à l'association, les membres sont motivés à se consacrer à la production des aliments pour être distribués dans les marchés locaux et à diversifier leur production :

L'objectif principal [d'AgroFagua] est de préserver la ruralité. Elle a aidé les gens qui avaient un petit jardin et ne cultivaient qu'un ou deux produits pour qu'ils aient maintenant une plus grande variété de produits [A14:12].

[...] l'objectif est de récupérer la ruralité du village et d'encourager les gens à se consacrer à l'agriculture [...] nous avons vu qu'ici, à Fagua, les gens produisaient des aliments pour les vendre à Bogota, et les mêmes supermarchés d'ici allaient à Bogota pour acheter les produits à nouveau, donc il y avait un surcout qu'on avait payé, alors on s'est dit : « on va récupérer ça » [A02:1].

D'après le répondant A11, il y a une tendance récente en faveur de l'agriculture paysanne, voire une « mode » où l'image péjorative des paysans qui prévalait auparavant a été dépassée. En ce sens, revenir à l'agriculture paysanne permet aux membres d'AgroFagua de profiter de cette mode actuelle :

[...] en parlant de l'agriculture comme mode, il y a une quinzaine d'années, les gens avaient honte de sortir en bottes et en salopette et d'être sales, ils avaient honte et j'étais l'un d'entre eux, car tout ma vie, j'ai dû travailler avec mon père. Je me souviens que j'allais à l'école l'après-midi, mon père me levait à 6 heures du matin et je devais l'aider jusqu'à dix heures du matin sous les serres et tout sale, c'est pour ça que j'ai choisi un autre métier avant de devenir agriculteur [A11:34].

Parmi les résultats positifs de la revalorisation de l'agriculture au sein de l'association, nos répondants évoquent : l'autonomie alimentaire des familles membres de l'association (n=8), la possibilité d'avoir des revenus pour les membres de l'association (n=7) et la motivation d'autres villageois à se consacrer à l'agriculture (n=7) (tableau 7.4).

Tableau 7.4 Les avantages pour les membres d'AgroFagua de se consacrer à l'agriculture

Résultat	Répondants
Autonomie alimentaire	A01, A02, A06, A09, A11, A12, A13, A15
Amélioration des revenus	A01, A03, A11, A13, A14, A16, A17
Être un modèle pour les autres	A01, A02, A11, A13, A10, A15, A18

Le premier résultat positif de promouvoir l'agriculture au sein de l'organisation, souligné par huit de nos répondants, est l'autonomie vis-à-vis l'achat des aliments pour les membres d'AgroFagua et leurs familles. Même si les membres de l'organisation ne sont pas complètement autosuffisants sur le plan alimentaire, en produisant certains aliments et en destinant une partie de la production à l'autoconsommation familiale, ils soulignent être moins dépendants des marchés conventionnels :

Je dirais que nous sommes bien pour cet aspect, parce que [AgroFagua] contribue à une grande partie de la production quotidienne [...] [A09:16].

[...] subvenir à ses besoins, cultiver pour ne pas tout acheter, pas comme avant quand on ne cultivait pas, mais on achetait des oignons... tout était acheté, mais en ce moment, on cultive des tomate, des oignons [...] si du coup on a envie du jus, les mûres sont ici dans la maison, on ne doit pas les chercher dans les supermarchés [A10:42].

[...] qu'est-ce qu'on fait chez AgroFagua? Avoir à nouveau notre petit bout de terre et planter nos légumes et replanter des pommes de terre et du maïs et ne plus acheter dans les supermarchés [A12:8].

Oui, nous pouvons vivre de cette chose [de l'agriculture], nous pouvons être une sorte d'entreprise avec l'association, que chaque famille soit autonome, et produit sa propre nourriture, ses propres ressources, avec ce qu'elle a [...] [A15:79].

Cette autonomie permet aussi aux membres de l'association d'avoir le contrôle sur la production et, éventuellement, d'après le répondant A02, de se préparer et de résister aux crises alimentaires. En citant l'exemple du Venezuela, il fait référence à la crise des dernières années où il y a eu une pénurie alimentaire qui pouvait être surmontée à leur avis avec la production pour l'autoconsommation ou la production locale :

Je fais de l'agriculture aussi pour mes enfants, parce que j'imagine que la prochaine guerre mondiale sera pour la nourriture, pour l'eau... J'apprends à mes enfants à cultiver et à quoi ça sert, parce que nous réalisons ici qu'au Venezuela qu'est-ce qui s'est passé? Qu'ils ont fermé toutes les frontières, n'avaient pas de revenus et ils se sont trouvés sans nourriture et pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas acquis un développement durable de la production, de l'agriculture, pour dire : « j'ai de la nourriture ici, je la cultive pour moi et je peux la cultiver moi-même, sans avoir à l'importer d'ailleurs » [A02:62].

Ensuite, sept de nos répondants soulignent qu'impulser la production agricole au sein d'AgroFagua contribue à améliorer les revenus de certaines familles des membres puisque les récoltes sont

destinées à la consommation de la famille, mais aussi à la commercialisation collective sur les marchés locaux à proximité. Comme le souligne le répondant A13, ils espèrent qu'à l'avenir, toutes les familles membres pourront vivre de l'agriculture :

Quelle autre contribution l'association a-t-elle apportée? On travaille précisément pour que les personnes qui ont un espace en profitent pour commencer à semer, alors on ouvre les possibilités de marché et cela motive également les gens à cultiver et avoir une source de revenus additionnelle [A14:12].

[...] produire économiquement! non seulement de subvenir à leurs besoins, mais pour que la question du développement puisse aussi se poser, ça je ne peux pas seulement cultiver [...] ce qui est correct, c'est n'est pas seulement [de produire] pour moi, mais qu'il soit possible aussi de promouvoir la commercialisation et de soutenir les familles [A01:83].

[...] que d'ici six ans qu'au moins 99,9% des membres d'AgroFagua aient la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille [...], mais sur la base de la production agricole; c'est le rêve de nous tous [...] [A13:92].

Plus largement, pour les répondants A03 et A11, même si c'est un résultat qui manque de visibilité, grâce à AgroFagua, l'agriculture est redevenue pour eux une activité économique plus rentable que la construction de logements. Le répondant A14 souligne aussi la volonté de l'organisation à l'avenir de contribuer au développement du village en générant aussi des emplois :

[...] aujourd'hui, pour ceux qui habitent à Fagua, il est bien meilleur et plus rentable de produire de la nourriture que de construire un complexe résidentiel, un condominium ou d'installer des logements. C'est déjà un changement substantiel, seulement qu'il n'est pas trop visible, parce que c'était il y a à peine un an, il faudra encore au moins quatre ans pour que les gens soient convaincus de ce qui s'est passé [...] [A03:74].

L'association est en train de grandir, alors l'idée est de pouvoir aussi atteindre le moment où l'on peut employer, donner du travail aux gens et être durables non seulement économiquement, mais aussi dans la partie agricole et évidemment dans la partie alimentaire [A14:30].

Les répondants A01 et A17 sont moins enthousiastes et considèrent que l'agriculture paysanne n'est pas du tout une activité rentable, mais le répondant A17 souligne qu'au moins, l'association leur permet de vendre leurs produits directement aux consommateurs en évitant les intermédiaires:

[vivre de l'agriculture] on peut le faire, mais plus d'organisation et de sensibilisation sont nécessaires [...] on voudrait vivre du rêve, mais le rêve ne donne pas d'argent, on ne paie pas le loyer et les factures, rien! Il faut donc aller au-delà, et ce n'est pas si facile [A01:23].

[Dans l'agriculture] tout est mal payé, l'agriculture est vraiment mal payée, vous pensez que c'est beaucoup, mais non. L'intermédiaire est toujours celui qui gagne [...] en fait c'est pour cela que nous nous sommes réunis pour former l'association pour voir s'il pouvait y avoir un avenir pour nous [A17:2].

Finalement, le troisième résultat de promouvoir la production agricole évoqué par sept de nos répondants est que les membres d'AgroFagua peuvent donner l'exemple aux autres villageois pour les sensibiliser à l'importance économique, sociale et environnementale de la petite agriculture et les motiver à produire des aliments. Comme l'illustrent les propos des répondants A18, A13 et A02, à l'avenir, les associés veulent continuer à montrer aux autres villageois que l'agriculture est une activité rentable et qu'elle a des bénéfices non négligeables pour la consommation familiale :

L'agriculture est discréditée, nous-mêmes qui sommes le peuple parfois nous n'avons pas de crédibilité [...], mais au moins nous montrons déjà avec l'association qu'on peut vivre de l'agriculture [A18:35].

[...] que nous laissons ce concept [d'agriculture] « planté » disons chez 10% des gens qui sont derrière nous, qu'ils puissent continuer à avoir de l'empowerment à ce sujet [...]. J'espère que mon fils et les enfants des associés vivent vraiment de ça éventuellement [de l'agriculture]; comme vous l'avez constaté, mon neveu aime déjà les marchés agricoles [A13:62].

En ayant une opportunité d'avoir des revenus, alors, je pense que ça motive les autres pour que sur un terrain, au lieu d'établir une maison, ils puissent plutôt l'utiliser pour faire un potager et être autonomes [...] avoir la possibilité de faire connaître nos produits et de les offrir et qu'on voit qu'ils sont vendus, je pense que d'autres personnes sont motivées et vont dire : « bon, ceci est bon et ça génère aussi les mêmes revenus, voire plus ». Donc je pense que ce serait cela qui motiverait les autres et l'objectif de l'association est de continuer à grandir dans cet aspect [A02:14].

En fait, le répondant A11 souligne que ce que fait AgroFagua pour récupérer la ruralité en promouvant l'agriculture paysanne peut être une source d'inspiration pour les autres communautés dans les milieux ruraux du pays, même dans les zones fortement touchées par le conflit armé :



Le rôle que je voudrais serait une question de conseil, qu'ils disent « regardez cet exemple ou ce modèle qui est AgroFagua » [...] et voir comment dans tous ces endroits qui sont actuellement dans le post-conflit, nous pouvons prendre ce modèle-là et l'établir en sachant déjà que c'est un modèle durable, un vrai modèle à suivre [...] [A11:86].

### 7.3.2 Les pratiques agricoles écologiques

La préservation de la ruralité à travers la revalorisation de l'agriculture paysanne est, selon tous nos répondants, la colonne vertébrale de l'organisation. Douze répondants précisent qu'AgroFagua contribue au développement du village en promouvant le retour des villageois à l'agriculture, mais ils soulignent que leurs membres ne s'engagent pas à n'importe quel type d'agriculture : ils sont en faveur d'une agriculture plus écologique que l'agriculture conventionnelle (*p. ex.* les cultures de fleurs et les autres grandes monocultures du village)<sup>222</sup>.

Il ne s'agit pas seulement de dire que je récupère la ruralité parce que je vais cultiver n'importe comment, non! Quelque chose très importante c'est de se demander comment je vais cultiver, ce que je vais cultiver, ce que je vais donner au consommateur et je pense que c'est la raison pour laquelle AgroFagua a déjà un nom et est reconnue [...] [A15:44].

Ce qui nous différencie, c'est qu'en ce moment nous sommes de vrais leaders qui cherchent une relance de l'agroécologie et que c'est vraiment basé sur ce qu'est la ruralité [...] [A11:56].

D'ailleurs, pour le répondant A11, un modèle de production écologique est essentiel pour que le développement rural se produise :

[...] ce qui se passe, c'est que l'agriculture fait partie du développement rural, quand on parle de développement rural [...] c'est-à-dire que si nous sommes ruraux, nous devons avoir une vision rurale et nous devons tous être articulés dans un même processus de production « propre », biologique, agroécologique [A11:52].

Selon les propos des répondants A06, A08, A09 et A15, les pratiques plus écologiques seraient pour eux des pratiques agricoles plus respectueuses des ressources naturelles, des traditions locales

---

<sup>222</sup> Comme nous le montrerons en détail dans le chapitre suivant, les expressions « produit propre » et « production propre » (*producto limpio y producción limpia*) sont mobilisées par les membres d'AgroFagua pour faire référence aux produits ou aux pratiques agricoles issues de l'agroécologie.

et de la santé des producteurs et des consommateurs. Le répondant A15 précise en fait qu'AgroFagua a contribué à la préservation de l'environnement en motivant et en donnant l'exemple à la communauté :

Par exemple, quand je l'ai rencontré [l'un des membres de l'association] il ne produisait que de la laitue, maintenant il a de la laitue, des courgettes, des bettes à carde, des épinards, de la coriandre, du brocoli, il y a plein de choses... et elles sont produites par lui-même, il n'utilise pas de tracteur, il n'y a pas de produits chimiques [...] ça c'est notre objectif, avoir de bonnes pratiques, « propres », saines, avec nos traditions, que l'on éprouve nous-mêmes ce plaisir de cultiver et de manger ce qui est cultivé [A06:35].

AgroFagua a contribué à plusieurs égards [...] à la question de l'environnement, je pense que nous sommes un exemple pour les jeunes et pour la communauté parce qu'ils nous regardent, j'ai l'impression qu'ils nous admirent, je veux dire, qu'ils admirent ce que nous faisons et qu'ils veulent le faire aussi, peut-être qu'ils ne sont pas engagés avec nous, mais s'ils prennent déjà soin du petit arbre, il y a des gens qui nous disent déjà : « est-ce qu'il y a un plan pour récupérer les *vallados* [les canaux artificiels pour le drainage d'eau]? » [A15:51].

Également, ces répondants s'accordent à mentionner qu'ils espèrent, à l'avenir, que tous les membres d'AgroFagua, et plus largement tous les agriculteurs de la région (y compris les grands entrepreneurs de fleurs), se sentent motivés et transforment leurs pratiques conventionnelles en pratiques agroécologiques :

[...] que nous prenons conscience et nous révélons ; et se révéler n'est pas se battre, mais s'unir et commencer à développer une agriculture « propre » pour que chacun puisse produire sa propre nourriture [...] [A08:10].

C'est l'objectif, qu'il continue d'y exister [l'agriculture « propre »] et que les gens qui pratiquent actuellement l'agriculture conventionnelle nous rejoignent ou apprennent les mêmes pratiques [...] [A09:75].

[...] si ce territoire était que d'agriculture « propre »... comme d'autres parties l'ont fait, par exemple à Chapinero Bajo, dans le village El Verjon, qui n'est que agricole, il n'y a que des cultures agroécologiques. Alors oui, c'est possible, c'est une question de volonté et il s'agit aussi de les appeler, car nous n'avons fait encore aucun rapprochement avec les producteurs de ces monocultures. J'espère qu'à un moment donné, nous pourrons nous rencontrer et les inviter à suivre de bonnes pratiques et qu'ils commencent à nous reconnaître partout comme le village qui a des cultures « propres » [A15:60].

Pour certains répondants comme A11 et A15, l'adoption et la promotion des pratiques agricoles plus écologiques par les membres d'AgroFagua s'inscrit dans le cadre de la mode actuelle qui favorise les paysans et l'agriculture paysanne et aussi dans le cadre d'une tendance dans laquelle les consommateurs reconnaissent et valorisent la production locale, notamment la production des aliments écologiques :

[...] maintenant enfin, la mode finit par être le développement, alors bien sûr, comme la mode c'est de consommer des produits « propres », pour nous ça doit continuer à être la mode! Parce que nous allons continuer à produire « proprement » [...][A11:38].

[...] et la mode commence à être celle-ci: « consommez des produits « propres », consommez des produits bio », et les gens recommencent à se salir les mains, donc les produits écologiques recommencent à avoir une valeur plus élevée [A11:36].

[...] on s'est rendu compte qu'ils demandaient beaucoup, que les gens de Chía veulent aussi consommer ce qui est local, ce qui est frais, là on s'est rendu compte que les gens veulent des produits « propres », ils cherchent des produits, s'il ne sont pas bio, au moins qu'ils aient la garantie qu'ils sont « propres », que ce sont des produits fiables [...][A15:35].

### 7.3.3 La défense de la ruralité

Selon douze de nos répondants, AgroFagua contribue au développement rural qu'ils souhaitent grâce à sa mission de défendre la ruralité du village. Comme le précisent les participants A16 et A13, AgroFagua permet aux villageois de s'organiser et de lutter collectivement pour freiner l'étalement urbain et l'épuisement des ressources. Plus largement, AgroFagua leur permet de se protéger du déplacement et de défendre leur droit à rester sur le territoire qu'ils considèrent d'ailleurs leur appartenir :

Qu'est-ce qui rend AgroFagua spécial? Pour moi, c'est l'objet qu'elle a, qui est de nous maintenir au moins là où nous sommes, de ne pas partir, de se battre pour garder ce qui reste, nous avons lutté si fort pour la Chucua, pour les sources d'eau, pour nous défendre d'être remplis par les briques et le ciment, parce que dans 15 ou 20 ans, nous ne pourrions pas prendre un morceau et le manger, ce n'est pas possible. Alors pour moi, ce qui rend AgroFagua spécial, c'est qu'elle essaie de continuer à se battre pour nous maintenir au moins là où nous sommes aujourd'hui [A16:33].

[...] cette possibilité de créer une association est née pour nous défendre contre le déplacement de notre terre, parce qu'en réalité, nous sommes les propriétaires, les

« possesseurs » de cette terre; c'est nous qui sommes nés et avons grandi ici et si on a été mis ici, c'est pour le protéger et l'améliorer, pas pour l'abandonner et le vendre [A13:6].

Plus spécifiquement, face à la menace de l'étalement urbain, l'association travaille pour protéger ce qui reste encore de la ruralité grâce à la promotion et à la revalorisation collective du milieu rural et au soutien des activités agricoles, en particulier l'encouragement de la production alimentaire :

Pour protéger la ruralité [...] en tant qu'associés, nous avons le pouvoir d'arrêter cela [les constructions] et de défendre les champs de production d'aliments et de produits sains à la consommation, car sinon, tant que cela [l'urbanisation] continuera de s'étaler, nous n'aurons bientôt plus de nourriture [A09:18].

[...] l'objectif de l'association est de maintenir la ruralité afin d'éviter qu'ils nous remplissent de plus de complexes résidentiels et tout ça, et pour que les gens ne soient pas obligés de vendre leurs terres [A01:23].

L'idée de l'association est de maintenir la ruralité, de profiter de ces espaces que, d'une manière ou d'une autre, nos parents et nos ancêtres nous ont laissés, de tirer le meilleur parti de ces terres si reconnaissantes [...] ni vendre ni construire davantage, comme me l'a dit mon fils : « il faut semer, il faut cultiver » [A06:34].

Les répondants A03, A08 et A13 s'accordent à mentionner que l'association a été d'ailleurs créée en tant que stratégie portée par les villageois de Fagua afin de protéger, voire de « blinder », la vocation rurale et agricole du village. Le répondant A03 indique à nouveau que la communauté de Fagua n'est pas d'accord avec les politiques de développement rural adoptées par l'administration municipale pour souligner que l'association leur permet d'être autonomes et de mettre en avant des projets propres qui favorisent la ruralité et la protection du territoire.

[...] AgroFagua n'est pas née récemment comme on le croit, mais elle est réellement née depuis 2009 ou 2010 avec quelques amis et voisins qui voulaient protéger le territoire comme rural, pour qu'il soit une zone de sécurité alimentaire, comme une zone agricole [A13:1].

Cette association est née dans le cadre du Budget participatif et à partir de là, au cours de ces réunions [...] nous avons eu l'idée de protéger le village, de faire en sorte que le village ne soit pas urbain, mais qu'il reste rural et qu'il n'y ait pas trop de maisons

sur ces terres qui sont de bonne qualité pour la production et c'est ainsi qu'est née l'idée de créer l'association des agriculteurs de Fagua, AgroFagua [...] [A08:2].

Fagua n'a jamais été « le bonbon le plus sucré » pour l'administration, nous n'avons jamais approuvé les propositions des administrations, et c'est pourquoi nous avons créé une association de producteurs agricoles ou de paysans de Fagua, qui nous ouvre beaucoup de possibilités pour commencer à générer des propositions pour protéger le territoire [...] pour arrêter la proposition de développement de l'administration municipale et voir comment les gens peuvent percevoir qu'il est plus important pour leur existence d'avoir la sécurité alimentaire et pouvoir produire leur propre nourriture et de ne pas dépendre des politiques et directives qui sont données, même de la part du gouvernement national [A03:23].

AgroFagua a également contribué à ce que les paysans et les petits agriculteurs soient reconnus dans la municipalité, elle permet de mettre en valeur le rôle clé qu'ils jouent dans la production agricole, notamment dans la production alimentaire. En fait, les répondants A15, A11 et A02 pointent qu'il s'agit de la seule association du village qui s'est maintenue dans le temps grâce au fait qu'elle est active dans la mobilisation en faveur de la ruralité :

AgroFagua est déjà reconnue [...] elle n'est pas seulement connue ici, mais aussi dans d'autres villages, donc cela aide aussi à la commercialisation, comme dans les marchés qui ont eu lieu hier, on peut voir que les gens y vont, qu'ils sont intéressés et qu'ils veulent manger des aliments propres [A01:25].

Il y a d'autres associations, mais avec l'intérêt rural que nous avons, il n'y a pas, avec la « défense » avec laquelle nous sommes nés, il n'y en a pas. Nous avons réussi à gagner de nombreuses batailles contre l'administration grâce à notre mécanisme de défense; il n'y a pas d'autres associations avec l'intérêt rural que nous avons... il n'y en a pas [A11:54].

[...] c'est la seule association, ce qui montre que nous sommes toujours en vigueur et que nous sommes toujours là avec toutes nos forces pour nous battre pour les objectifs que nous nous sommes fixés [A02:79].

[...] AgroFagua est actuellement la seule association active de producteurs agricoles; il y en a plusieurs, mais qu'elles soient actives, qu'elles soient vraiment au milieu rural, je ne crois pas! [A15:56].

D'après le répondant A03, en plus de la reconnaissance qu'AgroFagua donne aux paysans du village, l'association leur permettrait d'avoir une certaine représentativité sur le plan politique et il

espère qu'à l'avenir, l'association pourra influencer directement les décisions politiques qui concernent la ruralité du village et, plus largement, de la région.

[...] l'association, plus que le conseil des résidents lui-même, peut finir par avoir beaucoup plus de pouvoir sur de nombreux facteurs et prendre des décisions politiques et sociales qui nous permettent de rétablir l'équilibre que nous avons eu à un moment donné, même si nous devons nous battre très fort [A03:134].

[...] que nous parvenions à avoir une influence et un rayonnement sur le territoire rural de la municipalité de Chía [...] c'est quelque chose que la plupart d'entre nous dans l'association ont très présent à l'esprit : que le développement de notre proposition rurale ne reste pas à Fagua, mais que nous puissions nous étendre à la majorité du territoire rural de la municipalité et nous espérons, aux municipalités voisines [...] [A03:42].

[...] les associations ont des outils que les individus n'ont pas, une association peut venir questionner par exemple le secrétariat de l'environnement au sujet de la conservation des sources d'eau, ou bien, questionner la secrétariat du développement économique sur les projets qui profitent aux associations qui produisent des aliments propres et biologiques. C'est notre force en tant qu'organisation sociale et communautaire dans un territoire qui est purement « raizal » [A03:46].

#### 7.3.4 Le renforcement des liens sociaux

La dernière contribution d'AgroFagua au développement rural alternatif, mentionnée par six de nos répondants, est leur apport à la construction et le renforcement des liens sociaux, notamment des liens entre les membres de l'association et les voisins du village. Pour les répondants A11, A14 et A15, se réunir autour d'AgroFagua leur permet de construire et de renforcer une relation d'entraide et de soutien entre les voisins et plus largement d'aider à reconstruire le tissu social qu'ils considèrent avoir été brisé dans le village il y a plusieurs années. Également, ils mentionnent à plusieurs reprises que l'association est comme une grande famille qui repose sur les valeurs de la solidarité, de l'amitié et de la confiance :

AgroFagua a contribué à plusieurs égards: d'abord dans le tissu social, nous avons recommencé à parler à nos voisins, à savoir qui étaient nos familles [...] [A15:51].

[Avant] je ne savais pas que c'était l'organique, la production propre, mais j'étais ému par le fait que la majorité des personnes âgées voulaient s'unir en faveur du même projet [...] qui implique la construction d'un tissu social [...] [A11:4].

Ce n'est un secret pour personne qu'il vaut mieux marcher avec quelqu'un que tout seul et que parfois, on retombe et quelqu'un peut vous donner un coup de pouce en disant : « nous avons tous des problèmes, mais avancez » c'est ce qui me motive aussi dans l'association, parce qu'il ne s'agit pas seulement de la question productive [...], mais de former une vraie famille où chacun de nous fait attention à ce qui arrive à l'autre [A11:40].

Les répondants A14 et A15 précisent que AgroFagua permet aux producteurs de collaborer entre eux en échangeant leurs connaissances et leur savoir-faire, ce qui n'existait pas avant la création de l'association. En effet, le répondant A15 rappelle qu'avant, les producteurs ne connaissaient pas les terrains ou les méthodes de production des autres et que l'association les a même encouragés à organiser des journées de travail collectif pour la préparation des terres de certains membres :

[...] pour faire de la famille et des amis et pour construire ce tissu qui relie tout le monde, tout le monde s'entraide [...] si je ne sais pas quelque chose, je peux demander à d'autres personnes [...] Ainsi, vous créez des liens qui ouvrent des portes, vous grandissez en connaissances et chaque fois, vous apprenez davantage, donc l'association est en train de grandir, mais elle commence déjà à construire un tissu, ce qui est important pour moi [A14:22].

[...] voir des gens sur le terrain d'un voisin qui était auparavant clôturé et que personne n'avait le droit de regarder, personne n'avait le droit d'y entrer, et voir tous les voisins là en train de travailler la terre, de semer, de faire leur premier semis, c'était une grande motivation et cela nous aussi motivé à continuer [...][A15:36].

Dans un contexte plus large, les participants A03 et A11 mentionnent que l'association promeut et facilite aussi l'union et le partage entre les voisins et contribue à créer dans la communauté un fort sentiment d'appartenance au village de Fagua. Pour le répondant A06, AgroFagua contribue à maintenir vivantes les racines, voire les traditions, des anciens villageois :

Quelque chose qui va se produire bientôt, c'est de récupérer d'une manière ou d'une autre le tissu social, pour que les gens retrouvent la confiance que cela vaut la peine de vivre dans le village, parce que le village est beaucoup plus important que toutes les cultures de fleurs qui existent, je pense que nous allons y arriver très rapidement [...][A03:135].

[...] la question du tissu social, la question de l'associativité et plus encore parce que nous avons à nouveau la possibilité de générer de la confiance parmi les habitants du village. Nous venions d'une grande polarisation due à des questions politiques [...] et voir que beaucoup de ces personnes qui, à un moment donné, s'étaient disputées sur

des questions politiques ont commencé à s'unir en faveur d'un objectif commun [...] [A11:6].

Bien sûr, cela [AgroFagua] contribue au développement parce que nous continuons, nous persévérons et nous atteindrons notre objectif, qui est de maintenir nos racines [...] parce que cette essence est en train de se perdre [...] [A06:21].

En résumé, on peut affirmer que nos répondants considèrent qu'à travers AgroFagua, ils contribuent déjà au développement qu'ils souhaitent pour le village de Fagua, car ils pratiquent l'agriculture et encouragent les villageois à y s'engager. Aussi, ils contribuent à un développement alternatif en s'engageant à l'adoption de pratiques agricoles plus écologiques que les pratiques conventionnelles, en promouvant la défense de la ruralité du village et à travers le renforcement des liens sociaux entre les villageois. Face à ce modèle de développement alternatif que porte AgroFagua, nous nous demandons maintenant : quel est le positionnement des acteurs externes qui interagissent avec l'association et qui appartiennent à des organisations qui sont considérées par les membres d'AgroFagua comme des adversaires ou des alliés? Pour ce faire, dans la dernière section de ce chapitre nous étudierons comment les acteurs externes à l'association conçoivent le développement rural : d'abord nous présenterons la perception que les acteurs externes ont des problématiques de développement des milieux ruraux, nous aborderons ensuite la définition qu'ils se font du développement rural, les stratégies de développement qui sont actuellement privilégiées et celles qui devraient l'être.

## 7.4 La conception du développement rural des acteurs externes

### 7.4.1 Les enjeux

Lorsque nous avons interpellé les six acteurs externes à AgroFagua<sup>223</sup> sur les problématiques en matière du développement rural, ils ont été unanimes à mentionner qu'ils s'inquiètent de la perte de la vocation agricole de la municipalité (n=6). Parmi les autres inquiétudes exprimées par les

---

<sup>223</sup> Tel que mentionné dans le chapitre 4, nous avons interviewé les acteurs externes avec lesquels les membres d'AgroFagua interagissent régulièrement. Nous avons rencontré deux acteurs du secteur privé (B01 et B02) qui sont les dirigeants de deux entreprises du village et quatre acteurs du secteur public (C01, C02, C03 et C04) liés aux entités gouvernementales. Les répondants C01 et C02 étaient des employés dans une entité publique au moment de notre entretien, tandis que les répondants C03 et C04 avaient récemment mis fin à leur contrat.



répondants se trouvent : les services publics (n=5), l'étalement urbain dans les milieux ruraux (n=4) et la dégradation de l'environnement (n=2).

Concernant la perte de la vocation agricole, les six répondants mentionnent qu'au cours des dernières décennies, il y a eu une diminution importante des terres disponibles pour la production agricole. Selon les répondants B01, C01 et C03, les terres rurales n'ont pas été protégées par la municipalité et d'autres activités qui seraient plus rentables, notamment la construction de logements, ont été privilégiées au détriment des activités agricoles.

[...] avant, ce village était caractérisé par de grandes étendues de terre, où les grands-parents avaient leurs cultures, leurs enfants vivaient tous là, mais maintenant, Fagua est devenue une zone des « inquilinatos »<sup>224</sup> [B01:10].

[...] malheureusement, les sols ruraux de Chía sont en voie d'extinction à cause du développement choisi par la municipalité, car ils ont oublié de protéger l'agriculture [C01:4].

Je considère Chía comme un autre quartier de Bogotá. Les aspects ruraux et agricoles de Fagua font partie du passé [...]. Les personnes qui produisent de pâturages, du bétail, des légumes, ont leurs terres pour les valoriser, pour les louer ou pour produire eux-mêmes, mais lorsque la terre augmente sa valeur, ils vont les vendre [C03:4].

Les répondants B01 et C04 considèrent qu'il y a un manque de soutien, voire un abandon des communautés rurales et agricoles, ce qui a conduit à un déclin de l'importance de l'agriculture paysanne dans la municipalité :

Fagua a été un village marginalisé, Fagua a devant la mairie une réputation de « guérilleros » qui sont des révolutionnaires et n'aiment rien [...] le soutien à Fagua n'a pas été vraiment efficace [...] [B01:23].

[...] les municipalités ont toujours eu des projets de développement, mais ce n'est que maintenant qu'AgroFagua a commencé à discuter de l'urbanisation [...] il y a eu des projets économiques pour les zones rurales, mais ils n'étaient pas nombreux, souvent il s'agissait principalement d'organiser une fête pour les paysans, une grande fête et de

---

<sup>224</sup> Les « inquilinatos » sont des logements dans lesquels plusieurs personnes aux moyens économiques limités vivent ensemble et partagent les chambres et les services publics. Il s'agit généralement de logements modestes, sans les meilleures conditions sanitaires et dans lesquels un grand nombre de personnes vivent dans des conditions de surpeuplement.

distribuer de l'alcool et avec cela, ils ont fait leur investissement agricole à bon prix [C04:27].

Également, les répondants B01 et C02 attribuent la perte de la vocation agricole au manque d'intérêt des générations les plus jeunes pour les questions agricoles; les jeunes du village ne considéreraient pas l'agriculture comme un métier intéressant et rentable et ne seraient pas enthousiastes à l'idée de vivre dans un milieu rural à l'avenir :

[...] les jeunes ont perdu l'intérêt pour l'agriculture et l'élevage, surtout depuis que le pays est imprégné par le trafic de drogues, car ils ont appris à s'enrichir rapidement, alors que l'agriculture est un travail difficile [C02:47].

Fagua a un conflit, elle veut toujours être rurale, mais elle a une énorme influence urbaine, ça se voit chez les jeunes, quand ils finissent l'école et vous leur demandez : « qu'est-ce que vous voulez faire? », aucun d'entre eux ne veut pas rester à Fagua, parce qu'ils ne voient pas d'opportunités à la campagne [...] [B01:13].

[...] parce que les travailleurs agricoles en Colombie n'ont pas de sécurité sociale, pas de prestations de santé au travail, rien, donc c'est très décourageant [B01:26].

Concernant les services publics, les répondants B01, C03 et C04 soulignent leur préoccupation quant au manque d'accès aux services publics d'aqueduc, d'égouts et de traitement des eaux usées dans le village de Fagua. En fait, pour le répondant B01, Fagua est le village oublié des administrations municipales puisque les besoins fondamentaux des villageois n'ont pas été couverts en termes d'accès aux services publics et d'infrastructures publiques comme les trottoirs pour les piétons.

[...] ils [la communauté de Fagua] étant une population rurale, manquent d'égouts [C04:2].

Il n'y a pas d'eau pour l'agriculture, il faut récupérer l'eau de pluie, il faut chercher de l'eau souterraine, mais je ne suis pas si inquiet à ce sujet, je suis plus préoccupé par le système d'égouts [...] Fagua n'a même pas de trottoirs [B01:38].

Ce que la mairie a fait, c'est de construire un centre sportif dans tous les villages, ils ont vu que Fagua en avait aussi besoin, mais je pense qu'il était plus urgent de travailler sur ce qu'ils veulent, c'est-à-dire la question rurale. Je pense que Fagua a été un village oublié, par exemple il n'y a pas de bibliothèque, pas d'internet, pas de pharmacie! [...] [B01:24].

Les répondants C01, C03 et B01 attribuent cette précarité dans la prestation de services publics dans le village au fait que les administrations municipales n'ont pas pris en compte les besoins locaux de la communauté, et à une mauvaise planification du développement et de l'aménagement du territoire :

[...] par exemple ils [l'administration municipale] vont inaugurer ce centre sportif qui vaut beaucoup d'argent, donc c'est bénéfique, mais ce n'est pas ce dont les villageois avaient besoin, ils ne les ont pas écoutés, car ce n'était pas prioritaire, les gens étaient d'accord pour demander un centre de multiplication [des plantes], mais ils ne les ont pas aidé [B01:23].

[...] s'il y a un développement désorganisé, il arrive un point où tout s'effondre et Chía atteindra ce point à l'avenir s'il n'y a pas d'intervention, elle atteindra le point où les services publics s'effondreront parce qu'il y a un développement tellement désorganisé que nous le voyons par exemple avec le système routier qui a un impact très fort [C01:41].

La question de l'eau est très complexe et compliquée à Chía et Fagua ne fait pas exception, ils ont des problèmes d'eau, de gestion des eaux usées. Ces problèmes sont l'exemple typique d'une « petite ville » qui s'est développée sans aucun ordre, sans planification, sans prévention et en manquant de tout [C03:5].

Il est intéressant de noter que le répondant C02 fait référence au manque de routes d'accès au village et regrette qu'elles n'aient pas été construites, car cela favoriserait le développement de nouveaux projets d'habitation par des entrepreneurs qui disposent encore de grands terrains improductifs.

Il y a de grands propriétaires qui ont décidé de laisser les terres en friche et ne rien faire, ils attendent de voir comment ils vont se développer, c'est comme mes oncles qui ont fait des projets avant la rivière, mais après la rivière ici, ils n'ont pas avancé parce qu'il n'y a pas de routes, il n'y a pas de structure qui peut supporter cette densité [E02:16].

En ce qui concerne l'étalement urbain, la plupart des six acteurs externes à AgroFagua soulignent que les terres fertiles des milieux ruraux de la municipalité, qui devraient être destinées à la production agricole, ont été destinées plutôt à la construction des infrastructures, notamment au développement des projets d'habitation :

Les sols [de Fagua] sont des sols 1A, des sols limoneux, des sols riches qui n'existent plus et qui sont en train de devenir des bâtiments [C03:38].

[...] [des zones rurales] 70% sont urbanisées et n'ont pas de terres à exploiter, mais les sols qui existent sont utilisés pour les laisser en friche au profit des constructeurs ou des propriétaires des terres [...][C01:5].

[...] l'expansion du développement urbain est en train de mettre fin aux espaces verts, nous sommes en train de manquer d'espaces verts, là où se trouvent les grandes parcelles, où se trouvent les entreprises de fleurs, ça ne va pas plus loin, il n'y en a plus, le reste est urbain, il y a de grands condominiums [...][C03:13].

Les répondants B01 et C04 s'accordent à dire que l'expansion de l'urbanisation dans les milieux ruraux, notamment au village de Fagua, exerce une pression sur les villageois qui, d'ailleurs, ne considèrent plus l'agriculture comme un travail décent et qui sont attirés par le prix que les promoteurs des projets d'urbanisation proposent pour leurs terres :

Ici [à Chía] il y a des centres d'achats partout, des entreprises de construction sont arrivées, donc maintenant il y a des opportunités d'emploi, donc ceux qui travaillent dans l'agriculture sont un peu dévalorisés, ils sont vus comme quelque chose d'inférieur [B01:26].

[...] le développement urbain est ce qui est en train de changer fortement tout le village, et c'est un processus inévitable que beaucoup des gens veulent vendre sous la pression, de l'argent, car il y a beaucoup d'argent dans le développement urbain et il y a des gens qui n'ont pas nécessairement une vocation agricole [...][C04:6].

Les répondants B01, C01 et C04 tiennent les différentes administrations municipales pour responsables de l'étalement urbain du fait qu'elles n'ont pas fait attention aux besoins des villageois et des agriculteurs paysans et n'ont pas protégé la production agricole. Au contraire, les administrations municipales ont favorisé le développement de la municipalité en tant que « ville dortoir », une sorte de banlieue où les habitants de Bogotá, notamment les personnes à hauts revenus qui déménagent à Chía, mais continuent à faire toutes leurs activités à Bogotá.

Ils [la communauté de Fagua] n'ont pas été écoutés, et c'est simplement des directives qui viennent du bureau du maire où tout se fait sans écouter les communautés et les agriculteurs [B01:24].

[l'administration municipale] n'a pas compris la valeur sociale et l'importance de protéger ce que nous avons, mais plutôt de profiter et de développer certaines zones, de sorte que lorsqu'un constructeur arrive, ils oublient qu'il y a une composante sociale dans les villages qui nécessite des services en éducation, en emploi, mais aussi en agriculture [...][C01:52].

Aujourd'hui, il n'y a que des condominiums, ils [l'administration municipale] voient ici une énorme opportunité de faire des quartiers pour des gens riches ici à Chía, qui est devenue une sorte de ville dortoir [...] maintenant, le coût de la vie est trop cher, plus ou moins 40% plus cher qu'à Bogotá [B01:25].

Les instruments de planification du développement rural, tels que le plan d'aménagement du territoire (POT), négligeraient aussi la ruralité et l'agriculture en favorisant l'étalement urbain et permettraient indirectement le déplacement des communautés paysannes. C'est ce que suggère les propos des répondants E01 et C01 :

[...] le POT ne tient pas compte de cette ruralité; il est très probable que même si une personne a toute l'intention de rester dans l'agriculture, si un grand constructeur arrive et dit : « Je vous donne 2000 millions pour votre terrain » il va le vendre parce que POT a changé sa vocation d'agricole à urbaine, donc cela lui dit qu'ils vont être déplacés [...][E01:16].

[...] le nouveau POT a la particularité de changer l'usage des terres agricoles et rurales, même l'usage intensif, pour qu'elles deviennent des zones d'expansion urbaine qui permettra la construction de très hauts bâtiments [...][C01:10].

Le répondant C01, pour sa part, souligne que Fagua es le seul village de la municipalité de Chía où la communauté a résisté à l'urbanisation impulsée par l'administration municipale, car dans le village existent encore des terres disponibles pour l'agriculture et certains des habitants sont engagés dans la production agricole.

Les dernières administrations ne se sont consacrées qu'à l'exploitation de Chía en tant que ville dortoir, à la construction de résidences [...] au lieu de la diriger vers un territoire agroécologique et durable [...] l'agriculture n'est plus le bastion, il ne reste que Fagua qui a essayé de survivre face à ce monstre qu'est la construction [C01:27].

En tant que conséquence de l'étalement urbain à Fagua, les répondants mentionnent la croissance démographique et la migration de nouveaux résidents qui sont à la recherche d'un lieu pour habiter près de la nature, mais qui n'ont pas nécessairement un intérêt pour la ruralité ou pour l'agriculture,

ce qui créerait des conflits sociaux entre les nouveaux arrivants et les anciens villageois qui veulent préserver l'agriculture et plus largement la paysannerie :

Fagua a une très forte augmentation de la population, elle a des résidents de toutes les couches socio-économiques. À Fagua, vous pouvez trouver des gens à revenus très hauts (strate 6) à très pauvres qui sont arrivés récemment [...] malheureusement, il y a des endroits très humbles et il a des endroits très luxueux à Fagua [C01:7].

[...] les gens qui veulent acheter des terrains à Fagua veulent se sentir entourés par la campagne, mais eux-mêmes vont contre le rural, contre la nature et ils vont finir par détruire les forêts [...] Chía est très hétérogène, parce que vous trouverez des paysans avec ses petites maisons et des condominiums de personnes riches (strate 5 ou 6) et des maisons (strate 1 et 2), il s'agit d'une jungle de béton hétérogène, pas structurée et un désordre total [C03:13].

À Fagua sont arrivés les constructeurs, les condominiums, ceux qui veulent aller dans une zone rurale, mais qui veulent voir des oiseaux et pas des vaches, ils ne veulent pas entendre les poulets et les cochons pleurer et demander de la nourriture au matin. Il y a des gens qui préfèrent que Fagua devienne une zone de condominiums, mais ceux qui aiment vraiment Fagua sont les paysans dont la vie est inévitablement liée à leur terre [C04:11].

Le village n'est plus constitué que des Raizales [...] il y a beaucoup des gens qui ne sont pas d'ici et cela a provoqué un conflit social, pas grave, ici il n'y a pas de morts, des gens poignardés, mais il arrive par exemple que dans une réunion avec les parents, les Raizales se chicanent avec les vénézuéliens et les gens de la côte [...] [B01:10].

Les répondants B02 et C02 n'ont pas mentionné l'étalement urbain dans leurs préoccupations concernant le développement des milieux ruraux. Au regard des propos du répondant B02, qui est le dirigeant d'une entreprise du village, il serait plutôt favorable à l'étalement urbain dans le village de Fagua :

[...] il y a une pression de la part de certains grands propriétaires fonciers qui veulent vendre et construire des condominiums, mais ils n'ont pas pu le faire, parce qu'ils devraient construire des routes et une route implique un péage, alors qu'est-ce qui va se passer? Dès qu'ils introduisent la question des péages, les petits propriétaires fonciers ils vont dire : « pas question! » et ils vont faire des protestations et à la fin nous serons tous perdants [B02:16].

La dernière préoccupation en matière de développement rural est la dégradation de l'environnement. Seuls deux répondants notent qu'il y a un problème avec l'environnement qui est,

selon eux, lié principalement au manque de conscience environnementale chez les villageois de Fagua, surtout en ce qui concerne l'eau et la disposition des déchets :

[...] il y a un manque de culture environnementale parmi les villageois, c'est-à-dire qu'ici les gens ne voient aucun problème de couper un arbre, de jeter les ordures sur les clôtures, il n'y a pas de culture du triage des déchets [...][B01:39].

La question environnementale est mauvaise [...] tous les petits exploitants, dans leur manque de bon sens, ont fait la division de leurs terres, ont eu beaucoup d'enfants, ils ont bouché toutes les clôtures de sorte qu'il n'y a plus de connexion de l'eau [B02:15].

Sur le plan environnemental, il n'y a rien, tout ce qu'ils font c'est avec la Chucua, mais j'ai l'impression que c'est un combat perdu d'avance parce que peu importe le nombre de choses qui sont faites, il n'y a pas de soutien pour la campagne, donc récupérer la Chucua va être très difficile [...][B01:37].

#### 7.4.2 La définition du développement rural

Lorsque nous avons interrogé les six acteurs externes à AgroFagua sur leur conception du développement rural, ils mentionnent une diversité d'éléments, mais ils semblent s'entendre sur l'idée que l'agriculture est l'un de ses piliers fondamentaux. Les répondants C01 et C02 s'accordent à mentionner que le développement est lié à la protection de la production agricole, surtout à la conservation des terres et ils insistent sur le fait que la vocation agricole et rurale des milieux ruraux doit primer sur l'expansion urbaine :

Je crois que le développement est la protection de la campagne, de l'agriculture. Ici, Fagua est le village le plus grand de la municipalité et le seul qui dispose d'une grande quantité de terres non développées, d'espaces verts [...] Fagua est le seul modèle de la municipalité [C01:5].

[...] [le développement] est de voir Fagua comme un village avec la récupération totale de sa vocation agricole et ni se développe plus en termes de construction, en maintenant ses terres, ses sources d'eau, son air, c'est ainsi que je le verrais, je voudrais voir que les zones rurales ne restent pas figées dans le temps en termes de progrès et de technologie [...] je ne voudrais pas que ces terres continuent à être utilisées pour la construction [C02:42].

Le répondant C04 conçoit le développement en lien avec la production alimentaire, notamment une production utilisant des techniques plus écologiques, et il estime que dans le cadre du

développement rural, des villages comme Fagua doivent devenir des fournisseurs de nourriture, des « garde-manger », au niveau local.

[...] le développement serait d'être un « garde-manger » agricole évidemment avec de l'agriculture biologique, écologique, sylvopastorale et de toutes les autres formes d'agriculture propre qui peuvent exister, le tout mélangé [...] [C04:35].

[...] Fagua eux-mêmes disent qu'à un moment donné, ils ont été des acteurs importants en étant le « garde-manger » agricole de Bogotá, ils l'ont alimenté [...] ce que Fagua peut à nouveau être, pas nécessairement de Bogotá, mais le « garde-manger » agricole et biologique de Chía [...] [C04:7].

Pour le répondant C02, il n'y a pas nécessairement un type d'agriculture à privilégier et le développement est conçu en fonction de l'intégration des technologies dans les pratiques agricoles et la protection de l'environnement :

Pour moi, le développement rural signifie être à l'avant-garde des dernières techniques en matière d'agriculture et d'élevage [...] [C02:11].

Le développement idéal serait que toute la municipalité, y compris les grands producteurs de fleurs, prennent conscience [...] d'être respectueux de la nature et d'intégrer tous les aspects technologiques dont nous disposons aujourd'hui, car nous ne devons pas abandonner l'aspect technologique dans les zones rurales [C02:24].

Outre l'agriculture, les six répondants mentionnent d'autres éléments dans leur définition du développement rural qui sont résumés dans le tableau 7.5.

Tableau 7.5 Autres éléments de la définition du développement rural des acteurs externes

Répondant	Éléments
B01	Union de la communauté
B02	Autonomie
C01	Aménagement du territoire
C02	Dignité des paysans, développement rural intégré
C03	Bien-être, développement durable
C04	Décroissance, besoins de la communauté

Dans la définition du répondant C01, le développement rural est lié à l'organisation dans l'aménagement du territoire et il souligne l'exemple du village de Fagua où un développement



désorganisé a été privilégié, favorisant la construction des logements au détriment des anciens villageois :

[...] le développement doit être organisé en termes d'urbanisme, de routes, de services publics et surtout d'accès à l'éducation et de développement agricole. C'est très important. À Fagua, il y a eu un développement non organisé [...] certains développements de condominiums ont été autorisés [...] sans garantir des terres pour les habitants eux-mêmes, il aurait dû y avoir une protection adéquate pour les mêmes résidents qui habitent traditionnellement le village [C01:8]<sup>225</sup>.

Les autres répondants font référence à la dimension sociale du développement dans leurs définitions. Pour les répondants B01, C03 et C04 les communautés locales doivent être à la base du développement rural. Pour les répondants B01 et C03, l'un des piliers du développement doit être le bien-être et l'union de la communauté. D'après le répondant C04, le développement consiste à prendre en compte les besoins de la communauté et que les communautés puissent elles-mêmes décider du développement qu'elles souhaitent :

Nous devons atteindre cet objectif, qui est le développement, mais le développement communautaire, qui permet à la communauté de se rassembler pour le développement du village, en leur permettant de rester unis et de décider, par exemple, de ne pas vendre, mais de continuer à cultiver [...] [B01:34].

[...] dans le développement, le bien-être de la communauté doit primer sur les intérêts économiques [C03:10].

Je comprends le développement comme quelque chose qui doit être fait avec les gens, pour qu'à la fin le résultat soit pour les gens [...] fondamentalement, si ce n'est pas avec les gens, le résultat ne sera pour les gens, je ne sais pas comment appeler ce type de développement, mais il faut que ce soient les gens qui décident ce qu'ils veulent vraiment que leur développement soit [C04:5].

---

<sup>225</sup> [...] desarrollo debe ser organización en urbanismo, en vías, en servicios públicos y sobre todo en el tema de acceso al tema educativo, al tema de desarrollo agrícola. Eso es muy importante, en Fagua se hizo un desarrollo no organizado [...] se permitió unos desarrollos de condominios [...] sin garantizar terreno para los mismos pobladores, debió haber una protección adecuada para los mismos residentes que tradicionalmente habitaban la vereda [C01:8].

Pour le répondant C02, le développement rural consiste à répondre aux besoins fondamentaux des communautés rurales, notamment des paysans, ainsi qu'à les revaloriser et à les soutenir dans le cadre d'un développement rural dit intégré :

Le développement rural, c'est rendre le paysan digne, c'est faire en sorte que les paysans aient leurs besoins fondamentaux, d'éducation et de transport couverts et qu'ils vivent dignement, parce que nous pensons qu'être paysan ici est péjoratif [...] nous devons les rendre dignes, les paysans ne sont pas synonyme de pauvreté, de manque de culture; les paysans sont synonymes de vie, de nourriture, d'honnêteté et d'altruisme. Pour moi, il s'agira d'un développement rural intégré, non seulement de la variable production, mais aussi de celle des ressources humaines intégrées aux variables du traitement fiscal pour la valeur de leurs terres et pour le paiement de l'impôt foncier [C02:12].

Pour le répondant B02, le développement doit impliquer tous les acteurs du territoire, plus spécifiquement, il souligne que les paysans sont dans une sorte de léthargie dont ils doivent sortir pour se responsabiliser de leur propre développement :

[...] il est évident que l'État doit participer au développement et que tout ne doit pas être financé par le secteur privé, mais il faut que ce soit financé par les étrangers, par nous-mêmes, c'est-à-dire par le peuple [...] [B02:55].

Le développement, c'est qu'ils [les paysans] sortent de la victimisation, et pas seulement à Fagua, mais dans le monde entier, donc, qu'ils puissent comprendre qu'ils doivent prendre leurs responsabilités, que la qualité de sa maison et sa qualité de vie, c'est leur propre problème, c'est-à-dire que l'État peut aider, mais ce n'est pas la faute de l'État, c'est vraiment une affaire personnelle [...] cette pauvreté qu'ils ont, ils ont été endormis pendant tant d'années dans une dépression tenace. Regardez comment ils s'habillent, ils sont mal habillés, vous venez ici à Fagua et ils manquent de dignité [...] il faut toujours quelqu'un pour résoudre le problème, ils viennent me voir pour que je leur donne des solutions [...] [B02:54].

En terminant, le répondant C04 mobilise le terme décroissance et le répondant C03 celui de développement durable pour exprimer ce qui devrait être, à leur avis, le développement rural :

Mon idée [du développement] est de commencer à penser à la diminution, à la rénovation, de penser à des développements internes qui soient intégraux, qui offrent tous les services et qui ne soient pas comme Chía, une ville dortoir [C04:7].

Le développement doit être durable et comporter trois facteurs : humain, environnemental et économique, qui doit aller dans la même direction sans privilégier l'un par rapport à l'autre [...] si je développe un projet, par exemple agricole, je ne dois pas affecter l'environnement, je dois bénéficier à la communauté et je dois générer des bénéfices économiques [...][C03:11].

### 7.4.3 La contribution au développement

Lorsque nous avons demandé aux acteurs externes si AgroFagua contribue au développement, à l'exception du répondant B02, tous les répondants ont mentionné qu'en effet, l'organisation contribue au développement de Fagua. L'une des contributions les plus importantes est, d'après les répondants B01, C01 et C04, son leadership dans la lutte pour la préservation de leur village en tant que territoire rural et pour que leurs terres et leurs traditions soient transmises aux générations futures. Les trois répondants soulignent le fort attachement des membres de l'association à la terre et les « fortes racines » qu'ils ont, ce qui serait lié à l'existence de liens solides entre les anciens villageois et leurs traditions agricoles.

[...] ce qu'ils font est un pari moral plutôt qu'économique, ceux qui ont rejoint AgroFagua veulent résister pour que cela reste agricole et rural, et une grande partie de ce qu'ils font est pour que leurs enfants et petits-enfants puissent voir qu'il y a un moyen [...][B01:19].

Dans le Budget participatif, tous les autres villages ont décidé de faire un projet de « ciment », ils [AgroFagua] ont demandé une serre pour les cultures, et je pense que c'est formidable qu'ils se soient réunis pour cela [...][B01:17].

[...] il s'agit d'une petite association, mais elle est composée des producteurs les plus représentatifs du village, avec la plus longue histoire à Fagua, de familles avec une longue tradition. C'est un groupe très important qui est connu dans toute la municipalité et que les gens respectent, qui commence à devenir un exemple à suivre pour d'autres ici [C04:10].

[...] la défense juridique du territoire agricole s'est faite grâce à ce qu'a fait AgroFagua, qui a fait revenir l'Institut Agustin Codazzi pour faire une réévaluation des impôts fonciers parce qu'AgroFagua les a mobilisés, a exigé qu'ils viennent faire une évaluation, ce qui a motivé les autres villages, personne n'avait réussi la formule pour défendre réellement le territoire comme AgroFagua le fait [C04:13].

[...] À AgroFagua, la majorité sont des Raizales qui ont hérité de la tradition agricole de leurs ancêtres à leurs successeurs, et ils ont transmis cet « enracinement » et ce sentiment d'appartenance à l'agriculture de Fagua [C01:6].

[...] la paysannerie a des racines et à Fagua il y a encore des gens avec des racines qui ont réussi à se battre, à arrêter quelque chose qui semblait presque inévitable, parce que si ce n'était pas d'eux, ils auraient tout construit de tout façon [...] [C04:6].

[...] [à Fagua] ils ont des racines particulières, il y a un amour pour la terre [...] [C04:23].

Une autre contribution importante est qu'à travers l'association, les villageois ont pu améliorer leurs revenus; AgroFagua facilite aussi l'ouverture de nouveaux marchés et la vente directe des produits agricoles aux consommateurs sans intermédiaires. Plus largement, l'association contribue à dynamiser l'économie locale :

AgroFagua contribue au développement en termes de durabilité des familles, car celles-ci ne se contentent pas de produire sur leurs terres, mais en tirent également un bénéfice économique [...] cela renforce les économies rurales [...] [C01:12].

[...] ils font bouger l'économie locale, la vente dans les marchés ambulants sur le trottoir est un premier pas, l'argent bouge ici, les gens ne vont plus à Chía au marché, ils laissent leur argent ici, entre eux [B01:19].

[...] ils n'ont pas besoin de tiers pour vendre leur produit, mais le vendent directement et ont obtenu un meilleur prix sur le marché, ce facteur économique combiné au facteur émotionnel de l'amour à la campagne [C02:16].

[...] l'intermédiaire garde toujours un grand pourcentage des bénéfices, tandis que maintenant, ces bénéfices sont les leurs et ils parviennent à se maintenir et à donner l'exemple aux autres [...] [C04:10].

Les répondants C02 et C03 soulignent la contribution d'AgroFagua à l'autonomie alimentaire et à la conservation des écosystèmes et, plus largement, le répondant C03 mentionne qu'AgroFagua contribuerait localement au développement durable :

Pour moi, la contribution des petits et moyens agriculteurs comme AgroFagua à la municipalité est la durabilité de l'écosystème et leur autosuffisance en produits du panier familial [C02:31].

[...] ils doivent continuer, c'est admirable le combat qu'ils ont mené et aussi le fait qu'ils travaillent sur la question de l'alimentation saine, biologique, une partie de leur revenu est dû à la production biologique, et cela contribue en partie à combler leurs besoins [C03:6].

[...] lorsque nous parlons de développement durable, nous devons aborder les questions sociales, économiques, écologiques et environnementales, ils veulent le faire, mais leur activité reste très localisée, très micro [...][C03:20].

Concernant la contribution au développement rural des institutions que les acteurs externes représentent, trois des six répondants affirment qu'ils contribuent effectivement au développement de Fagua. D'abord, le répondant B01, le dirigeant de l'entreprise Nutriarte, mentionne qu'il contribue au développement de Fagua grâce à trois projets : (i) l'alliance entre leur entreprise et AgroFagua qui lui fournit des aliments (ii) l'école de soccer pour les enfants et les jeunes du village qu'il dirige et (iii) un projet de reforestation :

[...] nous ne voulons pas avoir des professionnels du football, ce que nous voulons, c'est rassembler les gens pour qu'ils soient heureux et je pense que nous sommes là [...] plus que l'aspect économique, il y a une utilité morale et spirituelle[B01:9].

[...] la plus grande réussite est la question du développement communautaire qui a été généré avec AgroFagua; leur premier client était Nutriarte et nous avons une très bonne relation depuis déjà un an [B01:6].

Nous avons un projet pour convertir cette parcelle en une forêt de récupération, les arbres sont déjà là et AgroFagua va les planter et nous allons essayer de récupérer un cours d'eau souterraine qui se trouve là [B01:37].

Ensuite, le répondant B02 affirme que son entreprise Casa Tibaná contribue au développement de Fagua sans expliquer concrètement sa contribution. Il exprime vouloir contribuer à l'avenir en ouvrant dans son entreprise un espace pour la production et la commercialisation d'aliments et en intervenant dans l'éducation environnementale des villageois :

[...] nous avons participé au développement, à cette relation avec le territoire et nous voulons une transformation du développement, comme il le font dans certains projets, très beaux, aux États-Unis où il y a un développement urbain [en milieu rural] avec des marchés, c'est-à-dire qu'il y a de l'agriculture à côté, il y a de la nourriture. Je vais sûrement faire ça, je veux cette réalisation pour mon entreprise [...] [B02:59].

Ce que j'aimerais faire, c'est m'impliquer davantage dans l'éducation environnementale. La nourriture permet à tout le monde de s'asseoir à la table, mais l'éducation relative à l'environnement nous fait comprendre que l'esprit de la terre est un héritage [B02:42].

Enfin, le directeur de la division du développement agricole et commercial de Chía affirme que leur institution contribue au développement des milieux ruraux à trois égards : (i) l'octroi des intrants agricoles et la prestation de services techniques aux agriculteurs (ii) l'ouverture des marchés agricoles pour la commercialisation des produits et (iii) l'organisation de formations pour les producteurs :

Nous subventionnons les petits et moyens producteurs en leur donnant tous les intrants, les semences [...] nous leur donnons la mécanisation agricole et les conseils d'un agronome [...] [C02:27].

[...] deux événements ont été créés dans le parc principal de la municipalité et des événements ailleurs [...]. Ces Agromercados ont aidé les producteurs à améliorer leurs revenus, leur estime de soi et à prendre conscience que l'agriculture bien gérée a un avenir, et nous leur apprenons à réduire les intermédiaires dans la chaîne commerciale [...] [C02:5].

[...] nous leur dispensons des formations lorsqu'ils s'associent dans les domaines commercial, financier, marketing et relationnel [C02:7].

#### 7.4.4 Les actions de développement rural à privilégier

Lorsque les acteurs externes abordaient les actions de développement qui devraient être mises en œuvre à l'avenir, quatre de nos répondants mentionnent que les habitants de Fagua devraient poursuivre la défense de la ruralité menée jusqu'à présent par AgroFagua. Néanmoins, ils ne semblent pas très optimistes quant à la permanence de la vocation rurale, car ils considèrent que le village sera complètement urbanisé à l'avenir :

[...] l'avenir est un peu incertain, mais il y a une fraction importante de villageois qui résistent, et pas une résistance subversive, mais une résistance civile bien formée [...] cela me fait voir qu'il peut avoir un meilleur développement [B01:34].

[...] Je pense qu'il doit y avoir beaucoup de résistance civile, et c'est déjà le cas, mais ce sera très difficile, sans doute ils [les paysans] finiront par disparaître dans 10 ou 20 ans, mais en attendant ils doivent continuer cette lutte [...] [B01:17].

[...] Fagua est l'un des villages qui se bat pour maintenir sa ruralité, pour arrêter l'augmentation de la zone bâtie, pour arrêter l'assèchement des clôtures, le détournement des rivières. À Fagua, les paysans, les Raizales, veulent s'assurer que leur village ne continue pas à subir les effets néfastes de l'urbanisation [...] [C02:13].

Je les admire, car ils sont encore là, c'est une lutte intéressante et admirable pour la ténacité qu'ils ont, pour leur engagement, mais il en reste peu, je veux dire, il arrivera un moment où leurs potagers, et ce qui est rural seront entourés de maisons. C'est admirable, mais ils devront penser à partir à d'autres endroits s'ils veulent continuer avec cette tradition agricole [...][C03:6].

Par contre, pour le répondant B02, la lutte des villageois, notamment des membres d'AgroFagua ne serait pas une bonne stratégie, au contraire, être sur la défensive serait l'une des raisons pour lesquelles l'administration municipale ne les soutient pas :

Ils [l'administration municipale] ne veulent pas être avec le chien qui aboie et ils [les membres d'AgroFagua] aboient et le maire dit : « quel bordel » et je leur dis : « n'aboyez plus, arrêtez de faire n'importe quoi » [...][B02:55].

[...] les gens d'AgroFagua aiment dire qu'ils sont des Raizales pour se cacher, ils disent : « comme je suis Raizal, je suis en sécurité et personne n'a rien à avoir avec moi » et cette partie est difficile parce qu'ils sont très exigeants et très défensifs, ils attaquent tout le monde et c'est là que tous les projets qu'ils peuvent faire avec la mairie meurent [...] ils s'engagent avec la question avec Emserchia [l'entreprise fournissant le service d'aqueduc et d'assainissement] et je leur dis : « cette stratégie ne marche pas, vous êtes en train de vous épuiser pendant de jours et personne ne vous écoute » [B02:18].

Une deuxième action en matière de développement rural à privilégier est le renforcement de la volonté politique pour protéger l'agriculture paysanne. Comme l'illustrent les propos des répondants C01 et C04, qui sont aussi repris par les répondants B01, C02 et C03, l'administration municipale devrait s'engager davantage dans la protections des sols agricoles et dans la mise en œuvre des programmes visant spécifiquement à combler les besoins des agriculteurs paysans :

[...] Je pense que l'une des principales protections qui doit être faite est l'aménagement des sols par l'administration [...] la principale protection doit être assurée par la municipalité qui doit protéger les propriétés afin qu'elles puissent être utilisées à des fins rurales avant de utiliser pour le développement urbain [C01:10].

[l'administration municipale] devrait lui dire : « vous avez vos terres, vous produisez, venez, je vous achèterai de la nourriture, je vous achèterai ce que vous produisez, les districts d'irrigations si vous en avez besoin » c'est ce que doit faire un véritable État ou, dans ce cas, la municipalité, il doit donner cette protection et ce rapprochement dont ils ont besoin [C01:52].

Tout d'abord, il faut qu'il y ait une volonté politique de travailler avec les gens, parce qu'il y a aussi la corruption [...] au lieu de faire vraiment du développement pour les gens [...] il est essentiel que les gens soient formés, mais je partage aussi avec eux la nécessité de commencer à faire en sorte que cette formation ait aussi une formation politique et qu'ils commencent à penser à mettre des conseillers ou même un maire à Chía qui vient de ces processus des communautés [C04:8].

Le répondant C04 envisage même la possibilité d'établir des « plans de développement » au niveau du village comme un document qui jette les bases d'un nouveau modèle de développement :

Ce qu'il faut, c'est un plan qui permette de proposer un nouveau modèle de développement pour le village et de le rechercher petit à petit. L'association est le premier pas, mais à un moment donné, nous pourrions disposer d'un plan de développement du village et l'avoir comme document de travail de n'importe quelle mairie [C04:30].

Les répondants C02 et C03 ajoutent que les institutions publiques de soutien aux paysans comme le « secrétariat au développement économique » de la municipalité (avant UMATA) devraient continuer à être maintenus et renforcés :

Il faut beaucoup de soutien de la part des entités [...] ils [les habitants de Fagua] ont besoin du soutien des personnes au pouvoir et ils ne l'ont pas, ils luttent tous seuls [C03:48].

[...] il faut pouvoir couvrir au moins les besoins de base, vivre confortablement, c'est ce qu'il faut pour le développement et pour continuer à maintenir la ruralité et il faudra que la division du développement agricole ou UMATA continue à exister en travaillant 100% en faveur de la paysannerie, des Raizales, pour qu'ils n'aient pas tendance à disparaître au fur et à mesure que les communautés s'urbanisent [C02:15].

Pour résumer, les problématiques en matière de développement rural qui interpellent les acteurs externes à AgroFagua sont : le déclin de l'agriculture, le manque d'accès aux services publics comme l'aqueduc et les égouts et l'étalement urbain. Les répondants dénoncent l'administration municipale comme l'un des principaux responsables de cette perte, car elle n'aurait pas pris les mesures suffisantes pour protéger l'agriculture. Seuls les deux dirigeants des entreprises ont exprimé explicitement leur préoccupation pour l'environnement. Les six répondants définissent le développement rural en fonction de l'agriculture et soulignent que le développement ne devrait pas être lié à la construction de logements dans les zones rurales. Concernant la contribution des



différents acteurs de Fagua au développement, la grande majorité considère qu'AgroFagua contribue au développement rural. Parmi les contributions les plus importantes se trouvent la défense de la ruralité du village et l'autonomie alimentaire et économique des agriculteurs membres de l'association. Également, trois répondants considèrent que les institutions qu'ils représentent contribuent au développement. Les dirigeants des entreprises pensent qu'ils contribuent à travers les programmes de responsabilité sociale et en achetant régulièrement les produits à AgroFagua et le représentant du secteur public considère que l'institution à laquelle il appartient contribue en fournissant un appui technique aux petits agriculteurs (intrants, service-conseil, formations, etc.). Parmi les activités que les répondants considèrent devoir être privilégiées en matière de développement rural se trouvent : la poursuite de la défense civile de la ruralité, le maintien des institutions publiques de support aux agriculteurs et un plus grand engagement politique pour la protection de l'agriculture paysanne.

## 7.5 Conclusion et discussion

Alors que le chapitre précédent nous a permis de constater que les membres d'AgroFagua se positionnent contre le modèle de développement qui a été privilégié au fil de temps par les différentes administrations municipales, le présent chapitre nous a permis de décrire le modèle de développement alternatif qu'ils proposent.

Comme nous l'avons vu précédemment, les mouvements sociaux sont considérés dans la sociologie actionnaliste comme des acteurs dans la production et la transformation de la société; ils contestent les visions du monde dominantes et sont porteurs de leurs propres visions. Les membres d'un mouvement agissent ensemble pour défendre leurs intérêts tout en portant des projets émancipatoires (Pleyers, 2018).

Dans cette perspective, notre analyse nous a permis de constater que les membres d'AgroFagua réagissent au modèle de développement qui a été favorisé dans leur village au cours des dernières décennies et qu'ils préconisent aussi un modèle de développement rural alternatif. En faisant état des définitions du développement rural alternatif que les membres d'AgroFagua proposent, nous avons montré qu'il y a différentes définitions, mais que tous les membres de l'organisation assimilent le développement avant tout à la protection et à la promotion de l'agriculture paysanne.

Cette vision du développement rural est similaire à la vision de certains acteurs comme les organisations internationales dans le cadre de la réhabilitation récente de la paysannerie et de leur agriculture sur le plan national et international et que nous avons décrite dans le deuxième chapitre.

Les membres d'AgroFagua placent en premier lieu dans leur discours la préservation de ce qui reste de la vocation agricole du village et surtout la protection des petites parcelles familiales destinées à la production de denrées alimentaires. Ensuite, nous avons constaté que les propos des répondants renvoient à d'autres éléments de la définition d'un développement rural alternatif qui ont en commun la priorité qu'ils accordent aux communautés rurales. Parmi les éléments évoqués par certains répondants se trouvent : la qualité de vie et le progrès pour les populations rurales liées à la définition de sept répondants, l'union et le travail communautaire évoqués par trois d'entre eux et la protection et la réhabilitation des traditions paysannes mentionnées aussi par trois répondants.

Enfin, nous avons trouvé que l'accès aux services publics est l'une des préoccupations majeures pour les membres d'AgroFagua. Cependant, la demande de services publics, qui pourrait en fait contribuer indirectement à l'étalement urbain dans le village, est abordée seulement par le participant A09 dans la proposition d'un développement rural alternatif. La dimension économique n'était abordée explicitement par aucun des membres d'AgroFagua et la protection de l'environnement n'était que timidement associée à la définition du développement rural de trois répondants. Par contre, dans les discussions internes de l'association, leurs préoccupations à l'égard de l'environnement ressortent assez souvent. À titre d'exemple, dans le cadre d'une rencontre hebdomadaire, il a été discuté largement le besoin de trouver des stratégies pour s'adapter aux changements climatiques, plus spécifiquement à la prolongation des saisons des pluies et de sécheresses, car les deux ont des impacts significatifs sur les cultures. Les participants ont mentionné que la prolongation de la période de pluies a entraîné l'inondation des cultures favorisant l'augmentation des maladies et des insectes nuisibles, tandis que les périodes de sécheresse prolongées ont réduit les réserves d'eau souterraine affectant l'irrigation des cultures. Aussi, lors des séances de préparation des marchés, les membres de l'organisation exprimaient régulièrement leur préoccupation à l'égard de l'utilisation, dans le cadre d'un marché agroécologique, des emballages en plastique pour les produits et de sacs d'épicerie en plastique. Des pratiques telles que le ficelage de produits avec des fibres naturelles, l'utilisation d'emballages en feuilles de

banane et l'utilisation des sacs en tissu et en papier allaient être testées. Il a été aussi proposé de mettre en place des poubelles pour le tri des déchets dans les marchés paysans. La question du gaspillage alimentaire est également soulevée souvent par les associées à la fin des marchés. Il y a parfois un excédent de produits non vendus sur les marchés qui sont périssables comme les fruits et les légumes et qu'ils ne savent pas comment utiliser autres dans le compost. Il y a des propositions telles que l'organisation des formations pour apprendre à transformer la variété de produits, avoir des outils à usage collectif pour déshydrater les aliments, entre autres.

Également, nos résultats montrent, comme le posait Touraine (1973), que les mouvements sociaux partagent certains enjeux et orientations communes avec d'autres acteurs, y compris les adversaires, et qu'ils ne portent pas un modèle radicalement différent. Nous n'avons pas eu l'occasion d'interroger le maire ou les fonctionnaires de la mairie, mais lorsque nous avons interrogé les acteurs externes à AgroFagua appartenant à des entités publiques qui sont considérés plutôt comme des alliés temporaires ou potentiels, nous avons constaté qu'ils partagent des enjeux communs. Tout comme les associés d'AgroFagua, les acteurs externes (C01, C02, C03 et C04) s'inquiètent pour l'accès aux services et aux infrastructures publics pour les villageois de Fagua et pour l'avancée de l'urbanisation dans les milieux ruraux. Nous avons montré que la perte de la vocation agricole des milieux ruraux les inquiète, mais d'autres aspects de la ruralité comme l'environnement les inquièteraient moins ou pas du tout comme la perte des traditions paysannes. Pour les acteurs externes que nous avons interrogés, le principal responsable de la marginalisation de l'agriculture paysanne à Fagua est l'administration municipale.

Concernant la définition du développement rural, nous avons vu que tant les membres d'AgroFagua que les acteurs externes que nous avons interrogés lient le développement à l'agriculture paysanne<sup>226</sup>. Leurs propos suggèrent qu'ils souhaitent qu'une plus grande importance soit accordée à l'agriculture paysanne, par rapport à d'autres secteurs comme la construction de logements. AgroFagua défend un développement rural qui revalorise l'image de la paysannerie et qui soit plus inclusif; il s'agirait d'un modèle émancipateur dans lequel les agriculteurs paysans seraient

---

<sup>226</sup> Nous avons constaté aussi que certains membres d'AgroFagua et des acteurs externes s'accordent sur au moins trois éléments de leur définition : cinq membres d'AgroFagua (A03, A04, A11, A13 et A16) et le répondant C03 envisagent le développement comme le bien-être des communautés locales et les répondants A01, A15, A17 et B01 interprètent le développement rural comme travail en équipe et union de la communauté.

reconnus et dans le cadre duquel l'agriculture permettrait d'assurer leur maintien dans le village et de retrouver leur indépendance face au modèle de développement qui a été promu par les différentes administrations municipales. Si l'image de la ruralité du passé du village fait partie de leurs discours, nous avons constaté que les membres d'AgroFagua ne restent pas dans la nostalgie : ils seraient partisans d'une société inclusive qui respecte les traditions, mais qui co-existe avec les valeurs et les pratiques actuelles.

À la lumière des idées d'Archila (2003), les paysans colombiens portent une multiplicité de revendications, y compris des revendications culturelles et des revendications matérielles contre l'État. Nous avons constaté que les demandes en matière de développement rural des membres d'AgroFagua sont diverses et que les actions qu'ils souhaitent voir déployées en faveur de la ruralité n'adhèrent pas nécessairement à un passé idéalisé ou romantique, bien que l'image de la ruralité du passé fait partie de leur discours, ils se préoccupent aussi des générations futures.

Nous avons vu que la principale demande des membres d'AgroFagua tourne autour de leur désir d'un retour des paysans à l'agriculture et plus largement d'un retour de l'agriculture en tant qu'activité économique principale du village comme c'était le cas dans le passé. Face au manque d'engagement de l'État envers les agriculteurs paysans, la moitié des membres d'AgroFagua demandent explicitement une plus grande volonté pour les soutenir par des politiques publiques adaptées à leurs besoins et de les soutenir surtout en termes économiques et techniques. D'autres répondants demandent également un engagement de la part des institutions privées comme les universités et la société civile. Ils souhaiteraient d'ailleurs que les jeunes ruraux, et plus largement tous les villageois se consacrent à l'agriculture et s'engagent à préserver cette activité à l'avenir. Étonnement, dans les discours des membres d'AgroFagua n'ont pas ressorti des préoccupations économiques fortes sur la rentabilité de ce modèle. Dans le cadre de nos discussions informelles, nous avons constaté qu'il n'y a pas de consensus à ce sujet, pour certains membres l'agriculture agroécologique, est une activité rentable, tandis que pour d'autres c'est plutôt le contraire. Bien que les membres de l'organisation prônent l'engagement des nouvelles générations dans l'agriculture, ils souhaitent que leurs enfants aillent plutôt à l'université (ou sont déjà à l'université) pour apprendre d'autres métiers et qu'ils n'aient pas à subir les mêmes conditions économiques difficiles qu'ils ont connues dans la vie. Nous avons constaté que la majorité de la

famille s'implique dans les différentes tâches dans la ferme, mais parmi les dix associés qui ont des enfants jeunes adultes, seulement un jeune suit des études supérieures dans le domaine agricole.

Nous avons trouvé aussi que les membres d'AgroFagua défendent assidument la conservation de la ruralité de leur village et ils expriment unanimement leur opposition à l'étalement urbain et demande qu'elle soit arrêtée. Seuls cinq répondants demandent le déploiement d'actions plus radicales en faveur de la préservation de la ruralité comme la démolition des constructions existantes, notamment des complexes résidentiels, pour transformer les terres à l'agriculture. Si les membres d'AgroFagua prônent une agriculture écologique, ils ne seraient pas forcément opposés à l'agriculture conventionnelle, notamment à la floriculture. À moyen terme, ils souhaiteraient qu'il y ait une transition vers la production écologique des aliments.

Comme nous venons de le voir, les membres d'AgroFagua mettent en avant des enjeux localisés, mais leurs demandes ont aussi une portée plus élargie, car ils expriment à plusieurs reprises qu'ils désirent que le modèle de développement alternatif qu'ils portent soit répliqué dans d'autres municipalités rurales de la région. Ces revendications d'AgroFagua sont très ancrées dans le contexte dans lequel l'organisation a émergé, mais l'organisation partage aussi certaines des préoccupations historiques des organisations les plus emblématiques du mouvement paysan colombien comme l'accès à la terre, aux marchés et aux services publics ainsi que la revendication des droits liée à l'autonomie de la paysannerie.

Tout d'abord, la terre est une préoccupation pour les membres d'AgroFagua. Cependant, contrairement à des organisations emblématiques du mouvement paysan telles que l'ANUC, la question de la propriété de la terre n'a pas ressorti dans les préoccupations d'AgroFagua, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des membres de l'organisation sont les propriétaires de leurs terres, car suite à l'héritage ils ont obtenu les titres fonciers. La question de la titularisation de terres aux paysans colons, de la restitution des terres aux victimes du conflit armée et aux paysans sans terre, ne ressort pas dans leurs revendications. Les revendications sur la terre sont davantage orientées plutôt vers l'accès à de terres cultivables pour étendre la production agricole, y compris l'attribution de terrains collectifs, et l'usage des terres rurales. À ce sujet, comme nous l'avons vu précédemment, AgroFagua, comme beaucoup d'autres organisations paysannes dans le

pays dénoncent la privatisation de la terre, les inégalités dans la distribution de la terre et l'accaparement et la mauvaise utilisation des terres les plus fertiles pour l'étalement urbain et l'agriculture intensive et à grande échelle. L'organisation dénonce également les prix élevés des terres qui empêchent les paysans d'y accéder, la pression de l'urbanisation dans les zones qui devraient être protégées et seuls certains membres évoquent la nécessité d'une véritable réforme agraire dans le pays<sup>227</sup>. Deux autres préoccupations importantes d'AgroFagua sont la rupture des liens affectifs entre les paysans et la terre et la légalisation des constructions sur les terres dans les milieux ruraux.

Ensuite, à l'instar des organisations nationales qui ont dirigé la grève nationale agricole de 2013, AgroFagua remet en question les traités de libre-échange et, comme nous l'avons vu précédemment, elle se mobilise pour que les paysans de Fagua aient un meilleur accès aux marchés locaux et régionaux. AgroFagua critique principalement les conséquences négatives des traités de libre-échange pour les paysans colombiens qui doivent rivaliser avec des produits importés moins chers, qui sont subventionnés et bénéficient de meilleures conditions de production<sup>228</sup>. Également, AgroFagua demande un meilleur accès des paysans aux crédits, aux marchés et aux services publics. À titre d'exemple, concernant les marchés, même si la grande majorité de membres de l'organisation a des excédents de production pour la commercialisation, les marchés locaux qu'ils organisent ne sont pas suffisants pour commercialiser toute leur production et ils n'ont pas les capacités économiques pour s'intégrer aux marchés régionaux ou nationaux. C'est pour cela que l'une des actions collectives d'AgroFagua considérée comme la plus importante par leurs membres est l'ouverture et l'accès aux marchés locaux pour la commercialisation des produits. L'accès aux

---

<sup>227</sup> À titre d'exemple, le participant A08 précise que : [...] le gouvernement national n'a jamais mené une véritable réforme agraire. Ici, chaque fois qu'il commence une réforme agraire, il destine l'argent à d'autres choses, il n'y a pas des politiques pour améliorer l'accès à la terre ou à de meilleures conditions de production [...] Les Équatoriens par exemple ils produisent mieux et plus que nous parce que le gouvernement subventionne leur production, ici en Colombie ce qui a été fait ce que toutes les subventions ont été démantelées à la place, ils ont créé de nouvelles taxes. En Équateur au moins les paysans ont de l'aide pour la production alimentaire, ici en Colombie nous sommes vraiment abandonnés et je ne sais pas vraiment pourquoi [...] [Notre traduction] [A08:15].

<sup>228</sup> Dans les témoignages des membres de l'organisation on peut identifier cette préoccupation : [...] pour nous, les accords de libre-échange sont très graves, car quelle motivation avons-nous pour cultiver si nous savons qu'ils vont nous payer très peu et que nous devons vendre à bas prix parce que les produits importés sont subventionnés. Par exemple, il y a quelque mois, j'ai découvert que le gouvernement importe beaucoup du lait et du riz, sachant que nous les paysans nous les produisons ici, mais au contraire ils le font venir d'un autre pays... ce n'est pas logique. Comment on va produire dans ce contexte? Avec quelle motivation on va produire si, à la fin, nos cultures sont sans valeur, si les produits vont venir d'ailleurs à moindre coût? [Notre traduction] [A10:53].

services publics tels que l'eau et l'assainissement, comme nous l'avons vu précédemment est une demande importante des membres d'AgroFagua.

Enfin, tout comme la grande majorité des organisations paysannes colombiennes, AgroFagua lutte pour la revendication des droits de la paysannerie, notamment le droit à la souveraineté alimentaire locale. Le projet de production agroécologique proposé par AgroFagua va permet éventuellement, selon leurs membres, de garantir une souveraineté alimentaire pour les familles de Fagua. Aussi, l'organisation rejoint la lutte de la paysannerie colombienne pour la reconnaissance légale des droits spécifiques pour les paysans.

Les préoccupations liées au conflit armé, à la sécurité et au déplacement forcé des paysans qui touchent depuis plusieurs décennies une grande partie des milieux ruraux, et qui sont très présents dans les revendications des organisations de deuxième et troisième degré, ne ressortent pas dans les revendications d'AgroFagua. Cette organisation n'est pas née dans un contexte de violence rurale et la municipalité de Chia n'a pas été touchée directement par le conflit armé. Cependant, certains membres d'AgroFagua mentionnent que même si aujourd'hui il n'y a pas présence des acteurs illégaux dans leur territoire, dans les années 1990 des trafiquants de drogue, des groupes de guérilla (notamment d'un groupe du front 22 de la guérilla des FARC) et des groupes paramilitaires seraient présents dans la municipalité, ce qui aurait conduit à certains paysans à migrer. Plus récemment, Chia est devenu un lieu d'accueil pour de nombreuses victimes déplacées de leurs terres par le conflit armé et qui s'installent surtout dans le village de Fagua. AgroFagua, tout en se disant sensible aux enjeux de cette population, n'a établi aucun lien avec eux.

D'autres revendications des grandes organisations paysannes concernant les activités illégales telles que la production de feuilles de coca ou l'exploitation minière artisanale qui sont des activités absentes dans la municipalité de Chia ne ressortent pas dans les préoccupations d'AgroFagua.

Concernant les expressions de la mobilisation, parmi les quatre répertoires des luttes collectives de la paysannerie colombienne décrits par Osorio (2016), AgroFagua se mobilise localement autour du quatrième répertoire qui concerne les pratiques quotidiennes de contestation, notamment les pratiques agricoles que nous avons expliquées dans le chapitre 8. Bien que moins fréquente, presque rare, AgroFagua mobilise certaines luttes « perturbatrices » et de dénonciation publique.

À titre d'exemple, l'organisation a participé des manifestations pour la conservation de la Chucua de Fagua devant l'administration municipale et elle se prononce assez régulièrement dans le conseil municipal pour dénoncer les problématiques liées à l'accès aux services publics et sociaux pour les villages ruraux. Aussi, avant la constitution d'AgroFagua, tous les membres se souviennent avoir participé, à travers la *Junta de Acción Comunal* à la grève agraire nationale de 2013. Certains ont participé aux marches à Bogota et d'autres ont participé aux *cacerolazos* dans la municipalité de Chia. Plus récemment, en 2021 les membres d'AgroFagua ont également promu la signature du referendum paysan promu principalement par l'ANUC.

AgroFagua fait aussi des revendications à travers l'opinion publique lorsqu'elle participe à des événements académiques, à des balados sur la protection de l'environnement ou à des émissions de radio municipale comme « *Despierta Rural* ». Les membres d'AgroFagua ont participé à cette émission et se sont prononcés par rapport aux différents enjeux locaux, mais aussi par rapport aux diverses problématiques nationales telles que la fracturation hydraulique, les accords de libre-échange, les différentes réformes politiques, l'invisibilisation de la paysannerie, etc.

En outre, nous avons constaté que les membres d'AgroFagua se considèrent des acteurs d'un développement rural alternatif; ils mènent des actions collectives qu'ils considèrent en faveur du développement qu'ils prônent. Comme nous l'avons expliqué dans notre cadre théorique, les paysans sont des acteurs sociaux capables de mener des actions collectives, et au-delà des actions réactives et révolutionnaires, ils mènent des luttes émancipatoires à travers des actions plus réfléchies (Archila, 2003; Touraine, 2006). Nous avons identifié trois actions collectives des membres de l'organisation qui sont orientées principalement vers la recherche d'indépendance et d'autonomie et la création de synergies entre la production agricole et d'autres pratiques et services. D'abord, nous avons trouvé qu'ils s'accordent à mentionner qu'AgroFagua œuvre pour la revalorisation de l'agriculture paysanne et pour l'amélioration de la qualité de vie des paysans. Le fait de motiver, de rassembler et de donner de soutien aux villageois intéressés à l'agriculture dans l'organisation a permis, selon nos répondants, une amélioration des revenus des membres de l'association et une plus grande autonomie alimentaire. Ensuite, nous avons vu que la grande majorité des membres d'AgroFagua évoquent l'action de résistance qu'ils mènent face à la perte de la ruralité. Ils soulignent être reconnus dans le village pour faire entendre la voix des paysans



devant l'administration municipale et pour se mobiliser pour la défense des milieux ruraux. Plus précisément, ils considèrent la création de l'association comme l'action collective la plus significative pour la défense de l'agriculture paysanne et la protection du territoire face à la menace du déplacement que représente la stratégie de développement adoptée dans leur village<sup>229</sup>. Finalement, nous avons vu que la grande majorité de nos répondants soulignent qu'ils agissent dans le développement rural à travers leur engagement collectif envers les pratiques agricoles plus écologiques que les pratiques conventionnelles. Il est intéressant de constater que ce modèle de production agricole est favorisé par l'organisation malgré l'absence de sols et de sources d'eau propres dans le village et qui a été soulevée comme un enjeu prioritaire dans le développement rural. Également, la moitié de nos répondants considère qu'AgroFagua se mobilise autour des projets communs permettant l'interaction et le renforcement des liens sociaux entre les villageois. L'organisation consacre d'ailleurs une grande partie de ses efforts à la reconstruction du tissu social du village en facilitant les échanges des producteurs avec les villageois, avec les consommateurs et entre les producteurs eux-mêmes. Outre l'organisation des marchés paysans, AgroFagua permet l'établissement et le renforcement des liens sociaux par le biais des activités telles que les journées de travail agricole communautaire et les événements sociaux festifs qui facilitent l'entraide et la solidarité entre les villageois, l'échange des savoir-faire entre les producteurs et le renforcement du sentiment d'appartenance au village. Bien que les membres d'AgroFagua se connaissaient auparavant, pour eux, c'est l'association qui leur a permis de se réunir autour d'un même objectif et d'échanger entre eux.

Ce regard actionnaliste de l'organisation paysanne nous permet de contribuer à la sociologie du développement, notamment à la question des acteurs du développement rural soulevé par Van der Ploeg *et al.*, (2015). Contrairement au paradigme dominant du développement rural qui considère les paysans comme obsolètes et incapables de répondre aux grands défis actuels tels que la faim, pour ces acteurs, le développement rural est plutôt un processus socialement construit qui dépend des conditions spatiales et temporelles. En ce sens, les nombreuses initiatives de développement

---

<sup>229</sup> Presque tous les acteurs externes s'accordent à mentionner que la défense de la ruralité par AgroFagua et, plus largement par toute la société civile, doit se poursuivre. Seul le répondant B02 ne semble pas être d'accord avec la défense de la ruralité comme une bonne stratégie pour le développement. Il serait en fait favorable à l'étalement urbain dans le village de Fagua. La moitié des acteurs externes considèrent, comme les membres d'AgroFagua, que l'association contribue au développement rural par leurs actions en faveur de la ruralité, de l'amélioration des revenus et de l'autonomie alimentaire des producteurs membres.

rural en Europe qui émanent individuellement et se généralisent ensuite, ne sont pas les mêmes qu'en Amérique latine où les mouvements jouent un rôle fondamental dans l'élaboration de nouvelles pratiques de développement rural. Les acteurs du développement rural sont alors ceux qui, comme les paysans, participent activement à la mise en place de nouvelles pratiques et par conséquent, de nouvelles relations, de nouveaux réseaux, de nouvelles identités, entre autres.

Van der Ploeg *et al.*, (2015) postulent qu'il y a différentes forces communes qui motivent les acteurs du développement rural et que leur importance varie selon le contexte. À titre d'exemple, en Europe, le centre de gravité est la fierté de construire de nouvelles réponses, la rébellion contre les pratiques dominantes et la passion pour l'agriculture. Dans les pays asiatiques comme la Chine, les acteurs sont motivés par l'équilibre entre tradition et renouveau et en Amérique latine la force principale est la résistance, que dans le cas des pays comme le Brésil se traduit par exemple dans l'occupation des terres et la création des espaces de production et de coopération. Nos résultats montrent que, même si ces motivations émergent dans les discours et les pratiques des membres d'AgroFagua, les forces principales des acteurs de développement sont plutôt la protection et la conservation; que ce soit de la terre, du territoire rural, des traditions culturelles, des connaissances et des savoir-faire ou des ressources naturelles.

Ce chapitre nous a permis de répondre à notre première sous-question de recherche : nous avons décrit le modèle de développement idéal pour l'organisation paysanne étudiée, nous avons identifié les éléments au centre de sa définition du développement rural et les revendications qu'elle porte à cet égard. Nous avons également constaté que les membres d'AgroFagua se considèrent comme des acteurs de ce développement alternatif et nous avons identifié les actions collectives qu'ils mettent en œuvre pour y contribuer; nous avons vu que l'agriculture, et plus spécifiquement l'adoption des pratiques agricoles écologiques, est considérée comme une contribution au développement rural. Afin de répondre à notre deuxième et à notre troisième sous-questions de recherche, dans le chapitre qui suit, nous allons étudier en détail comment et pourquoi les organisations paysannes mobilisent l'agriculture familiale et l'agroécologie.

## CHAPITRE 8

### L'AGRICULTURE FAMILIALE ET LES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES AU CENTRE D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL ALTERNATIF

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que les membres d'AgroFagua remettent en question le modèle de développement rural qui a été adopté par les administrations municipales au fil des années, surtout parce qu'ils considèrent que ce modèle exclut les agriculteurs paysans et qu'il est l'un des principaux responsables de la perte de la ruralité du village. Nous avons constaté aussi qu'AgroFagua prône un modèle de développement alternatif qui favorise la petite agriculture paysanne et le bien-être des communautés locales. Parmi les revendications en matière de développement rural figurent la récupération et la conservation de ce qui reste de la ruralité et le repositionnement de l'agriculture paysanne au centre des activités du village. Autrement dit, l'association milite pour le droit à l'agriculture et que les paysans demeurent dans leur territoire. Enfin, nous avons constaté que les membres d'AgroFagua se considèrent les acteurs d'un développement alternatif, voire idéal, et nous avons repéré les initiatives collectives qu'ils déploient pour y contribuer, comme l'adoption d'un modèle d'agriculture plus écologique.

Ce chapitre vise à mieux comprendre l'adoption de l'agriculture familiale et écologique comme outils de développement rural; il est divisé en deux grandes parties qui nous permettront de répondre à notre deuxième et à notre troisième sous-questions de recherche. Dans la première partie, nous allons étudier comment et pourquoi les membres de l'organisation mobilisent la notion d'agriculture familiale; comme nous le verrons plus loin, même si la grande majorité des revendications des membres d'AgroFagua se font au nom des paysans et de l'agriculture paysanne, mettre en valeur l'agriculture familiale leur permet de faire entendre leurs revendications dans différents contextes. Dans la deuxième partie, nous allons étudier pourquoi les membres d'AgroFagua se sont engagés dans les pratiques issues de l'agroécologie, en quoi elles consistent et à quoi elles servent.

Pour ce faire, nous allons analyser les discours des membres d'AgroFagua ainsi que les pratiques collectives qu'ils adoptent dans leur vie quotidienne en présentant les résultats issus de l'analyse

de nos entretiens des membres d'AgroFagua (sections 8.1 et 8.3) et les résultats de l'analyse des résultats de nos observations participantes (sections 8.2 et 8.4)<sup>230</sup>.

### 8.1 L'agriculture familiale est une agriculture paysanne

Lorsque nous avons demandé aux membres d'AgroFagua ce que l'agriculture familiale signifie pour eux, deux éléments ressortent le plus souvent. D'une part, l'agriculture familiale fait écho à la production pour l'autoconsommation; en effet, les propos de neuf de nos répondants indiquent que l'agriculture familiale est pratiquée dans de petites surfaces destinées à la production agricole de subsistance pour combler les besoins alimentaires de la famille :

L'agriculture familiale, c'est travailler en famille et avoir des produits pour consommer à la maison [...] [A10:26].

Un agriculteur familial, c'est ma famille! Ce que j'ai toujours vécu, mon père il est aussi un agriculteur, il est un paysan [...] il a toujours cultivé pour notre consommation, donc chez nous, il y avait toujours des cultures de pommes de terre, de maïs, de haricots, de pois, des fruits pour le jus, des poules pour les œufs, il y avait toujours une vache [...] nous avons grandi comme ça, on nous a appris que nous pouvons produire pour notre subsistance. Donc, je le vois comme ça, c'est pour pouvoir fournir à la famille quelque chose que je peux produire moi-même [A15:57].

L'agriculture familiale est une aide pour la famille, c'est-à-dire que vous avez vos propres cultures. Par exemple comme moi, j'ai mes propres tomates et mes mûres et je fais des jus pour les vendre. Ainsi, vous n'avez pas besoin d'acheter, si vous achetez ailleurs vous ne savez pas comment les fruits et les légumes sont cultivés [A12:19].

L'agriculture familiale est celle qui génère une autonomie alimentaire [...] parce que si on n'a pas des aliments, on dit venir au supermarché, ce qui n'arrivait pas avant, quand la seule chose que les gens allaient chercher au village était le sucre, quelques fruits de climat chaud et du sel, rien d'autre, le reste était là, sur leurs sols [A03:39].

[...] l'agriculture familiale, c'est quand on cultive tout ce dont on a besoin [...] avant c'était mieux, par exemple, quand j'étais un enfant, la seule chose qu'on achetait à la

---

<sup>230</sup> Les résultats présentés dans ce chapitre sont issus de l'analyse de la famille de codes « Alternatives productives de développement » qui contient les codes : « Agriculture paysanne », « Agriculture familiale », « Raizales », « Production agroécologique », « Production propre », « Bonnes pratiques agricoles » « Production conventionnelle », « Produits chimiques » et « Monocultures ».

maison, c'était du sel, il y avait des lapins, des poulets, des vaches, il avait du lait, des légumes, des tubercules, tout [...] on avait un bunker alimentaire [A13:44].

Les citations ci-dessus suggèrent également que l'agriculture familiale est liée à la production d'une diversité de produits, ce qui permet aux familles d'avoir un certain niveau d'autonomie face à l'achat des produits aux marchés et sur le plan alimentaire pour décider ce qu'elles veulent cultiver et manger. Aussi, les répondants A01, A04 et A17 précisent que la production familiale est destinée aux échanges entre les voisins, une tradition qui, comme nous l'avons vu précédemment, est encore ancrée parmi certains villageois de Fagua.

L'agriculture familiale consiste à produire pour la maison, pour la famille, et si le voisin vient aussi, alors on peut aussi lui donner ou échanger [...] [A17:34].

[...] ma sœur sème aussi dans la partie en haut et d'ici nous envoyons chez elle, cela c'est l'agriculture familiale, car nous faisons circuler la nourriture, ici nous faisons l'élevage des poulets et des œufs qui vont chez ma sœur et là-bas, ils ont du maïs qui vient ici [A04:20].

Ils [les voisins] ont une agriculture familiale, car ils font tous l'agriculture et échangent les produits que chacun produit, ils ne commercialisent pas forcément à grande échelle, mais à leurs voisins [...] ils commercialisent les produits de la mère, de la sœur, des nièces, c'est-à-dire les produits de l'agriculture familiale, ici localement, d'une certaine manière ils commercialisent et échangent des produits entre eux [A01:61].

Au-delà de l'autoconsommation familiale, l'agriculture familiale est liée aussi à la production pour combler les besoins des consommateurs, car la production excédentaire est destinée à l'approvisionnement des marchés; ceci est illustré dans les propos des répondants A08 et A13 :

L'agriculture familiale consiste essentiellement à produire pour nous-mêmes et à vendre le surplus [...] [A13:45].

[l'agriculture familiale], c'est nous : les gens qui ont leur petite parcelle, qui s'occupent de semer et de produire leur propre nourriture et à partir de là, tout ce qui reste est destiné à la commercialisation [...] [A08:22].

D'une autre part, l'essentiel de l'agriculture familiale est pour nos répondants la main-d'œuvre familiale. La famille est la force de travail dominante et l'union et le travail en équipe des membres de la famille sont essentiels pour assurer la production. La division du travail agricole entre les

membres de la famille peut se faire sur une même exploitation ou par le fait que les membres de la famille élargie sèment des cultures différentes dans leurs terrains qui sont ensuite échangés ou commercialisés ensemble.

Pour moi, l'agriculture familiale est synonyme de partage, de moments partagés, de responsabilités partagées. C'est aussi de la souveraineté alimentaire, parce que nous pouvons décider de ce que nous voulons semer, de ce que nous voulons manger et de la manière dont nous voulons le faire et dans quelles quantités, cela c'est de l'union de la famille [...][A14:16].

L'agriculteur familial [...] c'est ce que je suis, ce que je fais et ce que ma famille fait [...] en travaillant ensemble [...] produire ce n'est pas seulement semer, mais être efficace et qu'il y ait une articulation entre les personnes qui sont dans la famille; tout le monde a quelque chose à apporter [...] finalement, il y a un objectif et c'est que la terre produise et que nous puissions nous diviser le travail, si possible équitablement [A11:43].

[l'agriculture familiale] c'est nous, c'est ce que nous faisons. Ma mère sort pour cultiver et récolter, mon garçon sort pour la récolte, moi aussi, et à nous trois nous semons. Ma mère va par exemple surveiller les tomates, le maïs, toutes les plantes, autrement dit tout le monde sort dans le champ et travaille, toute la famille [...] [A04:20].

[...] que chacun fasse ce qu'il a envie de faire, comme son propre projet familial en équipe; certains par exemple peuvent cultiver des carottes, d'autres des betteraves, il s'agit de s'organiser dans la production, pour moi c'est ça l'agriculture familiale [A01:57].

D'ailleurs, les liens forts entre la famille et la production agricole confèrent aux produits issus de l'agriculture familiale une valeur ajoutée que les autres types d'agriculture n'auraient pas; pour les répondants A02 et A08, l'agriculture familiale est une agriculture plus écologique et saine que l'agriculture entrepreneuriale.

[Dans l'agriculture familiale], vous voyez le travail de la famille dans chaque produit, les produits chimiques et les pesticides sont éliminés. Si par exemple, je suis un client qui va acheter un fromage et j'en vois un qui a été fabriqué dans une entreprise dans des conditions inconnues et je vois un autre fromage qui a été fabriqué par une famille dans un endroit comme ici, que je connais bien, que je sais qui a été fait avec du lait de vaches locales, alors je peux dire : « le fromage produit localement a plus de valeur pour moi, parce qu'il a été fabriqué par une famille qui vit de cette activité », donc, je

pense que c'est la valeur ajoutée que nous avons et qui nous rend différents des autres, de la concurrence [A02:48].

[...] juste le fait de produire sa propre nourriture et de subvenir à ses besoins est assez génial parce qu'on commence à avoir de la santé et du bien-être et aussi parce qu'on mange plus proprement [A08:22].

Je la définirais [l'agriculture familiale] comme la santé, parce que nous revenons à la façon dont nous cultivions auparavant : de façon biologique [...] je la vois comme un mode de vie sain [A02:13].

L'agriculture familiale est davantage une affaire de cœur, de conscience [...] Je veux que tous mes clients mangent le meilleur œuf possible [...]. L'agriculture familiale fait référence à la famille, c'est-à-dire qu'elle ressemble, l'idée c'est que ça rapproche les gens durant la plantation, les récoltes, l'idée c'est de partager ; ce qui aujourd'hui n'existe presque plus [...] ce qui est déjà en train de se perdre [A06:29].

D'autres éléments de l'agriculture familiale évoqués par nos répondants sont le partage et le transfert des connaissances entre les membres de la famille (A07, A11 et A14), la connexion avec le territoire (A03), l'autosuffisance dans la production agricole (A01) et le bien-être de la famille (A13) :

[...] [l'agriculture familiale] est une question d'inclusion, de transfert de connaissances qui aboutira finalement à une valeur ajoutée pour le produit, nous aurons la possibilité d'être durables en tant que familles et sur les parcelles [...] l'agriculture familiale est l'utilisation efficace de l'espace en faveur d'un même objectif [A11:44].

Pour moi, l'agriculteur familial, c'est d'abord le résultat d'un héritage qui a été transmis [...] [A07:28].

L'agriculture familiale est avant tout un lien avec le territoire. Ce n'est pas une phrase philosophique, mais c'est quelque chose qui s'est réellement passé et qui prévaut encore même si cela tend à disparaître [...] [A03:34].

L'agriculteur familial est celui qui sème et qui, à partir de ce semis, a une commercialisation et des ressources suffisantes pour la suite [...] il s'agit d'être autosuffisant non seulement en nourriture et en commercialisation, mais aussi en engrais, en plantules [...] [A01:54].

[...] dans une famille d'agriculteurs, tous les processus sont sur place et on n'a pas besoin d'aller ailleurs pour les obtenir; j'ai moi-même les produits et je suis sûr qui est

vraiment propre, que j'ai les zones appropriées pour chaque chose. En outre, à l'avenir, cela peut générer d'autres revenus [...] [A01:55].

[...] l'agriculture familiale, c'est être autosuffisant, savoir garder des aliments et produire pour votre entourage [...] que si on va faire de l'agriculture, qu'elle réponde à tous nos besoins [...] pour avoir vraiment du bien-être à travers l'agriculture, elle doit répondre à tous mes besoins, elle doit créer du bien-être [A13:89].

Comme nous venons de le voir dans les citations précédentes, de nombreux répondants se reconnaissent explicitement comme des agriculteurs familiaux. Afin de mieux comprendre les éléments communs entre l'agriculture paysanne et familiale, nous avons demandé à nos répondants de définir l'agriculture paysanne. Dix répondants expriment que l'agriculture familiale et l'agriculture paysanne sont le même type d'agriculture; selon le répondant A11, il s'agirait en fait de termes similaires, l'un plus récent (familiale) que l'autre (paysanne). Les répondants A12 et A16 précisent également que l'agriculture paysanne est une pratique agricole familiale pour la production d'aliments. Le répondant A11 mentionne que l'agriculture paysanne allie les techniques de production agricole ancestrales et les nouvelles technologies, et le répondant A09 souligne à son tour que les agriculteurs paysans ont une production agricole diversifiée :

[...] il s'agit de la même chose, sauf que le terme agriculture familiale est nouveau, mais le terme paysan est celui que l'on entend depuis des années [A11:45].

L'agriculture paysanne, est aussi liée à l'agriculture familiale. C'est l'agriculture que nous faisons tous ici; autrement dit c'est la même chose que l'agriculture familiale [...] [A12:20].

[...] Pour moi, les deux [l'agriculture familiale et l'agriculture paysanne] sont la même chose! La même chose parce que, comme je l'ai dit, je l'ai appris de mon père, tout comme de ma mère, donc ce serait fondamentalement la même chose [A16:23].

[...] l'agriculture paysanne est la même chose [que l'agriculture familiale], c'est comme nous travaillons maintenant et comme nous travaillons depuis cent ans, c'est les pratiques traditionnelles, mais avec une nouvelle technologie. Mais à la fin, c'est toujours le paysan qui nourrit le citoyen, le citoyen de la métropole [A11:46].

L'agriculture paysanne, c'est la même chose [que l'agriculture familiale], c'est comme ici : on est dans un secteur qui est déjà très peuplé, mais c'est encore la campagne; l'agriculture paysanne c'est la possibilité de développer des fermes intégrales, qu'on



cultive beaucoup de produits, des plantes pour la consommation des gens et de la nourriture pour les animaux, le bétail, etc. [...] [A09:20].

Comme le répondant A11, les répondants A05 et A16 soulignent que l'agriculture paysanne est liée à la transmission des connaissances concernant les pratiques agricoles entre les membres de la famille et parmi les différentes générations :

L'agriculture paysanne est une agriculture qui peut se faire [...] parce que vous possédez des connaissances, grâce à ce que vos parents vous ont laissé comme connaissances et l'amour de la terre et c'est pour cela que vous le faites. Je ne crois pas que les nouveaux résidents, les familles qui arrivent ici, vont dire qu'elles vont acheter un bout de terre pour le cultiver, pas aujourd'hui, l'agriculture paysanne, pour moi, c'est de la transcendance à travers le temps [A16:22].

L'agriculture paysanne, c'est la même chose [que l'agriculture paysanne] : récupérer les connaissances, pour revenir à la façon dont nos ancêtres les Chibchas le faisaient [...] [A05:20].

Également, certains de nos répondants ont signalé explicitement que l'agriculture paysanne est le type d'agriculture pratiquée par les membres de l'association. Ils la décrivent comme une agriculture écologique et diversifiée pour la production des denrées alimentaires qui leur permet de se nourrir et de commercialiser les excédents :

L'agriculture paysanne, c'est ce que nous faisons dans l'association, parce que nous essayons d'avoir des choses propres, de bonne qualité, bien travaillées; si vous allez semer une plante et que vous ne la laissez pas là, elle va pas bien sortir et ne va pas se vendre [...] [A17:36].

[...] l'agriculture paysanne, c'est comme on est ici dans l'association, une agriculture familiale, propre, à l'air libre [...] ici, Dieu merci, on a la terre à l'air libre et on a la liberté de recevoir de l'oxygène, les plantes reçoivent de l'oxygène directement, de l'eau [A10:26].

[...] l'agriculteur paysan c'est nous; parfois, certains ont plus de cultures parce qu'il y a des fermes où ils peuvent avoir jusqu'à trois climats selon le relief de la zone, dans la partie haute, ils peuvent planter leurs légumes et dans la partie basse, ils peuvent planter des bananes, du manioc, du cacao [A09:21].

L'agriculture paysanne c'est nous, tous les gens de l'association ou qui vivent dans le village. Dans les différentes régions du pays, ce serait aussi génial qu'ils s'associent et

produisent de la nourriture pour eux-mêmes sur leurs parcelles et qu'ils puissent la vendre et en tirer un bénéfice [...] [A08:23].

Tous nos répondants s'identifient à des agriculteurs paysans et à des agriculteurs familiaux, à l'exception des répondants A01 et A07 qui ne s'identifient pas comme des agriculteurs paysans et qui disent être en train de devenir de « vrais » agriculteurs familiaux. Ces deux répondants sont en fait les seuls membres de l'organisation qui ne sont pas d'anciens villageois; ils se sont installés récemment à Fagua, mais font partie de l'association depuis sa création. Les deux répondants sont d'accord pour mentionner qu'ils ne sont pas encore arrivés à établir et à organiser leur production agricole comme d'autres membres de l'organisation, notamment le répondant A09, qui serait autosuffisant dans sa production agricole et qui aurait un important héritage des savoir-faire :

[...] je n'ai pas encore une vraie agriculture familiale, je ne le fais pas pour le moment parce que j'achète des produits à A09; par exemple j'achète la terre fertilisée, la bouteille d'insecticide biologique, j'achète les plantules chez lui [...] lui, il serait l'exemple vivant d'un agriculteur familial [A01:55].

Je ne le suis pas encore, l'exemple clair d'un agriculteur familial est plutôt A09. Il a beaucoup de sagesse et d'années d'expérience; en fait son expérience aura tendance à se perdre en très peu de temps si nous ne savons pas en profiter, c'est-à-dire qu'il faudrait qu'il nous laisse son héritage et que nous devrions le transmettre par la suite [A07:29].

En somme, dans leurs discours, les membres d'AgroFagua considèrent l'agriculture familiale comme équivalente à l'agriculture paysanne et parmi les éléments qu'elles ont en commun figurent : la production des aliments pour l'autoconsommation, la vente des excédents sur les marchés locaux, le recours à la main-d'œuvre familiale et le transfert de connaissances. Dans la section qui suit, nous allons étudier, à partir de nos observations sur le terrain, comment et dans quels contextes les membres d'AgroFagua mobilisent le terme d'agriculture familiale.

## 8.2 L'agriculture familiale au centre des activités d'AgroFagua

Les résultats que nous présentons ci-dessous découlent de nos observations participantes dans le cadre de trois activités d'AgroFagua auxquelles nous avons été invités à participer : les marchés, les réunions entre l'association et les acteurs externes à l'association et les réunions internes de l'association.

Dans le cadre des marchés et foires agricoles auxquels AgroFagua est invitée à participer hors du village, comme les marchés municipaux « Agromercados saludables de Chía » et « Chía compra Chía », nous avons constaté que l'agriculture familiale est au cœur des activités. Pour ces événements, auxquels nous avons assisté à trois reprises, AgroFagua envoie deux représentants qui sont responsables de la commercialisation et d'approcher les consommateurs pour présenter l'association et les sensibiliser aux avantages de la consommation des produits locaux et écologiques. Dans les trois marchés auxquels nous avons assisté, les deux mêmes producteurs (A15 et A01) se sont portés volontaires pour agir en tant que représentants d'AgroFagua. Lors des échanges avec les consommateurs, nous avons constaté que tous les deux présentent AgroFagua comme une organisation de producteurs familiaux et mettent l'accent sur le fait que tous leurs membres font de l'agriculture dans de petits terrains avec l'aide de la famille tout en suivant les techniques de production écologiques de leurs ancêtres. Ils soulignent qu'ils sont des consommateurs de leurs propres produits, car une partie de la production est destinée à la consommation familiale et l'autre partie est destinée à la commercialisation, et expliquent les avantages de leur production par rapport à la production conventionnelle<sup>231</sup>.

Pour bonifier leur discours auprès des consommateurs, les représentants accrochent, s'il y a de la place dans le stand, une bannière ou distribuent des dépliants qui présentent AgroFagua en tant qu'association de producteurs familiaux et qui expliquent la mission, la vision et les objectifs de l'association (figure 8.1). Lorsqu'ils pouvaient engager une conversation plus longue avec les consommateurs, les deux représentants mobilisaient en tant qu'exemple leur expérience dans la production familiale. L'un des membres (A01) a raconté à plusieurs reprises qu'après son veuvage, il produisait tout seul, mais une fois qu'il y a eu de bonnes récoltes, ses filles ont été motivées à cultiver et maintenant, bien que ce ne soit pas leur activité économique principale, ils s'occupent des travaux agricoles ensemble. Aussi, dans l'un des marchés, les membres d'AgroFagua ont invité le neveu de l'un des associés à participer au marché afin de donner plus de visibilité aux plus jeunes membres des familles associées. Le jeune garçon était un peu timide au début du marché, mais il a ensuite eu l'occasion de discuter avec les clients, il leur a offert les produits en soulignant le fait

---

<sup>231</sup> Comme nous le verrons dans la section suivante, les membres d'AgroFagua considèrent qu'ils produisent différemment des agriculteurs conventionnels car ils ont éliminé l'utilisation des produits chimiques dans la production, ils cultivent ou élèvent dans de petites parcelles une variété de produits favorisant les synergies entre les espèces et ils protègent l'environnement et les connaissances traditionnelles, entre autres.

qu'ils sont produits sans intrants chimiques et avec certains clients plus enthousiastes, et qui semblaient plus curieux, il a parlé de sa famille et de comment il les aide avec le travail agricole.

Figure 8.1 Stand d'AgroFagua dans le cadre des marchés municipaux



Comme ces évènements se déroulaient sur la place centrale de la municipalité de Chía, à côté des bureaux des institutions comme la mairie et le secrétariat au développement économique, nous avons constaté que lorsque les fonctionnaires des institutions se sont approchés du stand, les deux représentants n'hésitaient pas à les aborder pour présenter l'association, leurs produits et pour essayer d'entamer une conversation plus approfondie avec eux. À deux reprises, l'un des représentants de l'association (A15) a eu l'occasion d'échanger pendant une période considérable avec deux fonctionnaires<sup>232</sup>. Il a présenté l'association en soulignant qu'elle rassemble des familles des agriculteurs du village de Fagua qui produisent des aliments plus écologiques que les aliments conventionnels. Il a remarqué qu'ils produisent avec des techniques qu'ils ont appris de leurs parents, mais qu'ils cherchent continuellement à améliorer leurs compétences grâce à des formations comme celles qu'ils ont reçues de la part du SENA. Il a souligné que les formations sont malheureusement terminées. À la fin de la conversation, ils ont échangé leurs coordonnées et

<sup>232</sup> Nous savons qu'il s'agissait de fonctionnaires de l'État, puisque la municipalité de Chía fournit à ses employés des vêtements distinctifs portant le logo de chaque entité, ce qui facilite leur reconnaissance.

l'un des fonctionnaires a promis de l'informer personnellement lors de l'ouverture des formations destinées aux agriculteurs familiaux comme celles des certifications agroécologiques.

Dans les marchés locaux organisés par AgroFagua l'expression agriculture familiale est peu mobilisée; nous avons constaté que c'est plutôt le terme d'agriculture paysanne qui est mis en avant. D'ailleurs, dans ces marchés itinérants, deux autres bannières sont utilisées : l'une identifiant le marché comme « paysan » et l'autre qui rend visible l'un des objectifs de l'association : « travailler pour la récupération de la ruralité et la qualité de vie ».

Figure 8.2 Bannières d'AgroFagua pour les marchés au village



Lorsque nous avons assisté à trois marchés paysans dans le village, nous avons constaté que les membres d'AgroFagua abordent aussi les consommateurs d'une manière particulière. La semaine précédant chaque marché, lors de réunions hebdomadaires, en plus de discuter les détails logistiques de l'événement, ils dressaient la liste des produits qui seraient commercialisés en soulignant l'importance d'apporter des produits traditionnels que les villageois apprécient tels que les *tamales*, les *empanadas* et les fromages frais, étant donné que la plupart des consommateurs sont d'anciens villageois et des voisins, y compris quelques résidents des complexes résidentiels. Le jour du marché, tous les membres de l'organisation arrivaient très tôt sur le site pour le préparer et en plus des bannières, ils installaient des accessoires qu'ils considéraient comme typiques des paysans tels que les paniers et les sacs en paille et animaient le marché avec de la musique paysanne. À l'arrivée

des clients, ils les accueillent en mentionnant qu'ils sont une association de producteurs paysans du village de même que voisins.

Tout comme dans les marchés municipaux, dans les marchés au sein du village les membres d'AgroFagua sensibilisent les consommateurs. Lorsqu'ils en avaient l'occasion, les membres de l'association approchaient les consommateurs pour expliquer les conséquences de l'agriculture conventionnelle, souligner l'importance d'une alimentation saine et les bienfaits des aliments produits avec des techniques plus écologiques. Toutefois, dans le cadre des marchés du village, ils se concentraient souvent à faire noter aux consommateurs que pratiquer l'agriculture sur leurs petites parcelles leur permet de conserver les traditions ancestrales, de nourrir la famille, d'avoir des revenus décents et qu'elle a été pour eux une manière de faire face à la pression de vendre leurs terres pour l'urbanisation (figure 8.3). Ils invitaient aussi la plupart des clients à rejoindre l'association s'ils étaient intéressés.

Figure 8.3 Marchés paysans organisés par AgroFagua



Nous avons aussi assisté à deux marchés organisés par Casa Tibaná, l'entreprise du secteur privé présentée en amont qui a des liens commerciaux avec AgroFagua<sup>233</sup>. Ces marchés, où la seule association invitée à participer a été AgroFagua, ont eu lieu dans le village et ont été identifiés comme des marchés paysans par les organisateurs (figure 8.4). Les marchés ont été ouverts à tout public, mais les clients étaient surtout les invités des organisateurs venus de Bogotá pour acheter des produits frais et locaux; sur aucun des deux marchés nous n'avons identifié la présence de villageois comme clients<sup>234</sup>.

Figure 8.4 Publicité du marché paysan à Casa Tibaná



Dans les réunions internes préalables aux marchés, les détails du déroulement de la journée étaient discutés. Avant le deuxième marché auquel nous avons assisté, au moment de dresser la liste des produits qui y seraient commercialisés, au moins trois membres ont insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'ils devaient avoir toujours en tête que les clients sont des gens riches qui avaient probablement un grand réseau de contacts et qu'il était important de rendre aussi visibles les produits qui ne se vendaient pas très bien sur d'autres marchés comme le chou frisé et les fromages

<sup>233</sup> Rappelons qu'il s'agit d'une entreprise privée qui se situe dans le village de Fagua et qui offre le service de location des salles, d'organisation d'événements et un service de restauration pour lequel AgroFagua est l'un des fournisseurs de légumes.

<sup>234</sup> Lors de notre participation aux marchés nous avons noté que les membres d'AgroFagua essayent toujours d'identifier leurs clients en leur demandant informellement d'où ils viennent, si c'est la première fois qu'ils assistent au marché, s'ils sont familiers avec les produits sains, quel types de produits consomment normalement, entre autres, ce qui nous a permis de nous faire une idée du profil des clients.

de chèvre. Aussi, ils décidé à cette occasion de créer un site Facebook pour AgroFagua afin de le présenter dans le marché et ils ont élaboré des formulaires pour consigner les données des clients qui souhaitent être informés des futurs marchés. Au début de la journée du marché, l'organisation des stands était plus minimaliste que dans les marchés ambulants.

Figure 8.5 Stand d'AgroFagua dans un marché à Casa Tibaná



Lors des échanges durant les marchés, la plupart des producteurs faisaient remarquer aux clients la valeur ajoutée de leurs produits en leur expliquant qu'ils sont issus de l'agriculture familiale et cultivés et élevés écologiquement. Aussi, les producteurs mentionnaient que l'agriculture permet la subsistance de plusieurs familles du village et ils soulignaient les bienfaits des produits écologiques par rapport aux produits conventionnels. Tout comme dans les marchés municipaux, avec les consommateurs les plus intéressés, ils ont établi des conversations plus longues en leur parlant de leur famille et en expliquant comment l'agriculture permet la subsistance de plusieurs familles du village. Dans le premier marché auquel nous avons assisté à Casa Tibaná, l'un des clients s'est identifié comme fonctionnaire du ministère de l'Agriculture. Lorsqu'il s'est montré intéressé par l'histoire de l'association, les deux membres qui lui parlaient (A16 et A08) n'ont pas hésité à mentionner la lutte de l'organisation pour que la petite agriculture soit plus valorisée et l'urgence de préserver la ruralité du village afin d'assurer la continuité de leur production dans le



futur. Avant de quitter le marché, ce client leur a donné son adresse électronique et les a invités à le contacter pour organiser une rencontre plus formelle.

Outre les marchés, dans le cadre des rencontres avec d'autres acteurs, nous avons pu également étudier comment les membres d'AgroFagua mobilisent l'agriculture familiale. Au cours de notre séjour, nous avons été invités à accompagner deux représentants d'AgroFagua (A11 et A15) aux bureaux du gouvernement de Cundinamarca où ils voulaient échanger avec le secrétaire de l'agriculture et du développement rural. Après une longue attente, le fonctionnaire les a reçus dans son bureau où ils ont présenté AgroFagua en tant qu'organisation d'agriculteurs familiaux. Ils ont raconté aussi comment l'organisation est née de la nécessité de protéger le village de l'étalement urbain et ils n'ont pas hésité à mettre en avant leurs réalisations : la création de marchés locaux, la motivation des villageois à retourner à l'agriculture et l'engagement envers les pratiques écologiques. Le secrétaire les a félicités pour leurs réalisations en soulignant la contribution de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire, à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité et des ressources naturelles. L'un des représentants de l'association a réagi au sujet des ressources naturelles en mentionnant qu'ils prônent la conservation des sources d'eau, mais que cette tâche s'avère difficile car ils n'ont pas de district d'irrigation dans le village. Il lui a demandé directement s'il pouvait les aider à organiser une rencontre ou à transmettre leur demande auprès du gouverneur. Le secrétaire leur a laissé entendre qu'il n'avaient aucune influence sur ces questions, mais il a mentionné que comme il s'agissait d'une association de producteurs familiaux, si les enfants des agriculteurs souhaitent suivre des formations, il pouvait les inscrire au programme « jeunes ruraux ». Il a également offert à l'association une place sur les marchés publics organisés par le gouvernement de Cundinamarca à Bogotá et une machine pour la préparation des sols (motoculteur) (figure 8.6). Les deux représentants semblaient déçus à la fin de la réunion, mais ils ont convenu finalement d'accepter les trois offres.

À une autre occasion, un membre du conseil municipal de Chía les a invités à échanger avec le directeur d'une entreprise de la région qui faisait de la transformation de légumes pour la fabrication de soupes en poudre. Ils étaient enthousiastes à l'idée de cette rencontre, car on leur avait dit que cette entreprise serait intéressée par les citrouilles, un produit relativement facile à produire, mais que n'achètent pas souvent les consommateurs locaux. Trois représentes

d'AgroFagua ont été désignés pour assister à la réunion (A01, A07 et A15); ils ont présenté l'association en soulignant la vocation familiale des parcelles et leurs techniques de production écologiques.

Figure 8.6 Événement d'octroi d'un motoculteur par le gouvernement de Cundinamarca



Dans le cadre des réunions hebdomadaires des membres de l'organisation auxquelles nous avons assisté, nous avons constaté trois occasions où la notion d'agriculture familiale a été mobilisée. D'abord, lors d'une réunion où les membres d'AgroFagua étaient en train de discuter les éléments qui pourraient être inclus dans un article qu'un journal local voulait publier pour donner de la visibilité à l'association, l'agriculture familiale a été mise au centre des échanges. Lorsqu'un membre a suggéré de mentionner qu'AgroFagua est « la résistance paysanne » de Chía, certains membres ont réagi en faisant valoir que cela pourrait être mal compris par les lecteurs qui les jugeraient plutôt comme un groupe subversif. Ils ont convenu de rester proches de la définition de l'association dans ses statuts et de se présenter plutôt comme une organisation d'agriculteurs familiaux et de mettre en avant les activités d'AgroFagua telles que les marchés et l'adoption de pratiques agricoles « propres ». Dans la version finale de la note sur le journal intitulé : « AgroFagua, l'association qui résiste à l'urbanisation à Fagua » (figure 8.7), l'association a été décrite comme suit : « [...] dans un contexte de récupération des terres de Chía et de défense des

sources d'eau, des enfants, des jeunes et même des personnes âgées, soit environ 24 familles du village de Fagua se sont regroupées [...] il s'agit d'un projet communautaire et rural [...] » [Notre traduction].

Figure 8.7 Article sur AgroFagua publié dans le journal MetroSabana



Ensuite, lors d'une autre réunion interne au cours de laquelle les membres d'AgroFagua prévoient actualiser les statuts de l'association, la question de l'adhésion des membres a été largement débattue. Le président de l'association voulait modifier la condition d'adhésion, qui est d'être des familles résidant à Fagua et de s'intéresser à l'agriculture et à la conservation de la vocation rurale du village, pour une condition plus restrictive dans laquelle seules les personnes « raizales » peuvent adhérer à l'association. Sa proposition n'a été appuyée par aucun autre membre; en fait, la grande majorité a appuyé plutôt la proposition de deux autres membres qui ont exprimé que l'objectif de l'association a toujours été de défendre la ruralité avec la petite agriculture familiale et que si les voisins sympathisent avec cet objectif, ils peuvent adhérer indépendamment de leur origine géographique. À la fin de la réunion, ils ont accepté à l'unanimité de laisser AgroFagua comme une association de petits producteurs familiaux et ils ont réaffirmé que la

première activité de l'association, évoquée dans les statuts, devrait toujours être « l'intégration d'autres familles productrices dans l'association ».

Enfin, dans le cadre d'une autre réunion hebdomadaire, les participants ont accepté à l'unanimité l'adhésion d'AgroFagua au Réseau national d'Agriculture familiale (RENAF) et la participation à l'appel de projets du programme INNpalsa Colombia, en soulignant qu'ils répondaient aux objectifs des deux appels grâce à leur statut d'association d'agriculteurs familiaux. Un membre a été désigné pour faire les démarches d'adhésion au RENAF (A07) et un autre (A11) pour structurer le projet pour l'appel à propositions pour la commercialisation de la production agricole familiale.

En somme, ce qu'il faut retenir ici, c'est que dans le cadre des différentes activités d'AgroFagua, ses membres privilégient leur statut d'agriculteurs familiaux pour interagir avec les différents acteurs avec lesquels ils établissent des liens afin de faire connaître l'association et ses revendications. C'est seulement dans le cadre des marchés itinérants au sein du village que le statut d'agriculteur paysan a été mis en avant.

Dans tous les contextes, nous avons aussi constaté que les membres d'AgroFagua accordent une place très importante aux pratiques agroécologiques; nous allons nous concentrer sur ces pratiques dans les deux sections suivantes. Dans la section 8.3, nous présentons les résultats de l'analyse de nos entrevues avec les membres d'AgroFagua et dans la section 8.4, les résultats de l'analyse de nos observations participantes.

### 8.3 Les pratiques agroécologiques

Lorsque les membres d'AgroFagua évoquent les pratiques agroécologiques tous s'accordent à mentionner qu'il s'agit avant tout de pratiques écologiques qui minimisent, voire éliminent, l'utilisation d'intrants chimiques externes, c'est-à-dire des produits artificiels d'origine chimique appliqués aux cultures pour optimiser la production. Comme l'illustrent les citations suivantes, les membres d'AgroFagua ont abandonné l'usage de produits chimiques, notamment des pesticides et des fertilisants, en les substituant par des produits d'origine biologique qu'ils fabriquent eux-mêmes pour le plupart à partir des ressources disponibles dans les fermes :

[...] « propre » c'est sans aucun produit chimique ou fongicide, on a appris à fabriquer nos propres produits avec les plantes comme la menthe, l'ail, l'ortie, qui servent de fongicides, de pesticides, l'engrais peut également être fabriqué à partir des cultures. Les escargots, dont les coquilles d'œufs sont arrosées le long des tiges, peuvent également être utilisés comme pièges à insectes [...]. Il y a donc des choses de la culture pour fertiliser, pour ajouter comme des engrais ou des fongicides, on fumige et fertilise, mais avec des produits pris sur la terre ou les plantes [A17:41].

[...] nous fabriquons nos propres produits, nous cherchons l'élément qui nous permet de traiter et de contrôler la bactérie ou le virus, s'il s'agit d'une attaque d'insectes nous fabriquons un répulsif. Si nous devons pulvériser, nous n'avons pas besoin d'utiliser des éléments de protection, car cela ne nous affectera pas, si nous faisons un « ajidol »<sup>235</sup>, nous le faisons à des moments où il n'y a pas beaucoup de vent et nous tenons compte des courants d'air. C'est une grande tâche [A09:33].

[avec l'agroécologie] les plantes ont un processus de maturation plus long parce qu'il ne s'agit pas de remuer une base azotée avec de l'eau et c'est tout ; non, pour faire du « bokashi »<sup>236</sup>, il faut rassembler du fumier, des champignons, rassembler des bactéries, faire un mélange et attendre un certain temps et les remuer [...] [A13:10].

Ce que nous faisons à AgroFagua, ce sont par exemple les bouillons avec de l'ortie pour fumiger, si vous avez des poux vous utilisez de l'ail [...] [A05:31].

Parmi les autres pratiques qui sont mises en œuvre par les membres d'AgroFagua et qui permettent d'écologiser l'agriculture, les répondants A01, A05, A09 et A14 identifient : (i) la rotation des cultures qui consiste à organiser la production en diversifiant les espèces cultivées dans chaque cycle de production, (ii) l'augmentation de la diversité des espèces cultivées (polyculture), (iii) l'association de cultures afin de favoriser l'interaction entre les plantes (allélopathie), (iv) l'incorporation des techniques de conservation des sols comme le travail superficiel ou la préparation simplifiée de la terre sans retournement (labour minimal) et (v) l'élevage des petits animaux avec des grains et des déchets agricoles sans avoir recours à des produits chimiques :

[...] une autre pratique que nous faisons est la rotation des cultures, ne pas planter toujours la même chose [...] essayer de s'assurer que tout est propre que tout est protégé

---

<sup>235</sup> L'*ajidol* est un insecticide biologique fabriqué à partir de piments et d'ail utilisé pour lutter contre les ravageurs des légumes comme les affidés, les aleurodes et les lépidoptères.

<sup>236</sup> Le *bokashi* est un engrais organique issu de la décomposition de déchets végétaux et animaux; il s'agit d'une méthode de compostage utilisée pour améliorer la fertilité des sols et la rétention d'humidité.

avec des membranes, des tentes, des tissus imperméables et essayer de s'assurer que tout est le meilleur pour nous, pour les autres et pour l'environnement [A09:26].

[...] ce que je fais, c'est de faire dans ma parcelle une rotation de cultures afin d'avoir une disponibilité et une variété de produits la plupart du temps [...] [A14:30].

Nous ne faisons pas de fumigation [...] parce que, comme nous suivons la théorie et la pratique de l'allélopathie, cela ne nécessite pas de fumigation [...] [A09:33].

[...] vous pouvez mélanger, disons, des herbes avec des légumes et ils s'entraident [...] [A14:12].

[...] par exemple ce morceau de terre, je l'ai divisé pour avoir plus de variété, j'ai divisé la moitié pour les poulets, l'autre moitié pour planter des légumes et avoir de la variété [...] [A05:30].

[...] une autre méthode consiste à mettre un compost sain et le mélanger avec la pelouse du sol pour que les mêmes processus naturels de vers, bactéries, acides fassent leur communion dans le sol [...] [A01:43].

[...] si nous avons du grain de maïs dans la ferme, on les nourrit avec ça, sinon nous achetons un sac de maïs ou un sac d'une autre céréale, et moi par exemple je leur donne aussi ce qui reste de la récolte, des déchets de la cuisine, les petits os [A05:41].

Ainsi, quatorze de nos répondants situent les pratiques agroécologiques par rapport à l'agriculture biologique sans qu'il y ait nécessairement de consensus : pour les répondants A08, A11, A12, A16 et A17, il s'agit du même type d'agriculture tandis que pour huit autres répondants, l'agriculture biologique est plus complexe dans sa mise en œuvre et exige plus de temps de production que l'agroécologie (A03, A06). Aussi, elle nécessite un environnement écologique (A02), c'est-à-dire que toutes les parcelles sont entourées d'autres cultures aussi biologiques.

[...] qu'ils [les agriculteurs conventionnels] produisent au moins par exemple des pommes de terre propres, parce que le bio c'est un peu plus difficile, c'est un travail beaucoup plus ardu, donc ce serait idéal de produire au moins des pommes de terre propres [A03:78].

[...] alors que la production biologique prend plus de temps [...] [A06:56].

[...] pour qu'un produit soit biologique, il doit remplir certaines conditions, à savoir que toute la région soit destinée à l'agriculture biologique, et non pas qu'il y ait, disons, des

familles ou des groupes comme ici qui vivent à proximité ou des entreprises de fleurs, parce que sinon ils vont contaminer le produit, donc ce n'est plus de l'agriculture biologique [A03:75].

Pour les répondants A01, A13 et A18, l'agriculture biologique entraîne des coûts de production plus élevés et elle est plus radicale sur le plan technique, tandis que la production agroécologique, bien qu'elle favorise l'utilisation des intrants naturels, est un peu plus flexible et permet d'utiliser, par exemple, des graines conventionnelles et non nécessairement biologiques.

[...] une chose est de produire biologiquement et une autre chose est de produire proprement [...] pour cultiver biologiquement, qui est d'ailleurs l'idéal, il faut des terres décontaminées. Produire proprement a un coût et le biologique a un coût plus élevé [A13:8].

[...] produire des produits biologiques est beaucoup plus cher et, en fin de compte, tout le monde ne peut pas se permettre ce prix [...] [A13:51].

Nous faisons de l'agriculture propre parce que certains d'entre nous achetons les plantules à l'Université « Jorge Tadeo Lozano » et là-bas, ils n'ont pas d'agriculture biologique, ils utilisent des produits chimiques, donc ça casse la chaîne [A18:27].

[...] notre production n'est pas biologique, c'est de la nourriture propre parce que nous utilisons de la chaux dans l'un des engrais et c'est un produit chimique, c'est un très petit pourcentage, mais c'est un produit chimique. Donc ce qui est biologique n'a besoin d'absolument rien de chimique [A01:15].

Comme nous venons de le voir, en suivant les pratiques agroécologiques, il est possible selon nos répondants d'améliorer la biodiversité agricole, les conditions du sol et des plantes et l'alimentation des animaux ainsi que de contrôler les microorganismes et les insectes et les plantes nuisibles. Plusieurs de nos répondants s'accordent également à mentionner que la production agroécologique minimise les impacts de l'agriculture sur l'environnement, notamment les impacts négatifs comme la contamination des sols et des eaux. De même, ils évoquent que les pratiques agricoles écologiques valorisent le savoir-faire de leurs ancêtres et certaines pratiques traditionnelles comme le compostage et la fabrication des engrais organiques. C'est ce qui ressort des propos des répondants A02, A10, A04 et A06 :

Ce qui nous différencie de l'agriculture conventionnelle, nous qui pratiquons l'agroécologie, c'est que nous savons comment utiliser les ressources naturelles dont

nous disposons, par exemple en utilisant correctement l'eau et en évitant la contamination des sols. Nous devons d'ailleurs récupérer le sol parce que la terre peut être contaminée par les cultures des fleurs qui sont à côté, elles [les cultures de fleurs] sont infectées avec des insecticides, donc évidemment quand il pleut ça va contaminer l'eau et d'autres espèces vont mourir. Disons que c'est ce qui nous rend différents des autres cultures [A02:16].

Mon père faisait une agriculture traditionnelle, mais il ne le faisait pas comme les grandes fermes d'aujourd'hui qui cultivent seulement en utilisant des produits chimiques, non, il faisait comme nous des engrais organiques, il fumigeait très peu, [...] seulement pour prendre soin de la pomme de terre afin qu'elle n'attrape pas la maladie appelée « goutte », donc il fumigeait, mais pas à grande échelle comme ils le font aujourd'hui [...] [A16:4].

[...] on reprend ce qu'on faisait avant dans le temps de mes parents par exemple; ils semaient toujours tout sans produits chimiques, ils utilisaient du compost fait à partir de ce qu'il y avait dans la maison et très rarement, il y avait des parasites. Ils cultivaient aussi différentes choses : du maïs, du blé, presque tout, des haricots, des fèves [...] [A10:2].

Avant, nos ancêtres faisaient déjà des pratiques propres [...] sans produits chimiques [A04:2].

[...] il s'agit d'autres techniques de culture différentes des techniques conventionnelles, mais qui conservent les méthodes des ancêtres, de notre histoire, de nos grands-parents [A01:15].

Auparavant, ils [les parents et les grands parents] avaient une alimentation saine parce qu'ils n'utilisaient pas de produits chimiques, il y avait par exemple une sorte de mélasse pour l'engrais que maintenant j'essaie de faire avec ce que j'ai sur la terre, mais avant jamais d'engrais chimique, jamais. [...] [A06:9].

Tous nos répondants conçoivent et promeuvent les pratiques agroécologiques comme une alternative à l'agriculture dite conventionnelle, qu'ils décrivent d'ailleurs principalement comme une agriculture extensive, à grande échelle et qui utilisent massivement des intrants chimiques (*p. ex.* des insecticides, des engrais et des hormones de croissance) pour accélérer la production. Il s'agit aussi d'une agriculture qui utilise des eaux polluées pour l'irrigation, ce qui a des impacts négatifs principalement sur la santé des consommateurs :

Les agriculteurs conventionnels, qui possèdent de grandes parcelles de terre, utilisent la technologie, mais ils utilisent trop de produits chimiques. De ce fait, une laitue qui



prend 45 jours peut être récoltée en 30 jours, mais avec des produits chimiques. Ils approvisionnent donc le marché plus rapidement et à des prix plus bas que nous; avec cette agriculture sur leurs grands terrains, ils nous ont envahis [A02:19].

La production conventionnelle a un enjeu de rentabilité, car elle produit en volume, mais elle utilise beaucoup de produits chimiques. Par exemple, ici les monocultures de pommes de terre ont une charge chimique très élevée parce que Monsanto a convaincu les agriculteurs d'appliquer un millier d'insecticides pour la production, donc ils ont acquis cette pratique de planter des pommes de terre dans de très grandes extensions, en appliquant environ 12 ou 16 produits chimiques [...] [A03:75].

[...] les produits issus de l'agriculture conventionnelle sont de mauvaise qualité parce qu'ils sont aspergés d'insecticides, de pesticides et de fongicides très toxiques pour la santé. Ils sont cultivés avec de l'eau très sale comme celle de la rivière Bogotá et d'autres rivières qui sont également contaminées. Cela contamine également les animaux comme les vaches, dont le lait n'est pas non plus de bonne qualité, car si la vache boit de l'eau sale, il est logique que le lait soit de mauvaise qualité, et il en va de même pour d'autres animaux comme les porcs, les poulets et les chèvres [A08:26].

[...] ici [à Fagua] l'agriculture conventionnelle de légumes, de pommes de terre, de fleurs, est irriguée avec l'eau de cette rivière qui est pratiquement un égout, donc c'est très douteux pour nous, mais pas pour les agriculteurs conventionnels [A16:29].

Cette utilisation massive de produits chimiques permet aux agriculteurs conventionnels de produire plus, mais pas nécessairement de produire mieux. Nos répondants soulignent d'ailleurs que l'agriculture conventionnelle est risquée pour la santé humaine et l'environnement puisque les ressources utilisées pour la production, comme l'eau pour l'irrigation, sont de mauvaise qualité. En fait, d'après six de nos répondants (A03, A04, A05, A06, A09 et A16), les aliments issus de l'agriculture conventionnelle rendent malades, voire empoisonnent les consommateurs :

Dans l'agriculture conventionnelle à grande échelle, ils appliquent des pesticides, ils appliquent des produits toxiques et ils continuent à polluer l'environnement et à empoisonner la population [...] [A09:27].

[...] un pourcentage élevé de personnes choisissent les produits conventionnels en raison du prix, mais elles ne savent pas qu'elles sont en train d'acheter un produit issu d'une culture qui est fumigée et irriguée avec de l'eau qui n'est pas du tout appropriée, qu'elles vont tomber malades ou s'empoisonner. Mais s'ils investissent un peu plus [d'argent] pour consommer un produit propre, ils peuvent préserver leur santé et l'environnement [A09:7].

L'agriculture propre est une agriculture qui n'empoisonne pas, qui ne tue pas les gens progressivement et de manière silencieuse par la consommation d'aliments issus de l'agriculture conventionnelle; même si les plantes métabolisent ces produits chimiques, il en reste de nombreuses traces [...] [A16:26].

À Fagua, l'agriculture conventionnelle comprend, selon nos répondants, de grandes monocultures de légumes telles que la laitue et les pommes de terre et les grandes cultures des fleurs. Par rapport à la floriculture, au-delà de leur contribution à l'économie du village, nos répondants soulignent qu'il s'agit d'une culture très polluante qui utilise beaucoup de produits chimiques nocifs :

[...] les entreprises de fleurs, tout le monde le sait! C'est de la pollution parce qu'elles utilisent beaucoup de produits chimiques pour faire pousser les fleurs [...] [A02:56].

[...] il s'agit des entreprises qui, depuis aussi longtemps que je me souviens, ont toujours utilisé la terre pour planter des fleurs à grande échelle, tandis qu'AgroFagua vient de commencer, mais défend aussi le territoire rural. Je pense que les fleurs apportent une contribution économique au village, mais pas environnementale parce qu'elles utilisent trop de produits chimiques qui contaminent [...] [A14:25].

Les membres d'AgroFagua souhaitent d'ailleurs voir une évolution des monocultures du village vers l'agroécologie. Plus spécifiquement, ils prônent la transition de la floriculture conventionnelle vers la production agroécologique de fleurs ou vers la production écologique des aliments telle que présentée dans le chapitre précédent. Cependant, comme le suggèrent les propos des répondants A07 et A15, ils n'ignorent pas que cette transition agroécologique est complexe et qu'elle n'est pas facile dans la pratique :

L'avenir devrait être axé sur l'agriculture propre, que les monocultures commencent à faire une transition pour changer les pratiques conventionnelles. L'environnement, les abeilles, les plantes, tout cela est un tout, si les monocultures en prennent conscience, peut-être que cela leur coûtera un peu plus d'argent, moins de profit, mais ils bénéficieront davantage à long terme, même à court terme, à l'environnement par exemple [A15:59].

Bien que cette transition soit compliquée parce qu'il y a des terres avec de grandes cultures de légumes situées à côté des entreprises de fleurs et avec les gens des fleurs c'est compliqué parce qu'ils utilisent beaucoup plus de produits chimiques. Alors évidemment si les fleurs ne le veulent pas, mais si les personnes qui cultivent les légumes oui, il devrait y avoir une isolation adéquate de ces entreprises pour éviter que les produits continuent à être contaminés [A02:50].

L'idéal serait qu'elles [les entreprises de fleurs] se dirigent vers la culture d'aliments ou au moins de fleurs biologiques, comestibles, mais la réalité est que ce sont des entreprises très solides qui génèrent beaucoup d'emplois, donc c'est compliqué [...] [A15:61].

Les plantations de fleurs contribuent d'une certaine manière à la communauté en termes d'emploi. Cependant, le monstre de la construction est aussi sur eux, comme sur nous, ils devraient donc se transformer vers l'agriculture écologique, mais la demande et la structure qu'ils ont ne leur permettent pas de faire une transition facile, cela va être fait sûrement par d'autres générations [...] ils ont les ressources économiques pour convertir tout ce plastique et dans 5 ans, ils pourraient facilement se tourner vers le biologique [A07:38].

Face aux impacts négatifs de l'agriculture conventionnelle, nos répondants mettent en valeur dans leur discours d'autres impacts positifs que les pratiques écologiques qu'ils portent et promeuvent assidument ont pour les agriculteurs et plus largement pour les communautés rurales et les consommateurs (tableau 8.1) :

Tableau 8.1 Les impacts positifs de la production agroécologique

<b>Impact</b>	<b>Répondant</b>
Protection de la santé humaine	A01, A02, A04, A06, A08, A09, A10, A11, A12, A13, A14, A15 A16, A18
Faciliter la traçabilité agricole	A03, A06, A09, A10, A12, A14
Freiner l'étalement urbain	A02, A06, A08, A09, A12
Formation des agriculteurs	A01, A02, A03, A06, A09, A10, A11, A12, A14, A15
Approvisionner les marchés locaux	A01, A06, A07, A10, A11, A12, A15, A16

D'abord, la grande majorité de nos répondants font référence à l'impact positif que les aliments agroécologiques, qui sont considérés comme sains et mieux produits que les aliments conventionnels, ont sur la nutrition et la préservation de la santé des consommateurs. Ils soulignent aussi que les pratiques agroécologiques ont des bienfaits pour les producteurs qui, durant la production, ne manipulent pas de produits chimiques potentiellement dangereux pour la santé.

[...] l'association produit de manière organique et propre et le résultat final sera une personne en meilleure santé, avec une meilleure qualité de vie; je considère que cela aussi c'est du développement rural [A11:13].

Les gens sont contents qu'il y ait des produits propres, même si l'extérieur du produit n'est pas aussi épais, grand, feuillu que le produit conventionnel, mais au moins le consommateur mange quelque chose de plus sain [A18:25].

[...] nous le faisons pour le bien des autres et pour chacun d'entre nous, pour que nous ayons quelque chose de sain, que nous cultivions des aliments sains, propres, sans produits chimiques, c'est-à-dire des aliments agroécologiques pour notre santé et celle de nos familles [A10:22].

[...] grâce à la production propre, nous n'avons pas eu à prendre de rendez-vous chez le médecin depuis plus d'un an [...] à cause des maladies, maintenant nous nous débarrassons de ces maux parce que nous n'utilisons pas de produits chimiques [...] [A09:5].

Dans le même sens, six répondants mentionnent que dans la production conventionnelle, il n'est pas possible de retracer l'origine des aliments, tandis qu'avec la production agroécologique, les producteurs d'AgroFagua contrôlent les moyens et les processus de production, ce qui leur permet d'être plus transparents et de rassurer les consommateurs sur l'origine et la qualité des produits :

[...] les consommateurs savent ce que vous produisez, d'où cela vient, la traçabilité, le processus d'obtention de ces produits, ils sont sûrs que ce sont des produits propres [A06:38].

Avec des pratiques propres, il y a une traçabilité, il y a un échelonnement des produits qui sont semés et il est garanti que l'eau utilisée pour l'irrigation est propre, même si l'eau pourrait avoir de très petites traces chimiques. Nous pouvons consommer des produits avec une plus grande confiance parce que nous ne proposons pas aux clients des produits dont nous ne connaissons pas l'origine. Les autres sont des produits conventionnels, que l'on achète régulièrement dans les commerces d'alimentation et dont on ne sait pas d'où ils viennent, c'est pourquoi nous nous sommes intéressés au sujet [A03:11].

Dans l'association, nous sommes très conscients de la valeur des aliments propres, non seulement en termes monétaires, mais aussi en termes d'aliment parce que nous savons qui les récolte, comment ils en prennent soin des produits, où ils obtiennent les graines, les semis, le processus par lequel ils passent, l'eau qu'ils utilisent pour les irriguer [...] [A14:21].

Ensuite, certains répondants soulignent à nouveau le fait que l'agriculture leur permet de se défendre contre l'étalement urbain qui menace leur permanence dans le village et indiquent que les pratiques agroécologiques facilitent leur lutte pour le droit de rester et de cultiver leurs parcelles.

À travers les propos des répondants A02, A06, A08 et A09, nous pouvons voir que l'agroécologie permettrait aux membres d'AgroFagua de jouer un rôle important dans le village et d'être reconnus comme des fournisseurs d'aliments sains à la population locale.

À Fagua, fournir de la nourriture propre à travers l'association nous permet de montrer à l'administration municipale que nous offrons une nourriture saine et qu'ils n'ont pas le droit de venir ici et de mettre des bâtiments ou des constructions [A02:9].

[...] si nous restons unis et nous semons ensemble, outre le fait que c'est un bien commun, une source de vie, ça va nous permettre de rester autosuffisants. Nous pouvons offrir nos produits propres à d'autres endroits, ce sont des produits propres et c'est garanti parce que nous les récoltons nous-mêmes, donc nous pouvons montrer à l'administration municipale et à tout le monde que la ruralité doit être préservée [A06:25].

L'objectif d'AgroFagua est de revenir à la production propre de nos ancêtres, de profiter de la nouvelle technologie, mais avec une production propre, d'apporter un produit sain aux gens et d'ouvrir la porte pour que les gens ne vendent pas leurs terres et aussi pour qu'ils [l'administration municipale] ne nous déplacent pas [...] [A08:14].

Nous travaillons à la maison, cela influence la sécurité alimentaire et donc les revenus qui peuvent provenir des cultures [...] c'est vrai que les produits propres peuvent nous libérer et nous donner une capacité de résistance, pour que nous ne soyons pas déplacés; également cela nous permet de sensibiliser les gens, ce qui est une tâche coûteuse, mais pas à pas, je pense que nous y arrivons [A09:6].

Aussi, plusieurs répondants soulignent que l'adoption de pratiques agroécologiques par les membres de l'association leur permet de valoriser les savoirs traditionnels et les encourage aussi à apprendre davantage sur les principes de l'agroécologie et à intégrer d'autres techniques. Ils sont unanimes pour souligner l'impact positif que les formations en agroécologie dispensées par le SENA ont eu dans leur parcours :

Avant, nous avions l'habitude de planter des légumes en essayant de ne pas utiliser de produits chimiques, et maintenant, avec le cours d'agriculture biologique, nous avons eu l'occasion d'en apprendre davantage et d'arriver à la même idée d'une agriculture propre sans produits chimiques [...] [A10:3].

[...] nous avons eu la possibilité de suivre des formations du SENA visant à nous enseigner les techniques de production, mais aussi à suivre les traditions de nos ancêtres. Nous avons donc déjà reçu plusieurs formations pour augmenter la production de

légumes et autres produits fruitiers [...] des produits sains, propres, sans produits chimiques, sans toxines [...] [A09:4].

Nous savions déjà certaines choses, mais ce que nous pratiquons maintenant à AgroFagua, c'est par exemple les bouillons que le professeur du SENA nous a montrés : qu'avec l'ortie on peut fumiger les plantes et si on a des poux, on utilise de l'ail; il nous a appris tout ça [...] [A05:31].

Après la formation, l'enseignant du SENA nous a fait prendre conscience que ce que nous faisons déjà était important et nous a expliqué comment nous pouvons développer de nouvelles cultures associées, quelles plantes pouvaient être plantées avec les autres [A10:9].

[...] ce dont je me réjouis, c'est que des agriculteurs de 50 et 60 ans suivent les cours du SENA sur la production propre, la production biologique et la certification verte, car nous manquons encore de connaissances et d'expérience pour pouvoir obtenir un produit fini 100% biologique, ce qui est un travail très difficile [A11:59].

Enfin, l'adoption des pratiques agroécologiques va de pair avec l'ouverture et l'approvisionnement des marchés locaux, ce qui facilite la commercialisation à proximité et permet de rapprocher les producteurs des consommateurs. D'ailleurs, comme nous l'avons montré dans la section 7.3.2, la moitié de nos répondants indique que la proximité avec les consommateurs leur permet d'identifier leurs besoins; ils réalisent par exemple que plusieurs consommateurs valorisent beaucoup plus les produits écologiques que les produits conventionnels.

Les voisins n'ont plus besoin d'aller au marché [plaza de mercado] ou dans les supermarchés pour acheter la nourriture, mais maintenant ils savent qu'il y a quelques produits dans le village, qu'AgroFagua cultive tout de façon propre et biologique, ils achètent donc chez nous et ils n'ont pas besoin d'aller ailleurs [A12:33].

Le développement devrait toujours être centré sur le social, pouvoir vendre nos produits et permettre à plusieurs voisins d'être nos consommateurs est très satisfaisant, les voisins nous disent : « quelle délicieuse tomate, je paierai ce qu'elle coûte », mais ce n'est pas seulement parce qu'elle est délicieuse, c'est le processus que nous lui avons donné, c'est un produit propre, c'est un produit biologique [A11:61].

Dans les marchés, nous avons remarqué qu'il y a des gens qui valorisent les cultures propres, donc il y a des gens qui recherchent ces aliments, qui préfèrent payer un peu plus d'argent, ce qui ne les dérange pas, parce qu'ils disent que ça vaut la peine d'acheter; quelque chose de propre et non conventionnel [...] [A10 : 31].

[...] aujourd'hui, il y a une sorte de boom avec l'agriculture propre et cela c'est important, beaucoup de familles ici savent déjà que l'agriculture conventionnelle a des impacts négatifs et donc ils commencent à se renseigner et à chercher des produits propres et biologiques [A16:26].

Aussi, après s'être engagé à l'adoption de pratiques agroécologiques, les membres de l'association se considèrent comme des modèles à suivre, comme des fermes exemplaires qui leur permettent de sensibiliser et de motiver la communauté, entre autres, à la production et à la consommation des aliments agroécologiques qui sont plus sains que les aliments issus de l'agriculture conventionnelle. C'est ce dont témoignent les citations suivantes :

[...] les gens du village sont enthousiastes [...] nous sommes un facteur pour motiver les gens à planter des produits propres, donc les voisins nous demandent déjà quand les cours [les formations du SENA] vont commencer [...] notre production propre est quelque chose à montrer, nous avons déjà un résultat à montrer [A15:67].

[...] j'espère que nous continuerons à promouvoir des pratiques propres et que tout le monde sera encouragé à faire des potagers, que ce ne soit pas seulement AgroFagua, mais qu'avec le temps, nous ayons plus de personnes motivées par cela [A10:31].

En outre, lorsque nos répondants évoquent les pratiques agroécologiques dans leurs discours, ils ne font pas référence aux impacts négatifs de ces pratiques. Par contre, ils soulignent les défis dans l'adoption et la mise en œuvre des pratiques écologiques, à savoir : (i) l'accès à des sources d'eau propres pour l'irrigation (A16, A13, A08, A12, A14 et A18), (ii) l'ouverture des espaces de commercialisation plus fréquents, voire permanents, pour écouler leurs produits (A13, A17), (iii) l'accès aux formations techniques pour les agriculteurs (A03, A16), (iv) le transport des produits de la ferme aux marchés locaux (A17) et (v) les exigences en termes de temps, d'argent et de main-d'œuvre pour la production (A11, A09, A17).

En somme, les pratiques agroécologiques sont, pour les membres d'AgroFagua, des pratiques qui utilisent le moins d'intrants externes tout en optimisant l'usage des ressources disponibles dans les exploitations. Les pratiques écologiques s'opposent à la production conventionnelle, car elles permettent de diminuer les impacts de l'agriculture sur la santé humaine et l'environnement. Elles sont aussi un instrument pour faire valoir la petite agriculture et les savoir-faire des paysans.

Dans la section qui suit, nous tenterons de mieux comprendre, à partir de nos observations, cette instrumentation des pratiques agroécologiques dans le cadre des activités d'AgroFagua. Les résultats que nous présenterons dans cette section sont issus de nos observations dans le cadre de trois activités : les fermes des producteurs, les marchés et les réunions internes de l'association.

#### 8.4 L'instrumentalisation des pratiques agroécologiques

Lorsque nous avons visité les fermes des membres d'AgroFagua, nous avons constaté que la grande majorité des agriculteurs suivent dans leurs exploitations des pratiques agroécologiques. Aucun des producteurs n'embauche de la main-d'œuvre; ils font la production, l'élevage ou la transformation des produits eux-mêmes uniquement avec l'aide de la famille.

Tel que mentionné dans leurs discours, les pratiques agroécologiques qu'ils utilisent sont des techniques qui favorisent principalement la réduction de l'usage des produits chimiques comme les pesticides et les fertilisants minéraux, la protection des sols et l'utilisation efficace des ressources naturelles comme l'eau ainsi que le recyclage des nutriments. Nous avons également constaté que certains agriculteurs utilisent d'autres techniques agroécologiques qui n'ont pas été mentionnées lors des entretiens. Par exemple, ils favorisent la biodiversité en installant des clôtures vivantes autour de leurs champs ainsi qu'en plantant des espèces végétales qui attirent les pollinisateurs et des plantes que la famille utilise à des fins médicinales comme la camomille et la calendula. De même, afin de protéger les sols, certains producteurs utilisent en plus du travail minimal du sol d'autres techniques pour la conservation des sols comme laisser leurs terres en jachère<sup>237</sup> pendant quelques semaines et le désherbage de leurs cultures à la main. Nous avons également observé que la grande majorité des producteurs récupèrent l'eau de pluie qui est ensuite utilisée pour l'irrigation.

---

<sup>237</sup> La jachère est une pratique qui consiste à maintenir inutilisées certaines surfaces des parcelles ou toutes les parcelles pendant un certain temps pour permettre au sol de se reconstituer après une récolte.



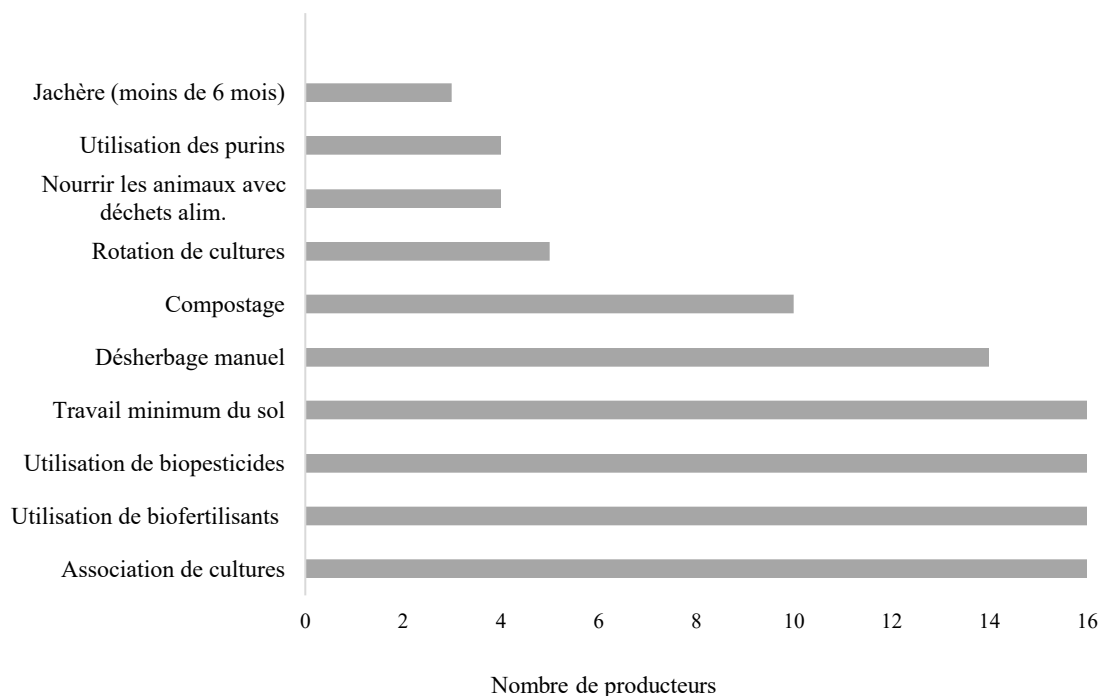
Figure 8.8 Exemple de parcelles des producteurs



Les producteurs (A09 et A10) qui sont considérés par les autres membres d'AgroFagua comme des agriculteurs familiaux exemplaires suivent en effet une diversité de pratiques agroécologiques. Il s'agit d'ailleurs des seuls producteurs de l'association et du village qui ont été certifiés en 2021 comme producteurs agroécologiques par l'administration municipale de Chía et qui sont en train d'obtenir d'autres certifications nationales comme la certification en « bonnes pratiques agricoles » de l'Institut agricole colombien (ICA).

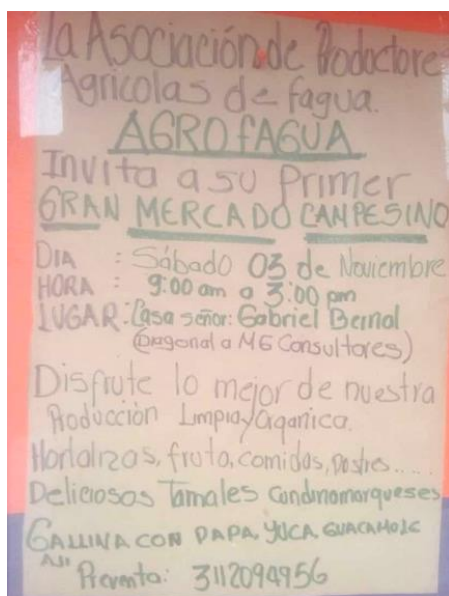
Nous avons constaté aussi que les autres producteurs ne suivent que certaines pratiques agroécologiques, mais lors de nos échanges informels, ils ont mentionné qu'ils sont dans une transition en espérant convertir toutes leurs pratiques selon les principes agroécologiques qu'ils prônent. Aussi, ils mentionnent que leur objectif à court terme est d'obtenir au moins la certification locale en production agroécologique. La figure 8.9 présente les principales pratiques agroécologiques et le nombre de producteurs de l'organisation qui les ont adoptées.

Figure 8.9 Principales pratiques agroécologiques d'AgroFagua



Comme nous l'avons montré dans la section 8.2, dans le cadre des différents marchés auxquels nous avons assisté, nous avons constaté que les pratiques écologiques, dites « propres », sont au cœur des échanges entre les agriculteurs et les consommateurs. Bien que dans les entretiens, certains membres aient souligné que l'agriculture écologique et biologique sont deux types d'agriculture différents, dans la pratique, nous avons constaté que dans les échanges avec les consommateurs, les deux termes sont mobilisés en tant que synonymes. Dans les invitations aux marchés organisés par AgroFagua dans le village, les deux termes seraient aussi mobilisés sans discernement : tantôt les produits sont présentés comme des aliments propres, tantôt comme propres/biologiques ou comme propres et biologiques (figure 8.10).

Figure 8.10 Invitations aux marchés organisés par AgroFagua



En tant que consommateurs de leurs propres produits, les agriculteurs mettaient en valeur dans les échanges avec les consommateurs les avantages des produits écologiques par rapport aux produits conventionnels. Soulignant toujours que les produits écologiques sont plus sains, ils évoquaient certains des problèmes de l'agriculture conventionnelle mentionnés dans le cadre de nos entrevues. Par exemple, à plusieurs reprises, les producteurs A08, A13 et A16 ont dit aux consommateurs que les laitues conventionnelles que les villageois achetaient dans les dépanneurs du village ou dans le marché central à Chía ont été cultivées dans les monocultures du village et sont irriguées avec la même eau qui a été contaminée en amont par les déchets des ménages et par les produits chimiques

utilisés par la floriculture. Par conséquent, ce que les consommateurs mangent, c'est de la laitue empoisonnée.

Les participants A09 et A10, qui sont d'ailleurs les producteurs les plus âgés de l'organisation, étaient très sollicités dans les marchés. Ils avaient une grande variété de produits et profitaient des échanges pour expliquer aux clients, à plusieurs reprises, qu'avant de s'engager dans la production propre, ils consommaient les aliments conventionnels qui les rendraient toujours malades. Tandis qu'avec la production propre, où la grande majorité de leur alimentation provient de leur ferme ou des autres producteurs d'AgroFagua, ils sont au courant de l'origine des produits et ont confiance qu'il s'agit de produits sains. Ils soulignent aussi qu'après avoir commencé la production et la consommation de produits écologiques, ils ont vu leur santé s'améliorer notablement. Le même témoignage a été publié dans la note sur AgroFagua que le journal local a écrit en 2019, et que nous présentés en amont (figure 8.7), où le producteur A09 a déclaré « ne pas avoir été chez le médecin depuis plus d'un an grâce à une alimentation saine et à ses bonnes pratiques agricoles » [Notre traduction].

Figure 8.11 Échanges avec les consommateurs durant les marchés



Lors des échanges avec certains clients qui se montraient plus intéressés, les producteurs prenaient aussi le temps d'expliquer certaines techniques agroécologiques qu'ils utilisent comme la préparation des insecticides naturels et même de leur donner des recettes surtout pour les produits moins connus des consommateurs comme le chou frisé, les courgettes, les laitues de la variété « *cogollo de tudela* » et les oignons « *white tokio* ». Au moment de notre séjour, les producteurs

étaient en train de préparer une sorte de catalogue dans lequel ils voulaient expliquer chaque produit qu'ils commercialisent, y compris : comment il a été produit, avec quels intrants biologiques, par quelles familles, ainsi que les avantages pour la santé et les préparations possibles. Lorsque les consommateurs ont demandé si les produits étaient des produits certifiés, la plupart des producteurs ont indiqué qu'ils étaient en train de le faire et ont proposé aussi aux clients de visiter leurs parcelles par la suite s'ils voulaient constater l'origine des produits. En outre, nous avons aussi remarqué que les membres d'AgroFagua qui ne sont pas encore des producteurs, mais qui sont dans le processus d'établir leurs parcelles, participaient activement dans tous les marchés et parlaient avec toute confiance sur les bienfaits des produits écologiques, ils n'hésitaient pas en fait à se rapprocher des clients pour en discuter.

Dans le cadre des réunions hebdomadaires de l'association, la question des pratiques agroécologiques prenait aussi une place considérable dans les discussions. Dans la plupart des onze réunions auxquelles nous avons assisté, il y a avait un moment dédié aux échanges entre les membres de l'organisation au sujet des questions techniques de la production. Par exemple, une fois, l'un des agriculteurs a mentionné que ses plants de tomates avait « quelque chose » qui ressemblait à un champignon et il a reçu des conseils de la part des autres agriculteurs pour le gérer comme l'utilisation d'une infusion de camomille. À une autre occasion, un producteur a mentionné qu'il y avait un ravageur sur ses plants de chou frisé et de brocoli : les autres producteurs lui ont conseillé d'utiliser une solution d'eau et de savon comme insecticide ou bien d'essayer une préparation d'ajidol.

Figure 8.12 Réunions hebdomadaires d'AgroFagua



Dans une autre réunion hebdomadaire, le lendemain de la réunion entre les représentants d'AgroFagua (A11 et A15) et le secrétaire de l'agriculture et du développement rural présentée en amont, les membres de l'organisation ont discuté de la machine pour la préparation des sols (motoculteur) qui a été offerte à AgroFagua. À cette occasion, il y a eu une grande discussion concernant l'utilisation de machinerie agricole dans les pratiques agroécologiques. Certains agriculteurs n'ont pas caché leur mécontentement pour avoir accepté un tel outil, puisqu'il s'agissait pour eux d'une machine qui détruisait la structure du sol, ce qui était contraire au principe du travail minimal de la terre. Par contre, d'autres agriculteurs étaient ravis de recevoir un tel don, car le motoculteur leur faciliterait le travail de préparation des terrains sans nécessairement détruire les sols parce que l'outil est léger et n'atteint pas une grande profondeur. À la fin de la réunion, les membres d'AgroFagua ont décidé de garder le motoculteur, de se renseigner davantage auprès des enseignants du SENA sur les impacts de l'usage de cet outil et de laisser chaque agriculteur décider de l'utiliser, ou non.

Nous avons aussi eu l'occasion de constater dans les réunions internes qu'il y a des débats importants concernant la transparence dans l'adoption des pratiques écologiques. Dans au moins deux réunions, l'alliance entre AgroFagua et l'entreprise locale Nutriarte a été largement contestée. D'un côté, certains membres ont exprimé leur désaccord avec cette alliance, car elle allait à l'encontre des principes de l'association, de l'agriculture écologique et de leurs valeurs personnelles. Ils ont dénoncé que, bien que certains produits fournis à l'entreprise provenaient des exploitations des producteurs d'AgroFagua, d'autres aliments issus de l'agriculture conventionnelle étaient achetés par des représentants de l'organisation dans les marchés et revendus à l'entreprise. Ils ont souligné que le propriétaire de l'entreprise était au courant de la situation et qu'il en profite en leur payant les produits écologiques au même prix que les produits conventionnels. De l'autre côté, les membres qui ont défendu l'alliance avec l'entreprise ont fait valoir que cette alliance leur permet d'être reconnus dans le village et d'établir des liens avec les entreprises locales, même si les profits économiques sont faibles. Face à la menace de trois membres de quitter l'association en raison de cette situation, tous les membres ont convenu de demander à l'entreprise de renégocier l'accord. Une commission a été créée en déterminant que la renégociation devrait inclure au moins un prix plus juste pour les produits écologiques et

l'engagement à court terme de ne fournir que des produits écologiques des associés ou bien des autres producteurs écologiques de la région.

L'établissement des prix pour les produits issus de l'agroécologie génère en fait des tensions importantes au sein de l'organisation qui se manifestent lors de l'organisation et de l'exécution des marchés. Dans les discussions hebdomadaires, il y avait au moins deux propositions (rappelons que chaque producteur de l'organisation mobilise les pratiques qu'il juge favorables à l'agroécologie) : (i) pour les producteurs qui suivent des protocoles de production agroécologique plus strictes et qui sont en voie d'obtenir des certifications agroécologiques, les prix devraient être supérieurs aux prix des produits conventionnels (déterminés dans la région par Corabastos) et plus proches des prix des marchés agroécologiques comme La Canasta<sup>238</sup> (ii) pour les producteurs les plus flexibles avec les pratiques agroécologiques et qui suivent encore certaines pratiques conventionnelles, les prix devraient être proches des prix des produits issus de l'agriculture conventionnelle (les prix à Corabastos); c'est cette dernière stratégie qui a été privilégiée dans les marchés que nous avons assistés.

Il y a aussi souvent des tensions concernant la rentabilité des marchés agroécologiques auxquels AgroFagua est invitée. Pour certains associés, marchés comme *Chia compra Chia* laissent des bénéfices économiques minimales pour l'organisation (souvent 1 dollar par jour) par rapport à l'investissement qu'ils réalisent en termes logistiques, de transport, etc. D'autres associés soulignent que ces marchés permettent la vente directe aux consommateurs et ont des avantages économiques, car ils donnent de la visibilité à l'organisation et permettent dans certains cas comme les marchés de Casa Tibaná de commercialiser les produits à prix plus élevés. D'autres associés mentionnent que les marchés locaux devraient être privilégiés, car souvent la production est destinée que aux marchés dehors le village.

Une autre question liée aux pratiques agroécologiques et que nous avons constatées est une source de tensions au sein de l'organisation est la composition du conseil d'administration, notamment le rôle du président l'organisation qui au moment de notre séjour était l'un des villageois avec une

---

<sup>238</sup> La Canasta (<https://la-canasta.org>) est une plateforme en ligne de commerce équitable et d'économie solidaire à Bogota qui vise à faciliter la vente et la distribution de produits agroécologiques en rapprochant les producteurs et les consommateurs.

longue histoire d'engagement social dans le village. Bien que tous les membres apprécient son expérience et son implication pour rendre visibles les paysans dans le champ politique, certains membres, notamment les plus jeunes trouvent que son leadership est du type « traditionnel » et qu'il devrait être plus flexible et être ouvert à s'adapter au contexte actuel. Pour les membres qui sont des producteurs agricoles, le leader de l'organisation, bien qu'il doit avoir une expérience dans le domaine politique, doit également être un producteur afin de pouvoir comprendre les défis de la production agroécologique et prendre de décisions en conséquence.

La relation avec la dirigeante de Casa Tibaná est aussi une source de tensions au sein de l'organisation. Comme nous l'avons présenté dans les chapitres précédents, il y a un consensus parmi les membres d'AgroFagua sur le fait que la floriculture est à la fois un moteur de changement négatif et positif dans la région, mais la relation avec cette dirigeante est ambiguë et conflictuelle<sup>239</sup>. Pour une minorité d'associés, la relation est positive car en étant un acteur important dans le territoire, elle leur donne de la visibilité, leur permet d'assister à de nouveaux marchés et leur offre certains services et ressources tels que des formations et la possibilité d'utiliser des serres de l'entreprise pour la production agricole. Pour la majorité des membres, l'intérêt de cette dirigeante et sa famille envers l'organisation est plutôt « un cadeau empoisonné ». Ils trouvent qu'ils reproduisent depuis de nombreuses décennies une sorte de « domination » à différents niveaux sur les communautés paysannes du village. Dans le cadre des marchés ils mentionnent que même si cette dirigeante ouvre des espaces de commercialisation, elle les impose des modes de fonctionnement de manière arbitraire<sup>240</sup>. Certains membres d'AgroFagua considèrent aussi que cette dirigeant ne connaît pas vraiment la réalité du village et qu'elle veut imposer des idées venues d'autres pays qui changeraient leurs manières d'être et de faire et que ne sont pas adaptés au contexte local. Enfin, ils se sentent « manipulés » car les actions de « responsabilité sociale » qu'elle prône n'ont pas un véritable impact sur les paysans. Ils se expriment se sentir plutôt comme des employés de Casa Tibaná et non comme des véritables alliés.

---

<sup>239</sup> La dirigeant de Casa Tibaná est membre de l'une des familles de floriculteurs les plus puissantes de la région.

<sup>240</sup> À titre d'exemple les membres d'AgroFagua mentionnent que lors qu'ils sont invités à participer des marchés à Casa Tibaná, cette dirigeante les interdit d'utiliser leur propre système de trésorerie, les impose la quantité de produits qu'ils doivent apporter sachant a priori que c'est trop élevé, entre autres.



## 8.5 Conclusion et discussion

Après avoir identifié dans le chapitre précédent qu'au centre du modèle de développement rural que propose AgroFagua se trouve la revalorisation de la ruralité et de la petite agriculture paysanne, ce chapitre de résultats nous a permis de mieux comprendre comment l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont mobilisées dans le cadre de ce modèle.

Nous avons constaté que l'agriculture familiale et l'agriculture paysanne ont le même sens pour les membres d'AgroFagua. Non seulement plusieurs de nos répondants l'ont mentionné explicitement dans leurs discours, mais lorsque nous avons demandé de définir chaque type d'agriculture, nous avons trouvé plusieurs éléments communs, à savoir : (i) le recours aux membres de la famille comme la principale source de main-d'œuvre (ii) la production d'une diversité d'aliments dans de petites parcelles pour la consommation familiale et la commercialisation des excédents sur les marchés locaux et (iii) le partage de connaissances entre les membres de la famille. Cette définition de l'agriculture familiale des paysans de Fagua est proche de la définition du gouvernement colombien (MADR, 2017b), car elle évoque le travail familial et la diversité des activités de production et commercialisation. Cependant, un aspect important pour les paysans et qui n'apparaît pas dans la définition institutionnelle est la valorisation des différents savoirs, des savoir-faire et des connaissances des paysans.

Dans notre cadre théorique, en nous appuyant le courant des « nouveaux mouvements sociaux », nous présentons l'agriculture familiale comme une identité collective qui permettrait aux organisations paysannes de faire entendre leurs revendications, de rendre visible les projet de développement alternatifs qu'elles portent et de devenir visibles sur la scène sociale.

Notre analyse de données nous a permis d'identifier que dans le cadre de ses activités habituelles, l'organisation étudiée fait appel à deux identités : agriculteurs familiaux et agriculteurs paysans. Toutefois, l'utilisation de l'une ou de l'autre a été privilégiée selon le contexte. De ce fait, dans le cadre des activités qui se déroulent en dehors du village et au cours des interactions avec des acteurs externes comme les représentants de l'État, AgroFagua s'est définie autour de la famille. Lors des échanges avec les villageois, l'organisation s'est présentée avant tout comme une organisation de paysans. Comme le postule Archila (2003) et Melucci (1996), nous avons constaté que les membres

d'AgroFagua se font reconnaître à travers différentes identités collectives à la fois. Ils ne déploient pas qu'une seule identité, ils mobilisent une identité traditionnelle qui émerge de la question des classes sociales comme la paysannerie, mais aussi une nouvelle identité comme celle de producteur familial.

En suivant les idées de Melucci (1994, 1999), nous expliquions en amont que l'identité collective est un élément central des mouvements sociaux; il s'agit d'une définition partagée par les membres d'un mouvement social qui sont capables de s'identifier eux-mêmes et de mener par la suite des actions collectives. Autrement dit, les identités collectives permettent de construire un « nous » partagé. Dans le cadre de notre analyse, nous avons constaté que la question de l'identité collective a en effet une place importante dans l'organisation. La manière de présenter AgroFagua aux autres acteurs a été discutée explicitement dans le cadre des réunions internes de l'organisation. La mobilisation collective de l'identité d'agriculteurs familiaux dans le cadre des différentes activités de l'association, permet aux membres d'AgroFagua d'avoir une certaine flexibilité. En fait, nous avons constaté que partager l'identité de producteur familial a permis aux deux membres de l'organisation qui n'ont pas une origine paysanne ou rurale (A01 et A07) et qui ne se considèrent pas nécessairement comme des producteurs paysans, de s'identifier avec le groupe et d'appartenir à l'association en tant qu'agriculteurs familiaux. Dans le cadre des marchés, qui, comme nous l'avons constaté, sont des espaces dynamiques de commercialisation, mais aussi de partage et d'échanges avec les assistants, nous avons vu comment le fait de s'identifier en tant qu'agriculteur familial a permis au membre A01 d'échanger avec les différents acteurs externes et de faire connaître les différentes revendications d'AgroFagua. Nous avons également vu comment le membre A07 a pu, en tant qu'agriculteur familial, être nommé comme représentant d'AgroFagua dans des activités comme l'adhésion à un réseau national d'agriculteurs familiaux et des organisations de petits agriculteurs comme Corpoimpulsa.

Bien que la base d'AgroFagua soient les paysans, s'identifier en tant qu'agriculteurs familiaux permet alors à l'organisation de faire partie d'un groupe plus grand de producteurs qui intègre les paysans, les anciens villageois ou « raizales » ainsi que les villageois non paysans (les villageois dits néoruraux) qui partagent des intérêts en tant que producteurs pour la ruralité et qui sympathisent aussi avec les revendications paysannes.

Nous avons aussi constaté que l'agriculture familiale en tant qu'identité permet à AgroFagua de porter leurs revendications et de rendre visibles leurs initiatives en matière de développement rural auprès d'une multiplicité d'acteurs. D'abord, dans les échanges avec les consommateurs, nous avons vu que l'agriculture familiale était mobilisée comme outil de sensibilisation qui leurs a permis de rendre visibles des éléments favorables de la petite agriculture comme : le travail familiale, la possibilité de produire dans de petites parcelles, les avantages pour l'autoconsommation familiale et les revenus issus de la commercialisation des excédents ainsi que les pratiques écologiques qui différencient la production d'AgroFagua de l'agriculture conventionnelle. Ensuite, avec les représentants de l'État, nous avons vu qu'en plus de faire ressortir les éléments précédents, l'agriculture familiale leur a servi pour formuler les demandes d'AgroFagua en matière de formation et d'infrastructures comme le district d'irrigation. Comme nous l'avons constaté lors de la réunion avec le secrétaire de l'agriculture et du développement rural de Cundinamarca, mobiliser l'agriculture familiale leur a permis d'échanger dans un même langage. Enfin, dans les espaces d'échange avec les villageois de Fagua, où l'identité d'agriculteur familial était moins sollicitée, nous avons constaté que l'agriculture paysanne est rendue plus visible pour sensibiliser les villageois aux avantages de la petite agriculture familiale, mais aussi pour rendre visibles les enjeux locaux comme l'étalement urbain et pour renforcer, au moins indirectement, les liens d'appartenance des villageois au milieu rural et aux traditions paysannes.

En outre, nos résultats nous permettent de voir que les pratiques agroécologiques occupent une place très importante chez AgroFagua, tant dans les discours de ses membres que dans les pratiques collectives. Nous avons constaté que pour les membres d'AgroFagua, les pratiques agroécologiques sont des pratiques que : (i) réduisent les intrants qui proviennent de l'extérieur de la ferme, notamment les produits chimiques, (ii) favorisent la biodiversité des parcelles agricoles et (iii) respectent les cycles naturels et profitent de toutes les ressources de la ferme. Parmi les pratiques adoptées, les plus populaires sont l'association de cultures, la fabrication et l'utilisation de pesticides et des fertilisants biologiques, le travail minimal du sol, le compostage et le désherbage manuel. Les membres d'AgroFagua pratiquent l'agroécologie sans nécessairement suivre des principes théoriques ou sans avoir établi des principes communs et radicaux au sein de l'organisation; ils se sont engagés collectivement à l'agroécologie, mais chaque producteur adopte et adapte les techniques qu'il juge favorables pour exploiter sa parcelle.

Dans notre approche théorique, nous avons établi qu'entre les manifestations visibles des mouvements sociaux comme les protestations (Archila, 2003) et les manifestations couvertes telles que le sabotage (Scott, 1985), il existe des expressions contestataires plus subtiles qui, à travers des pratiques concrètes, permettent l'émancipation des mouvements sociaux. Faisant écho aux idées de Pleyers (2018), nous avons postulé que l'une de ces actions contestataires subtiles est l'agroécologie qui, en étant un choix productif, est mobilisée par les organisations paysannes comme instrument d'émancipation.

Nos résultats nous permettent de voir que les pratiques agroécologiques sont un instrument important dans la quête d'indépendance d'AgroFagua à différents niveaux. D'abord, le recours aux pratiques comme le recyclage des ressources de la ferme et l'élimination des intrants externes permet aux producteurs de briser la dépendance aux intrants, notamment aux produits phytosanitaires qui sont produits par les firmes agroalimentaires. Ensuite, l'écologisation des pratiques agricoles favorise l'autonomie productive puisque les agriculteurs sont en mesure de mettre en œuvre leurs savoir-faire traditionnels et de maîtriser une grande partie du processus de production et de commercialisation : ils choisissent les produits qu'ils vont cultiver ou élever, comment ils vont les produire et comment et où ils les commercialisent. Dans le même sens, étant donné qu'une partie de la production est destinée à l'autoconsommation familiale, l'adoption des pratiques agroécologiques telles que la diversification des cultures, accorde aux producteurs un certain degré d'autonomie dans l'approvisionnement et les choix alimentaires. Aussi, les pratiques agroécologiques permettent aux producteurs de se différencier de l'agriculture conventionnelle, qui comme nous l'avons vu, est considérée nocive pour l'homme et l'environnement. Cette différenciation de l'agriculture conventionnelle à travers une production plus « propre » et plus « saine » permet à AgroFagua d'ouvrir ses propres marchés et d'échanger sur des marchés alternatifs aux marchés conventionnels en rendant visible la production locale issue de la petite agriculture familiale.

Nos résultats permettent alors d'enrichir la caractérisation des actions collectives dites subtiles faite par Pleyers (2018) et Osorio (2016b), que les définissent par leur potentiel émancipateur, mais qui n'abordent pas en détail cette question. En explorant l'adoption des pratiques agroécologiques, nous avons constaté que les actions collectives subtiles renferment une pluralité de revendications

émancipatrices qui incluent les aspirations à l'autonomie, à l'auto-organisation et à la prise des décisions démocratiques pensées et structurées par les acteurs des actions collectives. Aussi, l'émancipation collective est liée à la recherche de l'authenticité et de la reconnaissance sociale. En fait, les actions collectives subtiles sont des actions moins visibles sur l'espace public que les actions de protestation dites ouvertes, mais elles sont des luttes, des formes d'expression pour la visibilité des acteurs sociaux dans d'autres espaces comme les espaces agricoles.

Plus largement, nos résultats nous permettent de constater, comme le soulignaient Fernandes (2012) et de Van der Ploeg (2010), que l'adoption des pratiques agroécologiques par les mouvements paysans est un outil de revendication dans le cadre d'un conflit territorial avec l'État et/ou les grandes entreprises agricoles. Nos résultats montrent que l'agriculture est une pratique sociale et spatiale. En promouvant le retour de l'agriculture paysanne à travers les pratiques agroécologiques, AgroFagua agit dans le recouvrement de l'autonomie des paysans sur le territoire. Non seulement les répondants l'ont souligné dans leurs discours, mais dans les activités collectives, nous avons aussi constaté que les pratiques écologiques sont mobilisées pour faire valoir la petite agriculture en tant qu'alternative au modèle de développement dominant, notamment en tant qu'alternative pour faire face à l'étalement urbain et aux impacts négatifs de l'agriculture conventionnelle, et pour mettre en valeur l'identité paysanne et les savoir-faire traditionnels des villageois.

D'après Van der Ploeg (2010), les pratiques portées par les organisations paysannes comme le développement des circuits courts de commercialisation, la diversification, la pluriactivité et la diffusion de l'agroécologie traduisent et amplifient un processus de repaysannisation des milieux ruraux. Si on peut conclure qu'AgroFagua œuvre effectivement pour ce processus de repaysannisation, ce processus serait plutôt nuancé. Contrairement à l'idée de Van der Ploeg (2010) selon laquelle l'agriculture industrielle subirait une sorte de « désactivation » au cours du processus de repaysannisation, nous avons vu que ce processus se traduit localement plutôt par une coexistence de différentes formes d'agriculture sur le territoire. Les membres d'AgroFagua privilégient la voie paysanne, mais ils apprécient aussi que les espaces ruraux soient valorisés par d'autres voies comme l'agriculture industrielle, notamment par la floriculture. Ce qui est questionné par AgroFagua sont plutôt les rapports entre ces différentes formes d'agriculture. En ce sens, nous avons constaté que les espaces agricoles paysannes et ceux de l'agriculture industrielles

sont des territoires différents, qui promeuvent des modèles de développement différents qui sont en tension, voire en dispute (Fernandes, 2009). AgroFagua fonde son modèle agricole sur l'utilisation de différentes cultures, à petite échelle, avec une faible mécanisation et l'utilisation de peu d'intrants, tandis que l'agriculture dite conventionnelle telle que la floriculture est pratiquée à grande échelle, avec un travail mécanisé et une utilisation intensive des intrants chimiques. Suite aux transformations de la ruralité par l'étalement urbain et l'expansion des monocultures, AgroFagua cherche, à travers les pratiques agroécologiques, à créer de nouvelles territorialités, à construire leur propre espace. Autrement dit, AgroFagua vise à « reterritorialiser » leur milieu de vie en reconstruisant leur environnement physique et en privilégiant leurs propres modes de vie ruraux.

Plus largement, nos résultats contribuent à la récente réflexion dans la littérature sur l'agroécologie politique concernant les différentes « agroécologies ». Giraldo et Rosset (2021) postulent l'existence de trois types d'agroécologie qui fonctionnent selon des logiques différentes. L'agroécologie « néolibérale » qui sélectionne certains principes de l'agroécologie et les introduit dans l'agriculture industrielle et l'agroécologie « réformatrice » promue par les gouvernements progressistes et certaines ONG qui mobilisent les principes agroécologiques pour créer une dépendance des paysans à l'égard de l'État. Ces deux types sont considérés comme de « faux » agroécologies. Le troisième type est l'agroécologie « émancipatrice » défendue par les mouvements sociaux et qui est porteuse d'un processus de transformation radical, il s'agit d'une agroécologie « transformatrice, émancipatrice et révolutionnaire ».

Cette agroécologie émancipatrice est caractérisée par les auteurs dans le cadre d'une vision plutôt idéaliste des mouvements paysans et de l'agroécologie. Il s'agit d'une agroécologie sans ou avec peu de dépendance extérieure, basée sur les savoirs locaux et le dialogue de savoirs et qui produit pour l'autosuffisance et la vente des excédents sur les marchés locaux. Nos résultats montrent que l'agroécologie promue par AgroFagua comporte des tensions et des contradictions. Par exemple, les membres de l'organisation ont recours à des intrants externes dits « écologiques », ils demandent de la formation et de l'assistance technique et expriment leur intention de commercialiser les excédents en dehors des marchés locaux y compris sur les marchés internationaux. Dans le cadre de la mobilisation des actions collectives pour contrecarrer la

dépaysannisation de la région, l'agroécologie est un outil d'autonomie et de reconnaissance pour l'organisation, mais ils s'organisent *à travers* l'agroécologie plutôt que *pour* l'agroécologie. Les paysans ne s'opposent pas entièrement au système socio-économique et politique ni prônent une transformation radicale du système agroalimentaire.

D'autres études menées dans la région montrent qu'il existe, tout comme AgroFagua, d'organisations paysannes qui, dans des contextes similaires, se sont organisées à travers des projets productifs pour revendiquer leur autonomie sur le développement du territoire. À titre d'exemple, Quimbayo Ruiz *et al.*, (2020) ont étudié deux communautés paysannes situées dans les milieux ruraux d'Usme et Ciudad Bolívar. Dans ces deux milieux ruraux habitent des communautés paysannes qui se considèrent aussi comme descendants des *Muiscas*. Comme nous l'avons vu à Fagua, dans ces régions la majorité de sols est à vocation rurale, mais ils sont sous-utilisés pour l'étalement urbain. Il existe aussi d'importants conflits socio-environnementaux, car les deux régions abritent d'importants écosystèmes tels que les Páramos, alors que des activités polluantes y sont menées comme l'extraction de sable et le déversement de déchets dans la décharge « Doña Juana ».

Les auteurs ont trouvé que la forme d'organisation de base de la communauté rurale est le conseil d'action communautaire (*Junta de Acción Comunal*) à travers duquel les paysans se mobilisent pour défendre la ruralité, par exemple ils se sont mobilisés pour la fermeture de la décharge « Doña Juana ». Pour protéger les milieux ruraux et pour défendre le mode de vie paysanne, les villageoises ont également développé d'autres formes d'organisation comme la mobilisation pour la création à « Los Soches » d'un agro parc et la création de la « Corporación Eclipse » qui regroupe des agriculteurs qui suivent des pratiques agroécologiques et qui sont intéressés par l'agrotourisme et l'écotourisme. Les villageois se sont aussi organisés dans de comités pour la protection de l'eau, pour la gestion de l'aqueduc communautaire et afin de proposer de recommandations et d'influencer les politiques publiques pour les milieux ruraux, ils se sont organisé aussi autour d'une table de concertation. Contrairement aux villageoises de Fagua, ceux de Usme et Ciudad Bolívar ont établi des partenariats avec les universités, ONG et les institutions gouvernementales pour mener des projets de conservation de la ruralité. Concernant les actions collectives, tout comme les villageoises de Fagua, les villageoises de Usme et Ciudad Bolívar recourent à deux types de

pratiques : la mobilisation politique (*p. ex.* en recourant à des mécanismes juridiques tels que la tutelle auprès des autorités locales pour porter leurs demandes) et les pratiques de gestion du paysage (par la production agroécologique, l'agrotourisme, la création de marchés locaux, etc.).

Au terme de ce chapitre, nous avons répondu, d'une part, à notre deuxième sous-question de recherche, nous avons mieux compris comment la notion d'agriculture familiale est appropriée à niveau local par les organisations paysannes colombiennes en tant qu'identité collective et comment elle est mobilisée pour les aider à porter leurs revendications en matière de développement rural à différents niveaux. D'autre part, ce chapitre nous a permis de répondre à notre troisième sous-question de recherche, nous avons mieux compris l'adoption des pratiques agricoles écologiques par les organisations paysannes, nous avons décrit en quoi elles consistent et nous avons constaté qu'elles sont mobilisées comme instrument d'émancipation et de reconnaissance des petits producteurs en tant qu'acteurs du développement rural.



## CONCLUSION

En guise de conclusion, nous voulons faire un retour sur la démarche que nous avons adoptée dans cette thèse et sur nos principaux résultats afin de répondre par la suite à notre question de recherche principale qui est la suivante : comment le mouvement paysan colombien se revendique de l'agriculture familiale et mobilise les pratiques agroécologiques pour faire valoir un projet de développement rural alternatif lui permettant de s'émanciper ?

Dans un premier temps, nous avons présenté notre problématique de recherche, notre cadre théorique et notre cadre méthodologique. Nous nous sommes intéressés tout d'abord aux différentes perspectives théoriques concernant le développement des milieux ruraux depuis les années 1950 pour mieux comprendre par la suite les stratégies de développement rural adoptées en Amérique latine dans les dernières décennies. Nous avons vu que l'approche de développement dite « néolibérale » inspirée des idées des économistes néo-classiques a été particulièrement influente dans la région depuis les années 1990 jusqu'à ce jour. Au cœur de cette approche se trouve l'idée que le développement doit être axé sur la croissance économique et qu'il doit être piloté principalement par le marché. Cette approche s'est traduite en Amérique latine principalement par l'adoption de mesures d'ajustement structurel, qui, dans les milieux ruraux, ont favorisé la modernisation agricole et les grandes monocultures pour l'exportation au détriment de l'environnement et des petits agriculteurs paysans qui ont été désavantagés surtout par l'importation de produits agricoles et le manque de soutien de la part de l'État. Nous avons constaté que cette marginalisation de la petite agriculture a été largement contestée par les mouvements sociaux, notamment par les mouvements paysans comme le mouvement des « Sans-Terre », les Zapatistes et la Via Campesina, qui, depuis les années 1990, réclament une meilleure qualité de vie pour les communautés rurales et la valorisation des paysans et de leur agriculture.

En nous intéressant à ces trois mouvements paysans emblématiques de l'Amérique latine, nous avons réalisé qu'ils portent des revendications propres à leur contexte, mais qu'ils prônent un développement rural plus inclusif et partagent la promotion d'une agriculture à vocation familiale et plus écologique que l'agriculture conventionnelle. Ce constat nous a intrigués puisque la catégorie d'agriculture familiale et l'agroécologie sont portées et promues par les mouvements

paysans, mais aussi par une multiplicité d'autres acteurs comme les organisations internationales et les gouvernements latino-américains.

Sur cette base, nous avons choisi de nous pencher sur le cas de la Colombie qui traverse une période de post-conflit suite à la signature, en 2016, de l'accord de paix entre l'État et le groupe armé FARC-EP; au cœur des négociations et de l'accord se trouve le modèle du développement rural du pays. En dressant un portrait des différentes stratégies de développement rural qui ont été adoptées depuis les années 1950, nous avons constaté qu'au fil des années, l'agriculture n'a pas été considérée nécessairement comme un secteur prioritaire. C'est l'agriculture intensive, à grande échelle et pour l'exportation qui a été plutôt privilégiée, au détriment de la petite agriculture paysanne qui est d'ailleurs considérée comme un secteur marginal et en retard. Bref, nous avons vu comment la marginalisation de la paysannerie et de ses activités productives est au cœur même du conflit armé dans le pays et comment la paysannerie, dans toute sa diversité, s'est soulevée au fil du temps en réponse à cette exclusion historique.

Dans le contexte de l'accord de paix, et plus largement dans le contexte international actuel de revalorisation de la petite agriculture, une autre approche du développement rural territorial est avancée. Il s'agit d'une approche qui prend en compte les contextes et les besoins des communautés locales et qui promeut des alternatives pour le développement des milieux ruraux, notamment des alternatives qui valorisent la petite agriculture familiale. Nous avons constaté qu'en Colombie, l'agriculture familiale et l'agroécologie suscitent un grand intérêt de la part de plusieurs acteurs, y compris les organisations paysannes, le gouvernement national et les groupes armés et que ces acteurs se les approprient en leur donnant un sens différent. Nous avons estimé alors que notre recherche devrait s'intéresser davantage à cette ambiguïté, plus spécifiquement à mieux comprendre comment et pourquoi les organisations paysannes adoptent et s'approprient l'agriculture familiale et l'agroécologie.

Nous avons suggéré que les théories des mouvements sociaux pourraient expliquer cette appropriation collective. Nous avons montré que les théories du comportement collectif (*collective behavior*) expliquent les comportements collectifs comme une réponse aux changements structurels et s'appuient sur les facteurs psychosociaux pour expliquer le déclenchement des actions

collectives, toutefois, ces théories ne permettent pas de comprendre les actions qui ne sont pas nécessairement une réponse aux crises économiques et qui vont au-delà des actions fondées sur des émotions et des croyances partagées. La deuxième approche, celle des théories de la « mobilisation de ressources », explique comment la mobilisation est produite en fonction des attentes et des intérêts individuels et collectifs. Ces théories permettent de comprendre l'action collective en fonction des ressources et des opportunités dont les organisations disposent, mais ne permettent pas de comprendre en profondeur les éléments culturels et identitaires de la mobilisation.

Nous avons exploré une troisième perspective, celle des « cadres de l'expérience » inspirée des travaux de Goffman, qui propose une lecture des actions collectives fondée sur les cadres d'interprétation partagées qui guident les comportements d'un groupe. Nous nous sommes penchés finalement sur l'approche des « nouveaux mouvements sociaux », spécifiquement sur les théories actionnalistes de Touraine, qui, contrairement aux approches précédentes, ne limitent pas l'explication de l'action collective à des stratégies rationnelles, mais qui placent les aspects culturels et identitaires au centre de l'étude de la mobilisation sociale. Les mouvements sociaux sont compris comme des acteurs sociaux organisés, c'est-à-dire comme des sujets collectifs qui produisent et transforment la société dans le cadre d'un conflit avec d'autres acteurs sociaux.

C'est à partir de cette dernière approche que nous avons présenté un cadre théorique fondé sur trois propositions afin de mieux comprendre l'appropriation de l'agriculture familiale et de l'agroécologie par les organisations paysannes colombiennes. D'abord, inspirés des travaux de Touraine (1973), nous avançons que les organisations paysannes sont des acteurs sociaux organisés qui se positionnent face à des adversaires et qui, plutôt que de rester dans la contestation, portent un projet de développement alternatif qui est émancipateur pour la paysannerie. Dans le même sens, et en suivant les idées de Van der Ploeg *et al.* (2015), nous proposons de considérer les paysans en tant qu'acteurs qui ont la capacité d'agir et d'influencer le développement rural.

Ensuite, notre deuxième proposition théorique était que, dans le cadre d'un conflit avec ses adversaires, l'agriculture familiale est appropriée et instrumentalisée par les organisations paysannes comme un outil identitaire de revendication collective. Nous avons mobilisé le concept d'identité collective de Melucci (1994, 1996) pour expliquer que se reconnaître comme partie d'un

groupe plus large de producteurs familiaux permet aux organisations paysannes de construire un « nous » partagé et de porter diverses revendications à différents niveaux.

Enfin, nous avançons que parmi les actions collectives plus visibles, y compris les actions violentes des mouvements sociaux, et les actions de résistance couvertes au sens de Scott (1985), les mouvements sociaux mènent des actions contestataires plus subtiles et passives telles que l'adoption d'actions contestataires quotidiennes qui reposent sur des choix productifs. En approchant l'agroécologie en tant que pratique agricole alternative à l'agriculture conventionnelle (Wezel *et al.*, 2009), nous avons formulé une troisième proposition théorique : les pratiques agroécologiques sont mobilisées par les organisations paysannes comme un outil pour retrouver leur autonomie et revendiquer le caractère alternatif de leur projet de développement pour les milieux ruraux.

Afin de répondre à notre question de recherche principale, nous avons donc considéré nécessaire de répondre à trois sous-questions de recherche. Dans un premier temps, nous devons comprendre les organisations paysannes colombiennes et leur positionnement face au développement rural; il s'agissait d'abord de comprendre et de décrire le modèle de développement dominant, puis de mieux saisir les revendications des organisations paysannes en matière de développement et de décrire le projet alternatif qu'elles portent. Dans un deuxième temps, nous devons étudier comment et pourquoi l'agriculture familiale est appropriée au niveau local par les organisations paysannes, comment les pratiques agroécologiques sont mobilisées par certains acteurs du mouvement et en quoi elles consistent. Aussi, nous devons mieux comprendre à quoi sert cette instrumentalisation de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques.

Pour ce faire, nous avons choisi de nous concentrer sur une étude de cas unique d'une organisation paysanne locale appelée « AgroFagua » située dans la région des Andes colombiennes et nous avons suivi une stratégie de recherche au plus près des acteurs locaux en ayant recours à trois techniques de collecte de données : l'observation participante, les entretiens semi-dirigés et les documents.

Pour répondre à notre première sous-question de recherche, nous avons d'abord consulté des ouvrages sur la région dans laquelle s'insère AgroFagua et nous avons analysé notre journal

ethnographique et les documents que nous avons collectés lors de notre séjour sur le terrain, ce qui nous a permis de caractériser l'organisation paysanne et le modèle de développement rural dominant dans la municipalité de Chía. Ensuite, nous nous sommes penchés sur les représentations que les membres d'AgroFagua se font du développement rural afin de mieux comprendre, à travers leurs discours, leur positionnement par rapport au modèle dominant. Pour ce faire, nous avons interrogé les membres de l'organisation, ce qui nous a permis de connaître les enjeux de développement rural qui les interpellent le plus et de mieux saisir leur avis sur les actions de développement rural dans leur village ainsi que les acteurs qui y participent. Enfin, en interrogeant les membres de l'organisation, nous avons aussi souhaité comprendre quel est, pour l'organisation paysanne, le modèle de développement rural dit alternatif, quelles sont ses revendications à ce sujet et quelles sont les actions collectives qu'AgroFagua entreprend pour contribuer au développement alternatif. Nous avons aussi rencontré et interrogé les acteurs externes à l'organisation paysanne afin de déterminer la représentation qu'ils se font du développement rural et de la mettre en perspective avec celle des membres d'AgroFagua.

Pour répondre à notre deuxième et à notre troisième sous-question de recherche, nous avons déterminé comment l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont mobilisées dans le cadre du modèle de développement rural alternatif porté par AgroFagua. Pour ce faire, nous avons mis en regard les discours des membres de l'organisation paysanne que nous avons rencontrés et interrogés et les pratiques collectives qu'ils développent quotidiennement et que nous avons identifiées lors de nos observations participantes.

Dans un deuxième temps de cette thèse, nous avons présenté nos résultats. En réponse à notre première sous-question de recherche, nos résultats montrent que la municipalité de Chía a privilégié depuis plusieurs décennies un modèle de développement comportant deux axes principaux : l'agriculture intensive à grande échelle et l'urbanisation des zones rurales. Si, avant les années soixante, Chía a été une région à vocation rurale où l'agriculture, notamment la production des aliments, était la principale activité économique, depuis les années soixante-dix, elle est devenue une municipalité dominée par les grandes cultures pour l'exportation, les pâturages pour le bétail et les grands projets de construction de logements. Par contre, la paysannerie et l'agriculture à petite échelle, qui existent encore dans la municipalité, ont été marginalisées au fil des années. En

étudiant l'évolution de deux outils de gestion en matière de développement utilisés par les différentes administrations municipales : les plans de développement de la municipalité et les plans d'aménagement du territoire, nous avons démontré que la priorité pour les zones rurales a été le développement des projets de construction de logements au détriment des activités agricoles. D'une part, nous avons vu qu'au fil des années, les plans de développement municipaux ont favorisé principalement des projets pour la construction et l'entretien des infrastructures publiques dans les milieux ruraux, tandis que le secteur agricole s'est vu attribuer de moins en moins de ressources. Nous avons constaté que les grands projets tels que le district d'irrigation n'ont pas été mis en œuvre à ce jour et que les interventions en matière de développement se sont limitées à la création de programmes de formation pour augmenter la compétitivité des petits agriculteurs, et à la création d'espaces de commercialisation des produits agricoles tels que les foires municipales. D'autre part, malgré le fait que Chía possède des sols à vocation rurale très fertiles et adaptés à l'agriculture, les plans d'aménagement du territoire ont plutôt favorisé l'urbanisation des sols ruraux. Le village de Fagua est le seul village où l'agriculture est encore une activité importante et où se situe la grande majorité des paysans et des petits et grands producteurs agricoles de la municipalité.

En effet, lorsque la communauté de Fagua a été sollicitée en 2016 pour proposer les projets de développement qu'elle souhaitait voir priorisés dans le cadre de la politique publique du budget participatif, la grande majorité des habitants, notamment les anciens villageois, a exprimé son désir de préserver la vocation rurale et agricole du village et de le positionner en tant que « territoire paysan ». C'est dans ce contexte que l'association des familles de petits agriculteurs paysans AgroFagua a été créée. Nous avons vu que parmi les activités de l'association figurent la vente directe et locale des produits aux consommateurs, la gestion de cours de formation pour les agriculteurs, la sensibilisation de la communauté locale et des consommateurs en général à divers enjeux comme la protection de la ruralité et la mise en œuvre des activités visant la réappropriation des traditions paysannes. L'association agit aussi en tant que représentante des communautés paysannes auprès de l'administration municipale.

Nos résultats montrent que le développement rural est reconnu comme un enjeu prioritaire par l'ensemble des membres d'AgroFagua que nous avons rencontrés et qu'il est préoccupant pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'au détriment de la ruralité, le modèle de développement

dominant favorise l'expansion du secteur floriculteur, qui est principalement constitué de grandes entreprises exportatrices, et privilégie l'arrivée de nouvelles populations qui viennent habiter les complexes résidentiels. Nous avons constaté que la ruralité comporte pour les membres d'AgroFagua trois éléments principaux : l'agriculture paysanne, les traditions culturelles propres à la paysannerie et les ressources naturelles. Ensuite, parce que la promotion de l'expansion urbaine dans le village réduit les terres disponibles pour l'agriculture et augmente la valeur de la terre, ce qui contribue à la marginalisation des paysans qui rencontrent divers obstacles pour poursuivre leurs activités productives et décident éventuellement de quitter le village ou de s'engager dans d'autres types d'activités non rurales. Enfin, parce que le modèle de développement adopté ne profite pas aux communautés rurales en termes d'accès aux services essentiels comme le service d'assainissement.

Ceci nous a permis de conclure que les membres de l'organisation paysanne prennent position par rapport au développement rural, tout en dénonçant le fait que le modèle dominant exclut les agriculteurs paysans, menace la ruralité dans son ensemble et, plus largement, menace le maintien des paysans dans le village. Face à cette menace, en se reconnaissant comme acteurs sociaux et des porte-paroles de la communauté locale, ils ont vu la nécessité de se prononcer et d'agir pour se protéger et ils se déclarent engagés dans une lutte collective pour défendre leur territoire et pour que celui-ci se développe en tenant compte de leurs besoins.

Pour leur part, la majorité des acteurs externes à AgroFagua que nous avons rencontrés et interrogés admettent que le modèle de développement rural dominant dans la municipalité est problématique pour les agriculteurs paysans et pour les communautés rurales en général, car il a entraîné une diminution des terres agricoles, il n'a pas assuré l'accès aux services publics pour les villageois de Fagua et il a permis une urbanisation sans contrôle des zones rurales. D'autres enjeux environnementaux et culturels, très présents dans le discours des membres d'AgroFagua, demeurent presque invisibles dans le discours des acteurs externes; tel est le cas de la dégradation des sols et des sources d'eau du village.

Les membres d'AgroFagua dénoncent que les actions de développement rural de la municipalité se limitent à certains projets institutionnels de don d'intrants aux agriculteurs et à la construction

et à l'entretien des infrastructures. Le projet qui les a interpellés le plus a été celui de la mise en œuvre de la politique de budget participatif, car ils ont été consultés par la première fois et ils ont eu l'occasion de discuter, en tant que communauté, de leurs priorités en matière de développement. Dans le cadre du modèle de développement dominant, on peut signaler que c'est l'État et plus spécifiquement l'administration municipale, qui apparaît comme l'acteur principal du développement selon nos répondants. Nous avons vu que nos répondants prennent position contre l'administration municipale, qui est d'ailleurs leur principal adversaire en raison de son incapacité, voire son indifférence, à protéger les zones rurales. En soulignant différentes situations comme le conflit pour l'usage de la chucua de Fagua, nos répondants cherchent à démontrer les tensions actuelles et passées entre les différents maires de la municipalité et la communauté de Fagua et la méconnaissance des dirigeants face aux besoins locaux en matière de développement. Selon nos répondants, les pouvoirs publics sont davantage préoccupés par la croissance des secteurs comme la construction et la prestation de services comme le commerce que par l'agriculture et la protection de la ruralité et des paysans. Les grandes entreprises de fleurs sont considérées aussi comme des acteurs du développement, mais elles ne sont pas nécessairement des adversaires; elles sont des alliées temporaires pour AgroFagua et plus largement pour les agriculteurs paysans, car ces entreprises contribuent au développement économique en région en étant les principaux fournisseurs d'emploi saisonnier pour les villageois et pour les travailleurs saisonniers venus d'ailleurs. En ce sens, tant que les entreprises de fleurs continuent à utiliser leurs terres pour l'agriculture et non pour le développement d'autres activités économiques comme la construction de logements, elles contribuent indirectement à protéger la ruralité du village. En revanche, comme nous l'avons vu, les membres d'AgroFagua estiment que ces entreprises pratiquent une agriculture intensive et à grande échelle qui est très polluante et qui a des impacts négatifs considérables sur l'environnement et sur la santé des producteurs et des consommateurs. Cela montre qu'AgroFagua en tant que mouvement social priorise d'une certaine manière ses revendications et ses actions en fonction de l'adversaire et de l'ampleur de la menace à laquelle il est confronté.

En regard de cela, nous avons conclu qu'AgroFagua considère le développement rural comme un enjeu majeur, qu'elle se reconnaît dans une lutte collective contre le modèle de développement qui a été adopté dans la municipalité et qu'elle cible l'administration municipale comme un acteur important de ce modèle et comme leur principal adversaire. Cela conforte la thèse de Touraine



(1973) quant à l'existence au sein des mouvements sociaux d'un conflit, d'antagonismes, de revendications et d'actions collectives. Cependant, contrairement à l'idée de Touraine selon laquelle il n'y a que des adversaires dans le conflit, il ressort de nos résultats qu'il y a d'autres acteurs comme les entités publiques qui offrent des formations aux agriculteurs ou les grandes entreprises du secteur agricole et qui sont plutôt des alliés temporaires. Il s'agit des alliés temporaires parce que ces acteurs ralentissent l'expansion de l'urbanisation dans le village, mais cela ne les empêche pas d'être des adversaires potentiels si les activités de ces acteurs s'écartent de l'objectif de l'association de défendre le monde rural.

Face à la menace que représente le modèle de développement dominant, nos résultats permettent de conclure qu'AgroFagua ne se contente pas de se positionner contre ce modèle qui s'est consolidé dans leur village au fil des années, mais qu'elle porte aussi un projet de développement alternatif. Dans le prolongement des idées de Pleyers (2018), nous avons vu que les membres de l'organisation se revendiquent en tant qu'acteurs de ce modèle et se sont tournés vers des actions productives qui leur permettent de contester le modèle dominant et de promouvoir leur projet qui, comme nous l'avons démontré précédemment, est émancipateur pour eux.

En ce qui concerne le projet de développement alternatif au modèle dominant porté par AgroFagua, nous avons vu que l'axe principal est la protection, voire la récupération, de la ruralité à travers la visibilité et la valorisation de l'agriculture paysanne, notamment de petites parcelles à vocation familiale, ainsi que l'amélioration de la qualité de vie des paysans et plus largement des communautés rurales. Les membres d'AgroFagua se considèrent comme les acteurs principaux de ce développement alternatif, mais sollicitent également l'action de l'État en matière de protection de l'agriculture paysanne et l'engagement d'autres acteurs comme les institutions privées et la société civile en général à préserver les pratiques agricoles et les traditions paysannes dans les milieux ruraux. Une autre voie privilégiée est la transition d'une agriculture conventionnelle qui est très polluante et gourmande en intrants chimiques vers une agriculture plus écologique.

Nous avons vu que nos répondants mettent en valeur dans leur discours les actions collectives menées par AgroFagua en faveur de ce développement alternatif des milieux ruraux. D'abord, en étant la première organisation qui rassemble les petits agriculteurs du village pour les encourager

et les soutenir dans différentes activités comme la commercialisation, les membres d'AgroFagua considèrent que l'association œuvre pour que le village retrouve sa vocation rurale et paysanne. AgroFagua défend assidument la revalorisation de l'agriculture paysanne et contribue à améliorer la qualité de vie des familles qui appartiennent à l'association. Force est de constater que l'association a aussi des motivations économiques : elle agit pour que les producteurs aient de meilleurs revenus que dans d'autres secteurs économiques et qu'ils reçoivent de meilleurs prix pour leurs produits. Ensuite, l'organisation s'engage à adopter des pratiques agroécologiques qui favorisent la santé humaine et de l'environnement et à motiver les autres agriculteurs, au moins de la région, à faire cette transition. Enfin, AgroFagua promeut les échanges entre les voisins du village, la transmission de savoirs entre les générations et elle se mobilise et agit comme intermédiaire entre les paysans et l'administration municipale, ce qui contribue à défendre la ruralité et à faire entendre les revendications des paysans. Bref, AgroFagua porte des revendications et des actions à différents niveaux, agissant comme une force unificatrice de la communauté locale pour défendre le droit des petits producteurs paysans, et plus largement de la communauté rurale, à avoir de meilleures conditions de vie et à ce que leur village se développe comme ils le souhaitent. Cela confirme la thèse d'Archila (2003) quant à la multiplicité des revendications et des actions collectives portées par les organisations paysannes colombiennes.

Si le modèle de développement dominant qui repose sur l'urbanisation, l'offre de services commerciaux et l'agriculture à grande échelle s'oppose à celui avancé par AgroFagua qui place les agriculteurs et leur agriculture au centre du développement rural, chez les acteurs externes que nous avons interrogés nous avons constaté que leur vision d'un développement rural idéal n'est pas nécessairement éloignée de la vision des membres d'AgroFagua. En reconnaissant que le modèle dominant a marginalisé les paysans, leur définition d'un développement idéal tourne aussi autour de la préservation de la ruralité, de l'agriculture et de l'inclusion des communautés locales. Ils reconnaissent tous, à l'exception d'un dirigeant d'une entreprise locale, qu'AgroFagua agit comme un acteur important dans le développement de la région, car elle travaille pour la défense de la vocation rurale et agricole du village et pour l'autonomie alimentaire et économique des petits producteurs agricoles.

En réponse à notre deuxième sous-question de recherche, nos résultats montrent que l'agriculture familiale est considérée par les membres d'AgroFagua comme synonyme de l'agriculture paysanne. Ils assimilent les deux agricultures principalement au travail familial, à la production d'une diversité d'aliments pour l'autoconsommation et à la vente des excédents, ainsi qu'aux échanges matériels et symboliques entre les membres de la famille et plus largement entre les voisins. Nous avons constaté que presque tous les membres de l'organisation s'identifient à la fois en tant qu'agriculteurs familiaux et en tant qu'agriculteurs paysans, sauf les deux répondants qui ne sont pas d'anciens villageois et qui se rapprochent plus de l'agriculture familiale.

Dans la pratique, nous avons vu comment, dans le cadre de ses activités, l'organisation privilégie le statut d'organisation d'agriculteurs familiaux ou d'agriculteurs paysans en fonction du contexte et des acteurs avec lesquels elle interagit; cela confirme les thèses d'Archila (2003) et de Melucci (1996) quant à la variété d'identités collectives qui peuvent être mobilisées par les mouvements sociaux. Sans nier une identité ou l'autre, dans la grande majorité des espaces d'échange avec les différents acteurs en dehors du village, AgroFagua se présente avant tout comme une association d'agriculteurs familiaux tandis que le statut d'agriculteur paysan a été moins sollicité. Au contraire, lors des événements au sein du village et dans le cadre des échanges avec les villageois, le statut d'agriculteur paysan était plus visible que celui d'agriculteur familial et certaines traditions telles que les aliments typiques, la musique paysanne et les accessoires liés à la paysannerie ont pris une place très importante. Dans le cadre des réunions formelles avec les représentants de l'État et certains acteurs du secteur privé, nous avons montré également que le statut d'agriculteurs familiaux a été priorisé. En outre, lors des réunions hebdomadaires de l'organisation, nous avons vu comment les membres discutaient explicitement de la notion qu'ils devaient mettre en avant, favorisant toujours celle d'agriculture familiale, qui leur donne plus de reconnaissance et de flexibilité, notamment quant à l'adhésion de nouveaux membres et l'accès aux programmes de subvention et aux réseaux plus larges de producteurs familiaux.

Au-delà de faire connaître l'organisation, l'agriculture familiale a été aussi mobilisée par les membres d'AgroFagua lorsqu'ils font entendre leurs revendications auprès des différents acteurs, ainsi que pour faire appel à la solidarité avec leur causes, pour solliciter différents types de soutien et plus largement pour s'intégrer au reste de la société. En ce sens, nous avons constaté que

l'agriculture familiale a été mise au centre des discours des membres d'AgroFagua lorsque les consommateurs ont été abordés pour être sensibilisés aux bienfaits de la consommation des produits locaux, écologiques et inspirés des savoirs des ancêtres. Nous avons fait ce même constat dans le cadre des échanges avec les représentants de l'État, lorsqu'ils font comprendre leurs besoins en termes de formation, d'équipements et plus largement, quand ils signalaient leur lutte pour protéger la ruralité du village de l'expansion urbaine.

Concernant notre troisième sous-question de recherche, nos résultats montrent que dans la lutte d'AgroFagua pour que les milieux ruraux retrouvent leur vocation agricole et paysanne, elle favorise l'adoption des pratiques agricoles plus écologiques que les pratiques conventionnelles; nous avons constaté d'ailleurs que la grande majorité des membres de l'organisation ont déjà entamé cette transition. Sur le plan technique, les pratiques agroécologiques sont, pour les membres d'AgroFagua, des pratiques qui s'inspirent des cycles de la nature et qui optimisent l'utilisation de ressources disponibles dans les unités de production tout en diminuant l'utilisation des intrants externes, notamment l'utilisation des produits de synthèse chimique comme les pesticides. Nous avons constaté que parmi les pratiques adoptées par les producteurs se trouvent l'utilisation des intrants biologiques comme les pesticides et les fertilisants, la rotation de cultures, la polyculture, l'allélopathie, le labour minimal des sols, l'installation de clôtures vivantes, le désherbage à la main et la jachère. Nos répondants expliquent que ces pratiques agricoles s'opposent aux pratiques conventionnelles qui sont intensives en intrants externes, polluantes pour l'environnement et qui ne respectent pas les cycles naturels de renouvellement des ressources. L'exemple le plus fréquemment évoqué d'un type d'agriculture du type conventionnelle est la floriculture pour laquelle les membres d'AgroFagua envisagent à long terme une transition vers la production agroécologique des aliments.

On remarque aussi que les pratiques agroécologiques occupent une place très importante dans les activités d'AgroFagua; elles sont au centre des échanges avec les consommateurs et d'autres acteurs externes et elles font aussi l'objet d'échanges entre les producteurs au sein de l'organisation alors qu'ils discutent des techniques, des principes de base et de leur opérationnalisation. Tel que proposé par Van der Ploeg (2010), nous avons constaté qu'AgroFagua œuvre pour une repaysannisation des milieux ruraux. Nous avons conclu que les pratiques agroécologiques sont

appropriées et mobilisées par AgroFagua en tant qu'instruments pour retrouver leur autonomie et pour être reconnus et valorisés sur la scène sociale. Il s'agit d'une indépendance au niveau technique puisqu'en suivant les pratiques agroécologiques, les producteurs peuvent mobiliser les savoir-faire traditionnels et ont le contrôle des intrants et de tout le processus de production; mais il s'agit aussi d'une autonomie notamment alimentaire, dans la commercialisation des produits et plus largement d'une autonomie décisionnelle. Les pratiques agroécologiques sont aussi mises à profit par AgroFagua dans leurs différentes activités pour sensibiliser d'autres acteurs sociaux, y compris la communauté en général, et pour faire valoir la petite agriculture en tant qu'alternative viable à l'agriculture conventionnelle et à l'urbanisation des milieux ruraux.

Maintenant, à partir du cas de l'organisation de producteurs paysans colombiens « AgroFagua », nous pouvons formuler une réponse à notre question de recherche intitulée : comment le mouvement paysan colombien se revendique de l'agriculture familiale et mobilise les pratiques agroécologiques pour faire valoir un projet de développement rural alternatif lui permettant de s'émanciper ?

Dans le cadre du modèle de développement qui s'est consolidé en Colombie depuis les années cinquante, les milieux ruraux ont été organisés principalement en fonction des besoins des marchés internationaux favorisant les grandes exploitations pour l'élevage et la production pour l'agro-exportation, tandis que la paysannerie s'est vu assigner un rôle passif, voire marginal, comme un secteur inefficace, traditionnel et en retard. La marginalisation et l'exclusion de la paysannerie et de leur agriculture suscitent le soulèvement des paysans et la création et la consolidation des organisations qui se mobilisent pour faire entendre leurs revendications. Nous croyons que ces organisations agissent aussi pour proposer et pour défendre des projets alternatifs de développement propres leur permettant de retrouver l'autonomie sur le plan social, politique, culturel, alimentaire, productif, économique, entre autres.

Concernant ces projets alternatifs, dans notre cas, l'expansion de l'agriculture entrepreneuriale à grande échelle pour l'exportation et l'avancement de la frontière urbaine dans la région de la savane de Bogota est en train de changer radicalement les milieux ruraux et de confiner les communautés paysannes en ne leur laissant que peu d'options, ce qui les oblige à agir pour se défendre, pour se

protéger ou à vivre sous la menace permanente d'être déplacés de leur territoire. Le développement rural est alors pour les organisations paysannes un enjeu majeur et prioritaire. Elles ont une vision du développement éloignée de celle de l'État qui est leur principal adversaire à ce sujet et avec lequel elles sont en confrontation. Néanmoins, les organisations paysannes ne sont pas nécessairement dans l'affrontement direct : elles mènent des actions collectives plus passives qui leur donnent de la visibilité. Elles privilégient aussi les alliances avec d'autres acteurs du développement comme le secteur privé et sont ouvertes à coexister et à interagir dans leur territoire avec d'autres acteurs ruraux, comme les grandes entreprises agricoles et les nouveaux résidents ruraux, en autant que leur autonomie et leur droit de rester dans le territoire soient respectés. Le projet de développement alternatif d'AgroFagua place les organisations paysannes, et plus largement les paysans, comme les principaux acteurs du développement. La caractéristique essentielle de ce projet est qu'il repose sur la capacité d'agir des communautés rurales et sur une revalorisation positive de la petite agriculture paysanne et de sa capacité à contribuer à la protection de la ruralité. Ce projet a une portée de développement local, mais il cherche également à être un modèle qui peut être étendu à d'autres zones rurales dans des contextes similaires.

Force est de constater que ce ne sont pas toutes les organisations paysannes colombiennes qui ont recours à l'agriculture familiale et/ou aux pratiques agroécologiques. Pour celles qui les adoptent, nous sommes d'avis qu'au-delà d'être des choix productifs, elles sont adaptées localement en tant qu'instruments pour faire valoir leurs projets y compris un modèle de développement alternatif.

En ce qui concerne l'agriculture familiale, nous maintenons qu'elle est mobilisée par les organisations paysannes en tant qu'identité collective qui est partagée et qui leur permet d'être visibles et de porter leurs revendications à différents niveaux. Dans notre cas, l'identité d'agriculteurs familiaux est mobilisée pour visibiliser leurs demandes concernant la protection de la ruralité face à l'étalement urbain, la récupération des traditions agricoles et paysannes, la formation des producteurs et les infrastructures pour la production agricole. Ces demandes sont transmises auprès des différents acteurs tels que les villageois de Fagua, les consommateurs, les représentants de l'État et les dirigeants des entreprises du secteur privé. Concernant les pratiques agroécologiques, nous croyons qu'elles sont des actions quotidiennes contestataires, non subversives, qui permettent aux organisations paysannes de s'émanciper. Dans notre cas, les

pratiques agricoles écologiques sont des instruments dans la quête d'indépendance décisionnelle des organisations paysannes sur le plan technique, alimentaire et commerciale, mais aussi d'une indépendance territoriale favorisant la repaysannisation de son village.

En réponse à notre question de recherche, nous considérons donc que l'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont bien plus que des activités productives. Elles sont des instruments de revendication et d'émancipation porteurs de sens pour les organisations paysannes. Il s'agit des instruments identitaires et de résistance subtile mobilisés collectivement pour affirmer le statut des organisations paysannes en tant qu'acteurs d'un développement plus inclusif, surtout avec la petite production paysanne.

Sur le plan théorique, l'analyse que nous avons faite dans le cadre de cette thèse nous permet de contribuer à trois champs d'études. Premièrement, notre étude contribue aux études sur les mouvements sociaux et en particulière à l'étude des mouvements paysans colombiens. Notre analyse contribue surtout à enrichir nos connaissances sur les trois éléments qui interagissent dans un mouvement social : l'identité, l'opposition et la totalité. Notre étude montre en effet que pour les organisations paysannes, le développement rural est bel et bien un enjeu, qu'elles se définissent comme un acteur collectif en lutte à ce sujet et qu'elles ciblent l'administration municipale comme son grand adversaire. Cependant, contrairement aux idées de Touraine, notre étude montre qu'en plus des antagonistes, les organisations paysannes ont des adversaires potentiels et des alliés. Nous confirmons l'existence d'un conflit entre l'organisation paysanne et l'administration municipale où le modèle de développement rural dominant s'éloigne de la vision de développement des producteurs. Nous avons vu que le projet alternatif que l'organisation porte ne s'oppose pas radicalement aux propositions de développement des acteurs externes, au contraire, ils ont des valeurs et des orientations partagées.

Également, nos résultats contribuent à mieux comprendre la thèse d'Archila (2003) quant à l'existence d'une nouvelle génération de mouvements sociaux qui ne gravitent pas exclusivement autour de la lutte de classes, mais qui déploient de nouvelles identités. Comme le propose aussi Melucci (1999), nous avons montré que les organisations paysannes ont des objectifs, des valeurs et des croyances partagés et qu'elles ont recours à une variété d'identités comme celle de

l'agriculture familiale, qui sont interactives, c'est-à-dire qu'elles sont construites et mobilisées collectivement. Cette étude nous a permis de confirmer que les réactions d'affrontement et de confrontation physique ne sont plus les expressions privilégiées des mouvements paysans colombiens et nous avons mis en lumière les réactions de résistance que nous avons qualifiées de subtiles, comme l'adoption des pratiques agroécologiques qui sont à mi-chemin entre les actions contestataires ouvertes et les actions de résistance plus cachées. Outre le rejet des politiques et des interventions de l'État en matière de développement, les organisations paysannes sont aussi dans la proposition de solutions et dans la négociation et l'adaptation de ce qui existe déjà.

Dans le cadre des études sur les mouvements paysans en Colombie, ce sont les grandes organisations de longue date et qui ont émergée dans le contexte du conflit armé, comme l'Association nationale des usagers paysans (ANUC), qui ont attiré l'attention des chercheurs. Notre étude contribue à une meilleure compréhension des jeunes organisations paysannes locales, qui ne sont pas nées nécessairement dans le conflit armé, moins visibles sur le plan national et moins populaires, mais qui font également partie du mouvement paysan colombien et sont basées sur les petits agriculteurs qui produisent des aliments pour la commercialisation locale. À cet effet, comme le propose Archila (2003), nous avons vu qu'en Colombie, il n'y a pas nécessairement une paysannerie homogène qui se rassemble autour d'un mouvement unique centralisé et bien structuré; il s'agit plutôt d'une paysannerie hétérogène qui porte une diversité des revendications.

Deuxièmement, cette thèse peut être considérée comme un apport à la littérature sur la sociologie du développement rural. Nous avons contribué à mieux comprendre la perception locale du développement rural et la redéfinition par les organisations paysannes en fonction de leur réalité, de leurs impératifs et de leurs objectifs. Nous avons également mieux compris les impacts locaux de l'adoption des politiques d'ajustement structurel sur la paysannerie, surtout les impacts de la promotion de la grande agriculture pour l'exportation et de l'industrialisation et l'urbanisation des milieux ruraux. Les organisations paysannes ne rejettent pas nécessairement le développement, elles cherchent des contre-modèles de développement plus inclusifs où les paysans peuvent intervenir activement, et vont plus loin en proposant leur propre projet de développement fondé sur la ruralité et la production agricole paysanne. Notre étude se situe dans la continuité des études du développement qui prônent la redécouverte de la paysannerie acteur principal du développement



des milieux ruraux; plus spécifiquement nous nous situons en continuité avec les idées de Peemans (2016) et de Van der Ploeg *et al.*, (2015) qui reconnaissent que, loin de disparaître, les paysans ont la capacité d’agir et proposent et mettent en lumière des projets innovants pour faire valoir leurs droits et retrouver leur autonomie. Également, notre regard actionnaliste des organisations paysannes colombiennes nous a permis de contribuer à la compréhension des forces communes qui motivent les acteurs du développement rural. Nous avons constaté qu’au-delà de la résistance, la principale force qui motive les organisations paysannes en Colombie est la conservation et la protection. Notre étude nous permet également de contribuer à enrichir la définition et la caractérisation des actions collectives subtiles décrites par Pleyers (2018) et Osorio (2016b).

Enfin, notre étude permet de mieux comprendre la dimension sociale, symbolique et culturelle de l’agriculture familiale et de l’agroécologie. Nombreuses sont les études qui se concentrent sur les aspects techniques de ces deux activités, mais nous avons décidé de porter une attention particulière à leur instrumentalisation par les organisations paysannes en tant qu’outils émancipateurs et revendicatifs. Les travaux sur ce sujet sont rares, mais notre étude se situe dans la lignée de l’étude d’Allain (2014) qui a montré comment une notion qui a une légitimité internationale comme l’agriculture familiale est adaptée localement par des organisations paysannes colombiennes pour faire avancer les revendications locales sur le plan national et les traduire par la suite en un projet d’autonomie locale. Nous avons vu que plus qu’une stratégie, la notion d’agriculture familiale est mobilisée par les organisations paysannes locales comme une identité collective qui leur permet de rendre la paysannerie visible et de revendiquer leur droit à l’autonomie.

Notre étude nous permet aussi de donner suite aux idées de Rosset et Martinez (2016) qui postulaient que l’agroécologie est adoptée par les mouvements sociaux dans le cadre d’une lutte entre les paysans et les grandes entreprises, l’État et d’autres acteurs pour les territoires et d’une réorganisation des milieux ruraux en territoires paysans. En effet, nos résultats confirment la thèse de Van der Ploeg (2010) concernant la repaysannisation des milieux ruraux des pays du Sud. Nous avons constaté que ce processus, qui en est encore à ses débuts dans la région de Fagua, est entamé par les organisations paysannes pour retrouver leur autonomie et reconnecter la société à l’agriculture en ayant eux-mêmes recours aux pratiques agricoles plus écologiques et en

encourageant d'autres paysans à les suivre. Cependant, contrairement aux idées de Van der Ploeg (2010), nous avons constaté que dans ce processus de « repaysannisation » l'agriculture industrielle n'est pas « désactivée », mais elle coexiste avec l'agriculture paysanne.

Plus largement, nos résultats nous permettent de contribuer à littérature sur l'agroécologie politique et les récentes discussions sur l'agroécologie dite « émancipatrice » (Giraldo et Rosset, 2021). Nous avons constaté que l'agroécologie défendue par AgroFagua n'a pas nécessairement une vocation révolutionnaire, mais vise l'autonomie de la paysannerie à plusieurs égards.

Notre étude avait pour ambition de mieux comprendre comment les organisations paysannes colombiennes font face à un modèle de développement qui les marginalise depuis des décennies et quels sont les projets alternatifs qu'elles portent pour le développement de leurs territoires ruraux. Nous croyons avoir analysé assez d'informations pour bien comprendre ce phénomène et nous avons pris toutes les mesures pour assurer la fiabilité et la validité de notre étude. Néanmoins, bien que notre objectif était d'étudier en profondeur ce phénomène et que l'étude d'un cas unique est appropriée à cet égard, force est de constater que ce choix méthodologique limite dans une certaine mesure la généralisation de nos résultats à toutes les organisations paysannes de la Colombie. Aussi, nous croyons que notre analyse aurait pu bénéficier du témoignage d'un plus grand nombre d'acteurs externes qui ont été identifiés comme des adversaires de l'organisation paysanne étudiée, tels que les fonctionnaires de la mairie, y compris les témoignages du maire actuel ou des anciens maires, afin de mieux comprendre leur perception du modèle de développement dominant dans la municipalité et de la confronter à celle d'AgroFagua. En considérant les difficultés d'accès aux répondants, ces entretiens ont été écartés sans pourtant affecter la pertinence de notre analyse et de notre étude.

En raison des contraintes temporelles d'une thèse de doctorat, certains aspects ont été aussi identifiés, mais n'ont pas été traités dans le cadre de notre étude et pourraient faire l'objet de recherches ultérieures. Il serait pertinent d'étudier de manière plus approfondie la définition qui les acteurs externes aux organisations paysannes ont de l'agriculture familiale. Cela permettrait de mieux comprendre l'ambiguïté de l'agriculture familiale, de mieux saisir comment elle est adoptée par d'autres acteurs et de la mettre en perspective avec l'appropriation faite par les organisations

paysannes. Nous avons constaté que l'appropriation de l'agriculture familiale et des pratiques agroécologiques a une influence plutôt positive sur AgroFagua; il serait intéressant d'étudier par la suite, s'il y a des conséquences moins désirables de cette appropriation. Il serait également intéressant d'étudier si d'autres identités sont appropriées et quel effet aurait sur l'organisation paysanne. Par exemple, il serait pertinent de déterminer si s'identifier en tant qu'agriculteurs familiaux sur le plan régional ou national pourrait « enfermer » les organisations paysannes dans un groupe de producteurs et que les revendications liées à la paysannerie sont rendues invisibles. Nous avons également vu qu'AgroFagua fait les premiers pas pour faire partie des organisations paysannes au niveau national. À l'avenir, il serait intéressant d'étudier cet aspect plus en profondeur afin de déterminer si cette adhésion permet de créer des espaces pour formuler des revendications communes et d'avoir une représentation qui fasse passer la lutte pour un développement alternatif des milieux ruraux de l'échelle locale à l'échelle nationale. Nous estimons aussi que de nouvelles études devraient se pencher sur le rôle des femmes dans les organisations rurales et de l'influence du genre sur la proposition des alternatives locales de développement.

Enfin, nous suggérons que l'analyse des perceptions du développement rural des organisations paysannes locales fasse l'objet de recherches plus nombreuses. Dans la région de Cundinamarca, l'étalement urbain est un phénomène qui est en train de prendre une ampleur sans précédent, les projets de construction de logements sont de plus en plus nombreux dans les milieux ruraux, ce qui menace la survie des communautés paysannes les plus proches des centres urbains. En même temps, il semble y avoir un nombre considérable de petites organisations de base paysanne dans la région, et leur perception du développement rural ainsi que les projets qu'elles portent sont peu documentés. Plus largement, au moment de rédiger les pages finales de cette thèse, un gouvernement de gauche a été élu par la première fois en Colombie. Ce gouvernement a promis d'accorder une plus grande attention aux zones rurales et aux communautés paysannes et faire de la petite et la moyenne agriculture un secteur de nouveau important pour le pays. Le nouveau gouvernement s'est engagé également à faire respecter et à appliquer ce qui a été accordé dans le cadre des négociations de paix avec les FARC-EP qui, comme nous l'avons vu, ont comme but ultime la restructuration du modèle de développement rural du pays et l'implantation d'une véritable réforme agraire. À court

terme, il serait intéressant d'étudier les propositions et les actions de développement rural qui seront adoptées par ce gouvernement et le impacts pour les organisations paysannes.

## ANNEXE A

### GUIDE D'ENTREVUE DESTINÉ AUX MEMBRES D'AGROFAGUA

Pourriez-vous rapidement vous présenter, décrire votre rôle au sein de l'association et expliquer comment vous êtes arrivé au poste que vous occupez actuellement?

Pouvez-vous me parler de la façon dont vous êtes devenu membre d'AgroFagua et ce qui vous a motivé à changer vos pratiques en pratiques agroécologiques? Ou qu'est-ce qui vous a incité à vous lancer dans la production agroécologique?

#### **Signification des concepts**

Que signifie le développement rural pour vous?

Comment voyez-vous le développement de Fagua et comment pensez-vous qu'il devrait être?

Qu'est-ce qui aiderait ou ferait une différence dans le développement rural?

Comment AgroFagua contribue au développement rural de la municipalité et au développement de Fagua en particulier?

#### **Relation développement rural, agriculture familiale et agroécologie**

L'agriculture est-elle importante pour Fagua, est-elle plus importante que dans d'autres villages? Pourquoi selon vous?

Que signifie pour vous l'agriculture familiale? Et que signifie pour vous l'agriculture paysanne?

Qu'est-ce qui pourrait aider ou faire une différence pour l'agriculture dans la région?

Quelles devraient être les pratiques agricoles?

Quels sont les aspects qui différencient les modes de production d'AgroFagua des autres types de production de la région?

Quelle est l'importance des pratiques agricoles écologiques d'AgroFagua? Quels sont les principaux obstacles?

Pensez-vous que l'agriculture familiale agroécologique contribue au développement de la région?

Plus que d'autres types d'agriculture? Moins? Pourquoi? Pourrait-elle faire plus? Comment? Dans quelles conditions?

Comment pourrait-on déterminer cette contribution de l'agriculture familiale agroécologique au développement rural? Doit-on la mesurer? De quelle manière? Connaissez-vous des exemples?

#### **Projets de développement rural dans la région**

Pouvez-vous me parler des projets de développement rural qui selon vous souvenirs, ont été proposés ou mis en œuvre dans la municipalité et par qui?

De quelle manière les projets ont intégré les aspects sociaux, économiques et environnementaux que vous avez mentionnés précédemment?

L'association ou vous-même avez participé aux projets, qu'est-ce qui vous a motivé ou découragé?

Comment décrivez-vous l'impact des résultats de ces projets pour la région? Et pour l'association?

Quels avantages et quels défis?

Quelles personnes du gouvernement, de la région, de l'association ou d'autres institutions ont été impliquées?

Avez-vous le sentiment que les acteurs impliqués avaient la même vision du développement rural? Quel rôle pensez-vous que chacun de ces acteurs devrait jouer dans le développement rural de la région?

Des projets de promotion et de soutien à l'agriculture familiale, allant au-delà des aspects économiques ont-ils été proposés ou développés dans la région? Par qui?

Avez-vous entendu parler du développement durable? Que signifie ce terme pour vous?

Avez-vous entendu parler de l'agriculture durable? Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

### **Clôture de l'entrevue**

Comment voyez-vous l'avenir de la région? Quel sera le rôle d'AgroFagua et des organisations paysannes en général?

Quel est l'avenir que vous souhaitez pour l'agriculture familiale, et pour les agriculteurs que, comme vous, suivent des pratiques agroécologiques?

Souhaitez-vous quelque chose?

## ANNEXE B

### GUIDE D'ENTREVUE DESTINÉ AUX ACTEURS EXTERNS

Pour commencer, pourriez-vous rapidement vous présenter, et me parler un peu de l'institution pour laquelle vous travaillez?

Quelle est votre relation avec AgroFagua?

Qu'est-ce qui vous a motivé à interagir avec AgroFagua? Quelle importance accordez-vous à la production agroécologique?

#### **Signification des concepts**

Que signifie le développement rural pour vous?

Comment voyez-vous le développement de Fagua et comment pensez-vous qu'il devrait être?

Qu'est-ce qui aiderait ou ferait une différence dans le développement rural?

Comment votre institution contribue au développement rural de la municipalité et au développement de Fagua en particulier?

Comment AgroFagua contribue au développement rural de la municipalité et au développement de Fagua en particulier?

#### **Relation développement rural, agriculture familiale et agroécologie**

L'agriculture est-elle importante pour Fagua, est-elle plus importante que dans d'autres villages? Pourquoi selon vous?

Que signifie pour vous l'agriculture familiale? Et que signifie pour vous l'agriculture paysanne?

Qu'est-ce qui pourrait aider ou faire une différence pour l'agriculture dans la région?

Quelles devraient être les pratiques agricoles?

Quels sont les aspects qui différencient les modes de production d'AgroFagua des autres types de production de la région?

Quelle est l'importance des pratiques agricoles écologiques d'AgroFagua? Quels sont les principaux obstacles?

Pensez-vous que l'agriculture familiale agroécologique contribue au développement de la région?

Plus que d'autres types d'agriculture? Moins? Pourquoi? Pourrait-elle faire plus? Comment? Dans quelles conditions?

Comment pourrait-on déterminer cette contribution de l'agriculture familiale agroécologique au développement rural? Doit-on la mesurer? De quelle manière? Connaissez-vous des exemples?

#### **Projets de développement rural dans la région**

Pouvez-vous me parler des projets de développement rural qui, selon vous souvenirs, ont été proposés ou mis en œuvre dans la municipalité par votre institution ou par d'autres institutions?

Quel a été le rôle des membres d'AgroFagua?

De quelle manière les projets ont intégré les aspects sociaux, économiques et environnementaux que vous avez mentionnés précédemment?

L'association ou vous-même avez participé aux projets, qu'est-ce qui vous a motivé ou découragé?

Votre institution ou vous-même avez participé aux projets? Qu'est-ce qui vous a motivé ou découragé?

Comment décrivez-vous l'impact des résultats de ces projets pour la région? Et pour l'association? Quels avantages et quels défis?

Quelles autres personnes du gouvernement, de la région, de l'association ou d'autres institutions ont été impliquées?

Avez-vous le sentiment que les acteurs impliqués avaient la même vision du développement rural?

Quel rôle pensez-vous que chacun de ces acteurs devrait jouer dans le développement rural de la région?

Des projets de promotion et de soutien à l'agriculture familiale, allant au-delà des aspects économiques ont-ils été proposés ou développés dans la région? Par qui?

Avez-vous entendu parler du développement durable? Que signifie ce terme pour vous?

Avez-vous entendu parler de l'agriculture durable? Qu'est-ce que cela signifie pour vous?

### **Clôture de l'entrevue**

Comment voyez-vous l'avenir de la région? Quel sera le rôle de votre institution? Que sera le rôle d'AgroFagua et des organisations paysannes en général?

Quel est l'avenir que vous et votre institution souhaitez pour l'agriculture familiale, et pour les agriculteurs qui suivent des pratiques agroécologiques?

Souhaitez-vous quelque chose?



## BIBLIOGRAPHIE

Acevedo, A. (2018). Agricultura Familiar en Colombia desde la participación de la sociedad civil. Escenarios de debate en la construcción de una propuesta de Política Pública. *Revista Semillas*.

Acevedo, A., Cruz, J. P. et Waeger, J. (2019). Ideas para la transición hacia la sostenibilidad del sistema agroalimentario: agricultura familiar, agroecología y nichos sociotécnicos. Dans A. Acevedo et N. Jiménez (dir.), *Agroecología: experiencias comunitarias para la agricultura familiar en Colombia*. Bogota : Editorial Universidad de Rosario. Corporación Universitaria Minuto de Dios.

Acevedo, A., Santoyo-Sanchez, J., Guzmán, P. et Jiménez, N. (2018). La agricultura familiar frente al modelo extractivista de desarrollo rural en Colombia. *Gestión y Ambiente*, 21, 144-154.

Aceves, J. (1994). De actores sociales emergentes y nuevos movimientos sociales. *Renglones*, 28, 4-13.

AgroFagua. (2018a). *Descriptivo de la organización*. AgroFagua : Document interne.

AgroFagua. (2018b). *Estatutos de la asociación de productores agropecuarios de Fagua, AgroFagua*. Fagua : Document interne.

Alcaldía de Chía. (2007). *Informe de gestión, vigencia 2004-2007*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2011). *Informe de gestión, vigencia 2008-2011*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2014). *Documento de seguimiento y evaluación POT*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2015a). *Componente de Desarrollo Agropecuario y Rural. Producción agrícola, pecuaria, forestal y pesquera*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2015b). *Informe de gestión, vigencia 2012-2015*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2016). *Diagnostico del municipio de Chía. Plan de desarrollo municipal 2016-2019: "Si... Marcamos la diferencia"*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2019). *Informe de gestión, vigencia 2016-2019*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía. (2020). *Diagnostico municipal. Plan de desarrollo municipal 2020-2023: "Chía educada, cultural y segura"*. Chía : Alcaldía de Chía.

Alcaldía de Chía et Secretaria de Planeación. (2020). *Caracterización, Diagnóstico y Propuesta POT para Chía. Documento de diagnóstico. Tomo IV. Dimensión funcional*. Chía : Secretaría de Planeación.

Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación. (2020a). *Caracterización, Diagnóstico y Propuesta POT para Chía. Documento de diagnóstico. Tomo I. Dimensión ambiental*. Chía : Secretaría de Planeación.

Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación. (2020b). *Caracterización, Diagnóstico y Propuesta POT para Chía. Documento de diagnóstico. Tomo II. Dimensión económica*. Chía : Secretaría de Planeación.

Alcaldía de Chía et Secretaría de Planeación. (2020c). *Caracterización, Diagnóstico y Propuesta POT para Chía. Documento de diagnóstico. Tomo III. Dimensión sociocultural*. Chía : Secretaría de Planeación.

Aliste, E., Cea, D. et Folchi, M. (2017). Discours sur le développement durable: virages, tensions et conséquences pour le secteur forestier chilien. *Cahiers des Amériques latines*, 85, 31-50.

Allain, M. (2014). L'agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien. *Revue Tiers Monde*, 4(220), 43-59.

Allard-Poesi, F., Drucker-Godard, C. et Ehinger, S. (1999). Analyses de représentations et de discours. Dans R. Thiétart (dir.), *Méthodes de recherche en management* (2 éd., p. 492-518). Paris : Dunod.

Almeida, J., da Silva, T. et Albuquerque, U. (2019). Participant Observation and Field Journal: When to Use and How to Analyze. Dans U. Albuquerque, R. Farias, L. Vital et R. Remeu (dir.), *Methods and Techniques in Ethnobiology and Ethnoecology*. New York : Humana Press.

Almeida, P. (2020). *Movimientos sociales : la estructura de la acción colectiva*. Buenos Aires : CLACSO.

Almeida, P. et Cordero, A. (2017). Movimientos sociales en América Latina. Dans P. Almeida et A. Cordero (dir.), *Movimientos sociales en America Latina : perspectivas, tendencias y casos* (p. 13-28). Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO.

Alonso, A. (2009). As teorias dos movimentos sociais: um balanço do debate. *Lua Nova, São Paulo*, 76, 49-86.

Altieri, M., Farrel, J., Hecht, S., Liebman, M., Magdoff, F., Murphy, B., . . . Sikor, T. (2018). Designing sustainable agroecosystems. Dans M. Altieri (dir.), *Agroecology: The science of sustainable agriculture* (vol. 2). Boca Raton : Taylor Francis Group.

Angarita, A. (2020). *Agricultura familiar en Colombia. Oportunidades para la innovación y el desarrollo rural integral sustentable* Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural MADR. Récupéré de [https://www.youtube.com/watch?v=r1Hi\\_s\\_AxJA&t=1920s](https://www.youtube.com/watch?v=r1Hi_s_AxJA&t=1920s)

Arango, M. (1986). Logros y perspectivas de la reforma agraria en Colombia. *Lecturas de Economía*, 21, 169-196.

Archila, M. (1998). Poderes y contestación. Reseña teórico-metodológica. *Controversia*, 173.

Archila, M. (2003). *Idas y venidas, vueltas y revueltas. Protestas sociales en Colombia 1958-1990*. Bogotá : Instituto Colombiano de Antropología e Historia ICANH. Centro de Investigación y Educación Popular CINEP.

Archila, M. (2017). Colombie : accords de paix et nouveau cycle de luttres sociales. *Alternatives Sud*, 24(4), 57-64.

Archila, M. (2019a). *Social Protests in Colombia: A History, 1958-1990*. Lanham : Lexington Books.

Archila, M. (2019b). Trayectorias de las luchas sociales, 1975-2015. Dans *Cuando la copa se rebosa: luchas sociales en Colombia 1975-2015* (p. 63-94). Bogota : CINEP.

Arévalo, D. (1997). Misiones económicas internacionales en Colombia 1930-1960. *Historia crítica*, 44, 7-24.

Arriola, J. (1992). El fracaso de los programas de ajuste estructural en América latina. *Realidad : Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, 30, 627-643.

Arruda Sampaio, P. (2005). La reforma agraria en América Latina : una revolución frustrada. *Observatorio Social de América Latina*, 6, 15-22.

Arteaga, J., Castro, C., Cuéllar, D., Londoño, R., Murcia, M., Neva, J., . . . Sanchez, F. (2017). *Fondo de tierras del Acuerdo Agrario de La Habana : Estimaciones y propuestas alternativas*. Bogotá : Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico.

Bácena, A. et Prado, A. (2015). Introduction. Dans A. BÁCena et A. Prado (dir.), *Neoestructuralismo y corrientes heterodoxas en América Latina y el Caribe a inicios del siglo XXI* (vol. 1, p. 17-30). Chile : Comisión Económica para América Latina y el Caribe CÉPAL.

Banrepcultural. (2017). *Enciclopedia de Banrepcultural*. Colombia : Banco de la República. Récupéré de [https://enciclopedia.banrepcultural.org/index.php/Plan\\_Nacional\\_de\\_Development](https://enciclopedia.banrepcultural.org/index.php/Plan_Nacional_de_Development)

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2 éd.). Paris : Presses Universitaires de France.

Bebbington, A. (2013). Rural development: policies, programmes and actors. Dans D. Preston (dir.), *Latin American Development: geographical perspectives* (chap. 5, p. 116-145). New York : Routledge.

Benford, R. (2007). An Insider's Critique of the Social Movement Framing Perspective. *Sociological Inquiry*, 67(4), 409-430.

Benford, R. et Snow, D. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. *Annual Review Sociology*, 26, 611-639.

Berberoglu, B. (1992). *The Political Economy of Development*. Albany : State University of New York Press.

Berdegué, J. et Favareto, A. (2019). *Desarrollo Territorial Rural en América Latina y el Caribe*. Santiago de Chile : FAO.

Bernard, R. (2006). *Research methods in anthropology. Qualitative and quantitative approaches* (4 éd.). Lanham : Altamira Press.

Bernardin-Haldemann, V. (1974). L'ideologie de la CÉPAL. *Études internationales*, 5(1), 123-142.

Berry, A. (2017). *Avance y fracaso en el agro colombiano, siglos xx y xxi*. Bogotá : Universidad del Rosario.

Blanquer, J.-M. et Fajardo, D. (1991). *La descentralización en Colombia. Estudios y propuestas*. Lima : Institut français d'études andines, Universidad nacional de Colombia.

Bonfanti, F. (2015). Análisis del modelo de industrialización por sustitución de importaciones en América latina y en Argentina. Una mirada hacia la realidad industrial actual en Argentina. *Revista Geográfica Digital*, 12.

Bonilla-Castro, E. et Rodríguez, p. (2013). *Más allá del dilema de los métodos. La investigación en ciencias sociales*. Bogotá : Universidad de los Andes.

Boulianne, M., Freaisse, L. et Ortiz, H. (2003). L'espérance économie solidaire a principes économie solidaire et mondialisation. *Revue du MAUSS*, 21, 47.

Brass, T. (2003). Latin American Peasants-New Paradigms for Old? Dans T. Brass (dir.), *Latin American Peasants* (p. 1-42). Great Britain : Frank Cass Publishers.

Brunel, S. (2015). La fin de l'ideologie du développement. Dans S. Brunel (dir.), *Le développement durable* (vol. 5, p. 7-18). France : Presses Universitaires de France.

Burbach, R. et Flynn, P. (1979). Objetivos agroindustriales de América latina. *Investigación Económica*, 38(147), 49-98.

Caro, C. (1987). Trayectoria del movimiento campesino en Colombia. *Investigación Económica*, 46, 285-303.

Carrere, R. (2001). Palma aceitera: la expansión de otro monocultivo destructivo. Dans R. Carrere (dir.), *El amargo fruto de la palma aceitera: despojo y deforestación* (p. 9-12). Uruguay : Movimiento Mundial por los Bosques.

Carrizosa, J. (2008). Prólogo: Instituciones y ambiente. Dans M. Rodríguez (dir.), *Gobernabilidad, instituciones y medio ambiente en Colombia*. Bogota : Foro Nacional Ambiental.

Castillo, O. L. (2008). *Paradigmas y conceptos de desarrollo rural* (2). Bogota : Pontificia Universidad Javeriana. Facultad de estudios ambientales y rurales. Departamento de desarrollo rural y regional.

Ceccon, E. (2008). La revolución verde tragedia en dos actos. *Ciencias*, 1(91), 21-29.

Celis, L. (2019). *Luttes paysannes en Colombie 1970-2016: Conflit agraire et perspectives de paix*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Cellard, A. (1997). L'analyse documentaire. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, P. Mayer et A. Pires (dir.), *La recherche qualitative: enjeux épistémologiques et méthodologiques*, (p. 251-271). Boucherville : Gaëtan Morin

CEPAL. (1996). *Transformación productiva con equidad* (vol. 1). Santiago de Chile : Naciones Unidas.

CEPAL. (2018). *Panorama social de América Latina, 2017*. Santiago de Chile : CEPAL.

CEPAL. (2022). *Panorama social de América Latina, 2021*. Santiago de Chile : CEPAL.

Chaguaceda, a. et Brancaloneo, C. (2010). Los movimientos de los trabajadores rurales sin tierra (MST) hoy: desafíos de la izquierda social brasileña. *Argumentos*, 23, 263-279.

Chambers, R. et Conway, G. (1991). Sustainable rural livelihoods: practical concpets for the 21st century. *IDS Discussion Paper* 296.

Chavarro, D., Vélez, M. I., Tovar, G., Montenegro, I., Hernández, A. et Olaya, A. (2017). *Los Objetivos de Desarrollo Sostenible en Colombia y el aporte de la ciencia, la tecnología y la innovación*. Bogota : Colciencias.

Chazel, F. (1993). La place du politique dans les mobilisations contestataires: une découverte progressive. Dans F. Chazel (dir.), *Action collective et mouvements sociaux* (p. 145-162). France : Presses Universitaires de France.

Chonchol, J. (1995). *Systèmes agraires en Amérique latine; des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*. Paris : Editions de l'IHEAL.

Chonchol, J. (2003). La reforma agraria en América latina. Dans *Proceso agrario en Bolivia y América Latina* (p. 205-222). La Paz : CIDES-UMSA, PLURAL editores.

CIN-AIAF. (2014). Pronunciamento Programa Agriuctur Familiar.

CINEP. (2013). *Luchas sociales, derechos humanos y representación política del campesinado 1988-2012*. Colombia : CINEP.

CINEP. (2019). *Campesinos con derechos: sembrando identidad, cosechando paz!* Colombia : CINEP.

Claro, R. (1995). *Estudio agroclimático de la cuenca Alta del Río Bogotá y del Río Ubaté-Suárez*. IDEAM.

CLOC. (2020). *CLOC-LA VÍA CAMPESINA. Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo*. Recuperé de <https://cloc-viacampesina.net>

CNOP. (2015). *Forum International pour l'Agroécologie* Coordination Nationale des Organisations Paysannes. Souveraineté Alimentaire des Peuples.

Cohen, J. (1985). New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements. *Social Research*, 52(4), 663-716.

Colectivo Planeando Chía. (2017) : Facebook.

Concejo Municipal de Chía. (2000). *Acuerdo Municipal de Chía No 17 de 2000*. Chía : Concejo Municipal de Chía.

Concejo Municipal de Chía. (2016). *Acuerdo Municipal de Chía No 100 de 2016*. Chía : Concejo Municipal de Chía.

Contreras, Y. (2017). *Estado de la vivienda y del espacio público en el municipio de Chía*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.

Corbetta, P. (2003). *Social Research: Theory, Methods and Techniques*. London : SAGE.

Corbo, V. (1991). Estrategias y políticas de desarrollo en América latina, una perspectiva histórica. *Economía*, XIV(27), 9-55.

Córdova, H. (1990). Desarrollo rural integral: teoría y realidad. *Espacio y Desarrollo*, 2, 19-32.

Corrales, E. et Forero, J. (1992). La economía campesina y la sociedad rural en el modelo de desarrollo neoliberal. *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 29, 55-71.

Correa, J. (2002). *Los Muisca del siglo XXI en Chía*. Chía : Secretaria de Cundinamarca.

Cortés, S., Van der Hammen, T. et Rangel, O. (1999). Comunidades vegetales y patrones de degradación y sucesión en la vegetación de los cerros occidentales de Chía - Cundinamarca - Colombia. *Revista de la Academia Colombiana de Ciencias Exactas, Físicas y Naturales*, XXIII(89), 529-554.

Coscione, M. et García, V. (2014). TLCs, paro nacional agrario y movimiento social en Colombia. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 1-18.

DANE. (2016). *3er Censo Nacional Agropecuario; Hay campo para todos*. Bogota : Departamento Administrativo Nacional de Estadística.

DANE. (2018). *Información de grupos étnicos en Colombia. Resultados del censo nacional de población y vivienda 2018*. Récupéré de <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/grupos-etnicos>

DANE. (2021). *Pobreza monetaria en Colombia. Resultados 2020*. Bogota : Departamento Administrativo Nacional de Estadística. Récupéré de <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/pobreza-monetaria/pobreza-monetaria-2020>

DANE. (2023). *Mercado laboral de la población campesina. Trimestre móvil febrero-abril 2023*. . Récupéré de <https://www.dane.gov.co/files/operaciones/GEIH/mercado-laboral-poblacion-campesina/bol-GEIH-MLPC-abr2023.pdf>.

De Grammont, H. (2004). La nueva ruralidad en América Latina. *Revista Mexicana de Sociología*, 66, 279-300.

De Janvry, A. et Sadoulet, E. (1989) Path dependent policy reforms: from land reform to rural development in Colombia. : *Vol. 506. Working Paper Series*. Berkeley: University of California.

Deere, C. D. et Royce, F. (2009). The Rise and Impact of National and Transnational Rural Social Movements in Latin America. Dans C. D. Deere et F. Royce (dir.), *Rural Social Movements in Latin America: Organizing for Sustainable Livelihoods* (p. 1-30). Florida : University Press of Florida.

DeJusticia. (2018). *La Declaración de Derechos Campesinos sí podría proteger al campesinado colombiano*. Récupéré de <https://www.dejusticia.org/la-declaracion-de-derechos-campesinos-si-podria-protger-al-campesinado-colombiano/>

Delanty, G. (1999). The Return of Agency: Touraine and Melucci. Dans *Social Theory in a Changing World: Conceptions of Modernity*. Cambridge : Polity Press.

Departamento Administrativo de Planeación. (2002). *Estadísticas de Cundinamarca 1998-2000*. Cundinamarca : Departamento Administrativo de Planeación.

Deslauriers, J.-P. (1991). *Recherche qualitative. Guide pratique*. Québec : McGraw-Hill.

Diani, M. (1992). The concept of social movement. *The Sociological Review*, 40(1), 1-25.

Dias, M. et Millán, M. (2005). Neozapatismo y movimiento de los Sin Tierra: reto latinoamericano al neoliberalismo. Dans J. Cadena, M. Millán et P. Salcido (dir.), *Nación y movimiento en América Latina* (p. 109-138). México : Siglo XXI Editores.

Díaz, C. et López, A. (2021). *Concentración de tierras en Colombia. Una radiografía rural*. Colombia : OXFAM.

DNP. (2010). *Plan Nacional de Desarrollo 2010-2014: Prosperidad para todos* : Departamento Nacional de Planeación. Récupéré de <https://www.dnp.gov.co/Plan-Nacional-de-Desarrollo/PND-2010-2014/Paginas/Plan-Nacional-De-2010-2014.aspx>

DNP. (2014a). *El campo colombiano: un camonio hacia el bienestar y la paz. Informe detallado de la misión para la transformación del campo*. Dans D. N. d. Planeación (dir.). Departamento Nacional de Planeación.

DNP. (2014b). *Plan Nacional de Desarrollo 2014-2018: Todos por un nuevo país* : Departamento Nacional de Planeación Récupéré de <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/PND/PND%202014-2018%20Tomo%201%20internet.pdf>

Dos Santos, T. (1970). The structure of dependence. *The American Economic Review*, 60(2), 231-236.

Dos Santos, T. (2003). *La teoría de la dependencia: balance y perspectivas*. Buenos Aires : Palaza & Janes Editores.

Dubet, F. (2019). Touraine: le sujet contre le système. *Lua Nova, São Paulo*, (106), 15-35.

Edelman, M. (2017). Movimientos sociales y campesinado: algunas reflexiones. Dans *Activistas empedernidos e intelectuales comprometidos: Ensayos sobre movimientos sociales, derechos humanos y estudios latinoamericanos* (p. 27-42). Quito : Editorial IAEN.

El Espectador. (2020, 15 juin 2020). Con Mario Téllez ya son 200 los excombatientes asesinados, según Farc. *El Espectador* (Colombia). Récupéré de <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/farc-denuncia-que-200-excombatientes-han-sido-asesinados/>

El Periódico de Chía. (2016). Todos los ojos encima del POT de Chía. (Chía). Récupéré de <http://elperiodicodechia.com/chia/todos-los-ojos-encima-del-pot-de-chia/>

El Tiempo. (2014). Polémica en Chía por revisión al POT. (Bogotá). Récupéré de <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-14447797>

El Tiempo. (2017a). El POT caldea los ánimos en el municipio de Chía. (Bogotá). Récupéré de <https://www.eltiempo.com/bogota/pot-planea-construir-viviendas-sin-infraestructura-en-chia-107702>



El Tiempo. (2017b). En la mira, irregularidades en el POT de 15 municipios del país. (Bogotá). Recuperé de <https://www.eltiempo.com/bogota/pot-de-15-municipios-tendrian-irregularidades-114826>

Ellis, F. et Biggs, S. (2000). Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s. *Development Policy Reviews*, 19(4), 437-448.

Eschenhagen, M. L. (1998). Evolución del concepto de “desarrollo sostenible” y su implantación política en Colombia. *INNOVAR, revista de ciencias administrativas y sociales*, 11, 111-120.

Escobar, A. (1995). *La intervención del Tercer Mundo: construcción y deconstrucción del desarrollo Venezuela* : Fundación Editorial el perro y la rana.

Escobar, A. et Alvarez, S. (2018). Introduction: Theory and Protest in Latin America Today. Dans E. Arturo et S. Alvarez (dir.), *The Making Of Social Movements In Latin America: Identity, Strategy, And Democracy* (vol. 2). New York : Routledge.

Estenssoro, F. (2015). El ecodesarrollo como concepto precursor del desarrollo sustentable y su influencia en América latina. *Universum*, 30, 81-99.

Esteva, G. (1992). Development. Dans W. Sachs (dir.), *The Development Dictionary* (p. 6-25). London : Zed Books.

Estrada, J. (2019). Elementos para un análisis político de los efectos del Acuerdo de paz y del estado general de la implementación. Dans J. Estrada (dir.), *El acuerdo de paz en Colombia. Entre la perfidia y la potencia transformadora*. Buenos Aires, Bogotá : CLACSO. Gentes del común. Centro de Pensamiento y Diálogo Político.

Fajardo, D. (2013). Colombia: dos décadas en los movimientos agrarios. *Cahiers des Amériques latines*, 71, 145-168.

Fajardo, D. (2014). *Las guerras de la agricultura colombiana: 1980-2010*. Bogotá : Instituto para una sociedad y un derecho alternativos - ILSA.

Fajardo, D. (2015). *Estudio sobre los orígenes del conflicto social armado, razones de su persistencia y sus efectos más profundos en la sociedad colombiana*. Bogotá : Espacio Crítico.

Fajardo, D. (2019a). *Agricultura, campesinos y alimentos en Colombia (1980-2010)*. Bogotá : Universidad Externado de Colombia.

Fajardo, D. (2019b). El punto agrario del Acuerdo de paz: una larga historia. Dans J. Estrada (dir.), *El acuerdo de paz en Colombia. Entre la perfidia y la potencia transformadora*. Buenos Aires, Bogotá : CLACSO. Gentes del común. Centro de Pensamiento y Diálogo Político.

Fals Borda, O. (1975). *Historia de la cuestión agraria en Colombia*. Colombia : Fundación Rosca de Investigación y Acción Social : Distribuidora Colombiana.

FAO. (2015a). *Final Report. International Symposium on Agroecology for Food Security and Nutrition*

FAO. (2015b). Résultats de l'année internationale de l'agriculture familiale - 2014.

FAO. (2018). *Le travail de la FAO dans le domaine de l'agriculture familiale*. Récupéré de <http://www.fao.org/3/ca1465fr/CA1465FR.pdf>

FAO. (2019). *Scaling up agroecology to achieve the sustainable development goals. Proceedings of the second FAO international symposium*.

FAO. (2022). *Plateforme des connaissances sur l'agroécologie*. Récupéré de <https://www.fao.org/agroecology/fr/>

FAO et FIDA. (2019). *Quel avenir pour l'agriculture familiale dans le cadre du Programme 2030*. Rome : Récupéré de <https://www.fao.org/3/ca4778fr/CA4778FR.pdf>

Farro, A. (2000). La déviance, la stratégie et le mouvement. Dans A. Farro (dir.), *Les mouvements sociaux* (p. 53-96). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Favreau, L. (2004). *Théories et stratégies de développement au Sud: itinéraire de 1960 à aujourd'hui*. Dans CRDC (dir.). Outaouais : Université du Québec à Outaouais.

Feldman, S. et Biggs, S. (2012). International Shifts in Agricultural Debates and Practice: An Historical View of Analyses of Global Agriculture. Dans B. Campbell et S. López Ortíz (dir.), *Integrating Agriculture, Conservation and Ecotourism: Societal Influences*. Dordrecht, Netherlands : Springer.

Fernandes, B. M. (2009). Sobre a tipologia de territórios. Dans *Territórios e territorialidades: Teorias, processos e conflitos* (p. 197-216). São Paulo : Editora Expressão Popular.

Fernandes, B. M. (2014). Cuando la agricultura familiar es campesina. Dans F. Hidalgo, F. Houtart et P. Lizárraga (dir.), *Agriculturas campesinas en Latinoamérica: propuestas y desafíos* (p. 19-34). Quito : Editorial IAEN.

Ffrench-Davis, R. (1988). Esbozo de un planteamiento neoestructuralista. *Revista de la CEPAL*, 34, 37-44.

Ffrench-Davis, R. (2005). *Reformas para América Latina : después del fundamentalismo liberal*. Buenos Aires : Siglo XXI Editores Argentina.

Figuroa, A. (1990). *Desarrollo agrícola en América latina: teoría y políticas*. Documentos de Trabajo/Working Papers (88).

Forero, J. (2009a). Typologie des formes d'agriculture dans les hautes terres andines en Colombie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 247(Montagnes tropicales et transformation des systèmes de production agropastoraux), 419-437.

Forero, J. (2009b). Typologie des formes d'agriculture dans les hautes terres andines en Colombie. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 247, 419-437.

Forum rural mondial. (2016). *La agricultura familiar en la agenda de desarrollo sostenible*. España : FRM.

Franco, A. et De los Rios, I. (2011). Reforma agraria en Colombia: evolución histórica del concepto. Hacia un enfoque integral actual. *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 8(67), 93-119.

Frey, S., Dietz, T. et Kalof, L. (1992). Characteristics of Successful American Protest Groups: Another Look at Gamson's Strategy of Social Protest. *American Journal of Sociology*, 98(2), 368-387.

Furtado, C. (2001). El sector industrial. Dans *La economía latinoamericana: formación histórica y problemas contemporáneos* (vol. 24, chap. XV, p. 182-201). México : Siglo XXI editores.

Gagnon, Y.-C. (2005). *L' étude de cas comme méthode de recherche*. Québec : Presses de l'Université de Québec.

Gamson, W. (1990). *The Strategy of Social Protest* (2 éd.). California : Wadsworth Publishing company.

Gamson, W. (1992). The Social Psychology of Collective Action. Dans A. Morris et C. McClurg (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory* (p. 53-76). New Haven, London : Yale University Press.

García, A. (2004). Perspectivas teóricas en el Estudio de los movimientos sociales. *Circunstancia. Revista de ciencias sociales del Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset*, 1.

García, J. et Mantilla, C. (2018). Cumbre agraria, campesina, étnica y popular. Transformaciones de lo público desde los movimientos sociales rurales en Colombia. Dans *Las disputas por lo público en América Latina y el Caribe* (p. 357-392). Buenos Aires : CLACSO.

Garner, E. et de la O Campos, A. P. (2014). *Identifying the "family farm" An informal discussion of the concepts and definitions*. Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Gendron, C. (2001). *Éthique et développement économique: le discours des dirigeants sur l'environnement* (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal.

Gendron, C. (2006). *Le développement durable comme compromis: La modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Gendron, C. et Revéret, J.-P. (2000). Le développement durable. *Économies et Sociétés, Série F*(37), 111-124.

Giarracca, N. (2002). Movimientos sociales y protestas en los mundos rurales latinoamericanos: nuevos escenarios y nuevos enfoques. *Sociologias, Porto Alegre*, 4(8), 246-274.

Gingras, F.-P. et Côté, C. (2009). La sociologie de la connaissance. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (vol. 5, p. 20-50). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Giraldo, O. F. et Rosset, P. (2018). Agroecology as a territory in dispute: between institutionality and social movements. *The Journal of Peasant Studies*, 45(3), 545-564.

Giraldo, O. F. et Rosset, P. (2021). Principios sociales de las agroecologías emancipadoras. *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 58. doi: <https://doi.org/10.5380/dma.v58i0.77785>

Gligo, N. (1980). La dimensión ambiental en el desarrollo agrícola de América latina. *Revista de la CEPAL*, 12.

Gobierno Nacional et FARC-EP. (2016). *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* Récupéré de [https://www.jep.gov.co/Marco%20Normativo/Normativa\\_v2/01%20ACUERDOS/N01.pdf](https://www.jep.gov.co/Marco%20Normativo/Normativa_v2/01%20ACUERDOS/N01.pdf)

Gómez-Hernández, E. (2007). La crítica al desarrollo entre lo tangible y lo intangible. *PORIK AN*, 9, 61-82.

González, E. (2012). El proceso de la acción colectiva según Charles Tilly. *Ecuador Debate*, 87, 51-71.

González, J., Cubillos, A., Chadid, M. A., Cubillos, A., Arias, M., Zuñiga, E., . . . Berrio, V. (2018). *Caracterización de las principales causas y agentes de la deforestación a nivel nacional*. Bogota : IDEAM. MADS. ONU-REDD.

González, J. M. (2001). Una aproximación al estudio de la transformación ecológica del paisaje rural colombiano: 1850-1990. Dans G. Palacio (dir.), *Naturaleza en disputa: ensayos de historia ambiental en Colombia 1850-1995* (p. 77-115). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.

Guber, R. (2001). *La etnografía. Método, campo y reflexividad* Grupo editorial Norma.

Guhl, E. (2015). Evolución del Ministerio de Ambiente de Colombia en sus primeros veinte años: 1994-2014. Dans E. Guhl et P. Leyva (dir.), *La gestión ambiental en Colombia, 1994-2014: ¿un esfuerzo insostenible?* Bogotá : Friedrich-Ebert-Stiftung en Colombia. Foro Nacional Ambiental.

Guhl, E. (2018). Cómo le fue a Santos en términos ambientales? *Semana Sostenible* (Bogota). Récupéré de <https://www.semana.com/sostenible/medio-ambiente/articulo/balance-del-gobierno-santos-en-terminos-ambientales/41155/>

Guimelli, C. (1999). Les représentations sociales. Dans *La pensée sociale* (p. 40-62). Paris : Presses Universitaires de France.

Gutiérrez, D. (2003). El reverso del sujeto sociológico. *Revista Universidad EAFIT*, 39, 41-59.

Gutiérrez, O. (2007). Sobre el neoestructuralismo. *Perspectivas*, 19, 115-126.

Harvey, D. (2010). *Le nouvel impérialisme*. Paris : Les Prairies ordinaires.

Hendel, V. (2011). Las políticas de desarrollo rural en América Latina. Un análisis a la luz de la experiencia boliviana reciente. *Revista IDEAS*, 5(1), 10-29.

Hernández, C., Perales, H. et Jaffe, D. (2022). Without Food there is No Resistance”: The impact of the Zapatista conflict on agrobiodiversity and seed sovereignty in Chiapas, Mexico. *Geoforum*, 128, 236-250.

Hettne, B. (1990). *Development Theory and the Three Worlds*. Royaume-Uni : Longman Development Studies.

Hidalgo-Capitan, A. (2011). Economía política del desarrollo. La construcción retrospectiva de una especialidad académica. *Revista de Economía Mundial*, 28, 279-320.

Hobsbawm, E. (1976). *Los campesinos y la política*. Barcelona : Editorial Anagrama.

Hubert, C. (2019, Mai 2019). Adoption par l’Assemblée générale de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en zones rurales. *La Revue des droits de l’homme. Actualités Droits-Libertés*.

Hunt, D. (1989). *Economic Theories of development: an Analysys of Competing Paradigms* Harvester Wheatsheaf.

ICANH. (2018). *Conceptualización del campesinado en Colombia. Documento técnico para su definición, caracterización y medición*. Bogota : Instituto Colombiano de Antropología e Historia.

IDEAM, MADS et PNUD. (2017). *Tercera comunicación nacional de Colombia a la convención marco de las Naciones Unidas sobre cambio climático*. Bogota :

IGAC. (2021). *Cartografía, estudio de suelos*. Récupéré de <https://www.igac.gov.co/es/contenido/cartografia-estudios-de-suelos-y-textos>

IICA et BID. (1978). *Seminario sobre proyectos de Desarrollo Rural Integrado*.

Institut de la statistique du Québec. (2020). *Inégalité de revenu selon le coefficient de Gini*. Récupéré de <https://statistique.quebec.ca/fr/document/inegalite-de-revenu-selon-le-coefficient-de-gini>

Instituto Geográfico Agustín Codazzi. (2015). *En el 63% de la Sabana de Bogotá ya no se cultiva: IGAC*. Récupéré le 13 avril de <https://www.igac.gov.co/en/noticias/en-el-63-por-ciento-de-la-sabana-bogota-ya-no-se-cultiva-igac>

Jara, C., Rodríguez, R. et Rincón, L. (2014). La agricultura familiar en el desarrollo rural: continuidades y rupturas del paradigma neoliberal en Argentina y Colombia. *Revista NERA*, 17, 86-106.

Jenkins, C. (1994). La teoría de la movilización de recursos y el estudio de los movimientos sociales. *Zona Abierta*, 69, 5-49.

Jodelet, D. (2003). *Les représentations sociales* (vol. 7). France : Presses Universitaires de France.

Johnson, J. (2012). Peasant Movements. Dans G. Ritzer (dir.), *The Wiley - Blackwell Encyclopedia of Globalization*.

Karsenti, T. et Demers, S. (2011). L'étude de cas. Dans T. Karsenti et L. Savoie-Zajc (dir.), *La recherche en éducation* (p. 289-315). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Kay, C. (2001). Los paradigmas del desarrollo rural en América Latina. Dans F. Garcia (dir.), *El mundo rural en la era de la globalización: incertidumbres y potencialidades*. (p. 337-430). España : Universitat de Lleida. Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente.

Kay, C. (2003). Estructura agraria y violencia rural en América Latina. *Sociologias, Porto Alegre*, 5(10), 220-248.

Kay, C. (2006). Reflexiones sobre la contribución de Solon L. Barraclough a los estudios rurales: algunas impresiones personales. *Cuadernos de Desarrollo Rural* 56.

Kay, C. (2009). Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? *Revista Mexicana de Sociología*, 71, 607-645.

Kay, C. (2016). La transformación neoliberal del mundo rural: procesos de concentración de la tierra y del capital y la intensificación de la precariedad del trabajo. *Revista Latinoamericana de Estudios Rurales*, 1(1-26).

Kroc Institute. (2020). *Tres años después de la firma del Acuerdo Final de Colombia: hacia la transformación territorial*. Bogota :

La Via Campesina. (2000). *Déclaration de la III Conférence Internationale de la Via Campesina à Bangalore*. Récupéré de <https://viacampesina.org/fr/declaration-ii-confnce-international-de-via-campesina-a-bangalore/>

La Via Campesina. (2002). *Proposals of Via Campesina for sustainable, farmer based agricultural production*. Récupéré de <https://viacampesina.org/en/proposals-for-family-farm-based-sustainable-agriculture/#>

La Via Campesina. (2003). *La souveraineté alimentaire*. Récupéré de <https://viacampesina.org/fr/la-souverainetliementaire/>

La Via Campesina. (2010). *L'agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde*. Djakarta : Via Campesina.

La Via Campesina. (2013). *De Maputo a Yakarta. 5 años de agroecología en La Via Campesina*. Jakarta : La Comisión Internacional de Trabajo sobre Agricultura Campesina Sustentable.

La Via Campesina. (2014). *Posicionamiento de La Vía Campesina en el Año Internacional de la Agricultura Familiar-2014*. Récupéré de <https://viacampesina.org/es/posicionamiento-de-la-via-campesina-en-el-ano-internacional-de-la-agricultura-familiar-2014/>

La Via Campesina. (2021). *La Via Campesina : la voz global de lxs campesinxs!* Récupéré de <https://viacampesina.org/es/la-via-campesina-la-voz-las-campesinas-los-campesinos-del-mundo/>

La Via Campesina. (2022). *La Via Campesina, Movimiento Campesino Internacional*. Récupéré de <https://viacampesina.org/es>

Langebaek, C. H. (2019). *Los Muisca. Historia milenaria de un pueblo chibcha*. Bogotá : DEBATE.

Laperrière, A. (1997a). La théorisation ancrée (grounded theory): démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, P. Mayer et A. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 309-332). Boucherville : Gaëtan Morin.

Laperrière, A. (1997b). Les critères de scientificité des méthodes qualitatives. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, P. Mayer et A. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 365-390). Boucherville : Gaëtan Morin.

LeGrand, C. (1983). Campesinos y asalariados en la zona bananera de Santa Marta 1900-1935. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 11, 235-250.

LeGrand, C. (1988). *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950)*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia.

Leiva, F. (2008). Toward a Critique of Latin American Neoliberalism. *Latin American Politics and Society*, 50(4), 1-25.

León-Sicard, T. et Rodríguez, L. (2002). Ciencia, tecnología y ambiente en la agricultura colombiana. *Cuadernos Tierra y Justicia*, 4.

León-Sicard, T., Sánchez, M., Rojas, L., Ortiz, J. C., Bermúdez, J., Acevedo, A. et Angarita, A. (2015). Hacia una historia de la agroecología en Colombia. *Agroecología*, 10(2), 39-53.

Leyva, P. (2015). Los institutos de investigación del Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. Dans *La gestión ambiental en Colombia, 1994-2014: un esfuerzo insostenible?* (p. 117-214). Bogota : Friedrich-Ebert-Stifung (Fescol), Foro Nacional Ambiental.

Lopez, M. G. (2014). *Estampas históricas de la ciudad de la Luna*. Bogotá : Kimpress.

Lowder, S., Skoet, J. et Singh, S. (2014). *What do we really know about the number and distribution of farms and family farms in the world?* Rome : FAO.

Machado, A. (2004). *La academia y el sector rural 1*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia. Centro de investigaciones para el desarrollo CID.

Machado, A. (2005). *La academia y el sector rural 5*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia. Centro de investigaciones para el desarrollo CID.

Machado, A. (2009). *La reforma rural. Una deuda social y política*. Bogotá : Centro de Investigaciones para el Desarrollo CID. Universidad Nacional de Colombia.

Machado, A. (2010). Lessons on rural development, challenges and approaches. *Agronomía Colombiana*, 28(3), 437-443.

Machado, A. (2013, Junio 06). El acuerdo agrario: por fin la era del desarrollo rural? *Razón pública*.

Machado, A. (2020). Baldíos a empresas: más desigualdad y más pobreza. *Razon Pública* (Colombia). Récupéré de <https://razonpublica.com/baldios-empresas-mas-desigualdad-mas-pobreza/>

MADR. (2014). *Resolución número 000267 de 2014 “Por medio de la cual se crea el Programa de Agricultura Familiar y se dictan otras disposiciones”*

MADR. (2017a). *Agricultura campesina, familiar y comunitaria (ACFC). Lineamientos estratégicos de política pública*. Bogota : Mesa técnica de agricultura familiar y economía campesina.

MADR. (2017b). *Plan de acción de biodiversidad para la implementación de la política nacional para la gestión integral de la biodiversidad y sus servicios ecosistémicos 2016-2030*. Bogota : Minambiente.

MADR. (2018). *Coseche, Venda a la Fija*. Récupéré de <https://www.minagricultura.gov.co/Paginas/Coseche-venda-a-la-fija.aspx>

Malinowski, B. (1986). *Los argonautas del Pacífico occidental I*. España : Planeta-Agostin.



Mance, H. (2008). La política de la sostenibilidad: ascenso y declive del Ministerio del Medio Ambiente colombiano. Dans M. Rodríguez (dir.), *Gobernabilidad, instituciones y medio ambiente en Colombia* (p. 101-252). Bogota : Foro Nacional Ambiental.

Martín-Retortillo, M., Pinilla, V., Velazco, J. et Willebald, H. (2019). The Dynamics of Latin American Agricultural Production Growth, 1950-2008. *Journal of Latin American Studies*, 51(3), 573-605.

Martínez, R. et Soto, E. (2012). El Concenso de Washington: la instauración de las políticas neoliberales en América Latina. *Política y Cultura*, 37, 35-64.

Matiz, C. (1945). *Chía: la ciudad de la Luna*. Chía : Imprenta departamental.

McAdam, D. (1999). *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970* (vol. 2). Chicago, London : The University of Chicago Press.

McAdam, D., McCarthy, J. et Zald, M. (1996). Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes - toward a synthetic, comparative perspective on social movements. Dans *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings* (p. 1-20). Cambridge : Cambridge University Press.

McCarthy, J. et Zald, M. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241.

Melucci, A. (1975). Sur le travail théorique d'Alain Touraine. *Revue française de sociologie*, XVI, 359-379.

Melucci, A. (1976). Las teorías de los movimientos sociales. *Estudios Políticos*, 67-77.

Melucci, A. (1990). La acción colectiva como construcción social. *XII Congreso Mundial de Sociología*.

Melucci, A. (1991). Qu'y a-t-il de nouveau dans les "nouveaux mouvements sociaux". Dans L. Maheu et A. Sales (dir.), *La recomposition du politique* (p. 129-162). Montréal : L'Harmattan.

Melucci, A. (1994). Asumir un compromiso: identidad y movilización en los movimientos sociales. *Zona Abierta*, 69, 153-180.

Melucci, A. (1996). *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*. Cambridge : Cambridge University Press.

Melucci, A. (1999). *Acción colectiva, vida cotidiana y democracia*. México : El Colegio de México.

Mendoza, A. (2015). Gestión urbanística de las urbanizaciones cerradas en Colombia : el caso de Chía. *Procesos Urbanos. Revista de divulgación científica*, 2, 58-72.

- Mestries, F. (1980). Las agroindustrias en América Latina. *Iztapalapa: Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, 2, 167-180.
- Meza, J. (2019). El “volteo de tierras”: modificaciones irregulares a los planes de ordenamiento territorial en Cundinamarca, Colombia. . *Revista Ciudades, Estados y Política*, 6, 35-42.
- Miles, M. et Huberman, M. (1994). *Qualitative Data Analysis: An expanded Sourcebook* (2 éd.). Thousand Oaks : Sage.
- Milone, P., Ventura, F. et Ye, J. (2015). Conclusion: reproducing future in rural area. Dans P. Milone, F. Ventura et J. Ye (dir.), *Constructing a new framework for rural development* (chap. 13, p. 325-334). Wagon Lane, UK : Emerald Group Publishing Limited.
- MinAgricultura. (2020). *Cadena de Flores Colombia* : MinAgricultura. Dirección de Cadenas Agrícolas y Forestales.
- Molano, A. (2015). *Fragmentos de la historia del conflicto armado (1920-2010)*. Bogotá : Espacio Crítico.
- Moliner, P. (1996). *Images et représentations sociales ; de la théorie des représentations sociales à l'étude des images sociales*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Moliner, P. et Guimelli, C. (2015). Les approches théoriques. Dans *Les représentations sociales : fondements historiques et développements récents* (p. 22-33). Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Montañez, G., Arcila, Ó. et Pacheco, J. C. (1992). El sector agropecuario de la Sabana de Bogotá. Dans *Hacia donde va la Sabana de Bogotá? Modernización, conflicto, ambiente y sociedad*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, SENA.
- Motoa, F. (2018). *En Chía secaron un humedal y aún no empieza su restauración*. Bogotá : El Tiempo. Récupéré de <https://www.eltiempo.com/bogota/secan-humedal-la-facua-en-chia-300202>
- MST. (2014). *Programa Agrário do Movimento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra. Lutar, Construir Reforma Agrária Popular*.
- MST. (2021). *Movimiento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra. Quem Somos*. Récupéré de <https://mst.org.br/quem-somos/>
- MST. (2022). *Movimiento Dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*. Récupéré de <https://mst.org.br>
- Naess, A. (1973). The shallow and the deep, long-range ecology movements: A summary. *Inquiry*, 16, 95-100.

- Nahavandi, F. (2009). *Du développement à la globalisation: histoire d'une stigmatisation* (vol. 3). Bruxelles : Bruylant Bruxelles.
- Navarro, O. (2011). Les enjeux socio-environnementaux du développement durable en Amérique du sud. Considérations à partir du cas colombien. *Développement durable et territoires*, 2(3), 1-13.
- Nederveen-Pieterse, J. (2001). *Development Theory. Deconstructions/Reconstructions*. London : SAGE Publications.
- Neveu, É. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Nizet, J. et Rigaux, N. (2014). Les cadres de l'expérience. Dans *La sociologie de Erving Goffman* (chap. V, p. 65-76). Paris : La Découverte.
- Nuñez, V., Gómez, A. et Concheiro, L. (2013). La tierra en Chiapas en el marco de los 20 años de la rebelión zapatista. La historia, la transformación, la permanencia. *Argumentos*, 26, 37-54.
- Oberschall, A. (1973). *Social Conflict and Social Movements*. New Jersey : Prentice-Hall.
- Oberschall, A. (1997). *Social movements. Ideologies, Interests and Identities*. New Brunswick, London : Transaction Publishers.
- Observatorio SCCV. (2019). *Informe de calidad de vida 2019*. Cundinamarca : Observatorio Sabana Centro Cómo Vamos.
- Ocampo, J. A. (2005). *Más allá del Consenso de Washington: una agenda de desarrollo para América Latina*. México : Naciones Unidas, CEPAL.
- Offe, C. (1994). Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle. *Multitudes*, 22.
- Olson, M. (1992). Una teoría de los grupos y las organizaciones. Dans *La lógica de la acción colectiva* (p. 63-75). México : Editorial Limusa.
- Ordoñez, F. (2012). *Zonas de reservas campesinas : elementos introductorios y de debate*. Bogotá : INCODER. ILSA. SINPEAGRICUN.
- Osorio, G. (2011). *Segregación residencial de pequeña escala. El caso de los barrios cerrados en la vereda Cerca de Piedra del municipio de Chía 1980-2005*. Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- Osorio Pérez, F. (2016a). Campos en movimiento. Algunas reflexiones sobre acciones colectivas de pobladores rurales en Colombia. *Revista Colombiana de Antropología*, 52, 41-61.
- Osorio Pérez, F. (2016b). Continuidades y emergencias de acciones colectivas rurales en Colombia. *Annis*, 15.

Osorio Pérez, F. (2023). *Campos en movimiento*. Récupéré de <https://camposenmovimiento.wixsite.com/camposenmovimiento>

OXFAM. (2014). *La pequeña agricultura en peligro. Expansión de los monocultivos, tierra, alimentos y medios de vida en América Latina*. Oxford : OXFAM International.

Packenham, R. (1992). *The Dependency Movement*. Cambridge : Harvard University Press.

Palacio, G., González, J. M., Yepes, F., Carrizosa, J., Palacio, L., Montoya, C. et Marquez, G. (2001). *Ensayos de historia ambiental de Colombia: 1850-1995*. Bogota : Unibiblos.

Patton, M. (2002). *Qualitative Research and Evaluation Methods* (vol. 3). Thousand Oaks : SAGE.

Peemans, J.-P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*. Paris : Academia-Bruylant/l'Hartmattan.

Peemans, J.-P. (2016). Les paysanneries des Suds face à une modernisation polymorphe. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 273, 171-194.

Peemans, J.-P. (2018). Agricultures, ruralités, paysanneries: réflexions et questions pour une économie politique des discours dominants sur le développement. *Mondes en Développement*, 46(2), 21-48.

Peet, R. et Hartwick, E. (2009). *Theories of Development: Contentions, Arguments, Alternatives* (2 éd.). New York : The Guildford Press.

Penagos, A., Barrera, C., Umaña, M. et Bustamante, J. (2016). *Lineamientos operativos para los programas de desarrollo con enfoque territorial*. Bogota : RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural.

Pengue, W. (2006). *Agricultura industrial y transnacionalización en América latina. La transgénesis de un continente?* Buenos Aires : GEPAMA, PNUD.

Pérez, E. et Farah, M. A. (2002). Los modelos de desarrollo y las funciones del medio rural en Colombia. *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 49, 9-27.

Perez, I. (2015). Les estudios sobre el desarrollo en los senderos de las ciencias sociales latinoamericanas. *Cuadernos del CENDES*, 32(90), 1-34.

Pérez, M. E. (2004). La conformación territorial en Colombia: entre el conflicto, el desarrollo y el destierro. *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 51, 61-90.

Perrotta, D. et Porcelli, E. (2016). Mercosur 25 años: desafíos en su nueva etapa. *Márgenes. Revista de economía política*, 2, 51-86.

Petras, J. et Veltmeyer, H. (2001). Are Latin American peasant movements still a force for change? Some new paradigms revisited. *The Journal of Peasant Studies* 38(2), 83-118.

Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrère, P. Mayer et A. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 113-172). Boucherville : Gaëtan Morin

Planeta Paz. (2002). *Documentos de caracterización sectorial. Sector Campesinado*. Bogotá : Planeta Paz.

Pleyers, G. (2008). Sociologie de l'action et enjeux sociétaux chez Alain Touraine. Dans *Épistémologie de la société. Paradigmes pour le XXIe siècle* (chap. 3, p. 69-86). Bruxelles : De Boeck Supérieur.

Pleyers, G. (2018). *Movimientos sociales en el siglo XXI*. Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales CLACSO.

PNUD. (2011). *Colombia rural: Razones para la esperanza*. Bogotá : Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo.

Portes, A. (1973). Modernity and development: A critique. *Studies in Comparative International Development*, 8(3), 247-279.

Prada, E. (2003). La protesta en el campo colombiano. De la lucha por la tierra a la defensa de los derechos humanos (1990-2003). *OSAL, Observatorio Social de América Latina*, IV(11), 53-64.

Presidencia. (2018). *Palabras del Presidente Iván Duque en la presentación del programa 'Coseche, Venda a la Fija'* Récupéré de <https://id.presidencia.gov.co/Paginas/prensa/2018/181207-Palabras-del-Presidente-Ivan-Duque-en-la-presentacion-del-programa-Coseche-Venda-a-la-Fija.aspx>

Procuraduría General de la Nación. (2015). *En decisión de segunda instancia, Procuraduría General de la Nación confirmó sanción a exalcalde de Chía (Cundinamarca)*. Bogotá : Procuraduría General de la Nación. Récupéré de [https://www.procuraduria.gov.co/portal/En-decision-de-segunda-instancia-Procuraduria-General-de-la-Nacion-confirm-sancion-a-exalcalde-de-Chia-Cundinamarca\\_news](https://www.procuraduria.gov.co/portal/En-decision-de-segunda-instancia-Procuraduria-General-de-la-Nacion-confirm-sancion-a-exalcalde-de-Chia-Cundinamarca_news)

PRODETER. (2020). *Intervención sobre el proyecto de acuerdo "Por el cual se establecen las regulaciones, limitaciones y ordenamientos especiales para la ocupación y acceso a la propiedad de las tierras baldías para la delimitación de las zonas de desarrollo empresarial y se establecen otras disposiciones"*. Corporación para la protección y desarrollo de territorios rurales. Récupéré de <http://www.prodeter.org/lineas/item.php?id=9&nbsp>

Pugliese, P. (2001). Organic farming and sustainable rural development: a multifaceted and promising convergence. *Sociologia Ruralis*, 41(1), 112-130.

Quimbayo Ruiz, G. (2020). Territory, sustainability, and beyond: Latin American urbanization through a political ecology. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 3(3), 786-809.

Quiroga, M. (2014). El proceso de reducciones entre los pueblos Muisca de Santafé durante los siglos XVI y XVII. *Historia Crítica*, 52, 179-203.

Quirós, M. (2001). La Floricultura en Colombia en el marco de la globalización: aproximaciones hacia un análisis micro y macroeconómico. *REVISTA Universidad EAFIT*, 59-68.

Ramírez-Miranda. (2014). Critical reflections on the New Rurality and the rural territorial development approaches in Latin America. *Agronomía Colombiana*, 32(1), 122-129.

Rateau, P. et Lo Monaco, G. (2013). La Théorie des Représentations Sociales: orientations conceptuelles, champs d'applications et méthodes. *Revista CES Psicología*, 6, 1-21.

Rateau, P., Moliner, P., Guimelli, C. et Abric, J.-C. (2011). Social Representation Theory. Dans *Handbook of Theories of Social Psychology* (p. 477-497). Thousand Oaks : SAGE.

REAF. (2021). *Del dialogo político y las normas a la agenda operativa de políticas públicas para la agricultura familiar en el MERCOSUR*. Récupéré de <http://www.reafmercosul.org>

Rediación. (2020). Apuestas territoriales locales para la integración regional. Aportes al Plan de Desarrollo Municipal de Chía. (Chía). Récupéré de [https://issuu.com/rediacion/docs/boleti\\_n\\_rediaccio\\_n\\_junio](https://issuu.com/rediacion/docs/boleti_n_rediaccio_n_junio)

Reed, D. (1999). Le développement durable. Dans D. Reed (dir.), *Ajustement structurel, environnement et développement durable* (p. 25-38). Royaume-uni : L'Harmattan.

Registro Urbano. (2017). *La aplanadora inmobiliaria en Chía, sepulta la Chucua de Fagua*. Récupéré de <https://registrourbano.wordpress.com/2017/10/02/la-aplanadora-inmobiliaria-en-chia-sepulta-la-chucua-de-fagua/>

RENAF. (2019). *Manifiesto de las Organizaciones Campesinas y Sociales reunidas en el Foro "Declaración de la ONU sobre los derechos del campesinado: propuestas y desafíos"* Récupéré de <http://agriculturafamiliar.co/declaraciones-de-la-renaf/>

RENAF. (2020, 25 Octobre 2020). *Consideraciones de la Red Nacional de Agricultura Familiar RENAF al proyecto de decreto "por el cual se adiciona la parte 19 al Libro 2 del Decreto 1071 de 2015 relacionado con las compras públicas de alimentos" mediante el cual se implementaría la Ley 2046 de 2020 sobre compras públicas locales*. Récupéré de <http://agriculturafamiliar.co/wp-content/uploads/2020/11/RENAF-Comunicado-No.4-2020-Compras-Publicas-EN.pdf>

Restrepo, E. (2016). *Etnografía: alcances, técnicas y éticas*. Bogota : Envión Editores.

Rey, M. et Castillo, J. (2008). Desarrollo, dependencia y Estado en el debate latinoamericano. *Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, 19(1), 24-45.

Rist, G. (2013). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale* (vol. 4). Paris : Presses de Sciences Po.

Rodrigues, G. (2015). Desmontando el desarrollo territorial rural (DTR) en América Latina. *Tabula Rasa*, 23, 181-202.

Rodríguez, J. (2018a). *CAR frena relleno ilegal que destruía humedal en Chía*. Bogotá : El Tiempo. Récupéré de <https://www.eltiempo.com/bogota/car-frena-relleno-ilegal-de-humedal-chucua-de-fagua-en-chia-168802>

Rodríguez, J. (2018b, 7 janvier 2018). CAR frena relleno ilegal que destruía un humedal en Chía. *El Tiempo* (Colombia).

Rodríguez, M. (2008). Declive de las instituciones y la política ambiental en América latina y el Caribe. Dans M. Rodríguez (dir.), *Gobernabilidad, instituciones y medio ambiente en Colombia* (p. 61-100). Bogota : Foro Nacional Ambiental.

Rosset, P. (2006). Moving Forward: Agrarian Reform as a Part o Food Sovereignty. Dans P. Rosset, R. Patel et M. Courville (dir.), *Promised Land. Competing visions of agrarian reform* (p. 301-322). Oakland, California : Food First Books.

Rosset, P. (2013). Re-thinking agrarian reform, land and territory in La Via Campesina. *Journal of Peasant Studies*, 40(4), 721-775.

Rosset, P. et Altieri, M. (2019). *Agroecología: ciencia y política*. Ciudad de México : Universidad Autónoma de Zacatecas, Miguel Ángel Porrúa.

Rosset, P. et Martínez, M. E. (2012). Rural Social Movements and Agroecology: Context, Theory, and Process. *Ecology and Society*, 17(3).

Roudart, L. (2018). Nouvelles ruralités, agroécologie, souveranité alimentaire : vers des alternatives de développement? *Mondes en Développement*, 182, 7-19.

Roy, S. (2009). L'étude de cas. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (vol. 5, p. 199-225). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Rubio, B. (2017). El movimiento campesino en América Latina durante la transición capitalista 2008-2016. *Revista de Ciencias Sociales*, 31, 15-38.

Rubio, B. (2018). La agricultura latinoamericana en la transición mundial: una visión histórica estructural, 2003-2016. Dans B. Rubio (dir.), *América Latina en la mirada. Las transformaciones rurales en la transición capitalista*. México : Universidad Nacional Autónoma de México.

Ruttan, V. (1984). Integrated Rural Development Programmes: A Historical Perspective. *World Development*, 12(4), 393-401.

Saavedra, R., Castro, L., Restrepo, O. et Rojas, A. (2001). *Planificación del desarrollo*. Bogota : Fundación Universidad de Bogota Jorge Tadeo Lozano.

Sabogal, J. (2003). Antonio Garcia Nossa, un pensador latinoamericano. *Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, 8(21), 73-85.

Sabourin, E., Marzin, J., Le Coq, J. F., Massardier, G., Fréguin-Gresh, S., Samper, M., . . . Sotomayor, O. (2014). Agricultures familiales en Amérique latine, émergence, avancées et limites des politiques ciblées. *Revue Tiers Monde*, 220, 23-41.

Sabourin, E., Patrouilleau, M. M., Le Coq, J. F., Vásques, L. et Niederle, P. (2017). *Políticas públicas a favor de la agroecología em América Latina y El Caribe*. Porto Alegre : Red Políticas públicas y desarrollo rural en América Latina, FAO.

Sabourin, P. (2009). L'analyse de contenu. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données* (5 éd., p. 415-444). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Sachs, I. (1978). Ecodéveloppement: une approche de planification. *Économie rurale*, 124, 16-22.

Sachs, I. (1990). The Archaeology of the Development Idea. *Interculture*, XXIII, 2-37.

Saidon, M. (2009). Biocombustibles: Actores y debates en América Latina. *Economía*, XXXIV, 171-198.

Salcedo, L., Pinzón, R. et Duarte, C. (2013). *El paro nacional agrario: un análisis de los actores agrarios y los procesos organizativos del campesinado colombiano*. Centro de Estudios Interculturales. Universidad Javeriana de Cali. Récupéré de [https://cedins.org/dmdocuments/paro\\_agrario\\_actores.pdf](https://cedins.org/dmdocuments/paro_agrario_actores.pdf)

Salgado, C. (2002). Los campesinos imaginados. *Cuadernos Tierra y Justicia*.

Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données* (5 éd., p. 337-360). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Schejtman, A. et Berdegué, J. (2004). *Desarrollo territorial rural*. Chile : Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural. RIMISP.

Scoones, I. (2009). Livelihoods perspectives and rural development. *Journal of Peasant Studies*, 36(1), 171-196.



Scott, J. (1985). Normal Exploitation, Normal Resistance. Dans *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance* (p. 28-48). New Haven, London : Yale University Press.

Secretaría de Planeación. (2000). *Documento técnico de soporte del Plan de Ordenamiento Territorial del municipio de Chía, Cundinamarca*. Chia : Secretaría de Planeación. Alcaldía de Chía.

Semana. (2017). Las denuncias del senador Galán contra el alcalde de Chía. (Bogotá). Récupéré de <https://www.semana.com/nacion/articulo/las-denuncias-del-senador-galan-contra-el-alcalde-de-chia/551658/>

Semana. (2018). “La corrupción urbanística es tan lucrativa como el narcotráfico”: Galán. (Bogotá). Récupéré de <https://www.semana.com/nacion/articulo/carlos-fernando-galan-planes-de-ordenamiento-territorial-en-cundinamarca/563498/>

Sevilla Guzmán, E. (2001). Agroecología y desarrollo rural sustentable: una propuesta desde Lation América. Dans S. Sarandon (dir.), *Agroecología. El camino hacia una agricultura sustentable*. Buenos Aires : Ediciones Científicas Americanas.

Shanin, T. (1979). El campesinado como factor político. Dans *Campesinos y sociedades campesinas* (p. 214-236). México : Fondo de Cultura Económica.

SiB. (2020). *Sistema de Información sobre Biodiversidad de Colombia*. Récupéré de <https://sibcolombia.net>

Silva, E. (2009). The Inconvenient Fact of Anti-Neoliberal Mass Mobilization. Dans E. Silva (dir.), *Challenging Neoliberalism in Latin America* (p. 1-13). Cambridge : Cambridge University Press.

Small, L.-A. (2007). The Sustainable Rural Livelihoods Approach: A Critical Review. *Canadian Journal of Development Studies*, 28(1), 27-38.

Smelser, N. (1996). Análisis del comportamiento colectivo. Dans *Teoría del comportamiento colectivo*. México : Fondo de Cultura Ecnómica.

Snow, D. (2001). Analyse de cadres et mouvements sociaux. Dans D. Cefaï et D. Trom (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques* (p. 27-49). Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Snow, D. et Benford, R. (1992). Master frames and cycles of protest. Dans A. Morris et C. Mueller (dir.), *Frontiers in social movement theory* (p. 135-155). London : Yale University Press.

Snow, D., Rochford, B., Worden, S. et Benford, R. (1986). Frane alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American Sociological Review*, 51(4), 464-481.

So, A. Y. (1990). *Social Change and Development: Modernization, Dependency and World-System Theories*. California : Sage Publications.

Streeten, P. (1979). Development ideas in historical perspective. Dans A. Hirschman, D. Seers, S. Amins, S. Graubard et H. Holloman (dir.), *Toward a New Strategy for Development: A Rothko Chapel Colloquium* (p. 1-18). Rothko Chapel : Pergamon Press.

Sulmont, D. (1993). La sociología de Alain Touraine y las dos alas de la modernidad. *Debates en Sociología*, (189-221).

Sumpsi, J. M. (2007). *Experiencias de desarrollo territorial en América Latina y el Caribe*. Dans P. Giordano, C. Falconi et J. M. Sumpsi (dir.). Buenos Aires : Banco Interamericano de Desarrollo. Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe. Récupéré de <https://books.google.ca/books?id=Io0A758ReAAC&printsec=frontcover#v=onepage&q&f=false>

Supelano, G. (2019). ¿Corrupción, negligencia o mala suerte? El caso de la Chucua de Chía. *El Espectador* (Bogotá). Récupéré de <https://www.elespectador.com/bogota/corrupcion-negligencia-o-mala-suerte-el-caso-de-la-chucua-de-chia-article-850451/>

Svampa, M. (2009a). Protesta, Movimientos Sociales y Deminuciones de la acción colectiva en América Latina. *Jornadas de Homenaje a Charles Tilly*. Universidad Complutense de Madrid. Fundación Carolina.

Svampa, M. (2009b). Protesta, movimientos sociales y dimensiones de la acción colectiva en América Latina. *Jornadas de Homenaje a Charles Tilly*. Fundación Carolina.

Szegedy-Maszák, I. (2017). Agricultural Public Policies in Colombia from the 1970s through the Uribe Government – The Story of Recurrent Unresolved Policy Issues. *Vniversitas*, (134), 363-398.

Tarrés, M. L. (1992). Perspectivas analíticas en la sociología de la acción colectiva. *Estudios Sociológicos*, X(30), 735-757.

Tarrow, S. (1997). *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*. Madrid : Alianza Editorial.

Thiesenhusen, W. (1972). Green revolution in Latin America: Income effects, policy decisions. *Monthly Labor Review*, 95(3), 20-27.

Tilly, C. (1977). *From Mobilization To Revolution*. Michigan : CRSO Working Paper #156.

Tiney, J. (2009). For Life, Land, Territory and the Sovereignty of Our People. The Latin American Coordinator of Rural Organisations. Dans C. D. Deere et F. Royce (dir.), *Rural Social Movements in Latin America: Organizing for Sustainable Livelihoods* (p. 49-53). Florida : University Press of Florida.

Tipps, D. (1973). Modernization Theory and the Comparative Study of Societies: A Critical Perspective. *Comparative Studies in Society and History*, 15(2), 199-226.

Tobasura, I. (2009). De campesinos a empresarios. La retórica neoliberal de la política agraria en Colombia. *Revista NERA*, 12.

Tobón, G. (2016). Colombia. Paro nacional agrario 2016 y proceso de paz. Fin de la guerra interna. *Cuadernos del pensamiento crítico latinoamericano*, 37.

Todaro, M. et Smith, S. (2015). Contemporary Models of Development and Underdevelopment. Dans *Economic Development* (vol. 12). London : Pearson.

Torres Rivas, E. (1981). *Estructuras sociales rurales en América latina* UNESCO, CEPAL, PNUD.

Torres-Mora, A. (2020). Acaparamiento de tierras y acumulación por desposesión en Colombia. El caso de las Zonas de Desarrollo Rural, Económico y Social (ZIDRES). *FORUM. Revista Departamento Ciencia Política*, 17, 7-42.

Touraine, A. (1964). Pour une sociologie actionnaliste. *European Journal of Sociology*, 5(1), 1-24.

Touraine, A. (1965). *Sociologie de l'action*. Paris : Les Éditions du Seuil.

Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Paris : Les Éditions du Seuil.

Touraine, A. (1978a). *La voix et le regard*. Paris : Les Éditions du Seuil.

Touraine, A. (1978b). Théorie et pratique d'une sociologie de l'action. *Changement social et rapports de classes*, 10(2), 149-188.

Touraine, A. (1984). *Le retour de l'acteur*. Paris : Librairie Arthème Fayard.

Touraine, A. (2006). Los movimientos sociales. *Revista Colombiana de Sociología*, (27), 255-278.

Treillet, S. (2002). *L'économie du développement*. France : Nathan.

United Nations. (1987). *Our Common Future*. World Commission on Environment and Development:.

Van Campenhoudt, L., Marquet, J. et Quivy, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales* (5 éd.). Paris : DUNOD.

Van der Ploeg, J. D. (2010). *Nuevos campesinos. Campesinos e imperios alimentarios* Icaria Editorial.

Van der Ploeg, J. D., Ye, J. et Schneider, S. (2015). Rural development : actors and practices. Dans P. Milone, F. Ventura et J. Ye (dir.), *Constructing a new framework for rural development* (chap. 2, p. 17-30). Wagon Lane, UK : Emerald Group Publishing Limited.

- Wagner, W., Duveen, G., Farr, R., Jovchelovitch, S., Lorenzi-Cioldi, F., Markova, I. et Rose, D. (1999). Theory and method of social representations. *Asian Journal of Social Psychology*, 95-125.
- Wezel, A., Bellon, S., Doré, T., Francis, C., Vallod, D. et David, C. (2009). Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 29, 503-515.
- Willis, K. (2005). *Theories and practices of development*. London : Routledge.
- Wolf, E. (1972). *Las luchas campesinas del siglo XX*. México : Siglo veintiuno editores.
- Wolf, E. (1979). Las rebeliones campesinas. Dans *Campesinos y sociedades campesinas* (p. 237-246). México : Fondo de Cultura Económica.
- Yie, S. M. (2018). *¡Vea, los campesinos aquí estamos! Etnografía de la (re) aparición del campesinado como sujeto político en los Andes nariñenses colombianos*. Universidad Estadual de Campinas.
- Yin, R. (2003). *Case Study Research: Design and Methods*. Thousand Oaks : Sage.
- Yin, R. (2011). *Qualitative Research from Start to Finish*. New York : The Guilford Press.
- Zamosc, L. (1990). Luchas campesinas y reforma agraria: la sierra ecuatoriana y la costa atlántica colombiana en perspectiva comparativa. *Revista Mexicana de Sociología*, 52(2), 125-180.
- Zamosc, L. (1992). Transformaciones agrarias y luchas campesinas en Colombia: un balance retrospectivo (1950-1990). *Análisis Político*, 15.
- Zamosc, L. et Martínez, E. (1996). Modernización agraria y participación política campesina en América Latina : una visión de conjunto. Dans L. Zamosc, E. Martínez et M. Chiriboga (dir.), *Estructuras agrarias y movimientos campesinos en América Latina (1950-1990)* (chap. 1, p. 11-24). Madrid : Ministerio de agricultura, pesca y alimentación.
- Zamosc, L., Martínez, E. et Chiriboga, M. (1996). *Estructuras agrarias y movimientos campesinos en América Latina (1950-1990)*. Madrid : Ministerio de agricultura, pesca y alimentación.
- Zapata, F. (1992). Premisas de la sociología accionalista. *Estudios Sociológicos*, 10(29), 469-487.
- Zoomers, A. (2002). Rural Development Policy in Latin America : The Future of the Countryside. *Social Scientist*, 30(11), 61-84.